
200.b.20
N°
Bibliothèque de Th. de Jonghe.



Materialien

für die



Statistick

und neuere

Staatengeschichte

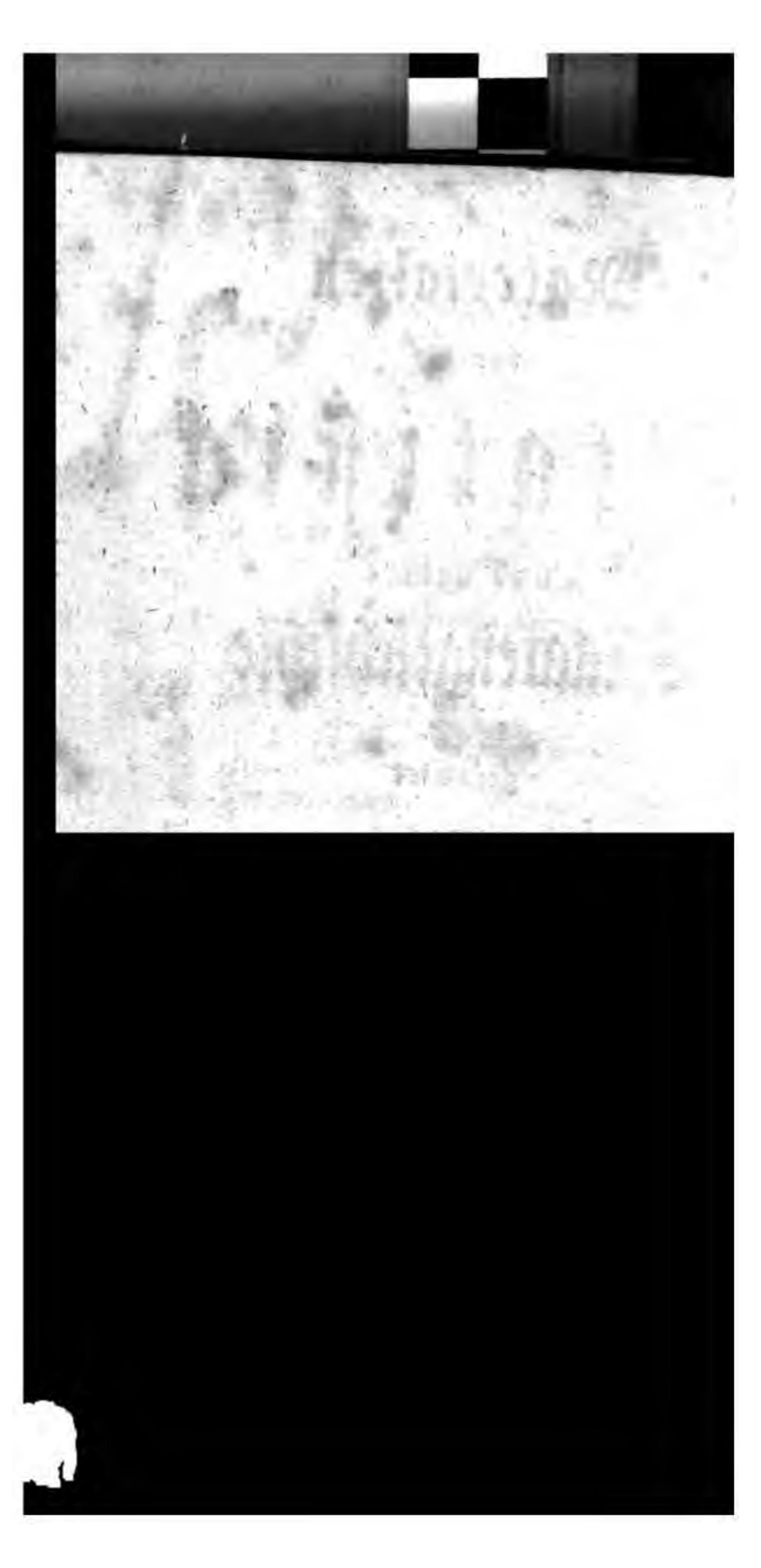
gesamlet

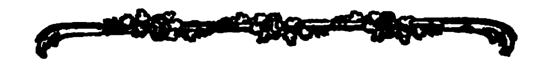
von

Christian Wilhelm Dohm.

Fünfte Lieferung.

Lemgo,
im Verlage der Meyerschen Buchhandlung 1785.





Inhalt.

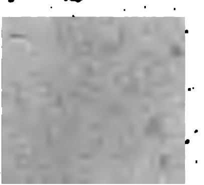
VIII.

Inhalt.

I.

RELATION
DE LA
COUR DE FRANCE
DIVISÉE
EN DEUX PARTIES
FAITE AU COMMENCEMENT DE L'ANNÉE 1690.

Fortsetzung von Seite 286 des 3ten Theils.





Als ich den ersten Theil dieser interessanten Schrift des berühmten Ezechiel Freyherrn von Spanheim bekannt machte, mußte ich nur bedauern, den zweyten, dem Inhalte nach, noch erheblichern Theil nicht zugleich mittheilen zu können. Ich hatte um so weniger Hofnung ihn je zu sehen, da auch in dem hiesigen königl. geh. Archiv sich dieser für den Churfürsten Friedrich III. (nachmals König Friedrich I. von Preussen) verfertigte Bericht nicht findet. Ein glücklicher Zufall führte mir indeß ohnlängst eine ganz vollständige Handschrift desselben in die Hände, in welcher der erste Theil sich so, wie ich ihn abdrucken lassen, nebst noch einem Zusatze, und auch der ganze zweyte Theil befindet. Ich bin also im Stande, nunmehr dieses wichtige Fragment zu einem Ganzen

---

zu machen, und ich halte mich überzeugt, daß meine Leser sich besonders im zweyten Theile mit Vergnügen von einem Manne werden unterrichten lassen, der Gelegenheit hatte die Hauptpersonen, welche Ludewig XIV. Regierung merkwürdig machten, in der Nähe und genau zu kennen, und der, wie man ihm gewiß jetzt zugestehen wird, ein eben so geübter und feiner Beobachter menschlicher Charactere und Handlungen war, als man bisher ihn für einen der ersten Gelehrten seiner Zeit gekannt hat.



SVITE DE LA PREMIERE PARTIE.

D'autres Maiſons en France, qui ont le rang de Princes.

Aprés tous ces Princes & Princeſſes ſusdites, qui ſortent de Maiſons Souveraines, ou qui y ſont entrées, par leus Mariages, il y a encore trois Maiſons en France, qui jouiſſent des Privileges & Prerogatives des Princes, comme les Maiſons de Bouillon, de Rohan, & le Prince de Monaco.

Ces Prerogatives consistent en ce qu'ils ont droit de se couvrir devant le Roy, aux Audiances des Ambassadeurs, qui ont le mesme Privilege, que leurs filles ont le tabouret, ou droit de s'asseoir chez la Reine, la Daufine, & Madame, & que dans les Voiages à la suite de la Cour, les Marêcheaux & Fouriers des Logis, en marquent leur logement, y ajoûtant le mot de pour Monsieur le Prince un tel. Ce qui ne se prattique pás à l'égard des autres Seigneurs de la Cour, ni memes des Ducs & Pairs, pour lesquels on ne met point le pour. Cette distinction, qui en Elle mesme paroit de peu d'importance, ne laisse pas d'en mettre une bien grande entre ceux qui l'ont, & qui ne l'ont pás.

De la Maison de Bouillon.

dis-je, les prerogatives qui ſont attachées aux Princes, telles, que je viens de dire. Ledit Duc de Bouillon étant mort bientôt aprés en 1652 a laiſſé pluſieurs Enfans de l'un & de l'autre ſexe; entr'autres trois fils encore en vie, le Duc de Bouillon, le Comte d'Auvergne, & le Cardinal de Bouillon.

Du Duc de Bouillon.

Le Duc de Bouillon d'aujourdhui, eſt revetû dépuis l'an 1658 de la Charge de Grand Chambellan de France, qui eſt la ſeconde de la Maiſon du Roi, (ſavoir aprés celle de Grand Maître) qui l'approche de plus prés de ſa perſonne, & eſt au deſſus des Gentilshommes de la Chambre & des Officiers de la Garderobbe du Roy. Ce Duc qui n'a pás l'exterieur fort avantageux, ni la mine fort haute, ni d'ailleurs les qualités du côté de l'eſprit fort eclattantes, oú qui repondent à celles des Ducs ſes Pére & Grand Pére, ou de ſon Oncle le feu Prince de Thurenne; cependant ne laiſſoit pás d'être aſſés conſideré par ſa Majeſté comme ayant celles d'un bon ſujet, affectionné à ſon Roy & à ſa Patrie. Auſſi a-t-il recouvert par le credit & les Offries du Roy la Ville & Terre de Bouillon en l'an 1679, & qu'il poſſéde en Souveraineté. Ce fût dejá en vertu de ce droit, & avant que d'en avoir l'entiére poſſeſſion, que dés l'an 1677 on y vit paroître une declaration de Guerre dudit Duc de Bouillon contre l'Eſpagne, & par laquelle il ordonnoit à ſes ſujets de la dite Principauté, de courrir ſur ceux du Roy d'Eſpagne.

Ce qui donna plus de matiére d'en rire, que d'en craindre de fâcheux effets contre cette Monarchie. Au reſte comme la disgrace de la Ducheſſe ſa femme, qui eſt une de Mancini, Niepce du Cardinal Mazarin, celle de ſon fils, le Prince de Thurenne, & du Cardinal de Bouillon ſon frére, qui arriva en 1683, a contribué à tenir ce Duc eloigné de la Cour, auſſi n'y eſt il pás retourné depuis. Ce n'eſt pás que le Roy en faiſant donner l'ordre de l'eloignement ſusdit, ne fit en meſme temps dire à ce Duc, que ce n'eſtoit pás pour aucun ſujet de mescontentement particulier à ſon égard, mais uniquement pour celuy que ſa Majeſté avoit de la conduite de ſa femme, de ſon fils, & de ſon frére le Cardinal. On ne ſe declara point meſmes du veritable ſujet de leur disgrace, ſi ce n'eſt qu'on l'attribua à l'humeur, aux diſcours, & [redacted]

& dans ses maniéres qui deplurent fort l'autre la reputation d'être atteint du vice infame, qui prenoit pied parmi la : jeunesse de la Cour, & ensuite de ; indices qu'on en eut Quoy qu'il en fût relegué à son Abbaie de Clugnis Duché de Bourgogne, où il est resté un d'anneés, & eut permission ensuite de là à une autre Abbaie qu'il avoit en Pro- Aussi ne jugeoit-on pás il y a un an, qu'il pparence de le voir rentrer de longs grace de sa Majesté. Cependant comme du dernier Pape donna lien à son voiage , avec les Cardinaux de Bonsi & de Fur- ;, pour assister au Conclave, & à l'Ele- un nouveau Pape, qui fût plus porté interéts de France que le defunt; Aussi on par les advis de Rome, & par les per- qui en viennent, que non seulement ce l continue d'y faire sejour, mais même dans une consideration particuliere au- nouveau Pape; ensorte que les affaires ourra y menager dans les conjonctures es pour les interêts de la France, pour- ien contribuer avec le temps, sur tout le succés qui en suivra, à remettre bien dinal dans l'esprit du Roy. Aussi a-t-il rs des qualités recommendables, soit du l'esprit, qu'il a assés vif & brillant, soit du savoir, qui n'est pás commun dans les de Theologie, qu'il a étudiée en Sor- outre les avantages qu'il tire de la naiss- & veu son humeur à se faire assés valoir, tirer dis je, par tous ces endroits, & epense qu'il est en état de faire, l'estime

& la conſideration de la Cour de Rome. Il s'étoit flatté aſſés long temps avant ſa disgrace, & du vivant du feu Electeur de Cologne, d'avoir bonne part aprés ſa mort à l'election du Prince & Eveque de Liége, eſtant dejá revêtu dans cette veue de la qualité de Grand Prevót de ce Chapitre. Mais c'eſt une aſſeurance, dont il ſe vit entierement decheu par la circonſtance de la mort de cet Electeur & Prince de Liége, arrivée au fort de ſa disgrace, & des engagemens où le Roy eſtoit entré pour faire élire le Cardinal de Furſtenberg, & auquel mesme le Cardinal de Bouillon eut ordre exprés du Roy, de donner ſon ſuffrage, & celuy de ſes Creatures qu'il avoit dans le Chapitre de Liége. On prétendit même le rendre en quelque façon réponſable du peu de ſuccés qui en ſuivit pour le Cardinal ſusdit de Furſtenberg.



plaisir de voir qu'à la derniere promotion des Chevaliers de l'Ordre, sa Majesté n'y voulut point avoir égard à la prétension de ce Comte, d'y avoir rang parmi les Princes & sur le pied de celuy, dont sa maison est d'ailleurs en possession, & ainsy avant les Ducs & Pairs, ni mêmes le luy accorder qu'aprés lesdits Ducs, & dans le rang des Gentilshommes honorés du Cordon. Ce qui fit aussi que ledit Comte s'abstint d'y prendre part.

De la Maison de Rohan.

La Maison de Rohan est encore en possession des honneurs & prerogatives de Princes, comme descendans des anciens Ducs de Bretagne, & du sang Roial de Navarre. Outre les grandes Alliances, qu'Elle a eues avec les Maisons Royales d'Espagne, d'Angleterre, d'Escosse, & des Maisons Souveraines dans l'Empire.

Des deux branches de la Maison de Rohan.

Mais comme il y a aujourdhui deux branches de cette Maison, celle de Guimenée ou Montbazon, & l'autre de Rohan Chabot, il n'y a que la premiére qui est en possession du rang et des prerogatives de Prince, depuis que celle cy est passée à la Maison de Chabot, par le mariage de la fille unique & heritiére du Duc Henri de

de Rohan, fameux pour ſes exploits en Valteline, & à la defenſe du parti de la Religion en France, mariée à Henry Chabot, comme fait aujourdhui ſon fils, le Pére étant decedé dés l'an 1655.

De la branche de Montbazon.

Pour la Maiſon de Rohan Montbazon, les Princes Rohan d'aujourdhui de cette branche ſont ceux, qu'on appelle en France de Guimené, de Montauban, de Soubiſe, dont le plus conſideré eſt le Dernier de ce nom, appellé le Prince de Soubize, qui eſt Gouverneur de la Province de Berry, & commande la Compagnie des Gens d'Armes du Roy. Il eſt bien fait de ſa perſonne, civil & honnête, & dont la Princeſſe ſa femme, fille du feu Duc de Rohan



Du Prince de Monaco.

Il y a encore le Prince de Monaco, qui est de la famille de Grimaldi, Genoise, & jouit des honneurs de Prince à la Cour de France, comme Prince Souverain de Monaco, forteresse située en Italie dans le pays de la Republique de Genes, & en recompense de ce que feu son Pere y receut Garnison Francoise, & passa en France avec les establissemens des Terres & de la qualité de Duc & Pair, qu'on luy donna. Le Prince susdit son fils y epousa la fille du feu Duc & Marechal Grammont, & de laquelle il a été parlé cy-dessus, sous le nom de Princesse de Monaco, & dans l'article des Maitresses du Roy & du Comte de Lauzun. Le Prince susdit en a eu un fils, qui porte le titre de Duc de Valentinois, & a epousé depuis deux ans, comme il à deja eté dit, la fille du Comte d'Armagnac, Grand Escuyer en France.

Mais quoyque ledit Prince de Monaco de mesmes que les Princes de la Maison de Bouillon & de Rohan, dont je viens de parler, jouïssent au reste du rang, & des prerogatives, que j'ai touché cy-dessus, attachées aux Princes, & à la Cour de France, c'est pourtant avec quelque difference d'avec les Princes Etrangers, qu'on appelle, oú issus des Maisons Souveraines, de Savoie & de Lorraine. Ce qui parût dans la derniére promotion des Chevaliers de l'Ordre de St. Esprit, où il n'y eut que ceux-ci qui y furent receus, & marcherent dans la procession, avant tous les Ducs & Pairs honorés du mesme Ordre, & ainsi où le Prince de Soubize,

bize, qui avoit eu la mesme pretension, n'eut point de part, & aima mieux s'en passer que d'y marcher parmi les Ducs & Pairs. Ce fut ensuite, que le Roy se déclara de trouver, que les Seigneurs de la Maison de Rohan, n'avoient point eu d'autre rang en pareille promotion, que celuy que leur donnoit le rang de Duc & Pair du Roiaume. A l'egard de la Maison de Bouillon j'ai touché cy-dessus, ce qui se passa au sujet du Comte d'Auvergne, & ce qui étoit encore moins avantageux aux Seigneurs de cette Maison. Pour le Prince de Monaco, comme il estoit absent à Monaco en Italie, au temps de cette promotion, il fut à couvert par là d'y paroître dans le rang de Duc & Pair de France, & non de Prince Estranger. Aprés tout il ne fit pás de difficulté de recevoir l'Ordre dans le rang qui l'y fut destiné parmi les Ducs, & qu'on luy donna à son rétour &c.

ent des Gardes francoises, dont les ont remplies, comme on a dejà veu, ce de Condé, le Comte d'Armagnac, Bouillon, le Duc de la Rochefou- le Maréchal Duc de la Fueillade.

Prémiers Gentilshommes de la Chambre.

nt aux prémiers Gentilshommes de la du Roy, ce sont quatre Ducs & Pairs e, qui en sont à présent revétus, & qui par années. savoir les Ducs de la Tre- de St. Aignan, ou Beauvilliers, d'Au- & de Gévres.

Du Duc de la Tremouille.

Le Duc de la Tremouille en avoit la Char- en survivance du Duc de Crequi, dont il avoit épousé la fille unique & héritiére, & l'exer- ce à présent de son Chef, depuis la mort de ce Duc, decedé en 1686. Il est fils du feu Prince de Tarente, & d'une Princesse de Hesse-Cassel sa femme, par où il se trouve Cousin germain de Madame, née fille de feu l'Electrice Palatine, soeur puis née de la dite Princesse. Comme cette Maison de la Tremouille etant des plus illustres du Roiaume en Alliances, & en nom- bre de Vassaux, sur tout depuis qu'Elle devint héritière par mariage de la Maison de Laval, elle jouït aussi des prerogatives du prémier rang des Ducs & Pairs de France, & ce qui paroît

parût dans la derniére promotion des Chevaliers de l'Ordre, où le Duc de la Tremouille, quoy qu'il n'eut pas encore accompli l'âge requis par les Statuts de l'Ordre, y marchoit le prémier, aprés les Princes de la Maison de Lorraine, & avant les autres Ducs & Pairs. La fille aisnée de cette Maison a aussi le privilége du Tabouret, & ainsi d'estre assise au Cercle devant le Roy, & la Reine ce qui ne s'arrive d'ailleurs qu'aux filles des Princes Etrangers, ou reconnus pour Princes. Au reste le Duc de Tremouille susdit est plus avantagé du côté de la taille, que des agremens du visage, & brille plus par son adresse dans les exercices du Corps, comme de course à cheval, à la danse, & pareils, que du côté de l'esprit; aprés tout c'est un Seigneur doux & honnête.

Du Duc de Beauvilliers.

Le Duc de Beauvilliers, fils du Duc de St. Aignan, en avoit aussi la charge en survivance du Pére, mort en 1686. Il exerce seul à présent, & à quoy sa Majesté y a joint, comme il a deja été remarqué, la Charge de Chef du Conseil Royal des finances, & nouvellement celle de Gouverneur du Duc de Bourgogne. J'ai deja touché les motifs, qui y ont donné lieu, & qui sont pris de son caractére, d'homme devot, & regulier, comme d'ailleurs de son mariage avec une des filles de feu Mr. Colbert.

Du

Du Duc d'Aumont.

Le Duc d'Aumont, qui a été cy-devant Capitaine des Gardes du Corps, & appellé alors le Marquis de Villequiers du vivant du Duc son Pere, outre la Charge de premier Gentilhomme de la Chambre, est Gouverneur du Bolonois. C'est un Seigneur qui a des Biens considerables, un Hôtel à Paris des plus magnificquement meublés, qui s'y voient, & lequel depuis quelques années en ça, quoyque sans lettres oú sçavoir, se mit dans la curiosité de la recherche des Antiquités Romains, oú plûtôt dans la reputation de proteger ceux, qui s'y adonnoient. Ce fut aussi à l'occasion d'un Maître d'Hôtel, qu'il avoit, curieux des Medailles antiques, & qui en avoit un assés beau Cabinet, que ce Duc establit une assemblée chés luy pour y discourir une fois la semaine sur de pareilles Medailles, & en tirer les usages, où les connoissances qui y auroient du rapport. On y imposa la tâche d'illustrer en particulier l'Histoire Romaine, par les Inscriptions & par les Medailles anciennes, & a ce sujet, de descrire la Vie des Empereurs, en y rapportant toutes les Medailles, qui s'étoient battües sous leur Regne, & auquel sujet chacun des Membres de cette assemblée, fust chargé de faire la Vie d'un Empereur sur ce modéle, & ensuite d'en faire lecture dans l'assemblée, pour s'y prévaloir des advis des assistans, à sçavoir au sujet des additions oú des Corrections, a y faire. Le tout dans le dessein de dresser par là un Corps de l'Histoire Romaine, au moins de celle des Empereurs, plus complette & plus exacte, que celle qu'on a jusques-icy.

Ce qui cependant ne pouvoit qu'être d'un succés assés divers, suivant le different talent d[e] ceux qui s'en méloient. Cette assemblée vin[t] ensuite à se separer par les attachemens du Du[c] d'Aumont à ses Employs en Cour, & par le[s] voiages du Roy. En sorte que ce grand dessei[n] est demeuré imparfait, si non que le Préside[nt] Bignon, qui estoit un des Curieux, & des ass[i]stans de cette assemblée, a pris depuis à tâch[e] de la continuer chés luy. Au reste, le Du[c] d'Aumont avoit epousé en premieres Nopce[s] la fille du feu Chancelier Tellier, & soeur d[u] Marquis de Louvois, dont il a un fils, le Ma[r]quis de Villequier, qui a la survivance de [sa] Charge de premier Gentilhomme de Chambre & deux filles mariées, l'une au Marquis de Be[]ringkum, premier Ecuyer du Roy; l'autre a[u] Marquis de Crequi, fils aisné du Maréchal d[e] Crequi. Il a espousé en secondes Nopces, M[a]demoiselle de Toucy, fille aisnée de la Maréch[ale] de la Mothe, Gouvernante des Enfans de Franc[e] & qui malgré la reputation de devôte, où E[lle] s'est mise, eut le malheur, il y a quelques a[n]nées, d'être decrié par le fils susdit du Duc so[n] Mari du premier lit, comme vivant en comme[r]ce scandaleux avec l'Archevesque de Rheim[s] frere du Marquis de Louvois, & d'ailleurs pro[]pre Oncle Maternel dudit Marquis de Villequie[r]. Ce qui fit assés de bruit à Paris & à la Cour & avec une mortification sensible du Duc d'A[u]mont, Pere, & Mari, & beaucoup de resse[n]timent qu'il en tesmoigna contre son fils, com[]me calomniateur de sa belle Mére. Et comm[e] il n'y a que le temps qui efface ces sortes d'im[]pressions, il commencoit a faire cêt effet, quan[d]



il s'eſt fait un nouveau bruit d'une intrigue à peu prés pareille, entre le mesme Archevesque, & *la* Marquiſe de Crequi ſa Niepce, & fille du mesme Duc d'Aumont.

Du Duc de Gevres.

Le Duc de Gevres eſt encore premier Gentilhomme de la Chambre, qui a été de mesme cy-devant Capitaine des Gardes du Corps, & depuis la mort du Duc de Crequi, a eu le Gouvernement de Paris & de l'Isle de France. Il n'y a rien de particulier à dire de ce Seigneur, qui a un merite fort mediocre, l'humeur brusque, & peu de conſideration a *la* Cour, hors celle, que ſa Charge & ſon rang luy donne. Son *fils* aiſné, le Marquis de Gevres à la ſurvivance de la Charge de premier Gentilhomme de la Chambre, qu'il exerce auſſi en l'abſence du Pere, eſt fort civil & honnête dans les maniéres, mais du reſte fort borné du côté de l'eſprit, & en ſorte qu'on en fait des bons Comptes parmi les Courtiſans &c.

Des Capitaines de Garde Corps.

Les Capitaines des Garde-Corps ſont encore des Principaux Officiers de la Cour, & ordinairement du nombre & du rang des Seigneurs où Officiers conſiderables du Roiaume. Ils ſont quatre, au ſujet de quatre Compagnies, dont le Regiment des Gardes du Corps a Cheval eſt composé, ſervent par quartier, & ſui-

vent immediatement le Roy par tout où il va, quand ils sont en service. Ce qui leur donne un accés particulier auprés de sa Majesté & les occasions de s'y insinuer dans ses bonnes graces, s'ils en sçavent profiter, où au besoin de servir leurs Amis. Ceux qui remplissent aujourdhui cette Charge, sont le Duc de Noailles; le Marêchal Duc de Duras; le Marêchal Duc de Luxembourg, & le Marêchal de Lorges. Il y aura lieu d'en dire quelque chose en détail dans l'Article des Generaux & Principaux Officiers de guerre en France. J'ajouterai seulement que le Capitaine des Gardes, qui est en quartier, tient à la Cour la table du Grand Maître, & qui luy est affectée.

Des Gouverneurs du Daufin, où Duc de Bourgogne.

ent du Daufin, je veux dire du caractére & du ...r particulier de ce Duc. D'ailleurs comme en cette qualité de Gouverneur du Daufin, il avoit 30.000 L. annuels du Roy, pour tenir table, il l'a aussi tousjours tenu & la tenoit encore à mon départ de France, fort bonne & ouverte a ceux qui s'y presentoient. Ce qui ne pouvoit mesmes, que contribüer à luy attirer la consideration de la part des Courtisans. Au reste c'est un Seigneur, âgé d'environ 76 ou ... ans, qui n'a qu'une fille mariée au Duc d'Usez, qui passe pour premier Duc & Pair de France, & auquel il a resigné avec la permission du Roy, le Gouvernement d'Angoumois, ... à retenû jusques icy celuy de Normandie.

Je n'ay rien a dire de particulier du Gouverneur du Duc de Bourgogne, dont la Charge ... avoir été conferée depuis mon depart de France, au Duc de Beanvilliers, comme il a ... été remarqué, & par les motifs que j'en ai ...é. Cette Charge ne pourra que luy donner les mesmes prérogatives & avantages, qu'avoit celle de Gouverneur du Daufin &c.

Les Chevaliers d'Honneur de la Reine, oú de la Daufine.

Il y a encore la Charge de Chevalier d'honneur de Madame la Daufine, qui de mesme que ... de Chevalier d'honneur des Reines, quand il y en a, se trouve ordinairement remplie par des Ducs & Pairs. Le Duc de Vieville,

Gouverneur du Poitu, eſtoit Chevalier d'Hon
neur de la feu Reine, quand Elle mourût e
1683 & le Duc de Richelieu celuy de Madame
Daufine dés ſon arrivée en France. Mais com
me la mort de la Ducheſſe ſa femme, qui eſto
en meſme temps Dame d'Honneur de la Dau
fine, & le mauvais eſtat de ſes affaires, par ſo
grand attâchement au jeu, luy donna lieu d
ſonger à ſe defaire de la Charge ſusdite d
Chevalier d'Honneur de cette Princeſſe; le Mar
quis d'Angeau, quoy que d'un rang aſſés infe
rieur à celuy de Duc & Pair, eut permiſſio
du Roy d'en traitter avec le Duc ſusdit, & pa
là d'être revêtu de cette belle Charge, moyen
nant la ſomme de 300,000 L. qu'il luy en paia
Ledit Marquis l'exerce encore à preſent, & doi
un ſi grand établiſſement, de meſmes que ce
luy du Gouvernement de la Province de

riage, & par les Alliances, oú il entroit par lá, puisque d'ailleurs la Demoiselle ne luy apportoit point de dot, & qu'en échange il luy falut constituer un grand Douaire, cette mesme veüe sordide pensa presque luy estre ruineuse par la suite qu'il eut, oú a laquelle il consentit de faire prendre le nom de Sophie de Baviére, à son Epouse, dans le Contrât du mariage, & dans la proclamation. qui s'en fit par le Prétre, qui les épousoit dans la Chapelle de Versailles. Madame la Daufine ne l'âprit pás plûtôt, qu'Elle en fit esclatter un dépit & un ressentiment extrême, & qui ne pût estre appaisé, qu'en rayant ce nom de Baviére du Contract susdit, d'ailleurs par les soumissions du Cardinal de Furstemberg, auquel on en attribuoit la principale faute, & ensuite par les larmes de l'Epouse. Elle est d'ailleurs fort aimé du Roy. & de Madame de Maintenon, & y a contribué par la bonne conduite, qu'Elle a tenu depuis son Mariage, & par tout l'attachement pour son Mari, en d'aussi longues et fâcheuses maladies, que celle dont il a été atteint depuis, & qui l'ont obligé d'essuier en premier lieu, & à l'exemple du Roy, la grande Operation, comme on l'appelle, & ensuite à estre *taillé* de la pierre, comme il l'a été heureusement.

Voilá a peu prés les plus grandes & plus considerables Charges de la Cour, & ainsi qui tachent presque ordinairement les Princes, Seigneurs oú autres Personnes illustres, qui en sont revêtues &c.

De la Charge de Capitaine des Cents Suisses.

On pourroit y joindre celle de Capitair des Cents Suisses de la Garde du Corps, qui e encore une des belles Charges de la Cour, quo qu'inferieure aux precedentes, & qui donne lie a celuy qui la possede, de marcher dans les jou de Ceremonie ou autrement, immediateme devant le Roy. Le Marquis de Tilladet, ass prôche parent de la Maison de Tellier, & ain du feu Chancelier, & du Marquis de Louvo son fils, a leur faveur, & de l'argent du de nier, avoit eü lieu d'achepter cette belle Cha ge, & d'en avoir l'agrément du Roy. Aus l'exercoit-il seul jusques à l'année 1688, qu le fils aisné du Marquis de Louvois, qu'on a pelle le Marquis de Courtenvaux, fut decla pour son adjoint en l'exercice de ladite Charg & comme on peut aisément juger, jusq'a que ledit Marquis de Tilladet fut pourveu quelque autre Employ considerable, qui l donna lieu de resigner cette Charge entiére fils susdit du Marquis de Louvois. Ce q doit être arrivé a present, que j'apercois p les advis de Paris, que ce Marquis de Tillad a quitté la Cour, pour embrasser une vie r ligieuse.

D'autres Charges considerables à la Cour.

On peut ajoûter encore aux grandes & be les Charges, qui attachent ceux qui les on aupr

auprés de la personne du Roy, du Daufin, & de la Daufine, celle de premier Ecuier de Roy, possedée par le Marquis de Beringhan, dont il a été parlé ; de premier Ecuier de la Daufine, occupée par le Marêchal de Bellefonds, & dont le Marquis son fils aisné à la survivance. Item celles où de premier Maître d'Hôtel du Roy, qui tient la table du Grand Chambellan, & est toujours auprés du Roy, quand il prend ses repas; où de Grand Prêvot de l'Hôtel; où de Grand Marêchal des Logis; où enfin de Maître de la Garde Robbe, dont les Charges d'ordinaire tirent aprés soy l'honneur de Chevalier de l'Ordre de St. Esprit, quand il y a lieu d'en faire.

De quelques autres Seigneurs Ordinaires en Cour.

Il y a d'ailleurs quelques autres Seigneurs & Officiers de la Couronne, qui sans estre attachés à la Cour par leurs Charges & Employs particuliers, ne laissent pás d'y estre assés assidus, tels que le Duc de Grammont, d'ailleurs d'un genie peu élevé & sombre, d'une maniére de *vivre* reservée & bien esloignée de celle du feu Marêchal Duc son Pére; le Duc de Ville Roy d'un air & d'un genie plus ouvert, plus engageant, & qui a tous les dehors d'un Courtisan agréable; le Marêchal d'Humiéres, quand il n'est pás à la teste d'une Armée où dans son Gouvernement de la Flandre conquise; & le Marêchal d'Estrées, qui a joint a beaucoup de Valeur, & à son Experience dans la Marine

beaucoup d'acquis & de connoiſſance du côté de l'eſprit. Je ne parle pás à preſent des Charges du Miniſtére, du Conſeil de la juſtice, des Finances ou ſur les Bâtimens, qui attachent à la ſuite de la Cour ceux qui les poſſedent, où qui en occupent les premiers poſtes, & dont il ſera parlé dans la ſuite.

Reflexions Generales de la Cour de France.

Aprés avoir parlé en detail les Principaux Perſonnages de la Cour de France, il n'eſt pás hors de propos, de paſſer à quelques reflexions generales de ladite Cour, & ſur l'état préſent, où Elle ſe trouve.

[redacted]

dont il y en avoit deux de ma connoiſſance qui l'étoient, l'Abbé d'Angeau, frere du Marquis de ce nom, & le Sr. de Bretueil, qui a été durant quelques temps Envoyé de France en Italie, auprés du Duc de Mantoüe En ſorte que quoy qu'il y ait mêmes des Princes du Sang, Cardinaux ou autres grands Seigneurs préſens dans l'Anti Chambre, & qui n'ont pas ce droit de la premiere Entrée, il arrive que la porte de la Chambre du lever du Roy à Verſailles, l'appartement entier, oú le Roy ſe couche & s'habille, luy demeure fermé, comme je l'ai veu pratiquer ſouvent, envers le feu Prince de Condé, envers celuy d'aujourdhui & pareils; les Courtiſans ne s'y aſſemblent pas moins en foule, attendant que l'entrée en ſoit ouverte. La ſeconde Entrée eſt ordinairement des Princes & Seigneurs ſusdits du premier rang, du Capitaine des Garde Corps en quartier, & du premier Maître d'Hôtel, que l'Huiſſier appelle par nom, & a qui on ouvre la porte, a meſure qu'ils ſe preſentent, & qu'on renferme a l'inſtant. Ce qui dure encore quelque temps, avant qu'on ouvre, & qu'on donne l'entrée libre aux Courtiſans, dont meſmes on appelle ſouvent quelquesuns par preference, ſuivant la conſideration oú ils ſont en Cour, avant que d'y admettre les autres preſens,

A l'égard des Miniſtres Eſtrangers, tant Ambaſſadeurs qu'Envoyés, & ainſy du premier & du ſecond Ordre, ils n'y ont aucune preference, ni aucune part dans la prémiere ni ſeconde Entrée ſusdite, & n'y ſont admis, qu'a meſure que les Courtiſans les plus connus & conſi-

conſiderés y ont part, & ainſi dans la foule & dans la preſſe, qui ſe fait alors, pour entrer. Ce qui a rebuté ſouvent des Ambaſſadeurs des teſtes Couronnées, & qui s'en ſont plaints, ſuivant des Exemples que j'en ai veu, mais ce qui aprés tout n'a point été changé, ni remedié; ſur ce qu'on prétend ſans doute, que les Miniſtres Publics n'y ſont point appellés, n'y ont aucune fonction a faire, & ne s'y préſentent d'eux mêmes, que pour faire leur Cour. Et ainſi n'y ſont conſiderés que comme des Courtiſans. On ne laiſſe pas d'entrer aſſés a temps, pour trouver autant qu'il y a lieu d'approcher, que le Roy s'habille de pied en Cap, comme on dit, en preſence des aſſiſtans, que la Chemiſe luy eſt donnée par un Prince du Sang, s'il y en a, oú par le Grand Chambellan, s'il eſt preſent, oú a ſon defaut, par le premier Gentilhomme de la Chambre qui eſt en ſervice. Enſuite de quoy & que le Roy eſt presque ha-

frequenté que son lever, & où, veu d'ailleurs que le Roy se couche tousjours fort tard, il n'y a ordinairement qu'un petit nombre des Courtisans, qui s'y trouvent. On doit seulement remarquer, que le Roy a coutume d'y donner le Bougeois, (qui se dit d'un petit Chandelier avec une bougie allumée, qu'il donne à tenir, quand on le deshabille) a celuy des assistans qui luy plait, & qu'il n'y donne gueres qu'a des gens d'un certain rang, & d'une qualité distinguée. Ce qui tient lieu esgalement d'honneur & de faveur a celuy qui le reçoit.

De la soumission & affluence des Courtisans.

L'autre reflexion est, que la Cour de France, sous le pied ou Elle est sous ce regne, est dans une grande Soumission pour son Roy. En sorte qu'on ne sçauroit voir, ni plus d'empressement a luy marquer son Zéle, & a luy faire sa Cour; ni plus d'attâchement a s'y aquitter avec une regularité entiére & exacte des fonctions, où chacun est appellé. Ce qu'on n'avoit pas veu sous les Regnes precedens ni mesmes sous celuy-cy durant sa minorité, & lorsque le pouvoir absolû du Gouvernement estoit entre les mains d'un premier Ministre, comme du Cardinal Mazarin, & du Cardinal de Richelieu sous le Regne passé. En sorte que tous les Courtisans, jusques aux moindres, se font une application particuliére de voir le Roy, & d'en estre veu,

veu, dans toutes les occasions qui s'en presentent, comme à son lever, quand il sort du Conseil, & va à l'Eglise, où quand il prend ses repas, ce qu'il fait ordinairement en public. Et ce qui outre le génie de la Nation, assés portée naturellement, où par devoir où par interest, où par curiosité, a voir le Roy, & qui outre cela, dis-je, ne peut venir, que de ce qu'il s'est rendu Maitre de toutes les graces, & ainsi de tout ce qui a du rapport à l'état, où Politique où militaire, où Ecclesiastique. Ce qui tout ensemble ne peut aussi que contribuer a rendre la Cour de France fort grosse & remplie ordinairement de toute sorte de gens, sur tout de ceux, qui ont des pretensions où des affaires en Cour, & ainsi qui la suivent, où qui se rendent là ou Elle est, pour ne point parler à present de ceux, que les divertissemens qu'on y a de fois à autre, où l'habitude qu'on s'en est faite, y attire.

êtoit entr' autres destinée tous les Mardis pour les Ministres publics, comme le jour ordinaire de leur entreveue à Versailles avec le Marquis de Croissy. On peut mettre encore au nombre des bonnes tables de la Cour, celle du Gouverneur du Daufin, le Duc de Montausier, où de la Gouvernante des Enfans de France, la Marechâle de la Mothe, où de la Dame d'Honneur de la Reine, & celle à present de la Daufine, qui est la Duchesse d'Arpajou, qui entretiennent lesdites Tables, de l'argent que le Roy leur donne pour ce sujet, & ainsy pour en faire encore honneur à la Cour, & suivant le plus où moins de ménage, qu'il dépend de ces personnes susdites d'y apporter. Je ne parle pas à present des tables que quelques Seigneurs de la Cour, où les Ministres d'Etat y tiennent pour leur Compte particulier, & à leur frais. Parmi les premiers, il n'y a presque que le Comte d'Armagnac, Grand Ecuyer de la Fran-

Du bon ordre dans la Police, & de la regularité presente des Dames de la Cour.

La quatriesme reflexion qu'on peut encore faire sur la dite Cour de France, c'est que par la salutaire Défense des Duels, & la rigueur avec laquelle elle s'observe, on n'y voit plus les desordres, les querelles, & leur suites funestes, qui faisoient tant de bruit & de ravages, & avec autant d'impunité, sous les regnes passés. A quoy on peut ajoûter, l'Ordre rétabli dans la Police, comme entr' autres dans la sureté du sejour de Versailles oú d'autres lieux où la Cour se trouve, dans celle des Chemins qui y meinent; dans la commodité reguliere & diverse des Voitures pour les allants & venants en Cour, & autres effêts, qu'on ressent du bon ordre susdit. Ce qui ne se trouvoit pás non plus sous les autres regnes. Mais ce qui ne paroîtra pás moins louable, & que j'ay eu deja lieu de toucher cy-dessus, en parlant du Roy; C'est que les debauches, les dissolutions, les blasphemes, & autres vices scandaleux, & cy devant assés ordinaires dans la Cour de France, n'y sont plus tolerés, ni impunis, & au moins sont un obstacle invincible à la fortune de ceux qui en sont atteints.

Il n'y a pás mêmes jusques a la galanterie pour les Dames, oú a celle des Dames mesmes, qui n'y est plus en vogue & en credit, comme elle l'a été de tout temps en la Cour de France,

& laquelle ne servoit même comme de mod & d'instruction au reste du Roiaume, & a Cours Etrangéres. Ce qu'on peut attribuer a devotion, oú le Roy s'est jetté depuis quelq temps; au choix qu'il a fait d'une Confident oú d'une femme, de l'agé oú du Caractére, dc il a été assés parlé cy-dessus; d'ailleurs la pi de la feu Reine, à la Vertu & sagesse de Ma me la Daufine; à l'indifference de Madame, la bonne conduite de la belle Princesse de Co ti, & au choix des Dames reguliéres, qui c cupent aujourdhui les prémieres postes à Cour, qui y sont considerées oú qui la freque tent le plus. On peut même juger de ce q dessus, par la resolution avec laquelle on congedié les filles d'honneur de Madame Daufine, & pour n'en plus avoir eu leur pl ce, le tout au sujet du panchant de quelqu unes d'entr' elles, a ne paroître point inse sibles à l'inclination du Daufin, oú pour avo été trouvée a des lectures peu honnêtes po une fille. Ce qui fut en effet le prétexte, qu'o prit pour les congedier, & pour n'en plus avoi Il est vrai que tout celá paroit d'ailleurs avoi peu de rapport avec la presence en Cour, d'un Madame de Montespan, & le rang élevé qu tiennent aujourdhui les Enfans nés d'un com merce aussi illegitime, que celuy du Roy ave cette Dame. Outre qu'on ne prétend nulle ment par ce que dessus garantir l'honneteté d toutes les Dames de la Cour de France, oú e faire autant de Vestales, mais bien donner entendre, que les femmes galantes, oú les co quettes declarées, n'y sont plus en regne, mesmes souffertes comme autrefois oú so

d'au

Autres Regnes, & qu'il n'y a que les Dames regulières, & qui ont la reputation d'une bonne conduite, qui y sont bien vües, & qui y ont de la considération. Ce qui fut a cét esgard une idée de la Cour de France assés éloignée de celle, qu'on en prend, oú qu'on en a ordinairement au dehors, faute de la frequenter oú de la connoître assés à fonds par elle même, & par une assés longue habitude, pour en bien juger. En sorte qu'on peut asseurer sans aucune prévention, que les régles, où au moins tous les dehors de la modestie & de la bienséance du sexe, y sont mieux gardées, que dans la pluspart des grandes Cours, qui passent ailleurs pour regulières, oú plus reservées dans l'honnête liberté, du commerce du monde, & de l'entretien.

De la contrainte & autres menagemens presens de la Cour de France.

La derniére reflexion que je puis ajoûter, c'est qu'aprés tout ce que je viens de dire de l'état present de la Cour de France, il n'est pas moins vrai, qu'il y a beaucoup de contrainte oú de dissimulation dans la conduite que bien des gens y tiennent. Comme la plupart ne s'y reglent, que par les veues d'interest oú d'ambition, il faut aussi qu'ils s'eloignent oú en effet oú en apparence; de tout ce qui peut s'y opposer, oú les y traverser, & au contraire, ne paroissent avoir de l'inclination oú de l'attachement, que pour les choses, qui leur y

C 2 peu-

peuvent servir, & se trouver conformes a l'hu meur & au gout du présent regne. Ce qui e fortifié par l'humeur naturellement soumise d la nation, pour ne pás dire assés esclave enver leur Roy, quand on croit qu'il gouverne pa luy même, & ainsi en veüe de toute l'autorit que les heureux succés de son regne & de se establissemens passés, & les grandes idées qu'o avoit prises lá dessus de sa conduite & de so bonheur, y ont attâché. En sorte qu'il y bien lieu de croire, qu'un changement, o qu'une revolution contraire des interests pu blics, & des avantages de la France, en dimi nuant oú perdant peu a peu ces mêmes idées viendroit aussi à diminuer & affoiblir la con sideration pour le Gouvernement, & par-l pourroit avoir d'autres suites moins agréable au present regne, & avantageuses à ses Enne mis. On peut même dire sur ce sujet, que par mi l'affluence des Courtisans, qu'on voit ordi nairement à la Cour de France, il n'y en a pá beaucoup, peut-être, dont les acclamations d les hommages y soient fort sincéres, & parten autant des sentimens du coeur que de ceux d l'interest, oú de la crainte. Le respect y sans doute plus de part que l'inclination, & l joie même & les plaisirs ne s'y goutant plu avec cêt épanchement visible, qu'on a veu sou d'autres Regnes, & mêmes autrefois sous ce luy-cy. Tout y est plus concerté, plus rese vé, plus contraint, & ainsi moins rejouissant que ne porte le genie ordinaire de la nation, sur tout celuy des Courtisans. Ensorte même que les parties de divertissements oú de feste galantes assés fréquentes que le Roy y donn

au

aux principales Dames de la Cour, y font d'autant moins un agrément sensible, qu'elles paroissent concertées, pour en attribuer le gré à Madame de Maintenon, & que la contrainte ne laisse pás d'y regner. Cet attachement même du Roy pour une Dame de cêt âge & du caractère, dont il a été parlé, la mort de la Reine, qui avec peu de génie & beaucoup de devotion, ne laissoit pás d'aimer le jeu, les spectacles, & la Compagnie, & d'y donner lieu, & au contraire le panchant de Madame la Dauphine pour la retraite, & qui est accru par ses indispositions; l'indifference de Madame pour d'autres plaisirs que ceux de la Chasse, tout cela, dis-je, n'a pu encore que contribuer à donner un air moins gay, moins vif & moins familier à la conduite presente de la Cour de France. On peut même ajoûter en dernier lieu l'état particulier des grands Seigneurs & des Courtisans qu'on y voit, qui la pluspart, & hors un fort petit nombre, comme le Prince de Condé, n'y subsistent presque que des bienfaits du Roy, & des appointemens de leurs Charges, & ainsy qui en sont plus reserrés dans la dépense, moins élevés dans les manieres, & d'ailleurs dans une dependance soumise & aveugle pour les volontés de la Cour.

Il n'en étoit pás de même sous le feu Roy, & au commencement de celuy-cy, qu'il y auroit des grands Seigneurs en France, & d'un grand air, comme entr' autres, sans parler du feu Prince de Condé, le feu Duc de Longueville; le Duc de Guise, le Duc d'Epernon, & aprés eux le Duc de Candale, son fils, & le

 Duc

Duc de Beaufort, qui oú par l'elevation de leur génie, de la fierté de leur naturel, oú par le nombre de leurs Creatures & de leurs Pensionaires, qu'ils avoient soin de s'attirer & d'entretenir, oú par les grands biens qu'ils possedoient; oú enfin par la faveur des Peuples & les agrémens particuliers de leur Personnes, soutenoient avec hauteur & avec fierté dans les occasions, la dignité de leur rang, de leurs Emplois, oú de leur naissance. Ce qui a cessé aprés leur mort par le defaut d'heritiers oú de Descendans qui pussent remplir leur place, & satisfaire aux mesmes engagemens. Il n'y a eu aprés eux & d'ailleurs avec quelque difference, que le feu Prince de Turenne, & le Maréchal Duc de Grammont, & en dernier lieu le feu Duc de Lesdigniéres, qui sceurent se distinguer à la Cour, & s'y attirer une consideration particuliere par les maniéres, par la depense, & par le bon accueil qu'ils faisoient esgalement aux François & aux Estrangers. Le Comte d'An-

SECONDE PARTIE
de la Relation de la Cour de France.

La Cour de France ne doit pas être considerée seulement dans tous les principaux personnages qui la composent, & dans les Reflexions, qu'il y a lieu de faire, mais aussi, & ce qui sans doute n'est pas moins important dans la forme de son gouvernement present & dans le veritable état de sa conduite, de ses Forces & de ses Interests ; c'est à dire suivant que je l'ay touché dés *l'entrée* de cette relation, dans ses Conseils & ses Ministres d'Etat ou d'Eglise, dans ses Finances & Revenus & ses Depenses, dans ses Forces par Mer & par Terre & dans la Situation presente du Royaume.

Pour commencer par les Conseils, il n'est icy question que de parler de ceux, ou le Roy a coutume de s'y trouver, qui embrassent aussi

tout le gouvernement de l'Etat, & ainsi qui se tiennent en son appartement & en sa presence, & qui se reduisent à quatre ; le Conseil secret ou du Ministere, comme on ne peut que l'appeller, le Conseil Royal des Finances, le Conseil de Depeches, & le Conseil de Conscience.

Du Conseil du Ministere & des Ministres en general.

Le Conseil Secret ou du Ministere est celuy ou se trouvent seulement ceux qui sont honorés de la qualité de Ministres d'Etat & qui se tient devant le Roy regulierement trois fois par semaine, depuis les dix heures du Matin ou environ, jusqu'à midy, assavoir le Dimanche, le Mecredy & le Jeudy & de plus le Lundy tous

Miniſtres du Roy dans les Cours eſtrangeres, les reponſes qu'on y fait & les inſtructions qu'on leur donne; qu'on y delibere ſur les Traités, les Alliances & les Intereſts de la Couronne avec les Puiſſances Etrangeres; enfin qu'on y propoſe & qu'on y reſout tout ce qui regarde le gouvernement & qui peut être de quelque Importance pour le Roy, pour la Cour, pour l'Etat, en un mot pour le Dedans & pour le Dehors du Royaume.

Des Miniſtres d'Etat depuis la Mort du Cardinal Mazarin.

D'ou on peut aſſés juger quelle reflexion merite à l'egard de l'intereſt public & de la France & des Etrangers, ſur tout des Puiſſances voiſines, le choix des Perſonnes qui ſont appellées à ce Conſeil & chargées par là de tout le ſecret & de toute la direction des affaires, de la nature & de l'importance de celles dont je viens de parler. Et d'ou auſſi on peut deja recueillir, que l'Employ s'en eſt trouvé par là, comme attaché aux deux Secretaires d'Eſtat, qui ſont particulierement chargés de la Direction & de l'Expedition, l'un des affaires Eſtrangeres, l'autre de celles de la guerre; & d'ailleurs au chef des Finances, ſous les divers Titres, autrefois de Surintendant & depuis de Controlleur general qu'on luy a donné. Auſſi depuis que le gouvernement de ce regne cy eut changé de face par la Mort du Cardinal Mazarin & que le Roy voulût gouverner par luy même & par

son Conseil, il n'y eut que les trois perso[nnes] qui se trouverent revetuës de ces postes sus[dits] qui par là eurent l'entrée dans le Conseil &c, [au]quel fut attaché, comme j'ay dit, le titre [&] charge de Ministre d'Etat, assavoir Monsieur [le] Tellier Secretaire d'Etat pour la guerre; Mr. [de] Lyonne Secretaire d'Etat pour les affaires Etran[]geres & Mr. Colbert, Controlleur general [des] Finances & depuis Surintendant des Batim[ens] & directeur du Commerce & de la Marine. [Ain]si n'y avoit il encore que ces trois Ministr[es] d'Etat & auxquels les Ministres Etrangers [ren]dissent leur devoir ou qu'ils informassent [à l']occasion des sujets de leur Commission. [Le] Mareschal Duc de Villeroy, en consideration [de] ce qu'il avoit eté Gouverneur du Roy & [fut] d'ailleurs chef du Conseil Royal des Financ[es] fut bien honoré du meme Titre de Minis[tre] d'Etat, mais cependant sans en faire la fonctio[n] n'y être appellé au Conseil du Ministere, qu[e] des Cas extraordinaires; Il n'en fut pas de m[ême] du Marquis de Louvois, fils de Mr. le Telli[er] qui ayant eu en survivance & exercé deja actuel[]lement la charge de son Pere, de Secretai[re] d'Etat pour la guerre, par la faveur du Roy [&] la Confiance particuliere, qu'il avoit comme[n]cée d'y prendre, eut aussi dans la suite l'entrée dans le Conseil du Ministere, & ainsi fut adjoi[nt] pour quatrieme Ministre d'Etat. Mr. de Lyon[ne] etant mort en 1671 il eut pour Successeur [Mr.] de Pompone qui demeura dans ce poste de M[i]nistre d'Etat des affaires Etrangeres jusques [vers] la fin de l'an 1679 qu'on prit pretexte de le [lui] oter & qu'on le donna à Mr. Colbert Croi[ssy] frere de Mr. Colbert susdit.

De

Ministres d'Etat durant mon dernier employ en France.

Tellement que quand je vins en France de la de feu S. A. E. en avril 1680 il y avoit ces quatre Ministres, Mr. Tellier devenu cellier de France peu d'années auparavant, Colbert, le Marquis de Louvois & le Mar- de Croissy, c'est à dire que ce Conseil du tre & generalement la Direction de tou- affaires du gouvernement de l'Etat, de ce, de la guerre, du Commerce, des Ba- s, en un mot du dedans & du dehors ume etoit partagée entre deux seules Fa- nouvelles; d'un coté le Pere & le Fils, llier & Louvois & de l'autre deux Fre- Colbert & Croissy. La mort qui sur- le Mr. Colbert en Automne 1683 n'y ap- autre changement si non que sa charge cteur en Chef des Finances, sous le ti- Controlleur General, avec celle de Mini- Etat, fut donné à Mr. Pelletier, Parent & time du Chancellier Tellier & à sa seule mendation & ainsi par ou le parti de Mr. Louvois se trouva renforcé, en sorte que atre Ministres d'Etat, il y en avoit trois arti & le seul Mr. de Croissy de l'autre. me le Chancellier Tellier vint à mourir ans aprés dans l'Automne de l'an 1685, ge de Ministre d'Etat ne fut point rem- celuy qui luy succeda dans celle de Chan- , en sorte qu'il n'y eut depuis jusques à depart de France au commencement de l'an

l'an 1689 que trois Miniſtres d'Etat, qui c
ſoient tout ce Conſeil du Miniſtere, aſſavo
de Louvois, Croiſſy & Pelletier. Ce n'e
que depuis quelques mois ença, que le
poſte a eté donné au Marquis de Seigne
de feu Mr. Colbert & qui avoit dejá exe
ſurvivance du Pere, les charges de Sec
d'Etat & de Directeur des affaires de la M
c'eſt ainſi par ou le Miniſtere ſe trouve d
veau partagé entre deux partis egaux en
bre, celuy de Mr. de Louvois & Pelletie
Parent & Creature du feu Chancellier ſo
& celuy de l'Oncle & du Neveu Mr. de
& de Seignelais.

Du petit Nombre des Miniſtres c & pourquoy.

Tellement, ce qui eſt la derniere re
que je feray en general ſur ces Miniſtres
qu'on peut recueillir de ce que deſſus, q
puis la mort du Cardinal Mazarin, & la n
le forme, que prit le gouvernement, ils
point paſſé jusques icy le nombre de trois
quatre, auquel s'eſt trouvé & ſe trouve e
reſtreint le titre & la charge de ces Min
& ainſi le poids de tout le gouvernem
l'Etat; & ce qui eſt à remarquer, ſans
eut meme admis jusques icy au dit Con
moins jusques à mon depart de France, n
ritier de la Couronne, à ſçavoir le Da
quoy qu'agé deja de 28 à 29 ans, ni d'aill
Duc d'Orleans frere unique du Roy, n
cun des Princes du Sang, ou autres g
Seig

s du Royaume & Officiers de la Cou-
En quoy on peut juger, que le Roy a
ois ou quatre veuës principales, l'une
er l'authorité des Grands de son Royau-
dont quelques uns luy avoient fait la guer-
scité des mechantes affaires durant sa
ité, l'autre de conserver & de menager
dans la Direction des affaires & les de-
tions importantes de l'Etat, qui ne se trou-
confiées qu'a deux ou trois personnes
tre tout au plus, d'ailleurs d'une fidelité
vée, la troisieme, d'en paroitre d'autant
& au dedans & au dehors du Royaume le
re des affaires & revetu de toute l'Autorité
Gouvernement, en n'y admettant au manie-
& à l'expedition de memes affaires qu'un
nombre de personnes, qui ne tiroient
eurs tout leur eclat & leur consideration
des bienfaits, de bonnes graces, & de la
ance de leur Roy; enfin pour en eloigner
plus par là & les apparences & l'effet,
dire de retomber sous le pouvoir d'un
ier & absolu Ministre, comme avoit eté le
de Richelieu, sous le feu Roy son Pe-
le Cardinal Mazarin durant & aprés sa
& jusques à la mort de ce Cardinal.
à dire que l'amour propre, les sentiments
gloire, la defiance, la jalousie, l'esprit
engeance, d'epargne & de precaution, se
oient ensemble, ou eurent au moins leur
dans cette forme du gouvernement & du
tere qui s'etablit & qui subsiste depuis la
de ce Cardinal, & ainsi il y a pres de tren-
ans.

Des

Des Miniſtres d'Etat en Parti-culier.

Mais apres avoir parlé en general du Co[illegible] ſeil du Miniſtere, il eſt à propos de dire qu[illegible] que choſe en particulier des Miniſtres qui l[illegible] compoſent, & en premier lieu de deux qui m[illegible] ritent bien qu'on en parle, quoy qu'ils ne ſ[illegible] yent plus en vie, mais qui l'etoient encore d[illegible] rant les premieres années de mon dernier Envo[illegible] en France, à ſcçavoir Mr. Colbert & le Chan cellier Tellier.

De feu Mr. Colbert.

Je commenceray par feu Mr. Colbert quo[illegible] que le ſecond en rang & mort environ deu[illegible]



ors l'entiere Direction, fit qu'entre les autres ıstructions, qu'il donna au Roy en son lit de ıort, une des principales fut, d'oter cette di- ction au dit Sr. Fouquet & de la confier à Mr. olbert, ce qui fut aussi bientost executé, com- e on sçait, apres la mort du Cardinal, donna u à la detention, au procés, ensuite au juge- ent rendu contre le Sr. Fouquet, à la peine son Exil convertie par ordre du Roy dans une ison perpetuelle; & d'ailleurs à la detention trois Thresoriers de l'Epargne, à l'abolition leurs charges & de celles des Intendans des nances, & enfin à un changement entier qui dans la direction & dans la distribution de emes Finances.

Celles là n'en passerent pas moins toutes tieres entre les mains de Mr. Colbert, quoi- ıe sous un titre moins specieux de Controlur general au lieu de celuy de Surintendant ii avoit eu lieu jusque là; & comme il trouva s Thresors du Roy vuides, les fonds des Fi- ınces ou epuisés ou engagés ou dissipés par la ofusion & par le mauvais menage de ceux ui en avoient eu jusque là la recepte ou la di- ribution, son premier soin fut de faire saisir condemner à restitution tous les Comtables, omme on les appelle & qui avoient eu quelıe part dans le maniement des Finances, ou ı particulier des Fermes, des Gabelles, des rtis & autres sortes d'impôts ou Revenus du oy & qu'on designe ordinairement en France us le nom de gens d'affaires. Ce qui ne put ıe remplir bientost les Coffres de sa Majesté, asser tout à coup de grandes sommes dans le Thresor,

Thresor, & donner lieu au rachapt de
maines, qui se trouvoient pour la plus p
nés; le tout dans ces commencements
charge ou oppression du peuple qui au
re applaudissoit à la ruine de ces Sangs
bliques. Mr. Colbert y joignit en mêm
le bon ordre & l'oeconomie, qui avo
qué jusque là dans la depense de la maiso
le, en prenant un soin particulier de
detail, de ce qui y etoit requis, & n'en
l'administration qu'à des Personnes qu'
geoit propres & qui luy en pouvoient
bon compte. Il s'attacha ensuite & c
memes veues à retablir & à faire fleurir l
merce qui avoit eté assez negligé jusqu
qu'il consideroit avec raison comme un c
leurs fonds & une de vives sources des
ces C'est à ce sujet qu'il etablit par s
& par des Privileges qu'on y attacha, de
pagnies du Commerce, non seulemen
l'Amerique & les Provinces que les Fra
occupoient, mais encore pour les Coste
frique & pour les Indes Orientales, &
avoit toute l'Intendance & la Direction.
etablir dans ce meme dessein des Manuf
de toutes sortes d'ouvrages exquis, com
Tapisseries, en Orfeverie, en Points de l
en glaces & pareils pour oter le Comm
le debit dans le Royaume de ce qu'on y
en ce genre, des Païs etrangers & en
l'argent au dehors A quoy on parvi
des Defenses expresses du transport & d
susdit en France, des pareilles Marchanc
fabrique etrangere. Il eut soin aussi d
fleurir les beaux arts, particulierement l

... à la Sculpture, d'en faire etablir à Paris une Academie Royale, dont il se declara le Protecteur, d'y donner des pensions & de quoy ... considerablement à ceux qui y excellent, comme entre autres du fameux Peintre Mr. le Brun, & quoyque le même Mr. Colbert ... peu d'Etude & eut passé memes la plus ... de sa vie en des occupations & des emplois, qui y avoient peu de rapport & eut en... moins de loisir dans l'age & dans le po... où il se trouvoit de s'y adonner, il ne laissa ... par une louable ambition de s'eriger en ...cteur & en Mécénas des lettres & des sca...; c'est dans ce dessein qu'il desira d'être un ... membres de l'Academie Françoise, fondée ... on sçait, par le feu Cardinal de Richelieu ... qu'il y fut aggregé; qu'il etablit à Paris ...demie des sciences, ou on s'y attachoit particulierement à l'Architecture, aux demonstrations de Mathematique & aux experiences de ...ique. Aussi il ne se contenta pas d'aggrandir la Bibliotheque du Roy, mais prit encore ... soin particulier du beau Cabinet des Medailles de sa Majesté, & d'en augmenter considerablement le nombre & la valeur par l'achapt de tout ce qu'il y avoit de plus rare en France dans ce genre, & mêmes par les recherches qu'il fit faire en Italie & au Levant (& par l'en... des Personnes expresses & entenduës) de ce qui pouvoit contribuer à l'ornement de ... incomparable Cabinet. Il donna memes ... de ses Fils la garde de l'un & de l'autre, ... de la Bibliotheque & des Medailles du ... Il n'en demeura pas là, & voulut faire ... luy meme & pour sa posterité & d'ailleurs

pour l'utilité qui en reviendroit au public, l'a
mas de ces deux Thresors de l'antiquité, sçavoi
d'une grande & rare Bibliotheque, ce qui fu
requise, tant en livres imprimés qu'en ancien
manuscripts de toutes sortes; comme aussi d'u
Cabinet d'anciennes Medailles. Il n'eut pas d
peine à y reussir & en sorte que la Bibliothequ
qu'il avoit laissé au Marquis de Seignelay so
Fils, excelle & dans le nombre & dans le choi
& le prix des livres imprimés & de Manuscrip
anciens, qu'on y trouve. Le public s'en e
deja prevalû en plus d'une rencontre & su
tout par l'application & la diligence du savan
Monsieur Baluze auquel Monsieur Colbert e
confia le soin & qui en est encore chargé. .
ajouta enfin pour comble de ses bienfaits sus
mentionnés envers les beaux arts, les lettres &
les savans, des Pensions, qu'il fit donner de l
part du Roy non seulement à des François illu
stres par leur esprit & par leur savoir, mais encor
à des etrangers etablis dans leur Patrie, Italien
Hollandois, Allemands qui etoient en reputa
tion d'exceller dans les belles lettres & dans le
sciences furent agreablement surpris de ces li
beralités non attenduës, de la part d'un grand
Roy & par le soin de Mr. Colbert. Tout cel
ensemble, ne put que donner un grand eclat
ce Ministre, lui attirer de tous cotés des accla
mations & des Panegyriques; & sur tout à re
doubler la confiance & la Consideration de s
Majesté par les endroits susmentionnés, je veu
dire du retablissement de l'ordre & de l'oeco
nomie dans les Finances, du visible succés de
expediens prattiqués pour les augmenter & aus
du bon & sensible effet qu'Elle en voyoit dan
se

les Tresors remplis & suffisans pour fournir abondamment non seulement aux besoins de la Cour ou de l'Etat, mais encore à tout ce qui pouvoit flatter la gloire ou les desirs d'un Roy dans la fleur de l'age & dans la force des Passions. C'est aussi ce qui parut dans les ameublements nouveaux & superbes des Maisons Royales, dans les Batiments & les jardins d'une beauté & d'une depense immense, dans les Festes galantes & magnifiques qu'on y voyoit frequemment; d'ailleurs dans l'entretien somtueux & reglé tout ensemble, ou des Officiers ou des Troupes de la maison du Roy; ou des Armées sur pied pour la gloire & la seureté de l'Etat, car le tout cependant dependoit de l'assignation des fonds qui y etoient requis & qui ne manquoient point par les soins infatigables de ce Ministre. Mais ce qui parut encore d'avantage par la confiance entiere qu'on y prit & qui en fut memes la source, ou au moins le fondement, je veux dire les guerres qu'on entreprit du coté de la France, ou contre l'Espagne ou contre la Hollande ou contre l'Empereur & l'Empire, ou qu'Elle soutint dans la guerre passée contre ces trois Puissances ensemble, sans parler du Danemarc qui s'y etoit joint & dont toutes les fois, pour y fournir aux frais immenses qui s'y consumoient, ne rouloit uniquement que sur le credit, les diligences & l'habilité de Mr. Colbert. C'est aussi de quoy Mr. de Louvois lui laissoit volontiers tout le soin & tout l'embarras, se contentant pour luy, de la recette, que Mr. Colbert etoit obligé de luy faire remettre d'environ soixante Millions de livres pour être employés ensuite par ses ordres pour

 l'ex-

l'extraordinaire des guerres & à quoy, on m
toit la depense annuelle, durant la guerre pa
dont je viens de parler, ce qui donnoit l
aussi de croire, que ce dernier Ministre tr
voit mieux son compte dans une guerre d
les succés se trouvoient d'ailleurs avantageu
la France & redoubloient par la son authorit
son credit que non pas Mr. Colbert, qui av
seul toute l'endosse de trouver tous les fo
extraordinaires, qui y étoient requis, & à
effet restoit à Paris, sans accompagner le R
dans l'expedition & les Campagnes ou sa M
jesté se rendoit de fois à autre.

Au lieu que dans la paix, le besoin
fonds susdits s'en trouvoit beaucoup moin
la depense notablement diminuée & que pa
charge, qu'il avoit d'ailleurs, de Surintend
des Batimens du Roy & de Directeur, com
il a eté dit du Commerce & de la Marine, ou
celle de la Direction des Finances & de Mini
d'Etat, il avoit plus d'occasions & de moy
de faire valoir au Roy & devant ses yeux
presence, son assiduité, son application & d'
leurs de faire fleurir les divers Etablissemens d
j'ay parlé cy dessus Aussi dés la paix de Ni
gue faite en 1679 vit on bientost aprés un e
visible de son Credit par le poste important
Ministre & Secretaire d'Etat pour les affa
Estrangeres, qui fut oté subitement & par l
trigue de ce ministre à Mr. de Pompone sur
pretexte assés leger & donné à Mr. Croissy f
de Mr. Colbert & alors absent en Baviere, p
y conclure le mariage de la Daufine. Mr. Col
se trouva même chargé d'en exercer l'emp
durant l'absence & jusqu' au retour de son
fr

& ainsi de donner les audiances aux Mi-
publiqs & d'y satisfaire aux reponses &
peditions, que cet Employ du Ministere
aires estrangeres tiroit apres soy, & quoy-
fusse encore employé en Angleterre dans ce
là, pour n'en pouvoir parler par experience
maye faire, je n'en puis pas moins rendre
gnage sur le rapport des Ministres publics
oient alors en France que Mr. Colbert,
tous ces autres grands & divers Employs
nionnés, qui n'etoient deja que suffisans
occuper tout entier, ne laissa pas de satis-
nplement & au delà, à tout ce que pou-
querir celuy du Ministere susdit des affai-
angeres qu'il exerçoit par interim, & en
it paroitre une presence & netteté d'Esprit,
ffisance & des lumieres non communes.
le par le retour qui suivit bientost aprés,
de Croissy son frere, au commencement
1680 il fut dechargé de ce soin là, il n'en
moins la satisfaction de voir le Credit de
Louvois & du Chancellier Tellier son
balancé par là dans le poste du Ministere
oit restraint, comme il a eté dit à ces qua-
memes ou les Conjonctures de la paix
& des Alliances que la France avoit envie
re pour l'affermir ou pour ses veues des
ons qu'Elle meditoit, donnoient le plus
t à luy & à son Frere. Les affaires de-
rent aussi dans cette situation, jusques au
d'octobre de l'an 1683, que le dit Mini-
olbert se trouvant à Fontainebleau à la sui-
la Cour & la nouvelle y etant venuë de ce
e partie d'un appartement nouveau du
au de Versailles, renversé par la faute de

 ceux

ceux qui avoient eté chargés de l'ouvrage, ſa Majeſté ne pût s'empecher de luy en temoigner quelque chagrin, comme celuy ſur lequel Elle ſe repoſoit uniquement de tout ce ſoin là & qui en etoit chargé par ſon Employ de Surintendant des Batimens. Mr. Colbert peu accoutumé au mauvais viſage de ſon Maitre, conceut de ſon coté un deplaiſir ſenſible de ce reproche, vint à Paris ſur le champs, en fit eclatter ſon reſſentiment contre les Entrepreneurs de l'ouvrage auxquels il s'en etoit confié & par là echauffa ſa bile, en tomba malade & mourut bientoſt aprés. Cette mort dont le Roy n'avoit point paru auſſi touché, comme on avoit crû, fut ſuivi d'un coté du refus honnête que le Roy fit au Marquis de Seignelay ſon fils, de ſucceder au Pere dans la charge de Miniſtre d'Etat & de celle de Surintendant des Batimens, qu'il ota au ſecond fils de feu Mr. Colbert qui l'avoit

mirable du retabliſſement de ſes Finances, de l'ation des deſordres qui y avoient eu cours ant luy, de l'uſage & des divers expediens pratiqués pour les augmenter & en conſequence du ſuccés de toutes les grandes choſes, qui à faveur du bon etat des memes Finances ont eté entrepriſes & executées, pour l'avantage de France, la gloire du Roy, l'entretien de ſes armées ou de ſes places, l'embelliſſement des Maiſons Royales, la reſtitution de ſes domaines & enfin pour les divers etabliſſemens beaux & utiles dont il a eté parlé.

Cependant comme la mort ce de meme Miniſtre fut ſuivi des ſentimens aſſez partagés ſon ſujet & ſa memoire attaquée par des reproches ſanglans de la part d'une bonne partie Peuples & entre autres des Pariſiens, il ne pas hors de propos, pour mieux juger du fondement qu'ils peuvent avoir, de toucher icy veritable caractere de ce Miniſtre. Sur quoy je diray en premier lieu de ſa perſonne; qu'il etoit grand & d'une taille avantageuſe, que ſon air & ſon exterieur n'avoit rien qui ne marquaſt l'habilité, du recueillement & d'ailleurs du penchant à un peu de rigueur & d'auſterité. Auſſi ſes manieres quoy qu'honnetes & compoſées ne laiſſoient pas, pour peu qu'on y refleſchit ou qu'on eut à faire avec luy, de tenir de hauteur & de la dureté du naturel. Celle cy venoit de la naiſſance & l'autre de l'habitude qu'il en avoit deja priſe, par la nature des employs & par la Confiance, dont il avoit eté honoré de la part & auprés du Premier Miniſtre & qu'il etoit le maitre abſolu des affaires & de la

 faveur.

faveur. Ce qui ne put que redoubler à meſure de l'elevation de la fortune du meme Monſieur Colbert & du poſte ou il ſe trouva enſuite auprés du Roy avec l'entiere direction des Finances & une particuliere confiance de ſa Majeſté. Auſſi n'oublia-t-il rien pour s'y etablir & pour s'y maintenir aux depens de ceux qui avoient eté chargés du ſoin des Finances, ou qui y avoient eu quelque part avant luy. Il n'y garda pas memes toutes les meſures requiſes, dans le procés & la Perte qu'il avoit reſolue du Surintendant Fouquet, dans les moyens qu'on y employa & le tout dans la crainte que ce dernier ne put un jour ſe remettre dans l'eſprit du Roy & dans les affaires. Il s'y prit d'ailleurs par une route & une conduite aſſez oppoſée à celle que ce Miniſtre y avoit tenue, banniſſant de chez luy le luxe, la pompe, les divertiſſemens, l'affluence des Courtiſans pour ſe donner tout entier à un employ de cette importance, & pour faire voir en meme temps qu'il n'y cherchoit autre gré ny but que l'intereſt & le ſervice du Roy & de l'Etat; Auſſi ne ſe contenta-t-il pas à l'exemple de ceux, qui l'avoient precedé dans cette direction, de prendre connoiſſance du gros des affaires, & enſuite de s'y faire ſoulager par des Commis, Intendans, Controlleurs ou autres gens des Finances qu'on avoit coutume d'y employer. Il ſe voulut charger luy ſeul de tout ce ſoin là, entrer dans tout le detail, tant de receptes que des depenſes auſſi bien que des expediens pour y fournir à l'avenir, ne voulut s'en rapporter qu'à ſes propres lumieres, aux informations preciſes, qu'il en pût prendre & là deſſus aux reglemens qu'il trou-

moyen d'y faire: Enfin aux registres exacts & particuliers, qu'il en tenoit luy meme, en sorte qu'il y apporta une application & un travail infatigable & qui ne luy laissoit aucun relache sur tout à mesure ou à proportion des besoins de l'Etat & de la Conjoncture des affaires. Et comme tout cela n'avoit en veue que de faire entrer dans les coffres du Roy, tout l'argent qui se trouvoit auparavant repandu dans Paris & dans le Royaume par le luxe & les Depenses des gens des Finances & des Partisans, & que cela memes, pour en venir à bout n'avoit pû qu'être accompagné de plusieurs reformes, reductions & suppressions des charges, de depots ou memes de rentes de l'Hôtel de ville, qui faisoient le fonds des Particuliers & sur tout des Parisiens, aussi le gré qu'en eut le ministre, n'eut garde d'etre universel ni d'empecher, qu'il n'y fit bien des mecontents & des Miserables. A quoy se joignoit le chagrin & la dureté qu'il fit paroitre à l'egard de ceux qui avoient recours à luy pour en être soulagés, ou d'ailleurs avec qui il avoit à traitter, pour les entreprises soit des Batimens des Maisons Royales soit d'autres ouvrages qui dependoient de ses ordres & de sa direction & ou il avoit bien plus d'egard à l'epargne & au menage & à le procurer par toutes sortes des moyens qu'à l'equité & à la bonne foy qui s'y trouvast. Ce qui tout ensemble fut aussi la source & l'occasion des satyres sanglantes avec lesquelles on dechira sa Memoire dans Paris apres sa mort. Il est vray qu'il emporta luy meme la peine, savoir de cette derniere conduite par le chagrin que luy causa la [illegible] susmentionnée d'une partie des apparte-

 mens

mens nouveaux de Verſailles, a quoy il a
cherché & contraint par là les Entrepreneur
s'y ſoumettre ſans en conſiderer les ſuites,
ce qui fut cauſe, comme il a eté touch
deſſus, du reproche que le Roy luy en fit
la deſſus du depit, de la Colere & de la m
die qu'il en prit & dont il mourut. En f
qu'on peut aſſez recueillir de tout ce qu
viens d'en dire qu'on auroit pû luy ſouhaiter
d'humanité, plus de moderation, plus d'e
té dans la direction des Finances & dans ſa c
duite particuliere, plus de panchant à faire
bien qu'à en amaſſer pour ſa famille & pou
remplir les Threſors du Roy par toute ſort
moyens; Enfin plus de reflexion ſur les ne
ſités publiques de la France & le beſoin des
ticuliers. Il gardoit d'ailleurs la meme vig
& dureté du naturel dans ſa famille, do
Marquis de Seignelay ſon fils a eprouvé ſou
les effets & qui le rendoit redoutable à ſes
ches, comme entr' autres au Marquis de Cr
ſon frere; Mais en echange, il avoit to
ſoin requis pour leur etabliſſement, & ils l
toient uniquement redevables de toute leur
tune & des poſtes avantageux ou ils ſe t
voient elevés par ſon Credit & à ſa recom
dation; Il eut auſſi le bonheur de marier
de ſes filles à trois Ducs & Pairs du Royaume
Ducs de Chevreuſe, de Beauvilliers & de M
temier, de faire epouſer de riches Herit
à deux de ſes fils, le Marquis de Seig
l'ainé & un troiſieme qu'on appelle de Blain
& d'ailleurs de leur procurer les ſurvivance
ſes charges, au premier de Secretaire d'E
Directeur de Commerce & de la marine,
l'a

à Surintendant des Batimens; pour ne
le second fils, destiné à l'Eglise & qui se
deja Coadjuteur de l'Archeveché de
Aquoy il faut joindre les grands biens
a laissé apres sa mort & le credit & la
ation qui se trouve encore attaché pre-
t à ses Descendants & à sa famille, &
y aura lieu de faire mention dans la suite
du Marquis de Croissy & du Marquis
gnelay. Je toucheray seulement à cette
n une circonstance qui peut servir d'une
e du foible des grands hommes & assez
re à ceux qui d'un bas lieu se voyent ele-
ne haute fortune. C'est que quoy que
nce de Mr. Colbert fut assez connuë
re fils d'un Marchand de Draps etabli à
en Champagne & qui ensuite eut un
dans les Rentes sur l'Hotel de ville à Paris,
cependant la foiblesse ou la vanité de vou-
er sa genealogie des grands Seigneurs
& alliés à la Maison Royale du meme
En sorte que lors qu'il fut question de
oir un de ses fils cadets pour chevalier de
& que l'Ambassadeur de France de cet
volut luy insinuer, qu'en consideration
& du rang du Pere on exemteroit le
faire les preuves requises pour entrer
dit ordre, cet Ambassadeur fut assez
de voir que son compliment fut fort mal
de Mr Colbert & qui luy repartit brusque-
& avec fierté que son fils n'avoit besoin
une dispense & feroit les preuves dans tou-
plus grande rigueur & exactitude qu'on y
oit apporter. Aquoy on pourroit ajouter
e un autre foible du meme Ministre & qui
tiroit

tiroit encore apres ſoy celuy de ſe meconnoitr
aſſés ſoy meme: Quid valeant humeri, qui
ferre recuſent. C'eſt que quoy que tous ſe
employs & avant & depuis ſon elevation euſſen
eté dans un genre d'occupations aſſez differen
tes de celuy des Charges de Judicature, qu'i
n'eut fait dans ſa jeuneſſe ni les etudes qui
etoient requiſes ni acquis depuis aucune expe
rience dans ce metier, & qu'il eut d'ailleurs u
poſte important & aſſés relevé pour l'occupe
tout entier & pour le ſatisfaire, que malgré tou
cela dis je, & veu le grand age ou ſe trouvoi
le Chancellier Tellier il eut en vue de luy ſucce-
der dans cet employ en cas de mort dudit Tel-
lier & par là de ſe voir le Chef de la Juſtice &
le Premier Officier de Robbe du Royaume, en
ſorte que dans l'age avancé ou il ſe trouvoit luy
même & au milieu des grandes & continuelles
diſtractions que ſes grands poſtes luy donnoient

... qui font à la teste des grandes affaires & ... d'un grand Royaume.

Du feu Chancellier Tellier.

...e Chancellier Tellier mort en Novembre ... dans la 81 année de son age, avoit passé ... les employs, qui peuvent donner ega... de l'habilité & de l'experience dans ...rcice de la Justice & dans les affaires pu... Il avoit commencé par celle de Con...r, puis de Procureur du Roy au Chatelet, ... Conseiller du grand Conseil, ensuite de ... des Requestes & d'Intendant dans les ar... On le tira de ces employs pour luy con... charge de Secretaire d'Etat pour la guer... la Reine Mere luy fit donner & qu'il ... durant sa Regence & la Minorité du Roy ...fi dans le fort des guerres & des dissensions ..., qui agiterent en ce temps là le Royaume. ...me il y demeura entierement attaché au ... de la Cour, aussi en conserva-t il la con... entiere de la Reine Mere de mémes que ... du Cardinal Mazarin. Ce qui dura jusqu'à ...rt de ce Cardinal & luy procura ensuite le ... rang dans le Conseil du Ministere avec ... de Lyonne & Colbert qui y furent appel... par le Roy, & ainsi les trois seuls Ministres, ...me il a eté dit cy dessus, qui se trouverent ...gés du soin de l'Etat ou de l'expedition des ...res. Il eut la consolation de voir que le ...quis de Louvois son fils, apres avoir eu sa ...ge de Secretaire d'Etat pour la guerre en sur-

survivance, fut aussi declaré Ministre d'E
dans la suite; & qu' enfin la charge de Chanc
lier de France etant venu à vaquer en 1677
Roy en recompenses de ses Services, l'hon
de cette premiere charge de la justice, & q
a exercé jusques à sa mort, arrivée en auton
1685 conjointement avec celle de Ministre d'Es
Aussi avoit il toutes les qualités requises p
remplir dignement l'une & l'autre; une presi
ce & un abord agreable, des manieres honn
tes & insinuantes, un esprit doux & soup
d'ailleurs fort net & fort eclairé, une experiec
consommée, & dans les Employs de la Just
& dans les affaires du Cabinet; d'un discern
ment juste & une penetration exquise à les
meler. Il y avoit mêmes joint une vertu as
rare dans ce poste & qui luy etoit particulie
savoir beaucoup de moderation & d'egalité
dans son humeur & dans sa conduite, un el
gnement naturel de tout ce qui ressentoit
fierté, en sorte que toute son elevation ni
faveur du Marquis de Louvois son fils, ne
tira jamais de cette assiette, pour luy faire pr
dre un autre train de vie, hors ce qui se trou
indispensablement requis pour soutenir le po
& la dignité de Chancellier quand il en fut
vetu, dans un age deja bien avancé. Aussi il
luy fut pas difficile avec cet heureux assembla
de qualités d'un sage Courtisan, d'un habile M
nistre & d'un venerable Magistrat de se cons
ver jusqu' à la fin la bienveuillance & la co
deration particuliere de sa Majesté. Il n'y a c
la facheuse conjoncture de la persecution sus
tée contre les sujets de la religion, ou il se la
entrainer, soit par complaisance aveugle env

le Roy, soit par les prejugés que le temps etoit venu de ne souffrir plus qu'une religion dans le Royaume. Quoy qu'il en soit, non seulement authorisa les Edits qui se publierent de fois à & avec si peu de justice ou d'equité contre ceux de la Religion, mais encore temoigna sceller avec joye & peu de jours mêmes sa mort celuy qui portoit la revocation de l'Edit de Nantes. Tant il est vray que les plus grands hommes & les Eprits les plus moderés sont pas tousjours à l'epreuve de la preven-tion de la foiblesse que l'age & une habi-tude formée de longue main à s'accommo-der aux volontés de la Cour, peut tirer d'eux soy.

Des quatre Ministres d'Etat vivans.

Mais sans m'arreter d'avantage sur ces deux grands Ministres qui sont morts, il est temps de passer à leurs fils, frere ou parent qui occu-poient dés lors ou occupent aujourd'huy le po-ste du Ministere & leur en sont redevables, sa-voir Messieurs de Louvois, de Croissy, Pelle-tier & Seignelay.

Du Marquis de Louvois.

Le Marquis de Louvois, fils ainé du Chan-celier susdit, y tient le premier rang, moins par l'ancienneté de sa reception que par la faveur du Roy

Roy ſon Maitre, par la conſideration, le cre
& le pouvoir que les conjonctures des gue
paſſées, la mort ſuivie de Mr. Colbert & l'I
preſent des affaires, joint à ſon habilité, à
application & à ſon aſcendant ſur l'eſprit du R
luy en acquirent & luy en donnent encore
jourd'huy. Auſſi a t'il trop de part dans ce m
me état preſent & paſſé des affaires publiqu
& ainſi des ſuites qu'elles ont eu ou qu'el
peuvent avoir, pour ne point donner lieu à
toucher le veritable caractere & le plus nai
ment qu'il me ſera poſſible.

Sur quoy & ſans m'arreter beaucoup à ſ
exterieur, je me contenteray ſeulement d'en
re, qu'il n'avoit pas promis toute l'activité,
vigilance & l'habilité qu'on luy connoit & qu'
n'auroit pas attendu d'un corps auſſi peſant
chargé de matiere, ni d'un air naturelleme
rude & en apparence peu reflechi; ni des m
nieres hautaines, brusques & emportées qu'
luy voyoit. En quoy auſſi il paroiſſoit d'un te
perament, d'un genie & d'un procedé fort c
poſés à celuy du Chancellier ſon Pere & ainſi q
ne ſembloient nullement promettre des ſucc
pareils ni des ſuites auſſi avantageuſes, pour
fortune & l'elevation du Fils. Mais c'eſt
quoy les apparences ſe trouverent bientoſt tro
peuſes, & à quoy contribua d'abord ou l'etoi
comme on parle, du dit fils, ou le rapport
ſon age avec celuy du Roy, l'habitude que
rapport joint au poſte & à la Conſideration
Mr. le Tellier ſon Pere, luy donna aupres de
Majeſté en quelque Conformité memes de g
nie ou d'humeur, dans leurs inclinations & da



un certain eloignement de complaisance, d'ouverture & de familiarité de la part du Roy, à l'egard du reste des Courtisans. Et comme Mr. de Louvois dés l'année 1655 se trouva honoré de la survivance de la charge du Pere savoir de Secretaire d'Etat pour la guerre, il commença aussi à l'exercer de bonne heure, & à l'y soulager. Aussi l'assiduité & l'attachement particulier qu'il fit paroitre dans l'exercice de cet important employ, à en entrer dans tout le detail, & d'ailleurs à s'y prevaloir des lumieres & de l'experience de Mr. le Tellier son Pere, ne purent qu'augmenter la consideration du Fils & redoubler la Confiance que le Roy s'accoutumoit deja d'y prendre. Ce qui porta sa Majesté à luy donner entrée dans le Conseil du Ministere & ainsi à y joindre la qualité de *Ministre d'Etat*, dont il fut revetu dés l'année 1669, qui suivoit la paix d'Aix la Chappelle & qu'on tramoit deja la guerre contre la Hollande. D'ailleurs Mr. de Lyonne Ministre & Secretaire d'Etat pour les affaires Etrangeres etant mort en 1671, Mr de Louvois en exerça la fonction par interim & jusqu' à ce que Mr. de Pompone, que le Roy avoit choisi pour la remplir, fut de retour de Suede ou il se trouvoit en Ambassade. Les *Ministres* Etrangers, qui etoient alors à Paris, ont rendu ce temoignage à Monf. de Louvois qu'il s'acquitta de cet employ, dont il etoit chargé provisionellement, avec beaucoup d'habilité & d'application. Le retour de Mr de Pompone en France & la guerre qui suivit bientost apres contre la Hollande, ne purent que donner d'autres occupations à Mr. de Louvois & l'attacher entierement à la Direction des affaires de la guer-

re & ainsi de tout le grand detail qui y etoit re-
quis. C'est de quoy le Roy se reposoit enti-
rement sur luy, savoir pour tout ce qui pou-
voit regarder la disposition, les preparatifs
les besoins requis pour une expedition de cet-
importance. Ce qui donna lieu aussi à Mo
de Louvois de faire un tour dans l'Archevec
de Cologne dès l'année 1671 & s'y abouch
avec cet Electeur & le feu Eveque de Strasbour
qui etoient entrés dans le Complot de cet
guerre, de passer de là à Coblentz pour y trait
avec le feu Electeur de Treves pour les mesur
à prendre à l'egard du passage des Troupes p
son Archeveché. Je ne m'arreteray pas icy a
evenements divers de cette guerre, qui comme
ça des l'Eté suivant 1672 & ne finit que par
Traités de Nimegue sur la fin de l'Eté 1678
ainsi à toute la part que Mr. de Louvois ne
qu'y avoir par tous les endroits susmention
& qui accompagna sa Majesté dans toutes
campagnes & expeditions où Elle se trou
Je toucheray seulement là dessus deux ou tr
circonstances qui peuvent egalement servi
faire mieux connoitre le genie & le Credit t
ensemble de ce Ministre. L'une est qu'il e
pecha le Roy de conclurre une paix aussi g
rieuse pour la France, que prejudiciable & ho
teuse pour les Estats & que Mr. de Pompone q
etoit alors Ministre & Secretaire d'Etat pour l
affaires Etrangeres, conseilloit d'accepter sur l
conditions qui en etoient offertes au Roy par l
Ambassadeurs des Estats qu'ils luy envoyer
à Utrecht sur la fin de l'eté 1672. En so
que la Providence divine permit pour le sal
des Provinces unies & pour le bien general
l'E

...que les Conseils violens de Monsieur ...vois l'emporterent sur d'autres plus mo... & que l'envie & l'Esperance de tout en..., fortifieé par la rapidité inesperée des ... succés de cette Campagne donna lieu ... changer bientost apres la face des affai... à delivrer dans la suite les Provinces du ... lequel elles etoient partie deja tom... partie pretes à tomber. L'autre consi...on est, que quoy que le Commandement ... Armées de France, durant le Cours de tout... guerre, fût confié à des Generaux de ...eration ou du Prince de Condé ou de ... Turenne, ou d'ailleurs des Marechaux ... de Schomberg & autres d'une capa... reconnuë dans cette profession, que ... ils n'etoient ordinairement chargés ... soin de l'execution & ainsi de ne faire ...rations & des Demarches que celles qui ...oient comme prescrittes par les Ordres ... de Louvois qui se trouvoient authorisés ... Roy & qu'il leur falloit attendre souvent ... des conjonctures dont ils auroient ...prevaloir. Ce qui ne put que brouiller ... en premier lieu avec le feu Prince ... & ensuite avec Mr. de Turenne, qui ...oient fort impatiemment l'un & l'autre ...bordination dans un metier qu'ils cro... ...assez bien entendre, pour n'avoir pas be... ... s'y regler par les advis de Mr. de Lou... ... d'y dependre de ses ordres. Aquoy se ...nt souvent d'autres degouts sur le detail ...etien & de la subsistance des Armées qu'ils ... à commander & du choix des Officiers ... dont ils avoient à s'y servir. En sorte

 qu'à

qu'à l'egard du Prince de Condé, il falu
le Chancellier Tellier Pere de Mr. de Lo
fut l'entremetteur pour les raccommoder
ce Prince; pour Monf. de Turenne comı
s'etoit plaint affez hautement de Mr. de Lo
& en des conjonctures ou on avoit le pl
befoin de ce General, il falut que le dit Mi
prit auffi de parti de ployer devant luy
l'aller voir à fon retour à la Cour, l'anné
preceda celle de fa mort. Mais comm
chofes ne laiffoient pas de continuer d'alle
meme train, & que d'autre coté Mr. de T
ne ne fe croyoit pas obligé à garder beau
de menagement avec Mr. de Louvois, pe
que la Fortune de la France fe trouvoit co
appuyée à fa conduite, il eft à croire que
auroit pû avoir d'autres fuites fuivant le
des affaires & ainfi que la mort du premie
livra ce Miniftre d'un Ennemi redoutabl
qu'il pouvoit craindre pour tel. Et ce qu'
d'autant moins à apprehender dans la
qu'il en tira occafion de faire fucceder à M
Turenne des Generaux qui etoient entiere
de fa dependence, comme les Marefchaux d
mieres & de Crequi & le Duc de Luxemb
Ce qui dura jusques à la Paix de Nime
apres la quelle ce dernier fe brouilla avec
de Louvois, ne s'eft pas bien remi depuis
luy & s'eft auffi trouvé par là hors d'em
pour quelque commandement d'Armée. Il
fut pas de mêmes de deux autres & qui et
auffi tiré l'avantage d'etre employés dans le
cafions, qui s'en font depuis prefentées,
me le Marefchal de Crequi au fiege de Lu
bourg en 1684 & qui mourut deux ans a

le Mareschal d'Humieres qui vient encore de mander en Flandres à la Campagne der-. C'est à dire que Mr. de Louvois a sçeu r & se maintenir Maitre absolu de son ement des affaires de la guerre, que le rapporte entierement à luy, & suivant lieu d'en parler encore dans la suite. comme Monsieur de Louvois crut que la paix de Nimegue cet Employ luy don- moins d'occasion de se rendre necessaire, assez de loisir pour s'acquitter encore de Ministre d'Etat des affaires etrange- tout, par le rapport qu'il pouvoit y avec celle de la guerre & que dans ce il garda peu de menagement avec Monf. pone & contribua sous mains à donner des veuës de luy en oster la poste, il fut pris d'apprendre que Mr. Colbert à son durant qu'il se trouvoit à sa Maison de , sçeut se prevaloir aupres du Roy occasion qui s'en presenta, pour oter en bitement la charge à Mr. de Pompone & donner sur le champ à Mr. de Croissy quoy qu'absent alors en Baviere. Ce que faire balançer d'avantage le cre- Colbert avec le sien. Mais c'est de- eut lieu de se venger ou d'etre recom- par la mort du dit Sr. Colbert qui arriva il a eté dit en 1683, tant par le successeur luy donna dans la Direction des Finances, & amy intime de la Maison Tellier, refus fait à Mr de Seignelay de succeder Pere dans la charge de Ministre d'Etat, que celle de Surintendant des Batimens otée au de Mr. Colbert qui l'avoit eu en Survivance

& que le Roy donna à Mr. de Louvois in
tement apres la Nouvelle de la mort d
Colbert moyennant quelque rembou
pour le fils susdit. Et de la quelle n
charge Mr. de Louvois tiroit deux gran
tages, l'un des profits considerables qu
ent joints, l'autre d'avoir une occupa
là en temps de paix qui l'attachoit au
Roy & memes qui luy donnoit lieu
grands & continuels ouvrages, qu'il et
stion de faire encore à Versailles sous l
de sa Majesté, de luy faire valoir son ind
vigilance & son oeconomie au de là d
que Mr. Colbert y auroit pu apporter. I
plus qu'en effet ce dernier ne s'y etoit
tant appliqué qu'en d'autres fonctions
charges, qui d'ailleurs ne luy en laisso
du loisir de reste & s'en etoit souvent r
à des Entrepeneurs mal habiles ou trou
essés. En sorte que toutes ces conjo
ensemble, firent croire quelque temps
de Louvois alloit être chargé luy seul no
ment de toute la faveur, mais encore
le poids du gouvernement de l'Etat &
affaires Etrangeres de memes que celle
Marine qui etoient encore entre les m
la famille Colbert, savoir de Mrs. Croi
Seignelay passoient dans les siennes, r
qui n'arriva pas neanmoins à l'egard de c
derniers postes qui demeurerent à ce
Messieurs. A quoy se joignit dans la
recours que cette famille Colbert eut à M
de Maintenon qui crut aussi de son interes
me il a eté deja touché cy dessus) de s
la dite famille, de balancer par là le pouv

grand à la Famille Tellier & en particulier de Mr. de Louvois. Ce qui neanmoins pas empeché que ce dernier, & mêmes de la mort du Chancellier son Pere & jusques son depart de France ne continua d'ailleurs oir si non l'entiére au moins la principale dans la Direction des grandes affaires, que il ne demeurast encore Maitre de son nement des affaires de la guerre & de ce y a du rapport & qu'il ne l'exerçât avec bien d'authorité & independance que Mr. de oissy n'en usoit dans le fien des affaires Etran- ges. Et ce qui entr' autres n'a que trop paru les fatales resolutions qu'il fit prendre au contre l'avis de Mr. de Croissy sur la fin de 1688 & à son retour des Eaux de Forges, dire de soutenir de vive force l'election rdinal de Furstenberg à l'Electorat de Co- es; ensuite d'entreprendre le siege de Phi- ourg & par là de rompre la Treve avec ire & enfin de pousser en même temps les s à toutes les extremités qu'on a veu, soit le Palatinat, soit dans l'Electorat de Tre- & enfin dans tout le haut & le bas Rhin, la Franconie mêmes & dans la Suabe. Je eray pas icy dans le detail des Considera- ons, dont Mr. de Louvois se servit pour en- r si avant les affaires & y porter le Roy & il y aura lieu de parler plus à fonds dans endroit particulier de cette relation. Je me enteray seulement de remarquer icy qu'il constant, que personne aussi ne revoque en e à la Cour de France, & dont j'ay d'ailleurs preuves inconteslables, je veux dire que aux seuls conseils de Mr. de Louvois que

 le

le public doit imputer l'engagement de la guerre presente & de toutes les suites funestes qu' Elle peut avoir eu jusques icy & pourra avoir dans la suite, pour la France même, & ce qui pourra en meme temps servir de prejugé du bon ou du mauvais gré que la France luy en aura.

Des bonnes qualités de Monsieur de Louvois.

Cependant on en peut deja ce semble, & de ce qui en a eté dit jusques icy, on en peut, dis je, assez comprendre le veritable caractere de ce Ministre. Mais comme il s'y trouve un melange de qualités peu communes & qui peuvent ou servir & faire honneur à son Maitre &

aſſiduité & ſon application il ſupplea bientoſt à ce qui ſembloit luy manquer du coté de l'experience, du genie & du temprememment. Et comme il eut le bonheur par là & par les rencontres ou les conſiderations, dont j'ay auſſi deja parlé, de s'inſinuer dans la familiarité du Roy & d'en gagner ſa Confiance, il eut auſſi celuy de s'y maintenir & de l'augmenter memes à meſure des occaſions qu'il trouvoit de faire valoir ſes ſervices, & des heureux ſuccés qui les ſuivirent. En effet il eſtoit difficile de remplir un poſte pareil au ſien avec plus de vigilance & d'application particuliere, pour tout ce qui pouvoit en dependre ou y avoir du rapport; l'habitude qu'il s'en etoit faite dés ſa jeuneſſe, luy en acquit & la facilité & les lumieres qui ne peuvent encore qu'en devenir plus grandes par les conjonctures & l'etat des affaires; qui luy en donnoient plus d'occaſion & luy en laiſſoient d'ailleurs peu de relache. Il s'y trouva aidé particulierement par le grand ordre qu'il apporta dans la reveue & dans l'expedition des affaires de ſon departement, dans le choix de ſes Commis, qu'il y employoit, & dans la diſtribution des fonctions & des Employs particuliers, qu'il leur y donnoit, ſuivant leur portée & dont ils avoient à luy rendre compte. Auſſi tira t'il l'avantage de cette regularité & de cette exactitude particuliere, que la peine du travail luy en etoit diminuée; que rien ne ſe negligoit & que ceux qui avoient à faire à luy, qui n'etoient pas en petit nombre, ſavoient bientot ou ils en etoient & ce qu'ils en devoient attendre ou eſperer. C'eſt à quoy contribua encore l'air deciſif qu'il s'accoutuma de prendre & de faire

paroitre dans les reponses qu'il donnoit su champ, ou dans les resolutions qu'il etoit q stion de prendre sur les Memoires ou les Req tes qu'on luy addressoit & qui ne demeuroi jamais sans replique, comme il arrivoit souv dans les Bureaux des autres Ministres d'Etat, sorte qu'on le trouvoit plustost peu favora qu'irresolu dans les choses qu'on avoit à demander. Et ce qui d'ailleurs etoit soute par l'authorité du poste, ou il se trouvoit, le pouvoir, comme j'ay dit, assés absolu, qu exerçoit dans les affaires de son departem ou d'ailleurs dans lesquelles il vouloit pren part, & enfin par la Confiance particuliere Roy. Aussi y avoit il joint, ou par coutu ou par application une grande facilité & pres ce d'esprit à demeler dabord ce qu'il y avoi faire ou à rejetter dans ce qui luy etoit prop à y prendre bientost son parti, & à n'en g res demordre, ensuite de l'idée qu'il s'en e une fois faite. Outre qu'il ne se soucioit g res d'y garder beaucoup de menagement & s'attirer le bon ou le mauvais gré de ceux a lesquels il avoit lieu de s'en expliquer, il suffisoit de croire que l'interest & le service Roy, ou la conjoncture des affaires, ou bien prevention qu'il s'en etoit faite le vouloie ainsi. Et comme il etoit assez reservé dans choix des Personnes en qui il prenoit confian ou sur qui memes il put se reposer de l'exec tion des affaires ou des entreprises qui vouloie du secret, du menagement ou de la viguer aussi savoit il les engager par les bienfaits, qu etoit en etat de leur procurer, & les attach par la Confiance qu'il leur temoignoit. Et

eff

effet on peut dire qu'il y a trois qualités que ce Ministre à sceu prattiquer par luy même & y accoutumer ceux qu'il employa, une Application infatigable, une grande activité & un menagement particulier d'un petit nombre de personnes affidées pour l'execution de ce qui leur etoit commis. Par la premiere de ces qualités il a toujours eu pour but, que rien n'echappast à sa penetration; par la seconde à ne perdre point d'occasion & ne rien negliger, & par la troisieme à s'asseurer du secret, aussi bien que de la facilité de l'entreprise. Aussi s'est il tousjours appliqué à ce que les moyens d'y reüssir en previnssent les engagemens & qu'ainsi ce qui pourroit être requis dans le temps de guerre & de campagne, pour la marche, le logement & la subsistence des Trouppes, pour l'erection des Magazins, pour le Transport de l'Artillerie, pour le Choix des quartiers, pour les feintes qu'il etoit question d'y apporter, suivant les conionctures, pour la subordination & la soumission deüe à l'authorité souveraine & aux ordres de ceux qui en sont chargés; ou d'ailleurs pour les autres besoins requis, pour l'operation sur tout en cas de siege, que tout cela, dis je, non seulement fut bien & deuement concerté auparavant que de s'y engager, mais mêmes autant que preparé & en etat de ne faire point faute. On peut dire en effet que c'est là le fort de ce Ministre, & ce qui aussi a le plus contribué aux heureux succés des guerres passées que la France a entreprises & a donné memes le plus de confiance à les entreprendre. Il faut encore y ajouter ses veuës & son application pour asseurer les Frontieres de la France, par les forts

&

& les Citadelles qu'il a eu ſoin d'y faire conſtruire ou d'y fortifier, & ſans epargner ni peine ni frais, ni diligence pour en venier à bout.

Des mauvaiſes qualités de Monſieur de Louvois.

En ſorte que Mr. de Louvois peut meriter autant d'eloges par touts ces endroits, comme il y en a d'autres qui ne luy font pas le meme honneur, ni à la France, & qui peuvent auſſi avoir des ſuites peu avantageuſes pour la meme Couronne. Je ne m'arreteray pas là deſſus à ſon humeur naturellement brusque, imperieuſe & emportée, ſur tout qu'il ne menagoit guerres & qui ne ſe rendit que trop viſible dans les

ıitude & foutenu d'ailleurs par l'autho-
ıoſte ou il ſe trouvoit; auſſi peut on
l conſerva tout le fonds de cette meme
& ainſi dont ceux, qui ont le plus à
uy, ne peuvent que reſſentir des effets
rencontres. Mais aprés tout ce qui
roit peu pour le Public, s'il n'y avoit
ıe ſa bonne Part, & ſi n'en reſultoit à
rd une influence peu favorable dans
ẽils de ce Miniſtre & dans la Conduite
res dont il eſt chargé ou dont il ſe char-
t ce qui eſt d'autant plus dangereux que
ıe n'a pas d'ailleurs toute l'etenduë, la
ın la patience requiſe pour être à la Te-
affaires d'un grand Royaume pour en
ndre & en enviſager d'un ſang raſſis
; biais, tous les reſſorts & toutes les
& la deſſus pour confirmer un plan,
euës d'une precedence, ſeure dans les
ns & conſommée par l'experience.
ché par la nature de ſes employs au de-
'au gros des affaires, il en regarda plus
ens que la fin. En ſorte que ces veuës
linairement plus prevenües par la facilité
cution qu'arretées ſuffiſamment par les re-
; pour la reſoudre. Plein d'ailleurs d'une
ption qu'il a tiré des ſuccés paſſés il s'en
né une idée ſur laquelle il fonde ceux
ıvenir, ſavoir une grande confiance ſur
ces de la France & ſur la foibleſſe de ſes
is Ce qui a eu en même temps deux
l'une de menager peu les alliés en temps
t, ou mêmes de ſe ne ſoucier pas beau-
l'en avoir, l'autre d'etre touſjours prêſt
ıre les paix ou les Treves pour peu de
con-

convenience ou de pretextes qu'il croyt d'y trouver. Plus jaloux par là de conserver à son Roy l'authorité d'Arbitre des affaires de l'Europe, d'y donner la loy, quand il luy plait, & d'en flatter ou d'y interesser sa gloire, que non pas de luy faire garder sa parole, ses serments, ses traités & le porter à s'y regler sur toutes choses par la justice, par l'equité & par la bonne foy, mais s'il s'en met en peu de peine pour la nature des entreprises où il l'engage, sous les couleurs vaines ou specieuses qu'il y apporte, il le fait encore moins pour les moyens qu'il y employe & pour atteindre le but qu'il s'y propose. Tout lui devient alors licite pour y parvenir & pour n'en avoir, pas comme on dit, le dementi; exactions injustes, contributions sans mesure, violements des droits divins & humains, profanation des choses les plus sacrées, saccagement, incendies, desolation, traitements plus que barbares, & exemples d'une inhumanité sans exemple. Quand la guerre passée contre la Hollande, ou la Conduite qu'on a tenu contre les Païs bas Espagnols, depuis la paix de Nimegue & sur tout vers la fin de l'année 1683, n'en auroient fourni tant de funestes preuves, les terribles effets que le pauvre Palatinat & les villes voisines en ont ressenti, dés les commencemens de l'Infraction des Traittés de Treve, & ressentent encore tous les jours, en seront un triste & un eternel monument à la Posterité. En sorte qu'il n'y a pas lieu de s'y etendre icy davantage, ou de chercher d'autres preuves pour recueillir de tout ce que je viens d'en dire, savoir que si d'un coté Mr. de Louvois a toute l'habilité d'un Ministre merveilleusement vigilant, actif, prevoyant, ferme,

ne, appliqué, entrant dans tout le detail des choses qu'il entreprend ou fait entreprendre, & n'épargnant ou ne negligeant rien pour y reüssir, d'autre part, il a peu de droiture dans ses actions, peu de maturité ou de toute la reflexion dûë dans ses Conseils, peu d'equité dans ses projets, peu de moderation dans sa conduite, en un mot qu'il y apporte plus de violence & de prevention que de justice & de bonne foy. Mais apres tout voila sans doute les justes idées qu'on ne peut qu'avoir de ce Ministre & qui peuvent servir aux occasions pour plus d'eclaircissement de ce qu'on en peut attendre dans les conjonctures des affaires presentes.

De la Constitution, Enfans & Biens de Monsieur de Louvois.

Aussi n'y a t'il gueres d'apparence qu'elles contribuent à le faire tomber du poste, ou il est, où il s'est rendu entierement necessaire & qui d'ailleurs ne pourroit etre rempli par personne en France d'une habilité, d'une exactitude & d'une experience pareille à celle qu'il y acquise, je veux dire à moins d'une revolution bien grande & des circonstances ou des changemens, qu'on ne peut pas aisement prevoir. Il est vray que l'etat de sa santé qui a eté assez mauvaise depuis quelques années en ça, pourroit bien donner lieu par les suites qu'elle peut avoir. Du moins a t'il eté sujet outre une indisposition à la jambe, à des atteintes & des recheutes frequentes de fievre mêmes continuë & dont jus-

jusqu'à mon depart de France il ne s'est tiré
par le frequent & reiteré usage du Quinqu
mais comme au fort du mal ou des remed
se donne mêmes peu de relache pour les a
res, qu'il n'est pas d'ailleurs fort reglé dans
manger & sur tout dans l'usage des melon
des fruites dans leur saison sans y avoir au
egard à son etat & que d'ailleurs il a un co
rempli d'humeur & dont il echauffe aisemen
bile, tout cela peut donner lieu ou à abbre
ses jours ou à le retirer des affaires par l'im
sibilité à remplir tous ses devoirs & à y vac
comme il a fait jusque à present. Aussi y a
il des avis, depuis mon depart de France, m
qui n'ont point eu de suite autant que je sac
je veux dire comme s'il s'etoit deja defait d
penible charge de Surintendant des Batim
Pour celle de Secretaire d'Etat pour les affa
de la guerre, son second fils, qu'on appell
Marquis de Barbezieux, y est deja reçu en
vivance, depuis quelques années en çà, ens
que son ainé, le Marquis de Courtenvaux
avoit eté revetû dés la fin de l'année 1681, m
qu'il ne garda gueres, pour n'y etre pas trò
propre Aussi a t'il pris depuis le part de l'e
ayant eté adjoint au Marquis de Tilladet
Parent pour la Charge de Capitaine des Ce
suisses & pour l'exercer seul dés que l'autre
roit pourveu de quelque autr' employ. Po
le Marquis de Souvray troisieme fils de Mo
de Louvois, il fait de mêmes la Profession
armes & a fait en Hongrie deux ou trois Ca
pagnes, jusqu' au temps du siege de Phili
bourg. A l'egard des Filles, il en a mar
l'ainée au Duc de Rochegryon fils du Duc

Roc



Rochefoucault dont il a eté parlé cy dessus. Au reste ces enfans de Mr. de Louvois ne pourront qu'en heriter un jour des grands biens, veu ceux qu'il possede deja qu'on fait monter à des sommes immenses & qui le font passer pour le plus riche particulier de l'Europe. On le recueille moins des grandes & belles terres qu'il a acquises, comme de la Baronnie de Meudon entre Paris & Versailles avec un chateau magnifique qu'il y a reparé ou bati avec un grand & beau parc qui l'environne ou d'autres Seigneuries en Champagne & dans le Duché de Bourgogne, que d'ailleurs des grandes sommes d'argent comptant qu'il auroit ou mis en rente sous des noms empruntés & qui luy reviennent ou de l'heritage du Chancellier Tellier son Pere ou des acquets certains de ses importantes & lucratives charges, comme de maniement de tout l'argent requis pour le departement de la guerre & celuy qui est destiné pour les Batimens & Jardins & Maisons Royales & de ce qui en depend et des droites qui luy en reviennent, & enfin de son Employ de Surintendant General des Postes. Je ne parle pas icy du seul Frere qu'il a & qui est Ecclesiastique, savoir l'Archeveque de Rheims & ainsi dont les grands biens qu'il a de sa famille passeront aussi un jour aux Enfans de Monsieur de Louvois & à ceux de leur soeur la feu duchesse d'Aumont.

Du Marquis de Croiſſy.

Le Marquis de Croiſſy ſecond Miniſtr rang, eſt celuy dont je devrois avoir le pl dire. Comme le Miniſtre d'Etat des aff. Eſtrangeres & ainſi avec lequel j'ay eu tc mes relations, durant mon dernier ſejou France; auſſi n'y a t'il que luy qui donne diance aux Miniſtres Eſtrangers, auquel ils dent compte de leur Commiſſion, qui ſe c d'en faire le rapport au Roy & au Conſeil Miniſtere, qui leur en rend les reponſes ou plique les intentions de ſa Majeſté, & ainſi c me le ſeul Commiſſaire, avec lequel ils faire durant tout le cours d'un pareil em à la Cour de France. C'eſt auſſi le ſeul Min qui ſe charge de leur procurer les audianc Roy dans les occaſions, qui l'en inform ſujet par avance & qui auſſi ſe trouve pr aux dites audiances de ſa Majeſté. Ce qui enſemble s'eſt trouvé encore plus etabli ſo Miniſtere du dit Marquis de Croiſſy que ſo Miniſtres precedans dans le méme poſte rant leſquels les autres Miniſtres d'Etat ſt'ent point de ſcrupule de donner aud aux Miniſtres etrangers, quand on la le mandoit & d'en être informés aux occaſio ce que ceux cy trouvoient à propos de le preſenter; ainſi que je l'ay veu prattiquer prattiqué moy meme. Ce fut Mr. Colbert en ſuite de la charge de Miniſtre d'Etat pou affaires etrangeres qu'il procura à Mr de Cr ſon frere & apres le retour de celuy cy d Cour de Baviere luy en voulut laiſſer tout l'h neur & ſous pretexte de ſes grandes diſtracti

... n'y en laissoient point de loisir, se de- ...que les Mi...stres Etrangers n'avoient plus ...ir à s'addresser à luy, pour l'informer ...s commissions & dont il seroit au be- ...n instruit par le rapport que Monsr. de ...son frere à qui cela appartenoit, en se- ...u Roy & au Conseil. Mr. de Louvois, ...e donner point de jalousie à la famille ...t, prit aussi le même parti & en sorte ...s Ministres publics qui se trouverent de- ...à la Cour de France tant du premier que ...ond ordre, comme Nonces ou Ambassa- ... Envoyés, Residents ne prirent & ne pre- ...us d'audiance que du seul Marquis de ...& même auquel Mr. de Louvois les ren- ...uand ils trouvoient occasion de luy vou- ...er d'affaire. En quoy pour le dire icy ...nt il se trouve un grand desavantage ...negotiation des Ministres Etrangers à la ...le France, puis qu'ils sont exclus par là de ...r aux occasions & suivant le besoin les ...tions requises de leurs Commissions & ...rests de leurs Principaux aux autres Mi- ...'Etat, qui cependant ne laissent pas d'a- ...Droit d'en connoitre & d'en deliberer ...Conseil & qui mêmes par leur Credit & ...e des affaires y peuvent avoir le plus à ...Mais pour revenir à Mr. de Croissy, je ...s besoin de repeter icy, qu'il est rede- ...de son poste de Ministre d'Etat pour les ...Etrangeres à feu Mr Colbert son frere, ...e il l'etoit deja d'autres importans employs ...exercé cy devant, soit de Judicature & de ... dans le Royaume, soit de Negotiation au ... dans les affaires publiques. On peut

conter parmi ceux là ſes employs paſſés de P
ſident dans le Conſeil ſouverain d'Alſace &
Parlement de Mets; d'Intendant dans les P
vinces de Poitou, de Provence & de Catalog
en dernier celuy de Preſident au Mortier au P
lement de Paris, dont il eut permiſſion du
d'acheter la charge qui vint à vaquer, du
qu'il etoit employé aux Traités de Nimegu
qu'il retient encore. A l'egard des Negotiatio
il accompagna dés l'année 1657 les Amba
deurs & Plenipotentiares de France, le Duc
Gramont & Mr. de Lyonne qui furent envo
à Franckfort à l'Aſſemblée deſtinée pour l'E
ction de l'Empereur aujourd'huy regnant,
fut mémes chargé des Commiſſions particuli
du Cardinal Mazarin durant le Cours de c
aſſemblée deſtinée pour l'Election de l'Emper
Il paſſa en Pologne quelques années apres
ordre de la Cour & durant que la Reine M
Epouſe du Roy Caſimir y avoit le plus de
au gouvernement. Dans l'année 1666 il fu
voyé Extraordinaire de France à feu S. A.
Cleves pour y moyenner l'accommodement
tre les Eſtats Generaux & l'Eveque de Mu
qui etoient alors en guerre. Deux année
ſuite, ſavoir en 1668 il fut Ambaſſadeur de F
ce aux Traités d'Aix la Chappelle pour la c
cluſion de la Paix entre les deux Couronne
France & d'Eſpagne & par la faveur de Mr.
bert ſon frere, fut preferé pour cet Empl
Mr Couſtin illuſtre dés lors par plusieurs A
baſſades qui ſe croyoit deſtiné à celle cy &
recevoit deja les compliments. Dans l'année
vante 1669 il paſſa en Angleterre en qu
d'Ambaſſadeur Extr. de France & dans la vi

cher entierement la Cour d'Angleterre nt qu'elle avoit prise dans la triple ligue Suede & les Etats generaux & l'engager e guerre contre ces derniers, ce qui fut particulierement aidé par le voyage Madame la Duchesse d'Orleans Soeur d'Angleterre & du Roy Jacques fit à dans l'année suivante 1670, & ou elle engager cette Cour là dans le Complot guerre. Mr. de Croissy resta dans ce Ambassadeur Extr. en Angleterre jusque la meme Cour se vit obligé par le à prendre d'autres mesures & à se de la guerre avec la Hollande. Ce qui au dit Mr. de Croissy d'être rappellé ploy vers la fin de l'an 1673. Et comla suite on convint d'une Assemblée à pour les Traités de paix, il y fut nom Ambassadeur & Plenipotentiare de avec le Mareschal d'Estrade qui etoit le le Compte d'Avaux le troisieme & acheminerent vers la fin de l'année 1676. ortit aussi qu'apres la paix faite & les onclus avec la Hollande & avec l'Espa avec l'Empereur & l'Empire, le tout n de l'année 1678. En 1679 le mariaeté mis sur le Tapis entre le Dauphin cesse Soeur de l'Electeur de Baviere il à Munnich pour en traiter & pour le comme il fit. Ce fut aussi durant son dit à la Cour de Baviere que le delay ou deux que Mr. de Pompone appormer part au Roy du contenu des dequi etoient arrivées de Monsr de Croissy sujet de la dite Negotiation, donna lieu

à Mr. de Colbert d'informer le Roy de c
en ſavoit par les lettres de ſon frere & ſe
ſujet ou de pretexte à oter à Mr. de Poı
la Charge de Miniſtre & Secretaire d'Eta
les affaires Etrangeres & pour la donner à
de Croiſſy.

J'ay crû qu'il n'etoit pas hors de pro
toucher en paſſant ce que deſſus, pour
lieu d'en mieux connoitre un Miniſtre
ſeul chargé de la Direction & de l'exp
des affaires Etrangeres. On en peut auſ
recueillir que la ſeule faveur du frere
pas elevé tout d'un coup à ce poſte & qu'
paſſé auparavant par bien des Employs
pouvoient avoir le plus de rapport. A
put il qu'y apporter une information ſu
des Affaires de l'Europe & de la Conſtit
des Intereſts des Eſtats, qui la compoſe
comme ſon Miniſtere ſe rencontra dans
jonćture de la Paix retablie entre la Fr
les Puiſſances alliées contre Elle, en
lieu par les Traités de Nimegue en 16
la Hollande, l'Eſpagne, l'Empereur & l'I
& apres par ceux qui ſe firent en 167
avec la Maiſon de Brounſwic & Lunebo
enfin à Paris avec le Danemarc & feu S. A
il tira occaſion des Premiers Traittés ou
eté employé & avoit eu bonne part de
ſur le tapis & d'appuyer ſur des clauſes ir
qui y etoient reſtées, le plan des Reünio
l'Alſace & les Dependances pretenduës,
cette Province, que de la Lorraine & d
Evechés, Mets, Toul & Verdun; ce
cette veuë que la Connoiſſance & la juris

attribuée partie au Conseil souverain d'Al-
sace, partie au Parlement de Metz, qu'on s'y
servit entre autres du Procureur General du Roy
au Parlement jugé fort propre à pousser loin
cette affaire & qu'outre cela Mr de Croissy
prit à son Service & pour son Premier Commis
Mr Bergeret qui etoit Advocat General au dit
Parlement & dont il se sert encore. Ce que
je remarque icy, comme une circonstance qui a
eu le plus de part à engager du coté de la Fran-
ce cette affaire des Reunions dans l'Europe &
à la pousser & la soutenir dans la suite, veu celle
que Mr de Croissy y prit d'en faire le premier
objet de son Ministere & de s'y croire suffisam-
ment instruit ou authorisé par la part qu'il avoit
eu, comme je viens de dire, aux Traités de
Nimegue & par l'explication & l'etenduë qu'il se
crut en droit d'y donner. Ce fut aussi dans
cette veuë principale d'un coté qu'il forma ou
suivit le plan des Alliances plus etroites avec
les Puissances, qu'il crut pouvoir le plus con-
tribuer à y apporter de l'obstacle & à engager la
France à une nouvelle guerre & de l'autre qu'il
se rendoit difficile dans les negotiations ou con-
ferences avec les Ministres publics qui avoyent
des interests opposés à cette Reünion, ou d'ail-
leurs tachoient de les arreter & de les detour-
ner. C'est dont je puis rendre quelque te-
moignage sur les occasions que je pouvois
avoir de moy meme d'en parler à mesure
qu'elles se presentoient ou que j'en etois char-
gé de la part de feu S. A. E. Ce qui particuliere-
ment ne pouvoit que le brouiller de fois à autre
avec le Comte de Mansfeld Ministre alors de
l'Empereur à la Cour de France & d'ailleurs

 avec

avec celuy de Suede l'Ambassadeur Bielcke au sujet de la reunion du Duché de deux Ponts. Il y avoit encore à l'egard de ce dernier & des interests de son Roy deux circonstances qui le mirent mal ensemble & dont il y aura lieu de parler sur le sujet des interests presents de la France avec la Suede. Et comme ce que je viens de dire, contribua peu à peu à porter les affaires sur le panchant d'une grande guerre avec l'Empire & à l'engager d'ailleurs avec l'Espagne, & ensuite à en arreter le cours par les Traittés de Trêves qui suivirent avant l'Eté 1684 & où feu S. A. E. eut autant de part, aussi Monsieur de Croissy de son coté y eut tousjours deux veuës, une d'appuyer & d'assurer à la France les Reunions faites, comme un Ouvrage precedé de ses Conseils & negotiations susmentionnées, l'autre de n'en detourner pas moins & autant qu'il dependoit de luy, les engagements de guerre, qui en pouvoient resulter. Aquoy il etoit porté, tant par la Consideration des evenements douteux qui en pouvoient naitre, que pour y trouver moins son compte, par le Credit & l'autorité du Gouvernement qui en redoubloit pour Monf. de Louvois au temps de guerre. C'est aussi dans cette derniere veuë que des le commencement de son Ministere il s'appliqua à appuyer le dessein de procurer à la France des allies qui pussent concourir au meme but, d'eloigner la guerre. A quoy il ne jugea rien de plus convenable qu'une Alliance plus etroite avec feu S. A. E. & d'en faire commettre comme on fit toute la negotiation au Comte de Rebenac Envoyé de France auprés d'Elle. Ce qui donna lieu ensuite & dans la meme veuë d'...

fin.

ier le Roy de Danemarck. Il travailla
mes pour traiter avec la Maison de Lu-
g, mais ce qui trouva des obstacles, au
les engagemens que le Duc de Hannover
déja pris avec le Prince d'Orange & mêmes
la Cour Imperiale. La Conduite de la
, par le Traitté d'Association qui fut fait
it après à la Haye ne put que donner à ce
ne & à la Cour de France tant plus d'e-
ment pour la dite Couronne & à tacher
precautionner par toutes sortes de mo-
On creut dans la suite y avoir assez pour-
r le Traitté de Treves qui asseuroit à la
, pour le terme de vingt ans, les Reu-
faites dans l'Empire, sans parler de la
ion de Luxembourg qu'on venoit d'en-
ux Espagnols. D'ailleurs comme cette
des Reünions tenoit fort au cœur à Mr.
y, par les raisons que j'en ay deja tou-
aussi prenoit il aisément ombrage de tout
crut en pouvoir traverser un jour la
ion à la France. C'est dont il crut,
ne pouvoit mieux s'assurer qu'en tachant
le convertir la Treve en Paix & d'en
le pretexte tantost de la Ligue d'Augs-
, tantost des veues ou des menaces
affectoit d'attribuer à la Cour Imperiale
re de ses grands progrés en Hongrie,
ir de vouloir conclure la Paix avec le
pour tourner ses armes contre la France,
aussi là dessus qu'il en fit entamer la ne-
ion à la Cour de Rome, par le Cardinal
dés la fin de l'année 1686, qu'il eut quel-
hagrin que l'affaire y fut negotiée autre-
qu'il ne s'attendoit & de tout l'eclat qu'el-

le fit. C'est dont j'essuyay aussi ma part sur l
remontrances que je me crus en droit de lu
en faire, dès que je l'avois apris, & qu'enfin ce
coup ayant manqué on ne perdit pas cependant
le dessein de le faire reüssir dés les premiere
Ouvertures qu'on en trouveroit. Je ne parle icy
que par le part que Mr. de Croissy prenoit en
tout cela & pour en faire mieux connoitre su
quoy rouloient en effet toutes ses veues, l'une
d'assurer, comme j'ay deja remarqué, les Reu-
nions à la France, l'autre d'en venir à bout par
la voye des Traittés & des conjonctures à y don-
ner lieu plustost que par celle des armes. Ce
fut aussi dans la meme pensée qu'il appuia
dans la suite d'un coté l'affaire de l'Election du
Cardinal de Furstenberg pour l'Electorat de Co
logne & pour l'Eveché de Liege, & d'ailleurs qu
l'un & l'autre ayant manqué, quelque deplaisir
qu'il en eut, il ne fut pas cependant d'avis d'
faire engager plus avant l'autorité Royale &
d'entamer là dessus une guerre, mais bien
d'employer tous les offices & les menaces au
besoin, à la Cour de Rome & envers le Pape
pour le porter à y changer de conduite. Ce
qui d'abord fut d'autant plus facile à ce Ministre
savoir qu'on s'en tint encore là du coté de la
France, que Mr. de Louvois se trouvoit alor
absent aux eaux de Forges, mais qui à son re
tour prit l'affaire sur un autre ton & vint au
prises là dessus & devant le Roy avec Monf. d
Croissy; porta sa Majesté à y prendre d'autre
mesures & à soutenir de vivre force l'election d
Cologne en faveur du Cardinal susdit, aussi bie
que par la negotiation à la Cour de Rome;
ainsi à envoyer des Troupes dans les Places

F

l'Archeveché ſur le Rhin & s'en rendre maitre. Ce qui enſuite eſt allé plus loin que les Conſeils de meme Mr. de Louvois, ſans que Monſieur de Croiſſy ayt eu le credit ou la force de l'empêcher, ou mêmes dans les veuës, dont il a pu ſe flatter que la conjoncture de la guerre qui duroit encore avec le Turc pourroit faire accepter au Conſeil de Vienne le parti porté dans le Manifeſte qui fut publié par la France en même temps du Siege de Philipsbourg & qui fut dreſſé dans le Bureau de Mr. de Croiſſy. Auſſi me parut il aſſez aheurté la deſſus dés la premiere fois que je luy en parlay & que je venois d'apprendre la reſolution ſusdite, que je tachois d'un coté de luy remontrer tous les juſtes griefs qui s'y trouvoient & de l'autre de combattre les veuës dont il pouvoit s'y flatter. *Mais comme le Rubicon en fut franchi*, qu'on ne s'en tint pas mêmes du coté de la France au projet de Manifeſte & que les choſes furent bientoſt portées à de plus grandes extremités par le meme genie & la Conduite du Miniſtre qui les avoit engagé, ſavoir de Monſ. de Louvois & qui en donnoit ſeul les ordres, auſſi Mr. de Croiſſy ne fut plus en etat d'y garder de ſon coté beaucoup de meſures ou de force; il a ſuivi enfin le torrent ou elles ont eté entrainées.

Mais comme je ne parle icy des affaires publiques que par rapport à la part que Monſ. de Croiſſy y peut avoir, ſur tout par ſon Departement de Miniſtre pour les affaires Etrangeres & ainſi pour en faire mieux connoitre ſes veues & ſa portée, c'eſt auſſi pour en mieux juger & pour avoir eu aſſez d'occaſion de m'en eclaircir que j'ajouteray icy quelque choſe de plus parti-

culier

culier fur fon fujet. Sur quoy je luy dois rendre en premier lieu ce temoignage, qu'il a naturellement de la droiture & de l'equité & ainfi qu'il apporte ordinairement de bonnes intentions dans les affaires qui luy font commifes. Auffi a t'il affez de routine & de lumieres pour les demeler & pour y prendre le parti le plus feur & le plus convenable. Quoy que fon genie ne foit pas des plus forts ni de plus elevés, il ne manque cependant ni de penetration ni de veuës ni d'application pour remplir le pofte ou il fe trouve. Il s'en exprime avec facilité & avec jufteffe quand il eft dans fon affiette naturelle & c'eft tant dans les conferences qu'on a avec luy que dans les depeches qu'il fait en acquit de fon Miniftere. Auffi eft il fort regulier à donner de l'audiance aux Miniftres publics & fur tout à n'y manquer point dans les jours de la femaine, [redacted]

croyoient avoir lieu de s'en formaliser. Et en effet c'est cette meme conduite qui le rend difficile à traiter d'affaires qu'il ne croit pas conformes au gré de son Roy & aux interests de son Royaume, & ainsi plus propre à conferer avec les Ministres des Amis & Alliés de la France & sur des matieres communes & agreables à celle cy que d'en avoir avec eux à debattre d'autre nature ou d'ailleurs à negotier avec des Ministres des Puissances Ennemies ou suspectes à cette Couronne. Il est vray qu'il revient assez aisement de ses emportements & s'en rend aprés plus traittable pour peu qu'on ait soin de s'en prevaloir. Il ne manque pas mêmes de docilité, pour ainsi dire, à donner lieu aux informations, qui peuvent servir à le desabuser ou à le mieux instruire des choses ou des faits, dont on a à luy parler, & ainsi à n'être pas tousjours enteté de ses premiers sentimens. Il se laisse aller quelque fois à les decouvrir trop facilement, là ou il y auroit lieu de les menager d'avantage & par consequent ou il n'apporte pas tousjours toute la circonspection que requerroit le poste ou il se trouve. Son Application d'ailleurs pour les affaires ne laisse pas d'etre assez grande, pour y satisfaire aux obligations de ce même poste & principalement à tout ce qu'il croit important pour le service du Roy & le bien de l'Etat. Apres tout elle pourroit être un peu plus reflechie sur le detail de ce qui y est requis & à s'en decharger moins sur les Commis, dont il se sert, pour l'expedition des affaires de sa charge. D'ailleurs il n'est pas assez Maitre de son Departement ni assez authorisé auprés du Roy ou dans le Conseil, pour soutenir aux occasions & faire

faire reüssir au besoin ce qui en depend, & qu'il en juge. La concurrence ou les obstac qu'il y trouve de fois à autre du coté de Mo de Louvois ne peut que luy faire de la pein dont il ne peut pas mêmes se cacher dans rencontres, & ainsi être un contre-temps cheux pour les affaires qu'on n'a cependan traiter qu'avec luy seul. Il s'y joint encore luy de ses indispositions de goutte qui se re dent plus frequentes & plus facheuses & c ne peuvent que contribuer à redoubler ou e tretenir son chagrin. Il a d'ailleurs le malh particulier de passer dans l'Esprit de la plusp des gens de la Cour & de Paris pour moins bile & eclairé & d'ailleurs plus difficile à me ger qu'il ne l'est en effet. Ce qui vient de qu'on en juge plus par les dehors, par la co sideration du peu de pouvoir qu'il a ou qu'i donne dans son poste, & par son foible à n posseder pas assez dans les rencontres, que une connoissance suffisante de la portée de s esprit & de ses lumieres. En sorte que p ne m'etendre pas icy davantage sur le caract de ce Ministre, on peut deja assez recueillir ce que je viens de dire, qu'il est bon & bien sant par inclination, chagrin ou emporté temperemment ou par accident, traittable difficile par intervalles & par la nature des af res & ainsi commode ou facheux par les m mes endroits, d'ailleurs appliqué par devoir bile par routine, jaloux de son poste & en fort sousmis aux volontés du Roy. Aussi il fort regulier à luy rendre compte exact & sa en attendre les jours de Conseil de tout ce qu croit en valoir la peine & qu'il apprend dans l

dep

depesches qu'il reçoit par l'ordinaire ou à l'arrivée des Courriers exprès. En quoy aussi il ne ... qu'avoir en veues de ne tomber point dans ... touché cy dessus de son Predecesseur Mr. de Pompone & par la dans la Disgrace ... luy est arrivée ou au moins, dont on prit pretexte Mr. de Croissy prit meme occasion de suppleer au besoin à ce devoir, & sur ... dans les temps de ses indispositions de ..., ou par son premier Commis, Monf. Bergeret & qui est aussi Secretaire du Cabinet ...y, ou mêmes par son fils l'ainé le Marquis ...rsy, pour donner lieu à celuy cy de s'in... dans les affaires de son departement & ... faire connoitre du Roy. C'est dans la ... veuë qu'il luy a procuré des Envoys au ... de la part de sa Majesté comme en Dan...c, il y a quelques années, pour y faire ...mplimens de Condolence sur la mort de ... Mere; ensuite en Portugal sur celle de ... Reine; depuis en Angleterre au Roy Jac..., outre les voyages qu'il luy a fait faire par ... occasions susdites, comme en Suede, ... les principales Cours de l'Empire, à Ratis..., à Vienne de memes qu'en Espagne & en ... C'est par ou aussi il a atteint le but qu'il ... proposé qui est de faire recevoir son fils ... en survivance de sa charge de Secretaire ... pour les affaires etrangeres, comme il ...rivé depuis quelques mois en çà, & ainsi ... mon depart de France suivant ce qu'en ...orté les advis publics.

De

De Monsieur Pelletier.

Je n'auray pas dequoy m'arreter c
mes sur les deux autres Ministres d'Etat
stent & dont il n'y avoit mêmes qu'un
occupa le poste, durant mon sejour en
& à mon depart, à sçavoir Mr. Pelletier.
fut aussi appellé, comme je l'ay deja rer
cy dessus, qu'apres la mort de Mr. Colb
la fin de l'an 1683, & pour luy succede
les deux Employs de Controlleur Gene
Finances & de Ministre d'Etat. J'ay touch
qu'il en fut uniquement redevable au Cl
lier Tellier dont il etoit Parent l'ami & in
qui se reposoit aussi sur luy du soin de se
res particulieres. Aussi luy avoit il p
assez long temps auparavant la Charge l
ve de Prevôt des Marchands de Paris, qui
mêmes redonnée une seconde fois par l
qui en dispose & dont il s'etoit acquitt
une approbation fort entiere & fort ge
Ce qui luy avoit donné lieu d'etre conn
Majesté d'en avoir eu souvent audiance
les occasions que cette charge en donne
etre consideré pour un homme de probit
dre, & de beaucoup d'exactitude & de
rité dans sa Conduite. Ce furent aussi l
tifs dont le Chancellier Tellier sçeut se
loir pour le recommender au Roy com
personage propre à succeder à Mr. Colbe
la Direction & dans la conduite des Fir
Et ce qui luy reussit d'autant plus qu'il n'
que deux ou trois personnes qui suivant l
publique pussent être sur les rangs, pou

mplir un pareil poſte & qui y avoient
duſions, le Mareſchal de Bellefonds pour
trop opiniatre & trop enteté de ſes avis,
leurs qui vivoit avec quelque defiance
e Marquis de Louvois, Mr. Puſſort le
cien du Conſeil Royal des Finances com-
ent & Creature de feu Monſ. Colbert &
s peu agreable au Roy, & Mr. de Gour-
puté aſſez generalement le plus habile à
r ce poſte, mais auſſi qui avoit eté des
s de Surintendant Foucquet & l'etoit
ment de toute la Maiſon des affaires &
du Prince du Condé qu'il avoit entie-
retablies. En ſorte que le Chancellier
trouva par là l'ouverture favorable pour
mber le choix ſur Mr. Pelletier, quoy
ues là il n'eut eu aucune part dans l'Ad-
ion des Finances. Ce qui fit auſſi croi-
generalement que quelque habilité ou
qu'il eut temoignée en d'autres Em-
e Judicature ou de Police, comme de
ler au Parlement, enſuite de Preſident
eſtes, puis de Prevoſt des Marchands,
j'ay dit, & en dernier lieu de Conſeiller
e cependant il auroit de la peine à four-
qui etoit requis pour un Employ impor-
d'ailleurs auſſi different de tous ceux qu'il
xercé jusques là. Ce qui auſſi ſe juſtifia
que ſorte par l'evenement, puis qu'en
trouva que les affaires des Finances ſe
avec plus de lenteur, d'irreſolution &
ras, quoy que d'ailleurs avec moins de
de rigueur, que ſous la precedente di-
de feu Mr. Colbert. Ce qui a donné
ſi dans la ſuite de faire paſſer cette charge

ên d'autres mains, comme je diray e
des Finances. Quand au poste de
d'Etat qu'on a laissé à Mr. Pelletier, on
aussi qu'il n'y a apporté pour la rem
beaucoup de droiture & d'integrité c'e
autant qu'elle a pu demeurer compati
ses attachemens, ou pour mieux dire,
dance de la Famille Tellier à qui il
toute l'obligation & ainsi de Mr. de Lou
puis la mort du Chancellier son Pere.
comme il n'avoit passé par aucun em
l'eut instruit jusques là des affaires pub
eu aucun departement qui y eut du ra
n'a pû gueres briller dans ce poste, ni
dre autre part, que celle qui pouvo
quelque relation avec les Finances. Je
reste luy rendre ce temoignage, que je
jours trouvé fort honnête, civil & c
dans les audiances que je pûs quelqu
prendre pour luy recommender le payer
subsides, ou mêmes des interests des
liers dont j'etois chargé par des Ordre
S. A. E. comme dans ceux d'un Baron
tho son Vassal du Pays de Magdebourg
d'une pretension de 9 à 10,000 L. de re
es par le Roy à sa famille, que feu Mr.
avoit trouvé bon d'annuller peu d'anné
sa mort, j'eus mêmes le bonheur d'y
contre l'opinion de tout le monde & c
tenir un Decret du Roy en bonne for
lequel il se constituoit debiteur dés somi
tenduës par le dit Baron de Plotho & mê
interests echeus depuis que Mr. Colbert
annullé la pretension & de ce qui e
montoit à 186,000 L. de France. En

...ticulierement par Mr. Pelletier Souzy, ...à dit Controlleur General & Ministre ...que j'avois connu familierement aux Trai... Breda en 1667, & depuis en France, le... nommé Commissaire en cette affaire du ...on de Plotho & qui d'ailleurs est Inten... des Finances & Conseiller d'Etat.

Du Marquis de Seignelay.

...e Marquis de Seignelay est le dernier Mi... d'Etat, dont il reste à parler, mais dont ...ant moins à dire qu'il n'a eté honoré de ...ploys que depuis mon depart de France ...de mois en ça. J'ay d'ailleurs touché ...dessus, en parlant de feu Mr. Colbert ..., qu'il exerçoit de son vivant & en sur... la charche de Secretaire d'Etat & qu'il ...ur son departement la Maison du Roy, ...l'Isle de France, les Païs d'Orleans & ... & d'ailleurs les affaires de la Marine & ...mmerce. Et comme il y avoit eté dressé ...e heure par un si bon maitre, & qui ...noit ni soin ni rigueur au besoin, pour ...ner lieu de s'en instruire, & de s'y appli... aussi faisoit il presque toute la fonction ...rges susdites dans les dernieres annees de ...du Pere & de sa mort. Ce qui luy donna ... de pretendre, malgré son age encore ...ncé, de succeder à son dit Pere dans la ...de Ministre d'Etat & d'en faire la deman... Roy dans la premiere audiance qu'il en ...res le decés de Mr. Colbert. Mais sur

quoy sa Majesté se contenta de luy en don
des esperances pour l'avenir & du reste en
laissant l'exercice des Employs & fonctions
mentionnées, attachées à celles du Secret
d'Etat, qu'il avoit, & entre autres celle d
Direction du Commerce & de la Marine.
qui à l'egard de ces deux derniers postes, ar
contre l'opinion de la pluspart du monde
ne le jugeoit pas capable de remplir seul un si
portant employ ou qui se persuadoit que M
de Louvois qui sembloit alors tirer à luy to
la faveur, partagée jusque là entre la Fan
Tellier & la Famille Colbert, ne manque
pas d'en être revetu. Les Amis & Creature
la famille Colbert ou d'ailleurs ceux qui eto
jaloux du trop de pouvoir de la famille Te
& en craignoient les suites, comme encor
reste de Consideration de la part du Roy p
la memoire & les services du Pere joint à
de ne point mettre tout entierement dans
même main ou dans une même famille,
pûrent que concourir à soutenir Mr. de Seig
lay dans les dits postes. Il s'accommoda
mes aux conjonctures & aux Conseils de
amis pour y demander l'appuy de Mr. de L
vois & d'ailleurs pour prendre un air moins
& une conduite moins hautaine & plus re
chie qu'il n'avoit fait jusque là Ce qui dan
suite se trouva appuié du Credit de Madame
Maintenon, de l'interest, qu'elle crut y a
(comme il a eté touché cy dessus) à mainteni
famille Colbert & en particulier Mr. de Seig
lay dans le poste ou il se trouvoit. Il
joignit durant quelque temps un bruit de C
comme si quelque inclination du Roy p
Mada

... de Seignelay jeune & assez belle Dame
... illustre Maison de Matignon en Norman-
... aussi bonne part Aussi se trouvoit
... toutes les parties des Plaisirs & des Fe-
... la Cour & entre autres des Bals & des
..., où Elle paroissoit avec beaucoup de ma-
...ce. Ce bruit cependant, ou le prejugé
... pris de quelque panchant du Roy pour
... Dame & mêmes de quelque commerce
... Elle par l'intrigue de Madame de Mainte-
... se dissipa dans la suite, soit qu'en effet il
... aucun fondement veritable, comme il y a
... de le croire, ou que l'intrigue n'en
... de durée & n'eut mêmes point de suite.
... qu'il en soit, Mr. de Seignelay contre la
... assez generale conserva son poste sus-
... entre autres celuy aussi important que de
...ction entiere & independente de tout
... que du Roy; sçavoir des affaires de la
... & de tout ce qui en depend, comme
...mens & Equipage dans les deux Mers de
... & de la Mediterranée, Intendance sur
... & Places maritimes; outre celle sur
... Commerce & les Compagnies etablies
... effet, dont il etoit le chef & le President,
... que mêmes dans l'Eté de l'année 1684
... la suivante apres la mort de Mr. Colbert
... sur la Flotte qui alla bombarder Genes
... donnoit les ordres bien plus que Mr. de
... qui en avoit la conduite, d'ailleurs le
...cien & le plus experimenté General de
... France. Le credit meme de Monsieur
...gnelay aupres du Roy parut s'etablir de
... plus & balancer en quelque sorte celuy
... de Louvois. Il sembloit aussi que Ma-

dame de Maintenon ne perdit aucune occ de l'etretenir & de l'augmenter. Aquoy tribua la feste magnifique qu'il fit au Ro toute la Cour dans sa belle maison de Cam à Sçaux, à deux petites lieuës de Versail ou on vit avec choix & avec profusion to semble tout ce qui peut contribuer au plai l'agreement ou à la surprise même des en abondance, en delicatesse & en rare Viandes ou de liqueurs exquises, de fruits veaux ou hors de saison; & la pluspart d cela qu'on avoit eu soin de faire venir à g frais & par des Couriers exprés des endro France les plus eloignés. Aquoy se joi beauté des Concerts & d'un petit Opera e sique, fait expres pour cette feste, d'aille structure des Cabinets & des Illuminations ordinaires faites avec un art extreme da jardins, les Grottes & du long des Canaux voit en ce beau lieu, & enfin en tout c l'invention, soutenue par la depense pu tribuer à la beauté & à la singularité & à rieté tout ensemble du divertissement d'u & qui en couta à ce qu'on tient, plus d mille livres à Mr. de Seignelay. Aussi s'e lut il beaucoup que la feste que Mr. de Lo avoit donné un peu auparavant au Roy & Cour dans son beau lieu de Meudon, q entre Sçaux & Versailles en approchât, soi ne crut pas necessaire de s'en donner la & ne soucia pas de faire la depense ou qu crut pas d'en avoir besoin, ni même à p de la faire. D'ailleurs Mr. de Seignelay t encore un autre endroit, pour appuier veur & la consideration auprez du Roy.

er dans le ressort de son departement de
re d'Etat comme entre autres de Paris
soit (suivant qu'il a eté marqué cy dessus)
des pretenduës conversions des gens de
ion & y contribuer tout ce qui pouvoit
re de ses ordres. En quoy il est allé
n qu'il a pu, pour y faire signer les per-
le la religion qui etoient connues & eta-
Paris & à n'y rien epargner ou d'ailleurs
endre les informations deuës de celles
toient cachées.

illeurs bien que ce que j'ay touché jus-
de Mr. de Seignelay put suffire pour en
nnoitre le caractere, je ne laisseray pas
r ce qui contribuera à en donner une
e. Sur quoy je diray, qu'il est assez bien-
à Persone, mais d'ailleurs avec un air
que de la fierté, de la rudesse & de la
sion. Aussi n'est elle pas moindre dans
ieres qui sont egalement brusques &
s, quoy qu'à la mort de Mr. Colbert son
dans la crainte de son abaissement il ta-
lque temps de se contraindre & de gar-
peu plus de menagement qu'il n'avoit
nes là. Mais cette contrainte ne dura
t il revint bientost à son naturel, à me-
il se vit en état de se maintenir & de se
ien auprés du Roy. Et à quoy il se laissa
plus aller qu'ayant eté tenu fort court
on parle par feu Mr. Colbert son Pere,
à en être souvent maltraité de coups
en que de paroles, quelque marié &
ment en charge qu'il fut, il se trouvoit
liberté aprés sa mort de donner essor à

son genie & son humeur. Ce n'est pas
leurs qu'apres avoir eté porté à la Debaucl
à une vie assez libertine dans sa plus grande
nesse, il ne s'en fut corrigé d'assez bonne h
& jetté mêmes dans une assez grande devo
Mais si elle put contribuer à le tenir eloign
vice, elle n'eut pas le pouvoir de luy ad
l'humeur, la rendre plus souple, moins
taine & plus traittable D'ailleurs il avoit
rellement de l'Esprit & on n'avoit rien o
par les soins de feu Mr. Colbert pour le cul
pour luy donner toutes les lumieres qui
voient le former & l'instruire pour rempli
gnement les postes ou il etoit destiné. Le
heur même qu'il avoit eu d'y être avan
bonne heure aussi bien que l'Exemple & la c
te du même Mr. Colbert l'ayant porté à y
dre l'attachement & l'application, il n'avo
qu'en acquerir assez de force & de routine
satisfaire aux Devoirs & aux obligations
charge. On peut croire mêmes qu'il s'
rendu, si non plus habile au moins plus
mode, si l'obligation de se menager par l'i
est de sa fortune & par la crainte de la p
eut duré plus long temps. Mais comme
coté la mort du Pere & deux mariages av
geux pour les biens & pour la naissanc
avoient laissé des grands etablissemens en
ges, en Terres, & Seigneuries, en Maiso
jardins superbes, en argent comptant & en
tes & qui l'avoient rendu un des plus r
particuliers du Royaume, & le plus heure
coté de tous ces avantages qu'on appelle,
fortune & d'autre part qu'il se vit appuié p
faveur de la Cour, aussi ne put il que se l

ch

par touts ces endroits & en tirer matiere
ivre le panchant d'un naturel hautain &
e & d'un esprit qui ne manque ni de
s ni de vivacité ni de lumieres, mais d'ail-
peu docile, peu traittable, en un mot fort
& fort emporté Ce dernier caractere le
oit redoutable à ses propres Commis, qui
y pouvoient parler qu'en tremblant, comme
y oui dire plus d'une fois, à ceux de Monf.
Croissy son Oncle & assez incommode aux
nçois ou aux Etrangers qui avoient ou à faire
à traitter avec luy Il n'y gardoit pas mêmes
bienseances requises pour les traittemens &
les manieres avec les Ministres publics,
bassadeurs ou autres qui par la nature des
res ou des commerces maritimes, dont il
question, pouvoient avoir lieu de fois à
re de luy en parler, ou d'en vouloir confe-
avec luy. J'en puis parler non seulement,
r en avoir ouy plaindre assez souvent de ces
istres publics, comme de Portugal, de Hol-
des, de Genes ou autres & mêmes de Savoye,
is aussi pour l'avoir eprouvé en quelque sorte
s l'affaire de la prise du Navire de la Com-
nie Africaine de feu S. A. E. par des Vaisse-
x de la Compagnie Françoise de Senegal dans
née 1685 &c j'ajouteray seulement que j'en
persuadé, que la reputation ou est Monsieur
Seignelay d'avoir naturellement peu de con-
ration pour les Puissances Etrangeres, pour
pas dire du mepris, n'est pas mal fondée &
les Conseils, ou il aura à en donner, com-
il le peut avoir à present en qualité de Mini-
e d'Etat, ne porteront gueres, quand il y en
roit lieu, à garder pour les dites Puissances

les egards & les menagemens requis. Au ref
outre les acheminemens susmentionnés pour
poste susdit de Ministre d'Etat, par la faveur
Madame de Maintenon & par son Employ de
Direction des affaires de la marine, il ne pe
qu'y avoir eté aidé particulierement par les co
jonctures presentes de la guerre avec la Holla
de & sur tout des Affaires d'Angleterre & d'Irlanc
Comme sont celles là & leurs suites qui tienne
le plus au coeur à la Cour de France & qu'on
juge luy importer le plus ; aussi ne peuve
elles que donner d'autant plus de part à Mo
de Seignelay d'y être employé comme en d
affaires de son departement, & ainsi à servir
convenience ou de necessité mêmes à assis
aux deliberations qu'il echoit d'y prendre
fois à autre dans le Conseil du Ministere.

C'est aussi par ou finit ce que j'avois à dire
de ce Conseil en general ou des Ministres en par
culier qui le composoient durant mon dernier s
jour en France ou qui le composent encore
present. Surquoy aussi il y a eu d'autant pl
de sujet de s'arreter & d'en dire ce que j'en sç
vois, ou d'ailleurs ce que j'en puis juger, q
l'interest ou la destinée des Affaires de l'Euro
& sur tout les Conjonctures presentes ou
particulier celles que S. A. E. y peut avoir,
y peut prendre à l'avenir, y ont beaucoup
part. Comme la meme chose n'a pas lieu
l'egard des autres Conseils, ou sa Majesté
laisse pas d'intervenir, on pourra aussi y pass
plus legerement, comme sont le Conseil Roy
des Finances, celuy des Depeches & celuy
Conscience.

DU CONSEIL ROYAL DES FINANCES.

De l'Etablissement du Conseil Royal.

Le Conseil Royal des Finances se tient or-
airement devant le Roy deux fois la Semaine, mardy & le Vendredy matin depuis dix heures nes à douze. Il fut etabli l'année 1661 dans changement & la reforme generale qui se fit rs dans l'Administration des Finances depuis disgrace de Mr. Fouquet & avec la suppres-n de la charge de Surintendant des Finances, dans le dessein de connoitre & de reigler ce i dependoit jusques là de la decision seule & l'execution dudit Surintendant ; En sorte e l'Etablissement de ce Conseil eut en veuë pourvoir aux abus qui s'etoient glissés par dans la dite administration des Finances & sur t au pouvoir absolu & independant que les rintendans y exerçoient. Au sujet de quoy a attacha audit Conseil la connoissance des Re-ttes Generales, Fermes, Domaines, Affaires traordinaires & autres recettes de toute na-re; des changemens à y faire, d'en arreter & gner les comptes, comme aussi de resoudre s brevets de Tailles, des Arrests d'Impositions de quelque nature qu'elles fussent, des Affiches des Contrats de fermes, des traités pour Ar-rests & Prets, des Comptes. Ce qui resulte des

des lettres patentes de la creation dudit Con[illegible]
Royal des Finances données à Fontainebl[illegible]
le 15 Sept. 1666.

Du Chef & des Membres du Co[illegible] seil Royal.

D'ou il paroit aussi que le dit Conseil y [illegible] restraint au Chancellier, quand il y seroit app[illegible] lé, d'ailleurs d'un chef du Conseil sous l'aut[illegible] rité & en presence de sa Majesté & de trois Co[illegible] seillers d'Etat, parmi lesquels etoient comp[illegible] le Controlleur General des Finances. En so[illegible] que quand je vins en France en 1680, le dit Co[illegible] seil Royal etoit composé du Chancellier Telli[illegible] du Duc de Villeroy comme chef du dit Cons[illegible] de Mr. Colbert, comme Controlleur Gener[illegible] de Mr. Pussort son Parent & de Mr. Boucher[illegible] Mr. Colbert etant mort en 1683, Mr. Pelle[illegible] qui luy succeda dans la charge de Controlle[illegible] general, remplit aussi sa place dans le dit Co[illegible] seil; comme Monf. Boucherat y prit celle [illegible] Chancellier Tellier aprés sa mort arrivée en 16[illegible] & le Duc de Beauvilliers celle du Duc de V[illegible] leroy, comme il a eté dit. Aussi à mon dep[illegible] de France le dit Conseil Royal se trouvoit enc[illegible] re rempli par le Chancellier Boucherat, le D[illegible] de Beauvilliers, Mr. Pelletier, Mr. Pussort su[illegible] dit, & Mr. d'Argouges qui a eté cy devant pr[illegible] mier President au Parlement de Bretagne [illegible] place de Mr. Boucherat elevé à la charge de Cha[illegible] cellier. Et comme depuis mon depart de Fra[illegible] ce arrivé au commencement de l'anné 1689,

char[illegible]

charge de Controlleur General, qu'avoit Monf. Pelletier a eté donné à Mr. Pontchartrain, cy devant Premier Prefident au Parlement fusdit de Bretagne, il n'y a pas lieu de douter qu'en confequence de cette charge il n'ait auffi eté admis dans le dit Confeil Royal des Finances. Aquoy je dois encore ajouter que le Daufin peu d'années avant mon depart de France eut auffi pouvoir d'entrer dans le dit Confeil, mais ou il fe trouvoit affez rarement.

Des Intendans des Finances.

Je dois remarquer icy que jusques à mon dit depart de France, il y avoit deux Intendans des Finances, affavoir Mr. de Pelletier de Souzy, frere du Controlleur General, & Monfieur de Bretueil, Maitre des requeftes, qui avoient chacun leur departement different & diftingué de celuy du Controlleur General. Mais on apprend depuis peu par les advis publics, que le nombre des dits Intendants a eté augmenté auffi bien que de plufieurs autres charges & dans la feule veuë d'en tirer des fommes d'argent confiderables au profit du Roy par la venalité des charges qui eft receuë, comme on fçait, en France.

Apres quoy je ne toucheray pas icy le detail des Finances du Roy ou à y faire les reflexions dont il y aura lieu de parler dans un autre endroit de cette Relation, pour ne m'eloigner pas icy du fujet des Confeils, honoré de la prefence de fa Majefté.

DU CONSEIL DES DE- PECHES.

De ceux qui aſſiſtent au Conſeil des Depeches.

Le Conſeil des Depeches eſt encore de ce nombre & qui ſe tient auſſi dans l'appartement de ſa Majeſté & devant Elle. Il ne s'aſſemble qu'une fois dans la quinzaine au jour de Lundy & ou ont pouvoir ou droit d'aſſiſter le Daufin, le Duc d'Orleans, frere du Roy, le Chancellier, les quatre Secretaires d'Etat, & ceux qui ſont receus en ſurvivance en leurs charges.

Les affaires dont il ce traitte en ce Conſeil

Des quatre Secretaires d'Etat.

Ces quatre Secretaires d'Etat & qui ont chacun leur departement different etoient quand je vins en France en 1680 Monſ. de Louvois, Mr. Colbert, Mr. Chateauneuf & Mr. de Croiſſy, outre Mr. de Seignelay qui en exercoit deja la charge en ſurvivance de Mr. Colbert ſon Pere & en remplit ſeul le poſte aprés ſa mort. Le Marquis de Barbezieux, fils de Monſieur de Louvois & le Marquis de Torſy, fils de Mr. de Croiſſy ne peuvent auſſi que s'y trouver, comme etant receus à exercer en ſurvivance les charges de Secretaires d'Etat de leurs dits Peres, & ce que le dernier n'a obtenu, comme il a eté dit, que depuis mon depart de France.

Du Departement du Secretariat de Monſieur de Louvois.

Le Secretaire d'Etat de Mr. de Louvois n'a pas ſeulement en ſon departement les affaires de la guerre, de l'Artillerie, des Fortifications, des Batimens & Maiſons Royales tout autant de cas qui ne ſont pas du reſſort du Conſeil des Depeches, mais comprend encore quelques Provinces de France & Païs conquis, dont les affaires viennent au dit Conſeil, comme le Poitou, le Lyonnois, le Rouſſillon, la Lorraine, les trois Evechés, Mets, Thoul, Verdun, l'Alſace, les places conquiſes de Flandres, Artois du Hainault & Pignerol & Cazal en Italie.

Du

Du Departement du Secretariat Monſieur de Seignelay.

Le Secretariat d'Etat de Mr. de Seignel outre la Marine, le Commerce, les Fortifi tions des places maritimes, la Maiſon du R & les Penſions comprend encore, comme j deja dit en parlant de luy, Paris, l'Isle de Fr ce, Soiſſons, les Païs d'Orleans & de Blois do les affaires ſe rapportent & ſe reſolvent au Co ſeil ſusdit des Depeches & dont il eſt chargé faire l'Expedition.

Du Departement du Secretariat Monſieur de Chateauneuf.

Le Secretariat d'Etat de Mr. de Chateaun s'etend par pluſieurs Provinces de France, co me la Normandie, la Picardie, le haut & bas Languedoc, la Guienne, la Bourgog Breſſe, Bugey & ce qui en depend, la Tour Anjou le Maine le Bourbonnois, Nivern l'Auvergne, & d'ailleurs comprenoit dans departement les affaires generales de la Relig Reformée en France, & dont il faiſoit auſſi r port dans le dit Conſeil des Depeches. C ſtoient auſſi ces dernieres affaires qui n'ont manquer de luy donner bien de l'occupati depuis la perſecution ſuſcitée aux gens de la ligion en France, & ſur tout avant qu'elle portée aux dernieres extremités, aſſavoir da le temps de tous les differends qui ſe trouvoie

ſi

sur les partages des Commissaires de l'une & de l'autre Religion, touchant la conservation ou la demolition des Temples dont ils avoient à connoître & pour être decidés en explication de l'Edit de Nantes. A quoy se joignoient les plaintes & requeres des Provinces entieres & des Particuliers de la religion sur les griefs & vexations qui leur etoient faites au prejudice de l'Edit susdit & avant qu'il fut aboli, comme il arriva en Octobre 1685. Le Marquis de Chateauneuf, qui s'appelle en son nom Philippeaux de la Villiere, ne manqua pas en pareilles affaires de s'y conformer aux intentions du Roy qui alloient à la ruine & à la destruction totale de la Religion reformée en France, comme il ne parut que trop par la suite & ainsi à se conduire là dessus dans les rapports au Conseil sur les cas susdits & dans les resolutions qu'il estoit question d'y prendre. Le menagement même qu'on y apporta durant quelque temps & pour aller par degrés à ce grand but que le Roy s'en etoit proposé, ne dura gueres & ne laissoit pas de faire entrevoir ce qu'on en devoit attendre dans la suite. D'ailleurs outre que Mr. de Chateauneuf etoit fils d'un Pere qui dans l'exercice de la meme charge & quoy qu'en d'autres temps & conjonctures avoit temoigné beaucoup de dureté pour les gens & affaires de la religion en France, D'ailleurs il etoit bon Courtisan & qui avoit en vûe de s'avancer dans la faveur du Roy & de parvenir au poste de Ministre d'Etat comme d'autres ses Confreres dans la charge de Secretaire d'Etat & ce qui neanmoins ne luy a pas reussi jusques icy. On luy donne cependant la louange qu'il est celuy de tous les Secretaires d'Etat

qui rapporte le mieux au Conſeil les affair
dont il eſt chargé & qui ſont de ſon depart
ment. Ce fut encore dans le même deſſein
ſe pouſſer au Miniſtere, qu'il chercha de s'alli
avec la famille Colbert, du vivant encore
feu Mr. Colbert comme la jugeant alors la pl
appuiée dans la faveur du Roy, en donnant
mariage ſa niëpce riche Heritiere au troiſie
fils de Mr. Colbert, qu'on appelloit Monſie
de Blainville, & qui avoit deja en ſurvivan
la Charge de Surintendant des Batimens qui
donnée à Mr. de Louvois apres la mort de M
Colbert & eſt à preſent grand Maitre des Ce
monies. Au reſte Mr. de Chateauneuf a tous
dehors d'un perſonnage civil, moderé & ho
nête, & qui affecte peu de hauteur dans les m
nieres, hors les occaſions ou il ſe croit o
ligé ou authoriſé par le Roy d'en agir a
trement.

Du Secretariat du Marquis de Croiſſy.

Le Marquis de Croiſſy, comme Secret
d'Etat, a dans ſon departement outre celuy d
affaires Etrangeres, qui regardent le Conſeil
Miniſtere, & dont il a eté aſſez parlé, celles
diverſes Provinces de France & dont il eſt o
gé de faire rapport dans le Conſeil des De
ches & d'en procurer l'expedition. Ces P
vinces ſont la Champagne & Brie, la Breta
le Dauphiné, la Provence ; le Berri, le Li
ſin, l'Angoumois, la Xaintonge, le Navarr

Bearn, le Bigorre & la Principauté de Sedan. Ce qui ne peut aussi que redoubler les occupations de ce Ministre. Les audiances qu'il luy faut de donner pour de pareilles affaires du dedans du Royaume, les Informations ou depêches qu'il en reçoit & les resolutions, qu'il a commission d'en faire expedier dans son Bureau mêmes de celles qui en peuvent avoir eté prises dans le Conseil des Depeches & sur son rapport. Il est vray qu'il arrive de fois à autres que par la nature des affaires ou Executions militaires qui s'y trouvent jointes, Mr. de Louvois par le Departement qu'il a de la guerre, s'attribue celles des Provinces ou des lieux qui sont hors du departement de Mr. de Croissy & sans mêmes qu'on luy en donne aucune part. Ce que j'ay vû arriver entr'autres dans les affaires de la Principauté d'Orange, qui par la situation & autant que la France s'en meloit, devenoit une dependance de celle de la Provence, qui etoit du Departement de Mr. de Croissy. Cependant dés que le Roy prit le dessein d'y user de la méme rigueur, qu'envers ses sujets de la Religion & d'y employer par le Conseil de Mr. de Louvois des gens de guerre pour en venir à bout, faire embrasser la Religion Romaine aux habitans de la Ville & de la Principauté d'Oranges & de se saisir de ceux qui y apporteroient de l'obstacle, sans y garder plus aucun égard aux droits de souverainité; La chose fut resoluë & executée par l'envoye à Orange du Marquis de Tessé avec deux regimens de Dragons & suivie de l'emprisonnement des Ministres de la dite Principauté & peu de temps après du President Lubieres par les ordres seuls

de Mr. de Louvois concertés auparavant, comme on peut croire, avec le Roy sans aucun sceu ou participation prealable avec le Marquis de Croissy.

DU CONSEIL DE CONSCIENCE.

De la Nature du Conseil de Conscience.

Il n'est pas du Conseil de conscience comme de trois autres dont j'ay parlé jusques icy. Je veus dire que ce n'est pas un Conseil reglé ni etabli par Patentes ou par Commission & dependance expresse de la charge de ceux qui y

fequent, d'en extirper la Religion Re-
eft de tous les desseins du Roy celuy
toit le plus fortement imprimé, il y a
années auquel il etoit dispofé de tout
, plustoft que d'en demordre, & pour
n n'attendoit que des Conjonctures fa-
i, qu'on crut enfin d'en avoir trouvé
retabliſſement d'une Paix auſſi avanta-
la France que celle qu'on venoit de con-
Nimegue & enfuite à Paris; auſſi eft ce
Confeil de Confcience que les projets
nt propofés & debattus & dont fa Ma-
nt ne pouvoir mieux fe confier qu'aux
cclefiaftiques fusdits, l'Archeveque de
le Pere la Chaize. Et comme ce Pre-
e Pere, quoy que d'ailleurs de genie,
luite & d'habilité, qui euſſent peu de rap-
iſemble, ne laiſſerent pas de s'accom-
là deſſus aux volontés du Roy & de con-
quoy que par de differentes veuës, au
nt, & ainſi d'avoir eu la meilleure part
s funeftes Confeils, devoués à la ruine
ligion reformée en France & par là à la
tion de ceux qui en faifoient profef-
il eft à propos de toucher icy quelque
u caractere de l'un & de l'autre de ces
cclefiaftiques.

DE L'ARCHEVEQUE DE PARIS.

Caractere de l'Archeveque de Paris.

L'Archeveque de Paris qui eſt de l'Illuſtre Maiſon de Harlay a tous les avantages qu'on peut tirer du coté d'une heureuſe naiſſance, des agreemens exterieurs de la Perſonne, des qualités de l'Eſprit, de la reputation de l'eloquence & du ſavoir, de la dignité du poſte & enfin de la Confiance & des bonnes graces de ſon Roy. Il avoit eté aſſez long temps Archeveque de Roüen & dans cet employ y avoit donné les preuves d'un naturel doux, traittable, bienfaiſant & mêmes aſſez commode envers les gens de la Religion, qui avoient eu ſouvent occaſion de ſe louer de ſon procedé & de ſes

De son Engagement contre le Pape.

Ce fut dans cette veuë qu'il prit le Parti d'appuier le droit de la Regale contre les pretensions de la Cour de Rome, qu'il y engagea mêmes bien avant la Cour de France, pour s'y rendre dans la suite d'autant plus necessaire, & en soutenir ou les Droits, ou l'engagement. Il crût de même avantageux à ses veuës de s'entendre avec les Jesuites & se lier d'amitié ou d'interest avec le Pere la Chaize, Confesseur du Roy, & par consequent de se declarer contre les Jansenistes En effet il ne garde gueres de mesures à les chagriner, à les mettre mal dans l'esprit du Roy, comme des Esprits de faction & de Cabale & à exiger avec rigueurs des Directeurs ou des Filles de Port Royal, leurs Eleves, la souscription du Formulaire. D'ou vient qu'à mesure que le different de la Regale s'echauffa entre la Cour de France & la Cour de Rome & que les Jansenistes se declaroient hautement des Ennemis de la Regale & des Regalistes & ainsi en faveur du Pape & de son Pouvoir dans cette matiere, il en prit occasion de les rendre d'autant plus suspects au Roy & de les pousser à bout. C'est aussi ce qui enveloppa Mr. de Pompone, Neveu du celebre Monf. Arnaud, Chef des Jansenistes, dans la meme disgrace. Apres quoy il ne reste plus à l'Archeveque des Paris sous pretexte de defendre les Droits de la Couronne & la doctrine de l'Eglise Gallicane, que de s'attacher à combattre les prerogatives & le pouvoir des Papes non seule-

ment dans l'affaire ſusdite de la Regale, m dans celle de leur pretenduë Infaillibilité, periorité ſur les Conciles & ſur le Tempor des Roys. Ce fut auſſi le but de la Deputatio du Clergé de France qui ſe tint à Paris en 1681 où cet Archeveque de meme que dans celle qui s'y etoit tenuë l'année precedente ſur l'affaire de la Regale etoit à la teſte de ces Aſſemblées & des Deciſions qui s'y prirent, tant pour ſoutenir le droit conteſté de Regale, que pour les quatre propoſitions qu'on arreta dans la derniere, ſur le pouvoir ſusdit des Papes dans le Spirituel & dans le Temporel.

Des Imputations faites à l'Archeveque.

les cachots ou condamner meme à mort des Docteurs Catholiques qui n'etoient coupables d'autres crimes que de deplaire aux Jesuites d'avoir ataqué leur morale ou soutenu les Droits du Pape dans l'Affaire de la regale ou dans celle des Religieuses Urbanites. La voix publique y ajoutoit les veuës de cet Archeveque à se prevaloir de la division de la Cour & de l'Eglise Gallicane avec celle de Rome pour donner lieu à la Convocation d'un Concile National en France & à y être declaré Patriarche.

De la part qu'il a eu dans les affaires de la Religion.

Parmi tout cela, ce meme Archeveque entreprit avec d'autant plus de chaleur de complaire au Roy dans l'affaire de l'extirpation de la Religion Reformée en France qu'il voyoit faire le premier des soins de sa Majesté, & ainsi pour s'en attirer tout le gré; D'ailleurs pour en signaler son Zele pour la Religion Catholique à mesure qu'il etoit à la teste du parti contre l'authorité du Pape & contre les Droits pretendués par la Cour de Rome; C'est avec le meme Esprit & ces veuës qui procedoient plus de son attachement à la Cour & à la faveur & ainsi de sa Complaisance & de son Interest que d'un Emportement de Zele (ce qui n'est pas de son Caractere) ou d'une forte prevention contre la meme Religion reformée, qu'il embrassa toutes les voyes ou qu'il s'y accommoda, qui

pouvoit contribuer au but susdit de sa M
Aussi ne s'y mit il gueres en peine de ju
les voyes ou les moyens qu'on y employo
de se mettre luy mêmes à couvert du rep
de mauvaise fois qu'il y a fait paroitre en
sieurs rencontres; Ce ne fut mêmes que
luy oter tout l'honneur des pretenduës Co
sions & du succés de cette grande affair
Monf. de Louvois (avec lequel cet Arche
plus attaché à la famille Colbert, avoit pe
liaison) fut l'autheur du Conseil d'y emplo
voye des Dragons & du logement des ge
guerre & ainsi pour s'en attirer tout le m
& en diminuer celuy de ce Prelat, qui
leurs etoit regardé avec jalousie par l'Arc
que de Rheims frere de ce Ministre.

Du maintien de l'Archeveque d
les bonnes graces du Roy.

Cependant l'Archeveque de Paris n'en
serva pas moins les bonnes graces & la C
ance de sa Majesté. Il en avoit mêmes r
avant cela des marques d'eclat & de distinc
particuliere; l'Archeveché ayant eté erigé e
faveur en Duché & Pairie de l'an 1674.
les bruits qui se renouvellerent peu de te
avant mon depart de France & qui furent
tés jusques au Roy au desavantage de ce Pr
& au sujet de la continuation de son comm
à sa Maison de Conflans avec une Demoi
qui avoit coutume de s'y rendre, n'ont pas

, comme on s'y attendoit de luy oter
euillance & la consideration de sa Ma-
e qui est mémes d'autant plus extraor-
veu d'ailleurs la severité & l'eloigne-
Roy à l'egard des Ecclesiastiques d'une
tieuse & qui se trouvent sujects ou de-
r les moeurs. En sorte qu'on ne peut
uer sa conduite à l'egard de cet arche-
u'à l'etoile comme on parle, de ce Pre-
qu'à la forte preoccupation dont il est
en sa faveur ou aux secours & services
rables qu'il en a tirés pour l'Achemine-
l'execution de son dessein favori, sa-
l'extirpation de la Religion Reformée
ce, ou au peu de foy mémes qu'il ajou-
t ce qui se dit au desavantage de ce
au Panchant du Roy à croire que la ma-
ou l'envie contre ce même prelat y a
part ou à toutes les autres bonnes &
ualités de cet Archeveque, qui comme
ons deja veu, ont en effet de quoy sur-
& de quoy imposer, ou enfin à la veue
de soutenir & de ne pas dementir la
opinion & la consideration qu'il a te-
jusques icy, d'en avoir & d'en faire.
u'il en soit, on peut encore juger de
rmeté du Roy en faveur de ce Prelat par
iers advis publics de France, qui por-
'il est nommé par sa Majesté pour étre
l à la premiere promotion qui se fera
s Couronnes. Et comme d'ailleurs la
ou les ressentimens contre la Cour de Ro-
cessé en France par la mort du dernier
par l'Election d'un autre reputé plus fa-
ou moins contraire aux interests de cette

Cou-

Couronne & qu'on se croit obligé de mena
ou mêmes de gagner à l'occasion des Conj
ctures de la guerre presente, il ne faut pas d
ter que ce même Archeveque & en veue de l
chapeau ne change là dessus de conduite
n'embrasse tous les partis, ou ne s'en re
même auteur pour en avoir plus de gré,
pourront adoucir, moderer ou reparer mêm
en quelque sorte les griefs de la Cour de Ro
soit dans l'affaire de la Regale, soit dans ce
des quatre propositions contre l'authorité
l'infaillibilité de Pape. La conduite que
France a deja tenuë dans celle de la Franc
des quartiers & à y renoncer aussi solennel
ment aprés l'avoir soutenuë avec tant de c
leur, comme un des droits indispensables d
Monarchie, on peut, dis je, servir d'un a
grand prejugé, outre que ce même Archeve
ne pourra que s'y appuier au besoin de l'Ex
ple de ses grands Ennemis les Jansenistes,
apres avoir combattu avec tant de force le p
voir & l'authorité des Papes dans l'affaire de c
propositions prirent apres le parti de la so
nir hautement dans l'affaire de la Regale & d
tribuer mêmes au Pape au prejudice de tant
declarations contraires de leur part la plenit
de toute la puissance Ecclesiastique.

DI

DU PERE LA CHAIZE.

Caractere du Pere la Chaize.

e Pere la Chaize a fait trop parler de luy monde, & a eu en effet trop de part ffaire de la Religion, de mêmes que les differens passés de la France avec la de Rome, pour n'en rien dire. On sait qu'il est Jesuite & Confesseur du Roy; J'a- y qu'il est Lyonnois, de bonne & an- famille, & qui jusques à ce qu'il avoit é à ce poste de Confesseur du Roy, avoit roitre un esprit doux, traittable & mo- On peut mêmes dire que c'etoit là son re naturel & dont son aire & son exte- pouvoit mêmes donner quelque prejugé. rs il n'avoit ni le genie ni l'esprit fort ni beaucoup de science, ni le don de la tion, ni enfin aucun talent eminent ou y attirast une consideration particuliere n ordre. Cependant comme il eut oc- d'etre adjoint au dernier Confesseur du Pere Fesries & par là de se faire connoi- Majesté, il en fut aussi choisi pour rem- poste de son Confesseur dés qu'il vint à r par la mort du dit Pere. Il y a mêmes croire que la portée d'un esprit qui pa- avoir, comme j'ay dit, de la douceur, retenue, de la moderation & ainsi moins eur, d'artifice & de presomtion, que ont souvent des Peres de cet Ordre, y eut e part.

Des

d'en consommer tost ou tard l'ouvrage. Ai n'a t on pas ignoré ou les engagemens que Pere y a fait prendre à ceux qui pouvoient av besoin de son credit ou de son appui auprés Roy ou les deguisemens qu'il tachoit d'app ter de fois à autre sur les rapports des faits, pables d'exciter ou l'honneur ou la Compass de sa Majesté ou les Promesses & les mena dont il se servoit envers les Personnes de la R ligion pour les porter à l'abjurer, suivant q croyoit les unes & les autres plus capables les y induire. On y peut joindre la Correspo dence qu'il entretenoit dans celle meme ve par tout le royaume, les Distributions des R compenses ou des benefices dont il se char oit ou dont il pouvoit disposer par les facil que son poste auprés du Roy luy en donnoit, la dureté enfin qu'il a fait paroitre dans tou les suites de cette conduite & à l'egard de t de miserables sujets du Roy de l'un & de l'a sexe, je veus dire de ceux qu'on a condan ou à des cachots ou aux Galeres ou à des tra ports dans les Isles de l'Amerique ou méme mort, & quelques uns à des morts mémes cru les; ou pour être demeurés fermes dans la p fession de leur Religion ou pour s'étre rep de l'avoir abandonné trop legerement, ou p avoir assisté aux exercices defendus de la me religion, ou enfin pour n'avoir pas pu s'accom moder de la violence, qu'on leur faisoit d un etat de mourant ou reputé pour tel à pre dre l'hostie. Tous ces faits & toutes ces c constances susdites ne sont que trop palpab pour ne charger le Pere la Chaize d'une bon partie de toute la mauvaise fois, de toute la V

len

& de toute l'inhumanité qui s'y trouve. roit mêmes d'autant plus responsable oit plus de moyens en main pour en de- r (ou au moins pour adoucir) les reso- ou les effets les plus funestes. Maitre il etoit, de la Conscience du Roy, & oy d'ailleurs qui n'etoit naturellement ny ni cruel, ni injuste, ni mal faisant, qui ne qu'il auroit pu sans luy faire mêmes aban- r le gros du dessein le porter à y tenir utre conduite, à epargner au moins le la vie de ses bons & fideles sujets & tous res traittemens barbares & impies, com- r'autres celuy des Communions forcés leur a fait souffrir. Ce qui sans doute a d'autant plus etrange quand on refle- r ce que j'ay avancé d'abord du Cara- du Pere la Chaize, qui ne sembloit point tre de si terribles effets. C'est à dire bonté apparente ou la douceur mêmes rel n'est pas à l'epreuve de la prevention rit, des maximes de la societé, en par- de sa haine & de la malignité contre la n reformée & ceux qui en font profes- e son interests à les destruire & à en pro- enfin de la Complaisance & des menage- d'un Confesseur Jesuite & Courtisan.

redit du Pere dans la Collation des benefices.

res quoy je n'ajouteray rien de particu- credit de ce Pere, si non qu'on peut ai-

fement juger qu'il eft grand & bien etabli
pres du Roy, en tout ce qui regarde les affa
Ecclefiaftiques ou qui peuvent avoir rappo
la religion & intereffer fa Confcience. Cep
dant on peut dire que ce qui contribue le
à ce credit & à la grande confideration qu'o
generalement pour ce Pere à la Cour de Fra
eft la Collation de Benefices dont le Roy fe
porte ordinairement à luy, quand il y en
vaquans en France, comme Archevechés, E
chés, Abbayes, Canonicats & autres benefi
de moindre importance. Auffi eft ce une ch
comme etablie de longue main & deja dans
regnes paffés hors le temps du pouvoir ab
d'un premier Miniftre, comme etoient les C
dinaux de Richelieu & Mazarin, qu'il n'ap
tient qu'aux Peres Confeffeurs des Roys d
meler de cette collation des benefices,
propofer au Roy les vacances & les fujets
pres à les remplir, & ce qui fe fait d'ordi
en quatre faifons de l'année. C'eft la ce p
lege qui attire une foule de Clients aupr
Pere la Chaize tant du rang des Ecclefiafti
de tous ordres, que de leurs Parents ou
qui s'intereffent pour leurs avancements. D
vient auffi qu'il donne audiance deux fois la
maine dans la maifon Profeffe de Jefuites à
ris où il loge & que fon Antichambre y eft
dinairement rempli en ce temps là d'un gr
nombre meme de Prelats ou autres de ces
tendans fusdits, fur to... vers le temps q
Collation des Benefices vaquans a coutume
voir lieu Et comme ce meme Pere a le
voir de fe choifir un autre Pere Jefuite pou
adjoint ou affiftant, dont il fe fert pour
c

ccompagner quand il se rend en Cour, d'ailleurs pour l'expedition des depeches ou des reponses qu'il a à faire & au dedans & au dehors du Royaume, enfin pour se soulager là où il y a lieu de le faire, aussi ne manque t'on pas de s'adresser au dit Pere & d'en mandier la faveur & les bons offices auprés le Pere la Chaize. Durant les dernieres années c'etoit le Pere Verjus qui faisoit cet employ, frere du Comte de Crecy qui a eté autrefois icy à Berlin avec luy.

Des Cardinaux & quelques autres Prelats de la Cour de France.

Apres avoir parlé de l'Archeveque de Paris & du Pere la Chaize, comme les Directeurs & Arbitres du Conseil de Conscience & des affaires de la Religion en France, il y auroit lieu de parler d'autres Ecclesiastiques de France qui sont le plus distingués & meritent quelque consideration particuliere par leur dignité, par leur rang & par leur merite.

Du grand Aumosnier de France.

Sur quoy je diray que les Ecclesiastiques qui par leur charge approchent le plus de la personne du Roy, on doit mettre en premier lieu le grand aumonier qui fait les Ceremonies & les fonctions les plus eclattantes, comme de marcher au coté du Roy aux Processions, de luy donner la Communion, d'assister aux Festins

Royaux, de baptiſer le Dauphin ou les Enfans de France, d'avoir l'Intendance ſur la Maiſon, les officiers Eccleſiaſtiques & la Chapelle du Roy, ſur les Hopitaux, ſur l'Univerſité de Paris, les colleges & autres & enfin de donner le certificat du ſerment de fidelité que les Archeveques & Eveques ont coutume de preter au Roy. Il eſt d'ailleurs en vertu de ſa charge, Commandeur né des ordres du Roy & reçoit les informations qu'on fait de la vie & des moeurs des chevaliers de l'ordre, comme le Cardinal de Bouillon eſt revetu de cette importante charge & eſt preſentement à Rome, je n'ay rien icy à ajouter à ce que j'en ay deja dit cy deſſus, en parlant de la Maiſon de Bouillon.

Du Premier Aumosnier du Roy.

Le Premier Aumosnier ſupplée presque à toutes les fonctions du grand Aumosnier. C'eſt l'Eveque d'Orleans, petit fils du feu Chancel-



Du Cardinal Bonzi.

Le Cardinal Bonzi, Grand Aumosnier de la feu Reine & Archeveque Primat de Narbone est d'une famille noble de Florence & dont un de ses ancestres vint en France à la suite de la Reine Catharine de Medicis & s'y etablit; Il a eté connu assez long temps sous le nom d'Eveque de Bezieres & durant qu'il en portoit la qualité, fut nommé par le feu grand Duc de Florence pour son Ambassadeur Extraordinaire au mariage de la Princesse d'Orleans (qui est la grande Duchesse d'aujourd'huy) avec le Prince de Toscane son Fils. Aussi fut il ensuite nommé par le Roy pour conduire à Florence la dite Princesse. Il fut ensuite Ambassad. à Venise & quelque temps apres en Pologne & s'y trouva au temps de l'Election du dernier Roy Michel & en dernier lieu Ambassad en Espagne. Au retour de tous ces Employs il eut en veuës & se flatta mêmes quelque temps d'etre employé dans le poste du Ministere. Aussi n'oublia t'il rien de ce qu'il crut y pouvoir contribuer, & ainsi à s'attacher à la Cour en vertu de sa charge de grand Aumonier de la Reine, dont il avoit eté revetue. Cependant cette veue susdite luy manqua par l'opposition qu'on y apporta sous main, de la part des Ministres qui ne crurent pas d'y trouver leur compte. Ce qui le porta à quitter la cour & aller resider en Languedoc ou etoit l'Archeveché de Narbonne, qu'on luy avoit donné & dont le poste etoit d'autant plus considerable qu'il y est joint la qualité de Primat & de President né des Estats de Languedoc, qui ont

ont coutume de s'assembler une fois par a
C'est aussi en vertu de cette fonction & d
vice qu'on en peut tirer, particulieremen
ce don gratuit, qu'on a coutume d'y fa
Roy, qu'il a eu l'occasion de continuer
valoir son zele & son attachement pour le
Aussi ne manquet t'il pas d'y faire de fre
voyages. Cependant malgré son extractic
lienne, sa qualité de Cardinal & sa compla
pour les volontés de la Cour il ne s'est n
ni cruël, ni fort echauffé à en executer l
dres ou les intentions dans la persecutic
gens de la Religion, & tacha mêmes de
tourner dans la Province de Languedoc j
remonstrances qu'il fit au Roy, de la ruii
en arriveroit à cette Province. Mais à q
y trouva le Roy inflexible. Il n'a pas lai
puis de temoigner aux occasions, de voii
gret les extremités ou on y portoit les a
& la rigueur avec laquelle on y procedoit
qu'on peut attribuer à un temperamment
genie qui l'a plus porté à jouir des pla
des commodités de la vie & à ne s'emb
pas beaucoup des points de doctrine ou de
pules de Conscience, qu'à se faire une
des matieres de la religion & de contrain
gens à s'y soumettre par force & par des
vais traittemens. Aussi ne se metroit il j
en peine de deguiser le Commerce qu'il
tenoit de notorieté connuë dans la pro
avec une Demoiselle de Montpellier (ou
soit son sejour ordinaire) qui ne marque
une vie reguliere ni une humeur fort a
D'ailleurs la portée de son Esprit plus to
pour l'intrigue du Cabinet & avec plus d

chant & d'adresse pour s'insinuer dans la faveur & dans les affaires que pour en supporter la fatigue & en remplir tous les devoirs. Enfin comme il est revenu de ces veues, qu'il a eues autrefois pour le Ministere, il brille moins à la Cour, quand il y vient, qu'il n'a fait du temps passé & apparamment n'y acquerra pas à la venir ou n'y briguera pas mêmes plus de consideration, qu'il n'en a presentement Aussi luy a t'on rendu de mauvais offices auprés du Roy & entr'autres sur le sujet de la vie un peu licentieuse de ce Cardinal.

Du Cardinal d'Estrées.

Le Cardinal d'Estrées, frere du feu Duc d'Estrées, mort Ambassad. à Rome & du Mareschal de ce nom, a eté toujours absent à Rome durant mon sejour en France & n'y est retourné que depuis un mois ou deux en ça, apres l'election du dernier Pape Ce que j'en pus reconnoitre c'est qu'il est d'une taille & d'une mine avantageuse, que celle cy marque de l'esprit & de la fierté au besoin. Aussi suivant ce qu'on dit & ce qu'on en sçait, sa mine n'est point trompeuse à ces deux egards & ce qui a assez paru & eclatté durant tous les demelés qu'il a eu à soutenir à Rome & sous le defunt Pape pour les Interests de la Cour de France; En premier lieu dans l'affaire de la Regale qui fit le sujet de son Envoy, ensuite dans celle de la franchise des Quartiers, apres au sujet de la derniere Election de Cologne, des Contestations qui survinrent là dessus & du Parti que le feu Pape y

prit contre le Card. de Furſtenberg & en fa
du Prince Clement de Bavieres & enfin d
guerre entamée partie à ce ſujet de la part (
France & des declarations ou Manifeſtes au 1
du Roy & qui en furent addreſſés là deſſus
Cardinal & mis au jour. Ce n'eſt pas i
lieu de toucher ce qui regarde les cas ou d
rents ſusdits. Il ſuffit de remarquer à l'e
de ce Cardinal, qu'on tombe d'accord g
ralement qu'il a un eſprit vif, fort & penet
qu'il eſt mêmes fort eclairé, rempli de b
connoiſſances & d'un ſavoir peu commu
dans la literature & dans les matieres de T
logie. Il s'etoit ſervi pour celle cy du cel
Launoy, Docteur en Sarbonne, qui etoi
Penſionnaire, d'ailleurs connus par la variet
doctrine & la hardieſſe de ſes productions.
a t'il le double talent qui eſt de s'exprimer
beaucoup de facilité d'agreement & de ju
& d'ecrire avec ces mêmes avantages, non
lement en françois ou en Italien, mais en
en latin D'ailleurs comme il a eté fait C
nal à la nomination de la feu Reine de Port
dont il etoit proche Parent & qu'il y avoi
compagné cette Reine, il y menagea du
quelque temps les Intereſts & les affaires
Couronne de France. Il fut enſuite envo
la Cour de Baviere, durant la guerre paſſ
la vie du feu Electeur & l'Electrice defun
reſta environ deux ans, & y reuſſit à faire
cette Cour là dans une ſi exacte neutralité
le refuſa mêmes de donner ſa quote part
Trouppes de l'Empire, malgré les obliga
preciſes. qui en reſultoient par les Delibera
de la Diete de Ratisbonne & des deputa
ex

...ses à ce sujet, qui en furent faites à Mu-
...de la part du College Electoral. Je laisse
...t les traverses & les contradictions qu'on
...moit dans ces temps là de la part des Mini-
...de Bavieres dans les mêmes deliberations
...Diete au sujet ou en suite même de la de-
...ion & des engagemens de guerre, de la
...de l'Empire contre la France. Ce Car-
...apres son retour en France & à l'occasion
...different qui y survint avec la Cour de Rome
...l'affaire de la Regale & de quelques brefs,
...le defunt Pape luy en addressa, fut envoyé
...ome comme celuy qu'on reputoit le plus
...re & le plus capable pour sa dignité, par
...esprit, par sa fermeté & par son savoir, d'y
...enir les droits de la Cour de France, & d'y
...ier au besoin le Duc d'Estrées son frere, qui
... deja depuis quelques années Ambassadeur
...France à Rome. Mais comme les disposi-
...s du defunt Pape se trouverent fort oppo-
... à y relacher de son droit pretendu, qu'il
... mêmes des incidens les uns apres les au-
..., comme dans le differend des Religieuses
... Charonne, ensuite la grande affaire de la
...chise des Quartiers, qui aigrirent de plus
...lus le Pape & ses Creatures contre la Cour
...rance, mais encore de les voir augmenter
...lus en plus, & de passer mêmes à la Cour
...ome pour y avoir donné lieu par trop d'ar-
... & de hauteur qu'il y avoit fait paroitre &
... avoir porté la Cour de France à s'y enga-
... trop avant; Aussi ceux qui ne peuvent luy
...ser le juste eloge d'un esprit fort eclairé, fer-
..., entreprenant, & enfin d'une habilité peu
...mmune, ne disconviennent pas qu'il pourroit

 avoir

avoir dans les occasions moins d'arde de fierté, plus de soupplesse & de men ment.

Du Cardinal Camus.

Je ne diray rien de particulier du Ca Camus tant pour l'avoir ni veu ni pr durant tout le temps de mon sejour en que de ce qu'en effet il s'est tenu & se tient fermé dans son Diocese de Grenoble, do est Eveque & qui est la Capitale, comm sçait, du Dauphiné. Il est d'une famill robbe de Paris, considerable par la riche par les Employs de Prevost des Marchan Lieutenant Civil & de President aux Enqu qu'elle a eus ou qu'elle possede encore aujo huy. J'ajouteray seulement à l'egard de ce lat qu'il se fit considerer & distinguer par esprit & par son savoir, mais d'ailleurs, par vie peu reglée n'etant encore que l'Abbé C qu'il s'en corrigea ensuite & embrassa même vie austere, religieuse & toute appliqu fonctions d'un veritable Ecclesiastique ; c'est par ou sur tout il se rendit recomm ble, depuis sa promotion à l'Eveché de Gr ble, & en y faisant hautement profession Morale severe, fort opposée à celle des no aux Casuistes ou d'ailleurs à la Conduite & maximes des Eveques de Cour, qu'on app Ce fut aussi la reputation de cette grande grité & de cet eloignement des interests d Cour, en un mot celle de sa morale & d Doctrine, qui panchoit plus de Coté des

senistes que des Jesuites, qui porta le Defunt Pape à le faire Cardinal de son propre mouvement, & sans la participation même, ou l'agreement de la Cour de France, comme il se pratique d'ordinaire à l'egard de la Creation des Cardinaux nationaux. D'ou il arriva aussi, que cette election, faite d'ailleurs au fort des demelés entre le defunt Pape & la Cour de France, surprit assez celle cy, qu'on eut de la peine à porter le Roy d'y acquiescer, & qu' apres tout, en permettant à ce nouveau Cardinal, d'en prendre la qualité, en consideration de ses Parens, qui en firent dabord leur soumission en Cour, on ne laissa pas de luy ordonner en même temps de ne venir point se presenter devant le Roy & de rester dans son Diocese. Ce qu'il a fait aussi jusques icy & sans mêmes avoir eu la permission apres la mort du defunt Pape de se rendre à Rome avec les autres Cardinaux François pour s'y trouver au Conclave & y concourir à l'Election d'un nouveau Pape ; Au reste on rend ce temoignage à ce Prelat, qu'il n'a pas marqué tant d'aigreur, d'animosité & du cruauté que plusieurs de ses Confreres & entre autres son Voisin, l'Eveque de Valence, dans la persecution des gens de la Religion de sa Ville & de son Diocese & qu'il y a apporté autant de moderation qu'on en pouvoit attendre en de pareilles conjonctures. Il se declara mêmes par une lettre qui a eté renduë publique contre les Communions forcées auxquelles on vouloit obliger les nouveaux Convertis.

Du

Du Cardinal Fourbin.

Le Cardinal Fourbin eſt l'Eveque de l
vais qui vient d'être elevé à cette dignité ,
la promotion qui a eté faite par le nouvea
pe. Il en eſt redevable à ſes Employs paſ
Pologne, ou en qualité d'Ambaſſadeur de
ce, il contribua à l'Election du Roy d'aujc
huy & en obtint pour recompenſe la proı
de la nomination de la dite Couronne au
dinalat. Mais comme d'un coté les diff
ſuivis de la Cour Polonoiſe avec celle de F
& enſuite de celle cy avec le defunt Papı
retarderent l'effet, il n'a cependant jamai:
du de veue le deſſein de n'y rien neglig
ſon coté & de ſe prevaloir de toutes les co
ctures qui pourroient y donner lieu. Et
me c'eſt un des Eveques de Cour qui a jı
beaucoup d'eſprit & beaucoup d'habilité un
attachement aux volontés du Roy, & à luy
ſa Cour & une grande aſſiduité à l'egard des
ſtres, il a ſceu auſſi engager bien avant & le l
les Miniſtres à faire de ſon intereſt particuli
voir de ſa promotion à la dignité de Cardin:
intereſt de la Couronne. Ce que j'ay pû aſſ
connoitre durant mon ſejour en France
diverſes occaſions que j'y ay euës d'y vı
Miniſtre, comme un Courtiſan fort a
adroit & appliqué à ſon affaire. En ſorte
ne faut pas douter & comme l'eveneme
fait aſſez voir, qu'il n'ait eu le credit, de
de ſa promotion, un des points recomm
à l'Ambaſſad. de France & aux Cardinaux
gés des Intereſts de cette Couronne, da
dernier Conclave, & pour en tirer parol

au Pape avant que de luy dônner leurs
es. Et comme il se voit à present au
le de ses voeux apres tant de facheux in-
s, qui ont retardé assez long temps & ont
mêmes luy enlever le chapeau de Car-
il ne faut pas douter qu'il ne se serve à
t de son elevation pour s'insinuer plus
dans la faveur & dans les Intrigues de la
& pour faire valoir son poste. C'etoit
ans cette veuë de s'y pousser & pour faire
ir aux Jesuites & entr'autres au Pere Con-
r qu'il se declara un de plus grands Enne-
les Jansenistes, durant la Contestation de
eux Parties. Au reste il est d'une noble &
nne famille de Provence, etoit encore
ue de Marseilles durant sa premiere Am-
le en Pologne, apres avoir eté auparavant
ue de Digues & en dernier lieu Eveque &
te de Beauvais & Paire de France en cette
ité.

QUELQUES AUTRES PRE- LATS FRANCOIS.

De l'Archeveque de Rheims.

Aprés ces Cardinaux François & l'Archeve-
de Paris, dont j'ay assez parlé, le plus con-
able Prelat à la Cour & en passe, suivant
vis de France d'avoir aussi le chapeau de
inal à la nomination du Roy Jacques, est
l'Ar-

l'Archeveque de Rheims, en cette quali
mier Duc & Pair de France & d'ailleurs
de la Chappelle du Roy. Il eſt fils, comm
ſçait, du feu Chancellier Tellier & frere d
de Louvois. Cet avantage de ſa naiſſan
auſſi ſans doute celuy qui a le plus de part
elevation. Au moins on ne l'attribueroi
aiſement aux prejugés qu'on peut tirer d'un
terieur peu capable de prevenir en ſa faveur.
eſt veritablement grand de taille & avec
l'embonpoint d'un homme bien nourri,
d'ailleurs avec un air rude, groſſier & des
nieres qui y ont beaucoup de rapport. Cep
dant comme la Conſideration & les ſervices
Pere ne pûrent que procurer de bonne h
des Benefices conſiderables à ce ſecond fils,
ſtiné aux Employs de l'Egliſe, il n'epargna
auſſi pour le faire inſtruire dans les connoiſ
ces qui y etoient requiſes. Ce fils ne s'y
dit pas mal habile & etudia par degrés juſ
à être promu Docteur en Theologie de la

fa Conduite à l'egard des Janse-nistes & du Pape.

La faveur de l'Archeveque de Paris dont le ctere etoit assez different du sien & pour le de l'esprit & pour les manieres comme on assez juger de ce que j'en ay dit cy dessus ui s'etoit appuié du credit des Jesuites, ne que donner du panchant à l'Archeveque de ims pour le parti de leurs Ennemis les Jan-tes & le porter à garder quelques menage-s avec eux, sans oser pourtant se rendre rtement leur Protecteur. L'affaire de la le etant venue ensuite sur le tapis, les de-s accrus là dessus entre le defunt Pape & la de France & qui avoient le meme Arche-e de Paris en tête, il tacha dans les assem-du Clergé qui s'en tinrent à Paris & depuis hercher des temperamments qui sans offen-Cour, pussent choquer moins celle de e, ou memes y être recus, & s'en faire un e auprés du Pape; Mais comme tout cela point d'effet, par l'inflexibilité & la pre-on du Pape dans ce droit & dans le fait en ion & d'ailleurs par les decisions qui fur-nt de la Deputation du Clergé de France, l'affaire des quatre propositions contre illibilité & le pouvoir des Papes & à quoy heveque de Rheims qui y avoient assisté it pu que se conformer, joint au differend rriva encore entre les deux Cours pour la hise des Quartiers, il se vit par là hors utes les mesures de garder par ses veues parti-

particulieres & en haine de l'Archeveque
Paris; quelque menagement avec le desi
Pape.

De quelques bruits sur sa Conduite.

Sa faveur, malgré celle de Monsr de Lo
vois son frere, n'en paroissoit pas plus gran
auprés du Roy qui ne se trouvoit aucun pa
chant pour l'humeur, le genie ou les manie
de cet Archeveque. Aquoy se joignit le bri
qui se repandit en premier lieu d'un commer
peu honnête & dont il a eté parlé cy dessus av
la Duchesse d'Aumont, femme de son beaufi
re & quelque temps aprés avec sa propre niepc
fille de ce Duc & d'une sienne soeur & mari
au Marquis de Crequi, fils du feu Mareschal
ce nom. Cette derniere affaire, qui fut acco
pagnée d'un emportement de jalousie de c
Archeveque contre sa même Niepce ayant
par là de l'eclat, elle donna lieu aussi au Ro
qui en fut adverti, d'en temoigner du mec
tentement contre ce Prelat, & à celuy cy
s'eloigner pour quelque temps de la Cour &
retirer en son Archeveché de Rheims. Dep
son retour, il garda ce poste & la Considerat
de sa Majesté. Aussi n'est il pas fait pour
attirer une approbation generale, ny d'hum
à y faire distinguer du coté de la depense & d
manieres. Il ne laisse pas d'avoir son meri
d'être suffisamment instruit des matieres de
doctrine & de la Discipline de l'Eglise Romain

[illegible] capable d'en parler avec fondement & avec [illegible]noissance quand il en est question. Aussi [illegible]tenoit il auprés de luy un Docteur de Sor[illegible] nommé Faute, qui passoit pour un de [illegible] habiles qu'il y eut en France, dans les ma[illegible] de l'Antiquité Ecclesiastique & des Ca[illegible], d'ailleurs dans la connoissance generale [illegible] livres & ainsi qui par tous ces endroits ne [illegible]ouvoit être que d'un grand secours à ce Prelat [illegible] les rencontres. Et comme on a eu frai[illegible]ement des advis de Paris dans les Gazettes qui [illegible]rlent de la mort de ce Docteur, on peut croi[illegible] que la perte en aura eté sensible à son Patron [illegible] à son bienfaiteur.

De l'Eveque de Meaux.

Il y a encore un Prelat en Cour distingué [illegible] son merite, par son savoir, & par ses em[illegible]lois & connu au dehors par ses ouvrages, [illegible] l'Eveque de Meaux, cy devant Eveque de [illegible]ndom, & Precepteur du Dauphin & à pre[illegible] premier Aumonier de la Dauphine. Ce [illegible] aussi peu avant qu'il fût choisi pour instruire [illegible] Dauphin qu'il composa le livre de l'exposi[illegible]n de la foy Catholique, qui a fait assez de [illegible] en France par quelques pretenduës con[illegible]sions & entre autres celle de Mr. de Thuren[illegible] qu'on attribua à la lecture de ce petit ouvra[illegible] & au dehors parmi les Protestans, par les [illegible]erses refutations qu'on en a faites. Comme [illegible] le but de ce livre ne tendoit qu'à platrer la [illegible]trine de l'Eglise Romaine par tous les adou[illegible]issemens qu'il crut d'y pouvoir apporter, ce

meme livre ne put aussi que servir de pretex aux conversions, comme on parle en France de ceux qui avoient deja pris le dessein d'em brasser la Religion Romaine, & ne cherchoie plus que des pretextes & des couleurs pour changement. Cependant un succés appare de cet Ouvrage attira les applaudissemens de Cour à son Auteur ; Il s'etoit d'ailleurs rend recommendable à la Cour & ce qui avoit aus fait la planche de sa promotion à son premi Eveché de Condom, par le don de la predica tion, n'etant encore que l'Abbé Bossuët, com me il s'appelle de son nom, & que je l'ay ve en ce temps là, comme aussi par la regulari de la vie & des moeurs & par l'Ardeur mê d'un Zele qu'il faisoit paroitre à reprendre har diment les vices de la Cour & des Courtisans sans distinction de Personne. Son Assiduit qu'il apporta ensuite à instruire le Daufin, du rant qu'il fut chargé de ce soin, n'auroit p aussi être plus grande.

De sa Conduite dans les Affaires de la Religion.

En sorte qu'ayant une reputation bien eta blie en Cour, & auprés du Roy en particulie par tous ces endroits, ce Prelat ne cherche en core qu'à l'augmenter davantage dans la granc affaire de la Conversion des gens de la Religio d'affecter là dessus des conferences, comm avec le feu Ministre Claude, de faire & d' publier ensuite des triomphes imaginaires sur cha

ment suivi de la Dame *), qui avoit
de sujet ou de pretexte à la Conference.
s'attacha pas avec un Zele moins ardent à
bler ses soins & son application pour pro-
& avancer les pretenduës conversions, à
e que l'authorité de la Cour s'y engageoit
avant, & sans conserver plus d'egard ou
mesure dans les moyens qu'elle y employoit.
ne se contenta t'il pas de continuer à plai-
ou à pallier la Doctrine de l'Eglise Romaine
ses Escrits, ce qui pouvoit être licite à un
lesiastique Romain, mais eut mêmes la com-
sance ou la bassesse d'y nier ou de deguiser
tement des faits d'ailleurs aussi notoires &
bables que ceux de Traittemens cruëls & bar-
es qu'on employa pour operer les susdites
versions; C'est encore dans cette même
e, de rendre odieuse la doctrine de la Re-
on Protestante & des Premiers Reformateurs
heriens ou Calvinistes, comme il les appelle,
il entreprit & publia un assez gros ouvrage
u il pretend etaller les Variations des Prote-
s dans la Doctrine & auquel on vient de
lier une solide reponse en Hollande, outre
qu'un gentilhomme Allemand, Monsieur
Seckendorff, en a ecrit pour la defense de
her & des Lutheriens.

K 2 Des

* C'etoit Mademoiselle de Duras, soeur du Mareschal de ce nom & de la Comtesse de Roise qui porta depuis le nom de Madame de Dutafort & fut Dame d'Atour de la Duchesse d'Orleans.

Des Veuës de ce Prelat pour so avancement.

Cependant comme tout ce que je viens dire de ce Prelat, le fait regarder à la Cour France comme un des Illustres Advocats de l'E se & de la Religion Catholique & luy attir consideration particuliere par tous les endr que j'en ay touché, aussi est il un des Pre François qui a le plus en veuë & croit mê l'avoir assez merité, savoir de pretendre au C peau de Cardinal. C'est aussi dans cet Es qu'il a taché autant qu'il a pû, sans offens Cour, de menager le defunt Pape & la Co Rome, durant tout le cours des differens & demelés passés. D'ailleurs comme il a tousj paru assez independant des Jesuites, plus a ché à l'Archeveque de Rheims qu'à celuy Paris & dans la prevention même de n'être Ennemi des Jansenistes, on ne peut pas rep dre si ces considerations ne pourront point porter quelque obstacle à sa promotion, contribuer au moins à le retarder. D'ail il avoit eu deja le bonheur de voir melioré poste & sa condition pour la gratification qu Roy luy a fait, durant mon dernier sejour France, d'un Eveché beaucoup plus riche voisinage de Paris, savoir celuy de Meaux, place de celuy de Condom, qui en etoit eloigné & de moindres revenus & qu'il a auparavant. C'est par ou aussi & par sa ch de premier aumonier de Madame la Daufine se vit en état de continuer ces attachémens

Co

puis qu'il n'y tenoit plus par son poste
r Precepteur du Daufin.

...ere de cet Eveque & de ses Ouvrages.

...e on luy doit accorder le merite ou
... d'un esprit vif, net & ardent, d'une
...on prompte & feconde, de beaucoup
...ce pour la chaire, d'une facilité, d'une
...une justesse assez grande d'expression
... dans ses Ouvrages; Il parut meme
... moderation, de l'honnêteté & du me-
... dans les premiers qu'il mit au jour
...ieres de religion & qui etoient con-
...e les deux partis. Il n'en usa pas de
...ans ceux qu'il publia ensuite dans le
... Conversions forcés & depuis l'Abo-
... l'Edit de Nantes, & sur tout dans ce-
...tionné des Variations qu'il attribuoit
...estants, en sorte qu'on ne peut qu'y
...oir un grand air de confiance dans les
... & dans le Tour qu'il y donne; une
... & une presomtion egale repanduës
... le corps de l'Ouvrage, & tout l'Em-
... même d'un Auteur qui ne se croit
...oit de garder aucunes mesures avec le
... combat & qu'il juge aux abois, par
... force venoit de le reduire en France.
... même de ce Prelat n'est pas d'une
...de etendue qu'il voudroit qu'on crût
...'il se donne dans ses discours & dans
..., & est plus fondé sur la beauté & sur

le tour de l'Esprit & sur quelque application
ticuliere aux matieres de religion les plu
battues entre les deux partis, que sur une
noissance profonde de l'Antiquité Sacrée ou
fane & des langues Originelles qui en trai
Apres tout on ne peut luy refuser l'eloge
vie & d'une conduite plus reglée & plus
siastique, & ainsi d'une reputation plus
du coté des moeurs, que celle de ces de
tres Archeveques de Cour, ou de qu
uns des Cardinaux mêmes, dont je v
parler.

Au reste ce sont là les Prelats & les
siastiques qui brillent le plus à la Cour de
ce & y sont le plus considerés, qui ont
plus de part ou dans la confiance ou dans
me & l'approbation du Roy, ou dans
rection des affaires de la Religion
l'Eglise.

Du Clergé de France.

Apres quoy il n'est pas necessaire de
icy du Clergé de France en general, du no
de 18 Archeveches & de 107 Evechés,
quantité beaucoup plus grande, comme
à 800 Abbayes toutes de la nominati
Roy, dont il est composé, & d'ailleu
grands Prieurs & Chevaliers de Malthe, qu
aussi du Corps de ce Clergé, ou d'aille
ses revenuës, qui comprennent plus de la
tié de ceux du Royaume, ou enfin de

...lées, qui sont ou ordinaires ou extra-
...aires suivant le besoin & les Conjon-
...

De la Collation des Benefices.

... me contenteray seulement de faire là
... deux ou trois remarques: l'une qui est
... pouvoir du Roy, de nommer aux benefices,
... un des plus beaux droits de sa Couron-
...& luy met en main de quoy donner non-seu-
...ent des recompenses considerables à ceux
... juge à propos d'en gratifier, mais de re-
...penser mêmes par là dans les enfans les ser-
... que les Peres luy rendent dans les affaires
... gouvernement de l'état, des Finances, de la
...ce ou de la guerre, ou d'ailleurs dans les
...vices domestiques & de Cour auprés de sa
...sonne, & ce sans qu'il sorte rien de ses Thre-
...s & de son Epargne. Ce qui attire d'ordi-
...re & attache à la Cour de France une foule
... jeunes Ecclesiastiques ou de Pretendants aux
...efices. On sçait d'ailleurs que c'est seulement
...is le Concordat entre le Pape Leon X. &
...çois I. que ce droit du Roy de nommer
... benefices a eu cours en France, au lieu que
... la Sanction Pragmatique qui avoit lieu jus-
... là, le droit des Elections demeuroit aux
...itres, je diray quelque chose cy aprés en par-
... des interests de la Cour de France avec cel-
... Rome, du droit de Regale, qui a fait tant
...ruit depuis quelque temps, & qui regarde
...isposition du temporel de certains Evechés,
...ant la Vacance du siege & la Collation des

 Bene-

Benefices dans ce même intervalle. L'autre re-
marque est, qu'il y a trois ou quatre Abbayes e
France de Collation Royale, qui valent mieu
qu'aucun Evechó, comme l'Abbaye de St. Ge
main des Prez dans Paris, qu'on tient d
80,000 L. de rente & qui a eté donnée depu
peu au Cardinal de Furstenberg. L'Abbaye d
St. Denis, à deux lieues de Paris qu'on fait mo
ter à 120,000 L. de rentes, & les revenus o
eté donnés depuis deux ou trois années en ça
avec la permission du defunt Pape, qui en a
corda la Bulle pour l'entretien de la Maison d
St. Cyre proche de Versailles & dont il a e
parlé cy dessus dans l'Article de Madame d
Maintenon. La troisieme Abbaye, dont je ve
parler, est celle de Cluny dans le Duché de Bou
gogne qui a de fort grands revenus & d
Droits tres considerables & est possedée par
Card de Bouillon, auquel elle aussi a servi d
retraite durant sa disgrace. Ce même Cardin
jouit encore des revenus d'une autre des pl
riches Abbayes de France, qui est celle de Va
à Arras. Au reste toutes ces Abbayes susd
tes sont des fondations de l'Ordre des Ben
dictins.

Apres quoy je ne m'arreteray pas icy d'
vantage sur ce qui regarde le Clergé de Franc
puis que ce n'est nullement mon dessein de fai
un Etat general de ce Royaume, ni de ramass
ce qui s'en trouve dans les livres publics qui
parlent. Il me suffit de reflechir sur ce qui
de la constitution presente de la Cour de Fra
ce, & de tout ce qui merite d'en être remarq
à l'egard de ceux qui y ont le plus de part da

mporel ou dans le Spirituel, ou dans les
enſemble, & ce qui a fait auſſi le ſujet de
e j'en ay touché jusques icy dans le Cours
tte relation. Il ne reſte plus que d'y ajou-
core quelques reflexions ſur ſes Finances
evenus, ſur ſes Forces par Mer ou par
, enfin ſur ſes Intereſts & ſur ſa ſitua-
preſente.

s Finances ou des Revenūs & des Depenſes du Roy.

J'ay parlé cy deſſus du Conſeil Royal des
nces du ſujet & du but de ſon Etabliſſement,
mémes que du Controlleur general des Fi-
ces, qui en cette qualité en a la premiere &
incipale direction & qui etoit attaché autre-
& avec plus de pouvoir & d'independance
qualité de Surintendant; J'ay touché d'ail-
, en parlant de Mr. Colbert, le retabliſſe-
qu'il apporta dans les finances à en retran-
la confuſion, les deſordres & la diſſipa-
qui s'y etoient gliſſés, par le luxe, les
, ou la malverſation des Directeurs des Fi-
es, des Threſoriers de l'Epargne, ou en ge-
des gens d'affaires, comme on les appelle
ance. A quoy il faut joindre le ſoin qu'il
y apporter un nouvel ordre & une appli-
particuliere pour la deſtination & le me-
des Fonds, qui devoient être fournis aux
irs ou à la diſpoſition du Roy, à l'Entretien
à l'embelliſſement des maiſons Royales &
beſoins ou à la proſperité de l'Etat.

Les principaux moyens qu'on y empl
furent 1) de mettre l'administration des Fi
ces pour la recepte & pour la depense qu'e
les mains de peu de personnes, affidées &
pables d'en rendre bon compte. 2) De ten
regiſtre exact tant à la recepte que la dep
qui servit tout enſemble & de frain pour e
cher la surpriſe & la confuſion, qui autre
auroient pû s'y gliſſer & de regle ſeure, po
prendre ſes meſures. 3) De retrancher les
prunts qui ſe faiſoient à gros intereſts, pa
gens d'affaires pour le Compte du Roy, ou d
leurs l'alienation de ſes domaines, & dont
ne pouvoit que charger à la longue les T
ſors du Roy, au lieu de les menager & l'a
en diminuer le fonds. 4) De retrancher
mêmes les penſions & les charges inutile
diminuer celles là, ſuivant les occurren
5) De convertir au profit du Roy divers uſ
receus ou etablis & dont les ſommes qu'o
tiroit ſe detournoient pour le profit ſeul
particuliers, comme il ſe prattique dans le
faires du Commerce & de divers Etabliſſe
ou Reglemens nouveaux qu'on en fit. 6) I
troduction de divers nouveaux droits, qui
tribuaſſent à augmenter les Revenus Roy
ſans aller à la charge du pauvre peuple, co
ſur le papier marqué, ſur le Marc d'argent
les Orfevres mettent en oeuvre, ſur l'entré
vin dans Paris, ſur le retranchement ou e
ction au beſoin des rentes ſur l'Hotel de
en faiſant rendre le Capital du aux particu
ou en diminuer notablement les intereſts; o
dernier lieu 7) par la confiſcation, taxa
ou adjudication au Roy, les biens meuble

meubles, ou en tout cas des grandes som-
mes, sur les personnes qui avoient eu part dans
l'administration passée des Finances, dans la
ou distribution du Thresor de l'Epargne,
en general dans les affaires comme on les
elle en France.

A l'egard des revenus Royaux qui font le
ordinaire des Finances & de la maniere
qu'ils se trouvent etablis en France, on les peut
considerer en quatre ou cinq articles princi-
paux & qu'on a fait monter jusques à cent &
millions de livres par années, savoir les cinq
grosses fermes, les aides & Entrée, la Gabelle,
Tailles, & les Domaines, outre lesquels il
encore d'autres droits ou Fermes, dont le
Roy tire annuellement des sommes considera-
bles, comme des parties Casuelles, des droits
seigneuriaux, des fermes du fer & du Papier,
Marc d'or & pareils & avec quoy on a pre-
tendu que les revenus du Roy sont montés jus-
ques à cent & vingt millions de livres par année,
depuis la diminution de quelques millions de
Taille, aprés la paix de Nimegue & sur quel-
ques autres imposts à cent & seize millions de
livres annuels.

Les fermes de trois premiers Articles, sa-
voir les cinq grosses fermes, les aides & Entrées
& la Gabelle, sont appellés les Fermes unies
parce que les baux ou Fermes s'en font con-
jointement pour les Fermiers Generaux & se
renouvellent ordinairement de cinq en cinq ans.
C'est à dire, ils s'examinent & se resolvent en
premier lieu dans le Conseil Royal, se publient
en-

ensuite, & donnent lieu aux enchéres qui s'y fc & enfin sont adjugés & arretés dans le Con des Finances pour la somme dont les fermi Generaux sont convenus d'en payer aunuel ment au Roy. Ils montoient ensemble à 49 n lions annuels de livres par les derniers Baux de Ferme qu'on a fait savoir ceux des cinq gr ses Fermes, arretées pour 15 Millions; des des & Entrées pour 19 Millions & des Gabel pour autres 15 Millions de livres par année.

Des Cinq grosses Fermes.

Les Cinq grosses Fermes comprennent l droits d'entrée en France, & de sortie hors Royaume qui se prennent aux Douanes, toutes sortes de denrées, Hardes ou marchi dises & dont personne en France, ni le R même ou ce qui regarde sa Maison n'est exem c'est à dire que les Fermiers Generaux ou Of ciers des Douanes sous eux, decomptent sur qu'ils ont à donner au Roy par leurs Baux Fermes tout ce qui est affranchi de ces dro d'Entrée & de Sortie hors du Royaume par o dre exprés du Roy & le mettent sur son comp Ce qui se prattique entr'autres à l'egard d Franchises qu'on a coutume d'ottroyer pour premiere entrée & la sortie des Hardes ou I fets appartenant aux Ministres publics.

Mais ce qui ne s'etend pas plus loin que po l'affranchissement des droits d'Entrée qu'ils a roient à payer à leur arrivée en France de m mes qu'à leur depart, & nullement pour to

ce qu'ils pourroient faire venir pour leur usage, durant le temps de leur sejour en France & dont il leur faut payer les droits comme les sujets du Roy. Ensorte qu'à cet Egard les Ministres publics en France ont bien moins de privilege que dans la plus part des autres Cours de l'Europe, ou ils sont francs ordinairement de tous droits d'Entrée & d'accise durant leur sejour & pour leur usage ou consomption ou au moins à qui on paye une certaine somme d'argent comme depuis quelques années en Espagne & meme en Angleterre, quoyque beaucoup plus modique en celle cy, pour leur tenir compte des droits d'Entrée ou d'accise qu'ils sont obligés de payer durant ce temps susdit de leur sejour & pour leur besoin. Il est d'ailleurs requis en France que les passeports de Franchise de ces droits d'Entrée ou sortie, qui se donnent de la part du Roy, soient marqués en haut du Visê par le Controlleur general des Finances pour avoir leur validité auprés des Officiers des Douanes. A l'egard de ces droits d'entrée & de sortie ils se prennent suivant la qualité ou la valeur diverses des denrées & du different pied la dessus, de 3, 4, 5 ou mêmes 6 pour cent, que les Douaniers ont pouvoir d'en prendre, & suivant l'estimation, quils font eux memes de la valeur des dits denrées. Le linge par exemple, les dentelles ou points de France, sont ces denrées qui payent le plus de droit. Et à l'egard de la vaisselle d'argent, il n'est pas mêmes permis d'en transporter hors de France en payant les droits, sans une permission expresse du Roy. Cette exaction de ces droits d'entrée & de sortie & des Douanes etablies à ce sujet regardent parti-

particulierement les Provinces de Norman
Picardie, Champagne & Bourgogne. En d
tres Provinces du Royaume, comme Br
gne, Poitou, Xaintonge, Guyenne, Lang
doc, Provence, Dauphiné & depuis en L
raine, ces droits d'Entrée & de sortie se pa
sous le nom de traitté foraine dans les Bur
etablis à ce sujet, & qui font aussi partie
cinq grosses Fermes. Au reste on ne doit
douter que ces memes droits d'entrée & de
tie, ou de Traité de foraine ne soient consi
rablement diminués & ne diminuent de plu
plus depuis la guerre presente & durant la
fense du Commerce avec la France qu'on a
en Angleterre, dans les Provinces unies, dan
Pays bas Espagnol & autres Païs du Roy Cat
lique & dans l'Empire.

Le ferme des aides & Entrées regarde
droits qu'on leve pour le Roy sur toutes d
rées & marchandises, qui se font dans le I
yaume hors le sel; On y joint les Entrées
Vins dans Paris, qui payent jusques à 18 & 2
de france pour droit d'Entrée par chaque m
de Vin, qui est d'environ 300 pintes de P
Ces droits d'aides & d'Entrées joint ensem
font ordinairement quelques millions ann
de livres plus que les cinq grosses fermes, d
je viens de parler & ont monté dans les d
niers Baux de Fermes jusqu'à 19 Millions de
vres par année.

La Gabelle se dit de l'impost sur le Sel,
les fermiers des Gabelles sont obligés d'ache
dans les Salines à un certain prix, d'y acqui

du Roy & de le faire mettre à leurs
es greniers à sel etablis par le Roy,
e ils le font vendre au peuple. Ce
lus rude, c'est qu'outre le prix bien
, par l'Impost que le Roy leve de cha-
du sel (Minot de sel fait 100 L. de sel)
t obligé d'acheter dans les greniers
: peuple dans les Provinces des Fran-
:s aux Salines est de plus contraint
une certaine quantité de sel, qu'on
uivant qu'on juge qu'ils en peuvent
r & qu'on appelle le sel d'Impost. En
ovinces de France on en est quitte
:er le sel dans les greniers du Roy,
n veut, au prix qui en est taxé par
y a cependant quelques Provinces
heté ce droit sous Henri II comme
la Xaintonge, le Païs d'Aunis, l'An-
le Limosin, le Perigord & s'appel-
égard les Païs franc-salé; Les Païs
uissent aussi de la meme exemption
e payer point d'Impost du sel, qu'ils
omme l'Alsace, la Franche Comté, les
aïs pris sur les Espagnols dans les Païs
ndant la ferme de la Gabelle du sel
laisse pas de monter bien haut, &
uinze millions de livres par année.

pour ce qui regarde les fermes Unies
elle ou dont on a fait conjointement
e fermes aux fermiers generaux en
ui en tiennent compte au Thresor
r la somme portée par les dits baux
en ont eté arretés à l'enchere. Les
der-

derniers etoient, comme j'ay dit, à 49 M de livres par anneé.

Les Tailles font la plus grande imp(qui se leve en France, pour soutenir les ges de l'Etat & par consequent le plus gra venu du Roy. Aussi les a t'on fait mont ques à 58 Millions de livres par année, c de 19 Millions d'Escus, suivant la recep Thresoriers generaux de France qui les veut & qui en tiennent compte au Thresc yal. Ces Tailles sont des Capitations, ou c butions personnelles, qui se levent sur to habitans Roturiers des Villes non fra Bourgs & Villages, suivant la cottisation rolle des Tailles, qui s'en fait sur les lie les Elûs etablis à cette fin, dans les dix generalités de France. Il n'y a exempt de la Taille que les Ecclesiastiques, les Nobl Officiers de la Maison du Roy, ceux des Souverains, des sieges Presidiaux, Bail Elections & pareils, comme aussi les Secr du Roy, les Bourgeois de Paris & autres Franches du Royaume. D'ailleurs il n'y trois Provinces en France, Dauphiné, guedoc & Provences, ou les Tailles son les & ainsi ou elles se levent sur les biens riers, quoique possedés par des gentilsho & ou les roturiers n'en payent point po Terres nobles qu'ils possedent. Aquoy ajouter, qu'il y a trois autres Provinces, c la Bretagne, le Languedoc & le Duché de gogne, outre les Païs conquis comme la che Comté, qui sont Païs d'Etat comme appelle, & ainsi qui par un droit part



: font confervés, au lieu de l'impofition
lles, payent un don gratuit que le Roy
demander dans leurs affemblées ou el-
ordonnent elles mêmes, en reglent la
& la font lever enfuite & payer. Entre
s Provinces d'Etat fusdites, le Langue-
nme la plus riche & la plus peuplée, eft
ui contribue le plus, & dont le don gra-
annuel, qui alloit cy devant à quinze
u dix huit cens mille livres, & depuis
es années va ordinairement à deux mil-
e livres & même au delà. On comprend
rs fous la Taille, & qui en font comme
le parties, ce qu'on appelle en France le
t qui s'exige de la meme maniere & des
fortes de perfonnes, pour fournir à la
les gens de guerre; On y peut joindre
ftence, qui eft un droit etabli pour con-
à la fubfiftence des Soldats en quartier
:. Au refte comme ces Tailles s'exigent
ntrainte, quand il y a lieu & avec la der-
rigueur par les Controlleurs des Tailles
font chargés en chaque Paroiffe, pour
ter enfuite les deniers aux Receveurs de
, il ne peut que cela ne faffe bien des
les & qu'on n'en entende plaindre les
s gens de la Campagne qui fe voyent fou-
duits, fur tout dans les mauvaifes faifons
r plus qu'ils n'ont vaillant. D'aprés la
e Nimegue, le Roy avoit foulagé fon
de la diminution d'environ deux ou
illions de Taille, mais ce qui aprés tout
voit bien au deffous du befoin du pauvre
:.

Les Domaines du Roy se mettent auss
ferme & dont les revenus qu'on en tire,
beaucoup moindres, que ceux des articles p
cedents, & ne passent gueres la somme de
millions de livres par année.

Les Parties Casuelles regardent les de
provenant de la vente des offices & de la re
de ce droit annuel, ou Paulette, que p
au Thresorier des dites Parties Casuelles,
Officiers de Justice ou des Finances pour
server leur charge apres leur mort à leurs
ses ou à leurs Heritiers & avoir la dispens
40 jours, qu'il faut avoir survecu à la resi
tion qu'ils en peuvent faire durant leur
Autrement au cas qu'ils meurent sans avo
signé leur office & payé ce droit annuel d
lette, le profit de leurs charges ne revient
à leurs Heritiers, mais au Roy & entre
dans les deniers des Parties Casuelles. Il
quelques années, qu'on etablit des Baux de
lette pour neuf années, moyennant un pr
Roy de ceux à qui on les accordoit. Ce d
pour le dire en passant, porte ce nom de
lette d'un nommé Paulet qui fut le premi
venteur & traittant de ce droit, etabli pa
de 1604.

Les droits Seigneuriaux, qui compre
ceux des Cent, Lods, & ventes, les
fiefs ou la taxe sur Roturiers, Communau
gens de main-morte, pour l'indemnité
fiefs qu'ils tiennent, & qui se prend sur le
de leurs revenus de troix ou de six semaine

Il y a des Fermes de fer & de Papier & ce la marque qu'on y met, d'ou vient qu'on le la premiere en France, Marque de fer. Papier timbré ou marqué se dit de celuy marqué d'une marque Royale, & sur lequel il est permis d'ecrire les actes & expe de Justice.

Les Fermes qui se font des droits, qu'on ..., rapportent aussi considerablement au

Le Marc d'or se dit du Droit qu'on leve pour ... sur tous les offices de France à chaque ...ment de Titulaire & qui a eté etabli sous ...III. au lieu d'un droit qu'on prenoit pour ...tion du serment.

Il y a encore le Droit de Controlle qui a ...bli en France depuis quelques années, du ... de feu Mr. Colbert & se leve pour le Roy ... de 2 L. pour chaque Marc de Vaisselle ... travaillé par les Orfevres & qu'ils sont ... de payer pour le Controlle ou la marque ... y met.

On laisse à part d'autres droits & dont il ... difficile de faire icy le denombrement qui ...çus en France & qui entrent aussi dans les ... du Roy.

Des Fonds & Ressources Extrao naires des Finances.

Mais outre ces fonds des Revenus Ord res & etablis qui ont apporté au Roy, co j'ay deja dit cy dessus, jusques à cent & million de livres par année, il y a encore tres fonds ou Ressources extraordinaire quoy on a recours dans les besoins de l'E sur tout dans les conjonctures des guer dont le Roy ne peut que tirer des sommes siderables, pour y subvenir, comme:

I. Les Constitutions de Rente, qui se par ordre & pour Compte du Roy, sur le tes de l'Hotel de Ville à Paris & dont on s aussi d'en faire dés l'entreprise du siege de de Philipsbourg en automne 1688. par prunt de dix millions de livres. On n' manqué depuis & suivant le besoin de p un plus grand emprunt & pour lequel trouvé jusques icy les fonds dans les b des particuliers de Paris, qui prenoient c casions, de tirer bon interest de l'argent ont dans les coffres.

II. La Creation de nouveaux offices deniers qui se tirent de ceux, qui en sont veus, c'est encore un des moyens, dont manque presque jamais en France de se dans les besoins Extraordinaires de l'Etat qui aussi y a donné lieu à la venalité des ch aussi vient on deja de le mettre en pra par la creation de plusieurs Officiers, c

veaux Intendans des Finances, d'un Pre-
r President & autres Presidents au grand
il & pareils, & dont on ne pourra que
des sommes tres considerables de mêmes
celles qu'on demande à tous les Officiers
elet de Paris, avec menace autrement
minuer la jurisdiction & par là l'Autorité
revenus de la charge. On peut y ajouter
ation qu'on vient de faire, d'un certain
bre de conducteurs de Barques à Paris
des Privileges qui y sont attachés & mo-
ant les droits qui en reviendront au Roy.

. Le Don gratuit que les grandes & bon-
Villes du Royaume font au Roy en de pa-
besoins, & comme aussi les Villes de Pa-
Lyon viennent deja de le prattiquer.

V. Le Don gratuit du Clergé de France,
Roy a coutume de luy faire demander à
sion des besoins, qui y donnent lieu &
lequel don, vu les biens immenses, qui
ossedés par le dit Clergé monte ordinaire-
à plusieurs millions de livres. Les der-
dons gratuits de cette nature ont eté de
à six millions de livres. Et comme le
de France doit bientost être assemblé
y pourvoir, il ne faut pas douter qu'on
etende & exige du coté de la Cour un
eaucoup plus fort & proportionné aux
ctures du besoin present du Roy & de
Aussi vient on deja d'apprendre que du
e la Cour on pretend que ce don de l'As-
lée du Clergé ira à onze ou douze millions
ivres.

V. Le Rehaussement du prix des M
yes, ou des Especes d'or & d'argent, q
cours en France, & la fabrique de not
especes de cette sorte sur ce nouveau p
place des vieilles Ce qu'on vient au
prattiquer par ordre du Roy & dont on ne
ra que tirer des sommes immenses.

VI. De mêmes l'Argenterie du Roy,
Maison Royale, celles des Particuliers à l
du Superflus des Eglises, qui a eté ou do
portée par Ordre du Roy à la Monnoye p
fondre & en faire de l'argent monnoyé.
au cas qu'il s'execute, suivant l'ordre q
eté donné ne peut encore que produi
sommes immenses & pour donner lieu
de s'en pouvoir servir dans le besoin.

VII. Des Imposts extraordinaires q
deja commencé de mettre, suivant le
publics de Paris sur diverses denrées, com
le bois, en accordant aux vendeurs de
Paris de prendre cinq souls de plus par
voye de bois, comme on parle en France,
yennant quoy ils s'engagent de payer co
au Roy quatorze cent mille livres. It
les chapeaux savoir avec obligation aux
liers de payer au Roy 70 Sols pour v
chaque chapeau de castor, 5 Sols pour
chapeaux de moindre prix & 2½ Sols p
communs. Ce qui ne pourra encore qu
une somme considerable veu les grandes
factures & le debit de cette Marchandise
en fait à Paris & qui se transporte par
Royaume & dans les Païs Etrangers.

VIII. On peut mettre aussi en compte les ...s ou les secours extraordinaires, que le ...ne peut que tirer en temps de guerre de la ...ptitude de la Noblesse françoise & autres ...uliers à lever des Compagnies & des regi... sans qu'il en coute presque rien ou fort ... Roy, & dans la seule veuë de luy faire ... leur Zele & leur courage & de se pousser ... aux Employs militaires. On ne voit gue... jusques icy que cela se prattique ailleurs & ... avec un pareil Concours & empressement ...n l'a veu en France jusques icy.

IX. Enfin on peut adjouter icy en dernier ...le Retranchement des depenses superflues ...e, en festes, en Batimens, en Tables, en ...ages, en Pensions, à quoy on ne man... gueres en France de songer ou de prevoir ...s conjonctures facheuses de guerre, tant ... en diminuer la depense du Roy à cet egard ...d'ailleurs celle des particuliers par les re...ents qu'on en fait. Et ce qu'on vient aussi ...niquer au sujet de ceux, qu'on a donné ...ment suivant les derniers advis de France ...rd du Train & des Tables des Officiers & ...aux d'Armée.

...n sorte que par tous ces endroits susdits ...ut assez reconnoitre, que si la France n'a ...ns son enceinte des Mines d'or & d'argent, cependant Elle a dans son sein de quoy four... ...ondamment pour la subsistance & la splen... du Roy & de la Monarchie, & d'ailleurs ...e a de grandes Ressources pour se soute... ...u besoin & pour suppleer aux necessités de

 l'Etat

l'Etat. Ce qu'on peut attribuer 1) à la forme
son Gouvernement, sur tout au point où il
etabli sous ce Régne, qui d'un coté rend le R
Maitre des Finances de son Royaume, d'y l
de sa pure authorité tels impost qu'il luy pl
d'autre part y a etabli & entretient le bon o
dans l'Administration des mêmes Finances
qui se ne trouve pas dans la plus part des au
Royaumes, comme en Angleterre, en Esp
& ailleurs. 2) A la Situation avantageuse
Royaume de France, soit par les Commod
qu'elle tire de deux Mers, sur lesquelles
a autant de Ports & de Costes; soit par la n
re de son climat temperé. 3) A la Fertilit
Royaume, abondant en tout ce qui peut c
tribuer à la commodité de la vie, pour y at
le commerce & l'argent des Païs Etrangers.
A la multitude, à l'Industrie & au travail d
habitans, ce qui tout ensemble, & vu la q
tité des Villes, Bourgs & villages habités q
y voit, ne peut qu'y faire une grande cons
tion; d'ailleurs y a etabli & entretient toute
de manufactures; enfin en bannit l'oisiv
ne laisse aucun coin de terre qui peut être
vé, en friche. Ce qu'on ne trouvera pas d
mes dans les Royaumes voisins, comme en
gleterre, en Espagne, & ailleurs hors peut
dans les Provinces du Païs bas.

Depenses du Roy.

Cependant il faut aussi tomber d'acc
que si les Revenus du Roy ou les moyens d
augmenter dans le besoin & quand il luy p

...rands & extraordinaires ; qu'auſſi les De-
... ſous ce regne ne ſont pas moindres, ou
...oſt ont eté exceſſives au prix des regnes paſ-
... ce qui plus eſt, au fort méme des temps
...ix, il ne faut que reflechir la deſſus, ſur
... qui ſe ſont faites

I. En batimens & entretiens des Maiſons
...ales & d'ou mêmes on peut juger par le
... Verſailles, qui pour le chateau, les Jardins,
...ngeries, ſur tout les eaux & Fontaines, les
...duits ſous Terre & les Machines qu'il a falu
...ployer coute au Roy plus de 80 Millions de
...s.

II. En Ameublemens ſuperbes de grand prix
...de toute ſorte qu'on a fait faire ou acheté,
... compte du Roy, comme en Argenterie, en
... & Tapiſſeries, en Tableaux & Portraits, en
...ux & Pierreries, en autres Bijoux & Curio-
... de valeur, ce qui tout enſemble n'a pû
...ller à des ſommes immenſes, & dont on
...iſement perſuadé quand on a occaſion de
...oir.

III. En Entretien des Tables, Ecuries &
...es de la Maiſon du Roy, en payement de
...s & de penſion, tant de perſonnes Royales
... d'Officiers, domeſtiques ou autres ; C'eſt
... quoy on a auſſi beaucoup encheri ſous ce
...ne pour en faire eclatter tout enſemble le
... ordre & la magnificence.

IV. Et pareillement en gratifications ou à
... Maitreſſes ou à des Favoris, ou à des Crea-

tures, en festes frequentes & autres depen Extraordinaires pour le divertissement ou po la splendeur de la Cour de France.

V. En fortifications & Entretien de Pla de Forts & de Citadelles qu'on a fait sous ce gne, & sur tout depuis 22 ou 23 années en au nombre de plus de 40, sans y epargner po la seureté, la force & l'Embellissement. L sommes qu'on n'a pu qu'y employer & ce qu'o n'a point de peine à croire, quand on voit c mêmes places, sont incroyables. On en pe mêmes juger par le seul Dunquercke, dont l ouvrages prodigieux qu'on y a faits pour la fo tification de la place, soit pour la seureté ou commodité du port & y dompter pour ainsi d les inconveniens ou les defauts de la nature q s'y opposoient, montent à ce qu'on asseure plus de 12 millions de livres.

VI. En Achapt du même Dunquercke qui coute au Roy 3 millions de livres, d'aille celuy de Cazal, dont on paya deux millions, Duc de Mantoüe, pour ne point parler sommes qu'on a employées en France pou Rachapt des Domaines du Roy qu'on avoit a nés, ou pour rembourser les Capitaux empr tés dans la guerre passée & en diminuer les r tes de l'Hotel de Ville, comme il se fit ap la paix de Nimegue en 1680, par la reductio que Mr. Colbert trouva lieu d'en faire.

VII. Dans l'Entretien des Forces de Te & celles de Mer, en Trouppes & Armées, Va seaux de guerre, galeres, Arsenaux & to l'Equipage & allestement requis pour la co struction

ion ou pour l'entretien des uns & des au-
Ce qui n'a pu entre autres que requerir
consumer des sommes immenses sur tout
les conjonctures des guerres faites sous ce
& depuis la mort du Cardinal Mazarin.
dont aussi on peut tirer un assez grand
é de ce que dans la guerre passée contre
Hollande, l'Empire & l'Espagne & qui finit
les Traités de Nimegue & ceux qui suivi-
bientost apres à Paris, les seules depenses
l'extraordinaire des guerres de Terre qui
prend l'entretien de toutes les Trouppes,
celles de la Maison du Roy, & armées par
e & ce qui peut y être requis en munitions,
rie, & autres frais, alloient à 60 millions
vres par année & qu'il etoit question, que
Mr. Colbert fournit à Mr. de Louvois qui en
oit la recepte & la depense.

VIII. A quoy on peut ajouter les depenses
subsides & Alliances avec des Puissances
ngeres, partie connuës, partie secrettes,
me celles qui passoient en Angleterre sous
Roy & sous le Roy Jaques; ou d'ailleurs
orrespondances Secrettes qu'on peut croire
la France ne manquoit pas d'entretenir ail-
& en plus d'un endroit.

Ce qui tout ensemble, sur tout sous un
e aussi fastueux & ou on s'efforçoit en tou-
rencontres de faire eclatter le bon ordre, la
mpe & la Magnificence, n'a pû que consu-
annuellement les plus clairs & plus cer-
revenus de la Couronne, quelques grands
s fussent & vuider pour ainsi dire le The-
Royal.

DES

DES FORCES DU ROY PAR ME ET PAR TERRE.

Avantages des Forces de la Fran par Mer & par Terre.

Les Forces de la France se peuvent con derer en premier lieu dans ses avantages q j'ay deja touché en partie dans l'article pre dent. Je veux dire de sa Situation favorabl d'un coté avec plusieurs ports considerables les deux mers, de l'autre par le nombre & qualité de ses forteresses sur les Frontieres & toutes les avenuës du Royaume; d'ailleurs la multitude & du Courage de ses habitans, la quantité sur tout & de la Valeur de sa N blesse, de la Soumission & de la Dependen des grands, des Cours Souveraines & des P ples, du pouvoir absolu du Roy, de la sub dination dans le gouvernement de l'Etat, dans le Commendement des armées; Enfin Finances & des revenus Royaux & des moy mêmes ou des ressources aussi considerabl les augmenter au besoin, que celles dont viens de parler un peu auparavant.

Des Forces de Mer.

A l'egard des Forces de Mer, pour co mencer par celles là, qu'elles avoient eté a negligées sous les regnes passés & mêmes sous mir

rité de celuy cy, jusques à la mort du Car- Mazarin & au Ministere de feu Mr. Colbert. nier en prit un soin particulier par la di- qui luy fut donnée des affaires de la Mer quoy il s'attacha dans la veuë d'en retablir merce & de rendre les forces de la Fran- considerables du coté de la mer qu'el- etoient de celuy de la Terre, & ainsi à se loir de tous les grands avantages & des fa- s qui s'y trouvoient, comme

la Situation avantageuse & des Ports de France sur les deux Mers.

En premier lieu, dans la Situation que je deja de toucher, savoir d'une longue eten- de Costes sur l'Ocean & sur la mer Mediter- e, & veu les bons & divers Ports, qu'elle l'un & sur l'autre. Par la premiere savoir etenduë de Costes sur les deux Mers, la e a egalement la facilité & la commodité bord & du Transport de toutes les den- ou du pays, ou estrangeres, & des Navi- i en peuvent être chargés, & ainsi tout ce peut y contribuer à l'Entretien du Com- ce, en temps de paix, ou pour être tous- s en état de donner bien de l'occupation Ennemis en temps de guerre. Et par l'au- savoir par ses divers ports qu'elle a & quel- s uns d'entr'eux tres bons, ou tres forts, l'une & sur l'autre Mer, ou enfin de diffi- cile

on tient qu'il y a environ 30 Vaisseaux
rang, savoir depuis 70 à 90 pieces de Can
du troisieme rang de 50 ou prés de la jus
70 pieces de Canon environ 60 Vaisseau

Quand je partis de France, il y a un
sé, on y faisoit le compte que la Flotte
mettroit en Mer au Primtemps suivant,
de 60 à 70 de ces Vaisseaux. Il sembl
qu'il n'y en a eu gueres moins en Mer.
les Galeres on en compte 36 à 40 ou env
Marseille. Outre cela il y a 5 galeres qu'o
avisé depuis le commencement de la
presente, de faire batir à Bourdeaux &
chefort pour s'opposer aux descentes,
cher le transport à Terre des Ennemis.
au sujet des debarquements qu'il seroit q
d'en faire hors des Vaisseaux de guer
d'autres plus petits batiments, pour le
aborder à terre, & à quoy on pretend q
dites galeres pourroient apporter bien d
stacle. Aussi ceux qui entendent la mari
à qui j'en ay ouy parler depuis, croyent
effet l'usage de ces galeres seroit fort
aux fins à quoy on les destine. Je ne
oublier icy les galiotes qui sont des
galeres, chargées chacune d'un mortier
ter des bombes, dont les François se
encore sur la mediterranée.



Des Equipages, des Ecoles & des Provisions pour la Marine.

En troisieme lieu par la facilité & les dispo-
[illegible]ns qu'il y a de faire les Equipages & Alle-
[illegible]ens de Vaisseaux ou des galeres, particulie-
[illegible]ent à l'egard de toute l'application, la Vigi-
[illegible]ce & le bon ordre qu'on y peut apporter,
r les soins des Intendans, des Thresoriers &
Controlleurs de Marine & par la Direction
Mr. de Seignelay qui en a la Surintendance.
y peut ajouter ce qui regarde de bons Pilo-
, des Mariniers en general, des Soldats &
bons Officiers pour les commander Ce der-
peut d'autant moins manquer, qu'il y a des
les etablies dans tous les havres de France &
on y appelle des Ecoles de Construction de
tage & de l'annouage pour y vaquer à tout
qui y est requis à la construction des Vaisse-
& des galeres, pour instruire les Pilotes &
r exercer les Canoniers à tirer au prix dans
certain jour de la Semaine. Outre le soin
on y a encore de faire apprendre à naviger
Officiers, comme à Rochefort & à Brest,
les Vaisseaux qu'on appelloit à ce sujet l'E-
flottante. Quand aux matelots, il y a quel-
s années qu'on en avoit enrollé 40,000 de-
Bayonne jusques à Dunquercke, c'est à dire
s toute l'etendue des Cotes de France sur
ean & 12,000 sur les Cotes de la Mediterra-
de Languedoc & de Provence. Cependant
peut douter, & quand ce nombre seroit en-
sur pied qu'il y ait parmi cela un nombre
sant de bons matelots, dans la conjoncture

de la guerre presente; sur tout à l'occasion grand nombre des matelots de la religion ont deserté au sujet de la persecution, parti lierement en Poitou & vers les Cotes de la R chelle & de l'Isle de Rets. Je ne mets pas i en compte les Provisions de bouche, en cha biscuits & Eaux de vie, dont on ne man point en France pour n'en pouvoir fournir sissamment les Vaisseaux & d'ou mêmes les tres Puissances Voisines & Maritimes avoi coutume de tirer leur provision, comme d Eaux de vie susdites. A quoy je pourrois joi dre qu'il y a une fonderie à Rochefort & un Toulon & qui fournissent chacune tous les environ cent pieces de Canons. A l'egard bois pour la construction des Vaisseaux, qu qu'on n'en manque point en France, il est ce stant qu'on ne laissoit pas d'en tirer de Nor gue, & particulierement pour les gros m de mêmes que du chanvre de Riga pour gros Cables.

Des Generaux ou Officiers de Mar en France.

En quatrieme lieu, par le merite & la leur de bons Generaux ou Officiers de Mer, ne peut pas mettre l'Admiral de France en rang, qui est un jeune Seigneur de neuf ou ans, savoir le Comte de Thoulouse, fils Roy & de Madame de Montespan. Mais on p bien y mettre le Vice Admiral qui est le M schal d'Estrées, qui entend la Mer & a beauc

par, quoy qu'on ne s'en serve jusques
cette guerre que pour les Defenses des

s ensuite des Lieutenans Generaux des
navales, parmi lesquels il y avoit feu
Quesne personnage de la Religion, &
profession de la quelle on l'a laissé vivre
r en France, apres avoir essayé en vain
ire changer, & ou il est decedé il y a
trois ans, agé de pres de 80 années.
servi dans sa jeunesse dans les flottes
s & ensuite longues années dans celle
ce, ou il s'etoit acquis une grande ex-
& beaucoup de reputation, en sorte
oit pour un de premiers hommes de
l'Europe. Il s'etoit sur tout signalé par
ires navales qu'il remporta en Sicile,
erniere guerre, & ou le fameux Admi-
r fut tué; & ensuite par son Expedition
nt devant Chios & au Voisinage de Con-
ple, sans parler à present du premier
dement d'Alger & de celuy de Genes,
brouilla avec Monf. de Seignelais, qui
la flotte & depuis n'a plus servi. Ceux
aujourd'huy le plus de reputation dans
e & dans la Confiance du dit Marquis
elais & ainsi sont les plus employés en
de Lieutenants Generaux ou de chefs
es sont le Chevalier de Tourville, qui
Vice Admiral le Marechal d'Etrées su-
it le commandement de toute la flotte;
is d'Amfreville, qui vient de conduire
y de France en Irlande, & est neveu
échal de Bellefonds, le Sr. Gabaret, fils

d'un Pere, celebre deja dans le service de M
& le Chevalier Chateau Renaud. Quant aux G
res la Charge de General des Galeres est dem
vacante jusques icy depuis la mort du Duc
Lyonne, frere de Madame de Montespan, qu
etoit revetu, & celle du Duc de Mortemar
fils, genre de feu Monsieur Colbert, & qu
exerçoit deja la charge en survivance. C
cy mourut en 1687. & le Pere l'année su
en 1688.

Des Capres françois & de leu avantages.

Je ne parle pas à present des Capres fr
çois, ou Vaisseaux Corsaires, que des pa
liers eurent permission de mettre en mer c
tre les Hollandois, & y furent mémes inv
par les facilités, qu'on leur en donnoit d
part du Roy, le tout avant même la declar
de la guerre, qui fut publiée contre les E
vers la fin de l'an 1688. Le nombre n'
depuis qu'en augmenter & à proportion
prises, que ceux, qui etoient deja sur pied,
eu occasion de faire sur les Hollandois &
puis sur les Anglois. Aussi le nombre de
prises n'a pû qu'etre assez grand & consider
vu le grand commerce de ces deux nations
ritimes & ainsi la grande quantité de Vaiss
qu'ils ne peuvent qu'avoir en Mer, & par là
exposés à être surpris par ces Capres Franç
moins de Convoy & de bonne Escorte.
qui ne devient pas egal pour donner un m
ava

ge sur les Vaisseaux François à leurs En-,
, vu que ceux là ont un commerce par
eaucoup moindre, qui n'a pu mêmes que
er extremement, depuis la defense qui
été faite par les Anglois, Hollandois &
ok. Outre encore que le Commerce est
ement comme fermé en France, par les
s du Roy, qui ne permettent plus à au-
Vaisseau de sortir en Mer sans permission,
ui n'a pas empeché pourtant que les Vais-
t ou Capres des Alliés n'ayent fait aussi
pes prises considerables sur les François,
e entr'autres dernierement celle de deux
s de leur Compagnie d'Orient & riche-
chargés qui ne sachant pas la rupture en-
France & les Estats, furent pris par des
ux de la Compagnie Hollandoise, au
e bonne Esperance & de là conduits en
e.

ES FORCES DE TERRE.

ages des forces de France par Terre.

'egard des forces de la France par Terre,
e qui en est assez connu au public, on
t mêmes aussi assez recueillir de ce que
a touché dans les articles precedens, à
de ses finances ou revenus, de sa situa-
ntageuse, ou nombre de ses forteresses,

 du

En quatrieme lieu, par les Executio
lentes & plus que barbares, que le Co
Roy n'a point fait ſcrupule de prattiqu
incendies, ſaccagemens & demolitions to
villes, de fortereſſes, de Chateaux, de
& de Villages. ſitués ſur le Necre, le ha
le Main & la Moſelle, & qu'il continue
tous les jours pour en fermer par là l
ges, ou rendre aux Alliés les marches &
trées en France impratticables, les red
fin à ne pouvoir prendre leurs quartiers
leur ſubſiſtence du coté de l'Empire q
leurs propres païs & aſſez eloignés mê
Frontieres de la France. En quoy le
du Roy ou du Miniſtre de la guerre a eu
en veuë, d'en tirer l'avantage que la ſo
par là de ces mêmes pays, & la diviſi
les quartiers entre les Princes armés de l'
ne pourroit à ſon advis qu'en procurer
ner meme lieu au beſoin de s'en prevalo
tout comme cette meme Conduite de la
que je viens d'alleguer, eſt egalement
cruëlle & fort oppoſée à toutes les l
prattique d'une juſte guerre, d'ailleurs
manité & du Chriſtianisme, on peut d
qu'elle merite autant de blame & d'
que ceux qui en ſont les autheurs, pr
d'en tirer d'avantage & de ſeureté, &
autres moyens ſusmentionnés & dont
encore à parler, pourroient leur êtr
ou permis

En cinquieme lieu, vu la grand
qu'il y a en France pour la levée des Tr
à cauſe de la frequence & de la Miſér
des peuples qui ſe voyent reduits par l'

...tailles & des gabelles & à present par la ...du commerce à embrasser le parti des ar... & à se laisser enroller pour se tirer de leurs ...s, & trouver de quoy subsister. A quoy ...boe encore le genie de la nation assez in... & porté au changement & aux nouveau... d'ailleurs qui ne manque pas de courage, ... l'autre le nombre, l'ambition ou la Valeur ... la Noblesse françoise, qui se pique naturelle... ...t de suivre la profession des Armes & de ...cher à s'y distinguer & à s'y avancer. Ce ...ne se trouvera pas imprimé aussi avant, ni ... generalement, ni peut être avec autant ...ulation dans l'esprit & dans les veuës de la ...lesse des autres Royaumes ou Estats; sans ...je pretende rien diminuer par là de la Va... & du Courage qu'on y trouve de ceux de ...oblesse qui s'y adonnent aux armes. Ce ...je veux dire seulement, c'est que par la ...ume, par l'education ou par la differente ...ion du gouvernement, le metier des ar... n'y est pas si fort attaché, & comme indi...ble à la Noblesse, ainsi qu'il est en France, ...y employer memes toutes leurs facultés & ... là dans l'attente ou dans l'esperance d'un ...cement ou d'une recompense, qui souvent ...isse pas de leur manquer.

En sixieme lieu, par le nombre & la quali... bons Officiers & ensuite de bons Generaux ...on a veu en France jusques icy, & qui re... particulierement de ce que je viens de dire ...application aux armes de la Noblesse & au... jeunesse Françoise, dés qu'elles sont en etat ...porter les armes. Et à quoy on n'a pu en...

core que contribuer le grand soin qu'on a pris en France sous ce regne de plusieurs etablisse mens & reglemens beaux & utiles, qui n'ont eu pour but que l'apprentissage en temps de paix & l'exercice de l'art Militaire, le maintien de la discipline, le travail presque continuel des Troupes & par là l'eloignement de l'oisiveté, de la debauche & du relachement dans le Devoir. Il n'est pas necessaire de parler icy en detail de ces reglemens, ou Usages introduits, pour l'apprentissage ou l'Exercice des Officiers & des Soldats qu'on a rendu publics, qui sont d'ailleurs assez connus & que leurs voisins ou autres ont taché d'imiter & introduire dans leurs Troupes. Il suffit de remarquer qu'il n'y a point de place en France, ou il y ait garnison, ou cette ecole de l'art Militaire ne se pratique avec un grand soin & une grande exactitude, ou il n'y ait des Officiers, qui en sont particulieré-

[redacted]

En ſeptieme lieu, par le bon & grand ordre qu'il y a en France pour l'entretien & la ſubſiſtance des Trouppes, par la regularité des payemens, quoy qu'ils ſoient d'ailleurs aſſez mediocres, par l'erection des Magazins, par les provisions de Bouche, comme du pain, de Munition, par celles requiſes pour les malades, ou pour les bleſſés, ou enfin par la diſtribution du fourrage. Ce qui n'a garde de manquer, par le ſoin particulier de divers Officiers qui en ſont chargés, comme Intendans d'Armée, Commiſſaires Threſoriers, payeurs de Trouppes, Receveurs & pareils, & qui en ſont reſponſables au Miniſtre des affaires de la guerre, c'eſt à dire à Mr. de Louvois, qui n'eſt pas d'humeur à leur y pardonner aucun manquement. A quoy on peut encore ajouter le même ſoin & les mêmes precautions, qu'on a pour le transport de l'Artillerie & pour tout ce qui y peut être requis.

En huitieme lieu, par le ſecret des operations militaires qui ne ſe determine que dans le Cabinet du Roy ou au Conſeil du Miniſtere, ne ſe confie enſuite qu'à ceux qui doivent être chargés de l'execution & quelque fois mêmes ſur le point ſeulement qu'ils y doivent mettre la Main.

Ajoutez l'authorité du gouvernement, la ſoumiſſion & l'obeïſſance aveugle qu'on luy rend & par là la ſubordination dans le commandement, la dependence entiere ou des Trouppes, à l'egard des Officiers ou des Officiers à l'egard du General & du General aux volontés de la Cour ou du Miniſtre de la guerre.

Apres

Apres ces reflexions generales & particulieres, ſur l'etat des forces par Terre de la France, & ce qui y a contribué jusqu'icy, on peut conſiderer les Troupes dont elles ſont composées & qui peuvent être ſur pied.

Des Troupes de France par Terre.

Sur quoy je ne puis que remarquer en premier lieu, qu'il n'eſt pas aiſé d'en ſavoir le nombre au juſte; ſur tout depuis la Conjoncture de la guerre preſente, & vu les levées plus ou moins grandes qu'on peut avoir faites & l'incertitude du ſuccés qu'elles peuvent avoir eu outre qu'on en groſſit aiſement le nombre en France pour le faire repandre au dehors, & en donner de la terreur ou en deconcerter ſi on peut par

[redacted]

de prendre des places & de faire bien
:. Cependant l'evenement n'y a pas
& a paru mêmes bien eloigné, puis
ı veu que deux Armées considerables
; en Campagne, celle dans l'Empire,
lée par le Mareschal de Duras & l'au-
e País bas par le Mareschal d'Humieres
rés tout lors qu'elles ont eté les plus
'ont pas eu la reputation d'avoir cha-
de là de 30,000 ou 40,000 hommes
lus. On ne met pas en compte le pe-
volant, commandé par le Marquis de
, d'ailleurs bien loin d'avoir agi offen-
ou pris des places, elles en ont vu en-
tres considerables & gardées mêmes
Corps d'Armée, mais cependant, qui
bés au pouvoir de leurs Ennemis par
s reglés, sans que ces armées de Fran-
même fait mine de les vouloir secou-
ır le Roussillon & du Coté de Catalogne,
le Noailles y a eu un Corps qu'on n'a
que de 8,000 à 10,000 hommes & aussi
ıs eu grand succes de ce coté là contre
nols, mais plustost du desavantage.

Troupes ou Armées du Roy.

; pour en venir à quelque detail des
s que le Roy pouvoit avoir sur pied,
eut considerer.

premier lieu dans la Cavallerie, des Dra-
l'Infanterie qui composent les forces ou
de France par Terre.

En

En ſecond lieu, dans les forces extraor
naires que le Roy peut mettre ſur pied dans
beſoin, comme celles 1) du Ban & l'Arrier b
2) des Milices du Royaume.

Quant au premier il comprend les veri
bles Forces de Terre, & dont les Armées
Roy & les garniſons des places frontieres
trouvent compoſées, ſavoir Cavallerie, Dragor
& Infanterie.

DE LA CAVALLERIE ET DES DRAGONS.

Des Trouppes de la Maiſon

eté parlé cy dessus & qui servent par quartier, savoir le Duc de Noailles qui commande la premiere Compagnie; Le Mareschal Duc de Duras, le Mareschal Duc de Luxenbourg & le Mareschal de Lorges. J'en toucheray encore quelque chose en detail en parlant des Generaux françois.

J'ajouteray seulement icy que le Capitaine des gardes est en quartier, marche tousjours immediatement aprés le Roy & le plus prés de sa personne en quelque part qu'il aille.

Dans la Compagnie des gens d'Armes du Roy qui est de 220 Maitres, sans les Officiers; Elle est commandée par le Prince de Soubize Rohan qui en est Capitaine Lieutenant & le Roy Capitaine.

Dans la Compagnie des chevaux Legers de garde du Roy qui est de mêmes de 220 Maitres sans les Officiers. Le Roy en est aussi Capitaine & le Duc de Chevreuse, gendre de feu Mr. Colbert, la commande en qualité de Cap. Lieutenant.

Les deux Compagnies des Mousquetaires; la premiere qu'on appelle celle des Mousquetaires blanc, parceque tous leurs chevaux doivent être de ce poil, est de 250 Maitres, & commandée par Monsieur de Maupertui.

La seconde Compagnie des Mousquetaires Noirs à cause de leurs chevaux de ce

ce poil est de mêmes de 250 Maitres a
commandée par Mr. de Janvelle.

Voila ce qui regarde les Troupes à c
val de la Maison du Roy & qui sont en
ron 2300 chevaux.

Il y a outre cela une Compagnie des
nadiers à cheval, qu'on a joint aux Tr
pes susdites de la Maison.

II. Dans la Gendarmerie, qu'on appel
composée

1) De la Compagnie des gens d'Armes
sois, commandée cy devant en France
le Duc de Yorck, à present Roy Jaq
mais cette Compagnie n'est plus
pied.

2) Des Compagnies des gens d'Armes
glois, Bourguignons, Flamands, Gens d
mes de la Reine, du Dauphin, d'An
d'Orleans.

3) Des chevaux legers de la Reine,
Dauphin, d'Orleans, de Bourgogne,
Flandre.

III. Dans les Regimens de la Cavallerie
gere qu'on appelle, dont il y avoit qua
Regimens en France avant la guerre prese
les uns au nombre de Douzes & chacun de d
ze Compagnies, & les autres chacun de
compagnies; On faisoit alors le compte
toutte cette Cavallerie legere ne montoit

ıs qu'à 15,000 Chevaux, c'est à dire sans oupes susdites de la Maison du Roy, la nerie & les Dragons. Peu avant le der-ge de Philipsbourg on donna des Paten-our la levée de divers regimens nouveaux llerie, ce qu'on redoubla encore bientost k qu'on aura continué depuis. Aussi fai-. état à mon depart de France d'avoir 50,000 ɔo chevaux, y compris la Maison du Roy Dragons. Il est difficile de croire à pre-l y en a autant sur pied. On aura eu au plus de peine à trouver les chevaux que nmes depuis que la France n'en peut plus : l'Empire ou d'autres pais voisins, hors re de la Suisse; d'ailleurs il est constant Cavallerie françoise susdite qui etoit deja l avant la guerre presente n'etoit pas en ion hors quelques regimens & les Trou-la Maison du Roy, d'etre à beaucoup bonne que l'Infanterie françoise à cause ux corps qu'il y a. Au reste le Colonel l de la Cavallerie savoir hors les Trou-la Maison du Roy est le Comte d'Auver-re du Duc de Bouillon, & dont il a eté ' dessus.

: Maitre de Camp General etoit le Baron nclus, qui commandoit en Alsace, & nt d'y mourir à ce qu'on apprend par les ublics.

; Commissaire General, le Marquis de fils, qui a fait les Campagnes passées en e à la suite de l'Electeur de Baviere & à Comte de Montrevil resigna la charge

susdite pour la somme de 150,000 L. f
fin de l'année 1688.

Des Dragons.

Les Dragons à mon depart de France
sistoient en 13 regimens qui pouvoient
5000 à 6000 Dragons & qui etoient en re
tion d'être un des meilleurs corps des Ti
pes des Armées de France. Le Marqui
Bouflers en est Colonel general & le C
de Tessé Maitre de Camp general.

De l'Infanterie Françoise.

Quant à l'Infanterie françoise on doit
tre en premier lieu,

I. le Regiment des Gardes Françoises qu
composé de 30 Compagnies, chacune sur le
de 100 hommes sans les Officiers & ainsi de :
hommes sans les dits Officiers, savoir Ca
nes, Lieutenans, Sous-Lieutenans, Ensei
& Sergeans.

Le Colonel de ce Regiment est le M
schal Duc de la Feuillade, dont il a deja eté
lé dans la premiere partie de cette relation
Lieutenant Colonel Mr. Rubent et Mareschs
Camps & Major Mr. d'Artagnan qui comm
la Compagnie Colonelle.

II. Le Regiment des gardes Suisses est c
posé de dix Compagnies dont il y a 8 Co
gnies de Suisses & 2 de Grisons.

Le Colonel General des Suisses & Grisons [illegible]le Duc de Maine, fils legitime du Roy & de [illegible]dame de Montespan & duquel il a aussi eté [illegible]lé cy dessus.

Le Colonel du Regiment susdit des gardes [illegible]isses est le Lieutenant General Stoup qui a [illegible]core un autre regiment Suisse qui porte [illegible] nom.

III. Outre ces deux Regimens susdits des [illegible]rdes il y avoit en France avant les nouvelles [illegible]ées & l'engagement de la guerre presente & [illegible]ssi en ces dernieres années de paix, environ [illegible]nt Regimens d'Infanterie sur pied, parmi les-[illegible]els il y avoit 6 Regimens Suisses, un regiment [illegible] Bombardiers, un autre de Fuzeliers, dont le [illegible]nd Maitre de l'Artillerie est tousjours le Co-[illegible]nel qui est aujourd'huy le Mareschal d'Hu-[illegible]eres.

Le Nombre de tous ces Regimens consi-[illegible] partie en Vieux Corps, ou anciens Re-[illegible]ens, comme ceux qui portoient le nom des [illegible]vinces de Picardie, Champagne, Bourgo-[illegible], Auvergne, Piemont, Alsace &c. qui etoient [illegible] plus estimés & plusieurs autres qui etoient [illegible] demeurés sur pied depuis la paix de Nime-[illegible], & avoient servi dans la guerre qui la pre-[illegible]. Il y avoit environ 30 Regimens ou peu [illegible]de la qui avoient eté crées depuis & dans les [illegible]ées 1683. 1684 & 1685.

Au reste touts ces cent Regimens susdits [illegible]ont pas un nombre egal de Compagnie, le [illegible]giment du Roy commandé par Mr. de Mont-

 chevreil

chevreil en ayant 67 il etoit difficile de pouv
dire precisement le nombre, à quoy mon
tout ce corps d'Infanterie, qui etoit actue
ment sur pied en France au temps du dern
siege de Philipsbourg & avant toutes les n
velles levées, qu'on avoit commencé d'en
donner un peu auparavant & qu'on a conti
depuis. On peut recueillir apres tout que
nombre des Troups d'Infanterie qui etoient al
sur pied & avant l'engagement de la guerre p
sente, ne passoit point celuy de 80,000 ho
mes, quoy qu'on en fit en France le nomb
beaucoup plus grand & ainsi y compris tou
celles qui etoient dans les garnisons des Pla
frontieres. A l'egard des nouvelles levées qu'
avoit deja ordonné dés l'Eté de l'Année 16
qu'arriva l'Affaire de l'Election de Cologne
qu'on continua & redoubla depuis vers le ten
du siege de Philipsbourg à mesure du dess
qu'on prit d'engager le dit siege & des sui
qu'il pourroit avoir, ou de l'effet des Arn
mens qu'on faisoit en Hollande pour le dess
de l'Angleterre, il est difficile de pouvoir ju
à quoy toutes ces nouvelles levées en France
qu'on aura tousjours continué depuis, à pr
portion du besoin, auront pu monter. A m
depart de France on y faisoit etat d'avoir p
de 200,000 hommes d'Infanterie à mettre ce
année en Campagne, & dans les places fronti
res, sans les Milices du Païs. Ce qui n'a p
neantmoins paru jusques icy, comme j'ay d
remarqué un peu auparavant.

Au reste la charge de Colonel General d
l'Infanterie francoise, qui avoit eté possedée p

le Duc d'Epernon, & qui etoit d'une grande autorité, fut supprimée apres sa mort, qui arriva en 1661.

Des forces Extraordinaires.

A l'egard du second Article susmentionné, ou des forces Extraordinaires de la France, comme dans le Ban & Arrier ban ou dans les Milices du Royaume, on peut dire

1) Dans le Ban & Arrier ban.

Que quand au Ban & Arrier ban on sait assez qu'il se dit de la convocation de la Noblesse Françoise, pour aller à la guerre là ou le Roy la mene, que cela etoit plus en usage en France dans les Siecles passés que dans celuy cy, à raison des besoins plus pressans & de peril ou elle se trouvoit exposé, ou par les guerres civiles ou par l'entrée des Ennemis dans le Royaume; En sorte qu'on fut assez surpris dans la guerre passée, de voir en France la convocation du Ban & Arrier ban aprés le Te Deum qu'on venoit de chanter, aprés la Bataille de Leneffe dans le temps que feu S. AL. E. de gl. mem. se trouvoit en Alsace avec son armée & celles des autres Alliés. D'ailleurs on ne vit aucun effet considerable de ce Ban & Arrier ban & dont meme une partie fut fort mal traitté par les Troupes Lorraines & le Baron Mercy qui les commandoit. Il y a quelque lieu de croire que le corps qu'on en pourra faire presente-

ment en France, ne ſera pas non plus fort redoutable, partie parceque la Nobleſſe guerriere & propre à porter les armes, ſe trouve deja la pluspart dans les Employs militaires & dans les Troupes, partie vu que celle, qui reſte au logis, n'y eſt guerre propre, ou par l'age ou par les infirmités, ou par le mechant etat ou elle ſe trouve, à ſoutenir les frais ou les fatigues d'une Campagne; Auſſi y a t'il lieu de croire qu'on ne s'en ſervira que pour le dedans du Royaume & que pour la defenſe des côtes, ou la dite Nobleſſe ſe trouve ſituée & ou encore on aura beaucoup d'egard, à ne s'y fier pas aux Nouveaux convertis d'entre la Nobleſſe, au moins, à la plus grand part.

2) Dans la Milice du Royaume.

On peut dire à peu prés la meme choſe des

Normandie, la Bretagne & la Guyenne & même avec les expediens qui pouvoient y être le moins à charge au Peuple & qu'on ordonna des Officiers pour dresser les Milices & pour les instruire. Ce qu'on a aussi continué depuis autant que j'ay pû remarquer par les advis publics & mêmes qu'on s'y servoit entr'autres des Officiers ou Soldats retirés & entretenus dans les Invalides de Paris, & qui etoient encore en etat de pouvoir fournir à de pareilles Fonctions. Enfin comme on met tout en Oeuvre dans le peril & dans le besoin, il faut croire aussi, que la France s'y reglera dans l'usage de ces deux moyens susdits, savoir du Ban & de l'Arrier ban & des Milices.

Des Generaux François.

Mais comme il ne suffit pas d'avoir de grosses Armées sur pied, si elles ne sont bien conduites, & bien commandées, & que la consideration de bons Generaux ne contribuë guere moins à la force d'un Etat, on peut reflechir en passant sur ceux, qui par leurs charges & employs en France, sont aujourd'huy en Etat de remplir ce poste, ou dont le Roy s'y peut servir.

Des Chefs des Armées en France.

Sur quoy il n'est pas besoin d'alleguer que la premiere charge de l'Epée & de la Couronne, savoir celle de Connêtable ou de Chef supreme

des Armées de France, a eté ſupprimée ſous le regne paſſé en 1627 aprés la mort du Duc de Lesdiguieres qui en etoit revetu. En ſorte qu'il n'y a depuis que les Mareſchaux de France qui par leur charge ſont appellés à commander en chef les Armées du Roy; hors les rencontres, ou il y a des fils de France, comme le Dauphin, ou le Duc d'Orleans, ou des Princes du Sang, qui ſont jugez dignes d'en avoir le commandement, comme le feu Prince de Condé ou quelques fois des Princes Etrangeres & de Maiſons Souveraines, mais nés ſujets du Roy, comme le feu Comte d'Harcourt &c. Je ne parle pas de quelques Eccleſiaſtiques à qui cet honneur a eté deferé, comme le Cardinal de la Valette ſous le Miniſtere du Cardinal de Richelieu.

Du Dauphin.

de ce Prince, que d'aucune experience s Armes.

Du Duc d'Orleans.

Le Duc d'Orleans, frere unique du Roy la guerre passée commanda une armée au de St Omer & à la Bataille de Mont Cass'y donna & ainsi remporta la gloire de eux succés & du siege & de la Bataille, qu'il eut sous luy le Mareschal d'Humieres res Generaux, à qui l'honneur sans doute oit deu. Aussi n'est il pas, ce semble, trop é des qualités guerrieres, à l'egard de orité, de la Vigilance, de la fatigue & de lication, que veut le poste de comman- une Armée.

Des Princes du Sang.

A l'egard des Princes du Sang, il n'y en a aujourd'huy en etat d'avoir un pareil com- ement. Ce n'est pas que le Prince de d'apresent n'ait temoigné beaucoup de r & d'application à la guerre dans quelques gnes qu'il a faites, sous le feu Prince son en Flandres & dans la Franche Comté, qu'il en a eté parlé cy dessus. Mais com- n'a jamais commandé en chef jusqu'icy, par cette raison ou autres, il n'a pû né le metier de la guerre dans les dernie- mpagnes, qu'il n'est pas d'ailleurs dans assez grande confiance auprés du Roy, il

 n'y

n'y a point d'apparence qu'on le voye à la
d'une armée, durant la guerre presente.
les autres deux Princes du Sang, le Du
Bourbon, fils du Prince susdit, & le Princ
Conti son gendre, ils sont encore assés je
pour apprendre le metier & se contente
tout cas du poste de Mareschaux de C
qu'on vient en effet de leur donner suivan
advis publics dans l'Armée qu'on doit empl
cette année en Allemagne.

Des Princes Etrangers.

Quant aux Princes Etrangers comme d
Maison de Lorraine ou autres, il n'y en a p
non plus en France qui y soit aujourd'hu
passe de commander une Armée. Celuy d'
eux qui entend le mieux la guerre & y a le
servi par le passé, est le Prince de l'Isle bo
mais qui n'y a jamais eu un plus grand p
que de Lieutenant General. Outre qu'il a
hors de service durant la guerre passée,
n'est pas trop bien en Cour, & qu'on l'em
yera encore moins, depuis que le Princ
Commercy, son fils, est demeuré attaché au
vice de l'Empereur & a mesmes porté les ar
la Campagne passée contre la France, & au
ge de Mayence. Pour le Comte de Soi
qui est l'ainé en France des Princes de la M
de Savoye, il est encore assez nouveau da
metier, pour se trouver assez honoré de l
ploy qu'on vient aussi de luy donner de M
schal de Camp dans l'Armée destinée
l'Allemagne.

I

Des Mareſchaux de France.

... ſorte qu'il n'y a aujourd'huy que les ...chaux de France à qui le Roy pût & vou... ...fier le commandement de groſſes armées ... cette guerre. Encore de ſept Mare... ...x qu'il y a aujourd'huy en vie il y en a ..., ſavoir le Mareſchal Duc de la Fueillade ... Mareſchal d'Etrées qui jusqu'icy n'ont ja... ...s commandé en chef des armées Royales par ...re, & qui auſſi n'y ſeront pas aiſement em... ...s. Le premier pour avoir plus la reputation ...avoures, d'intrepidité & de hardieſſe que ...onduite, de moderation & d'experience ...mmée dans le metier, & l'autre pour ... jusques icy fait plus le General par Mer ...r Terre.

Du Mareſchal de Bellefond.

...es autres cinq Mareſchaux, qui reſtent, ... capable peut être & le plus entendu, au ...t des gens du metier, & ſur tout dans ...terie eſt celuy qui eſt aujourd'huy le plus ... des Mareſchaux vivans, ſavoir le Mare... ...de Bellefond. Auſſi commande t'il l'Ar... ...ns la guerre paſſée de Hollande, dans les ... 1673 & 1674 & dans la Catalogne en 1684. ...pres tout, j'ay deja touché cy deſſus en ... de luy dans la premiere partie de cette ...on, les obſtacles qui s'oppoſerent deſor..., à le voir aiſement à la tête d'une armée, ...me la prevention qu'on a de ſon entete-ment

ment & opiniatreté à suivre ses advis; d
peu docilité à s'y conformer entieremen
ordres de la Cour & aux intentions du Mini
de la guerre, d'ailleurs d'être peu agreabl
Trouppes pour ne pas dire, d'une dev
peu compatible avec toute la conduite, q
tient dans la guerre presente.

Du Mareschal d'Humieres.

Le Mareschal d'Humieres qui le suit
le rang & est de même creation que luy, s
de l'an 1668. est assez connu par les divers c
mandemens d'Armée qu'il a eu dans la gu
passée & qu'il a eu encore en Flandres cette
niere Campagne. C'est à quoy aussi ne
voit que contribuer, d'un coté son attache
à la Cour & en particulier à Monf. de Louv
joint à son humeur commode & docile &
l'autre son poste de Gouverneur des Ville
Païs conquis dans les Païs bas. Cependant
vant les derniers advis publics il doit reste
année en son gouvernement à l'Isle, sans
le commandement de l'Armée de Flandre
est destiné au Duc de Luxenbourg & en ec
ge se contenter de l'honneur, d'avoir e
Duc & Pair, avec le Brevet de la meme d
té aprés luy, pour son nouveau gendre, l
puis né du Duc d'Aumont. Ce changem
l'egard du commandement de l'Armée ne
venir que de ce que sa conduite dans la C
pagne passée n'a pas trop plus à la Cour, q
ne le croit pas assez alerte, ni assez agissan
assez entreprenant, ou il en est besoin, &

osse affaire, ni ou il peut avoir une forte
d'Ennemis en teste. Et en effet, ça eté
la faveur de la Cour & la complaisance
Mr. de Thureine pour Mr d'Humieres
procura le baton de Mareschal, que pour
dés lors fort signalé ou distingué dans la
s. Le grand menagement qu'il a continué
is d'avoir pour la Cour, & en particulier
Mr. de Louvois & le Manege de la Mare-
le d'Humieres ont contribué dans la suite,
uyer son credit, & à luy procurer meme
lalement le gouvernement des païs conquis
ndres & autres du païs bas Espagnol, mais
e la charge de grand Maitre d'Artillerie,
y fut conferé par le Roy en 1685; lors que
loy en vint à vaquer, par la mort du Duc
ude.

Du Mareschal de Duras.

Le Mareschal Duc de Duras qui le suit &
est aujourd'huy le 3me en rang des Mare-
de France a commandé comme on sait
e passée & la precedente, l'Armée du Roy
lemagne; la premiere sous le nom & avec
sence du Dauphin & au siege de Philips-
& l'autre, sans le Dauphin la Campagne
re, si non que sur la fin de la meme Cam-
& dés le commencement de l'hyver, le
chal de Lorges son frere fut envoyé pour
ver & commander en sa place. Aussi
d on par les derniers advis de France,
ne commandera pas cette année & qu'il
a auprés du Roy, à faire seul la fonction
de

de Capitaine des gardes du Corps; les tręs Capitaines des gardes etant desti Campagne à commander chacun une A Mareſchal Duc de Luxenbourg en Flai Mareſchal de Lorges en Allemagne & l Noailles en Rouſſillon. Ce changem gard du Duc de Duras & qui met en ſon frere puis né pour le commanden dit de l'Armée en Allemagne aprés l' deux Campagnes de ſuite, ne peut pa avantageux & ne donner un aſſez grand que le Roy n'aura pas eté trop ſatisfi Conduite dans la derniere Campagne en attendoit plus de Conduite & appai plus de reſolution & de Vigueur, ſoit courir Mayence, ſoit pour en detourn ge. A moins qu'on ne veuille croire, diſpoſition du dit Mareſchal n'y ait do puis qu'il a eté même obligé, ſuivant de France, de ſubir depuis peu la operation par une incommodité pari le Roy a eu.

D'ailleurs quoy que le dit Mare manque ni de Valeur ni d'experienc dans la guerre, ſi eſt ce qu'on ne l'a veu jusques icy, & avant ces deux d Campagnes à la teſte d'une groſſe affair commandement en chef d'une Armée hors l'employ, qui luy en fut donné aprés la mort de Mr. de Thureine en 16 qu'il ne garda pas mêmes long temps, le ce de Condé ayant eté envoyé pour la c der & pour s'oppoſer à l'Armée Impe etoit alors ſous la conduite du General

ontecuculi. Au reste ce Mareschal a ap-
qu'il sçait dans la guerre, en premier lieu
du même Prince de Condé, auquel il
ttaché durant les guerres civiles, l'avoit
rmi les Espagnols & y avoit commandé
Cavallerie, & ensuite, & depuis le re-
ce Prince en France, il avoit continué
vir dans la Campagne de l'Isle en 1667. &
dans la guerre passée contre la Hollande.
par son changement de Religion, il
de la Cour la charge de Capitaine des Gar-
Corps, & la qualité & le Brevet de Duc;
suite le Baton de Mareschal de France en
& en dernier lieu le gouvernement de la
Comté. Et comme tous ces Espagnols
à la guerre avant qu'avoir eté fait Mare-
etoient dans la Cavallerie, aussi dit on
Mr. de Thureine son Oncle le jugeoit
ropre à commander un corps de 10,000 à
chevaux, qu'à commander en chef une
armée, & fournir à tout le detail d'un si
Employ.

Du Mareschal de Lorges.

l'egard de son frere puis né le Mareschal
rges, il paroit que la Cour en fait un ju-
plus avantageux, puis qu'elle luy a con-
place le commandement de l'Armée en
gne. Il s'etoit attaché dés sa jeunesse au-
Mr. de Thureine son oncle, avoit servi
dans les Campagnes de la guerre passée,
autres en Allemagne, & y etoit actuel-
quand ce grand Capitaine fut tué d'un
de Canon. Aussi le grand merite de son
dit

du Neveu fut la belle retraite aprés la
l'Oncle qu'il fit faire à l'Armée de Fra
veuë de l'Armée Imperiale commande
chéf aussi experimenté que le General
culi. Le service important qu'il rend
la France, parût au Roy assez considera
le recompenser de la charge de Capi
gardes du Corps & bientost aprés du
Mareschal de France, & ainsi par ou
presque en même temps honoré de
grandes charges aussi bien que l'etoit
aisné. Cependant comme il se trouva p
elevé en Employ & en dignité, qu'i
avantagé du coté du bien, il crut être
d'y pourvoir par un mariage quoy qu'
egal, qu'il fit avec la fille de Principal
du fermier general Fremont, moyens
pension de 50,000 L. de rente qu'elle
eût pour dot, & d'ailleurs l'obligation d
entretenu avec des Domestiques durant
années dans la Maison du beau Pere.
quoy qu'avec un genie assez borné il a
pris grand soin à se maintenir dans l'esti
consideration que le Roy avoit temoig
faire. Ce qui joint à l'Experience qu'il
quise dans la Profession des Armes & d
si bonne Ecole, que celle de feu Mr.
reine son Oncle & à en suivre la metho
maximes, sur tout à savoir se camper av
tage, & menager toutes les occasions
commoder l'ennemi, d'ailleurs à la conn
qu'il a du païs pour y avoir servi dans la
passée sous le dit Mr. de Thureine, ce
le, n'aura pu que porter le Roy à luy
le commandement le plus important

presente, qui est celuy de l'Armée, pretend opposer en Allemagne aux s & aux Forces de l'Empereur & de re.

a Mareschal Duc de Luxembourg.

e Mareschal Duc de Luxembourg est aussi s quatre Capitaines des gardes du Corps, dernier Mareschal, dont il echoit icy de & qui precede quelques mois le Mare- de Lorges en date de recepte à cette di- Ce Duc est comme on sait de l'Illustre n de Montmorancy & fils posthume du e de Bouteville, qui fut decapité en Greve à raison des divers duels qu'il avoit fait, rnier même dans la Place Royale à Paris, au mepris des defenses expresses du feu Roy. ls porta dans sa jeunesse ce même nom nte de Bouteville, s'attacha dans les guer- viles au feu Prince de Condé, comme l'honneur de luy être Parent assez proche té de la Mere du dit Prince, qui etoit de la Maison de Montmorancy, le suivit ndres, dans le parti des Espagnols, ou ce se jetta, & y servit sous luy & dans la rie contre la France. Depuis le retour tablissement de ce Prince par la paix des es & ainsi de tous les Seigneurs françois voient suivi, ce Comte de Bouteville se vit st aprés Duc & Pair de France de Pinay nbourg, par son mariage avec l'Heritiere Duché, de la Maison de Clermont Tallart

& ainsi en a depuis porté le nom de Duc de
xembourg. Il acheta ensuite avec l'agree
du Roy la charge de Capitaine des garde
Corps, qui vint à vaquer par la disgrace
prison du Comte de Lauzun & fut fait pe
temps aprés Marefchal de France dans la
tion qui s'en fit de huit à la fois en 1675 &
rant le cours de la guerre passée, savoir c
ce Duc les Marefchaux d'Estrade, Noua
Schomberg, Duras, Vivonne, Fueillade &
chefort, & dont il n'y a plus aujourd'huy
trois en vie ou au service de la France, les
de Duras, Fueillade & le Duc susdit de Lux
bourg. A l'egard de ce dernier il ne s'est
que trop connoitre dans la guerre passée de H
lande & durant le poste, qu'il eut de comm
der à Utrecht & les conquestes voisines de F
ce, par toutes les cruautés, pillages & inc
dies, qu'il a exercé, & qui auroient eu de
ribles suites, si son expedition entreprise
milieu de l'hyver pour aller passer jusques
Haye & la mettre à feu & à sang, n'eut
miraculeusement arreté par le degel qui sur
En suite de l'evacuation faite par la France
Places & Provinces prises sur les Hollandois
eut le commandement de l'Armée de Fr
1676, & durant le siege de Philipsbourg p
aller secourir cette place. Ce qui ne luy re
pas, & luy attira aussi à son retour bien
pasquinades en France, & des chansons,
s'en chantoient sur le Pont neuf. Comm
s'etoit mis fort avant dans les bonnes grace
Mr. de Louvois & detaché du Prince de C
malgré ses anciennes dependances & l'hon
d'une Parenté assez proche avec luy, il ne l

non obstant ce peu de succés & ces Vau-
s d'etre continué dans l'Employ & char-
commandement de l'Armée du Roy en
es & comme on tenoit Mons bloqué en
que le Prince d'Orange aujourd'huy Roy
leterre se trouvoit à la teste de l'Armée des
pour secourir cette place, cela donna
la Bataille, qui se fit proche de Mons, &
Prince susdit eut le plus d'avantage. La
ui fut publiée en méme temps & qui ve-
être concluë à Nimeguen, entre le Roy &
es y compris les Espagnols, en arreta les

année suivante le dit Duc de Luxembourg
oit depuis brouillé avec Mr. de Louvois,
out d'un coup mis à la Bastille, & de là
é au Bois de Vincennes, sur une accusa-
sortilege & d'Empoisonnement. Ce fut
sion qui se presenta alors à Paris, des
de ces mêmes crimes & des personnes
etoient accusées, ou convaincües, & en
'une Commission expresse donnée de la
Roy, à des Juges delegués pour en con-
& pour en juger. Il ne put là dessus que
divers bruits desavantageux au sujet &
de la detention de ce Duc & qu'on ju-
eneralement perdu sans ressource. Les
etoient encore dans cet etat, quand je
France en 1680. & ou le Prince de Con-
qu'il eut sujet d'être peu satisfait du pro-
ce Duc envers luy, n'avoit pas laissé, en
ration du Parentage, de solliciter pour
juges, de mêmes que sa soeur la Duchesse
klenbourg. Enfin il fut declaré absous,
prison bientost apres & retabli dans l'e-

D 2 xerci-

xercice de sa charge de Capitaine des gard
Corps. Ce qu'on en a pu savoir, en revie
que sans être d'ailleurs coupable d'empoisc
ment ou de sortilege, pour se defaire de
prochain, comme beaucoup d'autres perso
qui en furent convaincuës ou executées, il
vray cependant, qu'il avoit consulté une d
Empoisonneuses, ou qui se meloient de s
leges, pour savoir par ou il pourroit se co
ver ou acquerir plus de part dans l'amitié du
& se faire aimer des Dames. Ce qui auroi
considerée par la Cour & par les juges pour
grande foiblesse de ce Duc plustost que pou
Crime, digne de disgrace ou de mort. Q
qu'il en soit, on le vit rentrer dans l'exercic
sa charge susdite auprés du Roy & en fair
fonction à son tour. Il n'en parut pas pour
mieux remis avec Mr de Louvois. En si
qu'il prit le parti de s'attacher à la famille C
bert, & dans la suite d'en rechercher mê
l'alliance par le mariage qu'il mit en prem
lieu sur le Tapis du Prince de Tingri son
aisné avec la fille de Mr. de Croissy, & qu'il
fit proposer par le Marquis de Fequieres son
rent & frere aisné du Comte de Rebenac. M
en même temps il fit traiter par Mr. de Seig
lais & à l'insceu de Mr de Croissy & de Mr.
Fequieres pour la fille du Duc & Duchesse
Chevreuse, qui etoit fille de feu Mr. Colb
& ainsi Niepce du dit Mr. de Seignelais & qu
Prince de Tingri son fils epousa bientost ap
En quoy le Duc son Pere n'avoit pu qu'av
en veuë, de s'appuyer au besoin par cette A
ance, non seulement de la famille Colbert, m
memes de Madame de Maintenon, auprés

Ducheffe de Chevreufe etoit fort bien.
vit auffi bientoft des marques, par le gou-
ment de Champagne, qui vint à vaquer par
rt du Marefchal de Vivonne, & que le Roy
a au Duc de Luxembourg, peu aprés ce
ge. On peut mémes croire, que cette con-
tion aura eu quelque part au commande-
t que le Roy vient de luy donner de l'Armée
doit fervir en Flandres cette Campagne. Ce
pas que d'ailleurs il ne pût être le plus pro-
entre les Marefchaux vivans, à remplir ce
e, tant par la connoiffance particuliere qu'il
Païs, pour y avoir fervi long temps du coté
Efpagne à la fuite du Prince de Condé & de-
dans les Armées du Roy & à les commander
t la guerre derniere, que d'ailleurs pour
beaucoup de creance parmi les Officiers &
les Troupes & au refte beaucoup de Va-
de Courage & d'intrepidité à entreprendre
executer des refolutions hardies & vigou-
. Ce n'eft pas auffi qu'il ne puiffe être plus
pour l'action que pour le Confeil, pour
ter que pour refoudre, que d'ailleurs il
u panchant à la pareffe & beaucoup pour
ifirs & qu'enfin il ne puiffe manquer au
dans la conduite & dans le menagement
groffe affaire. D'ailleurs il faut avouer que
tation n'eft pas trop bien etablie du coté
robité, des vertues morales & Chretien-
le la bonne foy, de la franchife, du des-
fement. Il ne s'eft mémes gueres foucié
s icy d'en fauver les apparences ou de de-
fes inclinations. Outre que tout luy de-
icite pour parvenir à fon but, ainfi que
duite en bien de rencontres & celle entr'

 autres

faites ſusmentionnées du ſujet de ſa priſon, ſ
l'a que trop fait voir. En ſorte qu'on peut
ſans luy faire tort, que le defaut de ſa taille n'
pas celuy qui luy fait le plus de tort.

Des Lieutenans Generaux qui com mandent des Armées.

Aprés ces Mareſchaux de France, le Ro encore quelques autres Generaux, qui bien q juſques icy d'un ordre inferieur, comme Lieutenants Generaux ne laiſſent pas d'être d ſtinés à commander en chef des Corps d'Armé mêmes dans la guerre preſente. Temoin le D de Noailles qui en doit commander cette Ca pagne & l'a deja fait l'année paſſée en Catalog le Marquis de Bouflers ſur la Moſelle & le Li tenant General Catinat en Italie.

Du Duc de Noailles.

Pour le Duc de Noailles outre ſa qualité Lieutenant General, dans les Armées du Ro celle qu'il a d'ailleurs de Capitaine des Gar du Corps de la premiere Compagnie, de Co mandant dans la Province de Languedoc ſous Duc de Maine, mais ſur tout de Gouverneur Comté de Rouſſillon, l'a mis en paſſe d'y co mander l'armée du Roy, auſſi luy confiera t' plus aiſement ce poſte, ou l'on ne croit avoir beaucoup à craindre ou à riſquer, qu' autre plus important & plus dangereux. D' leurs tout devot qu'il eſt ou qu'il veut paroit il n'en eſt pas moins attaché aux intereſts & a

volo

ntés de la Cour & aussi plus en reputation Courtisan soumis & assidu que d'un grand perimenté Capitaine.

Du Marquis de Boufiers.

Le Marquis de Boufiers qui doit comman- ette Campagne un corps d'armée conside- sur la Moselle, est un Gentilhomme du hiné, qui en peu d'années a eu le bonheur tirer du pair des Officiers de son rang & n age, & d'etre avancé presque tout à coup, postes de faveur de Confiance & de distin- . C'est ainsi qu'il se vit presque en même s Lieutenant General & General des Dra-, que dans la Reveuë generale de la Caval- de France qui se fit sur la Saone auprés de n en 1683. il eut l'honneur d'y donner les es à toute cette Cavallerie, & d'etre chargé in de cette reveuë, quoy que dans l'Ordre appartint au Comte d'Auvergne, comme nel General de la Cavallerie Françoise. Il it Gouverneur de Luxembourg dont le po- int à vaquer par la mort du Marquis de Lam-, & aprés celle du Mareschal de Crequi qui t bientost aprés, fut honoré d'un Gouver- nt des Provinces & aussi important que ce- le la Lorraine & du Duché de Luxembourg, demeura joint, c'est à dire d'un employ, il n'y avoit point de Prince, de Duc, ou areschal en France qui ne l'eut pris à hon- . Aprés quoy il y a moins lieu de s'etonner, s l'engagement de la guerre presente, & du de Philipsbourg il eut ordre de s'avancer

vers Mayence avec un Corps de Cavallerie
Dragons, pour ruiner le pont sur le Rhin
tenter la voye, si cet Electeur pourroit être
té à recevoir garnison françoise dans la Cita
Ce qui ayant eu le plus de succés qu'o
s'etoit attendu à la Cour de France, n'a pu
qu'être suivi des Commandemens, qu'il
dés la Campagne passée, sur la Moselle & vers l
Royal & de celuy plus grand encore qu'o
destine pour cette année, savoir pour l'y m
à la teste d'une armée complette. To
grand & assez subit avancement de ce Gen
à des postes, comme celuy susmention
Gouverneur en chef de la Lorraine & du I
de Luxembourg & qui ne s'etoit donné ju
là qu'à des Mareschaux de France, n'avo
manqué de luy attirer de la jalousie. On
dire cependant que si l'Etoile comme on
du dit Marquis de Boufiers & la faveur pa
liere de Mr de Louvois y avoit la meilleure
que ce n'est pas aprés tout sans raisons
merite du dit General. Outre les agre
exterieurs de sa personne & les dehors
Courtisan souple, docile & adroit, il a la
tation d'etre d'une vigilance & d'une appli
incroyable à s'aquitter des devoirs de sa c
ou des postes & des Commissions qui lu
confiées. Il dort peu, ou presque point
les nuits la plus part à songer à son aff
rendre compte par lettres à Mr. de Louv
au Roy même suivant le besoin de tout le
dont il croit à propos de les instruire,
ploye les journées sans se donner de rela
mettre en execution tout ce qu'il echoit d
ou d'entreprendre; En sorte que vigilant

rieux, appliqué comme il eſt, il ne doit être fort etrange, s'il a eu le bonheur de ſe de pair d'avec ſes egaux, de gagner la Con- & l'Eſtime particuliere du Miniſtre de la re, & même celle du Roy, auquel on a faire valoir toutes ſes bonnes qualités. Ce ne pourra à moins de quelques malheureux és & ou il peut avoir de ſa faute que le pouſ- encore plus loin & luy procurer le Baton de ſchal, dans la premiere promotion qui s'en faire.

Du Sieur Catinat.

Je n'ay rien à dire de particulier du Sr. Ca- qui eſt deſtiné à commander cette Campa- l'Armée d'Italie, ſi non qu'il a eté Capitaine gardes, qu'il fut fait depuis Brigadier d'In- rie & qu'on luy donna le commandement lie des Troupes Françoiſes & de la Cita- de Cazal, dés que la place fut remiſe ou duë à la France par le Duc de Mantouë en . Il fut fait Mareſchal de Camp quelque aprés & enſuite Lieutenant General dans derniere promotion, qui ſe fit des Officiers eraux, peu avant le ſiege de Philipsbourg 688 & ou il fut employé & s'y diſtingua dans ou deux rencontres & les plus vigoureuſes s'y paſſerent. Auſſi en parle t'on comme Officier de Valeur, hardi & entreprenant. qui joint au poſte qu'il a deja eu cy devant, commander à Cazal aura donné lieu à l'y ren- er & à luy confier même le commandement l'Armée qu'on pretend d'avoir cette cam- e dans les quartiers d'Italie.

Des autres Officiers de Consi ration.

A l'egard des autres Officiers Genera font en consideration en France & desti plus part à servir cette campagne dans l mées de sa Majesté ou à la garde des place tieres, on peut dire que ceux qui ont la r tion d'être des plus entendus dans le m sont dans la Cavallerie le Baron de Mon commande en Alsace, & qui y vient de m le Comte de Choiseul qui a commandé les pes de feu l'Electeur de Cologne à la redu de la ville de Liege, il y a cinq ou six an Rosa, Livonien & Mr. Dauger un nouveau verti, comme on parle ; Dans l'Infante Marquis de Joyeuse, le Comte de Montlevi re de Mr. de Croissy, le Marquis de la Tr Monf. Calvo, Le Duc de Villeroy, le M d'Uxelles, le Prince de Birckenfeld, qui point sur la liste de ceux qui doivent faire Campagne, Magolotti Gouverneur de V ciennes, le Comte de Chamilly Gouverne Strasbourg.

II.

Geschichte

der

deckung des weissen Meers

durch die Engländer,

von

Christ. Wilh. Dohm. *)

---

*) Ich hoffe, daß man diesen bereits im J. 1779 geschriebenen kleinen Aufsatz, hier als eine Einleitung des darauf folgenden größern gern lesen werde.



Geschichte der Entdeckung des weissen Meers durch die Engländer.

Bis in die Mitte des sechszehnten Jahrhunderts war Moskovitien, so nannte man damals Rußland, so insularisch vom westlichen Europa getrennt, wie jetzt Inseln der Südsee. Seine Zare waren nur vom unsichern Hörensagen, und seine herrlichen Produkte nur durch die Zwischenhände der Kaufleute von Narva, Dörpt, Reval u. s. w.*) bekannt, denen die Hanse sie abnahm und den Westeuropäern zuführte.

England **) war es, das zuerst eine unmittelbare Handlung nach Rußland unternahm, doch führte sie

*) Diese Häfen waren damals noch nicht rußisch, sie wurden es erst unter Iwan II. Wasilgewitzsch 1562.

**) Ich habe diese Geschichte aus den ursprünglichen gleichzeitigen Quellen entworfen. Die wichtigste derselben

sie ihm mehr der Zufall (der bey Entdeckung neue
der und Handelswege so viel gethan hat) als i
gender Vorsatz zu. Eine Gesellschaft Londonscher

---

selben ist die Nachricht des Clemens Adams, na
mündlichen Berichten des Richard Chancelor auf
Sie befindet sich in ihrer ursprünglichen latei
Sprache in der Sammlung Rußland betreffender
ten, welche zu Frankfurt bey Wechel 1600 in
unter dem Titel: Rerum Moscouiticarum Au
varii, unum in Corpus nunc primum congesti
ausgekommen ist. Der berühmte Marquard Freh
die Geschichte, von der hier die Rede ist, den H
gebern mitgetheilt, die sich unter der Zueignung
an Frehern Claudius Marnius und Joh. A
nennen. Sie versichern, daß die Geschichte des
vorher noch nie gedruckt sey. Dies mag von dem
nischen Original richtig seyn, aber schon vorher,
lich 1598 hatte Hackluyt in seiner bekannten Sam

Kaufleute verband sich unter der Regierung König
b VI. der Nation neue Handelswege und neuen
ihrer Waaren zu verschaffen. Sie bemerkten,
ie jetzt bey weitem nicht mehr so sehr gesucht wür-
wie ehmals, da fremde Nationen sich drängten
us englischen Häfen abzuholen, jetzt aber kaum
weit geringern Preis annehmen wollten, wenn sie
n zugeführt würden, dagegen der Preis exotischer
aren immer höher stieg *). Diese Lage des engli-
Handels in der Mitte des sechszehnten Jahrhun-
s ganz genugthuend zu erklären, fehlen mir histo-
e Data, indeß glaub ich, die Ursachen, die sie
orbringen konnten, einigermaßen zu errathen.
lands Produkte waren vorzüglich Wolle, die in
Niederlanden verarbeitet wurde, Bley und Zinn.
Heinrich VII. bemühte sich die brittische Regie-
, das erste dieser Produkte im Lande selbst verar-
n zu machen, und die niederländischen Manufak-
rs zu zwingen, mit ihrem Fleiß und Künsten nach
land herüberzukommen. Die Wolle wurde mit
er erhöhten Auflagen belegt. Dies hinderte ihre
fuhr; die niederländischen Manufaktüriers kamen
unter

*) Merces nostras, sagt Adams, apud finitimas gentes sordere negotiatores nostri animadverterunt quaeque auorum nostrorum memoria certatim a peregrinis mercatoribus expeterentur, imminuto jam pretio, etiam exportatae fastidiosum reperirent emptorem, exoticarum vero mercium pretia in immensum extenderentur.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

ichte der Entdeckung des weissen Meers durch die Engländer.

is in die Mitte des sechszehnten Jahrhunderts war Moskovitien, so nannte man damals nd, so insularisch vom westlichen Europa ge-, wie jetzt Inseln der Südsee. Seine Zare nur vom unsichern Hörensagen, und seine herr- Produkte nur durch die Zwischenhände der Kauf- von Narva, Dörpt, Reval u. s. w.*) bekannt, die Hanse sie abnahm und den Westeuropäern te.

England **) war es, das zuerst eine unmittel- Handlung nach Rußland unternahm, doch führte sie

*) Diese Häfen waren damals noch nicht rußisch, sie wurden es erst unter Iwan II. Wasilgewitzsch 1562.

**) Ich habe diese Geschichte aus den ursprünglichen gleichzeitigen Quellen entworfen. Die wichtigste derselben

sie ihm mehr der Zufall (der bey Entdeckung neu
der und Handelswege so viel gethan hat) als
gender Vorsatz zu. Eine Gesellschaft Londonscher

---

selben ist die Nachricht des Clemens Adams, nach
mündlichen Berichten des Richard Chancelor aufg
Sie befindet sich in ihrer ursprünglichen lateini
Sprache in der Sammlung Rußland betreffender S
ten, welche zu Frankfurt bey Wechel 1600 in
unter dem Titel: Rerum Moscouiticarum Auc
varii, unum in Corpus nunc primum congesti,
ausgekommen ist. Der berühmte Marquard Freher
die Geschichte, von der hier die Rede ist, den Her
gebern mitgetheilt, die sich unter der Zueignungss
an Frehern Claudius Marnius und Joh. Aub
nennen. Sie versichern, daß die Geschichte des A
vorher noch nie gedruckt sey. Dies mag von dem l
nischen Original richtig seyn, aber schon vorher,
lich 1598 hatte Hackluyt in seiner bekannten Samml
(The principal Navigations, Voyages, Traffiques
Discoveries Lond. fol.) p. 243. ꝛc. eine englische
bersetzung derselben geliefert. Die lateinische Ursch
findet sich in der angezeigten Sammlung p. 142.
Außer dieser habe ich noch verschiedne andre Nachri
in Hackluyts Sammlung, besonders die des Hugh
loughby (p. 232. ꝛc.) benutzt. Einen Diskurs aber
Richard Chancelor, der sich in den historical, poli
and miscellaneous Works des John Milton befin
soll, habe ich nicht gebrauchen können. Adams N
richt ist ohne Zweifel die zuverläßigste von der er
englischen Schiffahrt nach Rußland. Sie muß w
scheinlich im Jahr 1555 geschrieben seyn. Denn in
Zuschrift an Philipp II. heißt dieser nur noch Princ
Hispaniarum, und im Anfange des Jahrs 1556 w
er bekanntlich König von Spanien. Adams versi
in derselben, daß er die Erzählung, die er hier li
sehr oft von Richard Chancelor gehört habe.

d Kaufleute verband sich unter der Regierung König d VI. der Nation neue Handelswege und neuen ihrer Waaren zu verschaffen. Sie bemerkten, se jetzt bey weitem nicht mehr so sehr gesucht wür-, wie ehmals, da fremde Nationen sich drängten s englischen Häfen abzuholen, jetzt aber kaum eit geringern Preis annehmen wollten, wenn sie zugeführt würden, dagegen der Preis exotischer n immer höher stieg *). Diese Lage des engli- Handels in der Mitte des sechszehnten Jahrhun- ganz genugthuend zu erklären, fehlen mir histo- Data, indeß glaub ich, die Ursachen, die sie ingen konnten, einigermaßen zu errathen. e Produkte waren vorzüglich Wolle, die in iederlanden verarbeitet wurde, Bley und Zinn. Heinrich VII. bemühte sich die brittische Regie- das erste dieser Produkte im Lande selbst verar- machen, und die niederländischen Manufak- zu zwingen, mit ihrem Fleiß und Künsten nach herüberzukommen. Die Wolle wurde mit erhöhten Auflagen belegt. Dies hinderte ihre ; die niederländischen Manufaktüriers kamen unter

*) Merces nostras, sagt Adams, apud finitimas gentes sordere negotiatores nostri animadverterunt quaeque suorum nostrorum memoria certatim a peregrinis mercatoribus expeterentur, imminuto jam pretio, etiam exportatae fastidiosum reperirent emptorem, exoticarum vero mercium pretia in immensum extenderentur.

gewitsch, mit dem die Gesellschaft der rußischen Kaufleute (Marchants of Russia) in London das Schiff Eduard Bonaventura im Jahr 1555 wieder nach Rußland sandte. Sie faßte jetzt den Vorsatz, beständige Agenten und Waarenläger in Moskau oder einer andern bequemen Stadt zu unterhalten. Die Britten fanden wieder sehr gute Aufnahme, und erhielten von dem staatsklugen Iwan, der die Wichtigkeit der Handlung für sein Reich kannte, ein Privilegium *), dessen wichtigste Punkte folgende waren: 1) Die englischen Kaufleute haben völlige Freyheit, in allen Theilen des rußischen Reichs mit allen Arten von Waaren zu handeln, zu kaufen und zu verkaufen. 2) Sie sind frey von allen Arten von Abgaben, Zoll u. s. w. bey Ein- und Ausfuhr. 3) Ihre Waaren können unter keinerley Vorwand angehalten oder mit Arrest belegt werden. Auch nicht wegen Schulden

östlichen und westlichen Indiens zu suchen.
aus Furcht vor der Macht der Nebenbuh-
heils vielleicht noch aus Vorurtheil für das
Recht derselben wagten sie es nicht, auf
wohnten Wege um Afrika herum nach Ostin-
schiffen; sie faßten den kühnen Entschluß,
ne Strasse durch Nordosten zu suchen. Der
u dieser Unternehmung wurde durch Aktien
Pfund zusammengebracht, und war bald
pf. Man rüstete mit ihm drey Schiffe
Bona Esperanza, Eduard Bonaventu-
Bona Confidentia, und versahe sie auf
Monate mit Lebensmitteln. Der erste
haber war Hugh Willoughby und unter
ichard Chancelor, Capitain auf dem Eduard
ntura. Im May 1553 liefen diese Schiffe
ngland aus, und richteten ihren Lauf nach
hen; an der nördlichsten Küste von Norwe-
rden sie durch einen Sturm getrennt, und
hancelor lief in dem zur Wiedervereinigung
ten Hafen von Wardhus ein. Die beyden
Schiffe liefen in einen Hafen von Lappland,
bey Kegor, ein, wo sie aber keine Men-
nden, die Schiffe froren hier ein, und die
Mannschaft nebst Willoughby starben vor
*). Chancelor erwartete seine Gefährten
einige

*) Man weiß dieses traurige Schicksal aus einigen Pa-
pieren des Willoughby, die man nachher im Schiff:
Esperanza

hung den Gesandten zu retten, selbst ertrank. D
ser Gesandte war der erste von Rußland in ein w
europäisches Reich; er wurde mit eben soviel n
gieriger Bewunderung in London betrachtet, wie
unsern Tagen Achmet Effendi zu Berlin. O
Nopea befestigte die freundschaftliche Verbind
zwischen dem zarischen und englischen Hofe, die
die gegenseitige Handelsvortheile sich gründete,
daher auch unter der Regierung der K. Elisabeth
in der folgenden Zeit einer der allerwichtigsten Hand
zweige für beyde Reiche geworden ist.

III.

Von
der ersten Ankunft der Engländer, und der Errichtung ihres Handels in Rußland.

Aus englischen und andern Schriftstellern gesammlet und in Ordnung gebracht von J. Backmeister.

Aus dem St. Petersburger Journal, 1780.

III.

[illegible]

[illegible]

und der Ernennung

ihres Consuls in Rußland

Dieses Privilegium gab der Compagnie aller- wichtige Vortheile, und sie schien jetzt die ...he des neuen Wegs nach Indien zwar nicht aufzugeben, aber doch sich immer mehr den ...den Handel zum Hauptzweck zu machen. Die ...e Philipp und Maria *) gaben ihr jetzt eine Form, und in einer besondern Charter die ...e, nach allen bisher noch unbekannten Län- Inseln und Gegenden zu schiffen, zu han- auch die neuentdeckten Länder (wenn sie ...) zu erobern, zu besetzen und in Besitz zu ...n. Die oberste Direktion der Compagnie be- ...ein Gouverneur, und unter ihm vier Con- Der erste Gouverneur war Sebastian Ca- und der erste Agent in Moskau Killings.

Im Jahr 1556 holten die Schiffe der Com- ... für 26,000 Pf. St. Waaren (Hanf, Garn, , Thran u. s. w.) aus Rußland, und brach- ...gleich einen Gesandten des Zars Osep Na- **) nach England. Ein Sturm machte diese ... an den Küsten von Schottland scheitern, Bewohner noch barbarisch genug waren, das ...brecht gegen die Güter der Compagnie aus- ... Der wichtigste Verlust für dieselben war ...es Richard Chancelors, der in der Bemü-

 hung

*) Auch diese Charter findet sich bey Hackluyt p. 267.

**) Joseph Nepei, nach den rußischen Nachrichten.

hung den Gesandten zu retten, selbst ertrank. D
ser Gesandte war der erste von Rußland in ein w
europäisches Reich; er wurde mit eben soviel n
gieriger Bewunderung in London betrachtet, wie
unsern Tagen Achmet Effendi zu Berlin. C
Napea befestigte die freundschaftliche Verbind
zwischen dem zarischen und englischen Hofe, die
die gegenseitige Handelsvortheile sich gründete,
daher auch unter der Regierung der K. Elisabeth
in der folgenden Zeit einer der allerwichtigsten Hand
zweige für beyde Reiche geworden ist.

III.

Von
der ersten Ankunft der Engländer, und der Errichtung ihres Handels in Rußland.

Aus englischen und andern Schriftstellern gesammlet und in Ordnung gebracht von J. Backmeister.

Aus dem St. Petersburger Journal, 1780.



[Vo]n der ersten Ankunft der Engländer, und der Errichtung ihres Handels in Rußland.

Der erste Versuch, den die Engländer anstellten, einen nordöstlichen Weg nach China und In[dien] ausfündig zu machen, geschah im Jahr 1553 [unter] der Regierung des Königes Eduard des Sechsten. [Der] berühmte Seefahrer Sebastian Cabot *) brach[te ih]gen in Vorschlag. Man brachte ein Capital [von] sechstausend Pfund Sterling durch Unterschrift zu-

*) Ich weiß nicht, aus welcher Quelle Hr. Beckmeister den Umstand genommen, daß der berühmte Seefahrer Sebastian Cabot der Erfinder dieses neuen Handelsweges gewesen sey, welches mir unwahrscheinlich ist, da derselbe schon fast 60 Jahre vorher, unter K. Heinrich VII. bekanntlich das nördliche Amerika entdeckt hat, also itzt, wenn er auch noch lebte, schwerlich mehr zu ähnlichen Entdeckungen fähig war. Die Verwechselung ist vermuthlich daher entstanden, weil der erste Gouverneur der rußischen Gesellschaft, Sebastian Cabot hieß, aber ohne Zweifel nicht der berühmte Seefahrer dieses Namens war. D.

zusammen, davon eine jede Actie zu fünf und
zig Pfund unter die Interessenten vertheilt u
Hierauf rüstete man drey Schiffe aus, The
Esperanza von 120 Tonnen, The Edward Bo
tura von 160, und The bona Confidentia vo
Tonnen.

Die gesammte Equipage dieser Schiffe b
aus 116 Personen, worunter sich eilf englische
leute befanden. Das Oberkommando über
bekam Sir Hugh Willoughby, und nach ihm de
pitain Richard Chancellor. Die Schiffe wu
um sie wider die Würmer zu verwahren, mit
nen Platen beschlagen, und auf 18 Monate m
bensmitteln versehen. Sie liefen den 20 Ma
wurden aber durch widrige Winde verschiedene
lang in Harwich aufgehalten, und verlohren er
13 Junius die englischen Küsten aus dem Ge
Als sie bis auf eine gewisse Höhe gekommen w
wurde ausgemacht, daß, wenn sie durch Sturm
einander getrennt würden, sie sich zu Wardh
Norwegen wieder sammlen wollten, wo einer de
dern Ankunft sieben Tage lang abwarten sollte.
heftiger Sturm, der sie bald darauf den 3 A
überfiel, zerstreute die drey Schiffe gänzlich a
ander, welche auch niemals wieder mit einande
einigt wurden. The Confidentia ging unter;
Loughby lief mit seinem Schiffe in den Haven A
im rußischen Lapplande, nicht weit von Kegor
wo er nebst seinen Leuten, deren Anzahl auf 70
geben wird, erfror. Er wurde im folgenden

von einigen rußischen Fischern in seiner Hütte ne-
nem Tagebuche, das bis auf den 18 September
gt war, sitzend aufgefunden. Sein Leichnam
hmals nach England gebracht worden. Der
ein Chanceller kam glücklich nach Wardhus,
er viele Tage lang die beyden übrigen Schiffe ver-
erwartete. Er setzte von hier seine Reise
fort, gelangte endlich in die Bucht von St.
s, das ist, in das weisse Meer, und legte sich
em Kloster St. Nicolas vor Anker, wo nach-
der Hafen des Erzengels Michaels angelegt
e. Als die Engländer ein Schiffsboot mit Leu-
ckten, fiengen sie etliche derselben, und erkun-
sich bey ihnen, in welcher Gegend sie wären.
blick eines großen Schiffes, des ersten das
en Küsten erschien, machte diese Leute bestürzt;
aber von den Engländern freundlich begegnet
, empfiengen auch diese wiederum die beste
me von ihnen, und erfuhren nunmehro, daß sie
der rußischen Küste befänden. Auf die ihnen
legte Fragen, was sie für Leute wären? aus
em Lande sie kämen? und was eigentlich ihr Be-
n sey? antworteten sie, daß sie Engländer,
von ihrem Könige mit einem Schreiben an den
geschickt wären, und daß sie eine Handlung in
nd zu errichten wünschten. Sie baten hierauf,
man ihnen Eßwaaren überlassen möchte, und ver-
en zu gleicher Zeit, ihrer Sicherheit wegen, ei-
Geißel auf das Schiff. Das Erste erhielten sie
einiger Verzögerung, das Zweyte aber ward ih-
vom Woiwoden gänzlich abgeschlagen, der ohne
Befehl

Befehl des Zaren sich mit ihnen in nichts einla
wollte. Man ließ unterdessen dem Zar von der A
kunft dieser Fremden Nachricht geben. Iwan W
siljewitsch, dieser staatskluge Fürst, der jede G
genheit, die seinem Lande Vortheil schaffen konnte,
nutzen wußte, empfing die Nachricht mit vielem V
gnügen, um so mehr, da die rußischen Waaren b
her nur aus den Häfen in Liefland ausgeführt wur
und dieser Handel durch die schweren Kriege mit
land sehr unterbrochen worden war. Er ließ, da
ein Schreiben an den Capitain Chancellor, die
angekommenen auf seine Kosten nach Moskau ein
den. — Den 12ten Tag nach ihrer Ankunft wur
sie dem Zar vorgestellt, bey welcher Gelegenheit
Anblick der außerordentlichen Pracht, die sie bey
antrafen, sie in eine unerwartete Verwunderung
Chancellor überreichte dem Zar ein Schreiben,
im Namen des Königs Eduard des Sechsten, an
nordische und orientalische Fürsten gerichtet und
verschiedenen Sprachen abgefaßt war. Folgendes
der Inhalt desselben:

Eduard der Sechste rc. rc. Allen Köni
Fürsten, Herren und Richtern des Erdbodens,
vornehmen Befehlshabern, an allen Orten die un
dem Himmel sind, Friede, Ruhe und Reichth
euch und den Ländern, die euren Befehlen unter
fen sind, einem jeglichen, wie es ihm am zuträg
sten ist. — Da der Allerhöchste Gott unter allen
benden Creaturen dem Menschen ein sehnliches V
langen mitgetheilet hat, daß er gern mit andern

Umga

...en und im Wasser befindlichen Geschöpfe, und ...rem Leben, und dem Glück unsrer Länder, daß ...re Unterthanen, wenn sie in unsre Länder kom... ...rden, mit gleicher Gefälligkeit aufnehmen, ...ir und unsre Unterthanen sie als Eingebohrne ...eln, und ihnen die den unsrigen erzeigte Gütig... ...iedern wollen. Bey diesem an euch gerichteten ...en, bitten wir zugleich den allmächtigen Gott, ... euch langes Leben und beständigen Frieden ver... ... wolle. Gegeben in Unserer Hauptstadt London, ...hre der Welt 5513. den 14 März, im 7ten Jahre ...er Regierung.

Der Zar las dieses Schreiben, erkundigte sich ... dem Befinden des Königes, und ließ die Engländer ... sich zur Tafel behalten. Sie erstaunten über ... Kleiderpracht der anwesenden Gäste, und beson... über den großen Reichthum der goldenen und sil... ... Tisch- und Trinkgeschirre, und über die Men... ... aufgetragenen Speisen.

So bald die in Nowgorod etablirten holländi... ... Kaufleute, die eben damals ihre Abgeordnete in ...kaw hatten, die Ankunft der Engländer vernah..., suchten sie selbige bey dem Zaren als Seeräu... verdächtig zu machen, sie fanden aber kein ...

... Chancellor trat mit den Ministern in Conferen... welche die Errichtung einer Handlung zwischen ... Völkern zum Zwecke hatten; worauf er wie...

derum

der insbesondere den andern sich zu verbinden
möge. Dieses Verlangen, eine solche Freu
zu stiften, und zwischen uns und andern Völk
wechselseitige Handlung festzusetzen, hat versc
brave Männer aus unserm Königreiche weite S
zu unternehmen angetrieben, wobey sie uns u
Genehmhaltung ersucht haben. Wir haben
selbige ertheilet, und dem vortreflichen
Hugh Willoughby, und seinen bey sich ha
Leuten, Unsern allerseits getreuen und lieb
terthanen, die Freyheit gegeben, bisher unb
Länder, wo sie wollen, aufzusuchen, die dortig
ren zu uns herüber zu bringen, und die unsrig
der dahin zu führen. Es wird solches beyden L
ersprießlich seyn, und eine ewige Freundschaft u
naues Bündniß zwischen Uns und ihnen erricht
bald jene den Unsrigen erlauben werden, von
Vorrathe einzunehmen, wie Wir dagegen auch
von dem Unsrigen zu nehmen willig erlauben
Wir ersuchen daher alle Könige und Fürsten un
ge Befehlshaber, daß ihr unsern vorbenannten
durch eure Länder zu reisen verstattet. Sie solle
eure Bewilligung in euren Landen nichts an
Bedenket, daß sie auch Menschen sind, und
sie an irgend einer Sache Mangel leiden; so
wir euch, ihnen solche gütigst zukommen zu lassen
dagegen von ihnen die Bezahlung oder Erstattun
gegen zu nehmen. Erweiset euch gegen sie, w
wünschet, daß Wir und unsere Unterthanen in
chen Fällen uns gegen eure Leute beweisen sollten.
geloben euch bey Gott, dem Herrn aller im Hi

...rden und im Wasser befindlichen Geschöpfe, und ...rem Leben, und dem Glück unsrer Länder, daß ...re Unterthanen, wenn sie in unsre Länder kom- ...werden, mit gleicher Gefälligkeit aufnehmen, ...ir und unsre Unterthanen sie als Eingebohrne ...ln, und ihnen die den unsrigen erzeigte Gütig- ...wiedern wollen. Bey diesem an euch gerichteten ...en, bitten wir zugleich den allmächtigen Gott, ...euch langes Leben und beständigen Frieden ver- ...wolle. Gegeben in Unserer Hauptstadt London, ...e der Welt 5513. den 14 März, im 7ten Jahre ... Regierung.

Der Zar las dieses Schreiben, erkundigte sich ...m Befinden des Königes, und ließ die Engländ- ... sich zur Tafel behalten. Sie erstaunten über ...überpracht der anwesenden Gäste, und beson- ...er den großen Reichthum der goldenen und sil- ...Tisch- und Trinkgeschirre, und über die Men- ... aufgetragenen Speisen.

So bald die in Nowgorod etablirten holländi- ...Kaufleute, die eben damals ihre Abgeordnete in ...kaw hatten, die Ankunft der Engländer vernah- ...suchten sie selbige bey dem Zaren als Seeräu- ...verdächtig zu machen, sie fanden aber kein ...

Chancellor trat mit den Ministern in Conferen- ... welche die Errichtung einer Handlung zwischen ...en Völkern zum Zwecke hatten; worauf er wie-

derum

derum nach Archangel reisete, und mit der
Schiffahrt nach England zurückkehrte.

Vor seiner Abreise wurde ihm ein Zarisch
Schreiben an den König Eduard eingehändigt. Da
auf selbiges die englische Handlung in Rußland gl
sam gründet, so verdient selbiges hier einen Platz.

Wir Großfürst Iwan Wassiljewitsch, von
tes Gnaden Zar und souverainer Beherrscher von
Rußland ꝛc. ꝛc. (Emperour of all Russia)
großmächtigen und großachtbaren Eduard, König
England ꝛc. ꝛc. Unserer wahren und aufrich
Liebe, Unserer guten Absicht und freundschaftl
Verlangen zufolge; wie auch unserm heiligen ch
chen Glauben, unsrer guten Reichsverwaltung un
srer besten Einsicht gemäß, erfolgt mittelst
Schreibens Unsere an sie gerichtete Antwort,
Wir auf Bitte Ihres getreuen Dieners Ri
Chanceller und seiner bey sich habenden Leute er
haben, wie er solches mit mehrern berichten wi

Wir thun hiemit kund, daß in dem 20
Jahre unserer Regierung ein Schiff, geführt von
chard Chancellor, auf unsern Küsten angelangt
Dieser hat uns berichten lassen, daß er in unsere
der zu kommen wünsche; worauf er seiner Bitte
mäß vor Unsere Majestät gelassen worden, un

*) Die englische Uebersetzung dieses Briefs befindet
in Hakluyt principal navigations of the english
don, und aus selbiger ist die hier folgende genom

n Gegenwart erklärt hat, daß Eure Majestät
hen, Wir möchten Dero Unterthanen einen
n Zutritt in unsere Länder verstatten, und ihnen
en, unsere Jahrmärkte mit allerley Kaufmanns-
zu besuchen, und von unsern Waaren mit sich
zu nehmen. Er hat Uns auch zugleich Dero
en überreicht, welches ein gleiches Gesuch ent-
worauf Wir befohlen haben, daß, wenn Dero
Hugh Willoughby an irgend einem Orte unsers
anlangen wird, er gehörig soll aufgenommen
; wiewol er, wie Chancellor selbst melden
bis jetzo noch nicht gekommen ist. Wir sind
illet, es in dieser Sache hiebey bewenden zu
sondern wollen gerne, unserm Glauben, und
er Treue, und Ihrem Verlangen und unserm
gemäß, daß Sie Ihre Schiffe zu Uns senden,
Zeiten, wenn die Fahrt offen ist, unter Ge-
einer völligen Sicherheit. Und wenn Sie ei-
Ihren Räthen zu Uns senden wollen, um mit
ser Sache wegen zu berathschlagen, oder wenn
Kaufleute mit ihren Waaren hieher kommen,
unserm Reiche Handlung treiben wollen; so ver-
en Wir ihnen zum voraus, daß sie völlige Frey-
aben sollen, mit ihren Waaren durch alle unsre
hin und her zu reisen, und zu handeln, ohne
hen die geringste Hindernisse, oder Aufenthalt,
ndere Belästigung dürfe gemacht werden; kraft
Briefes und Unsers gegebenen Wortes, und
s, welches Wir unterzudrucken befohlen haben.
en in Unsrer Stadt und Pallast in Moskau den
ornung, im Jahre der Welt 7006,

Dieser Brief war in russischer Sprache ab
es fand sich aber eine deutsche Uebersetzung
Das Siegel war in Wachs gedruckt, und hing a
Briefe.

Chancellor fand bey seiner Ankunft in
den König Eduard, diesen unvergleichlichen
Fürsten, nicht mehr am Leben, sondern dessen S
ster Maria auf dem Thron, welcher er das z
Schreiben überreichte. Man kann sich leicht v
len, wie angenehm Chancellers gemachte Entd
von einem Handel zur See nach Rußland ge
und wie sehr die Engländer selbigen zu nutzen g
haben. Die Entrepreneurs dieser ersten Reise
ten bisher nur eine Privatgesellschaft aus; nun
wurden sie vom Könige Philipp und der Königin
ria durch ein offenes Patent dem privilegirten
der Marchands adventurers for the discove
landes unknowen (der auf Entdeckung unbek
Länder ausgehenden Kaufleute) einverleibet, u
den Besitz aller Rechte und Freyheiten, die
Corps besaß, gesetzet.

Sie erwählten die Kaufleute Richard
und Georg Killingworth zu ihren Agenten in Ru
welchen sie eine aus 23 Artikeln bestehende Instr
mitgaben. In ihrer Gesellschaft trat Chancell
Jahr 1555 mit zwey Schiffen, Eduard, und P
und Maria, die andere Fahrt nach Rußland an
war mit einem Anwortschreiben vom Könige P
und der Königin Maria, auf den zarischen Brief,
sehen. Dieses Schreiben war in griechischer,

r und italienischer Sprache abgefaßt, und folgen-
Inhalts:

Wir Philipp und Maria ꝛc. ꝛc. — Nachdem Genehmigung und Erlaubniß des Königes Eduard Sechsten, Unsers vielgeliebten Bruders, dessen le Gott erfreuen wolle, verschiedene Unterthanen Kaufleute unsrer Hauptstadt London, auf ihre ahr und Kosten drey Schiffe ausgerüstet hatten, unbekannte und bisher von Ausländern wenig be- e Länder zu entdecken; so hat eines von diesen en Schiffen, genannt The Edward Bonaventura, hes der Capitain Richard Chancellor führte, durch tes Gnade und die Geschicklichkeit obgedachten Ca- ns, das Glück gehabt, an die nördliche Küsten russischen Reichs anzulanden, und den Winter dort zuzubringen, wie Uns solches von Unsern uen und geliebten Unterthanen hinterbracht wor-
Eure Majestät haben nicht nur den Capitain verschiedene seiner bey sich habenden Leute vor sich ssen, mit ihnen sich zu unterreden, und sie an Tafel zu ziehen geruhet, sondern auch, als, m theils unser Bruder in seinem Schreiben, theils ster Chancellor gebeten hatte, durch einen offenen Dero Siegel besiegelten Brief, die Erlaubniß ge- n, daß alle Kaufleute, die aus unsern Königrei- England und Irrland mit Waaren in Dero ten kommen würden, einen freyen und ungestör- Handel durch ihr ganzes Reich treiben könnten. Majestät haben ferner zu versprechen geruhet, wenn Wir Unsrer Seits einen Abgesandten an

Sie abschicken wollten, er mit Unsern an Sie geri ten Briefen frey und ungehindert in ihre Sta kommen, und aus selbigen wieder abreisen, auch angenehmer Antwort zurück kommen solle. Wie wir nun Dero kayserliche Güte nicht ge sam rühmen, noch Ihnen für die, dem erw ten Richard Chancellor und andern Kaufleuten wiesene Gnade sattsam danken können: so bitten Eure Majestät durch gegenwärtigen Brief, daß die nemliche Gewogenheit für selbige, und andre Ka leute, die jetzt und noch künftig zu Ihnen kommen we den, haben mögen, damit sie um desto sicherer mit Ihren Unterthanen in würklichen Handel ei sen können. Auch würden Wir gerne sehen, wen Eure Majestät gefallen möchte, gewisse Commiss zu ernennen, die sich mit Unsern Unterthanen Kaufleuten, dem erwähnten Richard Chance Georg Killingworth und Richard Gray, den Ue bringern gegenwärtigen Schreibens, die von Uns ernannt sind, in Unterhandlung treten könnten; daß Eurer Majestät Gouverneurs, Befehlshaber Beysitzer der Handlungsgesellschaft, das, was be Ueberbringer dieses Schreibens vorschlagen und bi werden, zugestehen mögen, damit die Sicherheit gute Ordnung unter ihnen in Dero Staaten befe und erhalten werde.

Wir schmeicheln Uns dabey einer baldigen machung dieser Sache, und sehen Dero geneigten schliessung mit der Rückkehr des gedachten Chance entgegen. Wir Unsrer Seits, sind aus beson

Achtun

...ung für Eure Majestät bereit, eben dieselbe Ge... ...heit Dero Kaufleuten, die Unsre Länder betre... ...werden, wiederfahren zu lassen. Uebrigens bitten ...Gott, daß er Sie in seinen heiligen Schutz neh... Gegeben unter Unserm Insiegel in Unserm Pal... zu Westmünster den 1 April im Jahre 1555.

Ich finde keine weitere Nachricht von dieser zwey... ...eise des Capitains Chancellor; allein aus einem ...ete, den der Agent Killingworth nach London ..., erhellet, daß die Engländer den 11 September ...ogda mit ihren Waaren glücklich angekommen ... Mit dem Verkauf derselben waren sie nicht sehr ...den. Man bot ihnen für ein breites Stück Laken ... broad cloth) 12 Rubel, und für ein Pfund ... vier Altinen, welchen Bot sie ausschlugen. ...den Platz, wo sie die Waaren niederlegten, be... ... sie, vom 27 November gerechnet bis Ostern ...gen Jahrs, zehn Rubel. Chancellor, der ...gent, und die Kaufleute Henry Lone, Edward ...und Robert Best, reiseten gegen den Winter ...oskau, wo sie den 4 October anlangten. Bey ...Ankunft meldeten sie sich bey einem zarischen Se... ..., der sie sehr wohl empfing, das mitgebrachte ...iben aus England entgegen nahm, und um den ... desselben dem Zar vorzutragen, es bey sich be... Sie bekamen freye Wohnung, und zu ihrem ...halte alle zwey Tage acht Hüner, ein bestimmtes ... Meth, und sieben Altinen und zwey Pense an ...n Gelde, nebst einem Hausknechte, (poor fel... ...o make cleane our house). Den achten Tag

 nach

nach ihrer Ankunft hatten sie öffentliches Gehör b
dem Zaaren, der sie sehr gnädig empfing, und dem
das königliche Schreiben, das man ihnen Tages
vor wieder zugestellt hatte, überreichten. Der
war bey dieser Gelegenheit in prächtigster Galla *
die Engländer wurden zur Tafel behalten, und der Z
reichte ihnen nach der Mahlzeit eigenhändig zu trink
Sie traten nachmals mit den zarischen Ministern
nähere Unterhandlung, wozu auf Befehl des Zaren
vornehmsten russischen Kaufleute gezogen wurd
Die Engländer übergaben einen schriftlichen Aufs
der Freyheiten, die sie begehrten. Man bot ihnen fr
Häuser an, wo sie es verlangten, in Moskau, W
logda, oder Cholmagori, welcher letzterer
wegen seiner wenigern Entfernung von Archan
am bequemsten zu seyn schien. Man verlangte e
Note der Preise ihrer Waaren, sie glaubten aber
ser zu thun, wenn sie vorher von allen ihren mit
brachten Waaren eine Probe vorzeigten, um die r
sischen Kaufleute von der besondern Güte derselben
überführen; auch wollten sie keine Anzeige geben,
welchen Preiß sie die inländische Waaren anneh
wollten, unter dem Vorwande, daß sie von dem
sigen Gewichte und Maaße keine genugsame Kenn
hätten, welche man ihnen gestempelt zu geben
spr

*) Mein Autor sagt: We went thorof a great ch
ber wherein sate, j thinke, neere a hundre
cloth of golde into the chamber, who His G
sat there j thinke were moore then in the c
chamber also in cloth of golde.

h. Man kam ferner überein, daß die jedesma-
Kaufcontracte gerichtlich sollten bestätiget werden,
ssischen Kaufleute versprachen, ihre Waaren gegen
Anfang des Jahrs nach Kolmogori zu liefern, da-
machten die Engländer sich anheischig, daß jene
einen genugsamen Vorrath von ihren Waaren
finden sollten.

Endlich erhielten sie einen im Namen des Zaren
iner Erben und Nachfolger ausgefertigten, und
Reichswapen untersiegelten Freyheitsbrief, in
Sebastian Cabot als Director, der Ritter,
Barnes als Beysitzer dieser Handlungsgesell-
, namentlich angegeben werden. Die erhalte-
Rechte und Freyheiten bestanden in folgenden:

Nach dem Ersten Artikel wird einem jeden Mit-
dieser Gesellschaft und ihren Nachfolgern erlau-
zu Wasser oder zu Lande nach Rußland mit allen
n, sie mögen Namen haben wie sie wollen, zu
n, sich hieselbst aufzuhalten und niederzulassen,
einem jeden Unterthan, weß Standes oder
er sey, Tausch und Handel zu treiben, ohne
ringste Hindernisse oder Belästigung zu besorgen,
weder Zoll oder Abgabe von ihren Personen,
ffen, Gütern und Waaren, weder jetzt noch in
nfte zu bezahlen.

Nach dem Zweyten können, außer im Fall eige-
und persönlicher Schulden, weder ihre Person
ihre Güter mit Arrest belegt werden, auch bey

andern Verbrechen und angethaner Beleidigun bloß der Thäter, in welchem Falle der Zar selb Ausspruch thun will.

Nach dem Dritten ist ihnen erlaubt, sich eigene Mäkler, Schiffer, Fuhrleute, Messer, Knechte oder andere nöthige Arbeitsleute auszu und anzunehmen, sie zu beeidigen, und wenn sie ihnen nicht zufrieden sind, sie abzulassen oder zu strafen, und andere an ihre Stelle anzunehmen, daß ihnen die geringste Hindernisse in den Weg ge oder Verdrießlichkeiten von irgend einem Gerichte macht werden könnten.

Der vierte Artikel gibt dem jedesmaligen der Handlungsgesellschaft bestellten Oberfactor Macht, über alle sich in Rußland aufhaltende E länder eine Gerichtsbarkeit auszuüben, und alle u ihnen vorfallende Streitigkeiten, Klagen und Pro zu untersuchen, zu schlichten und abzumachen, überhaupt solche Einrichtungen zu treffen, als er Beförderung und Erhaltung einer guten Ordnung ter den Kaufleuten und übrigen hiesigen Englän für nützlich und nöthig erachtet; auch selbst mit G buße und Gefängnißstrafe sie zu belegen. Sollte einer von der Handlungsgesellschaft, oder andere E länder, dem Oberfactor freventlich widersetzen, so len nach dem fünften Artikel alle zarische Geri bediente diesem letztern hülfreiche Hand leisten, um ne wieder zum schuldigen Gehorsam zu bringen, sollen ihm auf Verlangen die öffentlichen Gefäng

geöf

...t, und andere Strafmittel (instruments for ...ishments) nicht versaget werden.

Nach dem 6sten Artikel wird ihnen eine genaue ...schleunige Handhabung der Gerechtigkeit in ihren ... wider einen Russen oder jeden andern Aus... versprochen, und können sie in ihrer Abwe... einen Bevollmächtigten an ihre Stelle er...

Wenn nach dem 7ten Artikel einer von der ...lungsgesellschaft von einem Russen verwundet, ... gar erschlagen werden sollte, so soll ein solches ...rechen sogleich untersuchet, und exemplarisch be... werden. Sollte aber ein Factor oder anderer ... Handlungsgesellschaft gehöriger ein Verbrechen be..., worauf Todes- oder harte Leibesstrafe stehet, ... weder des Thäters noch der Gesellschaft Gü... Waaren versiegelt, genommen oder confiscirt ..., sondern ohne allen Schaden und Verlust zu ... freyen Gebrauch verbleiben. Wenn ein Englän... Schulden halber in Verhaft geräth, so soll er, so ... er hinlängliche Sicherheit stellt, sogleich loßgelas... werden. Auch soll kein Gerichtsbedienter einen ...länder eher in Verhaft nehmen können, bevor er ...nicht bey dem Oberfactor oder dessen Deputirten ...diget hat, ob sie nicht Sicherheit für den Schul... stellen wollen. Sollten endlich englische Schiffe ... Fahrzeuge geplündert, bestohlen oder beschädiget ...: so verspricht der Zar nach dem letzten Artikel, ... Kaufleuten alle billige und mögliche Ersetzung des ...dens zu verschaffen.

durch reiche Geschenke *) zu ersetzen, und überha
ihm die Zeit so angenehm als möglich zu machen
beeifert habe; wohin auch unter andern ein sehr k
bares Gastmahl gehört, das man ihm zu Ehren in d
Saale der Tuchhändlerzunft (the house of t
Drapers hall) anstellte. Bey Hofe wurde er ni
minder sehr wohl aufgenommen, und ein Bündni
und Freundschaftstractat zwischen beyden Reichen g
schlossen. Um seine Abschiedsaudienz recht feyerlic
zu machen, erhielt er sie am 24 April am St. Geor
gentage, an welchem das Ritterfest des Ordens von
blauen Hosenbande bey Hofe gefeyert wird.

Im Maymonate 1557 veranstaltete die russisch
Handlungsgesellschaft die vierte Fahrt nach Archa
gel **), wozu sie vier Schiffe, die Primerose, Jo
hannes der Evangelist, Anna, und die Dreyeinigkei
ausrüstete, und den Anton Jenkinson, einen kluge

diesen Capitain auf seinen bisherigen Fahrten be-
hatte, so ungünstig bezeigte es sich gegen ihn
ir jetzigen. Ein heftiger Sturm zerstreute die
; drey derselben wurden an die norwegische
verschlagen, wovon nur eines gerettet wur-
welches im folgenden Jahre nach London zu-
kam.

Chancellor selbst langte, nachdem er vier Mo-
mit Wind und Wellen gestritten hatte, im No-
r auf den schottländischen Küsten an, wo er sich
Anker legte. Ein abermaliger Sturm warf sein
mit solcher Gewalt wider eine Klippe, daß es
te. Chancellor, der mehr für die Erhaltung
Abgesandten, als für sein eigenes Leben besorgt
, rettete sich mit diesem aufs Schiffsboot, das
der Gewalt der Wellen nicht widerstehen konnte,
n unterging, bey welchem Unglücke er selbst nebst
Russen und verschiedenen englischen Schiffsleu-
kam. Der Abgesandte, nebst fünf andern, wur-
gerettet, allein die Ladung des Schiffes, die zari-
eschenke und das Gepäcke des Abgesandten gin-
mehrentheils zu Grunde, und der übrige Rest
rde von den Küstenbewohnern geplündert und ge-
t.

Es verdient angemerkt zu werden, daß nicht der
sondern die russische Handlungsgesellschaft den
sandten auf ihre Kosten mit vieler Pracht empfan-
und eingeholet, ihn während seines Aufenthalts in
land frey gehalten, ihm den erlittenen Verlust
durch

durch reiche Geschenke *) zu ersetzen, und überh ihm die Zeit so angenehm als möglich zu machen beeifert habe; wohin auch unter andern ein sehr bares Gastmahl gehört, das man ihm zu Ehren im Saale der Tuchhändlerzunft (the house of Drapers hall) anstellte. Bey Hofe wurde er minder sehr wohl aufgenommen, und ein Bünd und Freundschaftstractat zwischen beyden Reichen schlossen. Um seine Abschiedsaudienz recht feyerl zu machen, erhielt er sie am 24 April am St. gentage, an welchem das Ritterfest des Ordens blauen Hosenbande bey Hofe gefeyert wird.

Im Maymonate 1557 veranstaltete die russi Handlungsgesellschaft die vierte Fahrt nach Ar gel **), wozu sie vier Schiffe, die Primerose, hannes der Evangelist, Anna, und die Dreyein ausrüstete, und den Anton Jenkinson, einen kl und herzhaften Mann, zum Oberbefehlshaber der bestellte. Mit selbigen kehrte auch der russische gesandte in sein Vaterland zurück.

---

*) Bey seiner Abreise bekam er eine goldene Kette, hundert Pfund, ein großes silbernes vergoldetes cken nebst einer Kanne, ein paar große goldene und ein paar goldene Flaschen.

**) Im Hackluyt kann man nachlesen: Instruction to the Masters and Mariners to be obserued in about this fleete, passing this yeare 1557 toward Bay of S. Nicolas in Russia &c. &c. Diese Instru besteht aus 17 Artikeln, worin den Schiffsleuten befohlen wird, gehorsam, ordentlich und achtsa seyn.

Das rußische Stuffenbuch erwähnet gleichfalls
[illegible]kunft der Engländer in Rußland: ich will, ehe
[illegible]ter gehe, die hieher gehörige Stelle aus selbigem
[illegible]en.

Im Jahr 7064 kamen zum Zar Abgesandte
[illegible]glischen Könige Philipp und seiner Gemahlin
[illegible], mit Erbittung und Anwünschung alles
[illegible]gehens. Sie brachten drey Briefe mit, da-
[illegible] eine in welscher, der andere in polnischer,
[illegible] dritte in griechischer Sprache geschrieben war,
[illegible]ühmens und Lobens des über viele Länder glück-
[illegible]rrschenden Zaren. Der Zar nahm sie
[illegible]aftlich auf, und ließ sie wieder ab. Mit die-
[illegible]sandten schickte er zugleich seinen Abgesandten
[illegible] Nepei. Das Schiff aber scheiterte auf dem
[illegible] Der englische Abgesandte ertrank, der za-
[illegible] wurde von Gott erhalten und lebendig durch
[illegible]r an das schwedische (muß heißen das schott-
[illegible]) Königreich hinübergebracht, und von dort
[illegible] englischen König geführt, mit vieler Ehren-
[illegible]ung aufgenommen, und mit vieler Freund-
[illegible], mit vieler Ehre, und mit vielen Geschenken ab-
[illegible] Auch schickte der König Philipp und die
[illegible] Maria dem Zar zum Geschenke einen Löwen
[illegible]e Löwin samt ihren lebendigen Jungen, ver-
[illegible]e Waffen *), eine Menge Scharlach und At-
laß

*) Darunter gehörten ein paar Panzer nebst Helmen mit Carmosinsammet überzogen, und mit goldenen Nägeln beschlagen.

laß nebst andern dem Zar anständigen Sachen. A
ßerdem wurden dem Zar viele Handwerker zugesandt, u
sehr geschickte und erfahrne Aerzte *), und Bergleu
die insgesammt gesund anlangten.

Der vorgedachte Jenkinson kam nach einer zw
monatlichen Fahrt den 11ten Julius 1557 an den
seiner Bestimmung. Die Weite von London bis
hin, wird 750 Meilen angegeben. Die Schiffe se
nach eingenommener Ladung den 1ten August nach Eng
zurück, Jenkinson selbst aber begab sich nach Mos
wo er den 6ten December ankam, und den 25sten
ses Monats Gehör bey dem Zar hatte, der ihn
gnädig empfing, ihn bey seinem Namen nannte,
bey sich zur Tafel behielt **), welche Ehre ihm m
als einmahl wiederfuhr. Jenkinson, der um
neuen Handlungszweig ausfündig zu machen,
Moskau über Astrachan eine Reise nach Persien
than hatte, und 1560 wieder nach England zu
gekommen war, unternahm im Jahre 1561 eine
malige Fahrt nach Rußland. Er war mit einem E
pfehlungsschreiben der Königin Elisabeth an den
versehen, und die rußische Handlungsgesellschaft

*) Jenkinson erwähnet eines Master Standish Doct
Arzneygelahrtheit, dem der Zar einen gebl
sammtenen Pelz mit Zobel gefüttert, und 70 Rub
Gelde geschenkt habe.

**) Die Engländer speiseten nicht mit dem Zar an
Tafel, sondern an einem besondern Tische dem Za
nahe gegenüber. Die Beschreibung, die sie von

n ein Kästchen mit Brillanten mit, um solches in m Namen dem Zar zu überreichen.

Er kam den 20sten August nach Moskau. in die eben einfallende Feyer der zweyten Vermäh- g des Zaren mit der tscherkassischen Prinzeßin ria Temrukowna *) und einige Verdrieslichkeiten, die

---

Pracht und der Menge der goldenen und silbernen Gefäße und Schüsseln machen, verdienet allerdings eine Bemerkung, da es fast schwer zu begreifen ist, wie Rußland, nach den harten Bedrängnissen und Verheerungen, denen es unter dem Joche der Tartarn ausgesetzt gewesen war, einen so großen Reichthum an verarbeitetem Golde und Silber habe erhalten, oder wiederum anschaffen können. Alle Tafeln bey Hofe waren nach ihrem Berichte mit goldenen Schüsseln besetzt. All the tables were served in vessels of pure and fine Golde, as well basons, ewers platters dishes and sawcers, as also of great pots, with an innumerable sort of smal drinking potters. — Bey Gelegenheit eines großen Gastmahls am Hofe am ersten Christtage schreiben sie: the dined that day in the Emperours presence above 700 strangers and 200 Russes, and all the were served in vessels of Gold, and that as much as could stand one by an other upon the tables. Besides this were four cupboords garnished with goodly plate bot hof Gold an Silver. Among the which there were 12 barrely of Silver containing 12 Gallons a piece &c. &c. — Von der Menge der verschiedenen Getränke heißt es: for change of wines and divers sortes of meads, it was wunderfull.

*) Er merkt bey Gelegenheit dieser Feyerlichkeit an, daß der Zar verboten habe niemanden vor sich zu lassen, auch

die er mit dem Staatssecretair hatte, weil e
Königin Schreiben nicht abgegeben, sonde
sönlich dem Zaren überreichen wollte, v
seine Audienz, und er konnte seinen Paß
sien zu reisen, nicht eher als im April des
Jahres 1562 bekommen. Der Zar trug
schiedene geheime Befehle an den Sophi vo
auf, auch zugleich für seine Rechnung Juwel
Steine, und seidene Waaren einzukaufen.
tete beyde Aufträge zu völliger Zufriedenheit
aus, der ihm sein Wohlgefallen mit folgen
ten darüber zu erkennen gab. Ich erkenn
ten Dienste, danke Ihnen, und werde
belohnen. (I have perceiwed your good
for the which i doe thanke you, and
compence you for the same.) Jenk
diente sich dieser günstigen Umstände, den Za
Bestätigung und Erweiterung der vorm
Handlungsgesellschaft ertheilten Freyheiten zu
die er auch unter dem großen zarischen In
hielt. Worinnen die aufs neue erhaltene
bestanden haben, kann ich aus Mangel
Nachrichten nicht bestimmen.

Die englische Handlungsgesellschaft
Entdeckungen ausgehenden Kaufleute, wa
durch ein königliches Patent zur Zunft

---

auch bey schwerer Strafen befohlen, daß
während der drey Tage der Feyerlichkeit gesch
und niemand aus seinem Hause gehen sollte.
sache dieses Verbots, setzt er hinzu, sey unbe

1566 durch eine Parlementsacte*) bestätiget. Sie
ſe von dieser Zeit an den Namen der Gesellschaft
englischen Kaufleute zur Entdeckung neuer Hand-
gszweige. (fellowſhip of engliſh Marchants
discovery of new trades.) Keinem englischen
rthan war erlaubt nach den russischen Staaten zu
en oder zu handeln, außer auf Befehl oder mit
illigung der Vorsteher der Gesellschaft, bey Ver-
des Schiffes und der Güter.

Jenkinson kam den 10 Julius 1566 zum dritten
nach Rußland, und wurde vom Zaren auf das
gste empfangen**). Seinen Bemühungen hatte
englische Handlungsgesellschaft zu verdanken,
er durch ein öffentliches Patent unterm 22 Sep.
1567 die vormals ertheilte Privilegien bestäti-
get

*) Diese Parlementsacte ist in Hackluyt befindlich unter dem Titel: An Act for the Corporation of Marchants adventurers For the diſcovering of new trades made on the eight yeere of Quéene Eliſabeth 1566.

**) The Emperour had much honor done unto me both then of all the time of my abode of Ruſſia. Lediard in seiner Hiſtorie Navale d'Angleterre sagt: Jenkinson sey diesmal als würklicher Abgesandter nach Rußland gesendet worden. Die Umstände machen es wahrscheinlich, allein in seinem eigenen Berichte von dieser Reise meldet er nichts davon. Eben dieser Jenkinson hat 1562 eine Charte von Rußland herausgegeben, die man als eine der ersten, die man von diesem Reiche hat, ansehen kann. Sie ist in Ortelii theatro orbis terrarum befindlich. Samml. R. G. 6ter Band Seite 2.

get und erweitert wurden. Das Patent ist von stehenden englischen Kaufleuten, Anton Jenk William Rowlye, Thomas Hawtye, Thomas tham und dem Translateur Rafe Rutter unterze Beyläufig merke ich an, daß der Zar darinn d nigin Elisabeth den Titel Schwester beylegt, w er vormals der Königin Maria nicht gegeben Ich unterlasse mit Fleiß, diese Freyheiten hier führen *), um eine doppelte Wiederholung z meiden, und verweise den Leser auf die bald fo abermalige Erneuerung derselben, wo sie weitlä sollen angegeben werden.

Im Jahre 1568 schickte die Königin Eli einen gewissen Thomas Randolph als Abgesandte Rußland. Die Absicht dieser Gesandschaft wa englischen Kaufleute, welche sich, ich weiß ni durch eigene Schuld oder durch Betrieb ihrer de **), die Ungnade des Zaren zugezogen hatten der in seine Gunst zu setzen.

---

*) Man findet sie beym Hackluyt aufgezeichnet: Privileges granted by the Emperour of Russia englisch Marchants of that Company: obtain 22 of September, Anno 1567 by M. Anthon kinson.

**) Rapin und andere Schriftsteller geben die H der Engländer, die, wie Camden hinzusetzet, den Werth ihrer Waaren versteigerten, als den der verwirkten zarischen Gnade an. Sie mag al eine Mitursache dazu gewesen seyn. Es ist aber lich, daß die Hansestädte, die einen starken Hand

Nach Randolphs Berichte bestand der Ort Nicolas, wo er anlandete, außer dem Kloster, inn ohngefähr zwanzig Mönche lebten, nur aus : Häusern, dasjenige, welches die Engländer er- et hatten, nicht mitgerechnet. In Kolmogori ten die Engländer Ländereyen und bequem einge- tete Häuser. Randolph ward bey seiner Ankunft

---

Novogrod trieben, und sowol diesen neuen Zweig der englischen Handlung, als überhaupt die großen Schritte der Engländer zu einem allgemeinen und ausgebreiteten Handel, mit neidischen Augen ansahen, sich dieses Umstands zu ihrem Vortheil bedient, und wie Anderson sagt, sich alle Mühe gegeben haben, diese ihnen gefährlichen Nebenbuhler bey andern Nationen verhaßt zu machen.

Die hansischen und englischen Kaufleute waren ohnehin in beständigen Zwistigkeiten. Schon lange suchten letztere jenen die Freyheiten, die sie in England genossen, zu nehmen. Im Jahr 1554 schickten sie den Hansestädten eine Deduction über die Irrationabilität (ich behalte den damaligen Ausdruck) der hansischen Freyheiten in London zu. Im Jahr 1560 konnten die Hansestädte die Bestätigung ihrer Freyheiten nicht erhalten, weil, setzet die Chronik hinzu, die Adventurirers die Hansischen immer mehr und mehr an ihren Freyheiten hinderten. Anno 1562 schrieb der Rath zu Lübeck an den russischen Canzler Peter Petrowitsch Gollowin, er möchte der freyen russischen Kauffarth bey seinem gnädigen Herrn gedenken. Sollte bey dieser Gelegenheit der Engländer wol mit Ruhm erwähnt worden seyn? Als 1569 die Hansestädte eine Gesandschaft an die Königin Elisabeth, die sich, als wäre sie zu gütlichen Unterhandlungen nicht abgeneigt, erklärt hatte, abschickten, ließ die Königin diesen Gesandten nichts als einen mit Beschwerden und Vorwürfen angefüllten Brief überreichen, und sie mit selbigen wieder abreisen. S. Willebrands hansische Chronik.

damit der Schatzmeister die für den Zar nöthige Waaren gegen Bezahlung aussuchen kann. Die nicht für nöthig befundene Waaren soll der Canzler (Chancellour) zurück liefern, und können alsdann die Kaufleute nach Belieben sie verhandeln wo sie wollen, vorher aber, ehe sie der Canzler gesehen, ist ihnen solches zu thun nicht erlaubt. Die groben und schweren Waaren dürfen sie nicht nach Moskau zur Besichtigung bringen, sondern nur die Factur davon nebst den Preisen dem Canzler einschicken, und wenn für den Hof davon nichts nöthig befunden wird, sie nach andern Städten, wo sie wollen, bringen und verhandeln. Von den Waaren aber, die der Hof nöthig hat, darf nichts verhandelt werden.

Will der Canzler mit den englischen Kaufleuten oder ihren Factoren Waaren aus dem Schatz des Zaren außer Landes senden, so müssen sie solche annehmen,

Zuerst wird einem jeden Mitgliede der englischen [Hand]lungsgesellschaft ein freyer und ungehinderter [Ein]gang in die russischen Staaten, es sey zu Wasser [oder] zu Lande, erlaubt, und ihnen die Freyheit ge[ge]ben, nach Moskau und andern russischen Städten, [nam]entlich nach Kasan, Astrachan, Groß-Novogorod, [Ples]kau, Narva, Iwangorod und andern Städten [in Ru]ßland zu kommen, sich allenthalben aufzuhalten [und] niederzulassen, einen zollfreyen Handel mit allen [mitge]brachten Waaren zu treiben, und weiter durch [Ruß]land nach Persien und Caspien zu reisen.

Alle feine oder kostbare Waaren, die sie aus [Eng]land oder aus Persien, von Narva her, oder [au]f einen andern Weg nach Rußland, bringen, [soll]en in den zarischen Schatz *) abgeliefert werden, R 3 damit

unto the reight worshipful felowship of English Marchants, and hither sent by Thomas Randolfe en the yeare 1569. S. Hackluyt.

*) Unter dem zarischen Schatz ist hier weder das Schatzcollegium noch das Cammercollegium, auch nicht eine aufbewahrte Menge baaren Geldes, welchen Begrif man gewöhnlicher Weise mit dem Schatze eines Fürsten verknüpfet, sondern die Sibirski oder Sibirische-Prikas zu verstehen. Dieses war ein mit kostbaren Pelzwerkern und andern einheimischen und ausländischen Waaren angefülltes Gewölbe, über welches die Gosten, die die Waaren taxirten, Vorsteher waren. Zu gewissen Zeiten wurde dieses Gewölbe für jedermann nach Belieben daraus zu kaufen, geöffnet. Aus diesem Schatze nahm man die Geschenke, die der Zar seinen Lieblingen oder fremden Abgesandten verehrte, auch wurden die Gagen der Kronbedienten oftmals mit dergleichen Waaren bezahlt.

per a Russe) und zwey russische Bediente, aber nicht mehrere zu halten.

Diese

Wirthschaft durch eine Ausgeberin oder Haushälterin, niemals aber durch einen Haushofmeister (Steward) führen lassen. Die Freyheit, die der Zar den Engländern ertheilet, daß sie russische Bedienten halten konnten, war beträchtlicher, als sie vielleicht manchem Leser scheinen möchte. Man muß sich erinnern, daß nach damaliger Denkungsart es einem Russen als ein strafbares Verbrechen ausgelegt wurde, wenn er bey einem Ausländer in Dienste ging. Noch lange Jahre nachher wurde es den Russen bey Strafe verboten. In dem Gesetzbuche (Uloshenie) des Zaren Alexei Michailowitsch heißt es: Ungetaufte Ausländer können Ausländer von allerhand Religionen in ihren Diensten haben, keineswegs aber Russen, weder freywillige noch durch Verschreibung verbundene. Denn als Se. Majestät der Zar und Großfürst von ganz Rußland, Michael Fedorowitsch, Hochseligen Gedächtnisses, und Dero

Kein englischer Kaufmann soll von einem russi-
n Unterthan Waaren zu verhandeln in Empfang
men, auch soll kein Russe für Rechnung englischer
ufleute handeln oder verkaufen, oder sonstige Ver-
tung für sie übernehmen. (Or occupy for the
lish Marchants.)

Wenn die Engländer nach Kasan oder Astrachan
r in andere Plätze des Reichs kommen, so sollen
machthabende Officier und andere in Krondiensten
nde Zolleute sie ruhig passiren lassen, keinen Zoll
ihren Waaren nehmen, und keine Visitirung an-
en. Auch wenn der Hof keine Waaren mit ihnen
ert, sollen sie doch frey passiren, und nicht visitirt
den.

Sie können an russische Kaufleute und ihre
ere nach Belieben Waare um Waare ins Große
ufen, oder umsetzen, oder auch in dem Hause,
sie auf dem Platze bey der Kirche des H. Maxims
n, ihre Waaren ins Kleine an Russen und Aus-
der absetzen, nur müssen sie gestempelte Arschinen
ische Ellen), Maaße und Gewichte haben.

Das ebenbesagte an der Kirche des H. Maxims
ene Haus bleibt wie zuvor von allen Abgaben frey,
ist ihnen erlaubt, in diesem Hause eine russische
geberin oder Haushälterin *) (one housekee-

 per

*) Wenn ich housekeeper durch eine Ausgeberin übersetze; so richte ich mich darinn sowol nach dem Sprachgebrauch als der Gewohnheit der englischen Kaufleute, die ihre Wirth-

per a Russe) und zwey russische Bediente, aber nicht mehrere zu halten.

Diese

Wirthschaft durch eine Ausgeberin oder Haushälterin, niemals aber durch einen Haushofmeister (Steward) führen lassen. Die Freyheit, die der Zar den Engländern ertheilet, daß sie russische Bedienten halten konnten, war beträchtlicher, als sie vielleicht manchem Leser scheinen möchte. Man muß sich erinnern, daß nach damaliger Denkungsart es einem Russen als ein strafbares Verbrechen ausgelegt wurde, wenn er bey einem Ausländer in Dienste ging. Noch lange Jahre nachher wurde es den Russen bey Strafe verboten. In dem Gesetzbuche (Uloshenie) des Zaren Alexei Michailowitsch heißt es: Ungetaufte Ausländer können Ausländer von allerhand Religionen in ihren Diensten haben, keineswegs aber Russen, weder freywillige noch durch Verschreibung verbundene. Denn als Sr. Majestät der Zar und Großfürst von ganz Rußland, Michael Fedorowitsch, Hochseligen Gedächtnisses, und Dessen Herr Vater, der große heiligste Herr Filaret Nikititsch, Patriarch von Moskau und ganz Rußland, erfuhren, daß rechtgläubige Russen in Moskau und in den Städten bey ungetauften Ausländern dieneten, und von selbigen sehr gedränget und verunreiniget würden, viele auch ohne Beichtväter stürben, und sonst in den großen und andern Festtagen Fleisch und andere verbotene Speisen aus Noth essen müssen, so haben sie beyderseits befohlen, daß man selbige aus der Ausländer Häusern wegnehmen, und ins künftige kein rechtgläubiger Christ bey einem ungetauften Ausländer dienen solle, damit seine Seele nicht verunreinigt werde, und er nicht ohne Buße dahin sterben müsse. Solches soll auch ins künftige also gehalten, und wenn ein Russe in eines ungetauften Ausländers Hause freywillig oder auf Verschreibungen dienen wollte, derselbige soll aufgesucht, und andern zum Exempel gestraft werden.

Diese Bediente müssen um die englische Kaufleu- lelben, und sich nicht mit dem Verkauf der Waa- abgeben, welches nur die Kaufleute oder ihre Fa- s thun können, auch soll kein moskowischer Kauf- m russische Waaren in russische Städte zum Ver- f führen.

Wollen aber die englische Kaufleute ihre Waa- in jeder russischen Stadt verkaufen, so steht ih- solches frey, und soll kein Kronbedienter den ge- ten Zoll oder Abgabe von ihnen fodern, oder sie lten dürfen.

Wenn ein russischer Kaufmann von einem Eng- r Waaren erhandelt, so soll ihm nicht frey stehen, ch einiger Zeit wieder zurück zu geben, sondern sie mit baarem Gelde bezahlen, widrigenfalls der Engländer ihn gerichtlich belangen, und soll leunige Gerechtigkeit wiederfahren.

Wenn ein englischer Kaufmann oder sein Factor t ist, und mit Waaren von Moskau abreisen, so soll er persönlich dem Canzler anzeigen, was Waare von Moskau mitnehme; die Waaren nachmals von niemanden visitirt, auch kein Zoll lbigen genommen werden.

Wenn ein englischer Kaufmann Schiffbruch lei- und das Schiff langt in einem russischen Hafen so sollen die Güter geborgen, und den zu der anwesenden englischen Kaufleuten ausgeliefert en. Sollte sich keiner von den Kaufleuten oder

Factors gegenwärtig befinden, so sollen die geb
Güter an einem sichern Ort aufbehalten, und
nachmals einer von der englischen Handlungsgese
nach Vorzeigung dieser Privilegien sie zurück
selbige ihm abgegeben werden.

Die Engländer können sich in allen ru
Städten, wo ihr Handel es erfordert, Häuser
und daselbst niederlassen. Es stehet ihnen zu
frey, sich eine russische Haushälterin und zwe
drey Bediente (men to keepe the wares at th
houses) zu halten; sie oder ihre Factors könne
deln und verkaufen wie sie wollen, aber die Ha
terin darf sich nicht damit abgeben.

Das ihnen bey der Kirche des H. Mari
der Senowskaja zugehörige Haus, auch andere,
zu besserer Verwahrung ihrer Waare gebauet h
oder noch bauen werden, sollen von der za
Domainen-Canzley abhängen. (Shal be o
opprissini) *).

Da das in Wologda ihnen eingeräumte S
haus zu weit von dem englischen Factoreyhause en

---

*) Opritschina wurde des Zaren Iwan Wassiljewit
genthum, das nicht von der Krone abhing, gen
Man erlaube mir den Ausdruck Domainen.
Camden in der Geschichte der Königin Elisabeth
den Engländern ertheilten Freyheiten erwehnet, s
er: the Emperour took the English in to an O
ney, that is in to a choice seed of his people.

nach untersuchter Sache dem Zaren Bericht davon abstatten, und dessen fernere Befehle darüber erwarten. Sie sollen sich aber hüten, keinen andern als den schuldigen Thäter in Verhaft zu nehmen, oder eines andern Güter zu versiegeln.

Versiehet sich ein englischer Kaufmann, Factor oder Bedienter, so hat der Agent die Macht ihn zu strafen, oder den Schuldigen nach England zu schicken.

Wenn ein Engländer einem Russen Geld geliehen, oder ihm Credit für Waare gegeben hat, und jener hinausreiset oder stirbt, ehe der Zahlungstermin da ist, so soll der Russe dem Engländer die Schuld bezahlen, so bald die bestimmte Zeit heran gekommen, und ein englischer Kaufmann der zarischen Canzley (our Counsell) die Schuldverschreibung vorlegt, und worinn die Forderung bestehet, treulich angiebt, worauf selbige die Bezahlung sogleich anbefehlen soll.

Wenn ein Engländer Schulden halber in Verhaft genommen wird, so soll man ihn dem Agenten überliefern, und wenn er keine Sicherheit stellt, den Agenten dazu anhalten.

In allen Städten wird der Zar den Officieren und andern in Diensten stehenden Leuten Befehl ertheilen, die Engländer für Dieben, Räubern und andern übelgesinnten Leuten (evil disposed persons) zu schützen, und ihnen Beystand zu leisten.

Wenn

es das Loos thun, und wessen Loos zuerst her
kömmt, der soll Recht behalten. Jedoch soll di
nur die besagte Domainen-Canzley thun können,
keine andere Gerichte in andern Städten, als we
in keinem Stücke über einen englischen Kaufmann
Urtheil fällen können.

So auch wenn ein Ausländer mit einem en
schen Kaufmann oder dessen Factor oder Handlun
bedienten, oder umgekehrt, der Engländer mit
nem Ausländer Streitigkeit haben; so soll die Dom
nen-Canzley die Sache ohne Verzuch untersuchen, u
beyde Partheyen auseinander bringen. Ein Engl
der kann in seiner Abwesenheit einen Bevollmächtig
an seine Stelle ins Gericht schicken.

Wenn ein Russe einen Engländer verwund
oder erschlägt, oder ein Russe oder Ausländer von l
term umgebracht oder hart geschlagen, oder gestohl
Gut in eines Engländers Haus gefunden wird,
sollen die zarische Räthe (our Counsellers) die sch
dige Person aufsuchen lassen, in der Sache nach d
Gesetzen sprechen, und den Thäter, wenn er Bestr
fung verdienet, dem Verbrechen gemäß bestrafe
ohne daß die englische Kaufleute, ihre Factors o
Bediente einigen Schaden dadurch leiden.

Wenn aber die englischen Kaufleute sich du
ein Verbrechen die Ungnade des Zaren zuziehen;
sollen seine Räthe sich der schuldigen Person versicher
und ihre Güter bis auf weitere Ordre versiegeln, u
na

h untersuchter Sache dem Zaren Bericht davon ab-
ten, und dessen fernere Befehle darüber erwarten.
sollen sich aber hüten, keinen andern als den schul-
en Thäter in Verhaft zu nehmen, oder eines andern
ker zu versiegeln.

Versiehet sich ein englischer Kaufmann, Factor
r Bedienter, so hat der Agent die Macht ihn zu
fen, oder den Schuldigen nach England zu schicken.

Wenn ein Engländer einem Russen Geld gelie-
oder ihm Credit für Waare gegeben hat, und
hinausreiset oder stirbt, ehe der Zahlungstermin
, so soll der Russe dem Engländer die Schuld
hlen, so bald die bestimmte Zeit heran gekommen,
ein englischer Kaufmann der zarischen Canzley
(Counsell) die Schuldverschreibung vorlegt, und
die Forderung bestehet, treulich angiebt, wor-
selbige die Bezahlung sogleich anbefehlen soll.

Wenn ein Engländer Schulden halber in Ver-
genommen wird, so soll man ihn dem Agenten
liefern, und wenn er keine Sicherheit stellt, den
ten dazu anhalten.

In allen Städten wird der Zar den Officieren
andern in Diensten stehenden Leuten Befehl er-
en, die Engländer für Dieben, Räubern und
n übelgesinnten Leuten (evil disposed persons)
hützen, und ihnen Beystand zu leisten.

Wenn

Wenn sie bey ihrer Ankunft oder A
dem Wasser sollten beraubet werden, sollen
schen Befehl die gestohlne Güter aufgesucht,
sie gefunden, wieder abgeliefert, und die
Gesetzen gemäß bestrafet werden.

Wenn sie Arbeitsleute gebrauchen, s
sie selbige nach der gebräuchlichen Taxe.

Sie haben die Erlaubniß, in Moska
grod und Pleskau sich Thaler (dollers) un
Münze schlagen zu lassen, ohne der Krone
gabe zu bezahlen; nur müssen sie das A
und andere dabey vorfallende Unkosten ent

Sie können Postpferde im Nothfalle b
müssen aber einen Schein von sich geben, w
bekommen haben, auch muß die Kronca
nichts verlieren.

Nur bloß den Gliedern der englischen H
gesellschaft und ihren Nachfolgern ist die nordl
zu Wasser nach Rußland erlaubt. Kein
darf ohne Erlaubniß der Königin mit Wa
Narva oder Iwangorod kommen. Landet
Engländer ohne Erlaubniß der Königin, oder
nicht von der Handlungsgesellschaft ist, oder
ein jeder Fremder, in einem der russischen
Häfen, so soll das Schiff angehalten und g
werden, und fällt die eine Hälfte der confisc
ter dem Zar, und die andere den englischen K
von der Handlungsgesellschaft anheim.



erzeigte Gnadenbezeugungen vor, und drohete, die ihnen ertheilte Privilegien wieder aufzuheben. Wahrscheinlich setzte er diese seine Drohungen würklich in Erfüllung, wenigstens lese ich in einem von den englischen Kaufleuten, Christoph Hodsdon und William Borougs, wegen Wegnahme sechs dänischer Raubschiffe, sub dato Narva den 15 Julius 1570, an den Zar abgelassenen Berichte, daß sie ihm melden, wie es ihnen an genugsamer Ladung für ihre Schiffe fehle, und daß der für sie daraus entstehende Verlust von dem zarischen Befehle herrühre, wodurch ihnen im vorigen Winter die Handlung untersagt worden wäre. Sie bitten daben, den vorigen Handel ihnen gnädigst wieder frey zu geben.

Noch andere Umstände, z. E. die nachtheilige Vorstellung, die der zurückgekommene russische Abgesandte dem Zar von den Engländern machte, der ansehnliche Verlust, den sie theils durch Schiffbruch, theils durch Seeräuber, theils durch böse Schulden, und besonders durch den unvermutheten Einfall der Tartaren in Rußland, erlitten hatten, selbst die Eifersucht einiger englischen Kaufleute, die nicht Mitglieder von der Handlungsgesellschaft waren, und endlich die schlechte Aufführung einiger Factoreybedienten; alle diese Umstände, sage ich, droheten dem englischen Handel in Rußland einen nahen Untergang. Die Königin Elisabeth glaubte selbigen nicht besser vorbeugen zu können, als wenn sie den Anton Jenkinson, diesen ehemaligen Liebling des Zaren, als Abgesandten an ihn abschickte.

der von St. Nicolas ab; mit ihm ging ein russ Abgesandter, Andre Griegorjewitsch Sawin, England, wo sie im September anlangten.

Dieser Abgesandte war es, durch den der sich bey der Königin eine sichere Zuflucht ausl ließ, im Fall er durch innerliche Unruhen sich ge gen sehen sollte, sein Reich zu verlassen. Er reichte ferner der Königin einen in russischer Spr geschriebenen Tractat, den der Zar mit ihr beson schließen wollte, und verlangte eine von der Kön eydlich bestärkte, von ihr eigenhändig unterschrie und in russischer Sprache abgefaßte völlige Gene gung desselben. Das erste Gesuch bewilligte die nigin, wie es der Zar verlangte, den angebot Tractat aber nahm sie unter gewissen Einsch kungen an.

Diese Staatsunterhandlung hatte nachmals nen geringen Einfluß auf die englische Handlung Rußland. Der Zar glaubte in Betracht der gro Freyheiten, die er den Engländern vorzüglich vor a fremden Kaufleuten, denen außerhalb Moskau handeln nicht einmal erlaubt war, ertheilet ha berechtigt zu seyn, eine freundschaftlichere Begegn von der Königin fodern zu können. Er gab ihr Mißvergnügen darüber, daß sie nicht einen Abgesa ten an ihn abgeschickt habe, in einem Schreiben zu kennen, und verargte es ihr sehr, daß sie ihr eige Interesse dem Vortheile einiger Kaufleute aufopf Letztern warf er ihre Undankbarkeit gegen seine ih

erzei

igen Gnadenbezeugungen vor, und drohete, die n ertheilte Privilegien wieder aufzuheben. Wahr- inlich setzte er diese seine Drohungen würklich in Er- ung, wenigstens lese ich in einem von den englischen usleuten, Christoph Hodsdon und William Borough, ur Wegnahme sechs dänischer Raubschiffe, sub da- Narva den 15 Julius 1570, an den Zar abgelasse- Berichte, daß sie ihm melden, wie es ihnen an ugsamer Ladung für ihre Schiffe fehle, und daß der e daraus entstehende Verlust von dem zarischen ehle herrühre, wodurch ihnen im vorigen Winter Handlung untersagt worden wäre. Sie bitten ihn, den vorigen Handel ihnen gnädigst wieder frey geben.

Noch andere Umstände, z. E. die nachtheilige stellung, die der zurückgekommene russische Abge- te dem Zar von den Engländern machte, der an- liche Verlust, den sie theils durch Schiffbruch, theils h Seeräuber, theils durch böse Schulden, und be- ers durch den unvermutheten Einfall der Tartaren ußland, erlitten hatten, selbst die Eifersucht ei- r englischen Kaufleute, die nicht Mitglieder von Handlungsgesellschaft waren, und endlich die ste Aufführung einiger Factoreybedienten; alle Umstände, sage ich, droheten dem englischen del in Rußland einen nahen Untergang. Die igin Elisabeth glaubte selbigen nicht besser vorbeu- zu können, als wenn sie den Anton Jenkinson, ehemaligen Liebling des Zaren, als Abgesandten in abschickte.

Jenkinson langte mit zwey großen Schiffe[n] Schwalbe und Heinrich, den 26 Julius in der St. Nicolas an, und schickte sogleich seinen D[olmet]scher, Daniel Sylvester, ab, um dem russisch[en] seine Ankunft melden zu lassen. Er erfuhr ab[er] von dem Agenten und andern Kaufleuten der Fa[ctorey,] daß er sich in Lebensgefahr befände, weil der Z[ar] habe verlauten lassen, daß er ihm, wenn er jem[als wie]der in Rußland würde habhaft werden können[, den] Kopf für die Füße wolle legen lassen. Diese [Nach]richt machte ihn anfänglich unschlüßig, ob er bl[eiben] oder sogleich wieder zurück kehren sollte? Alle[in das] überzeugende Gefühl seiner Unschuld flößte diese[m wa]ckern Manne die gewisse Hofnung ein, die Ankla[gen sei]ner Feinde widerlegen zu können, und sein patri[otischer] Eifer für das Beste der englischen Handlungs[gesell]schaft hieß ihm lieber allen Gefahren entgegen zu [gehen,] als ungerechtfertigt zurück zu kehren. Er reis[te da]her weiter nach Kolmogori ab, in der Absicht die [An]kunft seines abgeschickten Dolmetschers und die [Befeh]le des Zaren ruhig abzuwarten. Rußland wur[de da]mals von der Pest heimgesucht, und alle Wege [waren] versperret. Der englische Dolmetscher ward an[gehal]ten, und weder vor noch rückwärts gelassen, der[gestalt,] daß Jenkinson binnen vier Monaten keine Na[chricht] von seinem Aufenthalt bekam. Ein anderer von [seinen] Leuten, den er durch Umwege ausgesandt hatte, [wur]de gleichfalls von der Wache ertappt, und en[tgieng] mit vieler Mühe der Strafe lebendig verbran[nt zu] werden. Jenkinson mußte also bis zum 18 J[anuar] des folgenden 1572sten Jahrs in dieser unangen[ehmen]

issung bleiben, in welcher Zeit er nicht das ge-
e von der den Abgesandten gewöhnlich zugestan-
Verpflegung genoß, und sich sogar der groben
gnung des Pöbels ausgesetzt sahe. Endlich hör-
e Pest auf, und den 28 Januar kam Befehl
Zaren, Jenkinson sollte mit der Post nach der
e Pereslawl, wo der Hof sich in der Nähe auf-
, kommen.

Den 3 Februar langte er hier an, wo er zwar
ller Achtung begegnet, aber auch so genau bewa-
wurde, daß weder er zu jemanden gehen, noch je-
d zu ihm kommen konnte.

Den 14 März erhielt er Befehl vor dem Zar zu
inen, und war bereits auf dem Wege nach
; als ein Gegenbefehl kam, er solle wieder nach
lawl umkehren, und dort die weitern Befehle
Zaren erwarten. Eine unangenehme von der
le eingelaufene Nachricht, soll diesen Befehl ver-
lt haben.

Endlich erhielt er am 23 März Gehör bey dem
r, der ihm die Hand zu küssen reichte, seine An-
gnädigst anhörte, das Schreiben der Königin
beth und ihre Geschenke entgegen nahm, und
mals stehend sich nach dem Befinden seiner Schwe-
der Königin, in Gegenwart des ganzen Ho-
kundigte. Hierauf mußte jedermann abtreten,
blieben nur der geheime Secretair und einige ge-
e Räthe gegenwärtig; er, Jenkinson, aber

Den geheimen Auftrag, den Eure Majest
anzuvertrauen geruhet haben, habe ich bey mein
Rückkehr in London Dero Befehl gemäß meiner aller
gnädigsten Souveraine sogleich würklich vorgetragen
Sie hörte selbigen an, willigte in Dero Begehren,
und nahm sich vor, eigenhändig eine Antwort an Eure
Majestät zu schreiben. Sie schickte auch mit dem er-
sten Schiffe Ihren Abgesandten, Thomas Randolph,
einen Mann von bekannter Geschicklichkeit und bewähr-
ter Treue an Höchstdieselben ab, der zufolge seiner
Instruction nicht blos wegen Handlungssachen, son-
dern auch wegen der mir aufgetragenen geheimen
Staatsangelegenheiten mit Eurer Majestät in Unter-
redung treten sollte. Die Ursache aber, warum ich
nicht selbst gekommen, ist, weil ich damals zur See
wider die Feinde der Königin fechten mußte, und Ran-
dolph bey meiner Rückkehr bereits abgereiset war
Wenn aber Eure Majestät sagen, daß Randolph sich
mit Dero geheimen Rathe einzulassen geweigert hab

malen sagen, er möge mit Unserm geheimen
Unterhandlung treten, damit Wir die Ab-
r Ankunft erführen, weil Wir glaubten, er
lleicht eine Antwort auf das Dir aufgetrage-
ifte mit sich. Er wegerte sich dessen, und
r Ursache, und wegen der Pest, womit
heimgesucht wurde, erhielt er lange Zeit bey
Audienz. Nachdem das letzte Hinderniß
hatte, ertheilten Wir ihm Gehör, allein
s Anbringen betraf die Kaufmannschaft, und
len nicht Unsere eigene Person. Wir wissen
, daß Handlungssachen auch müssen angehört
denn sie sind die Stütze unsers fürstlichen
aber zuförderst müssen des Fürsten Angele-
in Ordnung gebracht werden, und alsdenn
dänische. Wir haben Uns nachmals mit
nnten Randolph Unsere eigene Angelegen-
effend besprochen, und auf was Weise zwi-
Königin Majestät und Uns eine immerwäh-
undschaft errichtet werden könne, auch die
zu zwischen ihr und Uns verabredet, und zu
ide mit ihm Unsern Abgesandten nach Eng-
ickt: dieser ist aber wieder zurück gekommen,
Hauptsache geendigt zu haben, wider Unsere
g und den zwischen Uns und Eurem vorigen
en verabredeten Plan.

Jinson bat hierauf um Erlaubniß antwor-
ürfen, und that dem Zar nachstehende
g:

Den geheimen Auftrag, den Eure M
anzuvertrauen geruhet haben, habe ich
Rückkehr in London Dero Befehl gemäß m
gnädigsten Souveraine sogleich würklich v
Sie hörte selbigen an, willigte in Dero
und nahm sich vor, eigenhändig eine Antw
Majestät zu schreiben. Sie schickte auch
sten Schiffe Ihren Abgesandten, Thomas
einen Mann von bekannter Geschicklichkeit u
ter Treue an Höchstdieselben ab, der zu
Instruction nicht blos wegen Handlungss
dern auch wegen der mir aufgetragene
Staatsangelegenheiten mit Eurer Majest
redung treten sollte. Die Ursache aber,
nicht selbst gekommen, ist, weil ich dam
wider die Feinde der Königin fechten mußte
dolph bey meiner Rückkehr bereits abg
Wenn aber Eure Majestät sagen, daß R
mit Dero geheimen Rathe einzulassen gew
so verfuhr er hierinn seiner Ordre gemäß,
aber er mit Eurer Majestät höchsteigener
Sache behandeln sollte, und ist solches un
wenn sie in wichtigen Angelegenheiten sich
zuschicken, jedesmal gebräuchlich. Ob
dachter Randolph Befehl hatte, sich in
einzulassen, etwas bestimmtes darinn abzu
zu versprechen, daß es die Königin genehm
wie dann auch zu dem Ende Eure Majest
gesandten nach London schickten; so muß
ten, Eure Majestät geruhen anzuhören,
dieser Randolph eingestehet, er habe sich

verbrannten, und alle gefangene Mannschaft an Dero Befehlshaber in Narva auslieferten. In Betracht dieser Umstände ersuchet Dero Schwester die Königin, Eure Majestät geruhen dem Sir William Gorret und den übrigen Gliedern der Handlungsgesellschaft, Dero vorige Gnade, und die vormals ertheilte Handlungsfreyheiten in Dero Reiche wieder angedeihen, und die nöthige Befehle deshalb ertheilen zu lassen. Ich wage es Eure Majestät zu bitten, keinen falschen Berichten oder Verläumdungen solcher Leute, die alle Freundschaft zwischen beyden Reichen gänzlich aufgehoben zu sehen wünschten, Gehör zu geben. Die Königin wünschet ferner, daß Eure Majestät befehlen möchten, daß alle rebellische Engländer, als Ralfe, Rutter und andere englische Unterthanen, die sich heimlich in hiesigen Landen aufhalten, und nur Uneinigkeit zu stiften bemühet sind, die ihrer Patrons Vermögen liederlich durchbringen, unter dem Vorwande, als wären sie selbst Kaufleute, keine Rechnung ablegen wollen, und sich Dero Schatz Dienste zu leisten erbieten, in der That aber keinen Credit haben, und Eurer Majestät in nichts zu dienen fähig sind, an mich ausgeliefert werden möchten, um sie nach England zurück zu schicken, damit sie außer Stand gesetzt werden, durch ihr böses Verfahren Eurer Majestät Gnade von Sir William Gorret wieder abwendig zu machen. — . — . — .

Als Jenkinson zu reden ausgehört hatte, gab ihm der Zar zur Antwort: Wir werden diese Sache in Ueberlegung nehmen, wenn Wir das Schreiben

lungsgesellschaft empfinden lassen; so hat sie für n
erachtet, mich an Dero Hof abzuschicken, um
ihre wahre Gesinnung in Betracht der Hauptangel
heiten zu erkennen zu geben, als mich nach der
gen Ursache Dero Ungnade gegen die besagte eng
Handlungsgesellschaft, deren Bestes zu besorgen
besonders befehligt bin, zu erkundigen. Der
gin Majestät glaubt fest, daß ein falscher Beric
Eurer Majestät von Ihrem neulichen Abgesandt
gestattet worden, und die boshafte Bemühung e
gegen ihr Vaterland feindselig gesinnter hiesigen
länder, ungleich mehr Gelegenheit zu Dero Miß
gegeben haben, als das eigene Verschulden der
schen Kaufleute. Letztere haben seit dem ersten A
ihres Handels in hiesigem Lande sich willig un
Vergnügen beeifert, Eurer Majestät Schatz zu
chern, und sich Dero Feinden, besonders da
als die an der Ostsee gelegene Mächte den Sun
die Fahrt nach Narva sperren wollten, zu wider
kurz, sie haben Eurer Majestät von Zeit zu Z
große Vortheile theils bereits verschaffet, theil
schaffen sie selbige noch jetzt, daß dergleichen die
gin andern auswärtigen Fürsten zu leisten, den
ländern niemals erlaubet hat. Jedermann weiß
chen ansehnlichen Verlust Sir William Garret
Schiffbruch und Untreue seiner Bedienten erlitte
auch werden Eure Majestät des Beystandes sic
digst zu erinnern belieben, den die Schiffe der
lungsgesellschaft Denenselben wider Dero Feind
stet, als sie vor zwey Jahren die bey Narva
See herumstreichende Freybeuter angriffen, ihre

...rannten, und alle gefangene Mannschaft an Dero ...fehlshaber in Narva auslieferten. In Betracht ...ser Umstände ersuchet Dero Schwester die Königin, ...re Majestät geruhen dem Sir William Gorret und ...n übrigen Gliedern der Handlungsgesellschaft, Dero ...ige Gnade, und die vormals ertheilte Handlungs...heiten in Dero Reiche wieder angedeihen, und die ...thige Befehle deshalb ertheilen zu lassen. Ich ma... ...s Eure Majestät zu bitten, keinen falschen Berich... ...der Verläumdungen solcher Leute, die alle Freund... ...zwischen beyden Reichen gänzlich aufgehoben zu ...n wünschten, Gehör zu geben. Die Königin ...itt ferner, daß Eure Majestät befehlen möch..., daß alle rebellische Engländer, als Ralfe, Rut... ...und andere englische Unterthanen, die sich heimlich ...sigen Landen aufhalten, und nur Uneinigkeit zu ...n bemühet sind, die ihrer Patrons Vermögen lie... ...ch durchbringen, unter dem Vorwande, als wären ...selbst Kaufleute, keine Rechnung ablegen wollen, ... sich Dero Schatz Dienste zu leisten erbieten, in der ... aber keinen Credit haben, und Eurer Majestät ...nichts zu dienen fähig sind, an mich ausgeliefert ...den möchten, um sie nach England zurück zu schi..., damit sie außer Stand gesetzt werden, durch ... böses Verfahren Eurer Majestät Gnade von ... William Gorret wieder abwendig zu ma...

— . — . — .

Als Jenkinson zu reden ausgehört hatte, gab der Zar zur Antwort: Wir werden diese Sache ... Ueberlegung nehmen, wenn Wir das Schreiben

7) Da die Kaufleute Thomas Banister un Gottfried Dücket aus Persien nach Rußland zurück z kehren im Begrif sind, das Fahrzeug aber, das s abzuholen von Astrachan abgehen sollte, von de dasigen Zollbedienten angehalten worden — einen Be fehl dahin zu senden, daß alle englische Kauf- und an dere Seeleute die Wolga und die Kaspische See un gehindert befahren können, und wenn gedachte Kauf leute in Astrachan ankommen, daß alle dortige Befehls haber ihnen Hülfe und Beystand wider die Tartaren und anderes Räubergesindel leisten mögen.

8) Da die zuletzt aus Persien zurückgekommene Kaufleute von den Zollbedienten in Astrachan und Ka san sehr übel behandelt worden, wo sie diejenigen Waaren haben verzollen müssen, die nicht zum Ver kauf waren, sondern die dem zarischen Schatz abgelie

Jenkinson übergab dem Secretair nachstehende ...nkte :

1) Der Königin die wahre Ursache der Ungna... ...n entdecken, die der Zar auf Sir William Gorret ...orfen habe, als wovon sie bisher keine rechte Wis... ...aft gehabt.

2) Seine Majestät zu bitten, den Berichten ...er Leute, die eine Uneinigkeit zwischen beyden ...hen zu stiften suchten, keinen Glauben beyzu... ...en.

3) Dem Sir William Gorret die vorige Gna... ...der zu schenken, und ihm und der Handlungs... ...chaft die vormals verliehene Privilegien, und ... freye Handlung durch ganz Rußland aufs neue ...llen.

4) Zu befehlen, daß den gedachten Kaufleuten ...igkeit wiederfahre, sowol in ihren Forderungen ...brigen Beschwerden über das Unrecht, das man ... während der Zeit der zarischen Ungnade, im ... Lande angethan habe.

5) Eine Anweisung von Sr. Majestät zu erbit... ... wie die englischen Kaufleute ihre ausstehenden ...lden von solchen Hofbedienten erhalten können, ... entweder in Verhaft sitzen, oder am Leben ge... ... sind.

6) Zu bitten, daß ihnen diejenigen Gelder aus... ...hlet werden, die sie für die in den zarischen Schatz ...ferte Waaren zu fodern haben.

7) Da

7) Da die Kaufleute Thomas Banist Gottfried Dücket aus Persien nach Rußland zu kehren im Begrif sind, das Fahrzeug aber, abzuholen von Astrachan abgehen sollte, vo dasigen Zollbedienten angehalten worden — ein fehl dahin zu senden, daß alle englische Kauf- u dere Seeleute die Wolga und die Kaspische S gehindert befahren können, und wenn gedachte leute in Astrachan ankommen, daß alle dortige B haber ihnen Hülfe und Beystand wider die Ta und anderes Räubergesindel leisten mögen.

8) Da die zuletzt aus Persien zurückgeko Kaufleute von den Zollbedienten in Astrachan u kan sehr übel behandelt worden, wo sie diej Waaren haben verzollen müssen, die nicht zum kauf waren, sondern die dem zarischen Schatz a fert worden sind; da ferner die Zollbediente nic einen höhern Zoll, als im Tarif bestimmt ist, v nen genommen, sondern auch mehrere Waar pfändet, als der Zoll, den sie aus Mangel am Gelde nicht gleich bezahlen konnten, betrug; — bitten, daß die Zollbediente zur Ersetzung des dens und zur Ablieferung der Waaren nach Mo angehalten werden.

9) Zu erlauben, daß Sir William einen delsplatz (trade for Marchandises) in Kolmoga richte, und daß diejenige englische Waaren, di den Schatz bestimmt sind, dort mögen in Emp genommen werden; auch daß die russischen Kauf

aaren nach Kolmogori bringen dürfen, wodurch
gländern der weite Transport der Güter erspa-
), und sie ihre Waaren wohlfeiler verkaufen

,- Sr. Majestät vorzustellen, ob es Ihnen nicht
,)en Stapel der persischen Handlung in Astra-
zulegen, woraus für das Reich ein großer Vor-
wachsen würde.

Die Engländer mit einer Schadloshaltung zu
igen, wegen des im vorigen Brande in Moskau
m Verlustes, den sie auf 10000 Rubel taxi-
und davon auf zarischen Befehl eine Anzeige
ien haben.

) Die Königin habe auf geschehene Vorbitte
fischen Abgesandten Andrei Sawin dem Tho-
lover alle ihr angethane Beleidigungen völlig
m, und dem William Gorret anbefohlen, bey
hung der Rechnungen nicht nach der Strenge
n zu verfahren. Da indessen ein Rückstand von
Rubel nachgeblieben, den Glover endlich und
ich nach seiner Rückkehr mit dem Abgesandten
olas Procter zu zahlen sich verbunden, die Zah-
ber unter dem Vorwande verzögere, daß er vom
)en Hofe eine ansehnliche Summe zu fordern
so bitte man Sr. Majestät, diese Gelder gnä-
szahlen zu lassen.

) Sr. Mäjestät zu bitten, daß Ralfe Rutter,
nbarer Rebell und Verräther des Vaterlandes,

der

der seit seinem Hierseyn die untern Händen gi
Güter der Kaufleute bestohlen, und liederlich du
bracht, und mit seinem Anhange nichts als Unei
zwischen beyden Reichen zu stiften, und der Han
zu schaden sucht, an ihn, Jenkinson, ausge
werde, um ihn nach England zurück zu schicken;
daß keinem englischen Unterthan, der nicht Mi
der Handlungsgesellschaft ist, weiter in hiesigen L
zu handeln erlaubt, sondern selbiger dem Ag
überliefert werde.

14) Da verschiedene englische Handwerker
Künstler, die in zarischen Diensten stehen, sic
schweren, daß sie keine Erlaubniß erhalten kön
wieder in ihr Vaterland zurück zu kehren; so bitt
Königin, daß Sr. Majestät solchen Leuten verst
wollen, wenn sie es verlangen, zurück zu kehren,
daß andern Künstlern, die künftig in zarische D
ste treten werden, gleiche Freyheit zugesta
werde.

15) Sr. Majestät vorzustellen, daß er, J
kinson, während seines Aufenthalts in Kolmogor
übel gehalten worden, daß der dortige Befehlsh
Wesson Messareupe ihn schimpflich, und seine
mit Schlägen behandelt, von den dasigen Kaufl
Gelder aufgenommen, die er nicht bezahlen will,
wider die Königin sich ungebührender Ausdrück
dient habe; — weshalb Sr. Majestät zu ersu
daß ein Hofbedienter mit ihm, Jenkinson, dahin
geschickt werde, der solches üble Verfahren gege

Kön

...igin von England und ihren Abgesandten untersu...
... und gehörig bestrafe, auch die aufgenommene Gel...
...zu erstatten anbefehle.

26) Sr. Majestät vorzustellen, daß Sir William
...rret, bey eingetretener Theurung in hiesigen Landen,
...ige Schiffsladungen mit Getraide nach Kolmogori
...kommen lassen, daß man ihm aber den Verkauf
...lben nicht erlaube; — weshalb Sr. Majestät zu
...ten, die nöthige Befehle an die dortige Zollbediente
...lassen, daß sie den Kaufleuten den Verkauf des
...aides, ins Große oder ins Kleine, nicht verweh...
...dürfen, auch daß Ihnen ins künftige Getraide
...führen, frey stehen möge.

Am 13 May, Vormittags zwischen 10 und 11
erhielt Jenkinson seine Abschiedsaudienz.

Der Zar hatte eine mit kostbaren Steinen besetzte
auf dem Haupte, der Kronprinz saß neben ihm
...ne Menge Hofleute um sie herum. Der Zar
...m näher treten, und redete ihn mit folgenden
...n an:

...nthon! Wir haben das Schreiben unsrer ge...
Schwester übersetzen und Uns vorlesen lassen,
Inhalt desselben mit dem was ihr Uns münd...
...gt, gleichlautend befunden. Wir sehen dar...
...ß ihr das euch aufgetragene Geschäfte getreu...
...richtet habt, dessen Gegentheil man Uns vor...
...tet hatte, und sind mit eurem Betragen jetzt
...m zufrieden. Unser Abgesandter konnte frey...
lich

lich die Hauptsache nicht zu Stande bringen, u
Mangel hinlänglicher und unter fürstlichen Höfe
forderlicher Sicherheitsmittel (assurance). D
aber bey seiner Ablassung ein Schreiben von gleic
tigem Inhalte mitbrachte, und kein andrer Abge
ter an Unsern Hof abgeschickt wurde, so geriethen
auf die Gedanken, man habe die Hauptsache a
Seite gesetzt, und sie als unerheblich angesehen.
durch fanden Wir Uns sehr beleidiget, und ließe
wol dieserhalben, als des schlechten Betragens
Kaufleute wegen, die auf mancherley Art Unsere
desverfassungen übertraten, und in allen Dingen
selbst eigenem Gefallen handelten, selbige Unser
fallen empfinden, und wiederriefen die ihnen ert
Freyheiten als unkräftig und ungültig; gaben
Unsern Unwillen der Königin, Unsrer Schwe
schriftlich zu erkennen. Daß Ihro Majestät
euch, als ihren Abgesandten, hieher gesendet,
ihre Gesinnung gegen Uns in ihrem Schreiben den
zu Tage leget, ist Uns sehr angenehm. Wenn
dessen die Hauptsache damals Unsrer Erwartung
mäß nicht ist abgemacht worden; so lassen Wir sie
für diesesmal beruhen, da Wir Unsere vorige
nung in diesem Stücke geändert haben. Wir b
ten Uns vor, Uns nöthigen Falls ins künftige
mehrern darüber zu erklären. Da indessen die K
gin, Unsre Schwester, zu Unserm größten Ver
gen die Fortsetzung Unsrer vormaligen Freunds
verlanget; so lassen Wir auch aus Achtung für
Majestät nicht nur Unsere Ungnade und Unwillen
gen Sir William Gerret und die übrigen Gliede

H



Auf den 3ten Punct. Sr. Majestät haben euch eits mündlich gesagt, daß Sie euren Kaufleuten re vorige Gnade wieder angedeyhen, und solches ch ihre Befehle und durch eine neue Bestätigung der ivilegien kund thun lassen wollen.

Auf den 4ten Punct. Eure Kaufleute sollen s Staatssecretair eine schriftliche Anzeige überge- , worin ihre habende Forderungen, und die wäh- d der Zeit der zarischen Ungnade ihnen angethane terdrückungen genau bestimmt sind; sie sollen ne Verzug eine gerichtliche Abmachung derselben alten.

Auf den 5ten Punct. Sr. Majestät ist unbe- st, daß einige von ihren Hofbedienten den Eng- dern schuldig sind, und ob? und in wie fern der- chen Schulden ihre Richtigkeit haben? Selbige ssen dahero zuförderst erwiesen werden, und wird n alsdann darauf antworten. Uebrigens ist Sr. ajestät Wille, daß die englischen Kaufleute ihren terthanen ins künftige keinen Credit geben.

Auf den 6ten Punct. Sr. Majestät haben be- n zu untersuchen, was die Kaufleute für die in Schatz gelieferten Waaren zu fordern haben (wie- die mehresten Rechnungsbücher in dem Brande ver- n sind); findet sich die Schuld richtig, so soll sie zahlet werden. Wegen künftiger Zahlung wer- Sr. Majestät Ihre fernere Befehle geben.

Hierauf stand der Zar auf, nahm seine
ab, und sagte zu Jenkinson: Machet Unsre ve
liche Empfehlung an Unsre geliebte Schwester,
our hartie Commendation unto our lovi
ster) der Wir ein langes Leben und alles Wo
hen wünschen; er reichte ihm nachhero die Ha
küssen, und hieß seinem neben ihm sitzenden
seine Empfehlung gleichfalls an die Königin zu
len, welches dieser auch that, und Jenkinson die
zu küssen gab. Zuletzt mußte Jenkinson sich
der Zar ließ aber verschiedene Arten Getränke herein
gen, davon er ihm mit eigner Hand zu trinken re
und ihn sodann entließ.

Am folgenden Tage wurde Jenkinson zum
cretair gerufen, der ihm im Namen des Zar
gende Antwort auf die von ihm eingereichte P
ertheilte.

Auf den 1sten Punct. Sr. Majestät Ungn
wie Höchstdieselben sich bereits gestern erkläret, r
daher, weil die Königin die geheime Staatsan
genheit nicht nach Dero Erwarten, und dem von R
dolph gethanen Versprechen gemäß, abgemacht,
weil sich die hier befindliche englische Kaufleute
betragen haben.

Auf den 2ten Punct. Sr. Majestät haben
mals ohne gültige und gerechte Ursache die Freu
schaft mit Ihro Majestät, der Königin, unter
chen, und werden es auch ins künftige nicht thu

Auf den 3ten Punct. Sr. Majestät haben euch ...les mündlich gesagt, daß Sie euren Kaufleuten ...e vorige Gnade wieder angedeyhen, und solches ...h ihre Befehle und durch eine neue Bestätigung der ...ilegien kund thun lassen wollen.

Auf den 4ten Punct. Eure Kaufleute sollen ... Staatssecretair eine schriftliche Anzeige überge... worin ihre habende Forderungen, und die wäh... ...der Zeit der zarischen Ungnade ihnen angethane ...rückungen genau bestimmt sind; sie sollen ... Verzug eine gerichtliche Abmachung derselben ...rten.

Auf den 5ten Punct. Sr. Majestät ist unbe... ...t, daß einige von ihren Hofbedienten den Eng... ...n schuldig sind, und ob? und in wie fern der... ...hen Schulden ihre Richtigkeit haben? Selbige ...en dahero zuförderst erwiesen werden, und wird alsdann darauf antworten. Uebrigens ist Sr. ...tät Wille, daß die englischen Kaufleute ihren ...hanen ins künftige keinen Credit geben.

Auf den 6ten Punct. Sr. Majestät haben be... ...r zu untersuchen, was die Kaufleute für die in ...Schatz gelieferten Waaren zu fordern haben (wie... ...die mehresten Rechnungsbücher in dem Brande ver... ...n sind); findet sich die Schuld richtig, so soll sie ...ahlet werden. Wegen künftiger Zahlung wer... ...Sr. Majestät Ihre fernere Befehle geben.

Auf den 7ten Punct. Die nöthi
wegen sicherer Passirung der genannten
Kaufleute, sollen nach Kasan und Astrach
sen werden.

Auf den 8ten Punct. Den Zollb
Kasan und Astrachan soll anbefohlen werd
Zoll angehaltene Güter der englischen Kau
zuliefern, und den Zoll den zarischen Pri
mäß zu nehmen *).

Auf den 9ten und 10ten Punct. S
behalten sich vor, ihre Willensmeynung da
tig bekannt zu machen.

Auf den 11ten Punct. Die Angabe
nen Verlustes verlangten Sr. Majestät n
wissen, wie hoch sich überhaupt der Scha
den die Ausländer durch den Brand er
ten, nicht aber um solchen zu ersetzen, d
schaden ist eine Schickung Gottes, nicht
Zaren.

Auf den 12ten Punct. Sr. Majestä
mit Dank, die dem Thomas Glower erwies
Allein seine Streitigkeiten mit Sir Willia
sind dem Zar völlig unbewußt. Seine
wegen gelieferter Waaren in den Schatz, fal

---

*) Hieraus läßt sich schließen, daß die E
persischen Waaren nun nicht mehr völlig Zol
einbringen dürfen.

befunden wird, und in sofern die Waaren vor der
e der zarischen Ungnade geliefert worden, soll be-
t werden, die nachher gelieferten Waaren sind ver-
n, als ein dem offenbaren Verräther Rutter und
dem zugehöriges Eigenthum.

Auf den 13ten Punct. Die Auslieferung des
utters betreffend, dient zur Antwort, daß Sr. Ma-
tät keinen Engländer, der wieder hinaus zu reisen
erlanget, halten, aber auch keinen, der hier zu blei-
n Lust hat, zwingen wollen hinaus zu reisen. Um
essen der Königin zu willfahren, genehmigen Sr.
jestät, daß Ralfe Rutter mit euch hinaus geschickt
de. Es ist dem Oberbefehlshaber in Moskau
re zugesandt worden, ihn unverzüglich aufzusuchen,
ihn gegen das Ende des Maymonats in Wologda
abzuliefern. Das übrige in diesem Puncte ent-
e soll in den anderweitigen Privilegien bestimmt
den.

Auf den 14ten Punct. In Rücksicht auf die
ischen Künstler und Handwerker, wollen Sr. Ma-
der Königin Begehren ein vollkommenes Genü-
isten, und ertheilen vorjetzt einem jeden dersel-
der zurück reisen will, die Erlaubniß dazu.

Auf den 15ten Punct. Die wider Bossen an-
brachte Beschuldigungen sollen genau untersucht,
wenn er schuldig befunden wird, scharf bestraft
en. Dagegen ersuchen Sr. Majestät die Köni-
den Middleton und Manly, die vor zwey Jahren

[illegible] geschickt wurden, ihres übeln Betragen
[illegible], auf gleiche Weise zu verfahren. [illegible]

Auf den 16ten Punct. Es ist Sr. Maj
sehr angenehm, daß besagte Kaufleute [illegible]
Land gebracht haben, Sr. Majestät werden den
tigen Zollbedienten anbefehlen, daß man eure K
leute nach Belieben Getraide, in großer und
ner Maaße, Zollfrey und ungehindert verka
lasse ꝛc.

Jenkinson, der die aufs neue vom Zar be
ligte Privilegien gerne mit sich genommen hätte,
hierauf Ansuchung, daß selbige sogleich möchten a
fertiget werden; allein er konnte selbiges nicht e
ten, jedoch versprach man, ihm selbige nach Kolm
nachzuschicken. Die Auszahlung der rückstän
Gelder wurde ihm aus Mangel der Rechnun
cher gleichfalls abgeschlagen. Der Secretair
ihm, einen Kaufmann zum Zar nach Novogr
schicken, mit dem er die Sache abzumachen sich
schig machte. Jenkinson wollte seinen Dolme
die Sache zu betreiben, zurück lassen, allein ma
stattete ihm auch dieses nicht, und er mußte dies
de Reise abreisen. Er kam gegen Ende des
monats nach Wologda, wo er sowol die neu
tigten Privilegien als Rutters Auslieferung [illegible]
Allein weder Rutter wurde ausgeliefert, noch
die ausgefertigten Privilegien an. Er wagte
nen Factoreybedienten nach Novograd mit einer
schrift an den Zar zu schicken, allein auch diese

...t zurück, und Jenkinson mußte endlich, ohne seines ...nsches gewährt zu werden, wieder nach England ...ück reisen. Dies war die letzte Fahrt, die Jenkin... ...than. Nachdem er seit 1546 seine ganze Zeit be... ...ig auf Land- und Seereisen zugebracht hatte, seh... ...te er sich in seinem Alter nach der Ruhe. Being ...e and growing old, sagt er an einem an... ...dern Orte, j am content, ta take my rest in mine ...own house.

Nunmehro war also durch Jenkinsons kluges ...tragen die englische Handlung wieder auf einen ... Fuß gesetzet, auch findet man nicht, daß selbi... ...während der übrigen Regierung des Zaren Iwan ...ilijewitsch, der ihr ertheilten Vorrechte beraubt ... sey. Die Engländer rühmen vielmehr in den ...ten, die man von ihren Reisen nach Persien ...daß ihnen sowol in Kasan und Astrachan, als an ...ern Orten von den russischen Befehlshabern mit ...er Achtung sey begegnet worden. Die vornehm... ...Waaren, die sie von England aus nach Rußland ...hrten, waren wollene Zeuge, Tücher, Sammet, ...ne Zeuge, allerley zum Schmuck beyder Geschlech... ...gehörige Sachen, Zucker, Papier, Kupferplatten, ...w. Man begreift leicht, daß es der Gesellschaft, ...die einen Gewinnst aus diesem Handel ziehen kön... ...ly ansehnliche Summen gekostet habe, wohin außer ...Ausrüstung der Schiffe, der Aufwand der Abge... ...ten, die Geschenke, die sie dem Hofe und den Mi... ...rn machen mußte, die Unterhaltung der Agenten, ..., wie in Carlissens Reisebeschreibung gesagt wird,

einen adlichen Staat führen, [illegible]
Sie mußte jährlich dem Könige von Dänemark
gewisses Geld für die Freyheit bezahlen, daß ihre S
die Nordsee frey durchschiffen, und bey stürm
Wetter in den Häfen an den norwegischen
Schutz suchen konnten. Ob den Engländern die
schuldige Summen ausgezahlet worden sind, kan
nicht sagen, wol aber, daß die Aufseher über de
schen Schatz die für denselben empfangene W
nicht allemal richtig bezahlt haben. Laut ein
Jahre 1581 übergebenen Rechnung restiren sollt
Engländern, theils für Waaren, theils für baa
genommenes Geld, 4273 Rubel 25 Altinen. A
fehlte es an andern Beeinträchtigungen nicht.
niederländischen und deutschen Kaufleute sparten
Geld noch Mühe, den englischen Abbruch zu
Sie nahmen, um Geschenke machen zu können,
der zu 25 pro Cent auf, und bezahlten jährl
Interessen 5000 Mark. Es gelung ihnen endlic
Schutz und die Freundschaft dreyer ansehnlichen
ner am Hofe des Zaren, des Nikita Romanow,
dan Belskoi und Andrei Schtschelkalow zu
nen, die den Engländern in manchen Stück
wider waren.

Im Jahr 1582 schickte die Handlungsgesel
eine Flotte von neun Kauffarteyschiffen nach Ru
ab. Die um eben diese Zeit von den Engländer
Holländern verschiedentlich angestellte aber mißlu
Versuche, einen nordöstlichen Weg nach China a
dig zu machen, übergehe ich, da sie nicht zu m
Plan gehören.

Der Zar Iwan Wassiljewitsch schickte im Jahr einen Abgesandten, Namens Fedor Andreewitsch mski, nach England, um sowol den vorigen Handtractat zu befestigen, als besonders die ehemals fangene aber unterbrochene Staatsunterhandlung neue wieder zu betreiben, oder um mich des Aus der Königin Elisabeth in ihrem Briefe an den zu bedienen, ein ihre beyderseitige Ehre genau des Geschäfte zu Stande zu bringen, (to deal with us in certaine speciall businesses, respeng very nearely the honour of either of us) Camden zufolge, in einem unbeschränkten Zar selbst aufgesetzten Bündniß bestanden hat. solute league written to his own word.)

Die Königin schickte hierauf, dem ausdrücklichen langen des Zaren zu willfahren, ihrer Seits gleich einen Abgesandten nach Moskau, wozu sie den Hieronymus Bowes erwählte. Dieser kam 3 Julius 1583 in St. Nicolas an, und reisete weiter nach Kolmogori, wo er nach einem Aufenthalt durch einen vom zarischen Hofe ihm geschickten Edelmann bewillkommet wurde, bis Wologda begleitete. Bowes war mit dem desselben, da er eine Creatur von Schtschelwar, nicht sehr zufrieden. In Wologda, wo anderer Edelmann, der freundschaftlicher gewar, empfing, fand er ein paar prächtig aufge Pferde, und in Jaroslaw eine Kutsche, nebst Pferden, zur Beschleunigung der Reise vor sich. seinem Einzuge in Moskau entstanden etliche

Werfte vor der Stadt zwischen ihm und den i[...] gegen geschickten Hofleuten einige Rangstreiti[...] die nicht ohne Mühe beygelegt wurden. Er [...] seine Wohnung in dem Gesandtenhause. Be[...] ersten Audienz standen von seinem Hause bis [...] Schloß bey 6000 Strelitzen in zwey Reihen [...] wehr; zwischen welchen er in der Mitte du[...] Mehr als 800 prächtig gekleidete Hofleute sa[...] den Vorzimmern. Neben dem Zaren lagen di[...] nen von Moskau, Kasan und Astrachan, ihm [...] den Seiten standen vier in weiß gekleidete jung[...] leute *), die eine dünne scharfe Hellebarde a[...] Schultern hatten, und um ihn waren mehr al[...] dert der vornehmsten Staatsbedienten. De[...] reichte ihm die Hand zu küssen, erkundigte si[...] diesmal nicht nach dem Befinden der Königin[...] hieß ihn ohngefehr neunzehn Schritte vom Thr[...] einen mit Fleiß dazu bestimmten Platz sich niede[...] und befahl, daß man ihm den Brief der König[...] dort bringen sollte. Der Canzler wollte selbig[...] gegen nehmen, der Abgesandte ließ sich aber nic[...] ihm zurück halten, sondern ging gerade zum T[...] und überreichte das Schreiben dem Zar eig[...]

*) Diese Edelleute wurden Ryndi genennet. [...] französischen Ausgabe der Reisebeschreibung de[...] rius (Leiden 1718. Fol.), findet man sie bey B[...] bung der Audienz der hollsteinischen Gesandtsch[...] dem Zar Michaila Fedrowitsch sehr gut in Kupf[...] gestellet. Als der englische Gesandte Smith bey [...] Godunow Audienz hatte, standen bey dem Za[...] Ryndi mit goldenen, und bey dem Zarewitsc[...] mit silbern Hellebarden.

Bey der Tafel trank der Zar stehend die
heit der Königin, und schickte dem Abgesand-
n Pocal mit Rheinwein und Zucker, um Be-
n thun.

Der Leser wird bey dem Namen Bowes sich oh-
ifel des so oft wiederholten Mährchens, als
m der Zar den Hut auf den Kopf nageln lassen,
r. Vielleicht hat nachstehender Vorfall Anlaß
er Erdichtung gegeben. Der oftmaligen Con-
n ohngeachtet, die der Gesandte mit den Mini-
nd dem Zar selbst hatte, konnte man in der
ache dennoch zu keinem Schluß gelangen, weil
immer den Mangel einer unumschränkten Voll-
von seinem Hofe vorschützte. Hierüber wurde
r, der seinen Zweck abermals verfehlt sahe,
unwillig, und sagte einstmals zum Abgesandten
er ernsthaften und verdrießlichen Miene: er er-
die Königin von England nicht für seines Glei-
und es gäbe mehrere, die besser wären als sie.
bgesandte ließ dieses nicht unbeantwortet, son-
rwiederte mit vieler Dreistigkeit: Die Königin,
Souveraine, ist eine eben so große Prinzessin,
ein Fürst in der Christenheit seyn kann, und
Majestät, die sich der Größeste zu seyn dünken,
nmen gleich, weil sie die Mittel in Händen hat,
wider Ew. Majestät böse Absichten, und gegen
eleidigungen ihrer Feinde zu vertheidigen. Aber
agst Du denn, frug der Zar, von dem Könige
ankreich? — und von dem Könige von Spa-
Ich halte meine Königin wahrlich für eben so
groß,

groß, als einen von diesen beyden — erwiederte
wes. — Was sagst Du denn von dem röm
Kayser? — Die Größe meiner Souveraine
sich dadurch, daß der Kayser in seinem Kriege
Frankreich von ihrem Herrn Vater Subsidien=G
erhalten, und angenommen hat. — Durch
dreiste Reden wurde der Zar noch mehr, und e
so weit aufgebracht, daß er zu dem Abgesandten
er würde ihn, wenn er nicht ein Abgesandter
zur Thür hinauswerfen lassen. Bowes antw
hierauf: Eure Majestät können mit mir thun w
belieben, da ich in ihrer Gewalt bin, aber, set
hinzu, ich habe eine Souveraine, welche die Gew
die man mir anthun sollte, ohnfehlbar zu ahnde
chen wird. Nun konnte der Zar sich nicht enth
dem Abgesandten zu befehlen, er sollte sich so
wegbegeben, welches dieser auch that. Kaum
hatte er sich entfernt, als auch schon der Zorn des
ren besänftiget war. Er lobte das Verfahren
Abgesandten, daß er nicht geduldig habe zug
wollen, daß man von seiner Monarchin übel spr
und wünschte zuletzt selbst einen so treuen Dien
seinem Dienst zu haben. Abermals einer von
vortreflichen Zügen, die diesen Zar als einen gr
Fürsten schildern. — Bald darauf ließ er dem
gesandten durch einen geheimen Secretair sagen,
würde ohngeachtet des gewesenen Vorfalls nächst
wieder nach Hofe gerufen werden, auch werde m
ihm, zum Beweise der Achtung gegen seine Köni
eine Antwort auf alle verlangte Puncte ertheilen.
wäre Sr. Majestät Wille, fügte der Secretair hin
ei

..Mann aus dem angesehensten und vornehmsten s als Abgesandten nach England zu schicken, mit n Geschenke von 3000 Pfund an Werth für die igin, und ihm, dem Abgesandten, wollte man ein chenk von 1000 Pfund verehren. Des folgenden ges wurde auf ausdrücklichen Befehl des Zaren um Unterhalt des Abgesandten täglich bestimmte wand um ein ansehnliches vermehret. Hier folgt Verzeichniß desselben:

Um den dritten Tag, ein Scheffel fein Mehl, Scheffel Weizenmehl und ein Ochse; — Ferner ich: zwey lebendige Gänse, zwanzig Hüner, sieben ase, eine Speckseite, siebenzig Eyer, zehn Pfund ter, siebenzig Stüver zu weiß Brodt, zwölf Stü- zu schwarz Brodt, ein Eimer Weineßig, zwey Sauerkraut, zehn Pfund Salz, ein Altin zu chslichter, und zwey Altin zu Talglichter, ein vier- Eimer Kirschmeth, und eben so viel Himbeeren- , ein halb Eimer Brantewein, ein Eimer mit Art Meth Oborni genannt, drey Eimer süßen h; zehn Eimer weissen Meth, funfzehn Eimer einen Meth, vier Eimer süß Bier, funfzehn Ei- halb Bier, ein halb Pfund Pfeffer, drey Loth an, ein Loth Muscaten-Nuß, und eben so viel caten-Blüte, zwey Loth Gewürz-Nelken, drey Caneel. — Ferner, an Pferdefutter: ein Schef- Haber, ein Fuder Heu, ein Fuder Stroh.

Der Abgesandte erwarb sich endlich die völlige de des Zaren wieder, und alle Minister, die ihm bisher

bisher zuwider gewesen waren, beeiferten sich jetzt
alle Höflichkeit und Freundschaft zu erzeigen. Der
Zar hatte einen so vortheilhaften Begrif von den E
ländern, daß er die vorhin fehlgeschlagene Unterh
lung, sich mit einer englischen Dame zu vermäh
aufs neue mit Ernst zu betreiben anfing, und
Abgesandten deutlich zu verstehen gab, daß, w
die Königin nicht mit dem nächsten Gesandten
englische Dame schicken würde, er selbst mit sei
Schätzen nach England reisen, und sich dort eine
mahlin aussuchen wolle. Bowes wandte indessen
Gnade des Zaren sowol zum Vortheil seiner Lan
leute, als zum besondern Nutzen der Handlungsge
schaft an. Er würkte dem Apotheker Richard Fr
ham die Freyheit aus, mit Frau und Kindern
allem erworbenen Gute nach England zurück zu
ren, auch erhielt er Begnadigung für den englis
Wundarzt Richard Elmes, und für Jan Rich
Wittwe des Leibarztes Bomelius eines Deutschen,
wegen Verrätherey im Jahr 1579 in Moskau war
gerichtet worden. Zum Besten der englischen K
leute bekam er die Versicherung, daß ihnen den
der Wolga durch Räubereyen verursachte Schaden
te vergütet, ingleichen die für ein Haus in W
vor einigen Jahren bezahlte Miethe, wie auch di
der, die man ihnen bey verschiedenen Gelegen
abgepreßt hatte, erstattet werden sollten. Er
ferner die Bezahlung einer alten und bereits
aufgegebenen Schuld aus, daß die Engländer
vier Jahren nicht einmal mehr in Rechnung
und niemand den Zar daran zu erinnern sich u

hatte. Ferner erhielt er, daß allen fremden leuten der Handel in Rußland verboten, und nur Engländern dieser Handel, und die Fahrt nach nördlichen Küsten des russischen Reichs von Ward-n bis nach dem Obi erlaubt werden sollte. End-würkte er beym Zar einen Nachlaß der Zollabga-aus, die sie seit einigen Jahren bezahlet hatten, noch ferner zu erlegen sich verpflichteten, deren licher Betrag nach jetzt getroffenem Vergleich sich 2000 Pfund belief. Die alte Privilegien sollten aufs neue bestätigt werden, und schon war Patent ins Reine geschrieben, unterzeichnet und siegelt, und sollte dem Abgesadten bey seiner er-Anwesenheit am Hofe übergeben werden, als Zar mit einem heftigen Magenfieber befallen, das ihm den Tod verursachte.

Das Absterben dieses Fürsten hatte die wichtig-Folgen für die englische Handlungsgesellschaft., dessen ehemaliges Betragen ihm keine am Hofe gemacht hatte, fand jetzo ganze Ministerium wieder sich eingenommen. durfte in neun Wochen sich nicht aus dem Hause. Zwar ward einer seiner Feinde Bogdan bald darauf vom Hofe entfernt, seine Sache gewann dadurch kein besseres Ansehen. Schtschel-meldete ihm endlich, daß der jetzige Zar Fedor nowitsch die zeithero zwischen beyden Höfen ge-Verbindung auf den vorigen Fuß länger fortzu-nicht geneigt sey. — Während der Abschiedsau-, wobey Bowes zuvor sein Seitengewehr able-gen

gen mußte, redete der Zar kein Wort mi
Minister überreichte ihm das zarische Schr
Königin, welches jener, weil er dessen eige
halt nicht wußte, mit Mühe, und nur un
noch mehrere Verdrießlichkeiten zu geraschen
nahm. Boris Godunow erzeigte ihm vi
schaft, sein Ansehn am Hofe aber war vielle
noch nicht so groß, daß es den Sachen der
eine andre Wendung hätte geben können.
reisete endlich mißvergnügt und unzufrieden
Nicolas zurück, und machte sich zur Ab
Er war bereits zu Schiffe gegangen, als
letzt es wagte, durch einige seiner verwegenst
ten das zarische Schreiben sowol, als die ers
schenke, dem Prisslow, der ihn begleitet
Haus zurück zu schicken. Dieser Auftrag
sorgt, die Engländer entwischten dem ihnen
ten russischen Commando, und Bowes seg
ihm ohne Zeitverlust ab.

Ungleich anständiger und klüger als B
trug sich der englische Agent Hieronymus H
sich damals in Moskau aufhielt. Er erwarb
nur die Gunst der Minister, sondern fand a
genheit sich dem Throne des Zaren zu nähern
zugleich angemerkt zu werden verdient, daß
niederländischen Kaufmann, Johann de W
mit ihm an einem Tage dem Zar vorgestellt
und ihm den Rang streitig machen wollte,
höchsten Befehl vorgezogen wurde. Er wu
Namen der Handlungsgesellschaft dem Zar G

der Regierung, und erhielt von selbigem das
echen, daß er aus Achtung für die Königin
ch gleiche Gnade, als sein Herr Vater, den en-
Kaufleuten erweisen wolle. Ihm wurden
ls 70 Gerichte Speisen und drey Fuhren mit
ke ins Haus geschickt. Als der Zar kurz dar-
en Abgesandten nach England senden wollte,
ählte er diesen Horsey dazu. Sein Auftrag
e ehemalige Verbindung, Freundschaft und
ung, die zwischen dem Zar Iwan Wassiljewitsch
r Königin, und beyderseitigen Unterthanen ob-
te hatte, zu erneuen.

Seine Abfertigung erfolgte den 5ten Septem-
Horsey that die Reise bis Emden zu Lande, und
sich daselbst nach London ein, wo er sehr will-
n war. Er wurde mit einem Antwortschreiben
nigin an den Zar, und einem besondern an Bo-
dunow, wie auch mit vielen Aufträgen von den
n Kaufleuten, wiederum nach Rußland geschickt,
m den 20 April 1586 glücklich in Moskau an.
d den Zar noch eben so geneigt für die Englän-
nne als vorher, und würkte endlich nachstehen-
ent zu ihrem Vortheile aus.

Durch den Willen des allmächtigen und ewigen
, der vor der Welt Anfang war, den Wir in
reyeinigkeit verehren, ein einiger Gott Vater,
und heil. Geist, ein Schöpfer, Regierer und
nger aller Dinge, durch dessen Willen alle
bestehen, und sich erhalten, der uns, seine

von ganz Rußland ꝛc. habe
Sir Rowland Heiward,
Martes, Thomas Smith,
chard Saltonstall und Comp
gnadiget, mit ihren Schiffe
gelegenen Ländern zu lande
von Kaufmannsgütern in d
allen andern Städten Unser
Und da der englische Kau
ward und Compagnie, Un
Ihnen erlauben möchten, zu
sches Reich und in Unser
Moskau, und in alle Gegen
men, und ihre Waaren zu
fen; so haben Wir aus
ster, die Königin Elisabeth
häufigen Verlust und Aufe
nach ihrem Vorgeben auf i

Siehe in Hakluyt Thec

bachten Kaufleuten erlaubt, frey in Unser Reich allen Waaren zu kommen, und nach Belieben mit Waaren frey zu handeln. Wir verbieten, auf eine Weise von ihren Gütern Zoll oder andere ben zu fordern, das ist: weder wenn sie bey einem Wasser gelegenen Orte vorbey kommen, oder solchem Ort zu Wasser abfahren, oder durch einen auf dem festen Lande belegenen Platz passiren, so g von ihren Fahrzeugen oder Booten als von ihrer en, noch wenn sie über eine Brücke fahren, oder Ueberfahrten sich übersetzen lassen, auch soll man einmal ein Trinkgeld, unter was für einem Na es immer seyn wolle, von ihnen fodern.

Sie sollen keine andere als ihre eigene Waaren Land bringen, auch keine fremde Waaren wieder sführen, oder für ihre eigene ausgeben, noch it selbigen handeln.

Kein Russe soll in ihren Namen oder für sie verkaufen, auch soll kein Engländer irgend Russen Güter zu sich nehmen, noch als Unter behalten.

Sie sollen keinen von ihren russischen Bedienten die Städte schicken, um ins Große Waaren kaufen, oder zu verkaufen, sondern sie sollen, sie in Städte kommen, selbst handeln und ufen, und zwar ihre eigene und nicht russische en.

Wenn sie durch groß Novogorod, Pleskau
andere Städte mit ihren Waaren reisen; so,
Unsere Beamte, Kraft dieses Unsers offenen Br
sie frey passiren lassen, auch keinen Zoll von
Waaren, kein Wege- oder Brückengeld ode
dere Abgaben, sie mögen heißen wie sie w
fordern.

Wenn sie in Oerter kommen um daselbst zu
deln, oder nur durchziehen und nicht daselbst ha
wollen, so soll in keinem von diesen Oertern Zo
ihnen gefordert werden.

Wir begnadigen sie auch mit der Freyheit
ihren Waaren durch Unser Reich nach fremden L
zollfrey zu reisen.

Wenn englische Kaufleute mit Unsern russ
Kaufleuten handeln wollen, so sollen sie ihnen W
um Waare ins Große verhandeln, nicht aber ins
ne, das ist: nicht nach kleinen Gewichten, auch
nach der Arschine, sondern Tücher ballenweise u
Stücken; Damast, Sammet in Stücken und
nach der Arschine; ingleichen Waaren, die nach
Gewichte verkauft werden, nicht pfund- oder
weise, sondern ins Ganze; Wein z. E. nach
mern oder Gallons, aber nicht nach Quartiere
Stofen.

Sie sollen ihre Waaren selber verhandeln
umsetzen, und nicht durch russische Kaufleute
thun lassen, auch sollen sie keine fremde Güter

fü

esandschafts-Pricas geschlichtet werden. In Fällen o die Gesetze nichts bestimmen, soll wie zuvor das os die Entscheidung thun.

Geben in Unserm Pallast in Moskau den ... ebruar im Jahr von Erschaffung der Welt 7095.

Horsey erhielt auch bey seiner Abschiedsaudienz nd auf seiner Rückreise verschiedene Beweise der Gna- des Zaren. Er fand überall Postpferde für sich, ine Bediente und Equipage, und wurde auf zarische osten frey gehalten. In dem neuerbauten Castel m Erzengel Michael wurde er mit vieler Ehrenbe- ugung, und sogar mit Abfeurung der Kanonen em- angen, und aufs feyerlichste bewirthet. Zum Be- eise der zarischen Gnade wurde ihm nachstehende Reise- st aufs Schiff geliefert: 16 lebendige Ochsen, 70 chaafe, 600 Hühner, 25 Speckseiten, 80 Metzen ehl, 600 Brödte, 2000 Eyer, 10 Gänse, 2 Kran- e, 2 Schwäne, 65 Eimer Meth, 40 Eimer Brandt- in, 60 Eimer Bier, 3 junge Bären, 4 Habichte, große Vorrath an Knoblauch und Zwiebeln, 10 sche Lächse, ein wild Schwein.

Der oben angeführte Freyheitsbrief ertheilte den gländern keinen ausschließenden Handel. Der Zar ünstigte vielmehr auch alle übrige handelnden Na- nen; er erlaubte ihnen den Eintritt und die Hand- g in seinen Städten, und erließ den Hansestädten Hälfte des Zolls. Als Horsey nach Archangel zu- k kam, wurde er nicht nur von englischen, sondern h schon von französischen und deutschen Schiffen be-

 grüßt.

grüßt. Bisher waren die Mitglieder der englisch Handlungsgesellschaft allein in dem Besitz des Rech in Rußland zu handeln gewesen, der Zar Fedor Iw nowitsch erweiterte dieses Recht, und stand es jede Engländer zu. Als die Königin ihm dagegen Vo stellung that, gab er, nach Camdens Berichte, zu Antwort: Das Völkerrecht erlaube einem jeden z handeln, er hielt es daher für unbillig, ein Monopo lium zum Vortheil einiger wenigen Privatpersone daraus zu machen, oder es dem einen zu erlauben und dem andern abzuschlagen; ein Fürst müsse jede Unterthanen gleiches Recht zukommen lassen. Hum findet diese Denkungsart des Zaren der Billigkeit s sehr gemäß, daß er ihm größere Einsichten in Hand lungssachen, als der klugen Elisabeth zuschreibt: (so much juster notions of Commerce were inter tained by Theodore, than were practised by the renowned Queen Elisabeth.)

Landschafts-Pricas geschlichtet werden. In Fällen die Gesetze nichts bestimmen, soll wie zuvor das s die Entscheidung thun.

Geben in Unserm Pallast in Moskau den . . . uar im Jahr von Erschaffung der Welt 7095.

Horsey erhielt auch bey seiner Abschiedsaudienz auf seiner Rückreise verschiedene Beweise der Gnades Zaren. Er fand überall Postpferde für sich, ie Bediente und Equipage, und wurde auf zarische sten frey gehalten. In dem neuerbauten Castel r Erzengel Michael wurde er mit vieler Ehrenbezung, und sogar mit Abfeurung der Kanonen emngen, und aufs feyerlichste bewirthet. Zum Bese der zarischen Gnade wurde ihm nachstehende Reiseaufs Schiff geliefert: 16 lebendige Ochsen, 70 hafe, 600 Hühner, 25 Speckseiten, 80 Metzen hl, 600 Brödte, 2000 Eyer, 10 Gänse, 2 Kran, 2 Schwäne, 65 Eimer Meth, 40 Eimer Brandtn, 60 Eimer Bier, 3 junge Bären, 4 Habichte, großer Vorrath an Knoblauch und Zwiebeln, 10 he Lächse, ein wild Schwein.

Der oben angeführte Freyheitsbrief ertheilte den ländern keinen ausschließenden Handel. Der Zar ünstigte vielmehr auch alle übrige handelnden Naen; er erlaubte ihnen den Eintritt und die Handin seinen Städten, und erließ den Hansestädten Hälfte des Zolls. Als Horsey nach Archangel zukam, wurde er nicht nur von englischen, sondern schon von französischen und deutschen Schiffen be-

 grüßt.

größt. Bisher waren die Mitglieder der englisch
Handlungsgesellschaft allein in dem Besitz des Rech
in Rußland zu handeln gewesen, der Zar Fedor Iv
nowitsch erweiterte dieses Recht, und stand es jed
Engländer zu. Als die Königin ihm dagegen V
stellung that, gab er, nach Cambdens Berichte, d
Antwort: Das Völkerrecht erlaube einem jeden
handeln, er hielt es daher für unbillig, ein Mono
lium zum Vortheil einiger wenigen Privatperson
daraus zu machen, oder es dem einen zu erlaube
und dem andern abzuschlagen; ein Fürst müsse jed
Unterthanen gleiches Recht zukommen lassen. Hum
findet diese Denkungsart des Zaren der Billigkeit
sehr gemäß, daß er ihm größere Einsichten in Han
lungssachen, als der klugen Elisabeth zuschreibt: (
much juster notions of Commerce were ente
tained by Theodore, than were practised b
the renowned Queen Elisabeth.)

Die erhaltene völlige Zollfreyheit der Engländ
wurde nicht minder bis auf die Hälfte eingeschrän
eine Gefälligkeit, sagt Camden weiter, die der Zar
nen aus Achtung für die Königin, und im Betrac
daß sie die Fahrt nach Archangel eröfnet, erthei
keinesweges aber wegen der besondern Verdienste
englischen Kaufleute, welche seine Unterthanen in
len Stücken sehr übervortheilten.

Der englische Handel in Rußland gerieth du
diese Umstände in merklichen Verfall. Um ihm w
der aufzuhelfen, schickte die Königin 1588 einen Do
der Rechte, Namens Gilles Fletcher, als Abgesand

ne

, denen die Gesellschaft bis dahin ausgesetzt gewe-
war. Noch erhielt Fletcher, in Ansehung einer
ıuldforderung die man an die Gesellschaft machte,
die sich auf 23,553 Mark belief, imgleichen wegen
lerender 2140 Rubel für Zollabgaben und Hauszins
n Nachlaß von 18,155 Mark *). Ich finde keine
tere Nachricht von dem Zustande der englischen
ndlung in den nächstfolgenden Jahren.

Im

*) Fletcher gab nach seiner Rückkehr eine Beschreibung von Rußland in Druck, die den Titel führt: of the russe common Wealth. London 1591. in 8. Die Regierung in England glaubte darinn Nachrichten zu finden, deren Bekanntmachung dem russischen Hofe unangenehm seyn möchte, sie unterdrückte daher dieses Buch, um allen Anlaß, wodurch selbiger könnte beleidiget werden, zu vermeiden. Ein Beweiß, wie viel den Engländern an der Freundschaft des russischen Hofes gelegen war. Durch diesen Umstand ist das benannte Buch äußerst rar geworden, und ich erinnere mich, es nur ein einziges mal in Händen gehabt zu haben. Die erste Abtheilung desselben handelt in drey Capiteln von der geographischen Breite und Länge der Länder des russischen Reichs, von der natürlichen Beschaffenheit des Bodens, und von dem Klima. Die zwote Abtheilung beschreibt die allgemeine Staatsverfassung des Reichs, und handelt von dem Adel, von der innern Regierung der verschiedenen Provinzen, von den geheimen Rathsversammlungen des Zaren, den Zöllen, den Einkünften, der Verwaltung der Justiz, dem Kriegeswesen und dessen Einrichtung, von den angrenzenden Nachbaren, von der Religion, dem Gottesdienste, der Geistlichkeit, den Ceremonien bey Hochzeiten und andern geistlichen Gebräuchen. Die dritte Abtheilung beschäftiget sich mit der zarischen Hofhaltung und der gewöhnlichen Lebensart der Russen.

gesehen werden, weil, sobald ih
ten in den Registern ausgestrich
schaft für ihre nachmalige Auffi
verbunden ist.

9) Daß, wenn ein Engl
verbrechens verdächtig gemacht
auf die Folter gebracht werde
durch klare Beweise des beschult
führe, und im letztern Fall den
England an die Königin abschi

10) Daß die Privilegien
in allen Städten und Plätze
Handlung treibet, öffentlich b
möchten.

11) Daß die Gesellschaft a
längst der Wolga durch das r
dien, Persien, Boahar und a

denen die Gesellschaft bis dahin ausgesetzt gewe-
ar. Noch erhielt Fletcher, in Ansehung einer
ldforderung die man an die Gesellschaft machte,
ie sich auf 23,553 Mark belief, imgleichen wegen
:ender 2140 Rubel für Zollabgaben und Hauszins
Nachlaß von 18,155 Mark *). Ich finde keine
re Nachricht von dem Zustande der englischen
lung in den nächstfolgenden Jahren.

Im

*) Fletcher gab nach seiner Rückkehr eine Beschreibung von Rußland in Druck, die den Titel führt: of the russe common Wealth. London 1591. in 8. Die Regierung in England glaubte darinn Nachrichten zu finden, deren Bekanntmachung dem russischen Hofe unangenehm seyn möchte, sie unterdrückte daher dieses Buch, um allen Anlaß, wodurch selbiger könnte beleidiget werden, zu vermeiden. Ein Beweiß, wie viel den Engländern an der Freundschaft des russischen Hofes gelegen war. Durch diesen Umstand ist das benannte Buch äußerst rar geworden, und ich erinnere mich, es nur ein einziges mal in Händen gehabt zu haben. Die erste Abtheilung desselben handelt in drey Capiteln von der geographischen Breite und Länge der Länder des russischen Reichs, von der natürlichen Beschaffenheit des Bodens, und von dem Klima. Die zwote Abtheilung beschreibt die allgemeine Staatsverfassung des Reichs, und handelt von dem Adel, von der innern Regierung der verschiedenen Provinzen, von den geheimen Rathsversammlungen des Zaren, den Zöllen, den Einkünften, der Verwaltung der Justiz, dem Kriegeswesen und dessen Einrichtung, von den angrenzenden Nachbaren, von der Religion, dem Gottesdienste, der Geistlichkeit, den Ceremonien bey Hochzeiten und andern geistlichen Gebräuchen. Die dritte Abtheilung beschäftiget sich mit der zarischen Hofhaltung und der gewöhnlichen Lebensart der Russen.

Im Jahre 1601 schickte die Königin Eli einen Abgesandten an den Zar Boris Godunow die Handlung zwischen beyden Reichen im blüh Zustande zu erhalten. Von dem Erfolg seiner V tung läßt sich nichts Zuverläßiges angeben. Ni det man in den Rosräd-Büchern das bey am 8 März 1601 erfolgten Audienz beobachtete moniel *). — Der König Jacob der Erste gleichfalls kurz nach seiner Thronbesteigung den Thomas Smith nach Moskau: worinn aber sein träge in Ansehung der Handlung bestanden, ka aus Mangel hinlänglicher Nachrichten eben so bestimmen. Seine Audienz ist im Miltons History of Moscovia aufbehalten. Wenn der Zar Boris Godunow für die Engländer jel geneigte Gesinnungen hegte, und nach Camdens nisse im Jahr 1601 durch einen Abgesandten die F schaft der Königin mit vielem Eifer suchte, un ein Vergnügen machte bey jeder Gelegenheit den ländern behülflich zu seyn, oder ihnen Vortheile zu schaffen; wenn er ferner alle ihre Privilegien, Petrejus meldet, bestätigte; so kann man die daraus ziehen, daß ihre Handlung während der gierung dieses Fürsten wiederum in Aufnahme then sey.

Der Anfang der Regierung des falschen D trius schien den Engländern wichtige Vortheil versprechen. Der Abgesandte Smith und der

*) S. russ. Sammlung 5ter Band. Seite 138.

hn Marrik waren eben in Begrif von Archangel ab-
isen, als letzterer durch ein eilends abgefertigtes
sches Schreiben *) nach Moskau entboten wurde,
dem ausdrücklichen Versprechen, den englischen
nsleuten ungleich größere und mehrere Gnade ange-
hen zu lassen, als sie jemals von seinen Vorfahren
ossen hätten. Dem Abgesandten ließ er durch einen
eschickten Hofbedienten den Auftrag thun, er wolle
n Könige Jacob seine Gelangung auf den rußischen
ron bekannt machen, und ihm zugleich melden,
ß er, Demetrius, gleich nach seiner Krönung einen
sandten an ihn zu schicken gesonnen sey, um eine
derseitige Freundschaft zwischen beyden Reichen zu
erhalten, und selbige auf einen dauerhaftern Fuß,
bisher geschehen, zu setzen; ferner, daß er sich
genommen habe, den in Rußland befindlichen Eng-
dern alle Gnade und mehrere Freyheiten zu ertheil.
, als ihnen von seinen Vorfahren jemals zugestan-
wären. Wie wenig Demetrius nachmals im
ande gewesen, sein Versprechen zu erfüllen, ist aus
Geschichte bekannt.

Der Zar Michailo Feodorowitsch errichtete im
hre 1623 einen Freundschafts- und Handlungstra-
t mit dem Könige Jacob dem Ersten. Ich will
die

*) Dieses Schreiben befindet sich in dem Buche: the russian Impostor or the History of Muscovy under usurpation of Boris and the Imposture of Demetrius, Lond. 1677. 8vo. imgleichen in der Hist. des revolutions arrivées sous l'usurpation de Boris et l'Imposture de Demetrius, die ein Auszug aus jenem ist, und endlich im 3ten B. der russ. Samml. wohin ich den Leser verweise.

die Puncte, welche die Handlung betreffen, aus digem anführen:

Wenn Unterthanen des einen oder des an Reichs, Kaufleute oder Kriegsbediente, dem Fe des anders Theils Kriegsbedürfnisse ohne Vorwi des Landesherrn unter dem Vorwande oder dem Sc des Handels zuführen; so soll solches dem Für nicht als ein Bruch des Vergleiches ausgelegt wer sondern der Schade dem beleidigten Theile allein Last fallen.

Alle Privilegien, die wegen eines freyen Ha dels in Rußland vom Zar und seinen Vorfahren du Verträge ertheilt worden sind, sollen ihre Kraft u Gültigkeit behalten, und vermöge gegenwärtigen V gleichs sollen die Unterthanen beyder Reiche mit vö ger Freyheit ohne alle Hinderung und Aufenthalt Wasser und zu Lande ihren Handel mit allen Waa treiben, auch alle Arten von Juwelen und kostba Steinen oder was sonst für den Schatz beyder Fürs nützlich ist, mit aller Freyheit als eingebohrne Unt thanen desselben Landes, einkaufen und mit sich führen

Diese Handlungsfreyheit ist, in Absicht der eng schen Unterthanen, nur allein von solchen und ni von andern Kaufleuten zu verstehn, welchen der Ha del nach Rußland von dem Könige von Großbritanni ist erlaubet worden, zufolge des Gnadenbriefes, der d englischen Kaufleuten von Seiner jetztregierenden za schen Majestät, und Dero Herrn Vater, dem ho würdigsten großen Herrn und heiligen Patriarch

D

Moskau und ganz Rußland, Philaret Nikititsch,
ts ertheilet, oder noch künftig soll ertheilet wer-
: Von Seiten der russischen Unterthanen kommt
e Handlunsfreyheit keinen andern als nur allein
den Kaufleuten zu, denen die Erlaubniß nach Groß-
nnien zu handeln vom Zar verstattet werden wird,
lge der Gnadenbriefe beyder Monarchen. Zur
rechthaltung des Handels wird ferner festgesetzt,
ß, wenn jemand sich mit Kaufmannsgütern in den
glischen oder russischen Ländern niederlassen wollte,
ne eine besondere Erlaubniß seines Oberherrn vor-
gen zu können, um sich auf solche Art eigenmächtig
Treue, die er seinem Landesherrn schuldig ist,
entziehen, er an dem Schutze und den Vortheilen,
che gegenwärtiger Vergleich anbietet, keinen An-
il haben soll. Alle Engländer, die auf diese Weise
in Rußland betreten lassen, sollen festgenommen
mit allen Gütern dem jedesmaligen Agenten aus-
efert werden. Gleicherweise sollen alle russische in
gland auf diese Weise befindliche Unterthanen, je-
mal in die Hände der vornehmsten russischen Kauf-
te in England abgegeben werden.

In Streitigkeiten, die Schulden halber oder an-
derer Beleidigungen wegen, sich unter den Kauf-
ten und Unterthanen beyder Reiche erheben, soll
Kaufleuten schleunige Gerechtigkeit, laut ihren
vilegien ertheilet, und mit den andern Personen
den Landesgesetzen verfahren werden.

Beyde

Beyde Monarchen versprechen, daß sowo selbst als ihre Beamte, die Kaufleute und Unt- nen beyder Nationen wider alle Gewaltthätigkei Unrecht, als eingebohrne Landeskinder beschützen len. Trüge es sich zu, daß einer von beyders Unterthanen ein Verbrechen begangen hätte, w nach den Landesgesetzen die Todesstrafe steht; so der schuldige Theil nicht gleich auf die Folter geb noch am Leben gestraft werden, sondern so lang Verhaft bleiben, bis sein Landesherr davon benach tiget worden ist, und soll man nachher nach d übersandtem Verhaltungsbefehl mit selbigem fahren.

Beyde Monarchen versprechen heilig, daß Kaufleute und andere Unterthanen des einen Thei die sich in den Staaten des andern aufhalten n niederlassen, ihre Religion und Glauben nach ih Kirchengebräuchen frey und ungehindert ausüben k nen, und sie in Glaubens- oder Gewissenssachen ni sollen beunruhigt oder beleidigt werden.

Sollten die Kaufleute des einen Staats in Ländern des andern durch Schiffbruch an den Se sten oder auf den Flüssen, oder durch andere Unf Verlust leiden; so sollen die geborgene Güter d Eigenthümer wieder zugestellet werden, und einer d andern sie zu retten behülflich seyn.

Wenn Kaufleute des einen Staats allein, o in Gesellschaft der Abgesandten, Boten oder Courie mit oder ohne Waaren in die Länder des and

komm

nen, so sollen sie, wenn sie anders mit Erlaubniß Landesherren reisen, gehörig aufgenommen, ihre e nicht angerühret, und ihnen frey gestattet wer-, ihre Reisen so weit sie wollen fortzusetzen, ohne die Beamte oder andere in Diensten stehende Per-n sie aufhalten können.

Zu mehrerem Beweiß und zu größerer Sicherheit, die in gegenwärtigem Vergleiche verabredete unkte, fest und unwiederruflich von den contrahi-den Fürsten sollen gehalten werden, und Sie Sor-tragen wollen, daß selbigen auch von ihren Unter-nen nachgelebt werde, hat seine Majestät der Kö-von Großbritannien gegenwärtigen Vergleich ei-händig unterschrieben, und mit seinem königlichen el besiegelt: auf gleiche Weise hat auch Seine che Majestät ein gleichlautendes Instrument aus-tet, und selbiges mit dem großen Reichssiegel siegeln lassen. Gegeben in dem Pallast zu West-ster, den 16 Junius 1623 *).

Der Zar Alexie Michailowitsch bestätigte gleich-bey seiner Gelangung zum Thron 1645 die engli-Privilegien; allein die Holländer hatten einen zu n Einfluß bey Hofe, und bekamen das Ueberge-. Das aufrührische Betragen der Engländer ge-gen

*) Siehe Roberti Sandersoni foedera & acta publica inter Reges Angliae & quosvis alios Principes, Tom. XVII. p. 504.

gen ihren König Carl I. reißen den Hals [illegible]
Zarn, daß er selbiges als einen Grund angab,
ihnen in Rußland bisher zugestandene Freyheiten
lich aufzuheben. Vielleicht war dieser Grund
nur ein politischer Vorwand, wenn es anderst
ist, daß die Holländer für den Handel nach Arch
sich anheischig gemacht, für die ein- und ausge
Waaren funfzehn von Hundert zu bezahlen.
Collin, ein Engländer, der während der Reg
des Zaren Alexie Michailowitsch neun Jahre in
land gewesen, sagt in seinem State of Russ
die englischen Tücher von den Russen wenig
achtet würden, weil sie selbige nicht mehr
Preise haben konnten, als die holländischen,
die Holländer ihre Kleinigkeiten besser an den
bringen wüßten, als die Engländer ihre Tüch
Überhaupt, fügt er hinzu, stehen die Holländer
Russen in größerm Ansehn, als die Englä
wissen sich durch Geschenke die Freundschaft
Schutz der Großen zu erwerben, und versäum
Gelegenheit durch Lügen und Erdichtungen
länder anzuschwärzen.

Im Jahre 1654 schickten die Englän
zahlreiche Flotte von Kauffarthenschiffen nach
mit welcher zugleich Wilhelm Prideaux als
ter abging. Als dieser sich im Namen de
Cromwel bey dem dasigen Statthalter erku

*) Siehe Zurlons Staatsschriften und
schichte des Handels.

ter welchen Bedingungen den Engländern ein
er Handel werde erlaubet werden? bekam er zur
ort: daß der Zar ihnen den Handel mit unver-
en Waaren in Archangel nicht verwehre, wenn
e andere Nationen den nemlichen Zoll bezahlten.
h erstrecke sich dieser Handel nur blos auf Arch-
, und werde ihnen nicht verstattet, wie vor-
nach Moskau oder nach andern Gegenden in Ruß-
mit ihren Waaren zu reisen, als welche sie ent-
er in Archangel lassen, oder wieder mit sich neh-
n müßten. Ihm, dem Abgesandten, stehe in-
en frey, sich nach Moskau begeben.

Der gedachte Priedeaux beklaget sich in einem
iefe von eben diesem Jahre über den schlechten
gang des englischen Handels in Archangel, woran
er mehrern Hindernissen auch die Holländer, die
Preiß der russischen Waaren in die Höhe trieben,
uld wären. Die ausgeführte Waaren von Arch-
l nach England betrugen im Jahr 1655 bis zum
n August, 660,000 Rubel.

Die vornehmsten damals ausgeführten Artikel
en: Potasche, Caviar, Talch, Wachs, Häute,
, Federn, Theer, Linnen, Garn, Rindfleisch,
arber, Seide, Kork, Speck, Seilwerk, Felle,
einborsten rc.

Der Zar Alexei Michallowitsch, der den Kö-
Carl II. während der Unruhen in England mit
e unterstützet hatte, ließ ihm bey seiner Gelan-

X 2 gung

gung auf den Thron durch eine an ihn abgelasse sandschaft Glück wünschen. Diese Höflichkeit wiedern, und um die Engländer wieder zu dem ihrer vorigen Handlungsfreyheit zu verhelfen, der König im Jahr 1663 den Graf Carlisle mit ansehnlichern und zahlreichern Gefolge, als jem vor ein englischer Gesandter gehabt hatte, nach land. Einige Hindernisse, die seinen Einzug in kau verzögerten, verursachten unangenehme Ve lichkeiten. Bey seiner Audienz übertraf die pr Galla *), in welcher der Hof erschien, bey den Staat des Abgesandten.

Bey der Tafel wurden nach damaligem G che keine Servietten oder Tellertücher gereichet, keine Teller gewechselt. In seinen Verrichtunge Handelsfreyheit betreffend, war der Graf nicht lich, und es scheint, daß sein Betragen, das zu Stolz verrieth, gleich Anfangs das Ministeriu der ihn eingenommen habe. Man behauptet ruf

*) Der Verfasser der Beschreibung der Gesandsch Grafen Carlisle drücket sich hierüber in folgende ten aus: Wir erstaunten, als wir der überaus chen und majestätischen Pracht gewahr wurden welcher die Person des Zaren umgeben war. Kleid glänzete dergestalt von Edelgesteinen, da ihn kaum anschauen konnte. — Die Ryndi w Hermelin gekleidet, und hatten goldene Ketten Leib. — Was uns noch mehr in Erstaunen war der fürtrefliche Hofstaat; die Kleider der waren mit unzähligen Edelgesteinen übersäet. — wurden von dem Schimmer dermaßen verblend wir fast nicht wußten, wo wir waren rc. —

Eides, die Aufhebung der englischen Privilegien wäre auf ausdrückliches Verlangen des Königs Carl geschehen, weil die hiesigen englischen Kaufleute Antheil an dem dortigen Aufruhr genommen hätten. Man brachte außerdem wider letztere verschiedene Beschuldigungen vor, sie hätten z. E. den zarischen Schatz nicht mit den verlangten Gütern versehen, Toback und andere verbotene Waaren ins Land gebracht, fremde Waaren für die ihrigen ausgegeben, und dadurch den Zoll hintergangen, die Klagen aller russischen Kaufleute wider sich erreget, als suchten sie den ganzen Kaufhandel an sich zu ziehen, und sich auf Kosten der russischen Kaufleute zu bereichern. — Alle Gegenvorstellungen des Abgesandten, selbst die Anerbietung der englischen Vermittelung zwischen Rußland und Polen, waren nicht im Stande, den einmal gefaßten Schluß des Zaren zu ändern. Alles was erhalten wurde, bestand darinn, daß die englische Handlungsgesellschaft auf eben demselben Fuße, als die Holländer, nach Rußland handeln könnte. Die Engländer haben seit der Zeit die vorigen Freyheiten niemals wieder erlanget, wiewol sie bis jetzt verschiedene Vorrechte genießen.

Wie sehr die Holländer nachmals den Handel nach Archangel betrieben, beweiset unter andern, daß sie im Jahre 1669 zwey und zwanzig Schiffe, die Engländer aber nur ein Schiff hieher sandten; der Betrag der jährlichen Einkünfte in Archangel soll ohngefähr eine Summe von 100,000 Rubel

 betragen.

betragen. Im Jahre 1669 erlaubten die Engländer einem jeden für drey Pfund den Eintritt in die englisch-russische Handlungsgesellschaft. Der Werth der von den Engländern aus Rußland eingeführten Waaren von Michaelis 1697 bis Weihnachten 1701, betrug nach einem jährlichen Durchschnitte 102,251 Pfund Sterlinge, der Werth der dahin ausgeführten 58,884 Pfund. —

Nach

Nacherinnerung des Herausgebers.

Dieser interessante Aufsatz wird gewiß allen Liebhabern der neuern Geschichte angenehm seyn, und man wird nur bedauern, daß der Hr. Verfasser schon mit dem Ende des vorigen Jahrhunderts abbricht, und die Geschichte dieser wichtigen Handlung nicht bis auf die neuesten Zeiten fortführt. Ich will nur bemerken, daß die neuesten Handelstractate zwischen Rußland und England in den Jahren 1733 und 1766 geschlossen sind. Den Betrag der Exporten und Importen vom Jahr 1698 bis 1754 findet man im achten Theil des Büschingischen Magazins, und von 1755 bis 1773 im zweyten Theile dieser Materialien Seite 392. Die Zahl der englischen in Rußland ankommenden Schiffe beträgt noch immer mehr, als die aller übrigen Nationen zusammen genommen.

Ueber die Geschichte der politischen sowol, als Handelsverbindungen zwischen England und Rußland haben wir vielleicht in einiger Zeit eine sehr wichtige Arbeit in dem Werke zu erwarten

IV.

Silberertrag

er Sahlagrube in Schweden

seit Anfang des 15ten Jahrhunderts bis 1764.



…erertrag der Sahlagrube in Schweden seit Anfang des 15ten Jahrhunderts bis 1764.

14ten Sec. 24,000 Mark.

Jahrzahl		Löthige Mark.	Jahrzahl.		Löthige Mark.	Jahrzahl.		Löthige Mark.
[illegible]	—	16000	1514	—	17749	1563	—	8695
[illegible]	—	15451	1520	—	22970	1564	—	9525
[illegible]	—	12009	15[illegible]9	—	15540	1565	—	9588
[illegible]	—	11370	1538	—	20397	1566	—	52[illegible]0
[illegible]	—	13008	1539	—	11644	1567	—	7080
[illegible]	—	20016	1540	—	17821	1568	—	5633
[illegible]	—	19070	1541	—	13431	1569	—	3936
[illegible]	—	20697	1542	—	14108	1570	—	3717
[illegible]	—	16911	1543	—	18997	1571	—	3619
[illegible]	—	22746	1544	—	21281	1572	—	2492
[illegible]	—	18806	1545	—	16032	1579	—	4113
[illegible]	—	11979	1546	—	14428	1580	—	3901
[illegible]	—	15591	1547	—	8852	1581	—	3670
[illegible]	—	17003	1548	—	21738	1582	—	3072
[illegible]	—	19052	1550	—	11261	1593	—	1015
[illegible]	—	35266	1551	—	14272	1594	—	1189
[illegible]	—	21991	1560	—	5215	1595	—	1190
[illegible]	—	22[illegible]75	1561	—	5641	1598	—	965
[illegible]	—	18984	1562	—	3053	1599	—	623

Jahrzahl.		Löthige Mark.	Jahrzahl.		Löthige Mark.	Jahrzahl.	
1600	—	520	1641	—	2248	1674	—
1601	—	1021	1642	—	3294	1675	—
1602	—	1192	1643	—	4413	1676	—
1603	—	1191	1644	—	4575	1677	—
1604	—	1191	1645	—	4481	1678	—
1605	—	1644	1646	—	3122	1679	—
1606	—	1307	1647	—	3236	1680	—
1607	—	47	1648	—	2981	1681	—
1608	—	76	1649	—	3360	1682	—
1609	—	44	1650	—	3225	1683	—
1610	—	1494	1651	—	3414	1684	—
1611	—	1523	1652	—	3738	1685	—
1612	—	1811	1653	—	4883	1686	—
1613	—	1421	1654	—	4368	1687	—
1614	—	1648	1655	—	4499	1688	—
1615	—	1577	1656	—	4208	1689	—
1616	—	1467	1657	—	3227	1690	—
1617	—	1605	1658	—	3827	1691	—
1618	—	1721	1659	—	3869	1692	—
1619	—	1729	1660	—	2816	1693	—
1624	—	624	1661	—	3311	1694	—
1625	—	1276	1662	—	5160	1695	—
1630	—	855	1663	—	3423	1696	—
1631	—	845	1664	—	5193	1697	—
1632	—	1408	1665	—	7122	1698	—
1633	—	1900	1666	—	6756	1699	—
1634	—	2283	1667	—	5488	1700	—
1635	—	2356	1668	—	5416	1701	—
1636	—	2377	1669	—	5970	1702	—
1637	—	2269	1670	—	5946	1703	—
1638	—	2699	1671	—	6089	1704	—
1639	—	2283	1672	—	1579	1705	—
1640	—	2206	1673	—	8251	1706	—

	Löthige Mark.	Jahrzahl.		Löthige Mark.	Jahrzahl.		Löthige Mark.
-	1511	1727	—	523	1747	—	889
-	2158	1728	—	1196	1748	—	918
-	2022	1729	—	978	1749	—	578
-	2288	1730	—	1247	1750	—	963
-	2550	1731	—	1124	1751	—	962
-	2574	1732	—	1092	1752	—	1229
-	1654	1733	—	986	1753	—	1120
-	1686	1734	—	889	1754	—	1315
-	1223	1735	—	1019	1755	—	1020
-	2181	1736	—	1119	1756	—	1055
-	603	1737	—	1344	1757	—	1100
-	3055	1738	—	1053	1758	—	1222
-	2032	1739	—	1224	1759	—	986
-	1264	1740	—	1482	1760	—	844
-	1394	1741	—	911	1761	—	1299
-	1495	1742	—	863	1762	—	1264
-	1127	1743	—	1582	1763	—	1186
-	800	1744	—	1883	1764	—	1334
-	995	1745	—	1645	....	—	....
-	1017	1746	—	1528	....	—	....

Wenn man nun hiezu die ganze Marken rechnet, den addirten Lothen oder Brüchen der Mark :

von	1506	bis	1550	—	4	Mark.
⸗	1551	⸗	1600	—	6	⸗
⸗	1601	⸗	1650	—	21	⸗
⸗	1651	⸗	1700	—	25	⸗
⸗	1701	⸗	1750	—	24	⸗
⸗	1751	⸗	1764	—	6	⸗

So

Perpetuel de Commerce & na- n conclu entre Sa Majesté Fre- , Roi de Dannemarc & Nor- &c. &c. & Sa Majesté Char- i des deux Siciles &c. &c. &c. spectives Ambassadeur & Mi- re Plenipotentiaire, à Madrid le 16 d'Avril 1748.*)

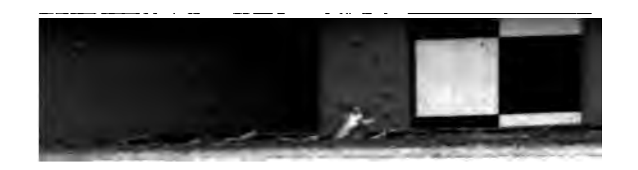
ıs ceux & à chaqu'un, qu'il apparndra, soit notoire & manifeste, que Roi de Dannemarc & de Norwegue, & ilienne, étant sincerement disposées à & à entretenir une amitié solide & une intelligence, ont jugé, pour parvenir ı si desirée, & jugent à propos d'établir urs sujets respectifs une correspondance libre & sûre, en reglant leurs interets ers au sujet du Commerce par une convention,

*) iese und die folgenden Tractate finden sich in Samm- gen noch nicht gedruckt, sondern nur in einzelnen n königl. Dänischen Hofe veranstalteten Abdrücken.

vention, propre à leurs procurer un ac
ment de navigation & de Commerce di
prevenant en meme tems les contestatio
pourroient survenir. Qu'à cet effet Leurs M
ont ordonné à Leurs Ministres respectifs.
Sa Majesté Danoise à son Conseiller Privé
le Sieur Conrad Detlef Comte de Dehn, S
de Wendhausen, Chevalier de l'ordre
nebrog & Ministre plenipotentiaire à
de Sa Majesté Catholique, & Sa Majesté Sic
au Sieur Etienne Reggio de Gravina Bra
& Gravina, Prince de Jachi, son Gentil
de la Chambre, Lieutenant general de
mées, Gouverneur & Commandant Ge
Castel Novo, & Ambassadeur Extraor
à la Cour de Sa Majesté Catholique, de
rer, en vertu de Leurs Pleinpouvoirs,
convenir des moyens propres à produ
Effets si avantageux; qu'en consequen
dits Ministres respectifs, aprés s'être com
qué Leurs pleinpouvoirs, la matiére b
foutée & bien examinée, sont enfin co
des Articles suivants:

Art. I.

Il y aura pour tousjours une amitié
une paix stable & ferme entre Leurs Maje
Roi de Dannemarc & de Norwegue, &
des deux Siciles, Leurs Successeurs, He
Leurs Royaumes, Etats, Provinces, Païs
Villes, Peuples, Vaisseaux & sujets q
ques, presents, & avenir, de quelque
& condition, qu'ils puissent être, tant p



ne par terre & eaux douces, de telle ſorte, ne les dits Vaiſſeaux & ſujets ſe traitent favoblement les uns les autres, ſe rendent toutes rtes de bons offices, d'amitié & d'affection ncére; & Leurs dites Majeſtés, Leurs Succeſors & Heritiers, ſoit par eux mêmes, ou par autres, ne feront, ni entreprendront choſe, i puiſſe porter le moindre préjudice à Leurs terêts reſpectifs.

Art, 2.

Entre les Vaiſſeaux, Habitants & ſujets de eurs dites Majeſtés il-y-aura Commerce libre, nt par mer que par terre & eaux douces, & eurs Royaumes, Provinces, Isles & autres ters, Cites, Villes, Villages, Havres & territois des dits Royaumes & Etats en Europe, de on, que les ſujets de Sa Majeſté Danoiſe puiſt aller trafiquer dans les deux Royaumes de ples & de Sicile, ainſi que dans le Preſidy de oſcana; & que réciproquement auſſi les ſujets Sa Majeſté Sicilienne puiſſent aller trafiquer ns les Etats de Sa Majeſté Danoiſe, tant ceux, i ſont ſitués en Dannemarc, que ceux, qui nt en Allemagne. En tems de paix les ſujets Vaiſſeaux de l'un & de l'autre Roi pourront s aucun Paſſeport, ni autre permiſſion geale ou particuliére, aller, naviguer, entrer, par mer que par terre & eaux douces, dans Royaumes & Etats ſusdits, dans les Cités, les, Havres, Rivages, Rades & territoires ux, y porter des Marchandiſes non prohipar les Loix de l'un ou de l'autre Royau-

Y 2 me;

me; y vendre & acheter ſans reſtriction ni l
tation, autant, qu'il leur plaira, ainſi, qu'
pratique envers les ſujets des Nations les
favoriſées à cet égard, y radouber & rep
leurs Navires, s'y arrêter, établir & faire l
négoce ſelon leur commodité: Le tout er
conformant bien & duement aux Loix, ord
nances & coutumes du païs & des endroits,
ils ſe trouveront: ils auront la même lib
quand bon leur ſemblera, de partir, en p
nant leur Cargaiſon entiére, ou partie d'ici
avec leurs familles, biens, marchandiſes &
tres choſes quelconques à eux appartenant
aprés avoir païé ſeulement les péages, dr
de Douane accoutumés, ſur le pied, qu'ils ſ
établis par les ordonnances de chaque lieu, p
ſe faire fretter, ou aller de la en leur pro
païs ou en quelqu'autre lieu, qu'ils jugero
propos, ſans qu'il puiſſe leur être apporté
cun trouble, ni empêchement; bien enten
que des ſusdits Royaumes, Etats, Havres, P
& Riviéres de la domination Danoiſe ſeront
ceptées entierement les Contrées éloignées
Nord, comme l'Island, Ferröe, les Colo
de Sa Majeſté dans Groenlande, le Nord
& le Finmarck, tous païs défendus, m
aux nations les plus amies & les plus fa
riſées.

Art. 3.

Il ſera libre à tous negociants, Capit
de Vaiſſeau & autres ſujets des Puiſſances C
tractantes de traiter leurs affaires par eux



s, ou par tels proposés, quils auront choi-, sans être obligés de se servir des interprè-, Entremetteurs, Courtiers, ou autres per-nes semblables établies par authorité publi-s, ni de leur païer aucun droit, à moins que leur propre mouvement ils ne jugent à pro- de les emploïer, au quel cas ils seront te- de se conformer à la Taxe des reglements Tarrifs, s'ils ne sont convenûs autrement. nmoins s'il se trouve des lieux, ou en tou- occasion d'interêts à discuter, & de démelés, soit établis par ordonnance, ou par usage & tume de Commerce, que, pour rendre va-es les Contracts & Conventions, qui sont bjet de la Contestation, on doive produire justice l'attestation & le Certificat de Gens blics (voulant contracter avec la même bon- foi, sûreté & precaution, que ceux du païs) a jugé, qu'il sera necessaire de se servir des dites personnes publiques, en les païant sui- les usages & coutumes du païs, si ce n'est, nd un Batiment, soit en chargeant, soit en hargeant, sera forcé de faire la Quarantaine, s il luy faudra absolument se servir des Gens l'Hopital, & les païer conformement & sui- les reglements.

Art. 4.

On préposera respectivement de part & tre (non dans les petits ports & places de d'importance) mais dans les ports & places Commerce les plus considérables des Con- ou Vice-Consuls, qui n'auront de preroga-

 tives,

tives, de privileges & de droits, qu'autant q
plaira à Leurs Majestés de les accorder, éten
& restraindre, ainsi qu'il se pratique avec
Nations les plus favorisées à cet égard, sans qu
puissent en aucun tems s'attribuer Jurisdict
contentieuse & coactive. Leurs devoirs res
ctifs consisteront à faire jouir paisiblement
sujets des concessions accordées & conven
par les Serenissimes Puissances Contractant
Une attention, qui n'est pas de moindre con
quence & qu'ils auront continuellement dev
les yeux, sera, d'assoupir à l'instant, si faire
peut, toutes querelles & disputes, & d'acc
moder à l'amiable les contestations des parti
qui seront convenuës de bon gré entr'elles d
passer par leur arbitrage. Leurs Majestés po
voiront aussi à ce, que de part ni d'autre
droits & honoraires des dits Consuls ou Vi
Consuls ne deviennent excessifs, & à ce, q
ceux ci observent toute attention, circonsp
ction, justice & équité, pour que les sujets d
deux Couronnes ne se dégoutent de retourn
dans les ports respectifs & d'y continuer u
correspondance tant souhaitée.

Art. 5.

Les sujets de Sa Majesté Danoise pourro
porter librement sur leurs navires, toutes sor
de biens, denrées & marchandises de la prod
ction & du crû de leur païs, aussi bien que d
autres païs étrangers, de quelque nature que
soit, vivres ou autres provisions de toute es
ce; ils pouront porter ces marchandises di

Etats, Provinces, Isles, Havres, Villes & llages de Sa Majesté Sicilienne, y decharger la rgaison en tout ou partie, suivant leur avan-ge; garder ou exposer en vente leurs mar-andises dans les endroits, places, maisons & gazins convenables; Sa Majesté Sicilienne mettant, que pour ce qui regarde les maga-s & autres endroits, ou on met en depot & nserve les marchandises, les sujets de Sa Ma-té Danoise seront traités également que ses opres sujets & les nations plus favorisées. pendant y-ayant ordinairement des places ou rchés destinés pour certaines genres de mar-ndises, il seroit contraire à la police & au n ordre de la ville, & même prejudi-ble à la santé, de les exposer en d'au-s endroits; en ce cas ils seront tenus de se former à la coutûme & aux reglements des droits respectifs & de s'y assujettir autant, e les sujets naturels & autres nations y-se-nt sujettes. Aussi Sa Majesté Sicilienne ne per-ttra pas, que, sous quelque pretexte que soit de Police ou autre, il soit imposé de x limité aux marchandises appartenantes aux ets de Sa Majesté Danoise, au contraire, il r sera permis de les vendre selon le Cours dinaire & la liberté du Commerce: Liberté nt jouïront pareillement les sujets de Sa Ma-é Sicilienne dans les païs de Sa Majesté Da-ise; de plus le Serenissime Roi des deux Si-s a accordé & accorde expressement en fa-r des sujets Danois, que lorsque ceux ci orteront dans les Etats de Sa Majesté Sici-nne des poissons secs ou salés, ils n'en yont d'autres droits, que ceux, que les

Y 4 sujets

fujets des autres puiſſances les plus amie[…]
païent, & qu'ils ſeront en tout également f[…]
riſés à cet égard.

Art. 6.

Pour ouvrir, accélerer & affermir en pe
de téms l'établiſſement d'un Commerce dire
entre les Etats de Sa Majeſté Danoiſe & ceux d
Sa Maieſté Sicilienne, & pour empecher, qu'
ne ſe faſſe mediatement par la ſeconde & tro
ſiéme main avec toute cette perte, qui en r
ſulteroit neceſſairement ſur les marchandiſes
ſur les ſujets négociants des deux nations, il
été convenû & accordé, que toutes les marcha
diſes de Dannemarc apportées ſur des Batimen
Danois venant de l'Ocean par le detroit de G
braltar, ou venant du Lévant, ou de quelq
autre part, que ce ſoit, de la mediterrané
qui auront eté debarquées ou deposées en d'a
tres ports de la mer mediteranée, qui auro
été debarquées ou deposées en d'autres po
de la mer mediterranée, avant que d'être re
duës dans les deux Siciles, païeront, ou
les droits accoutumés, vingt pour Cent de l
valeur, ce qui aura lieu non ſeulement par r
port aux marchandiſes de Dannemarc, ou c
les, qui étant apportées ſur des Batimens D
nois, auront eté debarquées & deposées en d'
tres ports de la mer mediterranée avant que d
river dans ceux de deux Siciles; mais enc
par rapport à toutes les marchandiſes de t
autre païs ſur quelques Batiments de quel
autre nation que ce ſoit, & même de ſujets
turels de Sa Majeſté Sicilienne, qu'elles ſoi
c

embarquées, qui de la maniere mentionnée seront debarquées dans les deux Siciles; & comme Messine est un Porto franco, les sujets Danois jouiront particulierement en ce port, ainsi qu'en d'autres endroits pareillement privilegiés, des mêmes avantages, libertés & prerogatives, dont les autres nations les plus favorisées jouissent & jouïront à l'avenir.

Art. 7.

Les puissances Contractantes donneront les ordres les plus précis pour empêcher que leurs sujets respectifs n'aillent commettre des fraudes Contrebandes dans leurs ports & Etats respe-s, & si quelqu'un des sujets d'une des deux ties vient à être surpris en flagrant delit & ntrevention, qu'il soit séverement punis selon loix du païs & avec la même rigueur qu'un t naturel: Pour cet effet le coupable, qui r se soustraire à la justice, se seroit sauvé efugié dans son Batiment, sera rendû & re- aux Officiers competentes de le juger & faire punir, & dans le cas, ou le delin-t, aprés avoir eté jugé & condamné, au-échappé au chatiment par fuite ou autre-, les dites deux Puissances s'engagent re-quement & promettent qu'à son retour la patrie, il en seroit fait exemple, & y-sera punis par son propre Souverain utant de rigueur, que s'il-y-avoit fait ntrebande.

Art. 8.

Pour prendre de plus en plus de justes
sures par rapport aux droits royaux respe
& pour oter aux Negociants & maitres de n
res toute occasion de Contrebande si prej
ciable dans le Commerce, sur tout à ceux,
trafiquent de bonne foi & qui sont accoutu
à païer exactement les droits, il a été conv
& accordé entre les Puissances Contractan
que tout maitre de Batiment sera obligé de d
ner dans les premieres vingt quatre heures
son arrivée dans un port sa déclaration sig
en bonne & duë forme des marchandises, c
voudra débarquer, & de celles qu'il aura
sein de garder dans son bord pour les transp
ter ailleurs, sans cependant païer d'autres dr
que de ce, qu'il debarque & debite effecti
ment; mais si le maitre de Batiment ne sai
écrire, ni la langue du païs, il pourra la do
ner lui même de bouche, ou par le moyen
Consul ou du Vice-Consul, ou du Chancel
du Consulat de sa nation, ou à leur défaut,
un interprête pour etre couchée sur les regi
des Douanes avec la Clause expresse dans l'
comme dans l'autre cas, qu'une marchand
qui à l'arrivée n'aura pas été mentionnée da
la declaration pour être debarquée, ne pou
ensuite & aprés coup être declarée ni introdu
te, & que jusqu'à ce, qu'on ait delivré la d
declaration, on ne sortira aucune espece
marchandises en si petite quantité que ce pui
être, ce qui aura lieu pour les hardes mêm
des passagers, quand elles ne contiendroie
rien qui fut sujet aux droits, les quelles on
sa

›it retirer du navire ſans un ordre par écrit
ʾirecteur des Douanes & ſans l'aſſiſtance des
ımis des mêmes Douanes.

Art. 9.

On fera les declarations par nombre de
s, tonneaux, Caiſſes, demi balles, demi
ieaux, demi Caiſſes &c. pour les marchan-
de poids, & pour celles de meſures &
ıage par nombre de piéces avec l'aunage
haque piéce par centaines. Milliers, garni-
, aſſortiments. S'il ſe trouve quelque er-
dans la declaration, on ſubira les peines
es par les ſtatuts & reglements du païs,
à l'egard des ſujets naturels. On ne ſau-
oute fois confisquer un batiment, ni den-
bien & duëment declarées, par une ſimple
ır, qui ſe ſeroit gliſſée dans la declaration,
les marchandiſes, qui n'auront pas été de-
es, ſeront ſujettes à confiſcation, & celui,
ıura commis la fraude, ſera tenû en outre
aïer le double des droits, que le Tarif
rit pour les marchandiſes, & ſi un maitre
avire venoit à commettre une telle fraude
courir par la les peines ſusdites, on pour-
iſir & arreter le Batiment jusqu'à ce qu'il
ié ou donné bonne & ſuffiſante Caution
l'aſſurance du païement; mais, ſi le maitre
vire vient à manifeſter & declarer des mar-
diſes qu'il aura ignoré être prohibées &
duës, ces mêmes marchandiſes & effets
ront point confiſqués & lui ſera permis de
les

les refortir & tranfporter ailleurs fans étr
en ce cas à aucune peine.

Art. 10.

Il a été ftatué & arreté, qu'on ne fe
deux vifites, l'une à l'arrivée & l'autre
part; on fera celle de l'arrivée avant o
le debarquement du tout, ou d'une part
marchandifes, à l'option du Directeur de
nes, lequel aura foin de communiquer
fieur la declaration fans aucun retard
afin, qu'on faffe la vifite, & que l'on
de en diligence au debarquement des ma
difes, pendant lequel on pourra mettre
jusqu'à trois Soldats pour empêcher, qu
detourne quelques marchandifes, & pou
fter jusqu'à ce, que la vifite foit faite:
ra également la vifite du depart, avant o
l'embarquement du tout ou d'une part
marchandifes, au choix du Directeur des
nes, lequel ne manquera pas de le de
fans delai & en diligence, comme il eft
deffus, pour ne pas detenir ou retarder
timent. De plus les deux parties Contr
tes donneront les ordres les plus précis &
dront les mefures convenables, afin qu
vifites fe faffent avec ordre & avec une
accéleration, que les marchandifes ne pu
fouffrir aucun préjudice; le Conful, ou
qu'un de fa part pouvant affifter, fans
puiffe rétarder la vifite, ni caufer le mo
obftacle, y étant regardé comme un f
temoin.



Art. II.

Si les marchandises, qui restent à bord batiment, pour être transportées dans un : païs, sont defenduës par les Constitu- ; de l'Etat ou par les ordonnances du Sou- n ; le maitre du Batiment sera obligé de les ser à ses fraix & depens dans les magazins ux, s'il-y-à-place, si non, dans d'autres la clef du Directeur des Douanes jusqu'au ment de son depart, où il les reprendra payer pourtant autres droits que le loyer magazin particulier, ou les dites marchan- ; auront resté en depôt, suivant les prix venûs avec le proprietaire du dit magazin: Ou on pourra mettre à bord jusqu'à trois sol- , qui y resteront jusqu'au depart du Bati- t, pour empêcher quelque enlevement fur- l'un ou l'autre à la volonté du Directeur Douanes. Si ces marchandises ne sont pas nduës, mais seulement sujettes aux droits, ne pourra pas obliger le maitre du navire à leposer dans les magazins royaux, ou par- liers, mais seulement à en deposer les its, qui lui seront restitués à son depart, & cevoir les susdits trois Soldats dans son d; bien entendû que ces Soldats ne pour- t (sous de trés rigoureuses peines) s'inge- en quoi que ce soit, de l'interieur du Bati- nt, ni éxiger, ni recevoir des recompenses presents, soit en argent; soit en marchandi- , ni même aucun comestible pour leur rriture, étant obliges de s'en pourvoir à s propres depens. Si nonobstant l'assi- ce des dits Soldats on faisoit la Contreban- de

terrompre le Cours, ni y apporter aucun
pêchement, & si on-y-trouve des marchan
défenduës, celui, à qui elles appartiendr
sera sujet aux mêmes peines, qu'un natur
païs, qui auroit commis un pareil delit: T
tes fois dans quelqu'un que ce soit des
énoncés, on ne pourra toucher à ses livre
lettres & papiers, ni même en demander po
telle cause exhibition en justice, mais seulem
dans les procés, ou ils pourront faire foi,
quand il s'agira de prendre droit dessus, & ce
afin d'abreger les débats de procedure & po
diminuer les dépenses. Dans ce cas on ne
ôtera des mains du marchand, que pour-y-re
garder purement & simplement, ce qui fai
l'objêt de la question; aussi sera t'-il-permis
tout negociant, marchand, de tenir ses livr
& écritures en telle langue, tel idiôme & d
la forme & teneur, que bon lui semblera.

Art. 14.

Lorsqu'un sujet de l'une des deux Puis
ces Contractantes vient à mourir dans les E
de l'autre sans avoir fait testament ou nom
un executeur testamentaire, le Consul ou Vi
Consul de sa nation, ou, à leur defaut &
leur absence, le Magistrat du lieu fera faire
lement l'inventaire de touts ses biens & ef
meubles & immeubles, pour les remettre à
heritiers sans formalité ni procedure judici
sur la production des documents & titres
vants à prouver leur droit de succession &
testés comme autentiques par le Ministre de
nat

, ſans que le Fiſc de l'endroit puiſſe y la main, & au cas qu'il-y-eût diſpute 'heredité entre deux ou pluſieurs, alors ;es des lieux decideront & jugeront le ; par ſentence definitive, bien entendu nt, que ſi dans la ſucceſſion il ſe trouve ens immeubles, ils ſeront ſujets aux charnt royales & publiques, que particuliéres, elles d'autres biens ſemblables ſont ſujets. endant il s'étoit écoulé cinq années, ſans Conſul, ni autre pretendant ſe fût prepour reclamer l'hêredité, alors elle ſera ſé au Fiſc.

Art. 15.

es biens, marchandiſes, papiers, écritu- vres de compte & tout ce qui pourroit enir aux ſujets reſpectifs des deux Puiſ- Contractantes morts dans les Etats de , appartiendront immediatement à leurs ers, qui ſeront préſents & majeurs, ou es tuteurs ou executeurs teſtamentaires, authoriſés ſelon l'exigence du Cas pour- uſſi en prendre d'abord poſſeſſion, les iſtrer & en diſpoſer librement, comme oit; mais les héritiers étant abſents, ou rs, ou bien les héritiers majeurs, qui ſe- abſents n'y ayant pas encore pourvû par ou par leur procuration, les biens, mar- iſes, papiers, écritures, livres de Compte ut ce qui appartenoit au défunt, ſeront inventariés par un notaire public en pre- du juge ordinaire accompagné du Con-

ful ou autre Miniſtre,. & de deux ma
de la Nation, dépoſés enſuite entre le:
de deux ou trois marchands, qui ſeror
més par le dit Conſul ou Miniſtre, pc
gardés & conſervés pour les propriét
Créanciers. Dans les lieux, où il n'y-a
ſul ni autre Miniſtre, tout cela ſe fera en
ce de deux ou trois marchands de la
Nation, qui-y-ſeront appellés & com
pluralité des voix.

Art. 16.

Il ſera permis aux ſujets des deu
Contractants d'avoir & de continuer le
merce avec les ennemis de l'autre; leur
ter ſans aucun empêchement toutes ſo
marchandiſes, à l'exception de celles, qu
munement ſont appellées de Contrebar
dont ci-deſſous eſt l'énumération & le
à moins que ce ne ſoit dans une ville, t
ou endroit aſſiégé par l'autre; au que
leur ſera libre toute fois de vendre le
chandiſes aux Aſſiégeants, ou de les all
ter, & vendre en quelqu'autre ville, p
endroit, qui n'eſt pas aſſiégé Les Vaiſſ
bres vendront les marchandiſes libres,
regardera comme libre tout-ce qui ſera
ſur les Vaiſſeaux appartenants aux ſujets
ou de l'autre Roi, quoique tout le char
ou une partie de ce chargement appa
aux ennemis de Leurs dites Majeſtés, à
ption cependant des marchandiſes de C
bande, comme il eſt dit ci-deſſûs. De

a été convenû, que cette même liberté doit
tendre aussi aux personnes, qui naviguent
un Vaisseau libre, de maniere, que quoi
'elles soient ennemies de l'une des deux Par-
s, elles ne seront point tirées du Vaisseau libre,
ce n'est que ce fussent des gens de guerre
uellement au service des dits Ennemis.

Art. 17.

Sous le genre de marchandises de Contre-
nde sont comprises seulement les armes à
u & d'autres sortes avec leurs assortiments,
mme: Canons, mousquets, mortiers, pé-
rds, bombes, grenades, cercles poissés, af-
s, fourchettes, bandelieres, poudre, mêche,
lpetre, bales, piques, épées, morions, cas-
s, cuirasses, hallebardes, lances, javelines,
evaux, selles de Cheval, foureaux de Pisto-
s, beaudriers & generalement touts autres
ortiments servants à l'usage de la guerre; les-
els effêts & marchandises ne seront pour-
t pas reputés Contrebande, si ce n'est dans
as où on les porte dans quelque païs enne-
& pas autrement Les marchandises de
trebande seront confisquées, le navire re-
t d'ailleurs en liberté avec les autres mar-
ndises, & ne sera permis pour ce sujet d'e-
r du maitre de navire aucune amande pecu-
re, ni même aucun fraix sous pretexte de
e ou de procedures faites, ou sous quel-
utre prétexte que ce puisse être.

Art. 18.

Dans ce genre de marchandises de C bande on ne comprend pas les froments & autres grains de quelque nature & qu'ils soient, beaucoup moins encore le mes, huiles, vins, sels, & genéralemer ce, qui concerne les aliments & la su tion de la vie: On n'y comprend pa plus le goudron ou poix resiné, les V Chanvres & Cordages, ni les bois de C ction & de Charpente, le fer, l'acier, l vre, le laiton & tout ce qui peut être fa de ces métaux, sont toutes marchandise permises; ainsi toutes ces choses pourroi jours se vendre & transporter comme les marchandises, même aux lieux tenûs & pés par un ennemi de l'une des deux C nes, pourvû qu'ils ne soient assiégés n qués.

Art. 19.

Pour lever tout équivoque & ince sur ce qu'on nomme lieu assiegé & bloq été arreté, que nul port maritime ne d reputé actuellement assiége ou bloqué, s' tellement fermé par deux navires pour le du côté de la mer, ou du coté de terre p batterie de Canons, que son entrée ne pe hazardée sans s'exposer à une volée de l de Canons.

Art. 20.

Pour prevenir toutes ſortes d'interpreta-
: des deux cotés, il a été ſtipulé, qu'en cas
uerre ſubite & non prevuë, lorsque les
s de l'une ou de l'autre Puiſſance auront
gnorance de la rupture embarqué dans un
au ennemi leurs marchandiſes, ils ne ſe-
pas ſujets à une confiſcation, qu'ils n'ont
t du encourir, qu'au contraire les mar-
diſes leur ſeront fidélement renduës ſans
aucun impôt ou droit; ce qui doit être
dû & s'entend des Batiments & biens des
es ſujets, quand l'un des Sereniſſimes
ractants entre en guerre avec l'autre, auſſi
que des marchandiſes embarquées ſur des
es d'une puiſſance tierce, qui devienne
nie de l'un des mêmes Sereniſſimes Con-
nts, & pour ôter à cet égard toute occa-
de diſpute, on eſt convenû de certains
es & intervales de tems accordés ſelon la
ce des endroits, ſavoir: Six mois aprés
laration de la guerre pour les marchandi-
nbarquées dans la mer Baltique & dans la
, au Cap de Norvegue jusqu'à l'extremi-
Canal d'un côté & de l'autre dans quelque
que ce ſoit de la mediterannée; de même
ois pour les marchandiſes, qui viennent
sin du detroit de Gibraltar jusqu'à la ligne
octiale, & le terme d'un an pour toutes
, qui ont été embarquées dans ce même
: de tems au déla de la dite ligne en quel-
ort du monde que ce puiſſe être: Le
afin que les ſujets reſpectifs de Leurs
és Contractantes ayent un tems ſuffiſant

Z 3 pour

pour prevenir toutes ſortes d'inconven
mais les marchandiſes qui aprés les ſuſdits
mes expirés ſeront trouvées à bord des Vaiſ
ennemis ou ſur des navires d'une Puiſſance
ce, qui fût devenuë Ennemie d'Un des Se
ſimes Contractants ſeront ſujettes à Con
tion. de la même maniére, que ſi elles a
tenoient aux ſujets mêmes des Ennemis.

Art. 21.

Tout maitre de Batiment ne pourra
voir dans ſon bord aucun ſujet fugitif
Puiſſance dans le port de la quelle il ſe tro
ancré, encore moins lui prêter azile; au
traire, ſi quelqu'un vient s'y refugier, l
maitre de Batiment ſera tenû de l'en ch
même de le remettre & conſigner de bon
à la premiére requiſition du Gouverne
faute de quoi & à ſon refus, il ſera lib
faire toutes perquiſitions dans le bat
pour en tirer le fugitif, en donnant pré
ment avis au Conſul ou Vice-Conſul de l
tion, afin qu'il aſſiſte: s'il le juge à prop
la recherche & à la ſaiſie du dit fugitif &
veiller à la ſureté du batiment dans le cas
pourroit s'imaginer, que ſous pretexte
chercher un fugitif, on voulût y comm
quelque deſordre.

Art. 22.

Pour éviter & prévenir toutes diſcor
inimitiés de part & d'autre il a été re
q

qu'une des deux parties venant à se trouver engagée dans la guerre, les Vaisseaux & Batiments appartenants aux sujets de l'autre Partie, seront munis necessairement de lettres de mer, qui contiendront le nom, la proprieté & la grandeur du Vaisseau, ainsi que le nom & le lieu de l'habitation du maitre ou du Capitaine du Vaisseau, le tout suivant le modele, qui sera joint au present Traité, ensorte qu'il paroisse clairement & sans le moindre équivoque, que ce Vaisseau appartient réellement aux sujets de l'une ou de l'autre Puissance: Ces lettres de mer seront renouvellées chaque année, s'il arrive, que le Vaisseau n'emploie pas plus d'un an dans son voïage. Il a eté aussi convenûs, que ces sortes de Vaisseaux chargés seront non seulement munis des lettres ci dessus mentionnées, mais encore de Certificats contenants les espéces de la charge, le lieû, où le Vaisseau est parti & celui de sa destination, conformement au modéle, qu'on verra dans la suite du Traité, afin de verifier & de distinguer les marchandises prohibées d'avec celles, qui ne le sont pas; lesquels Certificats seront expediés par les Officiers du lieu, d'où le Vaisseau sortira, conformement à leurs us & coutumes.

Art. 23.

Si un Vaisseau de guerre ou armateur d'une des deux Puissances Contractantes vient à rencontrer un Vaisseau marchand de l'autre Puissance, ils n'en approcheront, qu'à la portée du canon, & enverront à son bord une chaloupe,

 dans

dans laquelle, sans compter les mariniers, qui la gouvernent, il-y-aura trois personnes pour monter dans le dit vaisseau marchand, & pour en examiner la patente, aprés quoi ils lui laisseront continuer sa route sans aucun delai, embarras ni empêchement quelconque; au contraire, ils joindront aux bons offices d'amitié & de fraternité touts les secours, dont il pourroit avoir besoin, & s'ils font même route, les Vaisseaux de guerre seront obligés de protéger & de defendre le vaisseau marchand contre toute attaque & toute insulte. Pour la sûreté de pareilles rencontres Leurs Majestés ordonneront expressement aux Commandants de Leurs Vaisseaux de guerre & à touts Leurs Armateurs d'agir avec les Vaisseaux marchands de l'autre Nation de façon, qu'à touts égards ils n'aïent aucun sujet de plainte, de les traiter en amis & d'empêcher qu'ils ne soient maltraités ni forcés à faire de fausses declarations sur la quantité ou

[redacted]

ɔuiſſe eſperer d'armer pendant tout le
ɿue durera la guerre: En outre l'armateur
e le Capitaine du Vaiſſeau de guerre païe-
ne amande de deux mille écus, & don-
t ſatisfaction de tout le dommage. De
s mariniers, qui ſe feront laiſſés emploïer
violence, ſeront chatiés rigoureuſement,
t cela ſera executés ſans delai & ſans au-
ergiverſation.

Art. 24.

ɋuand un Batiment des ſujets d'Une des
nces Contractantes viendra à échouer ſur
ɔtes du Domaine de l'autre, il appartien-
ɹ Conſul ou au Vice-Conſul de ſa nation
ɪivement à tout autre) de ramaſſer les
ɪandiſes ſauvées, & de recouvrir les debris
ɪtiment pour les rendre au Propriétaire,
ue perſonne, aprés avoir reconnû le Ba-
t, puiſſe y mettre la main, à moins qu'on
t appellé, pour y-donner du ſecours, ou
ans l'endroit, où le naufrage arrive, il n'y
s plongeurs établis par autorité royale, des
s en ce cas on devra ſe ſervir, bien en-
, que s'il venoient à exceder, les Gou-
urs ou Magiſtrats des lieux, auxquels on
ɔrtât des plaintes, devront y apporter re-
& faire reparer au maitre du Vaiſſeau tous
ɔmmages & fraix indûs; & ne ſe trouvant
l'endroit, où ſera arrivé le naufrage, ni
ıl ni Vice-Conſul, le Gouverneur du lieu
ɜra au Capitaine touts les ſecours que l'at-
n duë à une Nation amie & la Charité de-

3 5 man-

mandent en d'auſſi triſtes conjonctures: l'un ou l'autre cas il reglera avec équité compenſe duë aux gens, qui auront travai ſauver les marchandiſes & autres Effets d Batiment, & il chatiera avec rigueur qu que auroit occaſionné du dommage ou de né quelques marchandiſes ou Effêts. Les chandiſes étrangeres, qui auront été ſau qu'on voudroit vendre dans le Royaume, ront les droits ordinaires, en obſervant c dant ſelon toute équité le dégât & le domr quelles auront ſoufferts; mais, ſi on ve transporter hors le royaume, elles ne paï rien; ſi ce ſont des marchandiſes qui pro nent de l'Etat même, & que le maitre d vire pour raiſon d'avaric, dégât ou tout motif, ne juge pas à propos de les paſſer c mais de les y-vendre au cas que les droits c mêmes marchandiſes, quand elles ſont dé dans le Royaume, ſoient plus forts que c qui auroient eté païés pour la ſortie, alo ajoutera ſeulement le ſurplus à ce qui aur été païé; mais, ſi ces deux ſortes de droit égaux, ou que le dernier ſoit moindre q premier, on ne païera rien de nouveau, c pourra pretendre non plus la reſtitution de cedent de plus grands droits, qu'on auroi en ſortant les dites marchandiſes. On ſu pourtant, que le maitre du Vaiſſeau échoi roit lors du chargement fait dans le dit r me, paie exactement les droits, car autre les effêts, qu'on trouveroit etre ſortis par trebande, ſeroient confiſqués, & même t Batiment, s'il eſt ſauve, avec ce qu'il co de reſte, & toute ſa Cargaiſon. Si on

lre demeurer constant, que les Effêts sortis r contrebande excedent le tiers de la Cargai- son; si un Vaisseau ou Batiment perit de façon qu'il soit submergé, ou que le maitre ait été obligé d'en jetter la Cargaison à la mer, alors les Effêts, qui auront été pêchés, ou ceux, qui seront venus d'eux mêmes au rivage, n'appar- tiendront par aucun privilége à qui que ce soit, du païs de l'une ou de l'autre domination, où sera arrivé tel malheur, mais les dits effêts se- ront gardés par autorité publique & seront resti- tués à ceux, qui les reclameront legitimement, lesquels païeront les fraix faits tant pour les avoir sauvés que pour les avoir gardés. Et si dans l'espace d'un an, à compter du tems qu'est arrivé le malheur, personne ne reclamoit tels effêts, toute pretention cessera d'avoir lieu.

Art. 25.

Les Batiments d'Une des Puissances Con- tractantes, qui passeront le long des Côtes du domaine de l'autre, & seront contraints par vents contraires, ou par quelqu'autre accident, de jetter l'ancre & d'entrer dans un Port, ne paieront aucun droit, si leur intention est de ne debarquer aucune marchandise; mais si le mauvais tems venant à continuer les obligeoient de s'arrêter plusieurs jours, ou qu'ils eussent besoin de se radouber, & que pour subvenir à leurs depenses, ils jugeassent necessaire de debar- quer & de vendre partie de leurs marchandises, alors ils seront assujettis à donner declaration de la quantité de marchandises, qu'ils voudront debar-

debarquer, & à en païer les droits. Pe
leurs ſejours on mettra des Gardes à borc
empêcher toute Contrebande, & ſi non o
cela on debarquoit une plus grande quant
marchandiſes, que celle, qui auroit été
rée, on païera les droits de toute la Carga

Art. 26.

Les ſujets reſpectifs ſeront ſoumis à
les reglements, ordonnances & edits fait
faire par les deux Puiſſances Contractante
Leurs Etats pour le bon Ordre des Dou
pour la conſervation & la recette de Leurs c
& en cas de contrevention, ils ſubiront le
nes portées par ces mêmes ordonnances,
& reglements. En conſequence les deux
niſſimes Rois donneront les Ordres pré
neceſſaires à Leurs ſujets reſpectifs.

Art. 27.

Les ſujets de l'un des deux Sereniſ
Rois Contractants ne ſeront point autre
traités dans les territoires de l'autre, ni
gênés, que les ſujets naturels, dans leurs
tracts & ventes de marchandiſes, tant pe
prix, que pour toute autre choſe; mais la
dition des étrangers & des ſujets naturels
égale & pareille, tellement que dans tout
occurences la juſtice leur ſera adminiſtrée c
maniére prompte & impartiale, particu
ment dans les Douanes & Bureaux ils ſe
ti

s avec douceur & politesse, expediés & chés en toute diligence, de maniére même ant païé à un des Commis proposés, ou en depôt dans un endroit public toutes les es qu'il auroit dû paier à differents Com-, ils puissent s'en aller librement, sans être gé d'attendre la comodité ou la quitance de que Commis en particulier.

Art. 28.

S'il arrive que pour créances ou autres pre-ions legitimes contre les sujets des deux ronnes, ou contre ceux des autres Nations ngeres & établies, les sujets des deux Par-Contractantes soient obligés d'avoir recours stice, les Tribunaux & les Magistrats, où affaires seront portées, rendront prompte briéve justice, aux fins, d'accelérer & d'ex-ier les voyages des Négociants avec toute la gence, qu'exige le Commerce. Dans ces asions il sera permis aux sujets des deux uronnes de mettre leurs interêts entre les ins de tel Avocat ou Procureur, qu'il leur ra, & qui que ce soit, à la faveur des Char-, privilèges & dignités ne pourra se mettre abri des poursuites & actions légitimement entées, ni obtenir aucun delais préjudiciable a partie adverse dans les Royaumes des deux issances Contractantes.

Art. 29.

Les marchands, Capitaines de Vaisseau, îtres de navires, matelôts & autres, les na-

vires

vires & generalement toutes marchandiſ touts effêts de l'autre Allié & de ſes ſujets ć bitants ne pourront être ſaiſis & arretés, ni traints par violence au nom du Public ou particulier, en vertu de quelque édit ge ou ſpecial que ce ſoit, dans les terres, p havres, rades & Etats de l'autre Roi, po ſervice public, pas même pour la défen conſervation de l'Etat, encore moins pour cun ſervice particulier; ce qui néanmoin pourra avoir lieu dans les arrêts & ſaiſie, ſeront faits par les voïes ordinaires, par or nances & autorité de juſtice, pour dette pour Crime commis, au quel cas on procé de droit & ſelon les regles de la juſtice.

Art. 30.

Les Sereniſſimes Contractants ne ſo ront pas non plus qu'on ſeduiſe, allicie & rôle perſonnes des Equipages de Vaiſſeaux partenants à Leurs ſujets, ce cas arrivant, le rinier, qui aura été ſouſtrait, ſera repréſen rendû à la premiere requiſition du Conſul d Nation ou du Capitaine, ou même de ce qui le reclamera de ſa part, & les Officiers, quels on aura recours, donneront en t occaſion ſemblable l'aſſiſtance la plus exact la plus prompte; même juſtice ſera faite ſujets des deux Couronnes, & s'étendra qu'aux Domeſtiques, qui viendroient à p dre la fuite, & qui ſous pretexte de quel nature qu'il pût être refuſeroient de conti leur ſervice.

Art. 31.

Les Vaisseaux, navires, marchandises & ets appartenants aux sujets des deux Serenissès Rois Contractants ne pourront, pour elque motif que ce soit, être confisqués dans Etats respectifs, à moins que le procés n'ait fait dans les regles & selon les Loix, us & utumes, concernant les marchandises prohies, & qu'il ne soit intervenû sentence de miranté.

Art. 32.

Il a eté aussi arreté & stipulé expressement, ie les sujets de Leurs Majestés n'exerceront cun Acte d'hostilité ni violence les uns con- e les autres, tant sur mer que sur terre, fleu- s, riviéres & Rades, sous quelque nom ou etexte que ce soit, en sorte que de part & utre les sujets ne pourront prendre ni rece- ir patentes, Instructions ni Commissions, ur armement particulier & pour faire la ourse en mer, ni lettres appellés vulgairement tres de represailles, d'aucuns Princes ou Etats nemis de l'une ou de l'autre Puissance Con- ctante; qu'ils ne pourront, en quelque ma- ére que ce pnisse ĉtre faire valoir telles paten- , commissions ou lettres de represailles ur troubler, molester, empêcher ou endom- ager les sujets respectifs, ni faire tels arme- nts & courses sous peines d'être regardés & ités comme pirates. A cette fin Leurs Ma- stés promettent reciproquement de faire pu- lier, le cas a venant, de rigoureuses peines

&

& defenses à Leurs sujets de commettre de
reilles pirateries; & si au préjudice de ces
mes defenses quelqu'un tombe en pareille c
trevention, il sera punis suivant les peines n
quées, & il indemnisera & dedommagera
tierement celui ou ceux, sur lesquels il a
fait des prises.

Art. 33.

Si une des Parties Contractantes vient à
trer en guerre avec une autre Puissance, Ce
qui observera la neutralité sera la maitresse
recevoir ou non dans ses Ports, & de juger
non bonnes ou mauvaises les prises, qui se
ront respectivement par les Puissances en gu
re, sans que celle, qui aura guerre, pu
l'obliger de proceder plutôt en sa faveur, qu
celle de tout autre. La puissance neûtre pou
se conduire sans Condescendance pour l'aur
& de la maniére, qu'Elle le jugera convena
pour l'assurance de sa navigation, la sûreté
sa Marine, de ses côtes & Ports, la tranqui
& l'avantage de son commerce. Reciproquem
Leurs dites Majestés ne souffriront point, q
sur les côtes, dans les Ports & riviéres de L
obeïssance les Navires & Marchandises des suj
respectifs soient pris par des Vaisseaux de gue
ou autres pourvûs de patentes de quelque Pr
ce, Republique ou ville, que ce puisse être,
le cas venant l'un & l'autre emploieront t
Leur pouvoir, que le Vaisseau pris soit bien
duëment restitué & tout dommage reparé.

Art.

Art. 34.

Les sujets respectifs des Puissances Contra-
ntes seront traités dans les Etats respectifs,
ur ce qui concerne la Religion, comme les
jets des autres Puissances d'une religion diffe-
nte de celle qui domine, prenant garde toute
is de se contenir avec la discretion & la mo-
stie convenable, & de ne causer aucun scan-
le dans le païs, où ils se trouveront.

Art. 35.

Quant à la quarantaine qui en certaines oc-
sions peut être ordonnée dans les Etats de
ou de l'autre des deux Serenissimes Con-
ctants, on se comportera de la manière
ée par les sujets naturels & par toute au-
nation.

Art. 36.

On est encore convenû, que dans touts les
dits Articles il soit entendû, que tout ce qui
stipulé & reglé pour les sujets d'Une des
ances Contractantes, est aussi stipulé & re-
pour les sujets de l'autre, & qu'il doit être
ectivement observé dans les deux Etats tant
les uns que pour les autres un traitement
& reciproque sans qu'on pretende & qu'on
imposer de plus grandes loix aux uns plus
ux autres, savoir, dans les cas non ex-
és ou diversement exprimés dans le present
té & dans les choses qui ne sont ni con-

traires ni incompatibles avec les loix & mes du païs respectifs.

Art. 37.

Les sujets de Leurs Majestés jouïr proquement dans leur Commerce d'u tection speciale tant pour eux que po Domestiques, leurs Vaisseaux, marcha leurs biens en general, même avec l de tenir leurs regitres de correspo compte & autres Actes, concernant goce, en telle langue ou idiome qu'il l ra, & ils ne feront point obligés, sur Consuls, de les produire contre leur vant quelque juge ou Magistrat que ce en tout, ni en partie, soit en tems de ou de paix, & leurs personnes, leurs V batiments & autres Effêts, leurs pre avec leur argent comptant ne feront po tés ou sequestrés pour dettes ou Crime ni à cause de pretensions que Leurs Ma Leurs Couronnes pourroient forme contre l'autre.

Art. 38.

Si à l'avenir il survenoit de part o tre, soit par inadvertance ou autrement que inobservation du present Traité, pour cela, l'harmonie & la bonne intel entre les Hauts Contractants ne sera pas interrompuë, mais (le Traité toujours gueur & avec son entier effêt) on procu

r

medes convenables pour lever les inconveniens, comme aussi pour faire reparer les contraventions; & si les sujets de l'un ou de l'autre Royaume sont en faute, ils seront seuls punis & chatiés severement.

Art. 39.

Si les deux Puissances Contractantes venoient (ce qu'à Dieu ne plaise) à entrer en guerre l'une contre l'autre, les sujets respectifs établis dans les domaines de l'une & de l'autre auront deux années de tems pour retirer touts leurs biens & effêts, en quoi on leur donnera toute liberté, secours & protection, on leur administrera la justice, comme avant la guerre, & les deux ans écoulés, on leur donnera les passeports, facilités & passages necessaires pour retourner sûrement & librement en leur patrie avec leurs Familles, leurs biens & navires, sans qu'on puisse en rien les molester pour motif de guerre.

Art. 40.

Les Ratifications de ce Traité seront échangées ici à Madrid dans trois mois aprés la Signature ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés, munis des pleinspouvoirs de Sa Majesté Danoise & de Sa Majesté Sicilienne avons és dits noms signé le present Traité & y avons fait apposer les cachets

chets de nos armes. Fait à Madrid le 6 d'Avril 1748.

Conrad Detlef, Comte de Dehn. *Le Principe de Jachi.*

(L. S.) (L. S.)

Formulaire

Du Passeport à expedier pour les Vaisseaux Danois, suivant l'Article 22 du present Traité.

Nos Fridericus Quintus Dei gratia Rex Daniae, Norwegiae, Vandalorum Gothorumque, Dux Slesvici, Holsatiae, Stormariae atque Dithmarsiae, Comes in Oldenburg & Delmenhorst &c. &c. Notum testatumque velimus omnibus & singulis, quibus hae Nostrae Salvi

us. Proinde ab omnibus terrarum mari-
ue Potestatibus, Regibus, Principibus,
ispublicis ac liberis Civitatibus, imprimis
a partibus bello hoc tempore se lacessen-
earumque Ducibus, Thalassiarchis, Ge-
ibus, Officialibus, navium portuumque
fectis, Capitaneis, Instructoribus aliisque
ibus, quibus custodia aliqua maris aut
is commissa est, quibuscunque navim hanc
gando obviam venire, quorumque in Clas-
: naves forte incidere, aut in portubus mo-
contigerit, respective amice, benevole &
enter requirimus, ut ratione foederum &
itiae, quae Nobis cum unoquoque Rege vel
blica intercedit, dictum nauclerum cum
, personis, rebus ac mercimoniis omnibus
npositis, non solum libere & absque ulla
stia, detentione aut impedimento quocun-
iter suum prosequi permittant, sed etiam
n, tanquam subdito Nostro, si opus fuerit,
ia humanitatis officia exhibeant, eadem
im a Nobis Nostrisque in pari vel alio casu
turi. In quorum fidem praesentes manu
'a Subscriptas Sigillo Nostro Regio firmari
ius. Dabantur in - - - die Mensis - - -
1 17 - -

Formulaire

Du Certificat à expedier pour les Vaisseaux Danois, suivant l'Article 22 du present Traité.

Nos Praeses, Consules & Senatores Civi-
- - attestamur & certificamus, quod - -

 die

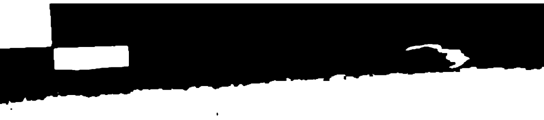


VI.

Immerwährender

Freundschafts- Handlungs- und Schiffarthstractat

welcher
zwischen Sr. Königl. Majestät Friedrich V.
Könige zu Dännemark, Norwegen 2c.
und
der Durchl. Republik Genua
durch
deren beyderseitige dazu bevollmächtigte Ministers
geschlossen ist
zu Paris, den dreyzehenden März
Ein Tausend Siebenhundert Sechs und Funfzig.



nmerwährender Freundschafts-Handlungs- d Schiffarthstractat, welcher zwischen Sr. önigl. Majestät Friedrich dem V. Könige zu ännemark, Norwegen ec. und der Durchl. Republik Genua geschlossen ist.

Kund zu wissen sey hiemit allen und jeden, denen daran gelegen: Daß, da Sr. Königl. Ma- stät zu Dännemark, Norwegen ec. und die Durchl. publik Genua, bey der aufrichtigen Neigung, eine e Freundschaft, und ein vollkommenes gutes Ver- dniß zu stiften und zu unterhalten, darauf bedacht esen, einen so erwünschten Zweck zu erreichen; und Sie für dienlich gefunden, eine genaue, freye und re Correspondenz zwischen Ihren beyderseiti- Unterthanen, mittelst Regulirung Ihrer privat delsangelegenheiten, durch eine zum Anwachs der iffarth und des unmittelbaren Handels gereichende vention, und worinn zugleich allen etwa zu besor- en Zwistigkeiten begegnet werde, herzustellen z- zu dem Ende ihren beyderseitigen Ministern, nem- Sr. Königl. Majestät zu Dännemark, dem Hrn. fen Erhard Wedel Früs, Rittern des Dannebrogs-

 ordens,

kaufen, ohne Vorbehalt, oder Einschränku
viel ihnen beliebt, so, wie es mit denen Unte
solcher Nationen, welchen in diesem Stücke a
sten zugestanden ist, gehalten wird, daselb
Schiffe kalfatern und ausbessern, sich daselbst
ten, niederlassen, und ihren Handel nach eige
quemlichkeit treiben können, so lange sie sich in
allem nach den Gesetzen, Verordnungen und G
heiten des Landes und der Oerter, wo sie sich b
wohl und pflichtmäßig verhalten.

Gleichergestalt soll ihnen frey stehen, nach
Gefallen, unter Mitnehmung ihrer ganzen L
oder eines Theils derselben, nebst ihrer Famil
ren Gütern, Waaren und andern Sachen,
auch für welche seyn mögen, die ihnen zuge
wenn sie nur vorher die gewöhnlichen Zölle und
ten auf dem Fuß, wie sie in den Verordnunge

n einander gefällig betragen, auch allerley Pflich- der Freundschaft und aufrichtigen Zuneigung er- en; und sollen oberwehnte hohe contrahirende Thei- eder selbst noch durch andere etwas thun oder un- ehmen, das Ihren beyderseitigen Angelegenheiten mindesten Nachtheile gereichen könne. —

2. Artikel.

Unter den Vasallen, Unterthanen und Einwoh- n besagter hohen contrahirenden Theilen soll ein er Handel, sowol zur See, als zu Lande und Was- , wie auch in deren Reichen, Provinzen, Inseln anderen Ländern, Städten, Oertern, Dörfern, en und Gebieten besagter Reichen und Staaten in ropa seyn, dergestalt, daß Sr. Königl. Majestät Dännemark Unterthanen nach den Staaten der Re- blik Genua, und der Durchl. Republik Genua ihre terthanen hinwiederum nach den Staaten Sr. Königl. jestät zu Dännemark, sowol denen die in Dännemark, auch denen die in Teutschland belegen sind, hin han- n können. —

Zu Friedenszeiten sollen die Unterthanen beyder achten hohen contrahirenden Theile, ohne einen ß, oder eine andere allgemeine, oder besondere Er- bniß, nach denen oberwähnten Reichen und Staa- reisen und schiffen, und in die Städte, Oerter, en, Küsten, Rheden und Gebieten derselben, so- l zur See, als zu Lande und durch süße Wasser laufen und sich begeben, Kaufmannsgüter, die e durch die Gesetze des einen oder andern Landes boten sind, dahin bringen, daselbst verkaufen und kaufen,

kaufen, ohne Vorbehalt, oder Einschränkun viel ihnen beliebe, so, wie es mit denen Unte solcher Nationen, welchen in diesem Stücke a sten zugestanden ist, gehalten wird, daselb Schiffe kalfatern und ausbessern, sich daselbst ten, niederlassen, und ihren Handel nach eign quemlichkeit treiben können, so lange sie sich in allem nach den Gesetzen, Verordnungen und G heiten des Landes und der Oerter, wo sie sich b wohl und pflichtmäßig verhalten.

Gleichergestalt soll ihnen frey stehen, nach Gefallen, unter Mitnehmung ihrer ganzen L oder eines Theils derselben, nebst ihrer Famil ren Gütern, Waaren und andern Sachen, w auch für welche seyn mögen, die ihnen zuge wenn sie nur vorher die gewöhnlichen Zölle und ten auf dem Fuß, wie sie in den Verordnunge jeden Orts eingeführet sind, erleget, wegzureisen weder, um sich frachten zu lassen, oder um na Heimath, oder wohin sie es sonst gut finden, hen, ohne daß ihnen einige Beschwerde oder niß im Wege geleget werden solle; Wohl zu ver daß von obgedachten Reichen, Staaten, Häfen, städten und Flüssen, so unter dänischer Oberher stehen, die entfernten nordischen Gegenden, al land, Ferroe, Sr. Königl. Majestät Colon Grönland, Nordland und Finmarken ausg men seyn, zumalen alle diese Länder selbst denen schaftlichsten und am meisten begünstigten Na verboten sind.

3.

3. Artikel.

Es soll allen Kaufleuten, Schiffscapitainen, und
[an]deren Unterthanen der contrahirenden Mächte frey
[ste]hen, ihre Geschäfte selbst, oder durch diejenigen Vor-
[ge]setzte, die sie dazu erkohren haben, zu verrichten,
[oh]ne verpflichtet zu seyn, sich Dolmetscher, Unterhänd-
[ler,] Mäkler oder anderer dergleichen öffentlich dazu
[best]ellter Personen zu bedienen, oder selbigen einige
[Ge]bühr zu bezahlen, wenn sie nicht aus eigener Be-
[w]egniß sie zu gebrauchen gut finden, in welchem Falle,
[un]d wenn sie sich nicht sonst eines andern vergleichen,
[sie] gehalten seyn sollen, sich nach dem in den Verord-
[nung]en bestimmten Werth oder der Taxe zu richten.

Sollten sie demohngeachtet Oerter finden, wo,
[u]m Rechtssachen und Streitigkeiten zu untersuchen
[...]kommen, es durch Verordnungen, Herkommen,
Handlungsgewohnheit eingeführet ist, daß zur
[Gült]igkeit der Contracte und Vergleiche, worüber ge-
[...]n wird, das schriftliche Zeugniß oder Certificat,
[öff]entlichen Aemtern sitzender Männer, vor Gericht
[vorgew]iesen werden muß, (indem man auf eben den
[G]lauben, mit eben der Sicherheit und Vorsicht,
[der] Landeseinwohner, einen Contract schließen will)
[...]man erachtet, daß es nöthig sey, sich der ob-
[ang]eführten öffentlich bestellten Personen zu bedienen,
[und] nach dem Herkommen und den Gewohnheiten
[...]des zu bezahlen, ausgenommen, wenn ein
[...] entweder beym Ein- oder Ausladen Quaran-
[taine] halten gezwungen wäre; sodann muß er sich

durch-

durchaus der Leute auf dem Hospital bedienen, w
sie den Verordnungen gemäß bezahlen. —

4. Artikel.

Man wird respective von beyden Theilen Consul oder Vice-Consuls bestellen (nicht in den kleinen Hä fen und Plätzen von geringer Wichtigkeit, sondern in den beträchtlichsten Häfen und Handelsplätzen) die keine Vorzüge, Privilegien und Gebühren genießen sollen, als in soweit es denen contrahirenden Mächten beliebt, ihnen solche zuzustehen, zu erweitern und ein zuschränken, so wie es in diesem Stücke mit denen im besten Vernehmen stehenden Nationen pfleget gehal zu werden, ohne daß sie sich jemals einer Gerich barkeit oder rechtlicher Zwangsmittel anmaßen soll

Beyderseits ihre Pflichten sollen darinn beste denen Unterthanen der von der hohen contrahiren Theilen zugestandenen und verglichenen Bewillig ruhig genießen zu helfen. Eine Aufmerksamkeit, nicht von minderer Erheblichkeit ist, und die sie ständig vor Augen haben sollen, ist, allen Zank Zwist, wenn es möglich ist, den Augenblick zu st und die Streitigkeiten der Partheyen, die freyw eins geworden, sich darinn ihren Ausspruch gef zu lassen, gütlich beyzulegen.

Man wird auch dafür zusehen, daß weder der einen noch der andern Seite, die Gebühren Besoldungen der besagten Consuln oder Vice-Co

nn bringen möchten, sie keine andere Abgiften davon zahlen sollen, als welche der anderen Mächte, mit nen sie in der besten Freundschaft stehet, ihre Unter-anen davon bezahlen, und daß sie in diesem Stück allem gleichen Vortheil genießen sollen.

6. Artikel.

Die contrahirenden Mächte wollen zur Verhin-rung, daß Dero beyderseitige Unterthanen keine etriegereyen und keinen Handel mit contrebanden aaren in denen beyderseitigen Häfen und Staaten iben, gemessene Befehle ertheilen; und wenn je-and von den Unterthanen eines der beyden Theile f frischer That bey der Uebertretung ertappet werden lte, so soll er nach den Gesetzen des Landes mit eben r Strenge, als ein eingebohrner Unterthan ernstlich straft werden; weshalben der Straffällige, der, n sich dem Gerichte zu entziehen, sich auf sein Schiff rettet haben, und davon gegangen seyn möchte, de-n Bedienten, welchen es beykommt, ihn zu verur-ilen und strafen zu lassen, ausgeliefert und wieder gestellt werden soll; und im Fall, da der Ver-cher, nachdem das Gericht über ihn gehalten, und verurtheilet worden ist, der Strafe durch die Flucht, er sonsten entwischet seyn möchte; so verpflichten sich ybe besagte Mächte, gegenseitig, und versprechen, ß bey seiner Zurückkunft ins Vaterland an ihm ein empel statuiret, und er von seinen eigenem Landes-rn mit eben der Strenge, als ein Contrebandier, afet werden solle. —

am meisten begünstigten Nationen sich richten sich denselben unterwerfen.

Die Durchl. Republik verspricht dagegen angelangend die Magazinen und andere Oerter man die Waaren hinlegt und aufbewahret, imgl wo man das Getreide nebst den andern Lebens hinlegen wird, und überhaupt bey einer jeden Gelegenheit Sr. Königl. Majestät zu Dänn Unterthanen, denen Eingebohrnen des Landes obbesagten am meisten begünstigten Nationen gehalten werden sollen.

Die Durchl. Republik soll keinesweges v ten, daß unter einigem Vorwand, wegen der gey, oder wegen einer andern Ursache, welche e sey, auf die Waaren, welche Sr. Königl. Ma zu Dännemark Unterthanen gehören, ein bestän Preiß gesetzet werde: Vielmehr soll ihnen verg seyn, sie nach dem gewöhnlichen Marktpreiß, un Handlungsfreyheit zu verkaufen; vorbehältlich Erlaubniß wegen Verkaufung des Getreides, w dem Herkommen nach von dem Magistrate, der Fruchthandel vorgesetzet ist, erhalten werden m Welche Freyheit die Unterthanen und Nationale Durchl. Republik in Sr. Königl. Majestät zu D nemark Landen gleichergestalt genießen sollen.

Uebrigens hat die Durchl. Republik bewill und bewilliget hiedurch ausdrücklich, zum Besten Königl. Majestät zu Dännemark Unterthanen, wenn Dieselben trockene oder gesalzene Fische nach

1 bringen möchten, sie keine andere Abgiften davon
ahlen sollen, als welche der anderen Mächte, mit
en sie in der besten Freundschaft stehet, ihre Unter-
nen davon bezahlen, und daß sie in diesem Stück
allem gleichen Vortheil genießen sollen.

6. Artikel.

Die contrahirenden Mächte wollen zur Verhin-
ung, daß Dero beyderseitige Unterthanen keine
triegereyen und keinen Handel mit contrebanden
aren in denen beyderseitigen Häfen und Staaten
ben, gemessene Befehle ertheilen; und wenn je-
nd von den Unterthanen eines der beyden Theile
frischer That bey der Uebertretung ertappet werden
e, so soll er nach den Gesetzen des Landes mit eben
Strenge, als ein eingebohrner Unterthan ernstlich
aft werden; weshalben der Straffällige, der,
sich dem Gerichte zu entziehen, sich auf sein Schiff
tet haben, und davon gegangen seyn möchte, be-
Bedienten, welchen es beykommt, ihn zu verur-
len und strafen zu lassen, ausgeliefert und wieder
estellt werden soll; und im Fall, da der Ver-
her, nachdem das Gericht über ihn gehalten, und
urtheilet worden ist, der Strafe durch die Flucht,
sonsten entwischet seyn möchte; so verpflichten sich
e besagte Mächte, gegenseitig, und versprechen,
bey seiner Zurückkunft ins Vaterland an ihm ein
mpel statuiret, und er von seinen eigenem Landes-
h mit eben der Strenge, als ein Contrebandier,
afet werden solle. —

7. Artikel.

Um, in Absicht der respectiven Gebühren und mehr richtige Maaßregeln zu nehmen, u Handelsleuten und Schiffern alle Gelegenhe Unterschleif, welcher im Commerz, besonders b gen, welche darinn auf guten Glauben zu We hen, und welche gewohnt sind, die Abgaben abzutragen, so nachtheilig ist, zu benehmen; ter den contrahirenden Mächten verabredet, u williget worden, daß ein jeder Schiffer gehalt solle, innerhalb der ersten vier und zwanzig S seiner Ankunft in den Hafen, die Angabe u Verzeichniß der Waaren, die er an Bord hat, von denen, die er ans Land bringen, als von die er am Bord behalten will, um sie weiter führen, abzuliefern, ohne jedoch einige andere ten als von denen Waaren, die er würklich aus zu bezahlen; ausgenommen die Waaren, welch der Wohlthat des Freyhafens genießen, oder die, indem sie selbiger genießen, für die Dur zu bezahlen verbunden sind; und soll man sich sicht der Abgaben nach der Taxe und dem Reg des Freyhafens richten, so wie die Eingebohrn Landes, und andere am mehresten begünstigte nen sich darnach zu richten pflegen; und, w Schiffer in der Landessprache nicht schreiben k mag er seine Angabe mittelst einer jeden Person che ihm beliebe, verrichten.

Wenn der Schiffer während seines Aufe im Hafen wegen aller oder eines Theils der W



al kann es vor oder nach der Auslöschung aller oder ies Theils der Waaren geschehen, nach Willkühr s Zollverwalters, der den Visiteur die Angabe un. erweilt zustellen muß, damit die Nachsuchung gesche. n, und man zur Auslöschung der Waaren in Ge. windigkeit schreiten könne; während welcher man r auf die Anzahl von drey Soldaten am Bord stel. kann, um zu verhindern, daß keine Waaren auf Seite geschaft werden, und um daselbst so lange zu iben, bis die Nachsuchung vorbey ist.

Eben so kann man die Visitirung bey der Abreise oder nach der Einschiffung aller oder eines Theils Waaren, nach Belieben des Zollverwalters, vor. omen, welcher sich obbesagtermaaßen darüber unver. lich und eilig zu erklären hat, um das Schiff nicht zuhalten und zu verweilen.

Uebrigens wollen beyde contrahirende Theile die messensten Befehle ertheilen, und bequeme Maaßre. vorkehren, daß die Nachsuchungen mit Ordnung, so geschwinde geschehen, daß die Waaren keinen aden leiden können; wie dann auch der Consul, sonst jemand an seiner Stelle dabey seyn kann, daß solcher die Nachsuchung verzögere, oder die ingste Hinderniß verursachen dürfe, gestalt er das als ein bloßer Zeuge anzusehen ist.

10. Artikel.

Wenn die in den Häfen Sr. Königl. Majestät innemark mit den Schiffen und den Unterthanen

sen. Jedoch kann eines bloßen Versehens hal[...] das sich bey der Angabe eingeschlichen, kein S[...] und keine Waaren, die richtig und behörig angege[...] werden, confiscirt werden. —

Die Waaren aber, welche gar nicht angege[...] sind, sollen der Confiscation unterworfen seyn, u[...] derjenige, welcher den Unterschleif begangen hat, [...] überdies die auf solche Waaren in der Taxe verg[...] schriebenen Abgiften doppelt erlegen, und wenn [...] Schiffer dergleichen Unterschleif begehen, und dadur[...] besagte Strafen verschulden würde, kann das Sch[...] so lange angehalten und in Beschlag genommen w[...] den, bis er bezahlet, oder gute und hinreichen[...] Bürgschaft zur Sicherheit der Bezahlung geleis[...] habe.

Sollte aber der Schiffer Waaren, davon [...] nicht gewußt hat, daß sie verboten und untersagt w[...] ren, offenbaren und angeben, so sollen solche Waa[...] und Effecten nicht confiscirt werden, und ihm erla[...] seyn, sie wieder auszuführen, und anders wohin [...] bringen, ohne in diesem Falle mit einiger Strafe [...] legt zu werden, doch vermittelst Bezahlung der [...] giften, die in solchem Falle vermöge der Landesge[...] verordnet sind.

9. Artikel.

Es ist festgesetzet und verabschiedet worden, [...] Schiffe nur zweymal, einmal bey der Ankunft, [...] das andermal bey der Abreise zu visitiren. Das [...]

... kann es vor oder nach der Auslöschung aller oder ...ies Theils der Waaren geschehen, nach Willkühr ...s Zollverwalters, der den Visiteur die Angabe un...verweilt zustellen muß, damit die Nachsuchung gesche...n, und man zur Auslöschung der Waaren in Ge...schwindigkeit schreiten könne; während welcher man ... auf die Anzahl von drey Soldaten am Bord stel... kann, um zu verhindern, daß keine Waaren auf ...n Seite geschaft werden, und um daselbst so lange zu ...leiben, bis die Nachsuchung vorbey ist.

Eben so kann man die Visitirung bey der Abreise ... oder nach der Einschiffung aller oder eines Theils ... Waaren, nach Belieben des Zollverwalters, vor...men, welcher sich obbesagtermaaßen darüber unver...lich und eilig zu erklären hat, um das Schiff nicht ...fzuhalten und zu verweilen.

Uebrigens wollen beyde contrahirende Theile die ...messensten Befehle ertheilen, und bequeme Maaßre... vorkehren, daß die Nachsuchungen mit Ordnung, ... so geschwinde geschehen, daß die Waaren keinen ...aden leiden können; wie dann auch der Consul, ... sonst jemand an seiner Stelle dabey seyn kann, ... daß solcher die Nachsuchung verzögere, oder die ...ngste Hinderniß verursachen dürfe, gestalt er das ... als ein bloßer Zeuge anzusehen ist.

10. Artikel.

Wenn die in den Häfen Sr. Königl. Majestät ... Dännemark mit den Schiffen und den Unterthanen

 der

der Durchl. Republik Genua gebrachte Waaren
che am Bord bleiben sollten, um nach ein
Land verfahren zu werden, unter die Anzahl
hören, die durch die Handelsverfassungen oder
herrlichen Verordnungen verboten sind; so
Schiffer sie auf seine Kosten in die königlichen
zine, wenn daselbst Platz ist, wo das nicht
andere Magazine, davon der Zollverwalter die
sel hat, bis auf die letzte Zeit seiner Abreise
lich niedersetzen, woselbst er sie ohne einige
Abgabe, als was die Miethe des Partic
gazins anbetrift, welche nach dem mit dem E
mer gedachten Magazins verglichenen Preise zu
len ist, wieder wegnehmen kann: Oder es
auch bis auf drey Soldaten am Bord ohne
die da bis zur Abreise des Schiffs bleiben,
nichts verstohlener Weise fortgeschaft werde,
Zollverwalter das eine oder andere beliebe.
oder Waaren, die nicht verboten, sondern nur
sen Abgiften unterworfen sind, so soll man
fer nicht anhalten können, sie in die königlich
Particuliermagazinen zu deponiren, sondern
Abgiften, welche ihm bey seiner Abreise
geben sind, deponiren, und die drey Sold
Bord nehmen zu müssen; wohl zu verstehen,
se Soldaten bey schwerer Strafe auf keinerley
Weise sich in das Innere des Schiffs einmeng
der Belohnungen oder Geschenke, es mag in G
in Waaren bestehen, noch einige Speise oder
als welche sie sich auf ihre eigene Kosten versch
fen, annehmen dürfen.

Würde, ungeachtet diese Soldaten zugegen sind,
er verbotener Handel verübt, den sie nicht ver-
ern können; so mögen sie Hülfe herbey rufen,
darunter baldigste und gehörige Remedur zu ver-
fen, wobey dieselben Strafen statt finden sollen,
t man in gleichen Fällen die Eingebohrnen und
meisten begünstigten Nationen belegen würde.

Wenn die genuesischen Unterthanen und Natio-
n ihre Ladung an einem Ort, oder in einer Stadt,
n sie sich freywillig begeben haben, oder auch wo-
sie bey Gelegenheit eines stürmischen Wetters an-
ndet sind, auszulöschen, oder ganz, oder zum
l zu verkaufen, nicht vortheilhaft finden sollten;
len sie dazu nicht gehalten seyn, und soll es ihnen
stehen, weg und allenthalben, wo es ihnen be-
, hinzugehen, ohne für die Ladung und das Schiff
e Abgift, Zoll oder andere Gebühr, es mag Na-
haben wie es wolle, außer für diejenigen, welche
szulöschen, und daselbst zu verkaufen dienlich er-
t haben, zu bezahlen.

Anlangend die Waaren, welche mit Sr. Königl.
stät zu Dännemark Schiffen und Unterthanen
r, als von den in dem Reglement des Freyhafens
schriebenen Grenzen herkommen, und gerades
nach dem Hafen von Genua gebracht werden,
zu denjenigen gehören möchten, welche von der
lthat des Freyhafens ausgeschlossen, oder den Zoll
en Durchgang zu bezahlen gehalten sind; so soll
davon die Gebühren erlegen, und sich genau

nach den Verordnungen wegen des gedachten
fens, und nach den Landesgesetzen und Ge
sowol als die Eingebohrnen des Landes und a
sten begünstigten Nationen, richten.

XI. Artikel.

Kriegsschiffe können in den beyderseit
fen liegen bleiben, ohne visitirt zu werden;
sie diese Freyheit nicht zur Ungebühr gebrauc
lein sollten sie daselbst Contrebande treiben,
darüber bey dem Minister ihrer Nation Kl
ren; so soll dieser sogleich und mit Nachdru
Wandel schaffen, und entweder dem verbote
del sofort Einhalt thun, oder die Schiffe, w
treiben, wegschaffen. Jedoch dürfen sich d
gesschiffe nicht in einer solchen Anzahl, die
erwecken könnte, das will sagen, die nicht i
seyn muß, in den beyderseitigen Häfen aufha

Außerdem sollen sie dem Gouverneur d
ihres Aufenthalts zu melden, und wenn
stürmischen Wetters daselbst in größerer Anza
fen, sobald sie sich wieder im Stand gesetzet,
dem Nothwendigen versehen haben, wegzuse
halten und verbunden seyn.

XII. Artikel.

In den Häusern, Niederlagen und K
der Handelsleute, so Unterthanen der contra

nd, soll man wegen der einmal eingeführten
bten Waaren, unter dem Vorwand, daß die
davon nicht entrichtet worden, keine Nach-
alten, noch deshalben Untersuchung anstellen,
nan nicht den Augenblick, da die Waare in
r gebracht wird, darüber zukomme, oder
zeigen und Verdacht hätte, daß in einem
Magazin oder Gewölbe verbotene, oder nicht
e, oder ohne Erlegung des Zolles, einge-
aaren zu finden; oder auch, daß, wenn die
nicht vorhanden, man von der den Vorschrif-
Landes Verordnungen zuwider geschehenen
ung oder Einbringung derselben Beweißthü-

jedem dieser Fälle, sollen die Waaren der
on unterworfen, und die Urheber oder Hehler
ebande in eben die Strafen, welche ein jeder
rner, und anderer von der am meisten be-
Nationen, der ein gleiches Verbrechen began-
rgehen muß, verfallen seyn; und soll in
ll zu aller Zeit die Haussuchung und Unter-
att finden, bey welcher gleichwol derjenige,
ie geschiehet, den Consul zugegen seyn lassen
och nur als bloßen Zeugen, und ohne die
ung, um auf ihn zu warten, zu verschieben,
i seine Gegenwart den Fortgang derselben
en, oder darinn eine Hinderung machen

Doch soll man in keinem der oberwehnten Fälle seine Bücher und Papiere antasten, noch einer solchen Sache halber deren gerichtliche Vorzeigung verlangen, sondern solches blos in denen Processen thun können, wo sie zum Beweise dienen, und wo man ein Recht darauf gründet, als wodurch solchenfalls die Verkürzung der Streitigkeiten und des Processes, auch die Verminderung der Unkosten verabsichtet würden. In diesem Fall soll man selbige nicht anders den Händen des Kaufmanns entnehmen, als blos und lediglich das daraus zu ersehen, was den Gegenstand der Streitfrage betrift; auch soll es allen Kauf- und Handelsleuten frey stehen, ihre Bücher und Schriften in denjenigen Sprache und Mundart, auch in der Form und Gestalt, die ihnen gut deucht, zu halten.

13. Artikel.

Stirbt ein Unterthan einer der beyden contrahirenden Mächte in dem Gebiete der andern, ohne ein Testament gemacht, oder executorem testamenti ernannt zu haben, so soll der Consul oder Vice-Consul seiner Nation, oder in deren Ermangelung und Abwesenheit, des Orts Obrigkeit, von allen seinen beweglichen und unbeweglichen Gütern und Effecten ein Inventarium treulich verfertigen lassen, um sie seinen Erben ohne förmliches Verfahren und gerichtliche Verhandlung, nach Vorzeigung der Documenten und Urkunden, welche ihr Erbrecht darzuthun dienen, und von dem Minister ihrer Nation als rechtsgültig bescheiniget sind, ohne daß der Fiscus des Orts Hand daran legen könne

ne, zuzustellen, und im Fall zwischen zweyen oder
iteren über die Erbschaft gestritten würde, so sollen
nn die Gerichte des Orts darüber erkennen, und
Proceß durch eine Endurtel schlichten; doch wohl
verstehen, daß, wenn sich unter dem Nachlasse un-
egliche Güter befinden, sie sowol denen königlichen
) öffentlichen, als besonderen Auflagen, wie an-
e dergleichen Güter, unterworfen seyn sollen. Wür-
inzwischen binnen fünf Jahren weder der Consul
h sonst jemand, der einen Anspruch darauf habe,
melden, und die Erbschaft fordern, so soll sie als-
n dem Fisco anheim gefallen seyn.

14. Artikel.

Die Güter, Waaren, Papiere und Briefschaf-
, Rechnungsbücher und alles was den respective
terthanen der beyden contrahirenden Mächte, wel-
in den Gebieten der andern verstorben, zuständig
n mag, soll sogleich ihren Erben, die zugegen und
jören sind, gehören, oder es können auch die Vor-
nder; oder die Executores testamentarii, oder
dere, die erforderndes Falls dazu bestellet sind, da-
n sogleich Besitz nehmen, sie administriren, und von
chtswegen frey damit schalten und walten. Wenn
er die Erben abwesend, oder minderjährig, oder
ar volljährig, aber nicht zugegen sind, und noch
ie weder selbst, noch durch ihre Vollmacht dafür
sehen haben; so sollen sodann die Güter, Waaren,
piere, Briefschaften, Rechnungsbücher, und was
st dem Verstorbenen zugehöret, in Gegenwart des

erben-

ordentlichen Richters, und Beyseyn des Consuls, oder sonst vorhandenen Ministers und zweener Kaufleute selbiger Nation, von einem Notario publico in ein Inventarium gebracht, demnächst in die Hände zweener oder dreyer von besagtem Consul oder Minister ernannten Kaufleute, um für die Eigener oder Gläubiger aufbehalten und verwahret zu werden, überliefert werden; an den Orten, wo weder ein Consul noch sonst ein Minister ist, soll dieses alles in Gegenwart zweener oder dreyer Kaufleute, von derselbigen Nation, die durch die Mehrheit der Stimmen dazu erwählet und verordnet sind, geschehen.

15. Artikel.

Beyder contrahirenden Mächte Unterthanen soll erlaubt seyn, ihren Handel mit den Feinden der andern zu treiben und fortzusetzen, ihnen ungehindert allerley Waaren zuzuführen, ausgenommen diejenigen, welche gemeiniglich Contrebande genannt werden, und die unten Stückweise erzehlet sind, wenn es nur keine Stadt, kein Hafen, oder von der andern Macht belagerter Ort ist, in welchem Fall es ihnen dennoch frey stehen soll, ihre Waaren denen Belägern zu verkaufen, oder sie nach einer andern nicht belagerten Stadt, Hafen oder Orte zum Verkaufe zu bringen.

Die freyen Schiffe dürfen ihre Waaren frey verkaufen, und alles, was sich auf den Schiffen, die dem einen oder andern von der contrahirenden Mächten Unterthanen gehören, befindet, soll für frey angesehen werden.

den, wenn auch gleich die ganze oder ein Theil der
ung dem Feinde der einen oder andern Macht zuge-
e, woven indessen contrebande Waaren, wie oben
meldet, ausgenommen sind. Gleichergestalt ist
n eins geworden, daß diese Freyheit sich auch auf
Personen, welche auf einem freyen Schiffe fahren,
recken solle, dergestalt, daß sie, wenn selbige gleich
nde eines der beyden Theile sind, nicht aus den
yen Schiffen genommen werden sollen, es sey
n, daß es in würklichen Kriegsdiensten stehende
te wären. —

Den Unterthanen der contrahirenden Mächte ist
chaus verboten, mit beyderseits Unterthanen, die
weder rebellische oder aufrührische Völker sind, und
nders nach Corsica während der Unruhe, worinn
es Reich verwickelt ist, einigen Handel zu treiben,
einige Waaren, oder Lebensmittel, wenn sie gleich
e Contrebande sind, hinzubringen; und wenn
an dawider sollte gehandelt werden, so sollen die
rzeuge, Schiffe und Unterthanen, die es gethan
en, in dem Gebiete, wo sie es begangen, ange-
ten werden, und außer der Confiscation der Lebens-
tel und Waaren, auch in die andern auf gleichem
l, mittelst der Verordnungen bemeldeten Gebietes,
geschriebene Strafen verfallen seyn.

16. Artikel.

Unter der Gattung von contrebanden Waaren,
den alleine die Schießgewehre und andere Sorten
Waffen

Waffen mit ihren Zubehörungen begriffen, als: nonen, Musqueten, Mörser, Petarden, Bom Granaten, Pechkränze, Lavetten, Gabeln wo man das Gewehr legt, Bandeliers, Pulver, ten, Salpeter, Kugeln, Piquen, Degen, Stu hauben, Helmen, Cuirassen, Hellebarden, Lan Spieße, Pferde, Reitsättel, Pistolenhalfter, Gew gehänge, und überhaupt alle zum kriegerischen brauch dienliche Zubehörungen, welche Sachen Waaren dennoch nur in dem Falle für Contreband halten sind, wenn sie in ein feindliches Land eingefü werden, sonsten aber nicht.

Die Waaren, welche Contrebande sind, s confiscirt werden, da übrigens das Schiff nebst andern Waaren frey bleibt; und soll es nicht zug sen seyn, deshalben von dem Schiffer eine Geldbu oder sonst einige Kosten, unter dem Vorwand we geschehenen Nachsuchens, oder angestellten Proceß oder unter einigem andern Vorwande, so es auch s mag, zu fordern. —

17. Artikel.

Unter diese Art contrebander Waaren werd nicht mit begriffen, Weizen, Rocken und ander G treide, von was für Gattung und Beschaffenheit auch seyn mag; noch weniger die Garten- und Fe früchte, Oele, Weine, Salze, und überhaupt alle was zur Nahrung und zum Unterhalt des Lebens g höret; auch rechnet man nicht dahin den Theer m

da

r Schiffspech, das Segeltuch, den Hanf und das
auwerk, noch Bau = und Zimmerholz, Eisen,
ahl, Kupfer, Messing, und alles was aus diesen
tallen verarbeitet werden kann, als welches lauter
erlaubte Waaren sind: Folglich können alle die
Dinge allezeit, wie andere Waaren, selbst nach
von einem Feinde einer der beyden Mächte er-
rten und eingenommenen Oertern, wenn sie nur
ht belagert und eingeschlossen sind, verkauft und
geführet werden.

18. Artikel.

Um alle Zweydeutigkeit und Ungewißheit, be-
fend, was man einen belagerten und eingeschlosse-
Ort nenne, zu heben; so ist festgesetzt worden,
kein Seehafen für würklich belagert und einge-
ossen soll geachtet werden, woferne er nicht von
yen Schiffen wenigstens auf der See = oder auf
Landseite mit einer Batterie von Kanonen derge-
t eingeschlossen ist, daß man sich, ohne von den
nonen bestrichen zu werden, nicht hineinwagen
n.

19. Artikel.

Um auf beyden Seiten allen Arten von Ausle-
gen vorzukommen, so ist verglichen, daß, wenn
glichem und unvermuthetem Kriegsfalle die Un-
anen der einen oder andern Macht, aus Unwis-
eit des Friedensbruches ihre Waaren auf ein
feind-

feindliches Schiff möchten geladen haben, se
Confiscation nicht unterworfen seyn sollen, al
che sie nicht haben verfallen können noch solle
ihnen im Gegentheil die Waaren getreulich z
liefert werden sollen, ohne einige Auflage ode
dafür zu entrichten; welches von den Schi
eigenen Unterthanen, wenn einer der hohen con
den Theile mit dem andern im Krieg verwickel
eben sowol als von den Waaren, welche
Schiffe einer dritten Macht, die mit einem
dachten hohen contrahirenden Theilen in Fein
ten gerathen, geladen sind, verstanden werd
und sich verstehet; und um in dieser Hinsicht
legenheit zum Streit zu benehmen, ist man
wisse Fristen und Zwischenzeiten, die nach de
genheit der Oerter bewilliget worden, überei
men, nemlich Sechs Monate nach der Kri
rung, für die Waaren, welche an der Ost- u
see bey der Spitze von Norwegen bis an da
Ende des Canals, auf einer Seite, und auf
dern, in welchem Hafen der mittelländischen
wolle, eingeladen worden; imgleichen Sechs
für die Waaren, welche weiter her von der E
Gibraltar bis an die Aequinoctial-Linie komm
eines Jahres Frist für alle diejenigen, welch
halb eben dieses Zeitraums jenseits vorbesagte
in welchem Hafen der Welt es seyn möge, ein
worden: Alles, damit beyderseits Unterthan
hohen contrahirenden Mächte hinlängliche Zeit
allen widrigen Folgen vorzubeugen.



22. Artikel.

ın ein Kriegsschiff oder Kaper einer der bey-)irenden Mächten einem der andern Macht zu- Kauffarthenschiff begegnet, so sollen sie dem- t näher als auf einen Kanonenschuß kom- eine Schaluppe an Bord dessen schicken, in)ne das Seevolk welches sie regieret mit zu-)rey Personen seyn dürfen, um auf besagtes)schiff zu gehen, und dessen Seebriefe zu ı; worauf sie dasselbe seine Reise fortsetzen n, ohne einigen Aufenthalt, Anstoß und) im Wege zu legen, da sie vielmehr zu den lten der Freund- und Brüderschaft, noch ilfe, der es benöthiget seyn möchte, hinzu- ıben; und wenn sie einerley Weg nehmen, le Kriegsschiffe die Handelsschiffe gegen allem d Beleidigung zu bedecken und zu beschützen seyn. —

Sicherheit bey dergleichen Vorfällen, wollen)iren Mächte die Befehlshaber Ihrer Kriegs- ıd alle Ihre Kaper ausdrücklich beordern,)andelsschiffen der andern Nation dergestalt :en, daß sie darüber auf keine Weise zu kla- , sie als Freunde zu begegnen, und zu ver- aß sie nicht übel begegnet noch gezwungen)on der Größe und Beschaffenheit ihrer Equi- Ladung, wenn selbige vorher mit den ver- Certificaten richtig dargethan, falsche Anga- ben. Würde inzwischen jemand, ungeach- neffener Befehle, dem entgegen handeln; so

31. Artikel.

Damit alle Uneinigkeiten und feindse gegnungen auf beyden Seiten vermieden un sten vorgebeuget werden möge; so ist beschlos wenn einer der beyden Theile in Krieg verwi den, die, den Unterthanen des andern Theil rigen Schiffe und Fahrzeuge, nothwendig pässen versehen seyn sollen, welche den Nam Eigenthum und die Größe des Schiffes sowol Namen und Ort, wo der Schiffer oder Cap Hause gehöret, enthalten müssen: Alles gegenwärtigen Tractat beygefügten Muster gestalt, daß klärlich und ohne die geringste eigkeit erhelle, daß solches Schiff der einen andern Macht Unterthanen würklich gehöre. Pässe müssen alle Jahr erneuert werden, Schiff nicht mehr als ein Jahr auf seiner bringet.

Auch ist verabredet worden, daß solche Schiffe nicht nur mit oberwähnten Pässen, auch mit Certificaten, welche die Arten der den Ort wovon das Schiff abgegangen, un es bestimmt ist, nach dem Muster, so man dieses Tractats finden wird, enthalten, vers den müssen, um die Waaren glaubhaft zu gen, und die verbotenen von den nicht verbo unterscheiden; welche Certificate von den des Orts, wo das Schiff abgehet, ihren Ge und Gewohnheiten nach, ausgefertiget werden

22. Artikel.

Wann ein Kriegsschiff oder Kaper einer der bey-
...en contrahirenden Mächten einem der andern Macht zu-
...ehenden Kaufarthenschiff begegnet, so sollen sie dem-
...lben nicht näher als auf einen Kanonenschuß kom-
...en, und eine Schaluppe an Bord dessen schicken, in
...cher, ohne das Seevolk welches sie regieret mit zu-
...hmen, drey Personen seyn dürfen, um auf besagtes
...ufarthenschiff zu gehen, und dessen Seebriefe zu
...ersuchen; worauf sie dasselbe seine Reise fortsetzen
...en sollen, ohne einigen Aufenthalt, Anstoß und
...derung im Wege zu legen, da sie vielmehr zu den
...ligkeiten der Freund- und Brüderschaft, noch
...ie Hülfe, der es benöthiget seyn möchte, hinzu-
...en haben; und wenn sie einerley Weg nehmen,
...len die Kriegsschiffe die Handelsschiffe gegen allen
...f und Beleidigung zu bedecken und zu beschützen
...nden seyn. —

Zur Sicherheit bey dergleichen Vorfällen, wollen
...trahiren Mächte die Befehlshaber Ihrer Kriegs-
... und alle Ihre Kaper ausdrücklich beordern,
... Handelsschiffen der andern Nation dergestalt
...ahren, daß sie darüber auf keine Weise zu kla-
...en, sie als Freunde zu begegnen, und zu ver-
... daß sie nicht übel begegnet noch gezwungen
... von der Größe und Beschaffenheit ihrer Equi-
... Ladung, wenn selbige vorher mit den ver-
... Certificaten richtig dargethan, falsche Anga-
...ben. Würde inzwischen jemand, ungeach-
...nessener Befehle, dem entgegen handeln; so

soll

wie billig, in Betracht ziehe; will man sie aber aus
wärts hin verfahren, so sollen sie nichts bezahle
Sind es Waaren, die aus den Staaten selbst komm
und der Schiffer findet wegen der Haverey, des Ve
derbs oder einiger andern Bewegniß halber nicht die
lich, sie weiter zu verführen, sondern daselbst zu ve
kaufen; sodann soll, im Fall die Abgiften von diese
Waaren, wenn sie im Lande abgesetzet werden, stä
ker sind als diejenigen, welche für die Ausfuhr dersel
ben hätten bezahlet werden müssen, nur der Ueberschu
zu dem, was bereits entrichtet worden, hinzugele
werden; sind aber diese beyde Arten von Abgiften ei
ander gleich, oder ist die letzte geringer als die erste,
so soll nichts von neuem bezahlt werden; auch kan
der Ueberschuß von denen für die Ausführung besag
Waaren bezahlten stärkern Abgiften, nicht wieder zu
rück gefordert werden.

Man setzet gleichwol voraus, daß der Schiffe

ustellen, ohne daß jemand, wenn das Schiff er-
nirt worden, Hand daran legen dürfe, es sey denn,
ß er zur Hülfe herbey gerufen worden, oder, daß
an dem Ort, wo der Schiffbruch geschehen, keine
gkeitlich bestellte Täucher fänden, deren man sich
solchem Fall zu bedienen hat; wohl zu verstehen,
, wenn sie sich vergehen möchten, die Gouverneurs,
r des Orts Obrigkeit, bey denen man darüber kla-
würde, darinn Wandel schaffen, und dem Schif-
allen Schaden und ungebührliche Kosten ersetzen
zu sollen.

Sollte sich auch an dem Ort, wo der Schiffbruch
hehen, weder ein Consul noch Vice-Consul finden,
l der Gouverneur derselben Gegend dem Capitain
Hülfe schaffen, welche die Bereitwilligkeit, die
einer Nation, mit der man in Freundschaft stehet,
ldig ist, und welche das Mitleiden bey so betrüb-
Begebenheiten erheischet; in einem wie im an-
Falle soll er den Lohn, welchen denen Leuten, die
Bergung der Waaren und andern Effecten gedach-
Fahrzeuges mit ihrer Arbeit beförderlich gewesen,
mmt, nach der Billigkeit bestimmen, und denje-
n, wer es sey, der Schaden verursachet, oder ei-
Waaren oder Effecten an die Seite gebracht hat,
der Schärfe bestrafen.

Die fremden Waaren, welche gerettet worden,
welche etwo in dem Lande selbst hätten verkauft
en sollen, erlegen die ordentlichen Gebühren, doch
man den etwa erlittenen Verderb und Schaden,

ren, die sie ans Land bringen wollen, angeben, und dafür die Gebühren erlegen.

Während ihres Aufenthalts wird man ihnen Wache am Bord legen, und, wenn dem ohngeachtet mehr Waaren als angegeben worden, ausgeladen würden, so sollen sie von der ganzen Ladung die Gebühren zu entrichten schuldig seyn.

Anlangend die Fahrzeuge Sr. Königl. Majestät zu Dännemark, welche bey Passirung längs den Küsten des Gebieths der Durchl. Republik, wegen der Winde und anderer Zufälle zu ankern, oder sich in einem Theile besagten Gebieths ausbessern zu lassen gemüssiget sind, so soll ihnen solches zu thun vergönnet seyn, doch bleibet es ihnen untersaget, einige Waaren daselbst ein- oder auszuladen oder umzusetzen; inzwischen soll ihnen frey stehen, in dem Hafen von Savona einzulegen, und daselbst so viel Waaren auf

[illegible]geschädiget gesehen, die Ladung desselben
zu werfen; so sollen die Effecten, welche
[illegible]chet worden, oder von selbst ans Ufer ge-
[illegible]d, nicht durch eine Art von Privilegio ei-
[illegible]den, wer es wolle, [illegible] einer [illegible]
[illegible]erherrschaft zustehenden Lande; wo ein sol-
[illegible]ll sich zugetragen, gehören, sondern bes
[illegible]cten auf öffentliche Veranstaltungen aufbe-
[illegible]d denenjenigen, die selbige rechtsgeziemend
[illegible]rn, zurückgegeben werden, welche sodann
[illegible]ichten Kosten, sowol für das Bergen als
[illegible]en erstatten müssen.

[illegible] wenn binnen Jahresfrist von Zeit des ge-
[illegible]nglücks an niemand solche Sachen wieder-
[illegible]d soll keine weitere Ansprache statt haben.

24. Artikel.

[illegible] genuesischen Schiffe, welche längs den Kü-
[illegible]önigl. Majestät zu Dännemark fahren, und
[illegible] oder eines andern Zufalls halber sich vor
[illegible]egen, und in einen Hafen zu laufen gemüs-
[illegible] sollen keine Gebühr bezahlen, wenn sie keine
[illegible]ns Land setzen wollen; wenn sie aber bey
[illegible]n widrigem Winde etliche Tage über sich zu
[illegible]ffiget wären, oder eine Ausbesserung be-
[illegible]ten, und ihre Kosten zu überkommen, eine
[illegible]hrer Waaren auszuladen und zu verkaufen
[illegible]hreten, so sollen sie die Quantität der Waa-

 ren,

ten, die sie aus Land bringen wollen, angeben, und dafür die Gebühren erlegen.

Während ihres Aufenthalts wird man ihne Wache am Bord legen, und, wenn dem ohngeacht mehr Waaren als angegeben worden, ausgeladen wür den, so sollen sie von der ganzen Ladung die Gebühr zu entrichten schuldig seyn.

Anlangend die Fahrzeuge Sr. Königl. Majest zu Dännemark, welche bey Passirung längs den Kü sten des Gebieths der Durchl. Republik, wegen de Winde und anderer Zufälle zu ankern, oder sich i einem Theile besagten Gebieths ausbessern zu lass gemüssiget sind, so soll ihnen solches zu thun vergön net seyn, doch bleibet es ihnen untersaget, einige Wa ren daselbst ein- oder auszuladen oder umzusetzen; in zwischen soll ihnen frey stehen, in dem Hafen von Sa vona einzulegen, und daselbst so viel Waaren an Land zu setzen, als sie wollen, soferne sie nur von der gewöhnlichen Gattung und in dem Reglement des Freyhafens benannt sind, und hierauf das Uebri derselben, nebst dem vorher auf der Zollbude die Stadt genommenen Bescheinigungen der geschehen Angabe, in den Hafen von Genua bringen.

Man soll in gedachtem Hafen von Savona kei nen Umsatz, noch andern Handel von der Seeseite zu treiben; gleich dieses allen andern am meisten begün stigten Nationen vorgeschrieben ist.

25. Arti

25. Artikel.

Beyderseits Unterthanen sollen allen Verfügun-
Verordnungen und Edicten, die von den beyden
hirenden Mächten in Dero Landen, zum Be-
uter Ordnung in dem Zollwesen, zur Conserva-
Ihrer Gefälle, und wegen deren Einnahme er-
n sind, und ergehen werden, unterworfen seyn,
aferne sie dawider handeln, sich denen in solcha-
Verordnungen, Edicten und Verfügungen ver-
m Strafen unterziehen.

26. Artikel.

Die Unterthanen einer der beyden contrahirenden
te sollen in den Landen der andern bey ihren
acten und Verkaufungen von Waaren, sowol
en Preiß, als alles andere anbetrift, nicht an-
tractiret, und nicht mehr eingeschränkt werden,
e eingebohrnen Unterthanen. Besonders Frem-
d eingebohrne Unterthanen sollen gleiche und ei-
Befugnisse haben, so, daß ihnen in allen vor-
nden Fällen auf eine schleunige und unpartheyi-
Weise Gerechtigkeit wiederfahre; sonderlich sol-
n bey den Zollstätten und auf den Schreiberstu-
limpflich und artig begegnet, auch auf das eilig-
genommen und abgefertiget werden, sogar, daß,
sie alle Gebühren, die sie an verschiedene Be-
n zu entrichten hätten, an einen der vorgesetzten
nten gegeben, oder an einem öffentlichen Ort
Unterpfand gesetzet haben, sie, ohne auf die Be-

Unterthanen beyder Mächte wiederfahren, und solches auch auf die Dienstboten, welche die F nehmen dürften, und die, es sey unter was für ei Vorgeben es wolle, ferner zu dienen sich entl möchten, erstrecken.

30. Artikel.

Die denen Unterthanen der contrahirenden Th zuständige Schiffe, Fahrzeuge, Waaren und Gü können aus irgend keiner Ursache in denen beyders gen Landen confisciret werden, wo nicht der Proc welcher ihnen desfalls gemacht wird, nach der Ri schnur der Gesetze, Gebräuche und Gewohnheiten, treffend die verbotenen Waaren, eingerichtet, oder so die Uebertretung, welche die Strafe solcher Confiscati nen mit sich bringet, darinn begründet ist, und von de

in und Effecten des andern Bundesgenossen und
Unterthanen und Eingesessenen, sollen in den
, Seestädten und Häfen, Rheden und Staaten
dern Macht, nicht auf obrigkeitlichen Befehl,
n Namen eines Particuliers, Kraft einer allge-
i oder besondern Verfügung, welche es auch
um Dienst des gemeinen Wesens, nicht einmal
ertheidigung und Erhaltung des Staats, noch
er zu eines Privatdiensten weggenommen, ange-
, noch mit Gewalt gezwungen werden können.
es jedoch in Ansehung der Arreste und Festneh-
n, die dem ordentlichen Laufe nach, zufolge der
dnungen, und auf gerichtlichen Befehl, Schul-
der begangener Verbrechen halber geschehen,
aben kann; als in welchem Fall man nach den
en und Regeln der Gerechtigkeit zu verfah-
at.

29. Artikel.

Die contrahirenden Mächte wollen ebenwenig
ten, daß jemand von dem Schiffsvolk, welches
i Unterthanen zustehet, verführet, verlocket und
worben werden; wenn dieses geschiehet, so soll
tzogene Schiffsknecht auf das erste Ansuchen des
uls der Nation, oder des Seecapitains, oder
, der ihn seinetwegen zurückfordert, wieder dar-
lt und zurückgeliefert werden, und die Bedienten,
e man sich desfalls zu wenden, sollen bey allen der-
hen Gelegenheiten, den forderlichsten und bereit-
gsten Beystand leisten. Gleiches Recht soll den

Unterthanen beyder Mächte wiederfahren, und si
solches auch auf die Dienstboten, welche die Flu
nehmen dürften, und die, es sey unter was für eine
Vorgeben es wolle, ferner zu dienen sich entlege
möchten, erstrecken.

30. Artikel.

Die denen Unterthanen der contrahirenden Thei
zuständige Schiffe, Fahrzeuge, Waaren und Güter,
können aus irgend keiner Ursache in denen beyderseiti
gen Landen confisciret werden, wo nicht der Proceß,
welcher ihnen desfalls gemacht wird, nach der Richt
schnur der Gesetze, Gebräuche und Gewohnheiten, be
treffend die verbotenen Waaren, eingerichtet, oder sonst
die Uebertretung, welche die Strafe solcher Confiscatio
nen mit sich bringet, darinn begründet ist, und von der
Admiralität oder dem Gerichte, dem die Landesgeset
die Erkenntniß darüber auferleget, ein Urtheil gespro
chen worden.

31. Artikel.

Es ist auch festgesetzet und ausdrücklich stipul
daß der contrahirenden Mächte Unterthanen, sowol z
See als zu Lande, auf den Flüssen, Gewässern, u
Rheden, es sey unter welchem Namen und Vorw
es wolle, keine feindselige Thätlichkeiten nach Ge
gegen einander ausüben sollen, dergestalt, daß die U
terthanen auf beyden Seiten, bey Strafe als Se
räuber angesehen und begegnet zu werden, von kei
mit einer oder andern der contrahirenden Mächte

Feind

[Fre]undschaft stehenden Fürsten oder Staaten, Patente, [I]nstructionen oder Commissionen zur Particulierkape[re]yausrüstung, und in der See zu kreuzen; noch Brie[fe], die man gemeiniglich Repressalienbriefe nennt, gül[t]ig gebrauchen können, um die respectiven Unterthanen [zu] beunruhigen, zu beschweren und zu behindern, oder zu [b]eschädigen, noch solche Kapereyausrüstungen und sol[ch]es Kreuzen zu unternehmen.

Zu dem Ende versprechen die hohen contrahiren[d]en Theile von beyden Seiten, wenn der Fall entste[h]en sollte, ihren Unterthanen dergleichen Seeräube[r]eyen bey schwerer Strafe verbieten zu lassen, und wenn [je]mand auf einige Weise diesem Verbote zuwider han[de]ln möchte, so soll er mit den angezeigten Strafen [bel]egt werden, und er dem oder denjenigen, gegen [w]elche er Prise gemacht, den Schaden vergüten und [er]setzen. —

32. Artikel.

Wann eines der contrahirenden Theile mit einer [an]dern Macht in Krieg geräth, so soll es denjenigen, [we]lche die Neutralität beobachtet, frey stehen, die Pri[se]n, so von den kriegführenden Mächten gegen einander [ge]macht werden, in ihren Häfen aufzunehmen oder [nic]ht, und sie für gute und nicht gute Prisen zu halten, [od]er nicht zu halten, ohne daß diejenige Macht unter [de]n contrahirenden Theilen, welche im Krieg begriffen, [s]ie mehr als irgend einer andern zu Gefallen zu leben, [z]u verpflichten können.

Die

Die neutrale Macht kann sich, ohne der andern besonders willfährig zu seyn, und solchergestalt, wie sie es zur Vergewisserung Ihrer Schiffarth, zur Sicherheit Ihres Seewesens, Ihrer Küsten und Häfen, der Ruhe und dem Vortheile des Landes zuträglich erachtet wird, verhalten.

Hinwiederum wollen gedachte contrahirende Theile keinesweges verstatten, daß die Schiffe und Waaren beyderseits Unterthanen, an den Küsten, in den Häfen und auf den Flüssen Ihrer Bothmäßigkeit von Kriegsschiffen, oder andern mit Patenten eines andern Fürsten, einer Republik oder Stadt, wer die auch seyn mögen, versehenen Schiffe genommen werden, und in entstehendem Fall beyde alle ihre Macht anwenden, daß das genommene Schiff gehörig wiedergegeben, und aller Schaden ersetzet werde.

33. Artikel.

Beyderseits Unterthanen der contrahirenden Mächte sollen, was die Religion betrift, in den respective Landen, wie die Unterthanen andrer Mächte von einer mit der daselbst herrschenden unterschiedenen Religion gehalten werden; jedoch daß sie sich mit geziemender Vorsicht und Bescheidenheit in ihren Schranken zu halten, und in dem Lande, worinn sie sich befinden, kein Aergerniß zu geben Acht haben.

34. Arti-

34. Artikel.

Anlangend die bey gewissen Gelegenheiten in den
fen einer oder der andern von den contrahirenden
chten anzuordnenden Quarantaine; so soll man sich
der mit den eingebohrnen Unterthanen und einer
n andern Nation hergebrachten Weise verhalten.

35. Artikel.

Man ist ferner eins geworden, daß bey allen
bemeldten Artikeln zu verstehen sey, daß alles, was
um wegen der Unterthanen einer der contrahiren-
Mächte beliebt und festgesetzt ist, auch wegen der
ern Macht Unterthanen beliebt und festgesetzt wor-
, und daß von beyden Seiten, in beyden Staaten,
en diese wie gegen jene eine gleiche Begegnung statt
den und erwiedert werden solle, ohne daß man
here oder gedenke, dem einen mehr als dem andern
erere Gesetze aufzubürden, nemlich in den Fällen,
lche im gegenwärtigen Tractat nicht ausgenommen,
d auf eine verschiedene Weise ausgedruckt sind, und
denen Dingen, welche mit den Gesetzen und Ge-
hnheiten beyderseitiger Länder weder unreimlich sind,
ch ihnen zuwiderlaufen.

36. Artikel.

Die Unterthanen der hohen contrahirenden
Mächte sollen auf beyden Seiten in Ihrem Handel,
wol für sich als für ihre Hausbediente, ihre Schiffe,
Waaren und Güter überhaupt, eines besondern Schu-

zes

unterzeichnet, und mit unsers Wapens Petsc
besiegeln lassen.

Paris, den dreyzehenden März, Ein Ta
Sieben Hundert und Sechs und Funfzig.

Erhard, Sorba
Graf v. Wedel-Früs.

(L. S.) (L. S.)

Absonderliche Artikel.

I.

Sr. Königl. Majestät zu Dännemark und
Durchl. Republik Genua, als die hohen Contra
ten, wollen und genehmigen, in der wohlmein
Absicht, daß Ihre Unterthanen in Absicht der

38. Artikel.

Würden beyde contrahirende Mächte (welches Gott in Gnaden verhüten wolle) wider einander in Krieg gerathen; so sollen beyderseitige Unterthanen, die sich in den Gebieten der einen oder der andern niedergelassen, zwey Jahre Zeit haben, alle ihre Güter und Effecten mit sich wegzunehmen; wobey man ihnen alle Freyheit, Hülfe und Schutz verstatten, ihnen, wie vor dem Kriege, Gerechtigkeit wiederfahren lassen, und nach Verlauf der zwey Jahre die nöthigen Pässe, Facilitäten und Durchzüge, um nebst ihren Familien, Gütern und Schiffen sicher und frey in ihr Vaterland zurück zu kehren, ertheilen wird, ohne sie im geringsten des Krieges halber zu beunruhigen.

39. Artikel.

Die Ratificationen dieses Tractats sollen binnen drey Monaten, nach geschehener Unterzeichnung, oder noch eher, wo es möglich ist, hier in ... gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben wir Endes Unterschriebene, Kraft deren von Seiner Königlichen Majestät zu Dännemark, und von der Durchlauchtigen Republik Genua uns beygelegten Vollmachten, in deren Namen gegenwärtigen Tractat

ernannte bevollmächtigte Ministers unterzeichn
Tractate von Wort zu Wort wären einverl
worden.

Zu Urkund dessen, haben sie ihres Wap
Pettschaft absonderlich darunter gedruckt, und selb
unterzeichnet zu Paris, an demselben Tage, den dre
zehenden März, Ein Tausend Sieben Hundert Sec
und Funfzig.

Erhard, Sorba.
Graf v. Wedel-Früs.

(L. S.) (L. S.)

e Durchlauchtigen Republik Unterthanen in den
nden Sr. Königl. Majestät zu Dännemark gleiche
efreyungen und gleichen Vorzug, ohne daß es nö-
ig sey, deßfalls einen neuen Vergleich zu schließen,
nießen sollen.

2.

Da die Entfernung der Oerter von einander,
cht verstattet hat, sich sobald, als es würde zu
ünschen gewesen seyn, wegen der Gleichheit, die
an sich im obigen Artikel vornimmt, zu erkundi-
n: So ist außerdem festgesetzet, daß die hohen
ontrahenten Sich von beyden Seiten die Frist von
hen auf einander folgenden Jahren bewilligen,
n darüber mit einander Richtigkeit zu treffen, sol-
ergestalt, daß der neunte Artikel, während besag-
r Zwischenzeit von zehen Jahren, welche unmit-
lbar nach Auswechselung der Ratificationen anfan-
n, befolget werden soll, ohne das entgegensteyende
xempel zu einigen Klagen von der einen oder an-
ern Seite soll Anlaß geben können; ausgenommen
dem Falle, da der Eine von den hohen Contra-
nten immittelst mit andern Mächten des Visitirens
gen einige verträglichere Anordnung, und die man
ll, daß die Unterthanen des Andern der hohen
ntrahenten derselben sofortan theilhaftig seyn sollen,
chen möchte.

3.

Obige beyde abgesonderte Artikel sollen dieselbe
aft haben, als wenn sie dem heute durch die dazu

 ernannte

unterzeichnet zu Paris, an demselben Tage, d
zehenden März, Ein Tausend Sieben Hundert
und Funfzig.

Erhard,
Graf v. Wedel-Friis.
(L.S.)

Gorh
(L.S.)

VII.

Königl. Dänischer immerwährender Freundschafts- Schiffarths- und Handelstractat

mit der

Ottomannischen Kayserlichen Majestät

Herrn Osmann

und der Durchl. Pforte

geschlossen,

zu Constantinopel den 14ten October Monats

im Jahre 1756.

Im Namen der Hochheiligen Dreyeinigkeit!

Wann Sr. Königl. Majestät zu Dännemark, Norwegen ꝛc. nach mit den mehresten ent- nten Nationen geschlossenen Freundschafts- Corre- ndenz- und Handelsbündnissen, gleichfalls mit Sr. yserlichen Ottomannischen Majestät und der Durchl. orte in dergleichen Unterhandlungen, welche zu bey- seitiger Reiche, Lande und Unterthanen Vortheilen d Besten, wie auch zum Aufnehmen des Handels, ichen möchten, sich einzulassen dienlich befunden en; auch die, des Endes gethane Vorschläge von Durchl. Pforte willfährig angenommen worden sind; ist unterm Schutz und Beystand des höchsten Got- , zwischen höchstgedachter Sr. Königl. Majestät, rrn Friedrich dem Fünften, Könige zu Dännemark, rwegen ꝛc. der Wenden und Gothen, Herzogen zu leswig, Holstein, Stormarn und der Ditmar-



ters oder sonstiger
des Seewesens Ku
es geschehen, daß
de der Ottomannisch
daselbst befindliche
den Schiffbruch leil
Schutz nehmen, u
bruch gerettete Güt
dem anhängig dem
fert werden, damit
werden können.

Außer dem ge
soll nichts gefordert
einiges Gut geraube
Nachsuchung gescheh
worden, völlig wiede

Die dänischen

1. Artikel.

Es soll zwischen Sr. Königl. Majestät zu Däne-
mark rc. und Sr. Kayserl. Ottomannischen Majestät
d der Durchl. Pforte eine beständige und immer-
hrende Freundschaft, und unter den Unterthanen
der Reiche ein freyer Handel zu Wasser und zu Lan-
seyn, dergestalt, daß den Dänen nebst allen, welche
t dänischen Schiffen, dänischer Flagge und königl.
nischen Pässen versehen sind, und nach den Häfen,
andelsplätzen und Provinzen des Durchl. Kayser-
ums hinkommen, zu aller Zeit und auf alle Art
d Weise mit ihren Gütern, Effecten und Waaren
freyer Eingang daselbst verstattet werde, auch sel-
ge beym Ankommen, Verweilen und Weggehen kei-
weges beschweret werden sollen.

Ihnen soll frey stehen, Ihre vom Wetter oder
beschädigte Schiffe daselbst auszubessern, und
s zum Lebensunterhalt und sonsten zur Fortsetzung
Seereise nöthig seyn möchte, für ihr eigenes Geld
uschaffen.

Bey Feilbietung und Verkaufung der Waaren
n die dänischen Handelsleute gleich andern Freunden
r Freyheit geniessen, auch allerley Waaren, des
Ausfuhr nicht verboten ist, ausführen können.

Bey dem Eingang in die Dardanellen und in
Häfen sollen in Ansehung der dänischen Schiffe
die Gewohnheiten, welche gegen andere freund-
aftliche Nationen beobachtet werden, statt haben,

Würde ein gewisser Theil Waaren ausg woven der andere Theil der Waaren wo an bestimmt wäre; so soll nur für den ausgeladen Zoll begehret werden.

Versendet jemand Waaren, wofür schon erlegt ist, nach einen andern Hafen oder H platz des Durchl. Kayserthums; so dürfen di gen Zöllner, wann ihnen eine Quitung, g Teskere, aus welcher erhellet, daß von solchen ren schon einmal Zoll erleget sey, vorgewiesen w weiter nichts verlangen: das will so viel sagen, von den Waaren nur einmal Zoll erleget werden wann selbiger an dem einen Ort einmal bezahl an dem andern, wohin sie nachher etwa ge werden, nichts mehr genommen werden.

Bey Zollhintergehungen soll in Hinsicht de

mit drey pro Cent erlegen; Welchemnächst in
er Hinsicht nichts weiter darf gefordert werden.

Die Zollverwalter und Zollbediente sollen die
aaren nicht über den wahren Werth schätzen, und
s sie wegen solcher Schätzung mit den Kaufleuten
nicht vereinigen können; soll es diesen vergönnet
, bemeldte drey pro Cent in Natura, mittelst
s Theils Waaren, zu bezahlen, und sollen sich
Zöllner, solche Zahlung in Waaren anzunehmen,
t entlegen.

Für Sachen, die zum Geschenk oder zum eige-
Gebrauch des dänischen Abgesandten dahin ge-
cht werden, soll weder Zoll noch das sogenannte
sch bezahlet werden, imgleichen soll von goldenen
silbernen Münzen, wie auch von solchen Waaren,
ür andere befreundete Nationen keinen Zoll bezah-
, gleichfalls von den Dänen nichts genommen
den, und sollen die Zollbediente alle daselbst gang-
e Münzen annehmen.

4. Artikel.

Sollte jemand sein angelangtes Schiff zu löschen
ht dienlich erachten, so kann er zum Ausladen
ht gezwungen werden, und soll ihm, die geladenen
aaren, wohin er will, zu führen keine Hinderung
chehen, und von selbigen unter keinerley Vorwand
was abgefordert werden.

Würde

Würde ein gewisser Theil Waaren ausg… wovon der andere Theil der Waaren wo an… bestimmt wäre; so soll nur für den ausgeladene… Zoll begehret werden.

Versendet jemand Waaren, wofür schon … erlegt ist, nach einen andern Hafen oder … platz des Durchl. Kayserthums; so dürfen di… gen Zöllner, wann ihnen eine Quitung, … Lestere, aus welcher erhället, daß von solche… ren schon einmal Zoll erleget sey, vorgewiesen … weiter nichts verlangen: das will so viel sagen, … von den Waaren nur einmal Zoll erleget werde…, wann selbiger an dem einen Ort einmal bezah… an dem andern, wohin sie nachher etwa g… werden, nichts mehr genommen werden.

Bey Zollhintergehungen soll in Hinsicht … nen eben das statt finden, was gegen die … freundschaftlichen Nationen Herkommens ist, und… haupt sollen der dänischen Nation, was den Z… trift, alle die Vorrechte und Freyheiten mit bei… seyn, welche andern Freunden des Ottoman… Reichs zugestanden sind, oder zugestanden … möchten.

Endlich soll von den Dänen kein Geld … Namen der Kas-Sadie genommen werden.

5.

5. Artikel.

Anlangend das Grüßen der Königl. Dänischen egsschiffe; so sollen gegen Kriegsschiffe die unter eren befreundeten Mächten übliche Gewohnheiten bachtet werden.

Dänische Handelsschiffe, welche Schiffen von Kayserlichen Flotte oder dahin gehörigen mit der gge des Durchl. Kayserthums versehenen Kauffarschiffen begegnen, sollen nach geschehener freundlichen Begrüßung in ihrer Fahrt nicht aufgehal, noch weniger durch einige Forderung oder Berau g irgend einer Sache behelliget werden.

6. Artikel.

Zum Transport Ottomannischer Soldaten, Geltes und Ammunition nebst andern dergleichen ntlichen Dienstleistungen sollen die dänischen Schiffe it mit Gewalt gezwungen werden.

7. Artikel.

Die Kaufleute und Unterthanen des Ottomannin Reiches, welche dänische Schiffe befrachten, im an eben das, was den Franzosen, Englänn und Holländern geleistet und bezahlet wird, gelen seyn: imgleichen sollen die dänischen Kaufte von allen zollbaren Waaren, die sie mit dänin Schiffen ein- und ausführen, die gewöhnlichen Consu-

schaft stehenden Mächte ihren Ministern vo
Charactere zugestanden sind, genießen. G
stalt sollen sie die Macht haben, Consuls, V
suls und Dollmetscher in allen Häfen, Han
und auf allen Inseln des Ottomannischen R
von andern fremden Nationen dergleich
nen befindlich sind, zu bestellen, selb
Willkühr zu verändern, und andere in de
zu setzen.

Uebrigens mögen die Gesandten vier,
Consuls, einen Dollmetscher in ihren Di
brauchen.

9. Artikel.

Die dänischen Consuls, Vice-Consul
metscher, Kaufleute und Unterthanen, welc
Durchl. Kayserthume wohnen, sie mögen ve
oder unverheurathet seyn, nebst ihren dänisch

... es auch für welche seyn möchten, erlassen und ... seyn.

10. Artikel.

Alle Streitigkeiten und Verunwilligungen, was ... auch für welche sind, die zwischen Dänen oder solchen Leuten, die von ihnen abhängig sind, entstehen, sollen vor dem dänischen Abgesandten oder Consul nach den dänischen Gesetzen und Verordnungen untersuchet und entschieden werden, und dürfen sich ... Richter und Gerichte des Durchl. Kayserthums keinesweges darinn mischen.

... Die dänischen Consuls, welche zum Schutz ... Beystand der im Ottomannischen Reiche sich aufhaltenden Kaufleute bestellet sind, sollen nicht in gefängliche Verhaft genommen, noch ihre Häuser versiegelt oder durchgesuchet werden können.

... Streitsachen mit Unterthanen des Ottomannischen Reiches sollen durch Hülfe des dänischen Abgesandten, der Consuln oder Vice-Consuln, und mit ... Dollmetschern rechtsgebührlich untersuchet werden, und die Dänen nebst denen, welche mit zu ihnen gehören, wann sie von den Muselmannen und ...gen Unterthanen des Durchl. Kayserthums vor Gerichte im Reiche, um welcher Sache willen ... seyn möchte, geladen sind, bey Abwesenheit ... Dollmetschers oder desjenigen, der sonsten von ... des dänischen Abgesandten dazu angenommen, ...antworten nicht gehalten seyn.

Wenn

Wenn die Summe, weswegen gestritten über vier tausend Aspern ist; so muß die Sac der Durchl. Pforte verhandelt und entschieden w In den wegen Contracte, Kauf und Verkauf, schaften, Anleihen nebst andern den Handel und bürgungen betreffenden Rechtsklagen sollen die manen und übrige Unterthanen des Kayser ihre Ansprüche gegen die Dänen und deren Zuge mittelst eines gerichtlichen Instruments, gemei Hodget genannt, oder mittelst eines andern gül von gerichtlich Geladenen unterschriebenen I ments, worinn das Begehren des Klägers mit lichen Worten ausgedrücket ist, zu beweisen ge seyn, und in Ermangelung eines solchen Instru sollen die vom Kläger vorgeführte falsche Zeugen gehöret werden.

Wenn ein dänisches Schiff zum Absegel reit lieget, und einiger Zwist entstehen möchte soll das Schiff deshalben nicht aufgehalten, dern die Streitsache kürzlich durch Interpositio dänischen Consuls oder Dollmetschers abgethan den.

II. Artikel.

Würde irgend ein Däne nicht mehr za seyn, oder nach gespieltem Bankerut entweiche soll seine Schuld von keinem andern Dänen ode der dänischen Nation, falls sie nicht die Bürg übernommen, gefordert werden.

Würde unter den Dänen jemand im Verbre-
n ergriffen, und entwischte nachher, so soll des-
lber kein ander Däne angegriffen noch behelliget
rden; es sey denn, daß er sich für den Entwiche-
s verbürget gehabt habe.

Würde an einem Orte, wo etwa Dänen sich
fhalten, der Körper eines getödteten Menschen ge-
nden, so soll von selbigen Niemand, wenn es nicht
gemacht ist, daß ein Däne den Mord begangen, des-
lben beunruhiget oder mit Forderung des Blutgel-
s behelliget werden.

12. Artikel.

Kein in dem Gebiete Sr. Königlichen Maje-
ät von Dännemark rc. gebohrner Däne soll im Otto-
annischen Reiche gefänglich eingezogen, oder als ein
klave einbehalten werden; ausgenommen nur die-
igen, welche unter feindlichen Armeen, oder auf
ndlichen Schiffen angetroffen und in der Schlacht
Gefangenen gemacht worden sind.

Und im Fall von solchen Jemand, der unter
r feindlichen Schaar nicht befunden worden, aus
rthum gefänglich eingezogen seyn möchte, so soll
auf Ansuchen des dänischen Abgesandten und der
nsuln nach geschehener Erkundigung wegen solcher
rson, und wenn es bewiesen und dargethan ist,
ß es ein Däne sey, dem Abgesandten oder Consul
ey überliefert werden.



Gleichergest …
terthan des … , und alles, was der
nemark … , so viel möglich ist, g
derglei … Wege geräumet werde; Und
biger … mühung will die Durchlauc
gese … n Seiten Sr. Königlichen Maj
… ꝛc. zur Sicherheit der Schiffahrt
… anen, mit den algierischen, tunischen
… ischen Regierungen eingegangenen Vert
… gen, und allen Fleiß und Mühe anwen
… sie jederzeit gebührend und sorgfältig beob
… werden; und im Falle sich etwas, so selbigen
… der sey, zutragen sollte, mittels des Ansehe
welches sie bey obgenannten den Schutz des Du
lauchtigen Kayserthums genießenden Regierun
vermag, dahin angewandt seyn, daß die ents
dene Uneinigkeit baldigst und gütlich beygeleget

14. Artikel.

Den Dänen soll eine freye Religionsübung verstattet seyn, mit eben der Freyheit, welche andern ausländischen Nationen zugestanden ist.

15. Artikel.

Beschuldiget jemand einen Dänen, daß er gesagt, er habe den muselmannischen Glauben angenommen, so soll er an das Bekänntniß solcher Religion nicht gehalten seyn, woferne er nicht aufs ..., und in Gegenwart des Dollmetschers freywillig ... mit überlegtem Sinne erklären wird, daß er in ...her Meynung beharre.

Inzwischen soll er angehalten werden, seine ...ulden aus seinen Gütern abzubezahlen, und falls ...hm Waaren oder Effecten, welche Dänen gehö... befindlich sind, sollen sie dem dänischen Ge...n oder Consul mittelst Verzeichnisses übergeben ..., welche sorgen sollen, daß sie den Eigenern zugestellet werden.

16. Artikel.

...uf Seiten beyder hohen Contrahenten wird ...erzeit mit vereinigten Kräften und aufrichtig ...reben, daß der Handel zwischen den Unter...on beyderseits Reichen zur Erzielung ihres Vortheils und Nutzens täglich mehr und

mehr

mehr zunehme und wachse, und alles, was demsel-
ben entgegen seyn möchte, so viel möglich ist, geho-
ben und aus dem Wege geräumet werde; Und ver-
möge solcher Bemühung will die Durchlauchtig-
Pforte, die von Seiten Sr. Königlichen Majestä
zu Dännemark rc. zur Sicherheit der Schiffahrt sei-
ner Unterthanen, mit den algierischen, tunischen un
tripolitanischen Regierungen eingegangenen Verträg
beschützen, und allen Fleiß und Mühe anwenden
damit sie jederzeit gebührend und sorgfältig beobach-
tet werden; und im Falle sich etwas, so selbigen zu-
wider sey, zutragen sollte, mittels des Ansehens
welches sie bey obgenannten den Schutz des Durch-
lauchtigen Kayserthums genießenden Regierung
vermag, dahin angewandt seyn, daß die entstan-
dene Uneinigkeit baldigst und gütlich beygeleget wer-
den möge.

17. Artikel.

Die im gegenwärtigen immerwährenden Freund-
schafts- Schiffahrts- und Handelstractate enthalte-
Artikel sollen, nachdem sie von den Bevollmäch-
ten unterschrieben seyn werden, in allen Stü-
aufrichtig, sorgfältig und beständig beobachtet, u
daß solchen etwas zuwider geschehe, weder von S-
ten des einen oder andern Reiches zu irgend k-
Zeit verstattet werden, und alles, was in obbe-
ten Artikeln seiner Königlichen Majestät von Dä-
mark Unterthanen und Handelsleuten von Seiten
Durchlauchtigen Pforte zugestanden worden ist,

h dieses Reiches Unterthanen und Handelsleuten
Seiten Hochgedachter Sr. Königlichen Majestät
Dännemark ꝛc. zugestanden seyn: und wann hin-
ro noch andere Artikel vorkommen sollten, welche
Vermehrung des Besten und der Glückseligkeit
Unterthanen beyderseitiger Reiche etwas beytra-
können, so sollen selbige vorgetragen und unter-
het, und, nachdem man beyderseitig darüber einig
orden, gegenwärtigen Artikeln beygefüget und
ich diesen jederzeit genau beobachtet werden.

Beschluß.

Und dieweil der Herr Großvizir des Ottomanni-
m Reiches und Bevollmächtigter, Kraft kayserli-
n Auftrages und Vollmacht, mir das Instrument
ses immerwährenden Freundschafts- Schiffahrts-
d Handelstractates in der eigentlichen türkischen
prache verfasset, und in rechtmäßiger und gültiger
rm unterschrieben, am heutigen Tage überliefert
t, als habe ich in Kraft und Vermöge Königl.
ftrages und der mir darinn beygelegten Vollmacht
ses in lateinischer Sprache verfaßtes eigenhändig
terschriebenes und mit meinem Pettschaft besiegeltes
strument in rechtmäßiger und gültiger Form hin-
derum ausgestellet und übrigens versprochen, alle
rge anzuwenden, daß innerhalb fünf Monaten
n Tage der Unterschrift angerechnet, oder, wo
glich, noch eher, die Genehmigung und Bestäti-
ig des gegenwärtigen Tractates geschehe; So ge-
hen zu Constantinopel, den vierzehnten October,

 im

im Jahre nach Jesu Christi Geburt ein Tausend sieben Hundert sechs und funfzig.

(L. S.)

G. W. v. Gaehler.

Dieser Tractat ist ratificiret von Sr. Königl. Majestät zur Dännemark, Norwegen rc. zu Kopenhagen, den 25 Februarii 1757.

Und von Sr. Ottomannischen Kayserl. Majestät zu Constantinopel, den 15ten des Monates Zilkade, im Jahre der Hegira 1170.

VIII.



VIII.

Friedenstractat

zwischen

Seiner Königlichen Majestät

König Friderich dem Fünften

König zu Dännemark, Norwegen rc.

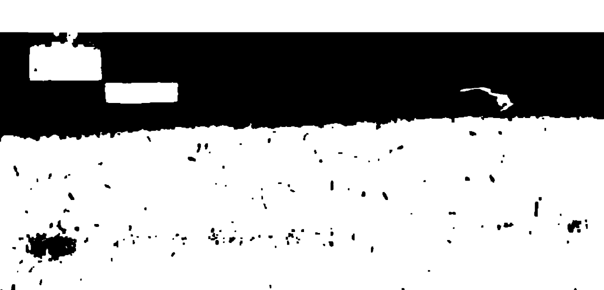
und

dem Durchlauchtigen

Aly Bascha Begler By,

des Königreichs Tunis.

D. d. den 8ten December Anno 1751.



riedenstractat zwischen dem Könige zu Dän-nemark und dem Ali Bascha Begler By, des Königreichs Tunis.

Im Jahr 1165, den 20 Tag im Monat Maha-ram, welches ist der 8 December 1751, ist wischen dem Allerdurchlauchtigsten, Großmächtigsten önig Friderich dem Fünften, König zu Dännemark, orwegen und andern zubehörigen Landen, an der ei-en, und dem Durchlauchtigen Ali Bascha Begler By es Königreichs Tunis, an der andern Seite, unter erhandelung des Commercienraths Ludolph Hamme-en, und in Gegenwart des Capitains Simon Hoog-ants, und Capitainlieutenants Conrad Schindels, n ewigwährender Friede und Freundschaft unter achfolgenden Conditionen beschlossen und festgesetzet.

1. Artikel.

Es ist von nun an ein stetswährender und auf-richtiger Friede zwischen Ihro Königl. Majestät zu ännemark und Norwegen rc. an der einen, und dem

Aly Bascha Begler By an der andern Seite fes
setzet und geschlossen. Alle Schiffe der vorbemeld
Mächte, sie seyn groß oder klein, sollen sich ein
der von nun an zu keiner Zeit auf einigerley Art ei
gen Schaden zufügen, es sey mit Worten oder in
That, vielmehr einander alle mögliche Freundsch
und Höflichkeit erzeigen, gleich als wenn nimmer ei
ger Streit oder Unfriede zwischen Hochbemelt
Mächten gewesen wäre.

2. Artikel.

Sämmtliche Schiffe, sie seyn groß oder klei
die entweder unter Ihrer Königl. Majestät von Dä
nemark, oder zum Königreich Tunis gehören, u
auf Kaufmannschaft fahren, sollen einander alle mög
liche Höflichkeit erweisen, und einander auf keinerle
Art Schaden oder Nachtheil so wenig mit Wort

s einlaufen möchten, es sey mit was für Sorte
ren, auch mit Passagierern von was für Nation
olle, sollen für ihre Personen oder Effecten nicht
stiret werden, sondern wenn sie ihre Kaufmanns-
r löschen, sollen sie den eingehenden Zoll bezah-
gleich oben in diesem Tractat mentioniret ist.
s aber etwas von den Kaufmannswaaren hier im
e verbleiben sollte, und nicht verkauft werden
te, soll dafür der Zoll nach Verlauf eines Jahrs
hlet werden, und daferne nach Expirirung dieser
die Waare noch nicht verkauft seyn möchte, soll
Zollverwalter nicht verpflichtet seyn, von den er-
nen Geldern etwas zu restituiren. Es ist auch
lossen, daß alle Sorten Contrebande Güter, als
ich Canonen, Gewehr, Pistolen, Kugeln, Bley,
er, Anker, Masten, Bretter, und alle Sorten
ffs-Zimmerholz, Schwefel, Harz, Theer, Sal-
, Pech, geteert und ungeteert Cabelgarn, See-
ch, es sey von was Bonite es wolle, Zollfrey
sollen.

4. Artikel.

Wenn entweder Kriegs- oder Kauffartheyschiffe
eyden Nationen einander in der See oder sonsten
nen sollten, so sollen sie, anstatt einander Ver-
zu machen, sich einander alle Höflichkeit bewei-
Und im Fall ein tuniser Kaper ein dänisches
f rencontriren sollte, soll ihm nicht zugelassen
außer mit der Chaloupe, worinn zwey Officiers,
em dänischen Kaufmannsschiffe zu nähern, und
soll

soll von diesen Officiers es nur einem vergönnet seyn in das Schiff zu treten, und zwar unarmiret, und nachdem er des Schiffers Paß examiniret, auch seiner Seits des Consuls in Tunis Certificat vorgezeiget, soll er das Kauffarthеyschiff seine Reise ungehindert fortsetzen lassen, auch ihm en Conformitet dieses Friedenstractats nicht zugelassen seyn, etwas von den zum Schiff oder dem Schiffer zugehörigen Waaren zu nehmen. Es ist auch in diesem Tractat stipuliret, daß alle dänische Kauffarthеyschiffe, sie seyn groß oder klein, binnen 12 Monats Zeit, a dato daß der Frieden geschlossen, ohne einen mittelländischen Seepaß trafiquiren, kommen und gehen können, wohin sie destiniret, wenn sie nur mit einem Certificat von Ihro Königl. Majestät zu Dännemark, Norwegen, oder Dero Admiralität versehen, so mögen auch bemeldte Schiffe nach Gutfinden mit Schiffleuten fremder Nationen fahren, jedoch unter der Condition,

unis ihnen alle Hülfe zu Bergung ihrer Güter
lassen, auch zugelassen werden, dasjenige, was ge-
en, nach dem Ort, wo es ihnen gefällig, zu
sportiren, ohne desfalls zu Bezahlung einigen
es verpflichtet zu seyn, dasjenige so sie hier ver-
en wollen ausgenommen; Falls aber von diesen
ern nichts verkauft würde, und solche nur in des
unis Verwahrung überliefert würden, soll ihm
lassen werden, über die gebergte Güter zu dispo-
en wie er beliebet, und er im Fall des Verkaufs
stipulirten Zoll bezahlen.

6. Artikel.

Es ist stipuliret, daß keinem mit Ihro Königl.
Majestät von Dännemark in Unfrieden seyenden Schif-
, es sey klein oder groß, so sich in hiesigem Hafen,
er auf den zu diesem Königreich Tunis gehörigen
Küsten finden möchte, nicht vergönnet werden solle
n hier zu seegeln, wenn sich da ein dänisches Schiff
findet, bevor vier Tage verloffen, seitdem das dä-
sche Schiff von hier geseegelt ist, auch soll der Bey
n Tunis dergleichen Kreuzern nicht permittiren, ein
nisches Schiff auf seinen Gränzen zu molestiren.

7. Artikel.

Im Fall ein dänisches Schiff in ein oder anderm
afen oder auf den Küsten, so dem Bey von Tunis
gehörig, ankommen sollte, um sich mit Proviant
versehen, oder wenn ihm etwas zum Gebrauch des
Schiffs

Schiffs fehlen möchte, soll er nicht zu Löschung Schiffes unter dem Pretext, Ankergeld und andere mit verknüpfte Unkosten zu bezahlen, verbunden den, und im Fall der Hafencapitain ihn dazu zwin sollte, soll er gehalten seyn, das vom Schiffer e bene zu restituiren, zumalen es reguliret ist, daß Schiffe, so in einem dieser Hafen oder auf den Küs von Tunis laden oder löschen, anderthalb Pias tunisser Münze an den Oddo Baschy, an die Z Chiausen ein und ein Viertheil Piastres, an Veck hudgen 3 Piastres 4 Aspeen, und dem Dollmetsch der Nation sechs und ein Viertheil Piastres, welches zusammen 12 Piastres 4 Aspern beträget, weiter nichts bezahlen sollen, und im Fall einer von Ihro Königl Majestät von Dännemark Unterthanen eine Pris hier in Tunis kaufen sollte, soll er mit des Beyen P und des Consuls Certificat zu Fortsetzung seiner R verwahret werden.

9. Artikel.

Wenn dänische Kriegsschiffe auf der Rhede von
ıis ankern, soll der Consul verpflichtet seyn, es
Bey wissen zu lassen, um Ordre zu Einschließung
Sklaven zu geben, damit sie sich nicht am Bord
retiriren können, im Fall sie aber einmal am Bord
m Kriegsschiffe gekommen, sollen sie frey seyn, es
e dann, daß man beweisen könnte, daß sie von
Schiffsvolk am Bord gebracht wären, diejenigen
gegen, so sich auf Kauffarthenschiffe retiriren, soll
Consul verbunden seyn, wieder an Land zu schaf-
, oder er auch für ihre Rançon einstehen.

10. Artikel.

Daferne ein dänischer Kaufmann oder Unterthan
unis oder dazu gehörigen Orten sterben sollte, soll
t der Bey, noch jemand anders, sich etwas von
em Nachlaß zueignen, und auf den Fall der Ver-
rbene einen Erben oder Executorem Testamenti
ituiret, so soll sothane Verlassenschaft ihm gegeben
überlassen werden, falls er gegenwärtig es zu sich
ehmen, und ein vollkommenes Inventarium und
nung, über das so ihm zugehören soll, zu machen;
aber jemand der vorbemeldten Unterthanen plötz-
versterben sollte, ohne ein Testament zu hinterlas-
und der rechte Erbe nicht zur Stelle ist, so soll der
che Consul des Verstorbenen Nachlaß, nachdem
förderst ein richtiges Inventarium darüber ge-
t, so lange in Verwahrung nehmen, bis er von
rechtmäßigen Erben Ordre erhalten.

11. Arti-

11. Artikel.

Ein dänischer Kaufmann oder dänisc
nen, so sich in dem Königreich Tunis aufh
Kraft des gegenwärtigen Friedens nicht verl
wider ihren Willen einige Kaufmannswa
fen, besondern sie sollen hierunter freye H
es wäre dann, daß einer oder anderer un
selbst wolle, da er sodann dafür den Preis,
Zeit, als er mit dem Verkäufer eins ge
bezahlen gehalten. Man soll auch keine
Schiffer zwingen, eine Reise wider seinen
thun, ausgenommen, wenn es für des Bey
und zu seinem Behuf seyn möchte, da solche
dem Schiffscapitain darüber accordiret w
Der dänische Consul soll nicht verbunden
Schuldforderung für jemanden, wer es

t der eine den andern entweder verwunden oder gar
ns Leben bringen möchte, so soll die Sache vor die
richte des Landes gebracht werden, und man soll
n Beleidigten die gewöhnliche Satisfaction geben;
lls aber ein Dänischer Unterthan, nachdem er ei-
n Türken oder Mohr ermordet, entflöhe, so, daß er
ht wieder gekrigt werden könnte, soll man aus der
sachen dem Consul oder sonsten jemanden anders kei-
n Molest oder Unruhe machen.

14. Artikel.

Der gegenwärtige oder künftige dänische Consul,
in alle Wege in Friede und Sicherheit ohne Molest
m, sowol für seine Person als in Hinsicht seiner
cten. Er soll befugt seyn, sich einen Dollmetscher
Mäkler zu ernennen, sich auf welchen Schiff er
zu begeben, auch nach dem Ort, wohin es ihm be-
et, zu reisen. Gleiche Freyheit soll allen dänischen
ufleuten verstattet seyn. Auch soll dem Consul zu-
ssen werden, einen Priester in seinem Hause zu ha-
, um die christliche Religion, beydes für sich und
ere in Tunis etwa befindliche Dänen, exerciren zu
nen. Gleichergestalt soll es allen Sklaven dieser
igion vergönnet werden, sich daselbst zum Gottes-
st zu versammlen, woran sie von dem Guardian
schy oder ihren Patronen nicht behindert werden
sen.

15. Artikel.

Es soll sämmtlichen Königl. dänischen Unterthan
vergönnet seyn, ihre Personen und Effecten, auf

welchem Schiffe sie wollen, zu embarquiren, ob sch[...] es auf einem Schiffe wäre, welches mit dem Kön[...] reich Tunis Krieg hätte, auch mit solchem Schiffe na[...] eigenem Belieben trafiquiren zu mögen; im Fall a[...] sothanes Schiff einem Tuniser Kaper begegnen dürf[...] sollen die dänischen Unterthanen ihre Personen u[...] Handelswaaren, nachdem sie mit ihrem Paß und Co[...] noissement erwiesen, daß sie Dänen seynd, frey se[...] Gleichergestalt sollen alle Tuniser Unterthanen, die si[...] auf Schiffen, so mit Dännemark in Krieg sind, nach[...] dem sie mit ihrem Certificat dargethan, daß sie unte[...] dem Bey von Tunis gehören, für ihre Persohnen u[...] Effecten unmolestiret gelassen werden.

16. Artikel.

Wenn ein Königl. dänisches Kriegsschiff auf d[...] Rhede von Tunis ankert, und der Consul es d[...]

rireu zu lassen, um allen Disputen zu begeg-
erne etwa der dänische Schiffer seinem Con-
)t nachleben möchte; auch ist in Hinsicht der
e aus dem Königreich Tunis, so in Dänne-
d Norwegen trafiquiren wollen, verabredet,
ür ihre Person und Effecten frey seyn, auch
ehr als Ihro Königl. Majestät Unterthanen
sollen.

18. Artikel.

immtliche Ihro Königl. Majestät Unterthan-
sich hier in diesem Königreiche etabliren, sol-
le Schiffe und Güter, welche aus dem König-
innemark kommen und daselbst eingeladen,
)r als drey pro Cent an eingehenden und aus-
Zoll bezahlen, im Fall sie aber ihre Ladung
Oertern nehmen, so mit diesem Königreich
den stehen, sollen sie gleich allen andern Na-
pro Cent davon bezahlen.

19. Artikel.

er Consul sammt sämmtlichen dänischen Unter-
so sich in diesem Königreich befinden, sollen,
Friedens- als Kriegeszeiten, die Freyheit
ür ihre Personen, Domestiquen, Familien oder
sich von hier wohin sie wollen zu begeben.

20. Artikel.

e Provisionen für den Consul und die Kaufleu-
r in Tunis sich aufhalten, sollen Zollfrey seyn.

21. Artikel.

Daferne auf ein oder anderer Seite der beyde contrahirenden Mächte einige Ursache zum Mißver gnügen vorfallen möchte, soll man nicht gleich zum Ge wehr greifen, besondern derjenige, welchem zunahe ge schehen, soll für den ihm zugefügten Schaden Ersat tung suchen, und der Schuldige als ein Störer de Friedens und der allgemeinen Ruhe bestrafet werden.

Der große und ewige Gott, welcher alle Köni reiche in der Welt unterhält und regieret, soll hie auch Zeuge seyn, und diesen ewigwährenden Fri beygleich halten.

Geschlossen und verglichen zwischen den bey Königreichen, welche, wie wir hoffen, bey uns unseren Nachkommen verbleiben werden.

Alle vorstehende Artikel sind geschlossen, fe setzet, bekräftiget, unterzeichnet und approbiret in serm königlichen Palais in Bardo im Königreich T den 20ten Tag im Monat Maharam im Jahr Hegira 1165, welches ist der 8 December im J nach Christi Geburt 1751.

(L.S.) S. Hooglant. (L.S.) Lud. Hamme
(L.S.) C. Schindel.

IX.

PRECIS HISTORIQUE

E LA VIE DU COMTE

ITA IWANOWITSCH DE PANIN.



Precis Hiſtorique de la Vie du Comte Nikita Iwanowitſch de Panin. *)

Le Comte Nikita Iwanowitſch de Panin, Con-
eiller privé actuel de la premiere Claſſe, avec le
ang de Feld-Maréchal, Senateur, Miniſtre di-
igeant le Département des affaires étrangères,
nembre du Conſeil & Chambellan actuel de Sa
Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, Cheva-
ier des Ordres de St. Alexandre, de St. Wolo-
limir de la premiere Claſſe, & de St Anne, na-
quit de parens nobles le 15 de Septembre 1718.
es ancêtres originaires de la république de Luc-
ques, paſſèrent en Ruſſie dans le XV. ſiècle.
on père doué de vertus, ſervit Pierre le Grand
t mérita ſa confiance. Parvenu au grade de
Ff 4 Lieu-

*) Dieſer in aller Abſicht merkwürdige zu London im Jahr 1784 gedruckte kleine Aufſatz verdiente gewiß eine Aufbehaltung, und wird den Leſern vorzüglich angenehm ſeyn, wenn ſie gleich mit mir eine ausführlichere Biographie dieſes großen Staatsmannes wünſchen werden.

Lieutenant Général, il termina ses jours en des suites des blessures, qu'il avoit reçues les combats. Il étoit digne d'avoir d dont les actions fixassent les regards & l'a tion de l'Europe pendant plus de vingt an L'un a dirigé les affaires les plus important l'Etat & a élevé l'Héritier du trône de Ru l'autre a donné des preuves de sa valeur d son habileté dans la guerre de Prusse, a g verné la partie qui en fut conquise, a comm dé contre les Turcs, a emporté d'assaut la v de Bender, a contribué à établir l'indépenda des Tartares, & enfin retiré deja du service étouffé la grande révolte, excitée par le reb Pugatschew, & par ce service important re à la patrie, est devenu le défenseur du corps la Noblesse contre lequel étoit dirigée l'ani sité des rebelles. Mais la vie du Ministre & l'instituteur de l'Héritier de l'Empire est l'o de cette note historique.

La vie de leur digne père fut celle qui c venoit à un citoyen dont l'ame étoit aussi no que la naissance. Quatorze cens paysans étoi tout son bien. Tout ce qu'une fortune a médiocre, & la situation, où étoit alors la trie, purent lui permettre, il le fit pour l'é cation de ses enfans. La renommée de la b ne éducation & des vertus de ses filles, l procura des établissemens illustres. L'une ép sa le Prince de Kourakin Sénateur & grand E yer de Russie. L'autre Mr. de Nepluyew a Sénateur & Conseiller privé actuel Ses fils scrits dans les Régiments des gardes, en fir le service effectif & y devinrent Officiers ap

av

r-passé par les grades inférieurs. Une con-
é pleine de noblesse & l'alliance avec le Prin-
e Kourakin honoré des bontés de l'Impéra-
: Anne, firent accorder au Comte Nikita
ıowitsch de Panin, les entrées libres à la
r. L'Impératrice Elisabeth à son avénement
-ône, le nomma gentilhomme de la Cham-
La bienveillance distinguée de cette Prin-
:, excita contre lui l'envie & la jalousie or-
ires des courtisans Ils réussirent par leurs
gues à l'éloigner de la Cour. Ses ennemis
'ouvant trouver dans sa conduite aucun mo-
ı cet éloignement, le trouvèrent dans son
te même. Il leur servit de prétexte pour
uader à l'Impératrice de le choisir comme
ministre plénipotentiaire à la Cour de Dan-
ıark, où il se rendit en 1747. En allant à
ıenhague il eut ordre de passer à Dresde,
ır y faire au nom de sa Souveraine, les com-
nens de félicitation à Auguste III, Roi de
ogne & Electeur de Saxe, à l'occasion du
riage de la Princesse Marie Josephe, sa fille,
c le Dauphin. Cette même année il reçut la
: de chambellan.

La situation de la Suède étoit al·rs d·s plus
iques à l'égard de la Russie. .es esprits
ient animés au point qu'on s'attendoit à tout
ınt à l'explosion du feu de la guerre. Ap-
er les esprits, & détourner cette guerre,
a ce que demandoit alors l'intérêt de la Ruſ-
On avoit besoin pour une négociation aussi
cate d'un Ministre qui réunit l'aménité du ca-
ère à un esprit pénétrant & éclairé. L'Im-
ıtrice & son Ministre jugèrent le Comte de

 Panin

Panin propre à rendre ce service à la Pa
1748 il fut transféré de Copenhague à
holm. Il justifia pleinement le choix
avoit fait de sa personne pour une neg
qui exigeoit une capacité & des qualit
rieures. Non seulement il détourna la
mais aussi il forma un parti dévoué à la
Ses services lui valurent différentes réc
ses de sa Cour. L'année de son arrivée à
holm, il reçut l'ordre de St. Anne. E
l'ordre de St. Alexandre, en 1755 le gr
Lieutenant Général. Son Ministère en
dura près de douze ans. Il y mérita par s
tus l'estime & la confiance de la Cour &
nation. Jusqu'à présent pas un seul Suéd
prononce son nom sans le sentiment d'un
fonde vénération.

Il fut rapellé dans sa patrie en 1759 &
de Juin de l'année suivante, l'Impératri

„Le conseiller - privé - actuel Nikita de Pa-
ı, par ses soins pour l'éducation de notre
s cher fils, nous a prouvé son zèle & sa fer-
ur, & en même tems s'est acquitté avec ca-
cité & succès d'un grand nombre d'affaires
tat, tant intérieures qu'étrangères. De mê-
: son frère le General Pierre de Panin nous
oujours servi avec zèle & fidélité. En con-
eration de quoi nous les élévons eux &
ırs descendans à la dignité de Comtes, or-
nnant à notre Sénat de leur en préparer le
lôme & de nous le présenter à signer."

Le Comte de Panin fut admis au conseil
son érection en 1769. Il fut élevé à la pre-
ière classe ou au rang de Feldmaréchal en
73, & reçut l'ordre de St. Wolodimir, lors
sa fondation en 1783.

Il fut à la tête du ministère pendant vingt
nées consécutives, pendant les quelles les
ıs importantes des affaires intérieures lui fu-
nt aussi confiées. En un mot, il n'y en
t pas une seule qui regardat le salut & le
en de l'empire dont il ne fut l'arbitre ou le
nseil.

Ici seroit le lieu de peindre l'ame & le
eur de ce citoyen respectable par le simple
cit de ce qu'il a fait pendant son long mi-
stère; d'exprimer avec vérité quels furent ses
avaux & ses services; quelle fermeté & quel-
assurance il montra dans les événemens qui
itèrent la tranquillité de son ame; com-
ment

ment pendant ces vingt années il lutta
lâche, tantôt contre l'ignorance, tant
tre la présomtion de gens sans educat
jouissoient du crédit & du pouvoir qui
dus qu'au vrai mérite; comment il d
les artifices des puissants, dont les effor
gés par des vues partiales, tendoient à
re le sistême qu'il établissoit au dehors
fonda la gloire de sa patrie; avec quell
deur d'ame il supporta les persécution
eut à essuyer de toutes parts; avec qu
pris il repoussa les menées de ces petits
qui l'attaquoient par des moyens indig
siécle de Catherine II. Mais l'époque de
est encore si récente que de puissantes r
ne permettent pas de devoiler les deta
tout ce que l'histoire ne manquera pas de
un jour à la postérité. Il convient do
borner ce précis historique au seul expo
événemens memorables de son ministér

tiation de la Russie à la paix de Teschen ;
n la Neutralité armée.

Ses représentations en grande partie ont naitre tous ces événemens, & ses travaux ont accomplis. Toutes les instructions generaux d'armée, & des ministres, tou- les correspondances avec les Cours étran- es étoient conçues par lui même. L'hi- ire de ses negotiations encore enveloppée s les secrêts du cabinet, servira dans les s à venir de guide & de modèle dans les ires politiques, & devoilera la grandeur de a ame & la superiorité de ses talents.

Ses principes dans la conduite des affai- s étoient principalement, 1o. que l'état sou- t toujours sa dignité sans prejudice aux au- s; l'effet de ce principe, bien établi, fut l'on reconnut le titre d'Empereur pour les uverains de la Russie, & l'égalité entre leurs inistres & ceux des autres Cours. 2o. Qu'un ssi grand Empire que la Russie n'a pas be- in d'avoir recours à la feinte, & que la ule franchise doit être l'ame de la conduite s son ministère. Le Comte de Panin con- mment fidèle à cette regle, inspira une si ande confiance à toutes les Cours étrangè- s, qu'un seul mot de lui, valoit les liens les s sacrés d'un traité. 3o. Il aimoit à traiter affaires avec cette douceur & cette ame- é qui formoient le caractère de son ame reuse; on peut dire que tout ministre anger entrant chez lui avec un visage som-
bre

bre pour traiter quelque affaire desagreabl
en sortoit toujours content & enchanté
son entretien. Telles ont eté les régles
sa conduite dans les affaires du dehors. To
te l'Europe a reconnu en lui le grand hom
d'état. Il a acquis l'estime parfaite & inap
ciable d'un Monarque sage & eclairé, allié
dèle de la Russie & dont les actions éclatan
ont captivé l'admiration du monde entier.

Quand aux affaires intérieures, son âm
se révoltoit toujours contre la conduite d
ceux qui par des vues personnelles, par ign
rance ou par servitude, font un secrêt d'au
de ce qui chez une nation bien policée doit
être connu de tous, comme par exemple la
quantité des revenus, les raisons des im
pôts, &c. Il ne pouvoit souffrir dans les af
faires civiles & criminelles que le pouvoir ar
bitraire établit des commissions particulières
au prejudice des tribunaux destinés à défen
dre l'innocent & punir le coupable. C'e
avec la plus grande sollicitude qu'il appren
tout ce qui pouvoit tendre à altérer ou
troubler l'ordre de l'état; qu'on allat dire
ctement à l'Imperatrice pour une affaire q
prémièrement devoit être examinée dans tou
tes ses parties par le Sénat; qu'il y eut un
contradiction entre l'ordre du jour & de l
veille; que ceux qui par état doivent défen
dre la verité aux depens de leur propre vi
eussent une obeissance lâche & passive po
la faveur, en un mot tout mobile indig
d'in

:rêt & de partialité, tout menſonge ten-
à faſciner les yeux du ſouverain & du
ic, toute action baſſe de ces ames avi-
par l'ancienne ſervitude que l'aveugle for-
avoit élevées à de grands poſtes, jettoit
l'épouvante ſon ame vertueuſe.

Avant d'entrer dans les fonctions de ſa
ge près de ſon Alteſſe Imperiale, feue
eratrice Eliſabeth, lui ordonna de lui pré-
r un plan d'éducation. Pour mettre
leur vrai jour les principes de vertu
montra en s'acquittant de cette tâche
rtante, on devroit inſérer ici en entier
rage écrit de ſa propre main, par le-
il ſatisfit alors à la volonté de ſa Souve-
:; mais ſon étendue ſortant des bornes
ſimple précis, on en expoſera ſeulement
uelques penſées.

„Après avoir preparé le coeur du Grand-
pour cette époque ou mûrit la raiſon,
première opération il faut lui inſpirer &
er dans ſon ame cette maxime, qu'un
ſouverain n'a point & ne peut avoir de
interêts, ni de vraie gloire ſéparez des
êts & de la gloire de ſon peuple. . . .“

„C'eſt avec la plus grande application, &
ainſi dire avec une application égale aux
pour la conſervation de ſon Alteſſe Im-
le, que le Gouverneur doit veiller, &
as permettre qu'il ſe faſſe & ſe diſe rien qui
puiſ-

puisse même foiblement altérer & pervertir les dispositions de son coeur aux vertus innées de l'homme. Au contraire il doit étendre ces vertus par des moyens convenables, de façon que l'inclination au bien & à l'honnêteté & l'horreur pour le mal & pour tout ce qui blesse la probité, germent & s'accroissent imperceptiblement dans son jeune coeur....."

„Pendant l'éducation du Grand-Duc il convient d'éloigner de lui le luxe & le faste, & tous les objets superflus qui corrompent la jeunesse; qu'en composant sa maison, la décence & la pureté des moeurs en soient le seul ornement. Le tems amènera assez tôt l'âge de la flatterie; mais il n'y a rien d'indifferent pendant son éducation, pour ceux qui, liés par Religion & par devoir sont obligés de developper ses vertus & de garantir des vices."

Et en effet ce sage instituteur n'omit pour mettre ces principes en oeuvre. bonté de coeur & la raison éclairée du G Duc, attestent les soins qu'il prit d'orn connoissances solides la sagacité nature son Auguste Eléve, & de graver da ame la vertu, ce vrai fondement de cité publique. Heureuse la patrie, Prince suit à l'avenir les conseils pl franchise & de loyauté de son digne & qu'il se retrace toujours des prec ctés par un coeur, qui lui étoit ent

ué! alors le bonheur du Souverain & onheur du peuple seront réciproques & érables.

A la fin de l'éducation, c'est-à-dire au age de Son Altesse Imperiale, le Comte Panin, avec plusieurs bienfaits de l'Impece, fut encore honoré de la lettre suie, que sa Majesté lui écrivit de sa propre main.

„Comte Nikita Iwanowitsch, en partaut avec vous le fardeau de diverses occuons, presque superieures aux forces de mme, j'ai souvent été touchée de vos nds travaux dans l'education de mon très r fils, & dans l'administration des affai-étrangères que vous avez dirigées avec un cès toujours égal pendant une si longue e d'années. Mais l'intérêt de mon empi-& le bien de tout ce qui m'a été confié la puissance du très haut, ne m'ont pas mis de songer avant ce tems à vous souer dans vos penibles occupations. Mainnt que notre très cher fils ayant atteint ingtième année, est parvenu à la maturité l'âge, & que nous sommes avec vous à oque heureuse de son mariage, je regaravec justice & selon l'usage universel son cation comme complette. Mon premier oir est de vous temoigner ici toute ma onnoissance pour l'attention soutenue que s avez donnée à développer en lui les quaf du corps & de l'esprit, & à cultiver

ses talens naturels que je n'ose a
me defiant de ma tendresse &
amour maternel. Mais je desire &
tous les jours le Très-Haut que
justifie nos voeux & comble nos es
Jouissez de la noble consolation d'av
ni une carriere aussi importante avec
reux succès & à ma grande satisfactio
portez avec courage toute la vigueur
tre esprit à la partie des affaires ét
que je vous ai confiée & dans la q
vous ai confirmé dernièrement. Q
concitoyens doivent à vos travaux,
pos & une paix solide, desirée aut
moi que par eux, & qu'après des so
nombre, la main de Dieu couronn
vieillesse par le bonheur de tous.
éternellement avec une bienveillance

le respectoient au fond de leur coeur,
ſt de ſa nation entière qu'il s'eſt acquis
e d'honnête homme. Il eut l'eſprit ſain
)enétration profonde. La connoiſſance
avoit de l'homme; & l'art qu'il poſſé-
le gagner les coeurs étoient tels qu'une
ère entrevue ſuffiſoit pour lui devoiler
mpe d'eſprit de ceux qui lui parloient,
ttant ſa converſation à portée de chacun,
retiroit penetré d'un tendre attachement
lui & toujours ſatisfait de ſoi-même.
les affaires qui demandoient un mûr
en, il évitoit la precipitation, ce qui
oit occaſion de l'accuſer de lenteur.
:aractère étoit en effet très éloigné de
vivacité & de tout mouvement fougeux.
éroit avec plaiſir une affaire de nature
pas ſouffrir d'un retard; mais on doit
ndre cette juſtice, qu'il n'étoit pas poſ-
le ſe montrer plus actif & plus infatiga-
ans ces affaires qui demandoient de la
é.

u milieu de ſes amis, il ne pouvoit
r qu'aucun d'eux fit pour lui ce que dans
)ſence il n'auroit pas fait. Sa conver-
reſpiroit presque toujours la gayté, ſes
lteries étoient agréables & ſans fiel; la
de ſon coeur étoit extrême. Il étoit
atiſſant pour les malheureux, le defen-
es opprimés, vrai dans les conſeils qu'il
oit. En un mot, dans ce grand nom-
e ſes compatriotes, de ceux mêmes qu'il
onnoiſſoit pas, il n'y en eut aucun qui

dans un besoin pressant, ne conçut qu
espoir en allant chez le Comte de Panin
lui decouvrir ses peines & puiser dans
ame vertueuse le secours ou le conseil.
coeur ne connut jamais la vengeance; &
un regard plein de douceur & de serenit
confondoit ses plus grands ennemis;
desinteressé que genereux, ces deux v
étoient chez lui au plus haut degré que l'h
me puisse atteindre. Son mobilier v
après sa mort 173000 Roubles n'a pas
pour payer ses dettes. Ses biens fonds
le revenu montoit à 20000 Roubles furen
core chargés de 150000 Roubles. Sa ge
sité fut sans exemple, & trouvera diff
ment des imitateurs. De neuf mille pa
qu'il reçut en don de sa Souveraine, il fit
sent de quatre mille à trois secretaires qui tra
loient sous lui dans les affaires étrang
L'un d'eux mourut de son vivant & il p
en lui un homme qui lui étoit attaché pa
liens les plus sacrés de la reconnoissance.
second conserva pour son bienfaiteur jusq
dernier instant de sa vie, un attachemen
une fidelité inviolables & fut toujous ho
de sa confiance.

La mort en enlevant ce citoyen vertu
le 31 Mars 1783, frappa d'un coup impr
ses parens & ses amis. Quoique dans la d
nière année de sa vie, la foiblesse de santé jo
te à sa position, l'eussent éloigné entièrem
des affaires, cependant quelques mois av
sa mort, sa santé paroissoit se retablir,
vei

le de ce triste évenement ses forces & sa
té semblèrent augmenter; mais le matin à
tre heures une attaque d'apoplexie lui ôta
némoire & l'usage de la parole. On essaya
ain en présence de leurs Altesses Imperia-
tous les secours de l'art. Il mourut au
t de quelques heures en présence de son
e chéri, qui seul l'attachoit à la vie & pour
quel il avoit une amitié tendre & sans
nes.

Au moment de son dernier soupir le
nd-Duc se jetta à genoux devant lui, &
a sa main qu'il arrosa de ses larmes. Il fal-
arracher la Grande-Duchesse de cette mal-
reuse demeure qui retentissoit de gémisse-
its & de cris. Par tout on rencontroit
age de la douleur. Ce lieu où la veille le
tentement brilloit sur tous les visages, de-
dans quelques heures la scène du plus af-
x désespoir.

La nouvelle de cette mort affligea le coeur
ible de sa Majesté Imperiale, qui n'omit
pour honorer la mémoire du défunt en
curant aux parents toutes les consolations,
l étoit en son pouvoir de donner.

Les regrets universels annonçoient par tout
on venoit de perdre un homme sage & ver-
ux. Chacun sembloit pleurer un des siens.
iterrement eut lieu le 3 Avril. Son Altesse
eriale honora de sa présence l'enlévement
corps.

En faisant ses derniers adieux à son gou-verneur & à son ami, encore une fois le G Duc lui baisa la main en répandant un to de larmes; spectacle dechirant pour les fans, mais qui en même tems les pen d'un sentiment bien consolant, celui bonté de coeur de l'héritier du trône. T les personnes distinguées de l'Empire ac pagnèrent le corps à pied jusqu'au mon de St. Alexandre - Neuski. Un peuple breux suivoit. Au moment, où les p descendirent le corps dans la tombe, le te retentit de sanglots & de gemissements. yens, étrangers, tous étoient plongés dan consternation profonde. La mort du C de Panin a privé la Russie d'un citoyen ut vertueux. L'humanité entière a perd homme de bien.

X.

RELATION

DU

OMPLOT DE TRAHISON

qui a éclaté contre la ville de Fribourg au commencement du mois de Mai 1781, donnée au Public par le CONSEIL SOUVERAIN, *conformément aux aveux des Criminels dans l'instruction de leurs procédures, et aux pieces originales qui sont en son pouvoir.*

lation du Complot de Trahiſon, qui a éclaté contre la ville de Fribourg.

…état de Fribourg, bien inſtruit, tant par les aveux des criminels, que par le con-
…u des pièces originales qui ſont tombées en
…n pouvoir, s'empreſſe de donner au Public
Relation du Complot de trahiſon qui a éclaté
…nièrement en ſon Canton.

En manifeſtant toute l'horreur des projets
…e l'on cherchoit à exécuter, elle effacera à
…mais les impreſſions, que toutes les fauſſes
…inuations, & les inventions ſéditieuſes que
…on a mis en uſage pour les accomplir, au-
…ient pu cauſer ſur les eſprits, & retablira
…our toujours la plus pure confiance dans les
…œurs de ſes chers & fidèles Sujets.

Pierre Nicolas Chenaux, de la Tour-de-
…rême, bailliage de Gruyère *), dereglé dans
… moeurs, avoit diſſippé un patrimoine aſſez
…nſiderable, & ne jouiſſoit d'aucune eſtime.

*) Landvogtey Greyers.

Privé de biens, malgré les efforts de sa famille, il intenta differens procès à ses proches, & même à son père, à qui il avoit depuis longtemps perdu tout respect; succomba plusieurs fois dans la chicane, & échoua dans differens projets de commerce, pour defaut de conduite & de crédit. Il obligea même son Souverain à le punir exemplairement en l'année 1776, pour avoir émeuté sa Communauté, & l'avoir engagée à commettre un travail considerable dans la partie de la forêt de Sautau qui appartient à l'Etat, en insinuant séditieusement qu'il s'en étoit injustement approprié.

Rempli d'orgueil, il conçut l'horrible dessein d'émouvoir ses compatriotes contre leur légitime Souverain, & se hasarda depuis longtemps de tramer la conjuration affreuse qui a éclaté au commencement du mois de Mai dernier.

Dans ces vues criminelles, ainsi qu'il l'a declaré à ses complices, selon leurs aveux, il introduisit en 1777 le commerce des mulets en ce Canton, afin de parvenir par ce moyen à s'y faire generalement connoître sans soupçon, & à insinuer plus aisément le venin de la rebellion dans le coeur des sujets, à qui il faisoit envisager le Gouvernement, comme abusant par toutes les voies possibles de son autorité & de son pouvoir, pour opprimer le peuple & le priver de ses droits.

S'étant

S'étant principalement associé Jean-Nic. |ré Castellaz *), de la ville de Gruyère, Se-aire de la Justice du lieu, & Avocat, hom-vain, ambitieux, brutal & de mauvaises ɜurs, & Jean-Pierre Raccaud **), de St. Au-***), qui sous le voile d'une fausse devo-, a dissippé dans des desordres secrets & ɔeu d'années un très-beau patrimoine, ces eurs de rebellion attirerent d'abord à eux un ɔbre considerable de gens sans religion, ins à la debauche, adonnés aux vices, & t la plupart ne jouissoit d'aucune estime, & 'oit pas de biens.

Pour

*) Outre tous les faits qui le concernent dans la pré-sente Rélation, il est encore chargé d'avoir séduit Jean Murist, Aidemajor du régiment de Gruyè-re, & d'avoir employé pour y parvenir toutes les instances & toutes les flatteries possibles, tant dans sa propre maison, qu'ailleurs, l'ayant destiné à com-mander la bande, & lui disant pour l'engager à cela, qu'il estimoit sa seule personne plus que celles de deux cents hommes, Procédure de Murist.

**) Il est chargé de plusieurs séductions, en particu-lier de celle de Henri Rossier, qu'il a entrepris dans Fribourg, en le menant boire dans une taverne, & l'engageant à se trouver à Bulle *) aux jours fixés, Procédure de Rossier.

*) Boll.

Il a répandu dans plusieurs endroits du Canton, particulièrement dans la Capitale & ses environs, & dans le pays de la Broye les bruits des tailles & des impôts prétendus & les autres, selon qu'ils pou-voient intéresser le peuple.

***) St. Albin.

Pour se former dans chaque differente
tie du Pays un parti necessaire à l'executio
leurs desseins, selon qu'ils en connoissoie
genie & les usages, ils abusèrent d'un com
accord de la bonne foi du peuple, au poin
que dans la Capitale ils avoient insinué que l
alloit priver la noble Bourgeoisie des sels
lui sont distribués annuellement, & y établir
taille pour l'entretien d'une garnison.

Ils representoient dans les anciennes ter
la suppression & la translation des Fêtes, ord
née par notre St. Père le Pape Pie VI, com
une atteinte donnée à notre sainte Religion,
y insinuoient faussement & méchamment, a
que dans tout le reste du Canton, que l'on
loit mettre un impôt **) sur chaque tête de b
tail & les chevaux, même sur les oyes & l
poules;

Que les Reglemens à cet égard

Que les censes directes & foncières, de
me que les dimes étoient injustement per-
s, & n'étoient pas dûes;

Que l'on alloit lever des milices dans le
nton pour les donner à des Princes étran-
s;

Que l'on alloit priver les sujèts de la jouis-
ce des communs;

Que l'arrangement pris au sujet de la forêt
Bouleire au pays de Gruyère étoit une inju-
e criante; & d'autres horribles faussetés éga-
nent seditieuses, se declarant les protecteurs
la Religion, les restaurateurs de la liberté,
les vengeurs des droits & des privilèges que
n avoit & vouloit encore enlever au public
aux particuliers, à qui l'on inspiroit de trem-
r pour leurs propres possessions *).

Le peuple étant aussi fortement ému & in-
posé contre le Gouvernement, ces criminels,
llement mal intentionnés, oserent se rassem-
r **), & se consulterent enfin sur la manière
executer les execrables projets qu'ils medi-
ient.

Ces

*) L'État étant informé de ces faux bruits, sans en connoître encore le but, déclara dans le mois de Février dernier leur fausseté par des publications, pour tranquiliser le peuple: mais bientôt après, en confirmant les premiers, on en fit courir de nouveaux.

**) Les procédures chargent principalement Chenaux d'avoir ajourné les complices.

Ces projets ont eté mis au jour dans toute leur noirceur par les aveux volontaires *) des detenus en leurs premières examinations, & ſpecialement dans les declarations de Henri Roſſier, d'Ecuvillens, de Pierre Chappuis, de Magnedens, de Jean-Jacques Sudan, de Treyvaux, de Nicolas Barras, de Criſu, Ouvrier de Chenaux, de François Huguenot, Juré d'Autigny, & d'autres, pour divers objets du complot.

Ces aveux portent, que dans les aſſemblées de conjuration, tenues en plus grande partie au cabaret de l'Epée couronnée à Bulle les 16, 19, 26 & 29 Avril dernier, Pierre-Nicolas Chenaux, ſoutenu de ſes principaux complices, ouvrit le projet ſuivant, ſavoir;

Que tous les conjurés, & ceux que da-

en croiſant des deux mains le premier
& la boutonnière de l'habit, qu'ils s'ap-
oient inceſſamment du grand arſenal, en
it à le faire ouvrir ſous le pretexte d'y
une livre de poudre; qu'ils y entreroient
en foule; ou ſi ce moyen dût man-
'ils en enfonceroient les portes au moyen
èce de chene *), qui y ſeroit voiturée
e à ce deſſein; qu'ils s'y armeroient,
ant d'abord ſorti un canon, ils en la-
it un coup pour le ſignal d'execution à
mal-intentionnés.

'étant ainſi tous armés, on formeroit
ichemens, pour s'empârer de l'Hotel-
e, de la Chancellerie, des portes de la
le la maiſon de ſon Excellence le Seig-
oyer preſident, pour ſe ſaiſir du ſçeau
epublique, & des corps-de-garde, en
la Garde de Ville de ſe joindre à eux, &
ant le peuple à la licence par des cris
eroient ſa foibleſſe.

là, que l'on detacheroit quelques con-
our ſe ſaiſir des femmes & des enfans,
ire ſervir de rempart à la tête du corps
elles, pour empêcher que l'on ne tirât
.

ie l'on s'empareroit enſuite des perſon-
Meſſeigneurs du Conſeil, & des Sgrs.
ets; que Chenaux s'érigeroit en Juge,
&

---

*) Chenaux s'en chargeoit.

& ordonneroit les executions publique ceux sur les quels lui & ses complices droient exercer leur haine & leur veng particulière, qui ont eté nommés dans l'a blée.

Qu'ils remplaceroient ensuite ces Seign à leur gré, & forceroient ce nouveau Con accorder les demandes de chaque Commu té, que l'on auroit soin d'inviter à cela.

Et qu'enfin pendant la lecture de ces mandes, Chenaux (alléguant qu'une somm cent mille écus suffiroit pour vivre à son dans l'etranger), & ses principaux compl en petit nombre, qui étoient seuls d'accord ce dernier point, leur vrai & principal b profitant du desordre, iroient forcer les Co des argents publics, s'empareroient de tou qu'ils y trouveroient, certains de ne pouv

u'ils se sont procurées, & ces proposi-
yant occasionné quelques debats entr'eux,
t Castellaz, reprocha ouvertement à
ıx dans l'assemblée du 29 Avril, de n'a-
ıs formé son plan de revolte d'avance
: faire mieux comprendre aux assistans:
henaux lui repliqua vivement, qu'il en
cause lui-même, pour lui avoir tou-
efendu de mettre la moindre chose par

pluralité des conjurés ayant trouvé le
ıui leur avoit été developpé, trop atro-
quelques-uns d'entre les principaux s'é-
:lé à l'oreille (dans la crainte sans doute
rahis, & pour dissimuler leur vraie in-
) ceux-ci opinèrent aussi de ne faire
mal à personne; mais on conclut de se
en Ville sur le jour fixé du 3 de Mai en
de, & de forcer le Souverain d'accor-
demandes que l'on formeroit *), cer-
tains

ans l'assemblée du 29 d'Avril & dans d'autres oc-
sions, ceux qui n'avoient en vue que de former
:s demandes à l'Etat pour obtenir les prétendus
ıciens droits, insistoient vivement sur la production
:s titres, que les Chefs de l'emeute leur disoient
oir, & sur la qualité des demandes que l'on au-
it à faire: mais tantôt on leur disoit, que les ti-
:s étoient à Fribourg pour les faire traduire, tan-
t qu'on les avoit confiés à quelqu'un de leur part
ıur les bien examiner. Ensorte que plusieurs per-
nnes, qui ne pouvoient obtenir cette production
titres, mépriserent leurs séductions, & les taxè-
nt en face d'être des imposteurs. La plus grande
rtie des procédures confirment ces faits.

tains qu'étoient les Chefs de ce complot de venir neanmoins à l'executer pour voler l[e]
gens publics & s'enfuir; puisque François
guenot avoue dans sa procedure, que dan[s]
semblée du 29 d'Avril, à laquelle seule il a
sté, ayant de la peine à se rendre, l'Avoca[t]
stellaz, pour achever de le seduire, lui d[it]
particulier, lui mettant la main sur l'épaule,
s'il vouloit être de leurs soldats, il seroit
payé, & qu'on iroit demoisir l'argent d[e la]
Chancellerie.

Pour procurer le secret necessaire à l'e[xe]cution de ces forfaits, Chenaux declara, qu['un]
homme, le plus brave de ses associés, san[s le]
nommer, s'étoit engagé à tuer le premier [qui]
trahiroit la conjuration & devoileroit le co[m]plot, ajoutant que ce même homme de co[n]fiance & de son parti s'étoit placé dans une [hut]te de vacher sur le chemin de la Val-sain[te]

autre homme, cette horrible entreprise
as lieu. Les Conjurés declarerent sur
ssi que, si l'un d'entre eux venoit à être
ils sacrifieroient tous leur sang pour pro-
a delivrance, & que chacun devoit brû-
ervelle à qui les trahiroit.

es projets aussi criminels ne pouvant re-
tierement cachés, cette affreuse conspi-
fut par une grace particulière du Ciel de-
te à temps, & on chercha dans la nuit
Avril à se saisir de la personne de Che-
seul auteur du complot alors connu.
ela n'ayant pu être effectué par l'avis qu'il
eçu de pourvoir à la sûreté de sa person-
eu égard aux mouvemens que l'on fut
de se donner d'abord pour la sûreté de
e, un nombre de Conjurés se joignit le
nain 1er de Mai au matin à la Scie de la
de-Trême, où il fut conclu, vû que le
ot étoit eventé de suivre neanmoins au
, mais à main armée.

tel effet chacun se dispersa: Henri Ros-
Pierre Chappuis passerent au-delà de la
, soufflant par-tout ouvertement l'esprit
Hh 2 de

pour y suppléer, sans en demander le rembourse-
ment.

Charles Thorin, de Villard-sous-Mont, baillage de Gruyère étant à Fribourg, où il avoit vû des mouvemens, avoue dans sa procédure l'avoir averti en toute precipitation de se cacher. Rossier & Chappuis de même.

de la rebellion, & confirmant toutes leurs ventions seditieuses sous des menaces & des vitations pressantes au peuple de se joindre eux, & de suivre le parti de Chenaux. Ils rendirent à Corbieres, Hauteville, Pont-ville, Treyvaux & Arconciel, d'où ayant passé la rivière, ils volèrent à leur Chef. Etan à Treyvaux chez Joseph Sudan ces deux malheureux, joints à Jean-Jacques Sudan, fils de la maison, (ainsi qu'ils l'ont volontairement avoué & confirmé dans leurs confrontations), formèrent le complot de se saisir de la personne de Mr. de Meillardoz, Major de ce departement, qui s'y étoit rendu d'ordre souverain pour lever le piquet de son regiment & le conduire en Ville: à quoi Sudan, disant qu'il l'avoit deja couché en joue de son fusil la veille, ouvrit le sentiment de le tuer incessamment, Chappuis de l'enchainer à un arbre, &

Chacun employant des nouveaux moyens
: séduction à la charge de l'Etat, le Chef du
mplot usant du seul qui lui restoit, sauta
x armes, de même que ceux d'entre ses
nfidens qui se trouvoient le plus à portée;
s'etant formé une garde pour sa sûreté, il se
tira au cabaret du St. George en la ville de
ruyère avec l'avocat Castellaz *), où celui-ci
ouvertement devant les gens armés & d'au-
es qui s'y trouvoient, l'enumération des
iefs que le peuple avoit à former contre l'E-
t, & qui tous également faux, étoient les
êmes que les Conjurés avoient convenu de
andre dans le public pour le seduire.

Ce fut dans ce cabaret, où François-Pierre
odel, Bourgeois de Fribourg, chargé d'ordre
uverain pour Mr. le Baillif de Gruyère, ayant
é violemment arrêté à 5 heures du matin le 2
e Mai de la part de ces deux Chefs, à l'entrée
u bourg de la Tour, & delà conduit à eux
force dans une chambre haute, a été fouillé
r l'Avocat même malgré l'avertissement du
essager, qu'ils eussent à reflechir à ce qu'ils
isoient, puisqu'il étoit porteur d'ordres sou-
rains. Lui ayant pris ses depêches scellées,
n'oserent toutefois en rompre le sceau; mais
enaux ayant pris en main l'ordre ouvert,

Hh 3 qui

*) Les declarations portent que, voyant arriver dans ce cabaret des hommes du village de Neirigue armés, & seduits par ses intrigues, il dit à haute voix: Voici mes braves gens de Neirigue, & les fit boire à ses frais.

qui portoit l'arrêt de sa saisie sous la recomp se de cent louis, il le chargea de mepris, di que cette somme étoit trop modique, & c eût du moins fallu mettre sa tête à prix de mille écus, qu'etant lui le rebelle, il iroit c cher lui même cette somme *).

Le messager ayant été mis en liberté, malheureux suivirent à l'execution de leur r veau projet. Posieux, hameau distant de c lieues de Fribourg, etant choisi pour le de reunion sur ledit jour 2 de Mai au Chenaux sous son escorte s'y rendit, & l'a me devenant dejà generale dans le pays Gruyère & dans ses voisinages, chacun & tout les femmes s'y empressoient de fournir vivres aux rebelles, & animoient viven leurs maris & leurs proches à se joind Chenaux.

Dans la nuit du même jour le Chef d rebellion, craignant sans doute pour son p pre sort, & esperant de trouver grâce par menaces audacieuses, adressa une lettre **) à Magistrat par laquelle, en pretextant des re sentations que le peuple auroit à faire, com

---

*) Declaration de Godel, du 2 Mai.

**) Mr Bielman, Curé d'Ecuvillens, homme zél merite, ayant au peril de sa vie, malgré les i ces les plus reitérées, cherché inutilement par tes les voies possibles à detourner Chenaux de se treprises, fut le porteur de cette lettre, daté 2 Mai, écrite & signée de la main de Chenaux

eſt neceſſaire dans toute eſpéce de revolte, il
innoit impertinemmment, „qu'à la condition
'il n'arrivât de mal à perſonne, il avoit ob-
iu de ſa trouppe, qu'il n'y eût aucune hoſti-
: mais qu'elle etoit decidée à faire façe, à
oins que l'on ne promît à lui & à tous autres
ſaufconduit; qu'ils donnoient tous un ſur-
juſqu'à Vendredi 4 du mois, pour épargner
fuſion du ſang, & ſous l'acquittement des
ix par l'Etat."

Chenaux, ayant ſur cela au moyen d'une
tre donné malicieuſement avis à ſa femme à
Tour, qu'il avoit été ecouté de ſon Souve-
n, & que toutes les demandes du peuple, à
xception d'un ſeul point, le plus eſſentiel,
ient accordées, mais qu'il falloit que tout le
onde deſcendit armé, & ſe joignît à lui pour
uvoir l'obtenir, ſous peine d'eſſuyer ſa ven-
ance; & cette lettre ayant été envoyée le len-
main matin 3 de Mai à l'Avocat Caſtellaz à
uyère, où il étoit encore, celui-ci chargea
in Muriſt, Aide-Major du regiment de
uyère, & Jean Baptiſte Gremion d'aller ſou-
ver des volontaires dans la partie ſuperieure
ce Bailliage, où malgré cela la pluspart des
mmunautés n'a pu être ſeduite; & ayant le
Avocat recherché Muriſt de lui charger ſes
nes, il ſe mit en route pour Fribourg, in-
ant tout le monde à ſe joindre à lui, & faiſant
me à ſon paſſage à Bulle preparer des vivres
'il fit ſuivre, & qu'il s'engagea de payer.

Chenaux, de ſon côté oſa le même jour
vancer à la tête d'une bande de 50 à 60 re-

belles juſqu'à la croix de l'ancienne Chapelle de St. Jacques, à la diſtance d'un bon quart de lieue de Fribourg, dans le deſſein d'y entrer, & d'y occaſionner au ſecours du peuple le deſordre qu'il deſiroit, pour y accomplir ſon projet: mais ayant appris que les portes de la Ville étoient fermées, & que d'un côté elle étoit ſuffiſamment gardée par la noble Bourgeoiſie, qui dans cette occaſion, comme dans toutes autres a donné les preuves les plus indubitables d'une inviolable fidelité, & de l'autre, par des piquets formés de braves & fideles volontaires, tirés de chaque regiment du Canton, ces malheureux ne furent pas plutôt ſignalés de la Tour, qu'ils ſe retirèrent d'autant plus vite à Poſieux, qu'ils apprirent encore que le Louable état de Berne, allié & combourgeois, auroit inceſſamment été recherché de prêter ſecours, & que pluſieurs piquets de volontaires du baillage de Morat, auxquels un grand nombre des Suiſſes du même bailliage, venant en foire, ſe joi-

le, chacun devoit s'armer pour la secou-
se rendre aux ordres de Chenaux, sous
de voir naître des incendies, & de perdre

Malgré ces audacieuses menaces, & tous
ins que les Conjurés avoient mis à sedui-
u moyen de leurs émissaires, la majeure
des Bailliages & des anciennes Terres *),
avoient malicieusement publié être de leur
persomme n'y bougea : on y donna au
aire des temoignages autentiques de par-
fidelité.

Chenaux & la populace qu'il avoit rassem-
& qui s'augmentoit à chaque instant,
dans la nuit retourné à Avri, lieu distant
viron trois lieues de Fribourg, l'avocat Ca-
z, pour mieux éblouir le peuple, & le
ader qu'il n'avoit jamais eu en vue que
aire des justes demandes pour le bien de
atrie, & se legitimer en apparence devant
y composa le 4 de Mai une requête à l'Etat,
tant; „que le peuple desiroit lui faire des
resentations, & à defaut de contentement,
il en demandoit la decision d'un Tribunal
tre, tel que les Louables Treize Cantons.
mandant de donner acte au Porteur, qu'il y
Hh 5 con-

*) Aucun corps de Bourgeoisie, ni de Communauté, à l'exception de 4 ou 5 Paroisses, qui ont laissé la liberté aux volontaires de suivre Chenaux, n'a dans l'autre partie du Canton trempé dans cette affaire, mais un grand nombre de particuliers s'y est émeuté.

consentoit sans danger pour personne, moyennant quoi le vacarme, qui s'augmentoit à tout instant, cesseroit. "

S'étant ledit Avocat ensuite placé au-dessus de l'escalier du cabaret, il en lut le contenu au peuple, pour lui ôter tout soupçon sur les vues de la conjuration ; puis il chargea Blaise Thorin, Medecin, de Villard-sous-Mont au bailliage de Gruyère d'en être le Porteur. Celui-ci s'etant annoncé à la porte de la ville, allégua que, venant y visiter un malade qui l'avoit appelé, on lui auroit remis cette lettre pour l'Etat.

On lui signifia qu'il pouvoit entrer en ville, s'il vouloit, sans qu'aucun mal dût lui arriver, mais qu'il ne pourroit y communiquer avec personne ; & la lettre de laquelle il étoit porteur, ne meritant aucune reponse, il fut sur le

ıant le titroient de Maître & de Chef, &
:mandoient ses ordres: mais ainsi que le
nt les declarations à son sujet, chacun
evoit en lui le plus grand trouble & les
rras d'une conscience aussi criminelle.

Le pretexte du danger dans lequel devoit
la Religion, joint à cette foule d'inven-
calomnieuses, & les allarmes que ces se-
:urs trouvoient le moyen de faire donner
on des cloches & des caisses, soulevant une
breuse populace, firent enfin que Chenaux
ıyant renforcé, osa de nouveau se presen-
'endredi 4 de Mai au même lieu que la veil-
ı la tête d'environ deux mille hommes, par-
rmés, & partie munis seulement de bâtons.
oit en vue de se faire craindre, & d'obliger
Souverain à accorder un pardon general
Chefs de l'émeute. Mais les choses en étant
point affreux de desordre & de crimes, on
onna sur le soir du même jour 4 de Mai
sortie de la Garnison *), avec ordre d'é-
;ner soigneusement le sang, & de chercher
d'autres voies à disperser ce peuple émeuté,
persuadant avec bonté, que sa conduite en
fait étoit plutôt l'effet de la seduction & de
la

*) Le detachement étoit composé d'un corps de Dragons du Louable Etat de Berne, d'un detachement de la garnison de la ville de Berne, d'un corps de Volontaires du bailliage mediat de Morat, & d'un corps de Volontaires tirés de la noble Bourgeoisie de la Capitale, & des differens piquets des regimens du Canton, qui étoient en Ville.

la violence, que celui d'une volonté c[r]minelle.

Le detachement de la garnison s'étant av[an]ce, Jean-Baptiste Gremion, qui command[oit] cette populace, s'en approcha dans l'espera[nce] de traiter de quelque manière: mais ayant d'a[-]bord appris de la bouche des Commandans [du] detachement, qu'il falloit sans autre poser [les] armes, & qu'ils intercederoient alors pour c[eux] qui se seroient laissé seduire, ou qui auro[ient] été forcés de se joindre aux rebelles, il n['eut] d'autre moyen que celui de faire promp[te]ment exécuter cet ordre *); & un nombre de [plus] de 500 hommes **) ayant été fait prison[niers] on en chargea 249 de porter les armes en [ville] & on les renvoya ensuite chez eux le mêm[e jour] (à l'exception de ceux toutefois, qui étoi[ent] accusés d'avoir participé au complot) avec or[dre] d'aller informer leurs villages des horreurs d[e] leur seduction.

Enfin le crime, le desespoir, & la crai[nte] des châtimens que meritent d'aussi horribles [at]tentats & une si haute trahison, ayant d[éjà] troublé l'esprit du Chef de la rebellion, Che[-]naux fut le premier à prendre la fuite, & l[es]

cous[…]

---

*) Gremion declare que, se rendant à sa bande pour lui faire poser les armes, Chenaux lui demanda s'il n'avoit rien pu obtenir pour lui, & que lui ayant repondu que non, il prit la fuite, & Raccaud de même.

**) Le reste se dispersa à la vue du detachement.

dechiré de remords, delaissé de ses mal-
:ux amis, dont il n'avoit que la plus gran-
ine & la vengeance à attendre, il erra
les campagnes, & ne se fit apercevoir
vers une heure du matin le 5 de Mai près
sieux, où Henri Rossier l'ayant atteint, le
au collet, lui reprochant ses crimes & le
eur dans lequel il l'avoit plongé avec tout
ys, en lui disant qu'il falloit que sa vie re-
ût de la sienne, & qu'il fût conduit à Fri-
g. Rossier & Jacques Chavaillat le tenant;
-là le fit fouiller par Claude Python, &
-ci lui ayant sorti de la poche un pistolet
ux coups bien chargé, Rossier & Chavaillat
rent en devoir de le conduire en la Capi-
mais Chavaillat, appellé par les nommés
çois Lanther & Jean Hague, qui se trou-
nt armés & étoient resté en arrière, ayant
-à-coup lâché le bras de Chenaux, celui-
débarrassa de Rossier, & ayant sorti un
eau de sa poche, il lui en porta plusieurs
s, dont deux seulement le blesserent lege-
ent à la joue & au col. Rossier ayant crié
ecours, sans que les deux hommes armés
rochassent, il tacha de retenir Chenaux
n bras, qu'il fut d'abord obligé de quitter,
uta au fusil de Jean Hague, qui avoit la ba-
ette au bout. Chenaux pendant cet inter-
courut vers Posieux; Chavaillat le suivit,
ossier muni des armes de Hague le pour-
t: Chavaillat n'étant pas loin de l'attein-
Chenaux s'arrêta en se tournant sur lui le
eau à la main; Rossier s'en étant aproché,
aux reprit la course; mais Rossier étant
troussés le somma de se rendre, sous peine
d'être

d'être tué. Chenaux s'étant retourné ſur avec ſon couteau, Roſſier lui enfonça ſa bay nette dans la poitrine. Il tomba, & lac quelques paroles, qui prouvoient aſſez la c te du jugement qu'il alloit ſubir devant ce monſtre, coupable du crime de perdue de haute trahiſon & de léſe-Majeſté termin ceſſamment ſa malheureuſe vie.

Henri Roſſier ne s'étant pas enfui, même jour conduit dans les priſons de l & le cadavre du Chef de la rebellion ay en même temps trainé ſous le gibet, ſentence portée contre ce criminel fut in ment exécutée.

En conſequence, ſa tête ayant été *ſépar* de ſon corps & clouée ſur la tour de la port de la Ville, dite de Romont, vers laquelle i s'étoit aviſé d'avancer, la face tournée conn ſon lieu natal, ſon tronc fut écartelé & enfoui & ſes biens, après deduction des fraix, declaré ſuivant loix, partageables entre le fiſc, ſa fem me & ſes enfans.

Toute l'horreur des projets de ce crimi nel & de ſes principaux complices étant de ſuffiſamment prouvée par tous les faits rappo tés ci-devant, elle ſe trouve encore confirm par une lettre originale, datée de Fribourg 30 d'Avril à onze heures du matin, écrite Chenaux de la propre main de Raccaud, & trou vée ſur le cadavre de Chenaux, qui ſentant conſequence d'une pièce de cette nature, étant ſaiſi par Roſſier & Chavaillat, qu'il avo

papier de conſequence à dechirer, qu'il ne l'avoit pas qu'on trouvât ſur lui. Cette lettre porte l'avis à Chenaux de tous les mouvemens, qui ſe faiſoient pour mettre la Ville en ..é. Il l'exhorte, „à ſe mettre ſur ſes gardes ſur-tout la nuit, à encourager ſon monde à tenir bon, & à ne rien craindre: Il lui de donner le rendez-vous general pour la ..e de la foire le plus ſecrettement que poſſible en lui deſignant le lieu pour eſcalader le commodement la Ville; qu'il y aura du prêt en tel lieu pour acquerir des forces: Il charge d'envoyer des émiſſaires fidèles dans differens endroits où ils peuvent avoir des ..iſans; qu'il eſt à croire que l'on a confié ..aire à quelque traître; mais que cela ne doit pas les deconcerter; qu'il croit de bonne que la divine Providence a fixé à cette époque une revolution; qu'il y a aſſez d'armes dans pays; qu'il voit avertir ſes braves de s'en mu..r; qu'il doit avertir l'avocat Caſtellaz de ſe ..fier; quoiqu'il ne croye pas qu'on en oſe ..ir à une capture; qu'il doit ſur-tout uſer de prudence du ſerpent, en preſervant la tête, ſe garantir de toute ſurpriſe; qu'il fait part à ..ſſier & à Chappuis de l'avis qu'il lui donne; ..'il faudra apporter deux ou trois échelles de ..yenne grandeur avec des cordes groſſes & ..ites; qu'il doit y penſer en venant le mercredi ſoir. & venir hardiment avec tout ſon monde; qu'il lui fera part des nouvelles qu'il apprendra; qu'un tel... pourroit avoir trahi la conjuration; qu'il ſait qu'il lui étoit ſuſpect; ..'il doit bien ſaluer les .. & les autres bons ..is, en attendant que, Dieu aidant, ils puiſſent

ſent boire enſemble dans la Ville; qu'il hardiment ſe fier au porteur de ſa lettre, ſa lité lui étant connue; qu'il finit en lui rec mandant l'activité, le zèle, la perſeveranc prudence & la ſageſſe; mais qu'il n'a pas be d'aiguillon; qu'il eſt prêt à le ſeconder de ſon pouvoir, & à lui prouver tout ſon att ment, ſon zele & l'eſtime poſſible. Il di P. S. d'anéantir cette lettre, & de lui éc qu'il attend ſon ami Joſeph, pour avoir de nouvelles; qu'il doit adreſſer ſes commiſſi chez ... qui le ſalue; qu'il doit faire en ſo de garder les portes de Morat, des étangs, de Romont contre les eſpions la nuit en q ſtion, & que le rendez vous general ſoit à endroit qu'il nomme."

Henri Roſſier ayant ſubi le lendemain 6 Mai ſa première examination, y dévoila vol tairement tout ce qui lui étoit connu au ſ de la conjuration & des progres de la rebelli Ses aveux étant en tout bien circonſtanciés, ordonna la ſaiſie des coupables; & l'on ap inceſſamment que l'avocat Caſtella ſur l'avis mauvais ſuccès de ſes entrepriſes, & Jean-P re Raccaud à la vue du detachement de la ga ſon, avoient d'abord pris la fuite, ſans jusqu'ici l'on aye pu parvenir à procurer l ſaiſie.

Tant de mouvemens ſeditieux, & to les inventions calomnieuſes que l'on avoit en uſage contre le Gouvernement, ayant le peuple dans la plus grande émotion, & l' n'ayant en vue que de detruire les fauſſes

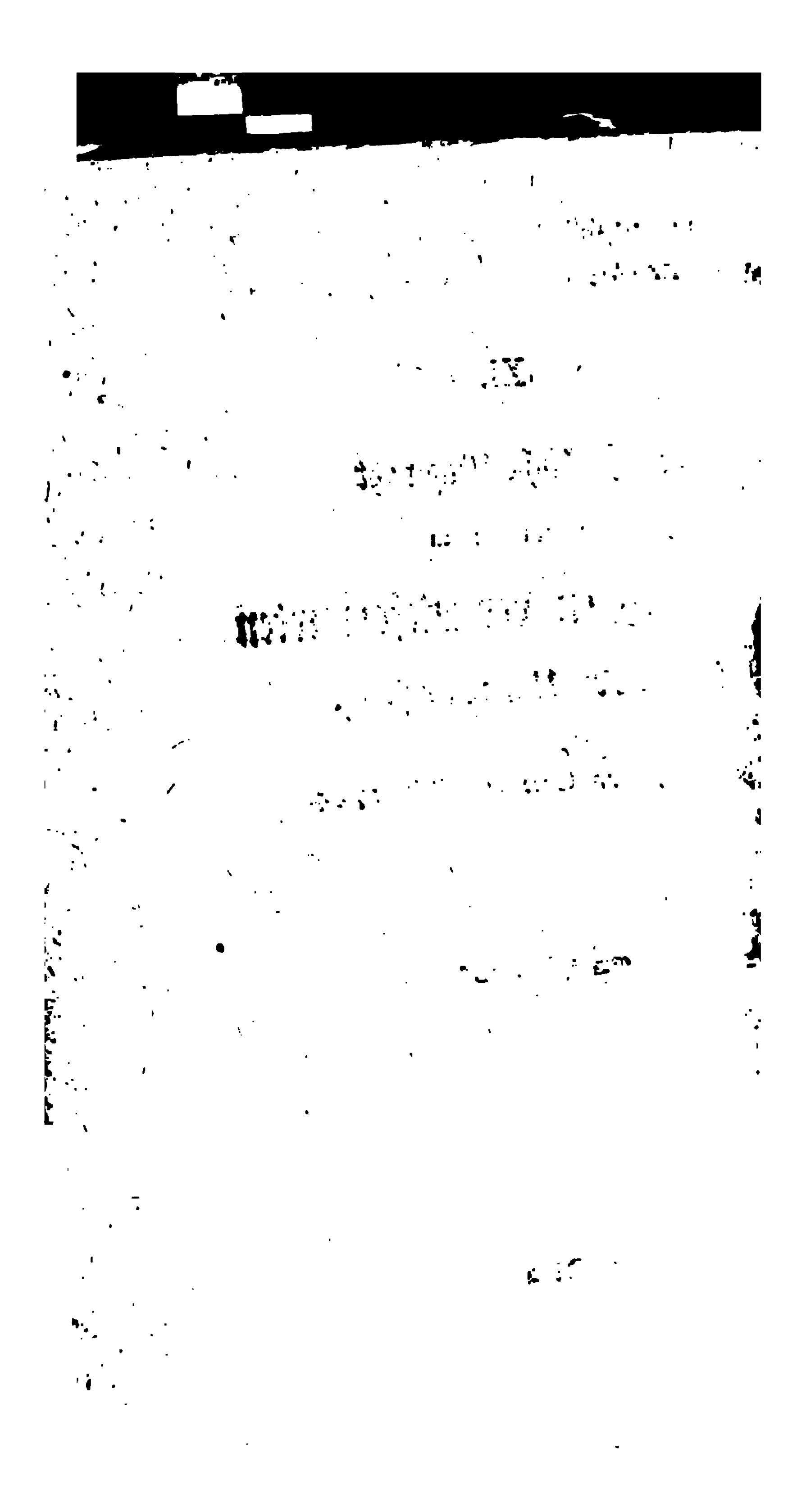
pr

tions qu'elles avoient causées, fit émaner
anifeste du 11 de Mai, auquel les Sgrs Re-
entans des louables états de Berne, Lucerne
oleure, qui se trouvoient à Fribourg, ajou-
nt la Declaration qui y est jointe.

L'Etat s'étant dès-lors occupé à faire in-
ire les procédures des criminels, & n'écou-
t dans les jugemens de ceux qui n'étoient pas
chefs de cette rebellion, que la voie de la
mence, ils ne furent condamnés qu'à des
es extraordinaires, & après avoir ordonné
rtu des sentences respectives que le 23 de
n & le 14 de Juillet *) tous les faits contenus
s la presente relation fussent lûs au peuple
presence de Henri Rossier, de Pierre Chap-
s, de Jean-Jacques Sudan, de François Hu-
iot, de Nicolas Barras, de Jean Murist &
Jean-Baptiste Gremion **), il jugea le 12 de
llet par sentences contumaciales, les nom-
s Jean-Nicolas-André Castellaz, & Jean-
rre Raccaud, reconnus Chefs de la revolte,
qu'ils ne s'étoient pas rendus aux citations
tes en pareil cas, devoir être en cas d'ap-
hension écartelés, leurs têtes étant séparées
leurs corps, clouées au gibet, leurs biens,
ls deduction des fraix, partageables à teneur
loix, entre le fisc, leurs femmes & leurs
ans, puis quant à Castellaz, ses enfans &
s descendans devoir être privés de la petite
Bour-

*) Jours de marchés ordinaires.

**) Ils étoient condamnés à entendre cette lecture, & celle de leurs sentences à genoux.



...richt

...cten

...falz.

...nde des Jahr 1784

Ii 2

Bougeoisie de la Capitale, qu'il possédoi
defense & prohibition à iceux de faire usi
armoiries desquelles il s'étoit servi; &
Raccaud, devoir ses descendans de mên
privés du droit de Communauté à St.
enfin cesdites sentences, à defaut de leu
sonnes, devoir être manifestées au Pub
le 14 du même mois, & exécutées en c
les effigies de leurs têtes aux potences,
recompense de cent louis à qui tôt ou tar
cureroit la saisie de l'un ou de l'autre de c
minels, ou donneroit des indices qui l'eff
roient, même ne pouvant être livrés viva
qui les livreroit morts.

Donné au Public par ordre du Conseil Sou
ce 24 de Juillet 1781.

(L. S.) *Chancellerie de Fribourg en Su*

XI.

Authentische Nachricht

von den neuesten

Bedrückungen der Reformirten in der Unterpfalz.

Geschrieben am Ende des Jahr 1784.

s Friedensinstrument, sollte der Ryswikki wiederum die Richtschnur seyn, nach wel in geistlichen als weltlichen Sachen, alles :rgestellt werden sollte, wie es in diesem n worden. Hierüber blieben zwar beyder ewandte Churfürsten, Fürsten und Stän- im Widerspruch. Allein wenn man die e Clausul des Ryswikischen Friedens, un- Begünstigung die Katholiken den Reformir- nd gewaltsam in ihre Rechte griffen, mit i Inhalt des Instruments selbsten verei-)ellet daraus ganz eigentlich, daß die Ka- ligion nur in den wiedergegebenen Orten e, wie sie durch die Reunionen eingeführt Reformirten aber alle ihre Kirchen, Schu- künfte nach der wörtlichen Verordnung des n Friedens, ohne irgend eine Einschrän- er gegeben, und sie hierinn auf keine Art rden sollten, mithin konnte diese Clausul nszustand der Protestanten in der Pfalz ndesten verändern, noch weniger den Ka- das Eigenthum der Reformirten einige rtheilen, die sie damalen nicht gehabt ha- gleich darauf folgende VIII. Artikel, wo itution der pfälzischen Länder besonders die nthält hierüber zugleich eine ausdrückliche n.

i bald darauf ließ Churfürst Johann Wil- irch allerley Reichsgesetzwidrige Rathschlä- , gegen die kundbare Verordnung des west-

 phäli-

phälischen Friedens, gegen alle vorhergegange
träge seiner Durchlauchtigsten Vorfahren,
darinn unter ihrem theuren Fürstenwort ge
bündigen Zusagen einseitigen Grundsätzen G
geben, und unter dem selbst in den Reichsgeset
worfenen Vorwand: als könnte ein katholisch
desherr in seinen protestantischen Ländern das J
formandi willkührlich ausüben, so viele und
same Neuerungen vornehmen, daß die ursprü
Grundverfassung der Evangelisch-Reformirten
gion in allen pfälzischen Landen dadurch völlig
stürzt ward.

Man führte schon im Jahr 1689 in allen
die den Katholiken nicht durch die Ryswickische
Densclausul ausschließlich zugefallen waren, das
nannte Simultaneum ein, und nahm den Ref
ten mehrere Kirchen, Pfarr- und Schulhäuse
Gewalt hinweg. Ein beträchtlicher Theil der
chen Einkünfte und Gefälle wurde ihnen nach
nach de facto entzogen, und den Katholiken
räumt, man ließ die reformirten Einkünfte und
fälle durch eine von beyden Religionsverwandt
mischte Administration verwalten, und zum Th
gar zum Unterhalt katholischer Pfarrer und Sch
ner verwenden, und da hierdurch der reformirten
lichkeit die Subsistenz in sofern entzogen ward,
ducirte man über 60 reformirte Pfarrer und Schul
veränderte beynahe alle Pfarr- und Schulreglem
vermehrte die katholische und verringerte die refor
Besoldungen rc. Man veräußerte ohne das
Be



ken viele beträchtige Theile der geistlichen Ge- und Stiftungen an Auswärtige, ohne den Re- ten dafür einige Vergütung zu thun; von dem Limburg und der Schaffnerey Bockenheim wur- B. ein jährlicher Ertrag von 500 fl. Geld, der Wein, 568 Malter Korn, 45 Malter Ge- 145 Malter Spelz, 60 Malter Hafer an den n von Leiningen Hartenburg per modum feudi ragen, die Schaffnereyen Branchweiler und Win- n, welche jährlich über 1149 fl. Geld, 16 Fuder l, 228 Malter Korn, 4 Malter Gerste, 52 Mal- Spelz und 42 Malter Hafer abwerfen, wurden Reformirten gleichmäßig de facto entzogen, und Jesuiten zu Neustadt an der Hart übergeben; die nelitergefälle zu Weinheim erhielten die Carmeliten , und in der Folge der Zeit ward das noch weit ägliche Stift Neuburg den Jesuiten zu Heidelberg eräumt; und auf diese Art gieng für die Refor- en der größte Theil ihrer geistlichen Einkünfte bald eträchtlichen bald in minder beträchtlichen Stücken und nach unwiederbringlich verlohren. Die Re- nsübung und Gewissensfreyheit der Reformirten de auf eine gleiche reichsgesetzwidrige Art einge- änkt, es blieb der ehmals herrschenden Kirche n eine geringe Toleranz übrig, ja man schloß die ormirten nach und nach von den Dikasterien und mtern auf dem Lande schlechterdings aus, und wollte diese gedoppelte Art dem reformirten Religionszu- d das Messer gleichsam an die Kehle setzen, um die ge Religionsverfassung nach und nach gänzlich um- ehren. Der bald darauf in dem teutschen Reich ausge-

ausgebrochene, und den pfälzischen Landen so g
verderbliche spanische Successionskrieg, brachte
Unglück zu einem noch viel höhern Grad. Die R
mirten übergaben zwar bey dem allerhöchsten kay
chen Hof, und bey sämmtlichen höchsten und h
evangelischen Reichsständen vielfältige flehentliche
stellungen und Bittschriften, worinn sie die äuß
Bedrängniß, in der sie sich mit ihren Glaubensg
sen befanden, wehmüthig vorstellten; die allgem
bekannte Lage ihres hülflosen Zustandes entschied f
für die Gerechtigkeit ihrer Beschwerden, allein
Kriegsunruhen machten auch die nachdrücklichste Un
stützung unwürksam, und die nach dem westphäli
Friedensschluß dem ganzen teutschen Reich heilig
wordene Rechte, konnten in der Pfalz durch alle
mittelung nicht wieder hergestellt werden. End
ward durch allerhöchste werkthätige Unterstützung Se
damalen regierenden königl. preuss. Majestät A
1705 die bekannte Churpfälzische Interims Religio
declaration und der derselben beygefügte Nebenre
zu Stande gebracht, und darinn feyerlichst zugesag

„Daß beydes stracklich vollzogen, und bis m
„von gesammten Reichswegen sich der Religion
„beschwerden halber etwa anders verglichen
„oder in dessen Entstehung eine Comitialentsche
„dung erfolgen möchte, unverbrüchlich gehalten
„werden solle.“

Ob nun gleich daselbst in dem §. 15 und 16 das bis
her widerrechtlich eingeführte Simultaneum zum Th
wieder aufgehoben, und beyden Religionsverwandten
ihr



abgesonderte freye Religionsübung wieder herge-t und gestattet werden sollte, so war doch diese Re-onsdeclaration dem westphälischen Friedensschluß, dem darinn für die reformirte Kirche in der un-Pfalz ex capite amnestiae festgesetzten Normal-hr in vielen Stücken und besonders darinn gerade gegen, weil nach ihrem Innhalt den Katholischen enen Städten, wo sie keine, die Reformirten aber oder mehrere Kirchen besaßen, eine ausschließlich; denen Kirchen auf dem Lande aber ihnen zween ftentheile zu Theil wurden, so, daß von sieben re-mirten Kirchen immer zwo den Katholiken zufielen. scherweise erhielten die Katholiken vermittelst einer baren Mißdeutung der Ryswikischen Friedensclau-die beträchtlichen Stifter, Prälaturen, Abteyen dem Oberamt Gemersheim, ganz allein für sich, doch selbst in dem VIII. Artikel des Ryswikischen densschlusses mit allen Pertinenzien ausdrücklich dem Zustand des westphälischen Friedens restituirt den waren. Man entzog den Reformirten zween ftentheile von allen übrigen geistlichen Einkünften Gefällen, und eignete sie den Katholiken zu; das ige Oberamt Boxberg ausgenommen, in welchem chen und Gefälle, wovon aber letztere unbeträcht-sind, denen Reformirten allein verblieben.

Man machte ihnen verschiedene niemal gehabte kwürdige Einschränkungen gegen ihre Gewissens-heit, die man dagegen den Katholiken so viel mög-erweiterte, und schmälerte überhaupt die übrigen ch den westphälischen Friedensschluß so theuer er-

worbe-

phälischen Friedens, gegen alle vorhergegangene V-
träge seiner Durchlauchtigsten Vorfahren, und
darinn unter ihrem theuren Fürstenwort gegeb-
bündigen Zusagen einseitigen Grundsätzen Gehör
geben, und unter dem selbst in den Reichsgesetzen
worfenen Vorwand: als könnte ein katholischer L-
desherr in seinen protestantischen Ländern das Jus
formandi willkührlich ausüben, so viele und gew-
same Neuerungen vornehmen, daß die ursprüngli-
Grundverfassung der Evangelisch-Reformirten R-
gion in allen pfälzischen Landen dadurch völlig um-
stürzt ward.

Man führte schon im Jahr 1689 in allen Kirchen,
die den Katholiken nicht durch die Ryswikische Frie-
densclausul ausschließlich zugefallen waren, das so-
nannte Simultaneum ein, und nahm den Reform-



Ihro königl. Majestät in Preussen, als der einige Compaciscent, hätten sich von selbiger los gemacht, u. s. w. dieselbe seye den Protestanten nachtheilig, mangelhaft, und unzulänglich. Genug, sie bestünde nicht mehr, und Ihro königl. Preussische Majestät hätten blos zu Abkehrung des totalen Ruins der Protestanten, mitten im Krieg, da man nicht lange rechten könne, in selbige gewilliget.

diese dem Zustand des gesammten teutschen Reichs dessen Verhältniß zwischen Haupt und Gliedern, äße standhafte Aeußerung, welche von gesammtem hlöbl. Corpore evangelicorum mehrfältig an den erlichen Hof abgingen, und in Actis publicis ührlich im Druck erschienen, sahen sich endlich o damalen regierende kayserl. M[illegible]estät Carl VI. würdigsten Andenkens, allergnä[illegible]igst bewogen, die fältige flehentliche Vorstellun[illegible]n und Bittschriften gedruckten Reformirten allergerechtest zu erhören, an den damal regierenden Herrn Churfürsten Carl lipp die allergnädigste Verordnung unterm 14 Nober 1720 ergehen zu lassen: „daß bis zu Austrag Sache alle von Zeit des badischen Friedens in Re[illegible]nssachen vorgenommene Aenderungen innerhalb vier naten schleunig abgethan, und in den vorigen and gesetzt werden sollten." Allein ohngeachtet von Seiten des Churpfälzischen Hofs bey einer ansehnlichen Reichsversammlung allerhand öffentl. Versicherungen ertheilte, daß die Beschwerden ch gewisse Commissarien untersucht und abgethan

 wer-

ausgebrochene, und den pfälzischen Landen so
verderbliche spanische Successionskrieg, brachte
Unglück zu einem noch viel höhern Grad. Die
mirten übergaben zwar bey dem allerhöchsten
chen Hof, und bey sämmtlichen höchsten und
evangelischen Reichsständen vielfältige flehentliche
stellungen und Bittschriften, worinn sie die
Bedrängniß, in der sie sich mit ihren Glaubens
sen befanden, wehmüthig vorstellten; die allge
bekannte Lage ihres hülflosen Zustandes entschied
für die Gerechtigkeit ihrer Beschwerden, aber
Kriegsunruhen machten auch die nachdrücklichste
stützung unwürksam, und die nach dem westfäl
Friedensschluß dem ganzen teutschen Reich
wordene Rechte, konnten in der Pfalz durch
mittelung nicht wieder hergestellt werden.
ward durch allerhöchste werkthätige Unterstützung
damalen regierenden königl. preuss. Majestät



„ehret zu lassen, sondern Kraft des Allerhöchsten
„kayserlichen ernstlichen Befehls vorerwehnte
„und alle andere seit dem badischen Frieden in
„Dero Landen in Religionssachen verursachte
„Beschwerden in Gemäsheit derer schon ergan-
„genen kayserlichen Verordnungen und Befehle
„gleich nach Empfang dieses ohne längere Ver-
„zögerung abzustellen, und diese Paritionslei-
„stung längstens binnen einer Zeit von 6 Wochen
„wirklich und cum effectu zu leisten, dazu auch
„insonderheit Dero geist- und weltliche Beamte
„mit allem Ernst und Nachdruck anzuhalten,
„damit Ihro kayserl. Majestät von Allerhöchsten
„Amtswegen nicht gemüssiget würden, auf fer-
„ner angebrachte und gebührend bescheinigte
„weitere Klagen gegen den Herrn Churfürsten,
„und bevorab wider dessen sowol Ihnen als
„Ihro kayserl. Majestät selbsten ungehorsame
„Räthe, Diener und Beamte, nach des Reichs
„Recht und Ordnungen selbst unaufhältlich mit
„aller Strenge zu verfahren. s. Hofmanns Rel.
„Beschwerden S. 524 u. f.

Dieses allergnädigste kayserliche Paritionsrescript
te zwar die Würkung, daß man unter dem Schein
er angeordneten Religionscommission indessen ein
nanntes Protocoll an das gesammte Reich und in
s Publicum brachte, in welchem sehr sorgfältig viele
inigkeiten für abgethan, jene wichtige Beschwerden
egen, welche eigentlich den gänzlichen Zerfall der
mirten Kirche unvermeidlich nach sich ziehen muß-

 ten,

worbenen Rechte und Freyheiten dadurch so empfindlich, daß weder das gesammte teutsche Reich, noch weniger die reformirten Unterthanen selbst diese Interimsverordnung als eine Richtschnur erkennen konnten, wornach der Religionszustand in der Pfalz für jetzt oder künftig zu beurtheilen wäre.

Allein, bey allen diesen Kränkungen vollzog man nicht einmal die in dieser Religionsdeclaration enthaltenen Verordnungen nach dem lautern Verstand der Worte und denen vorhandenen theuren Zusägen, sondern handelte in vielen Stücken derselben gerade entgegen. Kaum war sie öffentlich erschienen, so wurde Anno 1706 das Stift Neuhausen mit beynahe 20,000 fl. jährlicher Einkünfte, neben noch einigen andern Schaffnereygefällen, zu offenbarer abermaliger Infringirung des westphälischen Friedens, den Reformirten ohne die mindeste Vergütung mit Gewalt entzogen, und dem Bißthum Worms überlassen;

en; man vermischte geflissentlich das Neue mit dem
lten, um keines im Ganzen abzuthun, und auf diese
rt erwuchsen endlich die Beschwerden wieder zu einer
r ungeheuren Menge, daß der Kirchenrath schon im
m Jahr 1754 u. f. ganz Volumina derselben vorlegte.
llein auch diese wurden nicht gehört, noch vielweniger
igethan, so, daß die reformirte Kirchenverfassung
genwärtig an dem Rande ihres gänzlichen Verder-
ns ohne Schutz und Hülfe hinabsinket.

Man ist weit entfernt, Sr. jetztregierenden Chur-
rstlichen Durchlaucht einigen Antheil an diesen Ver-
derungen beyzumessen, man zweifelt vielmehr keinen
ugenblick, daß dieser sanfte und menschenfreundliche
egent alle und jede wesentliche Beschwerden, wann
nur zu höchst dessen gründlicher Kenntniß gelangen,
n selbst abzustellen gerechtest geneigt seyn werde; al-
n der schrankenlose Eifer eines großen Theils der ka-
holischen Geistlichkeit, und der meisten Beamten, die
r dieser Religion sind, hat es sich schon seit langer
it zu einem eigenen Gesetz gemacht, die gerechten
agen und Beschwerden des reformirten Kirchenraths
d der gesammten reformirten Geistlichkeit entweder
r nicht, oder in einem ganz falschen Licht vor den
ron des Landesherrn kommen zu lassen; ein großer
eil der Mitglieder höherer Dikasterien begünstiget
ses Unternehmen, und nicht wenige schon vor der
igen Regierung entstandene Beschwerden werden
eine angeblich veraltete Sache mit Fleiß beseitiget,
daß die seithero so oft wiederholte Versuche des
rchenraths und der Geistlichkeit desto gewisser fehl-

 schlagen

habe, weßfalls dann dasselbe darauf fest und unbeweglich bestehen würde, und wolle, daß der westphälische Friedensschluß, der hallische Receß und andere diesem gemäß errichtete pacta, reversales und Versicherungen, wie es sich ohnehin gebühret, in der untern Pfalz wieder hergestellet, auf das buchstäblichste befolget, und in Zukunft pro norma & regula unverändert gelassen werden möchten.

Seine damal regierende königl. preussische Majestät sahen sich gleicherweise vermüssiget, von selbiger abzutreten, und erklärten sich in einem an kayserl. Majestät unterm 9ten Jenner 1720 erlassenen Antwortschreiben hierüber freymüthig:

„Daß keine Treue und Glauben mehr statt finde, auch alle Pacta umsonst seyen, nichts mehr deutlich gesagt, noch einige Sicherheit mehr in der

§. 4. Den Verlobten verschiedener Religion wird nach einem Regierungsdecret vom 19 Decem-r 1775 nicht mehr frey gelassen, ohne Eheberedung die Ehe zu treten. Diese geschehen statt der ver-bürgeten Gleichheit der gerichtlichen Zeugen, durch-hends vor einem katholischen Richter, welcher dem otestantischen Theil so lange zuzureden weiß, bis die inder allesammt katholisch erzogen werden. Falls er ein Theil der Kinder oder alle nach den Ehepacten formirt werden sollen, und der reformirte Ehegenoß erst verstirbt, werden oft die Kinder ohne Rücksicht Ehepacten, und ohne ihre annos discretionis zu warten, mit List oder Gewalt zur katholischen Reli-n gebracht.

. 4. Nicht weniger werden reformirten Kindern hie und da katholische Tutores und Curato-s de facto aufgedrungen.

In Ansehung ihrer freyen Religionsübung wird en mit Gewalt zugemuthet, am grünen Donnerstag und Charfreytag ihren Gottesdienst und

5 & 9. Leichen zu nicht geringer Unordnung in Städten und Dörfern ohne Geläut zu hal-ten, und müssen sich an katholischen Feyer-en der öfters äußerst nothwendigen Feldgeschäfte ent-lagen.

Eine ganz katholische Regierung maßte sich die eyheit an, unterm 15 Februar 1766 allen Pfarrern, ie Unterschid der Religion, zu befehlen, daß sie neugebohrnen Kinder in den ersten 24 Stunden tau-

werden sollten, so kam doch solches größten
zu Stande, sondern man verbot vielmehr de
Seiten gedruckten Unterthanen durch ein
Mandat bey Geld- und Leibesstrafen an jem
ders, wer es auch seye, in oder außerhalb
was in Religionssachen zu melden. Sr.
Durchlauchten ließen sogar unterm 23 May
kayserl. Majestät allerunterthänigst hint
daß Allerhöchst-Dero Befehl wegen Abstell
Religionsbeschwerden vollkommen erfüllt wär
die katholischen Landbeamte leisteten in minder
Beschwerden den Churfürstl. Befehlen seh
Folge, und in Hauptsachen ward nicht eine
de völlig abgethan. Die im Druck vorhan
merkungen über den einer hochansehnlichen R
sammlung Churfürstlicher Seits mitgetheilten
Churpfälzischen Religions-Commissionsprotoc



„ehret zu lassen, sondern Kraft des Allerhöchsten „kayserlichen ernstlichen Befehls vorerwehnte „und alle andere seit dem badischen Frieden in „Dero Landen in Religionssachen verursachte „Beschwerden in Gemäsheit derer schon ergan„genen kayserlichen Verordnungen und Befehle „gleich nach Empfang dieses ohne längere Ver„zögerung abzustellen, und diese Paritionslei„stung längstens binnen einer Zeit von 6 Wochen „wirklich und cum effectu zu leisten, dazu auch „insonderheit Dero geist- und weltliche Beamte „mit allem Ernst und Nachdruck anzuhalten, „damit Ihro kayserl. Majestät von Allerhöchsten „Amtswegen nicht gemüssiget würden, auf fer„ner angebrachte und gebührend bescheinigte „weitere Klagen gegen den Herrn Churfürsten, „und bevorab wider dessen sowol Ihnen als „Ihro kayserl. Majestät selbsten ungehorsame „Räthe, Diener und Beamte, nach des Reichs, „Rechte und Ordnungen selbst unaufhältlich mit „aller Strenge zu verfahren. s. Hofmanns Rel. „Beschwerden S. 524 u. f.

Dieses allergnädigste kayserliche Paritionsrescript ..e zwar die Würkung, daß man unter dem Schein ..r angeordneten Religionscommission indessen ein ..nanntes Protocoll an das gesammte Reich und in .. Publicum brachte, in welchem sehr sorgfältig viele ..änigkeiten für abgethan, jene wichtige Beschwerden ..egen, welche eigentlich den gänzlichen Zerfall der ..rmirten Kirche unvermeidlich nach sich ziehen muß-

Kk 2 ten,

ten, wider alle fordere Anerkenntniß entweder
statum pacis Badensis nicht gehörig, ang
oder auf weitere Churfürstl. Entschließung au
wurden; man suchte unter der Hand die ged
reformirten Glaubensgenossen auf der einen
durch die Furcht der Strafen, und auf der
durch die Hoffnung einer ferneren günstigen Chu
Entschließung nach und nach von ihrem Entz
entfernen; jene Anno 1723 wiedermalen allerh
Orten übergebene Deduction, wodurch sie die un
chende Parition der allerhöchsten kayserlichen B
mit vielen Beylagen erweisen, ward ohne Bean
tung unterdruckt, man bediente sich der schmeich
ten Aeußerung: als wären Ihro damalen regi
Churfürstliche Durchlaucht aus eigener höchster N
gung geneigt, denen Beschwerden abzuhelfen, w
man Ihnen dazu nur Zeit ließe, und wußte den



1765-80 eine Summe von 3173 fl. 13 kr. an
unnöthigen Schreibmaterialien, für welche er
rlich noch besonders 40 fl. an Geld bekommt,
en lassen, und bey dieser gegen die Religions-
on errichteten überflüßigen und unnöthigen
und Besoldung müssen so manche Pfarrer und
ener sich mit schlechter Besoldung kümmerlich
, und an eine Versorgung ihrer Wittwen und
ist nicht mehr zu gedenken. Der traurige
dieses Corporis, dessen gegenwärtige Verfas-
e Religionsdeclaration F. 39 schnurgrade ent-
st, rühret hauptsächlich daher, daß solches sich
em hergebrachten Mitaufsicht des Kirchenraths,
eben sowol von der Verwaltung und Anwendung
er Gefälle Rechenschaft geben muß, wie jene,
:a entzogen hat. Wie weit dieser letztere mit
Directore, der vielleicht kaum den fünften Theil
s Administrationspräsidenten Besoldung genießt,
dieses unterste Corpus Oeconomicum nach und
rabgesetzt worden, sieht man von selbst aus der
gegenwärtigen traurigen Lage, und es muß für
Interessenten äußerst kränkend und schmerzhaft
daß ein so ganz entbehrlicher Mann, als der Prä-
enes Collegii nebst so vielen unnöthigen und über-
en Räthen auf Kosten der Kirche erhalten werden.
sehung der Unterbedienten, welche nach dem Ne-
eß §. 9. in fünf Siebentheil Reformirten bestehen
ist die Ungleichheit eben so auffallend, da gegen-
mehr Katholische als Reformirte dabey ange-
nd. Der Expeditor, Canzeleydiener und Can-
er, auf die beym Gang der Geschäfte nicht wenig
ankommt,

schlagen mußten, da man von ihnen auf diese Art den Weg zu der geprüften Gerechtigkeitsliebe des Durchlauchtigsten Regenten zu versperren, und so mancherley Hindernisse in den Weg zu legen wußte, um sie in ihrem Pflicht- und gesetzmäßigen Vorhaben aufzuhalten.

Man hat bereits oben mit vielen erwiesenen Thätlichkeiten angemerkt, wie der gegenwärtige Religionszustand in der untern Pfalz dem westphälischen Frieden, und denen in dessen Gemäßheit errichteten Churpfälzischen Haus- und Familienverträgen gerade entgegen sey, man kann also das bisherige nicht bündiger und besser beschließen, als wann man noch mit einigen besondern Beyspielen erweiset, daß kein einiger Artikel der Interims-Religionsdeclaration (er müßte denn gänzlich zu Gunsten der Katholiken seyn) nach seinem wahren Innhalt gehalten worden.

§. 1 & 2. Die Versicherung einer uneingeschränkten



§. 4. Den Verlobten verschiedener Religion wird nach einem Regierungsdecret vom 19 December 1775 nicht mehr frey gelassen, ohne Eheberedung in die Ehe zu treten. Diese geschehen statt der verordneten Gleichheit der gerichtlichen Zeugen, durchgehends vor einem katholischen Richter, welcher dem protestantischen Theil so lange zuzureden weiß, bis die Kinder allesammt katholisch erzogen werden. Falls aber ein Theil der Kinder oder alle nach den Ehepacten reformirt werden sollen, und der reformirte Ehegenoß zuerst verstirbt, werden oft die Kinder ohne Rücksicht der Ehepacten, und ohne ihre annos discretionis zu erwarten, mit List oder Gewalt zur katholischen Religion gebracht.

§. 4. Nicht weniger werden reformirten Kindern hie und da katholische Tutores und Curatores de facto aufgedrungen.

In Ansehung ihrer freyen Religionsübung wird ihnen mit Gewalt zugemuthet, am grünen Donnerstag und Charfreytag ihren Gottesdienst und §. 5 & 9. Leichen zu nicht geringer Unordnung in Städten und Dörfern ohne Geläut zu halten, und müssen sich an katholischen Feyertägen der öfters äußerst nothwendigen Feldgeschäfte entschlagen.

Eine ganz katholische Regierung maßte sich die Freyheit an, unterm 15 Februar 1766 allen Pfarrern, ohne Unterschied der Religion, zu befehlen, daß sie die neugebohrnen Kinder in den ersten 24 Stunden tau-

sen sollten, dieses ist den Grundsätzen der reformirten Kirche, die keine Nothtaufen zugeben, offenbar zuwider, und streitet gegen die Befreyung in der Religionsdeclaration §. 9. Diese Beschwerde blieb bis den 13 Junii 1781, und die reformirte Geistlichen hatten hierüber viele Verdrießlichkeiten auszustehen, sind auch gegen zukünftige dergleichen widerrechtliche Verordnungen nicht gesichert.

Die ohnehin dem westphälischen Frieden, und der darauf gegründeten Observanz zuwiderlaufende Beobachtung der katholischer Seits sogenannten geschlossenen Zeiten, soll mittelst vorhergehender Erlaubniß denen Protestirenden nicht zugemuthet werden. Die Erlaubniß solle regulariter unentgeltlich seyn, allein sie kostete erweißlichermaßen mehrere Gulden, und die Protestanten werden genöthiget, gegen ihre Grundsätze, gleichsam nach Art der Katholiken, Dispensationen zu erkaufen.



die Schaffnerey Branchweiler und Wenzingen, en Reformirten ehedem mit Gewalt entrissen, esuiten zugeeignet hat, sind ohngeachtet der vorhandenen kayserlichen allergnädigsten Ver- und ohngeachtet der Aufhebung dieses Or- bis diese Stunde nicht zurück gegeben worden.

Churfürstliche Hofkammer gab weder die un- orwand des Novalzehendes der geistlichen Ad- on und den reformirten Pfarreyen, seither ge- ormaljahr entzogene Gefälle, noch die in dem ß §. 7. erwehnte Hafergelder und andere Rück- ück. Gleichergestalt konnten die Reformirten in dem Oberamt Germersheim ihnen §. 11. recesses außer den namentlich ausgenommenen und Prälaturen zugesicherten ein Drittheil der istlichen Stiftungen, noch weniger die ihnen lich zugefallene Kirchen erhalten 2c.

rz, man hat sich ihrer Rechte und ihres Eigen- einer jeden Gelegenheit so gewaltsam benachtheiligt ihnen gegen den deutlichen Innhalt dieser Re- laration so vielfältig schreyende Beschwerden , daß schon Anno 1753 die sogenannte Grava- undae Classis, welche man von Seiten des ths damalen zur Remedur überreichte, zu ei- euren Anzahl aufgewachsen waren.

e allerdrückendste Beschwerde aber, wodurch iche Untergang des reformirten Kirchenwesens alz am allermeisten befördert, und alles in eine iche Verwirrung gestürzt wird, ist die Aufhe- classischen Convente, und die de facto geschehene bietung der Synodalversammlungen. Diese

waren ehedem noch das einzige wesentliche M
ins äußerste Verderben [illegible] gesunkene Kirch
formirten in der Pfalz mit gemeinsamen K
dem gänzlichen Untergang zu retten, und ihr
nes Bestes wahrzunehmen. Die Churpfälzisch
rathsordnung von 1564, welche in der Relig
ration §. 41. nach ihrem ganzen Innhalt bestä
verordnet ausdrücklich:

„Es sollen auch, so oft es die Nothdurft
„alle unsere Superintendenten zusamme
„delberg zu unserm Kirchenrath berufen

Zufolge dieses Gesetzes, wurde auch unter de
schen Regenten in diesem Jahrhundert eine sol
de zu zweyenmalen zusammen berufen, und a
Hinderniß würklich abgehalten. Allein schon
1755 stellte man die classische Convente durch e
ralverordnung gänzlich ab, und verbot solche b
der Cassation.

Die Geistlichkeit, welche lange über den z
nehmenden Zerfall ihres Kirchenwesens im S
zete, faßte endlich im Jahr 1776 den Entschl
die Versammlung einer Synode unter des Kir
Aufsicht (welche bey Aufhebung der Convente
ten war) anzustehen, und der Kirchenrath hat
auf dieses Ansuchen eine Synode ausgeschrieb
eine Churfürstliche Verordnung verbot dieses
meinen Besten der reformirten Kirche abzweck
ternehmen mit der Aeußerung: daß wenn Reli
schwerden vorhanden wären, solche gesammlet
geschickt, sofort Remedur erwärtiget werden soll
reformirte Geistlichkeit und jeder Unbefangene



ung, was von einer Behandlung der Religions-
zu erwarten ist, wo sich lauter Katholiken
ldung anmaßen, die Reformirten konnten
theuer erworbene Rechte auf diese Art nicht
rnichten lassen, und baten zu Ende des Jahrs
alen um die Zusamenberufung einer Synode.
nrath brachte diese Bitte in dem zuversichtli-
auen an Sr. Churfürstliche Durchlaucht:
würden Höchstdieselbe nunmehr in Berufung
Veranstaltung einer bey gegenwärtig kriti-
r Lage des Churpfälzischen reformirten Kir-
wesens nöthig befindenden Synodalversamm-
z keine fernere Behinderung in den Weg le-
, und den bisherigen Beschwerden gerechtest
helfen geruhen.

o Churfürstl. Durchlaucht verboten unter Be-
f die Resolution vom 23 Aug. 1776 nochmalen
mmlung derselben. Hierdurch wurden der
Geistlichkeit nicht nur die Hände gebunden,
igen Beschwerden mit vereinten Kräften in
er Ordnung abzuwenden, sondern es ließ sich
us nicht undeutlich abnehmen, daß man die
ar in großer Menge vorgelegte Beschwerden
und alt werden lassen wollte, weil bey dem
rdigten Ansehen des Kirchenraths niemand
chen Zerfall des Ganzen mit Nachdruck zu
vermochte. Ein deutliches Beyspiel hievon
ch bey der vor einigen Jahren ernannten ge-
ommission über die angebliche Abstellung dieser
en, wo man einen solchen Commissarium aus
mirten erwählte, zu welchem diese, weil er all-

meinschaftlichen Recept
sonders schreyend, daß de
Vorschlag des Kirchenra
nistration, über die Be
gehört, sondern damit
wird. Diese Verschiede
und unerträglichsten B
mirten Kirchenwesen da
gänzlichen Untergang dr
Corpus erfordert eben
und es dürfte der Fall
die Verwaltungskosten
jenige, was zu Erhalt
ihrer Diener verwendet
telbar auf die Religionsd
kostete die Erhaltung er
im Jahr 1775 aber 33
Korn, 53 Malter Gers
Fuder Wein. Davon



XII.

Geschichte
von dem
or und Verfall des Handels
auf den
balearischen Inseln.

von Herrn Lindemann.

eschichte von dem Flor und Verfall des Handels auf den balearischen Inseln. *)

Gegenwärtige Geschichte, die ich meinen Lesern vortragen will, wird zum Beweise dienen, daß Volk beym Landbau und bey der Kultur inländischer dukte es nie auf den Gipfel eines blühenden Wohl- des bringen wird, wenn es nicht vermittelst des idels so wol seine eigenen Produkte gut abzusetzen, auch die Bedürfnisse, die es von außen nöthig hat, t einzuführen sucht. Da Majorka unter den balea- ien Inseln die größte ist, und sich unter ihnen am sten hervorgethan hat: so wird auch von ihr haupt- lich die Rede seyn. Meine Leser können das Meiste, ich ihnen hier liefere, als einen Auszug aus Vizente t Geschichte von Majorka ansehen, die eine Fortse- g von dem Werke des Dameto und der zweyte Theil lben ist. Bey der Durchlesung dieser beyden Fo- ten habe ich mich durch viele weitschweifige und aus- hnte Erzählungen von Krieg und Schlachten hin- h schlagen müssen, um ein Goldkörnchen zu finden, hes zu sammeln ich der Mühe werth hielt. Die eln Iwica und Formentera scheinen ihre Schicksale

Ll 4 mit

*) Dieser wohlgeschriebene Aufsatz, den ich in dem Hannöverischen Magazin gefunden, schien mir einer Aufbehaltung in dieser Sammlung besonders würdig.

mit Majorka getheilt zu haben. Die Geschichtschreiber thun ihrer selten Erwähnung. Von Iwica wird gemeldet, daß Scipio ums Jahr 212 vor Christi Geburt diese Insel angrif, er mußte sich aber mit einiger Beute begnügen, und wieder abziehen. Daher der Poet Manilius von ihr sagt:

— Primamque intrantis in orbem
Oceani victricem Ebusum. —

Als Pompejus die balearischen Inseln besuchte, fand er auf Iwica den größten Widerstand. Quintus Cecilius Metelly war es, der die balearischen Inseln unter der Römer Bothmäßigkeit brachte, daher erhielt er den Namen Balearicus.

Vor, und zum Theil auch zu den Zeiten der Carthaginenser und Römer, waren die Einwohner unserer Inseln noch zu sehr in einem wilden und rohen Zustande, als daß sie sich dem Handel hätten besonders ergeben sollen. Ein Volk findet wenig Aufmunterung dazu, welches so geringe Bedürfnisse hat, größtentheils in Hölen wohnt, sich der Eicheln zu seiner Speise bedient, das Oel des Lentiskus in Ermangelung des Baumöls gebraucht, und sich mit diesem schlechten Oel, imgleichen mit Schweinefett beschmiert: dann dabey einige Fische fängt, und sich königlich vergnügt dünkt, wenn es sich um ein Feuer setzen, seine Fische auf der Asche braten, und dieselben nebst erwähnten Eicheln und einigen Oliven verzehren kann. Den größten Ruhm haben sich die alten Einwohner der balearischen Inseln durch die Schleuder erworben *). Die Geschicht...

*) Eine artige Anekdote erzählt Lucius Florus: ...

ranchweiler und Wenzingen,
jedem mit Gewalt entrissen,
r hat, sind ohngeachtet der
hen allergnädigsten Ver-
ufhebung dieses Or-
egeben worden.
weder die un-
lichen Ab-
u, seither ge-
, noch die in dem
er und andere Rück-
onnten die Reformirten
. Germersheim ihnen §. 11.
s namentlich ausgenommenen
ugesicherten ein Drittheil der
gen, noch weniger die ihnen
Kirchen erhalten 2c.
hrer Rechte und ihres Eigen-
genheit so gewaltsam bemäch-
deutlichen Innhalt dieser Re-
iltig schreyende Beschwerden
1753 die sogenannte Grava-
welche man von Seiten des
Remedur überreichte, zu ei-
gewachsen waren.
Beschwerde aber, wodurch
es reformirten Kirchenwesens
n befördert, und alles in eine
gestürzt wird, ist die Aufhe-
ente, und die de facto geschehe-
nodalversammlungen. Diese

 waren

Kirchenrath communicative zu handlen, einseiti
mächtige Untersuchung und Entscheidung anm

§. 43. Die Allmosen, welche nach der Religio
ration demjenigen Theil, der solche vor
geführten Theilung besessen, privative verbleib
auf diese Art administrirt werden sollen, werden
katholischen Obrigkeit als gemeinschaftlich be
von den Beamten die Rechnungen abgefordert,
wieder von diesen beträchtliche Anweisungen i
ertheilt, und dem Kirchenrath die Aufsicht darüb
und nach entzogen.

§. 49. Die bürgerlichen Spitäler, Waisen- und
häuser, in welche nach der Religionsd
tion jede Religionsverwandten nach dem Verhält
fünf und zwey Siebentheil aufgenommen werden
verwalten gegenwärtig Catholici ausschließlich, u
nimmt entweder gar keine Reformirte, oder hö

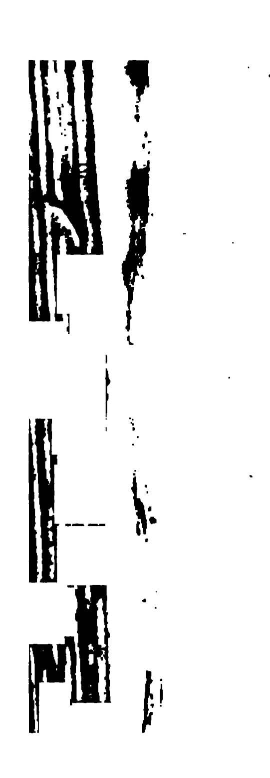
llte er das Land unter seine Vasallen und tapfere
gsleute, die mit ihm diese Insel erfochten hatten, aus.

Auf Majorka wurden fast alle Mohren grausam
rgemacht: auf Minorka blieb hingegen eine große
hl, einige sagen gar 20,000 Mohren, welche man
Sklavendiensten brauchte. Die Majorkaner rühmen
daher, daß sie von uraltem spanischen oder catalo-
en Blute herstammen, und ihre Geschichtschreiber
en es den Minorkanern vorzurücken, daß sie sich
dem Blute der Mohren vermischt.

Die neuen Besitzer legten sich bey ihrer ersten
derlassung darauf, die ihnen zur Beute ausgetheil-
Ländereyen in guten Stand zu bringen und den
r zu bauen. Allein sie wurden bald gewahr, daß
nicht der bloße Ackerbau sey, der sie zu einem blü-
en Wohlstande erheben könnte, sondern daß sie mit
dem-

Jacob III, des vorigen Brudersohn, erhielt also das Reich 1324 bis 1343 Peter, König von Arragonien, dessen Schwester Constanza an Jacob III vermählt war, sann auf nichts als Majorka wieder an sein Haus zu ziehen. Er suchte daher Händel an Jacob III. Bey dem Zwiste, den Jacob III wegen Montpellier mit dem Könige von Frankreich hatte, ließ er ihn im Stiche. Endlich kam es zum förmlichen Kriege, und Jacob III blieb in der Schlacht bey Liuch Major auf Majorka.

Jacob sein Sohn vermählte sich mit Johanna, verwittweten Königin von Neapel, und erhielt dadurch dieses Reich. Er bemühte sich, Majorka wieder zu erobern, und setzte daher den Krieg mit dem Könige von Arragonien fort. Allein er ward gefangen. Johanna lösete ihn mit 60,000 Dublonen. Mitten in seinen Unternehmungen starb er 1375, und so fiel Majorka nach Erlöschung des männlichen Stammes an Arragonien zurück.



„Es ward ...

„alle unsere Super...

„delberg zu unserm ...

Zufolge dieses Gesetzes, ...
schen Regenten in diesem ...
de zu zweyenmälen zusa...
Hinderniß würklich abge...
1755 stellte man die clas...
ralverordnung gänzlich ...
der Cassation.

Die Geistlichkeit, ...
nehmenden Zerfall ihre...
zete, faßte endlich im ...
die Versammlung einer ...
Aufsicht (welche bey Au...
ten war) anzustehen, ...
auf dieses Ansuchen ein...
eine Churfürstliche We...
meinen Besten der ref...



ng, was von einer Behandlung der Religions-
zu erwarten ist, wo sich lauter Katholiken
ldung anmaßen, die Reformirten konnten
heuer erworbene Rechte auf diese Art nicht
nichten lassen, und baten zu Ende des Jahrs
alen um die Zusamenberufung einer Synode.
ırath brachte diese Bitte in dem zuversichtli-
ıuen an Sr. Churfürstliche Durchlaucht:
vürden Höchstdieselbe nunmehr in Berufung
Veranstaltung einer bey gegenwärtig kriti-
Lage des Churpfälzischen reformirten Kir-
wesens nöthig befindenden Synodalversamm-
; keine fernere Behinderung in den Weg le-
, und den bisherigen Beschwerden gerechtest
helfen geruhen.
o Churfürstl. Durchlaucht verboten unter Be-
die Resolution vom 23 Aug. 1776 nochmalen
nmlung derselben. Hierdurch wurden der
Geistlichkeit nicht nur die Hände gebunden,
igen Beschwerden mit vereinten Kräften in
e Ordnung abzuwenden, sondern es ließ sich
us nicht undeutlich abnehmen, daß man die
ar in großer Menge vorgelegte Beschwerden
und alt werden lassen wollte, weil bey dem
rdigten Ansehen des Kirchenraths niemand
chen Zerfall des Ganzen mit Nachdruck zu
vermochte. Ein deutliches Beyspiel hievon
h bey der vor einigen Jahren ernannten ge-
ommission über die angebliche Abstellung dieser
en, wo man einen solchen Commissarium aus
nirten erwählte, zu welchem diese, weil er all-

Ll 2 zudent-

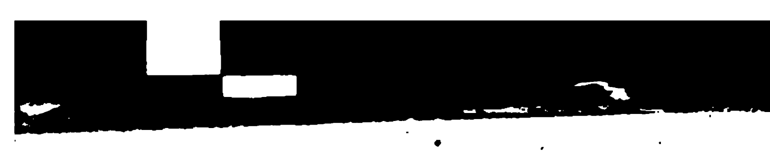
zudeutlich gegenseitige Grundsätze zu hegen schie
das mindeste gute Zutrauen haben konnten.

Die Geistlichkeit protestirte gegen diese Art
drückende Religionsbeschwerden zu behandeln,
feyerlichste, und der Kirchenrath erbot sich diese
nes wegen zu dem in den Gesetzen gegründeten Pe
scenzeyd, allein alle Klagen blieben unerhört, und
Churfl. Durchlaucht äußerten endlich gar, daß
dieselbe mit Vorstellungen in dieser Sache nich
behelliget seyn wollten. Die sogenannte Religio
mission blieb daher bis auf diese Stunde ohne all
kung, ob man gleich von Seiten des Kirchenrath
Beschwerden vorlegte, welche nicht dem mindest
derspruch unterworfen sind; das Verbot, eine S
zu halten, dauert fort, alle ältere und neuere Bes
den sind zum allgemeinen Verderben der Kirch
gänzlich unerörtert, und die katholischen Beamt

XII.

Geschichte
von dem
or und Verfall des Handels
auf den
balearischen Inseln.

von Herrn Lindemann.





schichte von dem Flor und Verfall des Handels auf den balearischen Inseln. *)

Gegenwärtige Geschichte, die ich meinen Lesern vortragen will, wird zum Beweise dienen, daß Volk beym Landbau und bey der Kultur inländischer dukte es nie auf den Gipfel eines blühenden Wohl- des bringen wird, wenn es nicht vermittelst des dels so wol seine eigenen Produkte gut abzusetzen, uch die Bedürfnisse, die es von außen nöthig hat, : einzuführen sucht. Da Majorka unter den balea- n Inseln die größte ist, und sich unter ihnen am en hervorgethan hat: so wird auch von ihr haupt- lich die Rede seyn. Meine Leser können das Meiste, ich ihnen hier liefere, als einen Auszug aus Vizente Geschichte von Majorka ansehen, die eine Fortse- von dem Werke des Dameto und der zweyte Theil ben ist. Bey der Durchlesung dieser beyden Fo- en habe ich mich durch viele weitschweifige und aus- hnte Erzählungen von Krieg und Schlachten hin- schlagen müssen, um ein Goldkörnchen zu finden, es zu sammeln ich der Mühe werth hielt. Die in Iwica und Formentera scheinen ihre Schicksale

 mit

*) Dieser wohlgeschriebene Aufsatz, den ich in dem Hannöverischen Magazin gefunden, schien mir einer Aufbehaltung in dieser Sammlung besonders würdig.

mit Majorka getheilt zu haben. Die Geschichtschreiber thun ihrer selten Erwähnung. Von Iwica wird gemeldet, daß Scipio ums Jahr 212 vor Christi Geburt diese Insel angrif, er mußte sich aber mit einiger Beute begnügen, und wieder abziehen. Daher der Poet Manilius von ihr sagt:

— Primamque intrantis in orbem
Oceani victricem Ebusum. —

Als Pompejus die balearischen Inseln besuchte, fand er auf Iwica den größten Widerstand. Quintus Cecilius Metelly war es, der die balearischen Inseln unter der Römer Bothmäßigkeit brachte, daher erhielt er den Namen Balearicus.

Vor, und zum Theil auch zu den Zeiten der Carthaginenser und Römer, waren die Einwohner unserer Inseln noch zu sehr in einem wilden und rohen Zustande, als daß sie sich dem Handel hätten besonders ergeben sollen. Ein Volk findet wenig Aufmunterung dazu, welches so geringe Bedürfnisse hat, größtentheils in Hölen wohnt, sich der Eicheln zu seiner Speise bedient, das Oel des Lentiskus in Ermangelung des Baumöls gebraucht, und sich mit diesem schlechten Oel imgleichen mit Schweinefett beschmiert: dann dabey einige Fische fängt, und sich königlich vergnügt dünkt, wenn es sich um ein Feuer setzen, seine Fische auf der Asche braten, und dieselben nebst erwähnten Eicheln und einigen Oliven verzehren kann. Den größten Ruhm haben sich die alten Einwohner der balearischen Inseln durch die Schleuder erworben *). Die Geschichtschreiber ...

*) Eine artige Anekdote erzählt Lucius Florus: ...

rt uns, daß sie unter einem Hannibal sich in ver-
)enen Schlachten gegen die Römer, zum Beyspiel
Trebia, Thrasimene, Cannas &c. hervor gethan,
sehr oft zur Erlangung seiner Siege einen großen
schlag gegeben haben. Nachher setzten sich die
)ren seit dem achten Jahrhundert in den Besitz un-
Inseln. Ihr gewöhnliches Geschäft pflegt die
räuberey zu seyn, wovon sie sich zu ernähren su-
*). Man kann daraus gar leicht den Schluß

 machen,

ab infantia studium; cibum puer a matre non accipit, nisi quem ipsa monstrante percussit. Dem balearischen Knaben wurde also sein Butterstück sehr sauer gemacht. Die Mutter gewährte es ihm nicht eher, bis ers mit der Schleuder traf. — Livius sagt von den Balearen nec quisquam alterius gentis unus tantum ea arte, quantum inter alios omnes Baleares excellunt. — An einem andern Orte, Dec. 3. libr. 8. c. 19. Duae sunt Baleares, major altera, atque opulentior armis virisque. —

Plin. in histor. natural. sagt: Baleares Funda bellicosas Graeci Gymnesias dixere, — Baleares a teli missu appellati (Epitomator Livii.)

Liv. lib. l. 22. Baleares locat sc. Annibal ante signa, levemque armaturam octo ferme millia hominum: deinde graviorem armis peditem quod virium, quod roboris erat. — Ab Annibale Hispani primam obtinebant frontem, & id roboris in omni exercitu erat. —

Von der Schlacht bey Trebia, sagt Livius: Restitissent tamen animis (sc Romani) si cum pedite solum foret pugnatum: sed & Baleares pulso equite jaculabantur in latera &c. — Quae res effecit, ut equitatus Romanus ex templo urgeretur. Nam cum vix jam per se resisterent, decem millibus equitum quatuor milia, & plerisque fessis, integris Poenis, obruti sunt insuper velut nube jaculorum a Balearibus conjecta. —

*) Dies Handwerk trieben die Balearer schon zu der Rö- mer

machen, wie wenig damit ein ausgebreiteter Handel bestehen konnte.

Die Epoque, da das Commerce auf den balearischen Inseln in Flor kam, geht mit der Vertreibung der Mohren im J. 1230 an. Seit der Entdeckung von Westindien gerieth es wieder in Verfall, hierinn findet es sich würklich noch, wenn man Minorka ausnimmt, welches in diesem letzten Jahrhunderte, seitdem es unter englischer Herrschaft steht, und unter englischer Flagge fährt, von dem Handlungsgeist der Britten angefeuert wird, und ihnen nachzueifern sucht.

Als Jacob, der Eroberer, König von Arragonien, 1230 die balearischen Inseln den Mohren abnahm *), so

mer Zeit: Baleares per idem tempus Piraticis rabie corruperant maria. L. Florus (anno 121. ante Christum natum.)

llte er das Land unter seine Vasallen und tapfere
gsleute, die mit ihm diese Insel erfochten hatten, aus.

Auf Majorka wurden fast alle Mohren grausam
rgemacht: auf Minorka blieb hingegen eine große
hl, einige sagen gar 20,000 Mohren, welche man
iklavendiensten brauchte. Die Majorkaner rühmen
aher, daß sie von uraltem spanischen oder catalo-
en Blute herstammen, und ihre Geschichtschreiber
en es den Minorkanern vorzurücken, daß sie sich
dem Blute der Mohren vermischt.

Die neuen Besitzer legten sich bey ihrer ersten
derlassung darauf, die ihnen zur Beute ausgetheil-
Ländereyen in guten Stand zu bringen und den
r zu bauen. Allein sie wurden bald gewahr, daß
nicht der bloße Ackerbau sey, der sie zu einem blü-
en Wohlstande erheben könnte, sondern daß sie mit
dem-

Jacob III, des vorigen Brudersohn, erhielt also das Reich 1324 bis 1343. Peter, König von Arragonien, dessen Schwester Constanza an Jacob III vermählt war, sann auf nichts als Majorka wieder an sein Haus zu ziehen. Er suchte daher Händel an Jacob III. Bey dem Zwiste, den Jacob III wegen Montpeiller mit dem Könige von Frankreich hatte, ließ er ihn im Stiche. Endlich kam es zum förmlichen Kriege, und Jacob III blieb in der Schlacht bey Lluch Major auf Majorka.

Jacob sein Sohn vermählte sich mit Johanna, verwittweten Königin von Neapel, und erhielt dadurch dieses Reich. Er bemühte sich, Majorka wieder zu erobern, und setzte daher den Krieg mit dem Könige von Arragonien fort. Allein er ward gefangen. Johanna lösete ihn mit 60,000 Dublonen. Mitten in seinen Unternehmungen starb er 1375, und so fiel Majorka nach Erlöschung des männlichen Stammes an Arragonien zurück.

demselben auch den Handel verbinden müßten. Insulaner sehen sich schon ihrer Lage und Natur nach gedrungen, sich auf Schiffarth und Handel zu legen, um die Communication mit dem festen Lande zu unterhalten, und dasjenige von andern Orten herzuholen, was sich auf ihrem kleinen Erdpünktchen nicht findet, und dennoch zur Erhaltung ihres Lebens, wenigstens ihrer Bequemlichkeit nöthig ist. Die balearischen Inseln hatten zum Handel eine vorzügliche Aufmunterung. Es war eines Theils Nothwendigkeit, die sie dazu trieb. Es mußte aber auch die Lage und die Umstände, worinn sie sich befanden, sie überzeugen, daß sie ihren Handel ungemein ausbreiten, und also außer den nothwendigen Lebensbedürfnissen es zu einem blühenden Wohlstande bringen könnten. Denn sie finden sich fast im Centro des mitelländischen Meeres, und sind von Spanien, Frankreich, Italien, Levante, Aegypten und der Barbarey ganz umgeben, konnten also gleichsam das Ver-



er lassen es dabey nicht an Fleiß und Arbeit fehlen. : Lentiskus und andere wilde Büsche werden häufig gerottet und verbrannt. Indeß wird die Insel nie Stande seyn, ihre Einwohner mit eigenem Korn länglich zu versorgen, besonders wenn die Zahl der nschen durch den zunehmenden Handel vermehrt d *). Man rechnet, daß die Insel ungefähr 85000 arter Korn erzielt und 25000 jährlich zukaufen muß.

Ich komme jetzt auf den Oelbau. In alten ten war derselbe auf den balearischen Inseln sehr inge. Von den ersten Einwohnern sagt Diodor, ; sie gar kein Baumöl hätten, und sich an dessen att mit Lentiskusöl beschmierten. Gemeine Leute uchen noch jetzt dies Oel zum brennen. Allein nmehr ist besonders auf Majorka der Oelbaum sehr im

*) Nach einer im Jahr 1781 auf Befehl des Gouverneur James Murray durch einige englische Officiere angestellten Zählung, findet sich, daß auf Minorka die Zahl der Menschen sich auf 26,365 beläuft, worunter

Mannspersonen 13243	Zum Kriege tüchtig —	8055
	Zum Kriege untüchtig	1073
	Knaben unter 16 Jahren	3769
	Priester —	148
	Mönche —	198
		13243
Frauenspersonen 13122	worunter Nonnen	75
	Mädchen	3910
	Frauen	9137
		13122

Ich glaube, daß meine Leser es wohl nehmen werden, wenn ich auch das übrige Detail der erwehnten Zählung

im Flor, nachdem man die wilden Oelbäume gepfropft hat. Daher ist die Ausfuhr desselben sehr beträchtlich. Die Minorkaner hingegen haben das Pfropfen der Oelbäume bislang sehr vernachlässigt, ich glaube aus keiner andern Ursache, als weil es ihre Väter nicht gethan haben. Doch jetzt fangen besonders einige Dons und Besitzer großer Bastiden an, den geringen Baum ein gutes Exempel zu geben, und ihre Olivenwäldchen zu inokuliren. Indeß will doch das hiesige Oel noch nicht

lung hieher setze, obgleich solches nicht eigentlich zu meinem Zweck gehört.

Lastthiere. Hengste 82. Mähren 116. Maulthiere 805. Esels 2137. Zum Ackerbau erforderliche Thiere 5499.

Hornvieh u. s. w., Ochsen 5210, die auch zum Ziehen vor dem Pfluge gebraucht werden. Kühe 3564. Kälber 2820. Schaafe 40499. Lämmer 18105. Ziegen 5275. Schweine 9299.

Davon werden consumirt, wie man etwa glaubt.

it zureichen, und wir müssen uns in Friedenszeit Majorka aus damit versehen. Im gegenwärtigen lege wissen uns unsere Corsaren damit zu versorgen.

Das letzte Produkt, wovon wir noch etwas an- ren müssen, ist der Wein. Von den ältesten Ein- ;nern erzählt Diodor, daß es ihnen am Wein ge- che *). Dennoch waren sie diesem Getränke, so wie auch

*) Die Stelle des Diodors ist so merkwürdig, daß ichs der Mühe werth achte sie ganz herzusetzen. Da es mir aber auf Minorka am Originaltexte fehlt: so muß ich mich begnügen, sie nach dem Spanischen zu citiren.

Es gente dada al uso del vino, de que Tienen mucha falta, carecen del todo de azeyte, y assi se unoen con el de Lentisco, y con grossura de tocinos. Son tan inclinados a las mugeres, que dan por una tres o quatre hombres: Su morada es en los escondrijos de las pennas y cumbres, enriscadas, donde hazen sus albergues. No usan de oro oplata, prohibiendo rigurosamente, que ro se traggan à la Isla dando por razon, que Gerion hijo de Chrysauro fue muerto a manos de Hercules a caussa dellos metalles. Assi que juzgavan que quedando libres destas perniziosas riquezas, vivirian seguros de todo genero, de asechanzas. De aqui vino, que quando yvan a la guerra en favor de los Carthagineses, con los quales estavan aliados, trocaran su sueldo y gajes en vino y mugeres. Pero es aun mas de maravillar, lo que usavan en las bodas, en las quales los deudos y amigos, por su anciandad, gozavan primero de los gustos de la esposa, brindando con ellos despues al paciente marito. Tambien es cosa singular, lo que en sus mortuarios guardavan, yera, que desmenu çavan el cuerpo di functo y lo metian dentro de una urna, sobre la qual amontanaran grandes canteras. Es finden sich noch verschiedene solcher aufgethürmten Steinhaufen, die die Alten als Grabmäler aufrichteten. Im Jahr 1780 ward auf Befehl des Herrn General Murray ein solcher

auch der Liebe damals so ergeben, daß sie sich von den Carthaginensern Wein und Weiber statt ihres Soldes geben ließen. Sonderbare Veränderung der Zeiten! Vormals fehlte es am Wein, und der Minorkaner (denn ich will jetzt einmal mein Augenmerk blos auf Minorka ziehen) dürstete darnach. Jetzt findet sich der Wein im Ueberfluß, und dennoch lebt der Minorkaner mäßig, verkauft seinen besten Wein an die Garnison, und behält den schlechten für sich. Plinius behauptet im 14ten Buch Cap 6. und im 10ten Buch Cap. 43. daß der balearische Wein zu der Römer Zeit berühmt sey, und viel von Majorka nach Rom verführet worden. In den jetzigen Zeiten würde der Wein vielleicht ein Gegenstand des auswärtigen Handels werden können, wenn er mit mehrerem Fleiße gekeltert würde.

Die Manufakturen werden auf Majorka eben so sehr wie auf Minorka versäumt. Denn es wird nichts

n sie auf der andern Seite auch die großen Vor-
e ein, die sich ihnen darboten, wenn sie einen aus-
:igen Handel unternahmen. Es ist bekannt, daß
der Entdeckung von Amerika, und des Weges um
ka nach Ostindien, der ganze Handel aus dem
:nt, besonders mit Gewürz über Damiata, Alexan-
o und Alexandria geführt wurde. Die Waaren
den auf dem rothen Meere nach Sur, und von da
Cameelen und auf dem Nil nach Cairo und den
gen benannten Städten gebracht. Hier holten nun
Einwohner unserer Inseln einen ansehnlichen Theil
:r Waaren ab, und lieferten sie weiter nach den ver-
denen Ländern und Häfen Europens. Majorka
gleichsam die Niederlage, von welcher viele andere
päische Nationen ihre Waaren nahmen. Diese
stigen Umstände, welche durch die Privilegien und
heiten, die sie unter einer gemilderten Herrschaft
ssen, unterstützt wurden, munterten selbst den Adel
die Ritterschaft damaliger Zeiten auf, daß sie sich
den Handel legten, und diejenigen, die große Län-
yen hatten, verpachteten dieselben, und übergaben
hren Meiern zur Bearbeitung, indeß sie ihre ganze
t dem Handel widmeten *). Die auswärtigen Na-
tionen

*) Wie weit dieser Eifer für die Ausbreitung des Handels ging, sieht man aus einer Stelle des Mut. Tanta enfin era la contratacion y el negocio, que los mas ciudadanos militares, no querian merced de Cavallero, porque estos no podian entrar en el govierno del consulado, que es juridicion des collegio de la mercaduria, y era tanta la estimacion y provecho del Estamento y calidad de ciudadano, que pidreron licencia

tionen räumten daher den Minorkanern besondere V
züge ein, und die Einwohner von Nizza, die dam
großen Handel trieben, machten die Majorkaner
allen Abgaben und Imposten frey, die die übri
handelnden Völker in ihren Häfen zu entrichten sch
dig waren. Hiedurch kam nun Majorka in aufn
menden Flor. Auf dem höchsten Gipfel des Wohlst
des befand es sich vom Jahr 1280 bis 1521.

In der Bay von Palma sahe man an die 30
Segel de Gabia, oder große Schiffe *). Im Jah
1370 wurden in drey Tagen in der Bay von Palma
Galeeren gegen eben so viel Genuesische, die ihre Kü
sten beunruhigten, ausgerüstet. Sie verfolgten sie
bis in die Bay von Genua, und nahmen sieben dem
weg, die sie dem Könige zum Geschenk machten.
König Sancho von Majorka kam dem Könige Jak
von Arragonien, seinem Lehnsherren, mit 20 Galeer

on Stande in Majorka, die nicht ihre Galeeren Daher der König von Arragonien sich haupt- h auf ihre Seemacht verließ, und bey ihnen um und Beystand anhielt; wogegen die Ritter beson- Privilegien erhielten, unter andern, daß sie Er- iß hatten, auf ihren Gütern Thürme errichten zu n, die sie Mellets nannten.

Es würde fast unglaublich scheinen, daß der Han- r Majorkaner so ausgebreitet gewesen; zumal, man ihren jetzigen Zustand mit den vorigen Zei- ergleicht. Allein die großen Gebäude, die noch sind, sind davon ein in die Augen fallender Be- Dergleichen sind die beyden Börsen (Lonja) zu a, wovon eine den Genuesern zugehörte. Außer- hatten die Majorkaner zwey ansehnliche Schiff- , wovon die eine dem König gehörte, jedoch vom erbauet war. Es war selbige bedeckt, und konn- n Galeeren fassen: zehen Häuser, die daneben n, waren zu Magazinen bestimmt. Die Schiffs- der Stadt lag nahe an der erstern. Der König e einen Theil davon an die Universität, den 6ten ar 1386.

In dem Privilegio heißt es:

„Ut civitatem & regnum Majoricarum Re- nostrae coronae membrum notabile & in- tanto liberius prosequimur favoribus & opportunis, in his potissimum, quae ipso- respiciunt interesse, quanto illud potiori diligimus, & quanto per pinguia dona, nobis liberaliter tribuerunt, memoriae re-

 tinen-

tinentes, nos ad retributionem eorum consi
mus debitores."

Zu Portugal, einem andern majorkanischen H
war ebenfalls eine bedeckte Schiffswerft, worin
Galeeren erbauete. Der Hafen daselbst war dur
Fort beschützt, und mit einer Kette eingeschlossen.
Anzahl der Matrosen auf Majorka belief sich in d
maligen Zeiten auf 12000. Ein so ausgebreitete
del beförderte die Bevölkerung. König Jacob
mußte daher eilf neue Oerter anlegen, in deren
sich etwa 100 neue Familien niederließen. D
schahe im Jahr 1300. Wer sollte es bey diese
ständen erwarten, daß die Preise der Dinge bey
zunehmendem Handel im niedrigen Verhältniß
ben wären? Indessen erhellet aus einem Pri
welches Jacob der II. im Jahr 1302 ertheilte,
seiner Zeit, also in der Periode, in welcher der
am meisten blühete, die Lebensmittel äußerst
waren. Man verkaufte die Quartere Weizen
2 Maravedis, (die Quartere beträgt etwas über
ten) und der Taglöhner erhielt 6 Maravedis *).
muß aber hiebey erwägen, daß damals Ameri
nicht erfunden, manche Goldgrube noch nicht

*) Wenn jetzt 1 Quartere Weizen auf Minorka
kostet, und der Taglöhner sich täglich 1 Schill
heutzutage verdient, so stand sich derselbe in den
wovon Mut spricht, zwey mal so gut; denn
in 6 Tagen 1 Quartere Weizen verdienen, da er
um 12 Tage arbeiten muß. Im Kriege steigt
Lohn auf 3 Real, die Quartere Weizen aber auf
Schill. und darüber; also bleibt immer ein gew
hältniß.

so der Werth kostbarer Metalle noch nicht gefallen,
nd, welches nicht vergessen werden muß, der Luxus
icht aufs höchste gestiegen war. — Diese glückliche
eiten nahmen mit der Erfindung des Weges um Afrika
nd der Entdeckung von Amerika ein Ende. Die Waa-
n wurden nicht mehr über Aegypten aus Ostindien
bracht. Wer wollte nicht einen bequemen Transport
Wasser dem mühsamen auf Cameelen nach Cairo ꝛc.
orziehen? Die Majorkaner verloren dadurch ihren
Muth, und nachdem sie keinen Gewinnst mehr sahen,
gaben sie sich zum Ackerbau zurück, und nahmen den
Pflug wieder zur Hand. Indeß vereinigten sich hier-
it noch verschiedene andere Ursachen, die Majorka
eciell betrafen, und ihren Handel in Verfall brachten.
hr Reichthum und ihre ansehnliche Macht selbst war
ierst eine Veranlassung dazu. Die Könige von Arra-
nien konnten sich in ihren Kriegen am meisten auf
re Hülfe verlassen. Sie forderten daher, so oft sie
beburften, einen ansehnlichen Beystand an Schiffen
nd Gelde. Dadurch gerieth Majorka in eine große
Schuldenlast, und wurde endlich gar erschöpft. Einige
esondere Unglücksfälle, die Majorka betrafen, ver-
ehrten dies Uebel.

In den Jahren 1403 und 1407, imgleichen 1635
urde Palma durch eine große Ueberschwemmung sehr
erwüstet. Es gingen dabey viele Waaren verloren,
d es kamen viele Menschen dabey ums Leben.

In den Jahren 1230, 1348, 1475, 1493, 1523
üthete die Pest auf Majorka. Seit dieser Zeit ist
an vor dieser Seuche sicher, porque Mallorca tiene
n braço de S. Sebastian, sagt Mut ganz im Ernst.

Im J. 1521 empörte sich das Volk in Val und auf Majorka, weil es über die Vorzüge der terschaft eifersüchtig war, setzte die Obrigkeit ab, verstieß den Gouverneur. Diese Verbundenen n ten sich die Communidades, Hermandad, oder (mania, Brüderschaft.

Dies gab, wie leicht zu erachten, aller Indu und Handel einen gewaltigen Stoß. Endlich auch die so oft sich eräugnenden Theurungen U von dem Ruin der Majorkaner. Es ist indeß wahrscheinlich, wie einige vorgeben, daß vom J. bis 1407 ein allgemeiner Miswachs beständig sol gehalten haben. Vielmehr ist glaublich, daß, d jorka niemals so viel Korn gehabt, daß es seine Unterthanen erhalten können, der Mangel er merklich worden, seitdem durch den Handel reichliche Zufuhr mehr statt fand. Die Art, Mangel abzuhelfen, vermehrte das Uebel. führten die Kaufleute auf ihre eigene Rechnun im Ueberfluß herzu. Jetzt mußte die Universit der Magistrat) dafür sorgen, daß es dem Volke an Brod fehlte. Allein der Magistrat kaufte das theuer ein, und gab es dem Volke, um ihm auf fen, wohlfeil wieder. Dadurch wurde aber die Sch denlast unendlich vermehrt, und die Abgaben sehr schwert. Vizente Mut versichert, daß man seit Jahren auf Ankaufung des Korns 4472963 Livres Livre zu 30 gr.) eingebüßet habe. Hier ists nun in Augen fallend, welch ein großer Unterscheid es ist, der Handel im Flor ist, und die Kaufleute aus nem Triebe und auf eigene Rechnung die Lebensbedü

her zuführen, als wenn solches vermittelst öffentli-
Anstalten geschieht. Als der Handel noch im Flor
, brachten die Kaufleute Korn in Menge herzu,
von Majorka versorgt werden konnte. Damals war
h nicht so viel Land bebauet, die Erndte war noch
ht so groß. Es war eine weit größere Menge Men-
en, und dennoch gebrach es nicht an Korn. Der
Magistrat hatte nicht nöthig, die Insel damit zu versor-
en und Unkosten zu machen. Jetzt sind die Erndten
ößer, der Handel aber geringer, und da es an Korn
bricht: so muß auf Rechnung des Magistrats Korn
holet werden. Selten geschieht solcher Kauf zu rech-
Zeit, daher fällt solcher theurer aus. Die Fracht
r auch theurer, und so kann also diese Einrichtung
he vortheilhaft seyn. Zu Minorka ist die Gewohn-
it, daß der Magistrat das Korn einkauft, auch ein-
führet. Allein bey dem unter den Engländern ausge-
eren Handel, geschieht dies ohne Verlust; wiewol
sich doch auch eräugnet hat, daß der Preis des Korns
urch Einbringung der Priesen fiel, und die Einwohner
einmal angeschafte Korn zu dem angekauften Wer-
nehmen mußten. Ein Umstand, den freylich der
größte Weise nicht vorher sehen kann!

Wir kommen wieder auf Majorka! Die Schul-
last, worinn diese Insel durch ermeldete Umstände
eth, gab Gelegenheit, daß König Peter von Ar-
onien 1353, und dessen Nachfolger, ohnerachtet der
ßen Privilegien, die Majorka bisher genossen, dem
Magistrat zugab, Imposten und Zölle anzulegen, um
Schulden zu tilgen; daher die Abgabe auf Wein,
lz, Oel, Tuch rc. Da die Einnahme dieser Abga-

den übel verwaltet war: so errichtete man 1405 [illegible] Contrato Santo (oder die Consignation), nach welcher man die Imposten den Gläubigern consignirte. Um die Imposten ferner nicht zu vermehren, so wurden endlich die Landtaxen eingeführt (Tallas Generales), Anno 1525, welche im Jahr 1600 sich auf 400 [illegible] vres beliefen. Bey allem dem hat Majorka sich [illegible] aus seiner Schuldenlast herauswickeln können. Welch ein Unterscheid jetziger und vormaliger Zeiten! Majorka war vordem nicht sehr bebauet, und dennoch [illegible] Jetzt ist kein Plätzchen ungenutzt, und dennoch ist es arm. Kein Wunder, wenn man erwägt, daß Aecker höchstens 4 bis 5 pro Cent auf Majorka thun, da man hingegen im Handel über 20 verdienen kann. Ohne Commerz geht das Geld aus dem Lande, um Bedürfnisse einzuholen, und geht nicht wieder zurück. Ohne Commerz findet keine Cirkulation des Geldes statt, folglich kann auch der Wohlstand und Flor eines [illegible]

die Stände des Reichs ihr Ansehen, und damit
die ganze Nation ihren feurigen Muth und Ta-
lt. In alten Zeiten konnte nichts wichtiges un-
rnmen werden, bevor nicht alle Stände des Reichs
enen gerufen wurden, da denn ein jeder Ritter
l nem Contingent an Reutern und Fußvolk seinem
sherrn treulich beystand. Ein Beyspiel gibt uns
Mut in der Erzählung von den Feldzügen Jacob
gegen die Mohren auf Majorka, da dieser König
alle seine Stände zusammen berief, und ein je-
ne Meinung gab. Allein seit der Zeit Ferdinan-
thol. verloren die Stände ihren Einfluß und ihr
en, und die Regenten erhielten eine absolute Ge-
Bey diesen Umständen fand sich der Handel nicht
ert genug, und durch viele Verordnungen zu sehr
schränkt. Die Taxen wurden unendlich verm
reyheit des Handels war dahin; das indi old
ehrte den Luxus und die Weichlichkeit, und zerstör
lanufakturen und Indüstrie, und machte
. Man führte den Militem perpetuum ein. Der
Rittergeist verlor sich, und die Tapferkeit der Spa-
die in alten Zeiten große aber schreckliche Thaten
merika gethan, erlosch. Die heilige Inquisition
auch nicht wenig zur Unterdrückung einer edlen
reyen Denkungsart bey. Eben diese traurige Fol-
afen auch die balearischen Inseln in reichem Maaße.
vormalige kriegerische Muth unter dem Adel ver-
h, und es blieb nichts als das äußere Ansehen.
ie sich der tapfere Muth der Spanier verlor: so
en die Mohren in ihren Seeräubereyen immer küh-
nd dreister, und an statt daß man sonst die Mohren

zu paaren getrieben: so fürchtet man sie jetzt. Ein jeder, welcher weiß, wie jetzt die Spanier auf einem Kauffarthenschiffe beben, wenn sie eine mohrische Galeere von ferne erblicken, der wird sich nicht wundern, daß ihr Handel in Stecken geräth.

Wie glücklich hat sich demnach bisher Minorka schätzen können, da es sich von dem Scepter des brittischen Monarchen beschützt gesehen hat. Seit der Zeit, daß die Engländer in dem Besitz desselben gewesen, hat diese handelnde Nation auch hier wieder den Handelsgeist aufgeweckt. Der König hat den Minorkanern große Vorzüge zugestanden, ihr Hafen ist ein Freyhafen, und von allen aus- und eingehenden Waaren wird nicht der geringste Impost erlegt. Unter englischer Flagge ist Minorka vor allen Anfällen sicher, und segelt ohne Furcht. Die Minorkaner sollten also, wenn sie nicht ganz undankbar seyn wollen, sich überzeugen, daß sie unter englischer Hoheit glücklich worden, und ihr Handel neues Leben bekommen hat.

Sind aber die Minorkaner davon würklich überzeugt? Und werden sie fernerhin solcher großen Vorzüge genießen? Was man über die erste Frage seit dem 19 August 1781 urtheilen muß, überlasse ich meinen Lesern zu eigenem Nachdenken. Die andere Frage wird die Zukunft entscheiden.



Nachricht.



XIII.

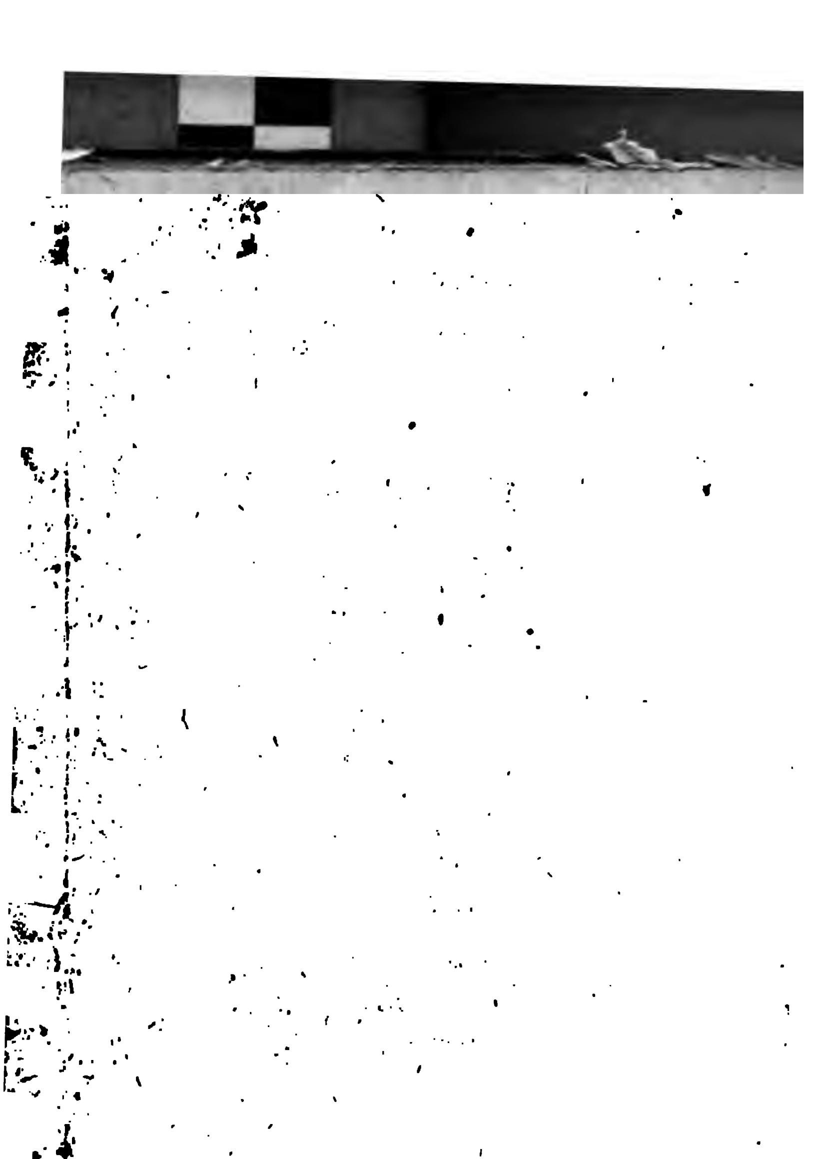
REMARQUES
SUR LES
ERREURS
DE
HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

les deux Indes de Mr. Raynal par rapport aux Affaires de l'Amerique septentrionale.

ar Mr. THOMAS PAINE, Ministre des affaires etrangeres pour le Congres, Auteur du Sens Commun et d'autres Brochures.

Diese merkwürdigen *Remarques* werden, als bereits rechnet, gleich nach der Jubilatemesse von Leipzig aus)geliefert.





XIII.

REMARQUES
SUR LES
ERREURS
DE
HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

les deux Indes de Mr. Raynal par rapport aux Affaires de l'Amerique ſeptentrionale.

ur Mr. THOMAS PAINE, Miniſtre des affaires etrangeres pour le Congres, Auteur du Sens Commun et d'autres Brochures.



Vorerinnerung.

Herr Raynal hat in der neuen Ausgabe sei-
ner berühmten Historie Philosophique &c.
elche 1781 zu Genf in zehn Bänden erschienen,
ch, — ich kann nicht sagen eine Geschichte —
dern ein Raisonnement über die Geschichte der
ßen Revolution, wodurch die dreyzehn Nord-
erikanischen Staaten sich in unsern Tagen, die
abhängigkeit errungen haben, gegeben. Man
et dasselbe im 9ten Bande von p. 136 = 238.
ch vor der Erscheinung dieser neuen Ausgabe
ein Ungenannter, nach seiner Vorrede ohne
Raynals Wissen, dieses Stück besonders her-
, unter dem Titel: *Revolution de l'Amerique*
Mr. l'Abbé Raynal. 8. Es erschien davon
bald eine englische Uebersetzung, welche zu
adelphia und in andern amerikanischen Orten
gedruckt wurde. Diese Schrift machte, wie
ien, in Amerika, Sensation. Sie enthielt
eine so wenig befriedigende Darstellung der
sachen; ein so allgemeines, wenig unterrich-

tendes Raisonnement; so viele Declamation
nicht wenig Unrichtigkeiten und würkliche Wi
sprüche, daß dies Hrn. Paine bewog, eine
richtigung derselben zu schreiben, die man sich
nicht leicht von Jemand bestimmter und gründ
cher erwarten konnte, als von einem Manne,
nicht nur selbst ein Augenzeuge der großen Be
benheiten seines Vaterlandes, sondern auch ei
handelnde Person darinn gewesen war, und sel
itzt die wichtige Stelle eines Ministers der au
wärtigen Affairen in dem verbündeten amerika
schen Staate bekleidet. In der That ent
diese Schrift sehr interessante Aufklärungen üb
die merkwürdigsten Vorfälle der amerikani
Revolution, und zeigt deutlich, daß Hr. Ra
ohne Kenntniß der wahren Triebfedern und
Zusammenhangs der Begebenheiten nur nach
gemeinen, unbestimmten Ideen geschrieben,
Amerikaner oft sehr unrecht beurtheilt, und
Lage der Dinge nicht selten gerade der Wa
zuwider beschrieben habe. Ist es mir erlaubt,
dieser Gelegenheit meine Meynung über diesen
genannten Historien philosophe zu sagen; so
mich, hat sein Werk überhaupt viele ihm eigent
liche Vorzüge, aber auch Fehler, die jene
wenig verdunkeln. Gewiß liefert dasselbe
Sammlung vortreflicher statistischer Nachri
mit einem Detail und Vollständigkeit, wie sie
Mann von so ausgebreiteten Verbindungen
menbringen konnte. Ueber das spanische A
verdanken wir ihm die besten Nachrichten

neu

ießten Zeit; eben so über die französischen,
ländischen Colonien u. s. w. Alle diese Mate-
lien sind auf eine interessante Art und zu einer
hten Uebersicht geordnet. Und dies Ganze be-
: ein so edler, heller, freymüthiger Geist, der
ies Vorurtheils schont, der jede Verletzung der
ßen Rechte der Menschheit kühn angreift, der
rall auf Menschenwohl und Tugend gerichtet
daß — wenn auch nicht der von allen Ken-
n seiner Sprache anerkannte meisterhafte Styl
die wahre Beredsamkeit noch alle diese Vorzü-
erhöhte — gewiß kein Leser von Verstand und
fühl Raynals Werk ohne Belehrung und Ver-
igen, ohne Achtung für den Verfasser, lesen
n. Dagegen scheint mir der eigentlich histori-
Theil desselben ausnehmend unvollkommen.
örderst verdient doch der gänzliche Mangel von
r Kritik, von aller Nachweisung der Quellen,
aller Angabe der Gründe und Grade der
in einer so viel umfassenden Geschichte gewiß
verschiedenen Zuverlässigkeit der gelieferten
hrichten; die Unbestimmtheit in Zeitfolge,
nen, Geographie u. s. w. wohl eine Rüge, —
n wir anders uns nicht schon verwöhnt haben,
einem Historiker von Hrn. Raynals Nation
iel Unhistorisches gar nicht mehr zu bemerken.
r dann ist doch wohl Hauptpflicht des franzö-
en wie des deutschen und brittischen Geschicht-
ibers, und vor allen dessen, der sich selbst ei-
philosophischen nennt, daß er uns den wah-
nnern Zusammenhang der Begebenheiten, das

Verhältniß von Ursache und Wirkung, ihr greifen in einander, ihre Bestimmung und schränkung einer durch die andere u. s. w. Von alle dem finde ich in Raynals Werk nichts. Wenn ich die statistischen Nachrichte neuesten Zustande ausnehme, giebt er uns i nicht Geschichte, sondern setzt diese schon vor und gebraucht sie nur als Faden, an den er s philosophischen und politischen Reflexionen anreih und es ist mir sehr wahrscheinlich, daß Hr. Ra nal über den historischen Stoff seiner Arbeit g keine kritische Untersuchungen angestellt, sondern nur einige meistens sehr bekannte und nicht im die besten Bücher über die ältere Geschichte ge sen, und sich darnach mit seiner reichen Ein bildungskraft ein allgemeines Bild vom Zu sammenhang der Begebenheiten zusammenge habe. Ich glaube dieses einigermaßen beurthei zu können, da meine **Geschichte der Engländer und Franzosen im östlichen Indien**, (Lei zig 1776.) mir Veranlassung gegeben hat, ein Theil des Raynalschen Werks genauer zu stu ren, und den Quellen, auf denen seine Darst lung der Begebenheiten beruht, kritisch nach forschen, da ich dann gefunden, daß ihm vi besonders englische, ganz unbekannt geblie und er die Facta, wohlverstanden der ältern Z meistens aus ganz gewöhnlichen Büchern, oh Untersuchung, angenommen habe *). Hr

*) Herr Raynal sagt zwar in der Introduction (

nt nun noch die gar zu öftere Wiederholung
ſſer Gemeinplätze, und das Langweilige der
igen Declamationen, das Unbeſtimmte,
vebende, unter einem Schwall von Worten
leyerte Alltägliche der Reflexionen, welches
Raynals Werk einem Geſchichtskenner oft
ich widerlich, und einem denkenden Leſer nicht
ermüdend machen muß. Ich fürchte, wenn Je-
d das eigentlich Statiſtiſche in ein paar Bändchen

Ausgabe T. 1. p. 3.) J'ai appellé à mon ſecours les hommes inſtruits de toutes les nations. J'ai interrogé les vivans & les morts; les vivans, dont la voix ſe fait entendre à mes cotés; les morts, qui nous ont transmis leurs opinions & leurs connoiſſances *en quelque langue qu'ils aient ecrit.* J'ai peſé leur autorité, j'ai opposé leurs temoignages; j'ai eclairci les faits. Si l'ont m'eut nommé ſous la ligne ou ſous le pole un homme en etat de m'eclairer ſur quelque point important, j'aurois été ſous le pole ou ſous la ligne, le ſommer de s'ouvrir à moi. L'Image auguſte de la verité m'a toujours été preſente. O verité ſainte! c'eſt toi ſeule que j'ai reſpectée. u. ſ. w. indeß wage ich es zu zweifeln, ob dieſer Gelehrte auch hier mit ächt hiſtoriſcher Treue die Geſchichte ſeiner Hiſtoriographie beſchrieben habe. Gewiß zweifle ich nicht an Hrn. Raynals Liebe zur Wahrheit und ſeinem beſten Willen, ihr nicht ungetreu zu werden, — aber daran zweifle ich, ob das Talent der kritiſchen Prüfung, der mühſamen Unterſuchung auch

heraushübe, das große Werk würde für viele Le
seine Reize verliehren, und dies, dünkt mich,
eine Probe, die ein guter Geschichtschreiber a
halten muß. Man mache so viele Auszüge
Esprits aus **Tacitus**, **Hume**, **Roberts**
Gibbon — und auch Raynals berühmten Lan
manne, **Voltaire**, — die unsterblichen Schri
dieser Geschichtsschreiber werden immer **ganz**
lesen werden, und auch **ganz** am meisten ge
Das Resultat meiner ohnmaßgeblichen Mey
wäre also: **Raynal** ist ein vortreflicher, fün
thiger, beredter, **philosophischer Politiker**
Statistiker — aber Geschichtschreiber ist er n
Um recht auffallend den Unterschied zu fühlen
schen allgemeinem Raisonnement und schöner
clamation über Geschichte und deren deutli
besti

immter, auf genaue kritische Prüfung mannich-
ier Quellen beruhender Darstellung lese man
nebeneinander Raynals Revolution d'Ameri-
', und unsers vortreflichen **Sprengels** in das
:orische **Taschenbuch** von 1784. zusammen-
drängte seine **Geschichte eben dieser Revolu-**
n Ich komme von dieser kleinen Digreßion,
mir hier als Einleitung zu einer genauen Kritik
r einen Theil von Raynals Werk nicht unschick-
schien, zu dieser zurück. Ich habe dieselbe
züglich um deßwillen in meine Sammlung auf-
ommen, weil sie auch ohne Rücksicht auf den
emischen Zweck des Verfassers, für jeden Leser,
auch Raynals Werk nicht zur Hand hat, nur
r überhaupt mit der Geschichte der amerikani-
n Independenz bekannt ist, verständlich und
:enehm seyn wird. Wenn man Hrn. Paine
h zuweilen etwas partheyisch patriotisch finden
d, [wie es nach seiner Lage wohl nicht anders
ı konnte; so ist es doch interessant zu sehn, aus
chem Gesichtspunkte der amerikanische Minister
auswärtigen Geschäfte dem Publikum diese
:este Geschichte seines Landes darzustellen
nscht. Ueberdem verdient diese Schrift, wel-
am Ende der amerikanischen Revolution gleich-
ı eine allgemeine Uebersicht derselben liefert, hier
so mehr aufgehoben zu werden, da diejenige
selben Verfassers, welche beym Anfange der
volution so große Wirkung hervorbrachte, das
:e Stück meiner Sammlung ist. Herr Paine
: sich nämlich itzt zu dem interessanten Pamphlet



liefere diese Broch
zösischen Uebersetzu
das englische Ori
können. Dieses
abgefaßt, welche
und dagegen Abthe
macht hat. Für
das Raynalschen
desto angenehmer
in der Sprache vo

.EMARQUES SUR LES ERREURS
DE
L'HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

ır Rapport aux Affaires de l'Amerique-Septentrionale etc.

'oup-d' œil general ſur les defauts de l'Hiſtoire de la Revolution Americaine.

.'entrepriſe que j'ai formée, exigerait une pologie de ma part à l'égard d'un Auteur auſſi ſtingué que le celebre Raynal; mais, comme devoir d'étre juſte eſt le premier voeu de la ıiloſophie & la grande baſe de l'hiſtoire, j'ecre qu'il ne dedaignera pas l'expoſé des mo-ś qui m'ont guidé: je n'ai pu reſiſter au deſir ; rendre juſtice, avant de penſer à faire un ›mpliment apologétique. L'Auteur de la Re›lution Americaine a, dans quelques cas, loué ns fondement & blâmé ſans raiſon. Il a prorgué les éloges à qui ne les meritait pas; il a affecté

affecté d'en ravir le tribut à ceux qui les m
taient: il paraît si souvent au-dessous & au-
de son sujet & de ses caracteres, qu'il e
peu, ou peut-être aucun, qui soit marq
des traits veritables & uniformes.

C'était d'ailleurs s'y prendre trop ti
d'écrire de si bonne heure l'histoire de
grande revolution. Une entreprise aussi p
pitée l'exposait aux danger inévitable de
fondre les caracteres & les circonstances,
tomber dans des embarras & des erreurs.
choses, ainsi que les hommes, s'offren
ment sous la forme la plus vraie, à la pr
vue. L'auteur s'est trompé jusque dans le
cipes qui servent de fondement à son o
Il s'est mepris sur les causes qui ont pr
rupture entre l'Angleterre & les Colonie
siennes, sur les causes qui conduisaient
[illegible]

rent naiſſance à cette querelle, l'Auteur l'ex-
que de la maniere ſuivante:

„De toutes les cauſes énergiques, dit-il,
i produiſirent tant de revolutions ſur le glo-
, aucune n'exiſtait dans le Nord de l'Amé-
ue. Ni la religion ni les loix n'y avaient été
tragécs. Le ſang des martirs, ou des citoyens,
avait pas ruiſſelé ſur des échafauds. On n'y
ait pas inſulté aux moeurs. Les manieres,
uſages, aucun des objets chers aux peuples,
avait été livré au ridicule. Le pouvoir arbi-
ire n'y avait arraché aucun habitant du ſein
ſa famille ou de ſes amis, pour le traîner
ns les horreurs d'un cachot. L'ordre public
avait pas été interverti. Les principes d'ad-
niſtration n'y avaient pas changé; & les ma-
nes du gouvernement y étaient toujours re-
es les mêmes. Tout ſe reduiſait à ſavoir ſi
metropole avait ou n'avait pas le droit de
ettre directement un léger impôt ſur les Co-
nies."

Il n'eſt pas hors de propos d'obſerver en
neral, à l'occaſion de ce paſſage extraordi-
ire, que perſonne ne ſent mieux que ceux
i ſont dans le cas de ſouffrir *); & pour
e juge compétent des provocations ou des
uſes énergiques, il aurait fallu ſe trouver en
nérique.

Cet

*) C'eſt ce que nous avons dejà obſervé ſur le même ſujet, à peu près dans les mêmes termes, dans une brochure intitulée: Obſervations d'un vrai Hollandais, &c, qui parut vers le commencement de l'année 1778. Note du Traducteur.

Cet Hiſtorien, en diſant que de toutes
particularités qu'il expoſe, aucune n'avait
ſté en Amérique, ſans indiquer l'époque p
culiere où ces cauſes n'auraient pas exiſté,
vant lui, reduit cette declaration à rien,
ôtant par-là tout moyen de faire l'applica
de ce paſſage.

Ces cauſes n'exiſtaient pas en 1763. E
exiſterent toutes avant l'année 1776. Il fut d
un tems où elles n'ont pas exiſté, un autre t
où elles ont exiſté; & c'eſt ce tems qui c
ſtitue l'eſſence du fait. S'abſtenir de le f
exactement, c'eſt donc oublier la ſeule pr
ve qui peut ſervir à conſtater la verité ou
fauſſeté de l'aſſertion; & d'après quoi on p
l'adopter ou la rejeter. Mais une declarati
qui ne determine aucune époque, accrediten
aux yeux de l'Univers, que la revolution

ruption des hoſtilités. Ainſi le tems où l'aſ-
rtion ſerait vraie, doit precéder l'acte du
imbre; mais comme dans ce tems-là, il n'y
ait ni revolution, ni même l'apparence d'au-
une, il n'eſt pas poſſible d'en faire l'applica-
on; & comme, ſuivant les propres princi-
s de l'Hiſtorien, on ne ſaurait l'appliquer à
cun tems avant l'acte du Timbre, cette aſſer-
on eſt une idée jetée en l'air, qui ne poſe ſur
en & qui eſt en oppoſition avec tout.

L'Acte du Timbre, il eſt vrai, fut ſupprі-
é deux ans après ſon émiſſion; mais il fut im-
ediament ſuivi d'un autre Acte, d'une nature
en plus funeſte encore: c'était celui qui au-
riſait le Parlement à lier l'Amérique dans tous
s cas quelconques.

a Revolution Americaine juſtifiée & autoriſée.

Si l'acte du Timbre était une uſurpation
s droits les plus precieux & les plus ſacrés
s Américains, que doit-on penſer de cet acte
claratoire, qui ne leur laiſſait plus aucun
oit? Ne renfermait-il pas les ſemences pal-
bles du gouvernement le plus deſpotique qui
mais ait exiſté dans le monde? Il reduiſait
mérique à l'état non-ſeulement le plus bas,
ais auſſi le plus abject de la vaſſalité. C'était
iger une ſoumiſſion illimitée dans toutes cho-
s, ou, comme l'acte le denote, dans tous les
s quelconques. Pour comble d'outrage, c'eſt
que

que cet acte, on veut le faire passer po
trait de clemence; c'est bien ici qu'on p
s'écrier: si vous traitez ainsi vos amis,
ment traiterez-vous vos ennemis?

Toutes les chartes originales, éman
la Couronne d'Angleterre, & sur la f
quelles tant d'aventuriers de l'ancien r
s'étaient transplantés dans le nouveau,
arrachées de leurs fondemens par cette
liere declaration; on renversait la nature
de ces chartes qui en faisait un pacte entr
contractans; elles étaient dès-lors assuje
être revoquées ou alterées, suivant le c
arbitraire d'une seule des deux parties. L
des Américains était des-lors absolument
donné au pouvoir du Parlement ou du Mi
re, sans qu'on leur laissât le moindre droit
tel cas que ce fût.

Il n'est pas de despotisme que cette i

ur de la loi; mais l'histoire du genre humain
offre pas un autre exemple où elle ait été éta-
e par la loi. C'est un outrage audacieux au
uvernement civil; on ne saurait en tracer un
bleau trop odieux, afin de le faire detester
mme il merite.

Il serait ridicule d'objecter à cela que le
uvoir legislatif de la Grande-Bretagne ne
fait plus de loix pour l'Amerique, mais qu'il
envoyait des ordres; en quoi différait un acte
Parlement calqué sur ce principe & operant
cettte maniere sur un peuple sans represen-
ts, des ordres d'un établissement militaire?

Le Parlement Britannique n'était pas se-
ennal à l'égard des Americains; il était perpe-
el pour eux. C'était pour eux un corps tou-
urs subsistant. Sa dissolution, son élection
ient pour eux, comme si les membres se fus-
it succedés par droit d'heritage ou sortissent
emploi par mort, ou vecussent toujours, ou
sent nommés comme à une charge. Ainsi,
peuple Anglais pouvait supposer à cet égard,
x Americains, l'idée que la dissolution & l'é-
tion ont cessé pour toujours, & que le Par-
nent actuel & ses heritiers sont à perpetuité;
ce cas, je demande: que penseraient les plus
oyans de leurs demagogues, si l'on publiait
acte pour declarer qu'un tel Parlement a le
oit de les lier dans tous les cas quelconques?
r ce mot quelconque s'étendrait aussi bien
eur grande charte, à leur bill des droits, à
ur jugement par leurs pairs, qu'il s'est étendu
r les chartes & sur les formes du gouverne-
ent en Amerique.

Je suis persuadé que la personne à q
dresse ces remarques, n'aurait pas dit,
l'émission d'un tel acte, que les principes
ministration n'ont pas été changés en A
que, & que les maximes du Gouverner
ont toujours été les mêmes. Il y a, d
cas, un bouleversement total de princip
non-seulement une subversion, mais
une destruction des fondemens de la libe
une domination absolue établie à la place

L'Historien avance encore une as
non moins injurieuse à l'Amerique, qu
traire à la verité, lorsqu'il dit que le tout
duisait à savoir si la metropole avait ou
pas le droit de mettre directement ou ind
ment un leger impôt sur les Colonies. C
tait point là toute la question; & la quan
la taxe n'était pas un objet pour le Minist
pour les Americains. Il y avait un pr
dont la taxe ne faisait qu'une partie &
la quantité formait une portion encore pl
tite; ce principe fut la base sur laquelle
toute l'opposition de l'Amerique.

La taxe sur le thé, à laquelle on fai
sion ici, n'était, après tout, qu'une ép
sur laquelle on voulait établir la pratique
loi declaratoire; & que l'on devait decor
titre specieux de suprematie universelle d
lement.

Ainsi toute la question avec l'Ameri
au commencement de la dispute, était: se
nous liés dans tous les cas quelconques

rlement Britannique, ou ne le ferons-nous s? Car la soumission pour le Thé ou un bill taxation, impliquait une reconnaissance de cte declaratoire où, en d'autres termes, de suprematie universelle du Parlement; mais, mme ils n'étaient pas dans l'intention de s'y umettre, il devenait necessaire de s'y opposer ns le premier moment de l'exécution.

Il est probable que l'Historien aura été init dans cette meprise, en parcourant des rceaux detachés de quelques Gazettes Ameaines; car, dans un cas où tous étaient inessés, chacun avait droit de donner son opion; & dans le grand nombre, plusieurs, c les meilleures intentions, ne firent pas le illeur choix, & ne s'arréterent pas au vrai ncipe qui devait servir de base à leur cause. ie impulsion generale leur fit croire qu'ils ient épousé la bonne, sans qu'ils fussent en t de separer, d'analiser & d'arranger les maiaux de leur procès.

Je sens quelque repugnance à dissequer p minutieusement ce passage extraordinaire l'Historien; je ne voudrais pas paraître le iter avec trop de rigueur; autrement je pours montrer qu'il ne contient pas une seule ertion qui soit fondée: par exemple, faire vivre un vieux acte du Roi Henri VIII, pour lapter aux Americains, & s'en autoriser pour saisir de leurs personnes & les transporter en gleterre afin de leur faire subir un emprisonment & un jugement sur de pretendus delits, ait, dans le sens odieux de ces mots, les

arracher, par des ordres arbitraires du
ment, des bras de leurs familles & de leu
& les traîner dans des cachots non-seul
horribles, mais éloignés. Cet acte fut
dant dressé quelques années avant que les
lités éclataſſent. D'ailleurs, ſi le ſang de
tirs ou des citoyens n'avait pas ruiſſelé
échafauds, il avait coulé dans les rues: o
naît le maſſacre des habitans des Boſton
ſoldateſque Britannique en 1770.

Si l'Hiſtorien ſe fût borné à dire
cauſes qui produiſirent la revolution Am
ne, étaient originairement differentes de
qui ont fait naître des revolutions dans d
parties du globe, il aurait parlé juſte.
connaiſſait à fond la valeur & la qualité d
vernement & la dignité de l'homme;
l'attachement des Americains à ces princi
produiſirent la revolution par une conſe
naturelle & preſque inévitable. Ils n'
pas de Maiſon particuliere à établir ou à
ner. Aucune conſideration perſonnelle
rait la bonté de leur cauſe. Ils ſe donn
main l'un à l'autre dans leurs efforts.
procederent que par degres, & à meſure
ſe ſentirent preſſés par le deſpotiſme imp
& infatigable de la Grande-Bretagne. E
me, dans leur dernier acte, celui de ſe d
rer independans, peu s'en eſt fallu, qu
vînt trop tard; car s'il n'eût pas été fait
ment au tems où il le fut, je ne vois pas
les affaires qui ſuivirent, d'époque où l'o
pu le publier avec le même effet, & peu
ne l'eût-il pas été du tout.

Mais ce fondement ayant été jeté avant les grands revers de fortune, savoir, avant les operations de la funeste campagne de 1776, leur honneur, leur interêt, tout enfin les apelait hautement à les maintenir; & ce feu de l'âme, cette énergie du coeur qu'inspire la perspective de l'indépendance, même dans le lointain, les excitaient & les soutenaient dans leurs esperances, dans leurs resolutions, & dans leur conduite, & leur inspiraient des sentimens qu'ils n'auraient jamais connus dans un état de dependance. Ils voyaient devant eux des jours plus heureux & des scenes de repos; leurs travaux dans les campagnes étaient allegés par la contemplation du nouveau sistême qu'ils venaient de se créer.

Si, d'un autre côté, nous jetons les yeux sur le rôle que la Grande-Bretagne a joué, nous trouverons tout ce qui doit faire rougir une nation; on y voit les indignités les plus grossieres, accompagnées de cette espece de hauteur qui distingue un Heros des Halles d'avec le grand-homme; oui, c'est autant par ses mauvais procedés que par ses injustices, que l'Angleterre a perdu les Colonies. Si son iniquité choqua leurs principes, ses indécentes grossieretés les porterent à la fureur; & le souvenir doit en rester pour apprendre éternellement à l'univers combien il est necessaire d'employer les bons procedés dans les affaires du gouvernement. En un mot, d'autres revolutions ont pu prendre naissance dans le caprice ou dans l'ambition; mais ici, s'il est permis de parler ainsi, l'humilité la plus rampante était poussée au desespoir, & l'enfant ouvrant les yeux à la lumiere, forcé de repandre des larmes.



bouleverſer
mer d'une
rait-on da
rieurs des
cauſes qui
progrès, l'c
hommes,
ſtances du
lutions che
que l'hiſtoi
des perſon
les ſur la ſ
nation eſt
nerales; il
quand le cl
pouvoir, la
n'oſe parler
ces revoluti
dans le gou
pluſieurs m
ruption la
part & les ſt



jusqu'à ce que la compassion, la plus belle qualité du coeur, eût été absolument étouffée, & que l'oeil accoutumé à des scenes barbares, eût pu les envisager sans en être blessé.

Mais comme la revolution actuelle differait par les principes de celles qui l'avaient precedée, la conduite de l'Amerique a differé également dans le gouvernement & la guerre. Ni les coups accablans de l'infortune, ni la main sanglante de la vengeance n'ont encore imprimé la moindre tache à sa reputation. Ses victoires ont acquis un nouvel éclat par la douceur avec laquelle elle en a usé; & l'on a laissé dormir ses loix, lorsqu'on aurait eu tout droit d'employer leur glaive. La guerre, qui est un metier ailleurs, n'a été là que l'enfant de la necessité; & quand cette necessité disparaîtra, ses propres ennemis seront obligés d'avouer qu'ayant tiré l'épée pour une juste defense, elle l'a degainé sans ressentiment, & s'en est servie sans cruauté.

Motifs apparens du Cabinet Britannique en provoquant les Americains.

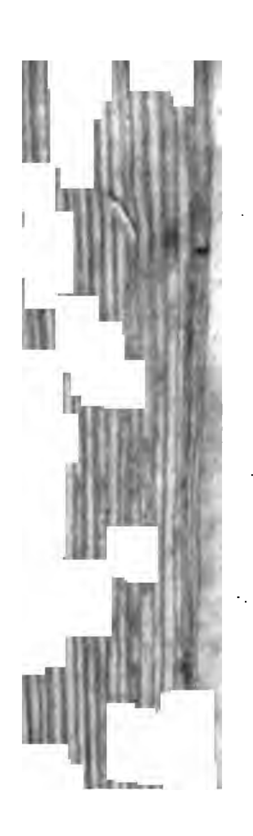
Comme mon dessein n'est pas d'étendre ces remarques en recits historiques, je laisserai là ce passage de l'Historien, & ferai seulement une observation que je ne pourrai m'empêcher de croire juste, jusqu'à ce que j'aie trouvé des

raisons qui me persuadent du contraire; que le Cabinet Britannique avait adopté sistême d'entrer en querelle avec l'Ameri tout évenement.

Les Membres qui composent le Cabir doutaient pas du succès, si jamais la chose vait être commise au sort d'une bataille attendaient d'une conquête ce qu'ils ne vaient ni proposer avec decence, ni esper la voie des negociations. Les chartes constitutions des Colonies leur faisaient coup d'ombrage; leurs progres rapides e blissemens & en population, s'offraient à yeux sous l'aspect desagreable de moyens rels & propres à l'independance. Ils n'a vaient d'autre expedient pour les retenii un joug qui s'échappait, qu'en les assujet à propos. Une conquête leur aurait pr & la domination du peuple & la propric terres; ils auraient acquis les fonds & le tes. Tous les embarras du Gouvernemer raient cessé par une victoire; elle aurait m aux remontrances & aux debats. L'exper acquise par l'acte du Timbre leur avait à quereller à la faveur des pretextes & des venances; ils n'avaient qu'à ressusciter scene & remuer la dispute. Ils esperaien rebellion; & ils la firent naître. Ils attend une declaration d'independance; ils ne f pas trompés dans cette attente. Après tout ils comptaient sur des triomphes certains: c'est alors qu'ils furent trompés; ils n'ef rent que des defaites. Si l'on convient que le a été la cause qui a produit la querelle,

; les parties de la conduite du Ministere Britan-
que s'accordent des-lors avec le commence-
ent de la dispute; enfin arriva la signature du
ité d'alliance avec la France; mais alors la
nquête devenant douteuse, on eut recours
x negociations; & c'est sur quoi l'on fut en-
re trompé.

Quoique l'Auteur de la Revolution Ameri-
ine possede & developpe les grandes qualités
l'éloquence, & qu'ils ait la sublimité du stile
du langage; il s'en faut beaucoup que les
alités de l'Historien repondent à celles de l'E-
vain. Les faits qu'il expose sont amenés
is ordre & narrés sans chaleur. Ils n'in-
essent ni n'instruisent le lecteur. Plusieurs
it erronés, & la plupart obscurs ou muti-
. C'est certainement un embellissement
le dans l'histoire que d'y fondre des ma-
nes & des reflexions. Ils servent à va-
r agreablement le style & le ton; mais il
absolument necessaire qu'on ne perde pas
vue la source d'où ils doivent émaner, ni
fondemens sur lesquels ils doivent poser;
c'est ce qu'on n'a pas observé dans cet
ivrage. L'Historien precipite la narration
s évenemens, comme s'il cherchait à s'en
barrasser le plutôt possible, pour se hâter
entrer dans le champ plus vaste de l'éloquen-
& de l'imagination.



ne, jusqu'au t
fois à Trento
considerés c
de gagner du
fous tous les
le, avec auſ
poſſible.

Mais la
ſhington le
partie conſid
même mois,
vi, chaque j
termes étaien
traite le ſeul
tez à ces circ
te du peu qu
Lée où ſe trou
fait cette retr
donner avec t
laiſſé toutes le
trouvait ſans t
tre uſtencile p

igt-dix-milles, où elles eurent l'adresse & politique d'employer dix-neuf jours.

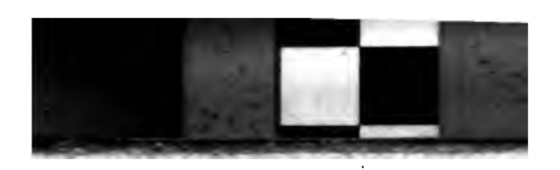
Dans cette tournure subite & imprevue s affaires, le pays fut à l'instant jeté dans la rniere confusion. L'ennemi avait penetré às le coeur du pays, sans qu'on eût d'armée ui opposer. Il n'y avait de secours à atten- ; que des offres volontaires des Habitans. out dependait de la volonté, & chaque hom- ; n'avait de guide que lui-même.

Ce fut dans cette situation des affaires, éga- nent propre à consterner & à porter au deses- ir, que le rentier, le marchand, le cultiva- ır, l'ouvrier & le laboureur, abandonnerent, mme de concert, toutes les commodités do- estiques, pour endosser l'armure militaire, & craignirent pas de s'offrir comme simples ldats pour affronter les rigueurs d'une cam- gne d'hiver. L'idée si judicieuse de prolon- r la retraite, donna le tems aux volontai- s de venir renforcer & joindre le General 'ashington sur la Delaware.

L'Historien se trompe également en disant ıe l'Armée Americaine tomba par accident r Trenton. C'était au contraire l'objet pour quel Washington traversa la Delaware, dans ;paisseur de la nuit & dans les horreurs d'une mpête, de la neige & des glaces; aussi repassa- il cette riviere avec ses prisonniers, imme- atement après avoir frappé son coup. Ce 'ojet même n'avait pas été un secret pour ınnemi; il en avait eu vent par une lettre d'un



Voici
trente Ame
ques milles
de la rivier
dans le secr
rencontré l
gés de prev
les America
paraissant,
ment pour
se, crurent
ils revinrent
incident qui
tomber les A
servit qu'à
dangereuse
se. Dès la p
ton entre da
position s'en
prisonniers *



Cette combinaiſon de circonſtances équi-
ques, tombant avec ce que l'Hiſtorien ap-
le le vaſte empire du hazard, aurait ou-
vert

---

ce-ton) était parfaitement ſatisfait de ſa ſituation, ainſi que le Colonel Rhall. Tous deux furent informés à tems de l'attaque projetée; le nombre des ennemis, ſuivant des informations plauſibles, ne montait pas à plus de trois mille; & ſi le Colonel Rhall eût ſuivi l'ordre que je lui envoyai d'élever des redoutes, je ſuis aſſuré que ſon poſte n'eût pas été pris.

La poſſeſſion de Trenton était d'une grande importance. Si nous l'avions conſervé, nous aurions couvert la plus grande partie du pays à l'Eſt de Prince-ton, y compris tout le Comté de Monmouth, où j'avais raiſon de croire qu'il y avait beaucoup d'habitans fideles: nous aurions encore été ſi près de Philadelphie, que nous aurions ſans doute pû nous en emparer pendant l'hyver: j'avoue cependant que j'avais bien des raiſons de douter ſi ces meſures euſſent encore été convenables dans ce tems-la. Voyez le Compte rendu du General Howe.

Le General Grant, dit un autre Ecrivain, ayant eu vent que le Generl Washington était dans le deſſein d'attaquer Trenton, au lieu de faire avancer l'infanterie vers Prince-ton, envoya ſeulement vingt chevaux & vingt-quatre hommes d'infanterie à Trenton le jour precédent. Le Colonel Rhall voyant que le General prenait ſi peu de précaution, ne crut pas que les informations fuſſent vraies, il s'enivra comme à ſon ordinaire &c.

Les conſequences furent naturellement telles qn'on devait les attendre. Il ſuffit de dire que cette poignée de miſérables bandits que, peu de jours auparavant, nous avions laiſſé échapper de nos mains, retomba ſur notre armée victorieuſe, & qu'en deux
ou

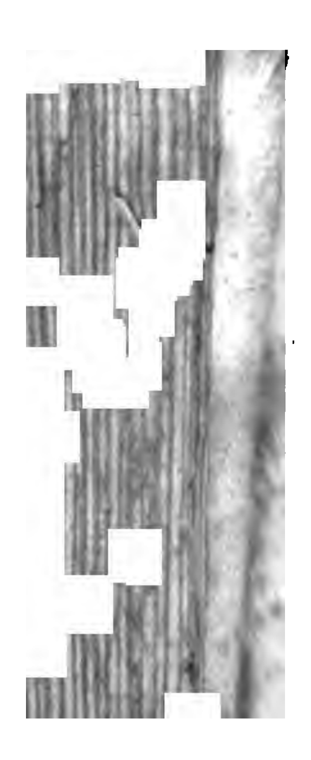
vert un ample champ à la pensée ; & j'a
desiré qu'il en eût été instruit, afin d'y
ployer ces reflexions fines qui caracterisen
écrivain.

Mais l'action de Prince-ton fut acc
pagnée de circonstances encore plus emb
santes, & suivie de consequences encore
extraordinaires. Les Americains, frap
alors un coup de maitre, derangerent & bo
verserent non-seulement tous les plans
Anglais, dans le moment où ils se proposa
d'en venir à l'execution; mais ils repousser
de leurs postes l'ennemi qu'ils n'étaient pas
état de chasser, & l'obligerent à fermer la ca
pagne.

Cette circonstance est un phenome de
ctique. Ceux qui ne savent que la guerre qu
se fait en Europe auraient peine à s'en form

Immediatement après la surprise des Hessois Trenton, le General Washington repassa la laware; cette riviere a de largeur, dans cet droit, environ trois quarts de mille (un quart lieue). Il reprit son ancien poste du côté de nsylvanie. Trenton restait degarni, & l'enni était posté à Prince-ton, à la distance de uze milles, sur la route qui conduit à New-rk. Le tems devenait fort rigoureux; com-il n'y avait que peu de maisons près de la ri-où le General Washington avait établi son le, la plus grande partie de son armée re-t dans les bois & dans les campagnes. Cette constance & quelques autres firent naitre ée de repasser la Delaware & de prendre pos-ion de Trenton. C'etait certainement une reprise hazardeuse; elle paraissait indiquer lque defiance, surtout quand l'on considere erreur panique que la perte du poste des ssois avait causée à l'ennemi Mais, afin de ner une juste idée de cette affaire, je decri-la place même.

Trenton est situé sur un terrein qui s'éleve nviron un quart de lieue de la Delaware, sur ive orientale du Jersey: il est coupé en deux une petite crique ou ruisseau, où il coule z d'eau pour faire tourner un moulin qui s'y ave; après quoi il se decharge, en formant u près deux angles droits, dans la Delaware. bras superieur qui est au Nord-Est contient iron soixante & dix à quatre-vingt maisons, e bras inferieur environ quarante à cinquan-Le terrein de chaque côté de la crique, sur el sont situées les maisons, va également



que les B
garnison
blés & en
perieur o
engagea
Britanniq
munitions
pour se re

En p
tée d'une
Washingto
que qui s
tion ne s
de l'Ameri
journée, c
lawarre cha
on ne pouv
en Pensylva
guere possib
un fleuve de
rompus, he

s'en emparer; mais il fut repoussé. Dès-lors, n'osa plus former d'entreprise, quoiqu'on isse traverser la crique à tout autre endroit tre le pont & la Delaware. Elle coule dans lit naturellement raboteux & irregulier, 'une personne peut franchir aisement, le cou- it étant rapide & creux. Le soir approchait, les Bretons croyant qu'ils avaient tous les ntages qu'ils pouvaient desirer & qu'ils pou- ent en tirer parti, quand bon leur semble- t, ne jugerent pas devoir pousser les opera- ns plus loin, & se prepareront à tenter l'atta- e le lendemain matin.

Mais ce lendemain ouvrit une scene aussi llante qu'inattendue. Les Bretons étaient ıs les armes & prêts à marcher pour l'action, squ'un soldat de leur cavalerie légere arriva Prince-ton à bride abattue dans les rues de enton. Il apportait pour nouvelle que le neral Washington avait déjà attaqué ce matin me & emporté le poste Britannique de Prin- -ton & qu'il était en marche pour enlever le agazin de Brunswich: à cette nouvelle les etons qui s'élancaient déja pour fondre sur le mp évacué des Americains, tournent en ar- re, & dans un accès de consternation ils mar- ent vers Prince-ton.

Cette retraite est un de ces évenemens ex- ordinaires, que les siecles futurs feraient ten- de regarder comme une fable. On croira acilement que deux armées, dont les mou- mens étaient près de produire des évenemens ne si grande consequence, fussent renfer- es dans une espace aussi resserré que Tren-



ton; & que l'une des deux, à la veille
engagement, lorsque toutes les oreilles d
être ouvertes & qu'on fait une garde si e
ait abandonné complettement son poste
tour son bagage & son artillerie, sans qu
tre s'en fût apperçue, sans même qu'elle
des soupçons. Les Bretons furent de
point qu'au bruit du canon & de la mo
terie, entendue de Prince-ton, ils crure
c'était le tonnerre, quoiqu'on fût dans le
de l'hiver.

Le General Washington, afin de
couvrir & masquer sa retraite de Trenton
fait allumer des feux au front de son cam
forme de ligne. Ces feux servirent non
ment à faire croire qu'on allait se reposer;
en prolongeant cette erreur, ils cachere
fectivement aux Anglais tout ce qui se
derriere; car la flamme n'a pas plus de m
rence qu'une muraille; on ne peut voir
vers; & l'on peut dire de cette ruse qu'ell
une colomne de feu pour une des armé
une colomne d'obscurité pour l'autre: les
ses ainsi disposées, les Americains firent
marche circulaire d'environ dix-huit n
(six lieues) pour atteindre Prince-ton qu'
trouverent en état d'attaquer le lendemain
pointe du jour.

Le nombre des prisonniers fut d'en
deux à trois cens, avec lesquels Washin
se retira à l'instant. L'avant garde de l'a
Britannique arriva de Trenton à Prince-
environ une heure après que les Ameri
l'a

t abandonné. Ces derniers continuerent arche toute la journée; ils arriverent le ns un poste commode, loin de la grande qui conduit à Brunswich & à environ treies de Prince-ton. Mais ils étaient dans épuisement, après un service continuel interrompu & une fatigue de deux jours ie nuit, d'action en action, sans abri, esque aucun rafraîchissement, qu'ils s'e nt heureux de pouvoir se reposer sur la ncore glacée, sans autre couvert que le 'est ainsi qu'à la faveur de ces deux avanavec des forces peu analogues à la granu projet, les Americains fermerent glo- ient une campagne, qui, peu de jours vant, avait menacé le pays & la bonne d'une destruction totale. L'armée Brie alarmée pour la sureté de son magasin nswich, éloigné de dix-huit-milles, se it de gagner cette place; ils y arriverent & c'est là qu'ils allerent enterrer toute ialeur, sans rien entreprendre pendant cinq mois.

a Dette de l'Amerique & le papier monnaie.

rès avoir dessiné les principaux traits de ictions memorables, je vais relever de les erreurs de l'Historien de la Revolution aine. Cet Ecrivain, parlant de notre publique & de notre papier-monnaie, me de la maniere suivante.

 „Les

„Les metaux, dit-il, qui sur le globe tier representent tous les objets de Comme ne furent jamais abondans dans cette parti nouveau-monde. Le peu qu'on y en vo disparut même aux premieres hostilités. signes d'une convention universelle, furent stitués des signes particuliers à ces contrées. papier remplaça l'argent. Pour donner quel dignité au nouveau gage, il fut entouré d'e blêmes qui devaient continuellement rapp au peuple la grandeur de leur entreprise, prix inapreciable de leur liberté, la necess d'une perseverance superieure à toutes les inf tunes. L'artifice ne reussit pas. Ces riches ideales furent repoussées. Plus le besoin ol geait à les multiplier, plus leur avilisseme croissait. Le Congrès s'indigna des affron faits à sa monnaie; & il declara traîtres à la p trie tous ceux qui ne la recevraient pas com

ent trente fois au-dessous de leur valeur ori-
naire, qu'on en fabriquait encore. Le 13
pt. 1779, il y en eut dans le Public pour
9,744,000 Livres. L'état devait d'ailleurs
3,670,325 Livres, sans compter les dettes
rticulieres à chaque province."

Dans les passages que nous venons de ci-
r, l'Historien parle comme si les Etats-Unis
ssent contracté une dette de plus de quarante
llions de livres sterlings, encore ne fait-il
s mention des dettes particulieres des Etats
pectifs. Ensuite, parlant du commerce
anger avec l'Amerique, il fait entendre ces
roles:

„Les Etats (en Europe), vraiment com-
erçans, instruits que l'Amerique Septentrio-
le avait été reduite à contracter des dettes, à
poque même de sa plus grande prosperité,
nferent judicieusement que dans sa detresse
tuelle elle ne pourrait payer que fort peu de
ose de ce qui lui serait apporté."

Je sais qu'il doit être extrêmement difficile
faire comprendre, à des étrangers, la nature
les circonstances de notre papier-monnaie,
isqu'il est tant d'Americains qui n'en com-
ennent pas eux-mêmes le mystere." Je pour-
s me borner à dire que le sort de ce papier
actuellement determiné chez nous. On s'est
cordé à le laisser reposer, avec cette espece
respect que l'on contracte insensiblement
ur les choses inanimées, dont l'on a tiré de
ngs services. Toutes les pierres du pont qui

nous a sauvés, semblent avoir des droits [illegible] tre respect. Cette derniere était une piece [illegible] gulaire, & ses avantages ne sauraient être [illegible] bliés. Il y a dans les ames reconnaissantes [illegible] sensibilité qui s'étend aux choses mêmes [illegible] quelles l'estime ne saurait être d'aucune [illegible] ni le mepris d'aucun prejudice. Au moins [illegible] est ainsi; & la plupart des hommes en [illegible] vent l'effet.

Quant au papier-monnaie, quoique [illegible] congrès lui ait assigné le nom de Dollars [illegible] n'en a pas toujours eu la valeur de la part [illegible] cette assemblée. Les Dollars en papier [illegible] repandit la premiere année equivalaient [illegible] & à l'argent. La seconde année, ils valurent [illegible] moins, la troisieme, encore moins; ils [illegible] rent ainsi pendant près de cinq ans de leur [illegible] leur primitive; à la fin la valeur entiere [illegible] quelle le congrès pouvait apprecier les diffé[illegible] tes émissions de papier-monnaie, pouvait [illegible]

ainée ſous une perſpective generale, eſt
ors indifferente. Ce que l'Hiſtorien regar-
omme une dette, n'eſt donc qu'un mot
de ſens; elle a été anéantie par le conſen-
ent unanime de tous, en deduiſant, à leurs
res depens, de la valeur des billets qui
laient entre eux, une ſomme à peu
égale à la depenſe de la guerre pendant
ans.

Il y a plus. Le papier-monnaie étant
ellement ſupprimé ainſi que ſon aviliſſe-
t, l'or & l'argent ayant pris ſa place, la
re ſera dès-lors continuée par la voie des
s, qui coûtera beaucoup moins au public
ce qu'il a perdu par la depreciation du pa-
-monnaie *); mais en payant la taxe, les
yens ſont affranchis des inconveniens du
er-monnaie; ainſi que lorſqu'ils ſouffraient
nconveniens de ce dernier, ils n'avaient pas
rdeau de la premiere à porter: l'effet ſera
u près le même; encore avons-nous gagné
vantages moraux; car autant la taxation
duit la ſageſſe & la frugalité, autant la circu-
n d'un papier tombé en diſcredit produi-
la diſſipation & l'inſouciance.

D'ailleurs, ſi la portion des taxes que paye
ndividu, eſt au-deſſous de ce qu'il a perdu

 par

*) Il faut obſerver ici qu'un Dollar en papier, avait perdu juſqu'à cinquante-neuf-ſoixantiemes de ſa valeur primitive, de ſorte que ſoixante Dollars en papier n'en valaient plus qu'un en argent; le congrès les a retirés à ce dernier taux & detruits. Note du Traducteur.



prevît jamais,
mission du p
d'elle même;
unanime & vo
fet, la dette
devaient.

Peut-être
été si universe
ceci. Le gou
Chacun avilit
consentement;
tion de la val
ayant par cett
égale à ce qu'i
xes, la justice
considere la pe
vilissement du
ce tems, &
guerre, pour
personnes ce
ses mains.

u'il a duré, sans que le public ait été assujetti quelque autre charge de conséquence. Mais ipposer, comme l'ont fait quelques-uns, qu'à fin de la guerre, ce papier-monnaie devait re converti en or ou en argent, ou qu'il con-rverait la valeur de ces especes, c'était suppo-r que nous allions gagner deux cens millions e Dollars en entrant en guerre, au lieu de ayer les frais qu'elle occasionne.

Enfin, si, dans les affaires de l'Amerique, restait encore quelque chose que l'on ne pût omprendre, par rapport à son papier-mon-aie ou à d'autres circonstances, que l'on se ipelle que c'était ici la guerre du public; que 'était la guerre du peuple, la guerre de la patrie. 'était son independance qu'il fallait maintenir, es proprietés qu'il fallait defendre; son pays u'il fallait sauver. Ici le gouvernement, l'ar-née, le peuple sont une seule & même chose.)ans d'autres guerres, des Rois peuvent perdre es domaines ou leur trône; mais ici la perte loit tomber sur la majesté du peuple, & sur les roprietés pour le salut desquelles il combat. Tout individu étant persuadé de cette verité, l marche au champ de bataille, ou paye sa por-ion des taxes, comme souverain de ses propres lomaines; & lorsqu'il est conquis, c'est un Monarque qui tombe.

La Remarque que fait l'Historien vers la fin du passage cité, relativement aux dettes con-ractées par l'Amerique dans un tems de pro-perité, (voulant parler des tems qui precede-ent les hostilités) sert à montrer, quoiqu'il n'en

n'en ait pas fait l'application, la grande difference qui se trouve entre un peuple independant & un peuple qui ne l'est pas. Dans un état de dependance, le commerce de l'Amerique, chargé d'entraves, n'était pas, avec tous les avantages de la paix, en état de se former une balance; elle contractait annuellement des dettes. Mais actuellement qu'elle est independante, elle ne demande pas à subsister par le credit, quoiqu'elle soit engagée en guerre; ses magasins sont remplis de marchandises; l'or & l'argent sont devenues les especes courantes du pays. Il serait difficile de developper les causes de ce phénomene: mais il existe, & les faits sont encore plus puissans que les raisonnemens.

Comme il est probable que cette lettre sera réimprimée en Europe *); les remarques jetées ici serviront à montrer la folie extrême de la Grande-Bretagne qui plaçait ses esperances de succès dans l'extinction de notre papier-monnaie. Cet espoir est si puéril & si ridicule, qu'on ne peut à cet égard, la comparer qu'à un lion affamé qui attend pour proie une toile d'araignée.

Obser-

*) L'Auteur ne s'est pas trompé dans sa conjecture; il s'est fait en Angleterre plusieurs impressions de cet ouvrage; elles se sont repandues avec une extrême rapidité; elles n'ont pas peu contribué au changement de langage, de ton & de conduite qu'on a remarqué sensiblement depuis peu, dans le cabinet & le peuple. Note du Traducteur.

ɔſervations ſur les vraies cauſes du refus d'une reconciliation avec l'Angleterre.

Après avoir fait cet expoſé du papier-monne, l'Hiſtorien de la Revolution Americaine :re dans l'expoſition de l'état de l'Amerique, ·ant l'hiver de 1777 & le printems ſuivant. ermine ſes obſervations en parlant du Traité lliance qui fut ſigné en France, & des proſitions du Miniſtere Britannique, qui furent ctées en Amerique. Mais, dans la maniere nt l'Hiſtorien a rapporté ces faits, on trouve e erreur importante, où ſont auſſi tombés ıſieurs autres Ecrivains de l'Europe. Aucun ux n'a aſſigné la vraie cauſe pour laquelle on eta les propoſitions Britanniques. Tous ont, au contraire, aſſigné une qui eſt ıſſe.

Dans l'hiver de 1777 & le printems ſuivant, Congrès s'aſſembla à York-town en Penſylnie. Les Anglais étaient alors en poſſeſſion Philadelphie. Le General Washington avec n armée était campé dans des cabanes à Val- forge, à vingt-cinq milles de-là. Tous ux qui ſe rapellent cette circonſtance, diſent ıe l'on était dans la ſaiſon des fatigues; mais ɔn dans un tems de deſeſpoir. L'Hiſtorien, rlant de cette époque & de ſes inconveniens, :xprime en ces termes.

„Une foule de privations, ajoutée à tant autres fleaux, pouvait faire regretter aux Ame-

Americains leurs ancienne tranquilité, les incliner à un raccomodement avec l'Angleterre. Envain on avait lié les peuples par la foi des sermens & par l'empire de la religion au nouveau gouvernement. Envain on avait cherché à les convaincre de l'impossibilité de traiter surement avec une metropole où un parlement renverserait ce qu'un autre parlement aurait établi. Envain on les avait menacés de l'éternel ressentiment d'un ennemi outragé & vindicatif. Il était possible que ses inquiétudes éloignées ne balançassent pas le poids des maux presens."

„Ainsi le pensait le Ministere Britannique lorsqu'il envoya dans le Nouveau Monde des agens publics autorisés à tout offrir, excepté l'independance, à ces mêmes Americains, dont deux ans auparavant on exigeait une soumission illimitée. Il n'est pas sans vraisemblance que, quelques mois plutôt, ce plan de conciliation aurait produit un raprochement. Mais à l'époque où la Cour de Londres le fit proposer, il fut rejeté avec hauteur; parce qu'on ne vit dans cette demarche que de la crainte & de la faiblesse. Les peuples étaient deja rassurés. Le Congrès, les generaux, les troupes, les hommes adroits ou hardis, qui dans chaque colonie, s'étoient saisis de l'autorité; tout avait recouvré sa premiere audace. C'était l'effet d'un Traité d'amitié & de commerce entre les Etats-Unis & la Cour de Versailles, signé le 6 Fevrier 1778." — Sur ce passage de l'Historien, je ne puis m'empêcher d'observer que c'est un des points les plus delicats de l'Histoire, que de con-

ɔncilier les époques avec les circonſtances; ıand on y manque, la narration tombe ſou- ənt dans des erreurs & dans un cahos ſans fin: n perd tout-à-fait le fil des cauſes & des con- quences; on les confond avec des objets qui 'y ſont pas liés directement, ou qui n'y ont ıcun rapport.

L'Hiſtorien, diſant que les offres du Mini- ɛtre furent rejetées avec dedain, a raiſon, nant au fait, mais il a tort quant au tems; & ɛtte erreur du tems l'a fait tomber dans une ıepriſe ſur les cauſes.

La ſignature du Traité de Paris le 6 Fevrier 778, ne pouvait avoir aucun effet ſur les diſpo- tions ou ſur la politique des Americains, ıſqu'à ce qu'il fût connu en Amerique. Ainſi uand l'Auteur dit que le refus des offres Bri- ınniques était l'effet du Traité d'Alliance, il eut ſans doute parler de l'alliance alors connue n Amerique; mais on ne la connaiſſait pas. ;ette erreur ravit non-ſeulement à l'Amerique ı reputation que merite ſon courage inébran- ıble dans ce tems d'épreuve; mais elle con- luit à une ſuppoſition qui lui eſt très-inju- ieuſe, ſavoir que, ſi elle n'avait pas connu ce Traité, les offres auraient été acceptées: le rai, cependant, c'eſt qu'elle n'avait aucune ;onnaiſſance du Traité dans le tems qu'elle re- uſa les offres, & qu'elle ne put ainſi les reje- ter ſur ce fondement.

Les propoſitions ou les offres mention- ées ci deſſus étaient contenues en deux bills propo-

proposés au Parlement Britannique par le Lord
North, le 13 Fevrier 1778. Les deux bills fu-
rent portés aux suffrages des deux Chambres
avec une precipitation extraordinaire; avant
qu'ils eussent passé par les formalités usitées dans
le Parlement, on en envoya des copies
Lord Howe & au General Howe, alors à Phi-
ladelphie, & tous deux Commissaires pour
paix. Le General les fit imprimer à Phila-
phie. Il en envoya par un pavillon de
des copies au General Washington, pour
faire passer au Congrès à York-town, où
arriverent le 21 Avril 1778. En voilà
doute beaucoup sur l'arrivée de ces bills
Amerique.

Le Congrès, conformement à sa cou
nomma de son sein un commité pour ex
ner ces bills & en faire le rapport. Ce rapp
fut donné le lendemain (22 du mois), sur
fut adopté à l'unanimité des voix, conc
les journaux & publié pour l'instruction des ha-
bitans. Ce rapport doit donc avoir été le refus
dont parle l'Historien; puisque le Congrès ne
donna pas d'autre opinion formelle sur ces bills
& sur ces propositions. Et les Commissaires
Britanniques ayant fait un nouvel effort, en
date du 25 Mai & reçu le 6 Juin à York-town,
le Congrès se refera immediatement pour sa ré-
ponse à ses resolutions imprimées du 22 Avril.
En voilà sans doute beaucoup sur le refus de
ces offres.

Enfin, le 2 du mois de Mai, c'est-à-
onze jours après l'évenement du second

a à York-town le Traité entre les Etats-
& la France. Jusqu'à ce moment le Con-
n'avait pas d'avis, ni même d'idée, que
demarche fût dans un si bon train de reuss-
Mais pour que cette declaration de ma
ne soit pas regardée comme une assertion
air, je vais l'appuyer sur des preuves; car
porte infiniment, pour l'honneur & les
ipes de la revolution, de montrer que ja-
l'Amerique, depuis la declaration d'inde-
ance, à quelques terribles épreuves qu'elle
é exposée, n'a jamais été dans le cas de se
r à l'idée, même la plus éloignée, de ceder
force, à la detresse, à l'artifice ou à la per-
on. Et cette preuve est d'autant plus ne-
re, que le systême des Ministres Britanni-
, alors, auparavant & depuis ce tems, a
ours été de tenir les autres Puissances Euro-
nes dans l'idée que l'Amerique était chan-
ite dans ses resolutions & sa politique,
ant par cet artifice de porter atteinte à sa
tation en Europe & d'affaiblir la confiance
ces Puissances, ou quelqu'une d'elles, au-
été portée à lui temoigner.

Dans le tems où ces évenemens se passaient,
s Secretaire dans le Dapartement des Affai-
étrangeres pour le Congrès. Toutes les
es politiques des Commissaires Americains
ient entre mes mains, & tous les écrits
steriels du Congrès émanaient de mon bu-
, & bien loin que le Congrès eût quelque
naissance de la signature du Traité dans le
s qu'il rejeta les offres de la Grande-Bre-
e, il n'avait pas même reçu un ligne d'in-

formation de ses Commissaires à Paris sur qu
que sujet que ce fût, depuis plus de douze mo
Peut-être que la perte du port de Philadelph
le blocus de la navigation de la Delaware, &
danger des mers couvertes de pirates Britan
ques contribuerent à cet accident.

Il est vrai qu'un paquet parvint à Yor
town au mois de Janvier precedent; c'était en
viron trois mois avant l'arrivée du Traité; mai
tout étrange que la chose puisse paraître, il n'e
est pas moins vrai qu'on en avait enlevé tou
les lettres, avant qu'il fût envoyé dans le vai
seau qui l'apportait de France, & qu'on ne tro
va à la place que du papier blanc.

Ayant ainsi assigné les époques auxquel
les offres des Commissaires Britanniques fur
d'abord reçues, ainsi que le tems où le Trai

:re ici) dont la gloire acquiert le plus grand
; pour avoir éclaté avant que le Traité fût
ıu : car ce qui n'est que bravade dans l'ad-
té devient insulte dans la bonne fortune;
Traité donnait à l'Amerique une consistan-
ferme, que si elle eût connu ce Traité, la
›nse qu'elle fit aux offres Britanniques au-
:u plutôt l'air d'un triomphe que la securité
ınte de la fermeté.

En un mot, l'Historien Philosophe parait
: absolument confondu les objets; car au
d'attribuer le refus de ces offres à la con-
ınce du Traité d'alliance, il aurait dû at-
er l'origine des propositions du cabinet
nnique, à la connaissance qu'il avait de cet
ement. Dès-lors on conçoit la raison pour
:lle on en precipita l'acceptation dans le
ment & l'envoi en Amerique, avant même
; eussent été dressés en actes; afin, sans
e, qu'ils pussent y arriver avant qu'il y par-
aucune connaissance du Traité: ils reussi-
en cela; mais ils y essuyerent un sort qu'ils
nt amplement merité. Que ces bills aient
pportés dans le Parlement Britannique,
la signature du Traité entre la France &
erique, c'est ce qui est prouvé par les da
Celle du Traité est du 6 Fevrier, & celle
ills est du 17 du même mois. Et que la
ture du Traité fût connue au Parlement
d les Bills y furent apportés, c'est ce que
/e également un discours de l'honorable
es Fox du 17 Fevrier Ce membre zelé
›pposition repliquant au Lord North, in-
ı la chambre que le Traité était signé &

en apela à la [illegible]
ftre avait de ce [illegible] *) [illegible]

Il n'eft pas inutile de [illegible]
cafion comment le Congrès [illegible]
pofitions du Miniftere [illegible]
tion, datée du 23 Avril [illegible]
fuivante.

---

*) Die hier gemeldeten Umstände sind [illegible]
würdig, um so mehr, da sie von [illegible]
men, durch dessen Hände die ganz [illegible]
es scheint mir durch dieselben [illegible]
der Congreß zu der Zeit, als er [illegible]
gleichsvorschläge ausschlug, noch [illegible]
ministeriellement wußte, daß die [illegible]
geschlossen sey, und dies macht [illegible]
und seiner Festigkeit, bey den einmal [illegible]
gen, viele Ehre; mit Recht hat daher [illegible]
gel S. 122 seiner kleiner Geschichte [illegible]
wie es von Hrn. Payne entwickelt [illegible]
[illegible]

„Le Comité auquel on avait renvoyé la
:tre du General en date du 18, contenant
rtain papier imprimé à Philadelphie, proposé
mme l'Extrait d'un Bill declaratoire des in-
ntions du Parlement de la Grande-Bretagne,
'effet d'exercer ce qu'il lui plaît d'apeler son
oit d'imposer des taxes dans ces Etats-Unis;
nsi que l'Extrait d'un Bill pour autoriser le Roi
la Grande-Bretagne à nommer des Commis-
res, avec le pouvoir de traiter, de consulter
de convenir sur les moyens de calmer cer-
ns desordres dans lesdits Etats-Unis, deman-
la liberté d'observer:

„Que les Emissaires de l'Ennemi ayant, in-
lieusement, fait circuler ledit papier d'une
miere particuliere & clandestine, il doit-
'e au plutôt imprimé pour l'instruction du
blic."

„Le Comité ne peut pas assurer si le con-
nu dudit papier a été dressé à Philadelphie ou
ns la Grande-Bretagne, encore moins s'il
: réellement & vraiment destiné à être porté
Parlement de ce Royaume, ou si ledit Par-
nent veut le revêtir des formalités ordi-
ires de ses loix. Il est incliné cepen-
nt à croire que cela arrivera par les rai-
ns suivantes:

„1) Parce que leur General a fait quel-
ues faibles efforts pour mettre sur pied une
iece de Traité pendant l'hiver passé; quoi-
ie, soit par une fausse idée de sa dignité
de son importance, soit faute d'informa-

tions, ou par quelque autre cause, i
soit pas adressé à ceux qui sont investis (
torité propre."

„2) Parce qu'il suppose que l'idée
peuse d'une cessation d'hostilités porte
Etats à relâcher leurs preparatifs de guer

„3) Parce que croyant les Am
lassés de la guerre, ils supposent qu
accederons à leurs propositions pour
la paix."

„4) Parce qu'ils imaginent que no
ciations seront, ainsi que leurs debats,
à une influence corrompue."

„5) Parce qu'ils attendent de cette
che les mêmes effets qu'ils attendaient (
qu'un de leurs Ministres jugeait à propo
ler sa motion conciliatoire, afin d'en
par-là des puissances étrangeres de don
secours à ces Etats; afin d'engager par-
propres sujets à continuer un peu plus
tems la guerre actuelle, pour detacher qu
esprits faibles en Amerique de la cause d
berté & de la vertu."

„6) Parce que leur Roi, d'après c
fait paraître lui-même, a des raisons d'
hender que ses flottes & ses armées, a
d'être employées contre les territoires d
Etats, seront necessaires à la defense de se
pres domaines."

„7) Parce que l'impossibilité de subj
ce pays étant chaque jour, de plus en plu

festre, il est de leur interêt de se delivrer de la
ierre à toutes conditions."

„Le Comité demande la liberté d'observer
ieore qu'en supposant même que les objets
ntenus dans ledit papier seront réellement
ortés dans le Registre des statuts Britanniques,
ne serviront qu'à montrer, sous un point
vue clair, la faiblesse & la perversité des
nemis."

Leur Foiblesse.

„1) Parce qu'ils declaraient autrefois que
n-seulement ils avaient le droit de comman-
r les habitans de ces Etats dans tous les cas
elconques, mais aussi que lesdits habitans
vaient, absolument & sans conditions, se
umettre à l'exercice de ce droit. Et cette
umission, ils ont voulu l'exiger à la pointe
l'épée. Ainsi renoncer à cette pretention
ns les circonstances presentes c'est montrer
'on se croit hors d'état de l'obtenir de
rce."

„2) Parce que leur Prince a jusqu'à pre-
nt rejeté les plus respectueuses requêtes des
presentans de l'Amerique, qui demandaient
être considerés comme sujets, & protegés
ns la jouissance de la paix, de la liberté & de
sureté; parce qu'il a hazardé de leur faire la
erre la plus cruelle, & employé les sauvages
ur massacrer des femmes & des enfans inno-
ns. Mais actuellement le même Prince pre-
d traiter avec les mêmes supplians, & accor-
der

der aux armes de l'Amerique ce qu'il refusait à leurs prieres."

„3) Parce qu'ils ont travaillé constamment à conquerir ce continent, rejetant toute idée d'accomodement proposé, sur la confiance qu'ils avaient dans leurs propres forces; sur quoi il est évident, d'après ce changement dans leur maniere d'attaque, qu'ils ont perdu cette confiance. Et,

„4) Parce que le langage constant tenu non-seulement par leurs ministres, mais qui perce aussi dans les actions les plus publiques & les plus authentiques de la nation, a été, qu'il ne convenait pas à leur dignité de traiter avec les Americains, pendant qu'ils avaient les armes en main. Non-obstant cela, ils offrent actuellement de traiter."

„La Perversité & la Mauvaise-Foi des Ennemis se manifestent par les considerations suivantes:

„1) Les Bills à faire passer contiennent une cession directe ou indirecte d'une partie de leurs anciennes pretentions, ou ne la contiennent pas. S'ils font cette cession, ils reconnaissent donc avoir sacrifié la vie de beaucoup de braves gens dans une querelle injuste. S'ils ne la font pas, ces bills sont donc imaginés pour amener insidieusement l'Amerique à des conditions auxquelles ils n'ont pu la faire consentir, ni par des argumens avant la guerre, ni par la force depuis.

„2) Le

„ 2) Le premier de ces Bills paraît par le
re une declaration des intentions du Parle-
ent Britannique, concernant l'exercice du
oit d'imposer des Taxes dans ces Etats. En
nsequence de quoi, si ces Etats traitaient d'a-
ès ledit Bill, ils reconnaîtraient indirectement
droit, pour la reconnaissance duquel la guer-
presente a été entreprise & poursuivie de la
rt de la Grande-Bretagne."

„ 3) Si l'on acquiesçait à ce droit, preten-
ı alors, il pourrait-être exercé toutes les fois
ıe le Parlement Britannique se trouverait dans
ı esprit, dans des dispositions differentes;
:endu que c'est de telles & telles circonstan-
s contingentes, que dependrait le point
r lequel il reglerait ses actions sur ses inten-
ons anterieures.

„ 4) Ledit premier Bill ne contient dans
fond aucune matiere neuve; c'est precise-
ent la même chose que la motion mention-
e ci-devant; ainsi il est sujet à toutes les
ıjections qui militent contre ladite motion,
cepté les particularités suivantes, savoir que
motion devait suspendre la taxation actuel-
, tant que les Americains accorderaient ce
ıe ledit Parlement pourrait juger propre: sur
ıoi elle doit être suspendue par le Bill propo-
tant que les Parlemens futurs persisteront dans
même esprit que celui d'à présent."

„ 5) D'après le second Bill, il paraît que
Roi Britannique peut, s'il lui plaît, établir
:s Commissaires pour traiter & pour conve-

„D'après tout cela, il paraît évident à vo-
: Comité que lesdits Bills sont destinés à ex-
:er les esperances ou les craintes du bon peu-
: de ces Etats, afin de faire naître des divi-
ons parmi eux & une defection de la cause
mmune, qui tire maintenant, par la faveur
: la Providence divine, à une heureuse fin.
u'ils sont des consequences de ce plan insi-
eux qui, du jour de l'acte du Timbre jusqu'à
esent, a plongé ce pays dans des disputes &
s ruisseaux de sang. Et que, dans d'autres
s ainsi que dans celui-ci, quoique les circon-
nces puissent les forcer dans de certains tems
renoncer à leurs injustes pretentions, il n'est
s douteux, qu'ils ne veuillent ainsi qu'au-
ravant, à la premiere occasion favorable,
ire éclater cette soif de domination qui a cou-
en deux le puissant Empire de la Grande-
etagne."

„Quant au sujet en entier, le Comité de-
ande la permission de rapporter que c'est son
inion que les Americains s'étant unis dans
tte perilleuse querelle, d'après des principes
interêt commun, pour la defense des droits
Privileges communs, laquelle union a été
mentée par des calamités communes & par
ie affection & de bons offices reciproques,
: sorte que la grande cause où ils sont engagés
dans laquelle tout le Genre-Humain est inter-
sée, doit avoir son succès de la continuation
: cette union. D'après quoi tout homme ou
ut corps d'hommes qui presumerait de faire
ie convention ou accord partiel & separé
ec les Commissaires de la Couronne de la
Grande-

Grande-Bretagne ou avec quelqu'un d'eux doit être consideré & traité comme Ennemi ouvert & declaré de ces Etats-Unis."

„Et de plus, votre Comité demande la permission de rapporter qu'il est d'avis que ces Etats Unis ne peuvent, convenablement, avoir aucune conference ou negociation avec aucun Commissaire de la part de la Grande-Bretagne, à moins que, pour Preliminaires, ils ne retirent leurs flottes & leurs armées, ou qu'en termes positifs & exprès ils ne reconnaissent l'Independance desdits Etats."

„Et autant que ce paraît être le dessein de l'Ennemi de ces Etats de les bercer dans une securité fatale, afin qu'il puisse agir avec un poids & une importance convenable, c'est l'avis du comité que les divers Etats soient invités à developper les plus vigoureux efforts, pour mettre le plutôt possible en campagne leurs quotes respectives de Troupes continentales, & que toute la milice desdits Etats soit tenue prête, afin d'agir comme l'occasion pourra le requerir."

Voici comment le Congrès repondit à la seconde adresse des Commissaires:

D'York-town, 6 Juin 1778.

„J'ai eu l'honneur de mettre votre Lettre du 3 de ce mois avec les Actes du Parlement Britannique sous les yeux du Congrès; & je suis autorisé à vous avertir, Monsieur, qu'il a déjà

là temoigné ses sentimens sur ces Bills d'une niere qui ne differe pas essentiellement de Actes, dans une publication du 22 Avril nier."

„Soyez assuré, Monsieur, que quand le i de la Grande-Bretagne sera serieusement posé à mettre fin à la guerre cruelle & non ovoquée qu'il a hazardée contre les Etats-iis, le Congrès se prêtera de bon coeur aux nditions de paix qui pourront s'accorder ec l'honneur de nations independantes, l'in-êt de leurs commettans & les égards sacrés 'ils sont dans l'intention de temoigner pour traités."

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très-humble & très obeissant Serviteur.
Henri Laurens,
President du Congrès.

son Excellence Sir Henri Clinton à Philadelphie.

nsées Morales & Philosophiques ur les motifs de l'Union entre la France & l'Amerique.

Quoique je ne sois pas surpris de voir l'Hi-orien Philosophe trompé sur des évenemens storiques, arrivés à une si grande distance la sphere directe de ses observations, j'ai droit

droit de l'être beaucoup, en le voyant se tromper (du moins, autant qu'il me paraît) dans la carriere lumineuse & brillante des reflexions philosophiques. Ici ce sont ses propres materiaux; c'est lui qui les a créés; ainsi l'erreur vient de son esprit.

Jusqu'à present mes remarques se sont bornées à des faits, à l'ordre dans lequel ils se sont passés & aux évenemens qu'ils ont fait naitre. Sur cet objet ma tâche était faite, ayant été à portée d'avoir de meilleures informations que l'Historien. Quant aux discussions sur des objets de sentimens & d'opinion contre un adversaire placé par l'âge, l'experience & une reputation établie depuis longtems, dans le rang des genies superieurs, je ne me promets pas le même succès; mais comme elles tombent dans le cercle de mes observations, il ne me conviendrait pas de les omettre.

Dans toute cette partie de l'ouvrage de l'Historien Philosophe, je trouve diverses expressions qui, par leur cynisme, me paraissent franchir les bornes de la liberté de penser; ou qui, du moins, sont tellement enveloppées qu'elles perdent plusieurs des qualités brillantes qui distinguent les autres parties de cet ouvrage.

L'Auteur, ayant conduit son travail jusqu'à l'époque où se fit le Traité d'alliance entre la France & les Etats-Unis, hazarde ses reflexions sur ces évenement.

„La

„La Philosophie, dit-il, dont le premier
ntiment est le desir de voir tous les gouvernemens justes & tous les peuples heureux,
portant un coup d'oeil sur cette alliance
une monarchie avec un peuple qui defend
liberté, en cherche le motif. Elle voit
op que le bonheur de l'humanité n'y a point
part."

Peu importe quelle idée conduisait la plu-
e de l'Historien Philosophe, la disposition
la trempe de son esprit lorsqu'il traçait ces
roles. Cette circonstance ne servirait ni à
tifier cette pensée, ni à en accrediter la fausé. Est-elle vraie, elle n'a pas besoin d'apo-
gie. Est-elle fausse, elle ne merite aucune
dulgence. On l'offre à l'univers comme l'o-
nion de la Philosophie, on peut donc l'exa-
iner independamment de la personne de
uteur.

Il semble que c'est un defaut du genie de
livrer souvent plus à des objets de curiosité
'à des sujets utiles. A moins qu'on ne soit
nseiller-privé du destin, on trouve toujours
elque chose à redire. On veut savoir les
sorts, les quoi, les comment de chaque cho-
sans quoi l'on s'en va mecontent. Est-ce
crime, est-ce un caprice seulement de l'hu-
nité? c'est-ce que je n'examinerai pas. Je
endrai le passage tel qu'il est, & je me con-
terai d'y opposer mes reflexions.

Ce ne sont pas tant pour les motifs qui pro-
isirent l'alliance, que pour les consequences
'elle doit produire, qu'il faut ouvrir la car-
riere

riere aux reflexions phliosophiques. Les motifs ne peuvent nous initier que dans les antres arides des probabilités, où l'on ne peut apprendre beaucoup; où l'on peut faire des meprises sur tout; mais les consequences offrent à l'esprit un ample & vaste champ d'évenemens naturels & mille faits heureux avançant en maturité.

Mais l'expression, dans le sens même de l'Historien Philosophe, renferme une erreur, parce qu'elle assure ce qu'il n'est donné à aucun mortel d'assurer. Quel homme peut dire que le bonheur du genre humain n'entra pour rien dans les motifs qui produisirent l'alliance? Pour être en état de hazarder une pareille assertion, il faut avoir lu dans l'ame de toutes les parties contractantes, & decouvert que leurs motifs étaient quelque autre chose.

A mesure que l'independance de l'Amerique fut examinee & connue, l'on vit de jour en jour se developper & ce qu'elle promettait par son heureuse position aux premiers Auteurs, & les avantages nombreux qu'elle offrait au Genre-humain; l'on vit non des avantages éphemeres & bornés à la race presente, mais des faveurs pour toute la posterité; ainsi ces motifs ajoutés à ceux qui precederent, furent pour l'Amerique des raisons qui la porterent à proposer & à adopter le traité d'Alliance, comme le moyen le plus propre & le plus efficace, d'étendre & d'affermir le bonheur general; l'historien se trompe donc à notre égard.

D'un

D'un autre côté la France était dans une
ɔsition bien differente par rapport à l'Ameri-
ıe. La necessité ne la forçait pas à chercher
ıe amie. Les motifs qui l'engagerent à le de-
:nir portent donc la preuve la plus forte de
ɔnté; & ce qui est bon, doit avoir necessai-
ment le bien pour objet. En jetant les yeux
r elle-même, la France voyait dans cet éve-
:ment une suite d'avantages dignes de son at-
ntion. En posant des bornes au pouvoir d'un
cienne rivale, sans chercher à la detruire ni à
jeter dans la detresse, elle acquerait des avan-
ges, sans faire aucun mal; elle se donnait une
ıuvelle amie en s'alliant avec un pays qui était
ns l'infortune. Les ressorts des pensées qui
nduisent à des actions de cette sorte, toutes
ılitiques qu'ils puissent être, sont cependant
ıne espece salutaire; car, dans toutes les cau-
;, bonnes ou mauvaises, il est necessaire que
sprit conserve une aptitude qui le mette en
t d'agir d'une maniere analogue à l'objet:
mme une mauvaise cause ne saurait être pour-
vie avec un bon motif, une bonne cause ne
ırait avoir longtems pour base un motif mau-
s, & comme nul homme n'agit sans motif,
ıs le present cas, des motifs qui ne sauraient
e mauvais, doivent donc être representés
mme bons. Mais l'Historien s'étend sur une
ıelle si vaste, qu'il perd de vue les degrés
i en determinent la mesure. Pour parler
s figure, il rejette l'origine du bien, parce
: la fin ne vient pas tout d'un coup.

Il est vrai que de mauvais motifs peuvent
ıuelques égards entrer dans le soutien d'une

bonne cause ou dans la poursuite d'un bon objet; mais cet état des choses ne subsiste pas longtems; car ou l'objet épure l'esprit, ou l'esprit corrompt l'objet; autrement ne pouvant jamais se reunir, il arrive une scission: & ce progrès naturel, quoiqu'insensible, d'union ou de debat entre l'esprit & l'objet est la cause secrete de la fidelité ou de la defection; chaque objet qu'un homme poursuit est alors une espece d'idole pour son esprit: si les deux sont bons ou mauvais, l'union est naturelle; mais s'ils sont opposés & que l'un ne puisse corrompre ou reformer l'autre, l'opposition fait naître le degoût, & la separation s'ensuit.

Quand la cause de l'Amerique fit sa premiere entrée sur le theatre de l'Univers, il y en eut plusieurs qui, semblables à des avanturiers, à des coureurs de bonne fortune, briguerent son service & lui firent la cour avec toutes sortes de demonstrations d'honneur & d'attachement. Ils exaltaient ses louanges; ils étalaient leurs dispositions à la servir. Tout retentissait de leur ardeur ou de leur courroux. On les eût pris pour des amoureux-fous. Mais hélas! c'étaient des coureurs de fortune. Leurs attentes étaient vives, mais leurs coeurs étaient froids; & ne la trouvant pas propre à se prêter à leurs vues, ou n'étant pas eux-mêmes reformés par son influence, ils rompirent avec elle; quelques-uns même l'abandonnerent & la trahirent.

Il y en eut d'autres qui la regarderent d'abord avec indifference & qui, ne connaissant pas sa nature,

nature, se tinrent quelque tems à l'écart. Ils craignaient que, sous les apparences trompeuses de liberté, elle ne cachât le cahos hideux de l'anarchie ou le monstre horrible de la tyrannie. Ils ne la connaissaient pas. Faisait-on l'éloge de son caractere, ils ne s'y opposaient pas. Mais ils ne laissaient pas de la suspecter; & quoique nés au milieu d'elle; elle leur paraissait encore étrangere.

Quelques-uns d'eux furent conduits par le hazard, d'autres par la curiosité, à l'appercevoir de loin. Ils hazarderent de jeter un regard sur elle. Ils se sentirent inclinés à lui parler. L'intimité se fortifia. Enfin les soupçons s'évanouirent. Des idées differentes penetrerent graduellement dans l'esprit. Comme ils n'étaient mus ni par l'interêt particulier, ni par des motifs sordides ou déshonorants, ils furent épris de son innocence; & ne se laissant ni abattre par l'infortune, ni emporter par les succès, ils partagerent avec fidelité les variations de sa destinée.

Cette explication des motifs imaginés par l'Historien m'a conduit, sans y penser, dans une sphere de raisonnemens metaphisiques; mais il n'y avait pas d'avenue qui m'y menât aussi naturellement. Opposer les presomptions aux presomptions, les assertions aux assertions, est un genre d'opposition qui n'a jamais de fin; & par consequent la methode la plus convenable était de montrer que l'explication donnée par l'Historien ne s'accordait pas avec les progrès naturels de l'esprit & l'influence qu'il a sur

les actions humaines. J'abandonnerai donc à present ce sujet ; je procederai à ce que j'ai exposé auparavant, savoir que ce n'est pas tant pour les motifs qui produisirent l'alliance, que pour les consequences qu'elle doit produire, qu'il faut ouvrir la carriere aux reflexions philosophiques.

C'est une reflexion que j'ai deja faite dans un autre ouvrage, que le cercle de la civilisation n'est pas encore parfait. La reciprocité des besoins a formé les individus de chaque pays dans une espece de societé nationale ; & les progrès de la civilisation se sont arrêtés là. Car il est aisé de voir que les nations, à l'égard l'une de l'autre, (nonobstant l'idée des loix civiles que chacun explique à sa fantaisie) sont comme des individus dans l'etat de nature. Elles ne sont dirigées par aucun principe sûr, ni gouvernée par aucune loi coactive ; & chacune d'elles fait en son particulier ce qu'elle juge à propos ou ce qu'elle peut.

S'il était possible que nous eussions connu le monde, lorsqu'il était dans l'état de barbarie ; nous aurions presumé qu'il n'eût jamais pu prendre le pli de l'ordre où nous le voyons actuellement. L'esprit, encore brut, etait, sinon plus dur, au moins aussi dur à la culture dans son état individuel, que l'esprit des hommes l'est actuellement dans l'état national. Nous sommes venus à bout d'unir les individus ; pourquoi desesperions-nous d'obtenir le même succès sur les nations?

Il y a presentement beaucoup plus d'aptitude dans le Genre humain pour étendre & perfectionner la civilisation des nations à l'égard l'une de l'autre, qu'il y en avait lorsqu'il fut question d'unir en société les individus dans l'état de nature Il est en quelque façon plus aisé de reunir les pieces d'une machine quand elles sont fabriquées, que de les former de materiaux premiers & bruts. L'état present du monde differant extêmement de ce qu'il était jadis, a donné une tournure differente à l'esprit humain, au-delà de ce qu'il parait éprouver. Les besoins des individus qui donnerent la premiere idée de societé, sont actuellement augmentés par les besoins reciproques des nations; l'homme est actuellement obligé d'aller chercher chez les autres nations ce qu'il cherchait auparavant auprès de lui chez son proche voisin.

Les Belles-Lettres, ce langage de l'univers, ont en quelque maniere lié tout le Genre-humain par une connaissance generale, & les progrès qu'elles font, produisent chaque jour quelque liaison nouvelle. Ce lien general met les nations les plus éloignées à même de converser ensemble; en perdant peu-à-peu l'air gauche d'étranger & le front ombrageux du soupçon, les peuples divers apprennent à se connaître, à s'entendre l'un l'autre. La science qui n'affectionne aucun pays particulierement, mais qui communique ses faveurs à tous, a genereusement ouvert un temple, où tout le monde peut la trouver. Son influence,

ſemblable à celle du ſoleil ſur un terrein glacé, a preparé depuis longtems l'eſprit à des cultures plus relevées & à des progrès plus grands. Le Philoſophe d'un pays ne voit pas un ennemi dans le Philoſophe d'un autre. Il prend ſa place dans le temple des ſciences & ne demande pas quel eſt celui qui ſiege à ſes côtés.

Ce n'était pas-là l'état du monde barbare. L'homme avait alors peu de beſoins, & les objets étaient à ſa portée. Tant qu'il put ſe les procurer, il vecut dans l'état parfait d'une independance individuelle; la conſequence fut qu'il y avait autant de nations que d'individus, chacun étant en guerre avec un autre, pour aſſurer quelque choſe qu'il avait, ou pour obtenir quelque choſe qu'il n'avait pas. Les hommes n'avaient alors ni affaires à ſuivre, ni études pour exercer leur eſprit. Ils partageaient leur tems entre la fatigue & l'oiſiveté. La chaſſe & la guerre étaient leurs principales occupations, manger & dormir leurs principales jouiſſances.

Les choſes ſont bien changées. La revolution arrivée dans la maniere de vivre a fait qu'il eſt neceſſaire de s'occuper; l'homme trouve actuellement mille choſes à faire dont auparavant il n'avait aucune idée. Au lieu de placer les idées de grandeur dans les exploits groſſiers des ſauvages, ils étudie les arts, les ſciences, l'agriculture, le commerce, les qualités d'une éducation polie, les prin-

cipes

cipes de la société & la connaissance de la Philosophie.

Il y a bien des choses qui, en elles-mêmes, ne sont ni bonnes, ni mauvaises; mais qui produisent des conséquences marquées fortement au coin du bon ou du mauvais. Ainsi, le commerce, qui au fond n'est rien dans le moral, a influé considerablement sur la tournure de l'esprit. C'était, dans l'état primitif de nature, le manque d'occupation qui produisait ce penchant barbare & perpetuel pour la guerre. Le tems paraissait d'une longueur insupportable, faute d'objets pour s'occuper. L'indolence où l'on vivait fournissait le tems pour faire du mal; & tous étant également oisifs & dans des circonstances égales, il était facile de les irriter & de les engager dans les combats.

Mais les progrès du commerce ont fait naître des circonstances dont l'étendue est à la portée de tous les hommes & fournit à chacun des objets pour penser & des objets pour s'occuper. Par ce moyen l'attention humaine est éloignée mechaniquement des objets qu'offrent un esprit oisif & l'état de paresse; l'homme commerce avec les mêmes pays auxquels il aurait, dans le premier âge, fait la guerre, pour y ravir les productions qu'il n'aurait pas voulu se procurer par le travail.

C'est ainsi, comme je l'ai observé, que l'univers étant essentiellement changé par l'in-

fluence des sciences & du commerce, il 'est dans un état plus propre, non-seulement pour admettre, mais encore pour desirer les progrès de la civilisation. Le principal & presque le seul Ennemi qu'il puisse encore rencontrer, est le prejugé; car il est évidemment de l'interêt du Genre-humain de s'accorder & d'augmenter, autant que possible, la somme de son bonheur. L'univers a subi les divisions d'empires qu'il devait éprouver, les limites de chacun sont connues & fixées. Le desir de faire des conquêtes, à l'exemple des Grecs & des Romains, n'existe plus; & l'experience a fait disparaître l'idée de faire la guerre pour avoir du butin. En un mot, les motifs des guerres sont extrêmement diminués; & il n'est presque rien sur quoi l'On puisse quereller, si ce n'est sur ce qui vient de ce fléau de la societé, le prejugé, & de cette indomptable rudesse de caractere qui en est la suite.

Il y a quelque chose d'extrêmement curieux dans la nature & les operations du prejugé. Il a la capacité singuliere de se prêter à toutes les variations possibles de l'esprit humain. Il n'est qu'un petit nombre de passions & de vices dispersés parmi les hommes, & qui ne trouvent que ça & là des esprits disposés à les recevoir. Mais le prejugé, semblable à l'araignée, étend ses toiles partout. Il n'est jamais delicat sur le choix des lieux; il ne demande que de la place. Il est peu de situations, à l'exception du feu & de l'eau, où

l'arai-

l'araignée ne pût vivre. Semblable à cet insecte, que l'esprit soit aussi nud que les murs d'un vieux château vide & abandonné, aussi sombre qu'un cachot, ou qu'il soit meublé des plus riches ornemens de la pensée; qu'il soit chaud, froid, obscur ou lumineux, isolé ou vide, le prejugé, à moins qu'on ne lui oppose des obstacles, y viendra tendre des toiles; &, comme l'araignée, il s'établira dans un lieu qui ne semblait offrir aucune pâture. Si l'araignée empoisonne sa nourriture en la preparant pour son palais & pour son usage, le prejugé en fait autant; & comme plusieurs de nos passions sont fortement caracterisées dans les differentes especes du regne animal, on peut donner au prejugé le nom d'Araignée de l'esprit.

Remarques sur l'Alliance entre la France & l'Amerique.

Jamais peut-être il n'y eut deux Evenements qui se combinerent d'une maniere plus forte & plus intime pour combattre & dissiper nos prejugés que l'independance de l'Amerique & son alliance avec la France. Nous en sentons les effets; & leur influence s'étend dejà à l'ancien monde aussi bien qu'au nouveau. La tournure des idées, la maniere de penser du peuple, ont éprouvé une revolution encore plus extraordinaire que la revolution politique du pays. Nous voyons avec d'autres

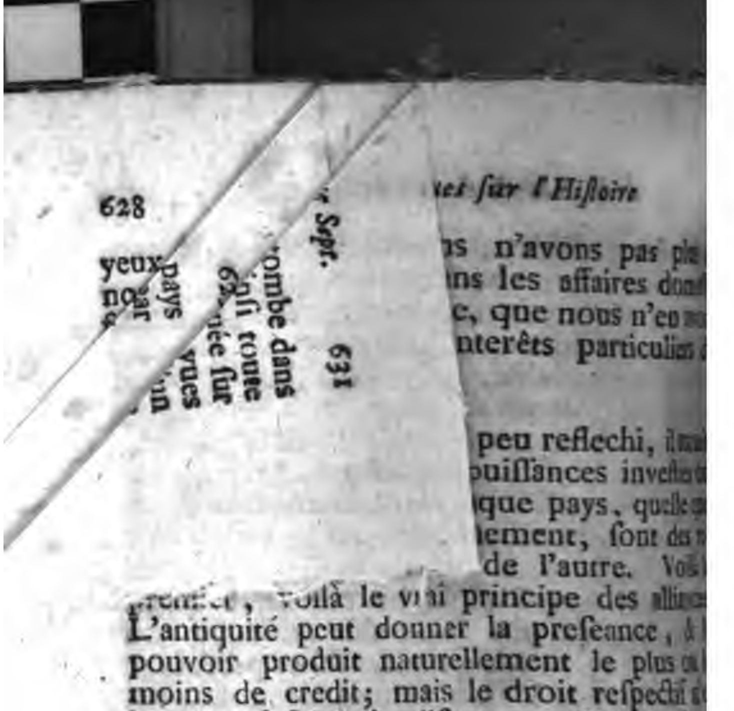
yeux, l'Univers entier; & nos pré-
nos souffrances subirent une
replier sur lui-même; enfin,
les premiers aussi contraires à
humanité, que les derniers
patibles avec nos droits civils
Pendant que nous avancions
... dans le vaste champ de l'amour
de tous les hommes, l'alliance avec la France fut conclue, alliance formée non pour être éphemere, mais, éternelle parce qu'elle est posée sur des principes solides & genereux avec des avantages égaux & reciproques; & la maniere aisée & affectueuse avec laquelle les parties ont depuis communiqué ensemble en a fait une alliance non de cours, mais de nations. Les Esprits sont actuellement unis aussi bien que les interêts, & nos coeurs aussi bien que notre prosperité nous invitent à les maintenir. Les Anglais, n'ayant pas éprouvé ce changement, n'en avaient aucune idée. Ils caressaient avec complaisance les mêmes prejugés que nous foulions aux pieds; ils imaginaient conserver prise sur l'Amerique par la conservation de ces mêmes idées étroites que l'Amerique rejetait. Ils s'enorgueillissaient des choses que nous meprisions: voilà la principale cause qui a fait échouer toutes leurs Negociations, fondées sur cette base. Nous sommes réellement un autre peuple, nous ne pouvons plus retourner à notre ancienne ignorance & à nos vieux prejugés. L'esprit une fois éclairé ne retombe plus dans les tenebres. Il n'est ni dans l'ordre des probabilités, ni même dans

l'ordre

dre des possibles, que l'esprit rel... se de-
norance d une chose qu'il sait ; a...
reprise de la part de l'Angleterre calq...x que
anciennes idées de l'Amerique & ses ...
ır les renouveler, ressemblent à celles d... pa-
nme qui voudrait persuader à quelqu'un ...
ırvu de bons yeux de se rendre aveugle,
doué de bon sens de devenir un sot. La
miere supposition est contre la nature, &
seconde impossible.

L'Historien Philosophe remarque qu'un
ces pays est une Monarchie & l'autre une
publique *). Mais quelles suites peut avoir
te difference ? Les formes de gouverne-
nt n'ont rien de commun avec des traités:
premieres n'ont raport qu'à la police inte-
ure des pays, les seconds à leur politique
terieure, & tant que les deux pays remplis-
sent

*) In der That ein sonderbarer Einfall von Hrn. Raynal, als wenn das monarchische Frankreich nicht schon seit so langer Zeit der Alliirte, Vertheidiger und Guarant der Eydgenossen, der Holländer, der deutschen Reichsverfassung wäre? als wenn nur Republiken mit Republiken, nur Monarchien mit Monarchien sich binden könnten? Eher ließen sich Gründe gerade für das Gegentheil finden. Die Allianzen der Staaten beruhen auf ihren gegenseitigen politischen- und Commerz-Bedürfnissen, nicht auf ihren Constitutionen England und Rußland werden immer durch den Handel gebunden bleiben, obgleich ihre Verfassungen gerade einander entgegen gesetzt sind. Aber man findet in dem Raynalschen Werke nicht selten solche auf nichts gebauete Declamationen, die sich dann auch nothwendig immer untereinander widersprechen müssen.



...us n'avons pas pl...
...ns les affaires don...
...e, que nous n'en ...
...nterêts particulier...

... peu reflechi, il ...
...puissances investie...
...que pays, quelle ...
...lement, sont des ...
... de l'autre. Voil...
premier, voilà le vrai principe des allian...
L'antiquité peut donner la preseance, ...
pouvoir produit naturellement le plus ou ...
moins de credit; mais le droit respectif ...
jamais un sujet de dispute. C'est aussi ...
chose digne de remarque; qu'un pays mon...
chique ne saurait éprouver aucune alterat...
dans sa tranquilité par une alliance avec ...



nitié s'étend & que les prejugés se de-
isent.

Mais nonobstant les éloges pompeux que
t l'Historien Philosophe de la liberté, il pa-
t quelquefois s'oublier, ou peut-être sa
eorie est elle plutôt l'enfant de son imagi-
tion que de son jugement; car, à peu près
ns le même instant qu'il critique l'alliance
mme n'ayant pas primitivement & suffisam-
ent le bonheur du Genre-humain pour ob-
, il accuse, par maniere d'insinuation, la
ance d'avoir agi avec tant de generosité &
peu de politique. „Pourquoi," dit-il, en
rlant de la Cour de France, „s'être mis
ar un Traité inconsideré dans les fers du
Congrès qu'on aurait tenu lui-même dans la
ependance par des subsides abondans &
eglés?"

Quand un Auteur entreprend de traiter
bonheur public, il doit s'assurer s'il ne
end pas la passion pour l'equité, ni son ima-
nation pour principe. Les bons principes
ssemblent à la verité; ils n'ont pas besoin
artifice. Ils se developpent d'eux-mêmes &
la même maniere. Mais quand cela n'arrive
is, chaque page doit-être surveillée, pesée,
aminée, comparée avec les autres, comme
ne histoire inventée.

Je suis surpris de ce passage de l'Historien.
ne signifie rien, ou il n'a qu'un mauvais
ns; & dans tous les cas il montre combien
grande

grande est la difference entre les connaissances pratiques & celles de pure speculation. Un traité, d'après le langage de l'Auteur, ne renfermerait ni consistance, ni affection; il aurait pu durer jusqu'à la fin de la guerre & expirer alors avec elle. Mais la France, s'élevant au dessus de la sphere des politique étroits & des petites ames, s'est acquis une reputation de generosité & s'est procuré l'amour d'un pays qui lui avait été jusqu'alors étranger. Elle avait à traiter avec un peuple qui pensait comme la nature l'inspirait; &, de son côté, elle apperçut sagement qu'elle ne devait pas chercher pas des conditions inégales, des avantages presens qui auraient pu balancer les avantages plus durables qui pouvaient decouler d'un prelude de bonté & de generosité.

Remarques sur le refus de la mediation de la Cour de Madrid.

De là l'Historien penetre dans les transactions secretes des deux Cabinets de Versailles & de Madrid, relativement à l'Independance de l'Amerique; mon intention n'est pas de le suivre dans cette carriere. C'est une circonstance assez frappante, sans avoir besoin de commentaire, que l'ancienne union entre la Grande-Bretagne & l'Amerique, ait produit une puissance, qui dans ses mains devenait dangereuse à l'univers: & il n'est pas improbable de supposer que si les Anglais eussent

aussi

ſſi bien connu la force des Americains, 'ils ont eu l'occaſion de la connaître depuis guerre, au lieu d'entreprendre de la reduire une ſoumiſſion illimitée, ils lui auraient pro- ſé la conquête du Mexique. Mais les deux ys étant ſeparés, l'Eſpagne n'a plus rien à en prehender; tandis que leur union lui don- it plus d'alarme qu'à aucune autre Puiſſance l'Europe.

La partie à laquelle je me bornerai parti- lierement, eſt celle où l'Hiſtorien prend oc- ſion de prodiguer au Miniſtere Britannique ncens de la plus haute admiration, pour avoir eté la mediation offerte de la Cour de Ma- id, en 1779.

Il faut ſe rapeler que le cabinet d'Eſpagne, ant de ſe joindre à la France pour la guerre, chargea de l'emploi de mediateur, & qu'il au Roi Britannique & au Miniſtere des of- :s tellement avantageuſes à la Grande-Bre- gne que, ſi elles euſſent été acceptées, el- ; auraient paru prejudiciables, & peut-être admiſſibles, pour l'Amerique *). Ces pro- ſitions furent cependant rejetées par le Ca- net Britannique, ſur quoi l'Auteur ſe per- et ces paroles.

„Ce

*) S. dieſe Propoſitionen im dritten Theile dieſer Samm- lung S. 78.

„Ce plan de reconciliation deplut à
sailles, & l'on n'y fut un peu rassuré qu
l'espoir qu'il serait rejeté à Londres. C'
qui arriva. L'Angleterre ne put se deter
à reconnaître les Americains independa
fait, quoiqu'ils ne fussent pas appelés aux
ferences qui allaient s'ouvrir; quoique la
ce ne pût pas negocier pour eux ; qu
leurs interêts dussent être uniquement
nus par un mediateur qui ne leur était
ché par aucun Traité, & qui, peut-êt
fond de son coeur, n'en desirait pas la p
rité, quoique son refus les menaçât d un
mi de plus."

„C'est dans une circonstance pareille;
lorsque la fierté éleve les ames au-dessus
terreur, qu'on ne voit rien de plus à r
ter que la honte de recevoir la loi, &
ne balance pas à choisir entre la ruine
deshonneur; c'est alors que la grandeur
Nation se deploie. J'avoue toutefois q
hommes, accoutumés à juger des chose
l'évenement, traitent les grandes & perill
resolutions d'heroïsme ou de folie, sel
bon ou le mauvais succès qui les ont su
Si donc on me demandait quel est le
qu'on donnera dans quelques années à la
meté que les Anglais ont montré dans ce
ment, je repondrais, que je l'ignore. Q
à celui qu'elle merite, je le sais. Je sais
les annales du monde ne nous offrent que
rement l'auguste & majestueux spectacle d
Nati



lation qui aime mieux renoncer à sa durée, u'à sa gloire."

Dans ce paragraphe, les idées sont subli-les & les expressions élegantes ; mais le colo-s est trop relevé pour le sujet, & l'éclat des eautés fait disparaître la ressemblance. C'est ependant la maniere dont on adapte la facul- de penser & les tournures du stile au su-t, pour donner une explication claire du oint en question ; c'est cela & rien autre, ui caracterise le bon Ecrivain. Mais la plus rande partie des ouvrages de l'Historien Phi-osophe (qu'il me pardonne cette remarque) ne paraît manquer de centre & former un ca-os de matieres heterogenes & disparates. Il ffre, si l'on veut, l'agreable perspective d'un esert sans issues ni sentiers; l'on y est di-rait par chaque objet, sans être particulie-ement dirigé vers aucun : on s'y égare avec grement ; mais il est difficile de pouvoir en ortir *).

Avant d'exposer d'autres remarques sur e fonds & la forme du passage cité, je le omparerai avec l'évenement auquel il fait al-usion.

Cet évenement ne me paraît pas meriter les éloges. Le refus ne fut pas inspiré par le ourage, mais par la vanité. L'Angleterre ne e regarda pas comme un trait de desespoir

Ss 2 dans

*) Meiner Meynung nach ein sehr richtiges Urtheil.

dans un peril extrême; ainsi sa resolution renoncer à sa durée plutôt qu'à sa gloire est applicable à ses dispositions. Elle esp... uniquement de subjuguer l'Amerique, & n'... pour Ennemie d'autre puissance navale q... France. Elle pouvait esperer d'autres m... tions, plus favorables que celle qu'elle n... Mais au cas que cela n'arrivât pas & que l'... gne s'engageât dans la partie, elle n'y v... que l'emploi de ses forces navales cont... France & l'Espagne; elle n'en avait pas b... contre l'Amerique, & elle était habituée... regarder comme superieure sur cet elem... ces deux puissances.

Mais dans tous les cas auxquels cette ... sequence pourrait tendre, il n'y avait rie... pût lui inspirer l'idée de renoncer à son ... sience. Il n'est pas dans la politique de l'... pe de permettre la destruction d'aucune ... sance; mais de s'opposer seulement à so... croissement dangereux. Sa situation l'a... chissait encore des horreurs internes & in... diates d'une invasion; elle ne taisait qu... dissipations volontaires & ne s'épuisait ... courant après des conquêtes; & quoiq... ne souffrît que par les depenses de la gu... elle couvait toujours de l'oeil de magnif... dedommagemens.

Puisque l'Historien se plaît à tracer ... tableaux pittoresques & frappans de caract... il aurait pu trouver un champ fecond de ... en Amerique. Il y avait là un peuple qu...

po...

uvait ſavoir quel parti l'on prendrait pour
contre lui; un peuple inexperimenté qui
ngageait dans l'arêne avec une puiſſance qui
ait fait trembler & chanceler les Etats les
ıs puiſſans. Il avait tout à apprendre, à l'ex-
ption des principes qui l'animaient, & à ſe
ocurer tout ce dont il avait beſoin pour ſa
fenſe. On l'a vu quelquefois reduit à l'état
plus deſaſtreux où l'infortune puiſſe reduire
peuple, ſans qu'il ait éprouvé la moindre
eration dans ſon courage; on l'a vu ſe rele-
r par les évenemens les plus inattendus, ſans
livrer aux excès qu'inſpire l'orgueil de la
oſperité. Chanceler ou deſeſperer ſont des
ots inconnus en Amerique. L'eſprit du
uple était preparé à tous les évenemens,
rceque ſa reſolution primitive & finale de
uſſir ou de s'enterrer ſous les ruines de la
trie, renfermait toutes les circonſtances
ſſibles.

Le refus des propoſitions Britanniques en
78, dans les circonſtances où ſe trouvait
merique, eſt un trait bien plus brillant de
meté que le refus de la mediation Eſpagnole
r la Cour de Londres. Raynal n'eſt cepen-
nt pas le ſeul Hiſtorien qui, ébloui par la
blimité de cette conduite, l'ait attribuée à
e circonſtance, qui était alors inconnue,
lliance avec la France. Leur erreur ne prou-
que leur haute opinion de cette ſublimité;
rce que, pour en rendre compte, ils ont
erché une cauſe analogue à ſa grandeur; ſans
voir ſi la cauſe exiſtait dans le ſyſtême politi-

que de l'Etat. Il n'est pas inutile de citer à cette occasion un extrait tiré d'un Coup-d'-oeil rapide sur le Regne present d'Angleterre Cette esquisse se trouve page 53 du Nouveau Registre Annuel pour l'année 1780. L'extrait est de la teneur suivante;

„Les Commissaires qui, en vertu des bills conciliatoires de Lord North se transporterent en Amerique pour proposer des conditions de paix aux Colonies, échouerent entierement. Les concessions qui auraient été reçues auparavant avec la derniere reconnaissance, furent rejetées avec dedain. C'était l'époque de l'orgueil & de la hauteur Americaine. Il est cependant probable, que ce ne fut pas seulement l'orgueil & la hauteur qui dicterent les Resolutions du Congrès, mais une defiance de la sincerité des offres Britanniques, la determination de ne pas renoncer à l'Independance &, surtout l'Engagement où il était entré par son dernier Traité avec la France"

Ainsi les éloges enthousiastes de l'Historien doivent passer à l'epreuve des reflexions morales, philosophiques. C'est le delire de la pensée qui tend à faire disparaitre ces reflexions que l'humanité dicte naturellement contre la conduite criminelle de la Grande-Bretagne. C'est un palliatif pour couvrir une iniquité de cabinet. Il tient dans un sommeil lethargique la conscience d'une nation, & je ne sais s'il n'est pas plus dangereux de couvrir

le

le crime ſous des excuſes brillantes que d'en faire une apologie formelle & directe.

La Grande-Bretagne eſt actuellement le ſeul pays qui tient le monde dans un état de diviſion & de guerre Au lieu de prodiguer les éloges à l'excès de ſes crimes, l'Hiſtorien aurait beaucoup mieux rempli ſes fonctions, en lui adreſſant ces queſtions:

„N'y-a-t-il pas aſſez de calamités dans le monde, ne ſont-elles pas trop nombreuſes pour y échapper & trop douloureuſes pour être ſupportées patiemment, ſans s'attacher à en groſſir la ſombre nomenclature & à y augmenter les occaſions de ſe detruire? La vie eſt-elle ſi longue, que ce ſoit une choſe neceſſaire, un devoir, d'en racourcir la trame & d'accelerer l'époque de ſa fin? Les jours de l'homme ſont-ils filés d'or & de ſoie, au point qu'il faille appeler les maux afin d'y introduire de la varieté? Vas, demande à ton coeur navré, quand mille traits viennent le dechirer, vas, demande à toi-même, quand tous les remedes ne peuvent te guérir, ſi la choſe eſt ainſi ou non?"

Tableau fidele des diſpoſitions des Americains envers la France.

Après avoir achevé mes remarques ſur le ſujet precedent, je paſſe à un autre où l'Hiſto-

rien Philosophe a laissé échaper des traits de malignité, &, qui pis est, d'injustice.

Après avoir critiqué le Traité, il hazarde de caracteriser les differentes parties engagées en guerre. Est-il possible, dit-il, qu'une union étroite puisse longtems subsister entre des Confederés d'un caractere aussi opposé que le Français emporté, dedaigneux & leger; l'Espagnol lent, hautain, jaloux & froid; l'Americain qui tient secretement ses regards tournés vers sa mere-patrie & qui se rejouirait des desastres de ses Alliés, s'ils étaient compatibles avec son independance?"

Tracer des portraits de fantaisie, est une espece d'attaque & de represailles à laquelle une grande partie des hommes aiment à se livrer avec complaisance. Le vrai Philosophe devrait-être au-dessus de cette faiblesse, surtout dans un cas qui peut causer du mal, sans produire aucun bien; dans un cas, où l'offense ne saurait être justifiée par aucune provocation. L'Auteur aurait pu imaginer une difference de caractere pour chaque nation du monde; les autres en revanche en imagineraient aussi de leur côté, jusqu'à ce que, dans ce conflit d'esprit, on ne pourrait plus distinguer les nuances du caractere veritable; la gaîté d'une nation & la gravité d'une autre peuvent être par un coup leger de pinceau representés sous les couleurs les plus bizarres; & le peintre peut devenir aussi ridicule que la peinture. Mais pourquoi l'Historien n'a-t-il pas plongé ses regards plus

avant,



France; mais nous pouvons aussurer que les informations qu'on lui a fournies ne regardent aucunement l'Amerique.

Si M Raynal se fût trouvé en Amerique lorsqu'on y apprit la Nouvelle du malheur arrivé à la flotte du Comte de Grasse dans les Indes Occidentales, il aurait vu clairement son étonnante meprise. Je ne me rapelle pas un seul exemple si ce n'est la perte de Charles-Town qui ait affecté aussi vivement les esprits & qui leur ait causé plus d'agitation, de crainte & d'esperance, que les premiers bruits avant-coureurs encore douteux de la verité & de la fausseté de cette nouvelle; si la perte n'eût regardé que nous, elle n'aurait pas fait une impression aussi profonde; cependant cet accident n'avait aucun rapport direct à l'Independance de l'Amerique.

Dans le tableau geographique que l'Historien a tracé des treize Etats, il est tombé dans des erreurs si grossieres, qu'entreprendre de les relever en particulier serait une tâche qui passerait les bornes que je me suis prescrites. Et comme c'est un sujet qui n'interesse ni l'histoire, ni la politique, ni la morale, & que la situation physique & locale du pays le refute suffisamment, je le passerai sous silence. Je me bornerai à remarquer que je n'ai jamais encore vu de description de l'Amerique, faite en Europe, qui fût fidele, & qu'il est impossible de s'en former une idée juste, à moins de s'y transporter.

Quoi-

Quoique j'aie étendu ces remarques bien au-delà de ce que je m'etais proposé; je suis, cependant, obligé d'omettre plusieurs observations qui d'abord étaient entrées dans mon plan. J'aurais voulu ne pas trouver occasion d'en faire aucune. Mais les fausses notions qu'un ouvrage de cette celebrité pouvait repandre, & les impressions defavorables qu'il pouvait faire, serviront d'apologie à ces remarques, & d'excuse pour la liberté avec laquelle elles sont faites.

J'observe que l'Historien Philosophe a fait une espece d'Extrait d'une partie considerable du pamphlet intitulé le Sens Commun & l'a fait passer sous cette forme dans son ouvrage. Mais il est encore d'autres endroits où l'Auteur a puisé librement dans le même pamphlet, sans en faire l'aveu. La difference entre le gouvernement & la société qui commence cette Histoire de la Revolution Americaine est tirée de ce pamphlet; &, quoiqu'il y ait des passages empruntés presque litteralement, l'Auteur a fondu le tout dans son ouvrage; comme si c'eût été son propre bien. La teneur entiere des remarques de l'Historien à ce sujet est empruntée si fidelement des idées repandues dans le Sens commun, que la difference n'est que dans les mots & dans l'arrangement des pensées; les pensées sont restées les mêmes. (On peut en voir un échantillon dans la comparaison des passages opposés des deux colomnes suivantes.)

Sens Commun *).	*Mr. Raynal.*
Quelques Ecrivains ›nt confondu la sociè- é avec le gouverne- nent de maniere à laiſ- ɛr peu ou point de di- tinction entre l'un & 'autre; mais non-ſeu- ement ils different; ls ont même une ori- ;ine differente.	Il faut bien ſe don- ner de garde de con- fondre enſemble les ſociétés & le gouver- nement. Pour les connaître cherchons leur origine.
La ſocieté eſt née le nos beſoins & le ;ouvernement de nos 'ices. La premiere end toujours poſitive- nent à notre bonheur, :n reuniſſant les affe- ʾtions, le ſecond y end negativement en 'eprimant nos vices.	Ainſi la ſocieté eſt née des beſoins des hommes, le gouver- nement eſt né de leurs vices. La ſo- cieté tend toujours au bien; le gouverne- ment doit toujours tendre à reprimer le mal.
Afin de ſe faire une dée claire & juſte de 'objet & de la fin du ;ouvernement, ſup- ɔoſons un petit nom- ɔre d'hommes, ſe ren-	L'homme jeté com- me au hazard ſur ce globe, environné de tous les maux de la nature; obligé ſans ceſſe de defendre & de

*) Man findet diese ganze Stelle gleich zu Anfang des Pamphlets: der gesunde Menschenverstand, S. 9 : 12 des ersten Theils dieser Sammlung.

contrant dans quelque partie isolée de la terre, sequestrés de tout le reste. Ils representeront alors la population de tel pays que ce soit ou celle de l'Univers. Dans cet état de liberté naturelle, la societé sera le premier objet de leur pensée. Mille motifs les y exciteront. La force d'un seul homme est tellement inegale à ses besoins, son esprit si peu propre à une solitude perpetuelle, qu'il est bientôt obligé de cher-

de proteger sa vie contre les orages & les tempêtes de l'air, contre les inondations des eaux, contre le feu & les incendies des volcans, contre l'intemperie des zônes ou brûlantes ou glacées; contre la sterilité de la terre qui lui refuse des alimens, où sa malheureuse fecondité fait germer sous ses pas des poisons; enfin contre les dents des bêtes feroces, qui lui disputent son sejour & sa proie, & le com-

aurait 'abattu du
ɔis; il ne pourrait
transporter; l'a-
ınt transporté, il ne
ɔurrait l'élever dans
s airs; en même
:ms, la faim le chas-
:rait de son travail,
: chaque besoin l'a-
ellerait d'un côté dif-
'rent. La maladie &
nfortune suffiraient
ɔur lui donner la
ıort; car quand elles
e seraient pas imme-
iatement mortelles,
hacune, cependant,
: mettrait hors d'état
e vivre, & le redui-
ıit, à une situation
ù l'on pourrait dire,
u'il est plutôt con-
amné à perir qu'à
ıourir. C'est ainsi
ue la necessité, sem-
lable à la gravitation,
:rait de nos émi-
rans, nouveaux de-
arqués, une socie-
: dont les avanta-
es reciproques su-
pendraient ou se-
aient oublier l'utilité
es principes des loix
leurs forces & leur in-
telligence.

C'est par cette reu-
nion qu'il a triomphé
de tant de maux; qu'il
a façonné ce globe à
son usage, contenu
les fleuves, asservi
les mers, aussuré sa
subsistance, conquis
une partie des ani-
maux en les obligeant
de le servir, & re-
poussé les autres loin
de son Empire au fond
des deserts ou des bois,
où leur nombre dimi-
nue de siecle en sie-
cle. Ce qu'un hom-
me seul n'aurait pu,
les hommes l'ont exe-
cuté de concert; &
tous ensemble ils con-
servent leur ouvrage.

&

& du gouvernement, chacun d'eux observant exactement les loix de la justice à l'egard l'un de l'autre. Mais comme rien n'est inaccessible au vice dans ce monde sublunaire, il arrivera necessairement qu'à proportion qu'ils vaincront les premieres difficultés de l'émigration qui les forcent à se reunir en commun, ils commenceront à se relâcher dans leur devoir & dans leur attachement l'un envers

Telle est l'origi[ne] tels sont l'avanta[ges] le but de la société.

Le gouverne[ment] doit sa naissance [à la] necessité de preve[nir] & de reprimer les [in]jures que les asso[ciés] avaient à craindre uns de la part des [au]tres.

Coup-d'oeil sur la conduite du Ministere Britannique envers la Hollande, sur les dernieres revolutions qu'il a éprouvées & sur la disposition des esprits en Amerique envers l'Angleterre.

Mais comme il est tems que je finisse ces observations, je laisse là toute autre remarque sur l'écrit de Mr. Raynal. Je vais jeter un coup-d'oeil rapide sur l'état des affaires publiques, à commencer du tems où l'histoire de la Revolution Americaine fut publiée.

Un esprit habitué à des actions basses & injustes, poursuit de même, sans jamais suivre d'autre impulsion que celle de la partialité nationale; autrement, pourrait-on rendre compte de la declaration de guerre faite par l'Angleterre à la Hollande. Pour se former une idée de la politique qui dirigeait alors le Ministere Britannique, il faut se representer l'opinion que la Nation Anglaise, en general, s'était formée des Hollandais, & calculer sa politique sur les avantages qu'elle en esperait & non sur la justice qu'elle croyait y voir.

Si l'Angleterre eût jamais pensé que les Pays-Bas-Unis feraient cause commune avec la France, l'Espagne, & l'Amerique; le Mini-



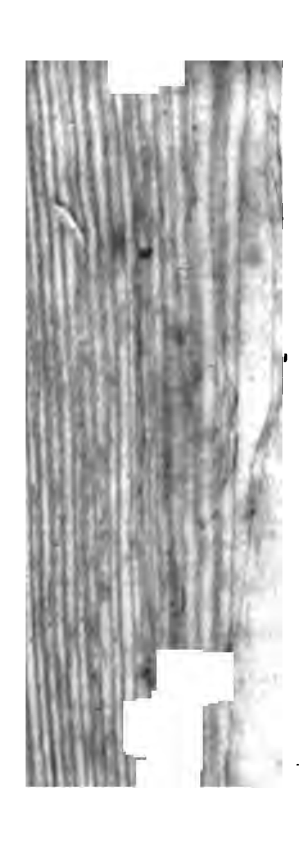
vaisseaux qui
tendent l'appr
sent ravis de
ver leur hon
Est-ce petitess
xaminerai pas.
dernier sentim
supofer un esp
ter l'infortuné
conduite du
que ce n'était
qu'il faut lui ch

Ce qu'il y
s'étaient form
avantageuse de
regardée comm
rer toute espe
vaient insulter
vant leurs desir
sent se vanger.

Si telle fut

aginé qu'en pillant à la nation Hollandaise
elques millions de livres-sterlings (& le pil-
e est un moyen pour gagner la faveur popu-
'e) il pourrait faire la paix avec elle, quand
'oudrait, & à telles conditions qu'il imagi-
rait de proposer. Aussi le pillage eut à pei-
été achevé, que l'accommodement fut pro-
sé; mais avec les consequences que tout le
onde sait. Quand une fois l'esprit a perdu
sentiment de sa propre dignité, il perd en
me tems la capacité de l'aprecier dans les
tres. La guerre Americaine a jeté l'Angle-
re dans une si grande varieté de situations
surdes, qu'en jugeant d'après elle-même,
e ne voit pas en quoi peut consister la digni-
nationale chez les autres peuples; elle at-
ndait des Pays Bas-Unis soumission & du-
icité, & cette meprise resultait de ce qu'elle
ait joué ce rôle en nombre d'occasions dans
guerre actuelle.

Entrer en alliance ou en quelque liaison
ec la Grande-Bretagne est donc une situa-
on peu sûre & peu conforme à la bonne po-
ique. Les Pays-Bas-Unis & l'Amerique-
nie sont des preuves frapantes de cette re-
arque: que ces deux pays deviennent les al-
s de la France & de l'Espagne; la Grande-
etagne aura pour eux des menagemens &
ême du respect; qu'ils redeviennent les alliés
l'Angleterre elle continuera à les insulter &
les piller. Dans le premier cas elle craint de
s offenser, parce qu'ils ont des forces pour
s secourir. Dans le second cas, ces crain-



connue; c
grande impo
spose serieus
nerale.

Une lo
seulement l'i
que; mais l
de subjuguer
mener à son
puis le comm
tôt aura duré
tans ont avai
le premier d
generation n
ennemi barba
ce de l'Amer
établi & natur

*) Im März 1
Ministerium

d'Angleterre le paraît à un Anglais. D'un autre côté des milliers d'hommes, plus âgés, qui étaient dans les prejugés Britanniques, les ont abandonnés & les abandonnent journellement dans les diverses situations des affaires & de la vie. Les progrès naturels de la generation, qui va toujours changeant, operent chaque jour au prejudice de la Grande-Bretagne. Le tems & la mort, de rudes ennemis à combattre, une guerre perpetuelle contre ses interêts, les bills de mortalité sont, dans chaque partie de l'Amerique, les thermometres de son credit expirant. Les enfans au berceau sont instruits à regarder l'Angleterre comme leur seule ennemie. Ils n'entendent parler que de ses cruautés; de leurs peres, de leurs oncles, de leurs autres parens massacrés; ils voient les ruines ou les cendres des maisons detruites ou brûlées; & tous ceux qui les environnent leur repetent sans cesse: ce sont les Bretons qui ont fait tout cela.

Voilà des circonstances auxquelles un politique Anglais, qui n'observe l'homme que dans l'âge viril, ne fait aucune attention. Il ne s'embarasse que des parties qui croissent sous ses yeux & à sa portée en Angleterre, sans penser avec quelle rapidité la generation presente en Amerique augmente, sans qu'il y fasse attention, ni elle à lui: en peu d'années tout souvenir personnel sera effacé. On ne saura guere & on s'informera rarement quel est le Roi ou le Ministre en Angleterre.



La nouvelle administration Britannique est composée de personnes qui se sont toujours declarées contre la guerre, ou qui ont constamment desavoué toutes les mesures violentes de l'ancien ministere. Ils envisageaient la guerre Americaine comme un fléau pour l'Angleterre même, & s'y opposerent sur ce principe Mais qu'est-ce que cela pour les Americains ? Ils n'ont rien à faire avec les partis qui divisent l'Angletterre. Les querelles particulieres ne font rien pour eux. Elle ne s'offre à leurs yeux que sous le rapport d'un pays entier, qui leur fait la guerre & qui doit faire la paix avec eux.

Quand tous les Ministres Anglais seraient des Chatham, cela n'ajouterait point, ou que peu de poids dans la balance de la politique Americaine. La mort est venue à propos, pour conserver à la memoire de ce grand homme d'Etat cette Reputation qu'il aurait perdue, si ses jours eussent été prolongés. Ses plans & ses opinions, vers les dernieres années de sa vie, auraient été suivis d'autant de consequences facheuses & condamnés aussi violemment en Amerique que ceux du Lord North; & pour un homme sage, ils étaient remplis d'inconsequences qui degeneraient en absurdités.

C'était apparemment une erreur de plusieurs des membres de l'ancienne minorite que de supposer que l'Amerique se prêterait, s'ils étaient en place, à des arrangemens qu'elle aurait rejetés sous la precedente Administration. Cette idée ne peut servir qu'à prolonger la guerre;

guerre ; & la Grande-Bretagne peut, aux depens de bien d'autres millions, apprendre les consequences de telles meprises. Si les nouveaux Ministres évitent sagement cette politique du desespoir, ils prouveront qu'ils sont de meilleurs pilotes & des hommes plus sages qu'on ne l'aurait cru ; car on s'attend chaque jour à voir leur barque échouer & se briser sur quelque rocher inconnu.

Mais il est un point qui peut les illustrer. On ne saurait à present faire une ouverture plus brillante ; elle est de nature à recevoir la perfection de la veritable magnanimité & les applaudissemens de l'humanité.

L'Angleterre a besoin d'une reforme totale. Elle a besoin d'un genie vaste & puissant qui embrasse tout l'univers. Au lieu de s'isoler de son Isle & d'avoir des querelles avec le monde entier, elle se procurerait un bonheur plus durable ; elle acquerrait des richesses plus réelles, en frequentant genereusement les autres peuples, en disant avec courage ; je ne suis l'ennemie de personne. Il n'est plus tems d'employer les petits expediens, la politique artificieuse. L'Europe est trop experimentée pour s'en laisser imposer, & l'Amerique trop prudente pour être dupée. Il faudrait quelque chose de neuf, un coup de maitre. L'idée d'engager l'Amerique par la seduction, à renoncer à son Independance ou à son alliance, est une idée au-dessous d'un esprit élevé ; c'est une entreprise indigne d'un homme d'honneur. Quand la politique s'applique à corrom-

pre les principes d'integrité & à detruire les vertus de l'homme, elle devient detestable; être homme d'Etat à ce prix, c'est être fripon en titre d'office. Quiconque tend à cela, laisse dans son caractere un vuide qu'on peut remplir de la plus infame denomination.

Si les dispositions de l'Angleterre ne peuvent amener une paix honorable & generale; & si la guerre est continuée à tout évenement, je ne puis m'empêcher de desirer que les alliances faites ou à faire par l'Amerique, deviennent les seuls objets de la guerre. Elle a besoin de cette occasion pour montrer au monde qu'elle tient son honneur pour aussi sacré que son independance & qu'elle ne veut, dans aucune situation, abandonner ceux qu'aucune negociation n'a pu l'engager à abandonner. La paix est un objet desirable à tout homme qui reflechit; mais la paix qui entraîne le deshonneur, est un crime pour le seducteur & une malediction pour les seduits.

Mais où est l'impossibilité, ou, si l'on veut, la grande difficulté, qu'il se forme une amitié solide avec la France & l'Espagne, & que l'on se fasse une vertu nationale de renoncer pour toujours à ces preventions inveterées que les Anglais étaient habitués à cherir, & qui, n'ayant servi qu'à les precipiter dans des dettes énormes & à les engager dans des guerres inutiles, empoisonnaient en même tems leur repos & detruisaient leurs moeurs. Nous avons eu les entraves qui les enchaînent encore: mais l'expe-

rperience nous en a montré l'erreur; & la
orme de nos opinions nous a guéris.

La veritable idée d'une grande nation est
qui étend & favorise les principes de la so-
:té universelle; dont l'esprit s'éleve sur la
iere des idées locales & considere les hom-
es, de quelle nation ou profession qu'ils
ient, comme les enfans d'un seul Etre suprê-
e. Le delire des conquêtes a eu son tems.
ourquoi les vertus philantropiques n'auraient-
les pas le leur? Les Alexandres & les Cesars
: l'Antiquité ont laissé derriere eux des monu-
ens de destruction & n'ont transmis qu'un
uvenir d'horreur; pendant que ces person-
ges plus recommandables encore, qui furent
s premiers instituteurs de la societé & des
iences, ont conservé la gratitude de tous les
ecles & de tous les pays. Un seul philoso-
ie, quoique payen, a été plus utile au mon-
: que tous les conquerans qui soient jamais
rtis du sein du paganisme.

Si la Revolution Americaine est marquée
ir l'introduction d'un vaste système de civili-
tion, elle recevra du ciel les témoignages les
iuş éclatans d'approbation, & comme c'est un
ijet où la pensée de l'Historien Philosophe bril-
avec le plus d'éclat; je le recommande à son
tention avec l'affection d'un ami & l'ardeur
'un citoyen de l'univers.

Remarques en forme de postscriptum sur les Negociations à entamer entre l'Angleterre & l'Amerique.

Depuis que j'ai achevé les remarques precedentes, on a fait passer en Amerique des insinuations pour une paix generale. Sur quelle autorité, sur quel fondement elles sont appuyées & si cet évenement est prochain ou éloigné, c'est ce que je n'examinerai pas. Mais, comme ces circonstances doivent être tôt ou tard des objets d'attention serieuse, il n'est pas hors de propos d'examiner dès à present, de bonne-foi, quelques points qui sont liés à cet objet ou qui y conduisent.

L'Independance Americaine est actuellement aussi fermement établie que celle d'aucun autre pays dans un état de guerre. Ce n'est pas la longueur du tems, c'est le pouvoir qui donne la stabilité. Les Nations en guerre respectent peu les prerogatives de l'antiquité. C'est leur force immediate & presente; ce sont leur liaisons politiques qui doivent les soutenir. Ajoutons à cela qu'un droit qui s'éleve aujourd'hui n'est pas moins un droit que s'il avait la sanction de douze siecles; ainsi l'Independance & le gouvernement present en Amerique ne sont pas plus exposés à la destruction parcequ'ils sont nouvellement établis, que ceux de l'Angleterre parce qu'ils sont plus anciens.

La

La politique de la Grande-Bretagne, re- ivement à l'Amerique, fut commencée par ;norance & poursuivie par le delire. Pas e demarche qui annonce des traits de lumie- ;. On dirait qu'elle n'a fait la guerre que ur se rendre miserable & odieuse; & dans dernieres propositions d'accommodement e a encore montré une totale ignorance du eur humain & des sentimens naturels & in- erables qui le meuvent generalement. Quel- que soit la conduite qu'elle tienne ou qu'el- veuille tenir dans cette negociation de paix, :st encore une chose qui demande des euves.

C'est un defaut en politique que de ne pas ınnaître le coeur humain, & de ne pas étu- er l'effet que telle ou telle mesure du gouver- :ment doit opérer sur l'esprit. Toutes les er- urs du gouvernement Britannique ont pris ur source dans cette erreur.

L'ancien Ministere Britannique agissait avec s hommes comme avec des êtres sans ame, & Ministere actuel agit avec les Americains, ›mme s'ils étaient sans memoire. On dirait ɔe le premier les jugeait incapables d'être af- ctés, & que le second les croit incapables e ressentiment.

Il est encore un autre point où les politi- ues se trompent. C'est de ne sçavoir pas cal- ıler juste, de juger mal des consequences qui oivent resulter de telle ou telle circonstance. Rien

Rien n'eſt plus frequent dans la vie publique d'un adminiſtrateur, ainſi que dans la vie privée d'un particulier, d'entendre les gens ſe plaindre que tel ou tel moyen a produit un évenement directement contraire à ſes intentions. Mais la faute en doit-être attribuée au manque de prevoyance; car les moyens produiſent toujours leurs conſequences propres & naturelles.

Il eſt aſſez probable que dans un traité de paix, la Grande-Bretagne voudra ſe reſerver quelque poſte dans l'Amerique-Septentrionale, peut-être le Canada ou Halifax, ou ces deux provinces à la fois; & je tire cette augure des vues étroites qu'elle a manifeſtées dans ſa politique, qui emploie toujours des moyens dont les conſequences naturelles ſont à la fois contraires à ſon interêt & à ſon attente. Il s'agit ici d'examiner ſi ces établiſſements lui vaudront la peine d'être gardés & quelles ſeront les conſequences de cette poſſeſſion. Quant au Canada, un des deux cas doit arriver: ſi cette Province vient à ſe peupler elle ſe revoltera; ſi elle ne ſe peuple pas, elle ne vaudra pas la peine d'être conſervée. On en peut dire autant d'Halifax & des pays circonvoiſins.

Mais le Canada ne ſe peuplera jamais; il ſerait ſuperflu d'employer des moyens pour cet effet, la nature ſeule fera tout.

La Grande-Bretagne peut prodiguer les depenſes pour envoyer de nouveaux colons dans le Canada; mais les deſcendans de ces colons

olons seront Americains, ainsi que d'autres ont été avant-eux. Ils regarderont autour 'eux & verront leurs voisins érigés en Etats ouverains & libres, respectés au dehors & ommerçant au loin avec l'univers entier; & amour naturel de la liberté, les avantages du ommerce, les charmes de l'independance 'un climat plus fortuné & d'un sol plus fertile es attireront au midi: ainsi la Grande-Bretagne fera les fraix & l'Amerique en cueillira es fruits.

On penserait que l'experience qu'a fait la Grande-Bretagne en Amerique l'aurait guerie le toute idée de fonder des Colonies dans le continent; & tout ce qu'elle pourra s'y reserver, ne sera pour elle, qu'un champ d'épines & de jalousie, de debats & de contentions, avec un peuple, qui sans cesse ira reclamant des privileges & projetant des revoltes. Elle formera des établissements; mais ils seront pour les Etats-Unis; ils en deviendront parties malgré tous les projets que l'on tentera pour l'empêcher, même, sans que les Etats-Unis aient besoin de faire aucun effort pour seconder cette revolution. D'abord elle ne pourrait en tirer des revenus avant qu'ils fussent en état d'en payer. Et lorsqu'ils seront dans cet état, ils auront aussi le pouvoir d'en secouer le joug. On prend bien vîte de l'attachement pour le sol où l'on vit; on s'interesse à la prosperité de ce lieu preferablement à tout autre. Peu importe avec quelles opinions on y arrive: le temps, l'interêt, & de nouvelles liaisons les deracinent

racinent aisément. La generation suivante n'est plus celle qui precedait. Si la Grande-Bretagne était vraiment sage, elle saisirait cette occasion pour se debarrasser de toutes les entraves qui l'enchainent à l'Amerique-Septentrionale, non-seulement afin d'éviter des troubles & des brouilleries dans l'avenir; mais aussi pour sauver la depense. Les conditions auxquelles l'Angleterre conserverait le Canada, ne doivent tenter l'avidité d'aucune puissance Européenne; c'est une de ces possessions qui ne peut manquer d'être constamment onéreuse à tout proprietaire étranger.

Quant à la nouvelle Ecosse, Halifax devient inutile à l'Angleterre apres la guerre actuelle & la perte des Etats-Unis. Un poste, lorsqu'on a perdu la domination au maintien de laquelle il pouvait servir, ne peut occasionner

er, c'est supposer une fausseté manifeste, par- que, quoique la Grande-Bretagne retienne ce)ste, elle a perdu les deux autres & tous les antages qu'elle en attendait. Et dire que ut cela arrive parce que ce poste est assiegé ır terre & par mer, c'est ne rien dire: car il ı sera toujours de même en tems de guerre, ıt que la France & l'Espagne entretiendront :s flottes superieures & que la Grande-Bre- gne gardera la place, de sorte que dans le mps où elle sera pour l'une un roc impene- ıble & inaccessible, il sera toujours dans le)uvoir de l'autre de le rendre inutile & ex- èmement onereux *).

Je suppose qu'un des principaux objets de :spagne en assiegeant ce roc, soit de montrer l'Angleterre, que quand elle ne serait pas en at de le prendre, elle peut toujours le com- ander; c'est-à-dire le tenir bloqué & mon- trer

*) Ich bin hierinn nicht gleicher Meynung mit dem Verfasser. Gibraltar hat während des letzten Kriegs die Macht von Spanien und Frankreich auf eine so langwierige und kostbare Art beschäftigt, daß dies allein ein großer Vortheil für England gewesen seyn würde, wenn es auch am Ende, wie es doch nicht geschah, Gibraltar verlohren hätte. Wie viel Schaden würden die beyden Bourbonen Großbritannien haben thun können, wenn sie statt dieser, wie mich dünkt, nicht sehr politischen Unternehmung, mit gleichen Kosten und Kraft Englands Besitzungen in Westindien angegriffen hätten. Sehr richtig scheint mir dagegen das Raisonnement des Herrn Paine in Absicht des englischen Besitzes von Canada und Neuschottland.



pouvoir acc
nations.

J'entend
ce inherente
perpetuellem
qu'elle ne so
jours dirigée
tends par po
l'exercice heu
tionale en to

Il fut cer
tion Européen
vaiſſeaux de g
lons actuellem
l'épouvante ch
pas commenc
que la nature

*) Allerdings
ten, oder i
von Verſail

ites pour cet effet. Mais c'est ce qu'on ne ut envisager que comme accidentel & non mme le modele d'une puissance permanente; la ne pouvait durer que jusqu'à ce que ces issances eussent bâti autant & plus de vaisseaux ie la premiere: cette operation faite, une ›tte superieure est necessaire pour acquerir la periorité, & une flotte plus puissante encore ›ur la surpasser. Ainsi vont les hommes bâsant flotte sur flotte suivant l'occasion, ou la uation des choses. D'après cette observa›n, il ne s'offrè plus qu'une question à faire, voir: quelle puissance peut construire & arer une plus grande quantité de vaisseaux? La ponse naturelle est celle-ci. C'est la puissan- qui a le plus de revenus & le plus d'habitans ec des ports commodes & des côtes bien uées.

La France étant située sur le continent de Europe & la Grande-Bretagne ne voyant au›ur d'elle que la mer, ces deux situations divers ont inspiré aux pays deux des idées differentes. es habitans de la Grande-Bretagne n'ont pu ›mmercer avec l'étranger, ni quitter leur sol ital qu'à l'aide d'édifices mouvant sur une surce liquide; la France ne s'est pas trouvée dans : cas. Ainsi l'idée d'une marine ne s'est pas fferte à la France d'après la necessité immedia- : & primitive qui l'a fait naître en Angleterre. lais la question est de savoir, lorsque l'une & autre portent leurs efforts & leurs revenus vers : même objet, qui des deux doit l'emporter? e revenu actuel de la France est presque le

 double

double de celui de l'Angleterre, & le nombre des habitants est encore au-delà du double. Chacune a la même étendue de côtes le long de la Manche. La France s'étend considérablement dans la baye de Biscaye avec une position très-avantageuse sur la Mediterrannée. L'experience journaliere prouve encore que la pratique & l'exercice forment dans l'une & l'autre des matelots aussi facilement que des soldats. Si donc la Grande-Bretagne peut entretenir cent vaisseaux de ligne, la France peut en maintenir au moins cent cinquante; parce que ses revenus & sa population lui fournissent pour ce surplus les moyens qui manquent à l'Angleterre *). Et la seule raison pourquoi elle ne l'a pas fait, c'est quelle n'y a porté son attention que depuis peu. Mais voyant enfin, que la marine est le premier ressort du pouvoir, elle reussira aisement à l'obtenir.

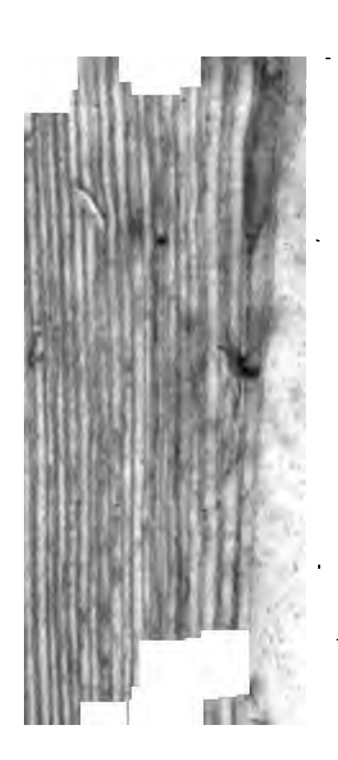
L'Angleterre s'est imaginée faussement & malheureusement pour elle, qu'ayant eu le dessus avec la France quand celle-ci était inferieure en forces navales; elle devait l'avoir en tous les temps. Mais il est facile de voir que la France n'avait pas essayé ses forces sur mer & qu'elle est

*) Der Verfasser vergißt hier, wie mich dünkt, daß Frankreich zugleich eine ansehnliche Landmacht ist, und wegen seines Interesse auf dem festen Lande immer bleiben muß, also auf seine Seemacht nie einen so beträchtlichen Theil seiner Kräfte wenden kann, als Großbrittanien, welches außerdem, wie ich auch glaube, noch mehr andre Vortheile hat, die seiner Marine einen bleibenden Vorzug sichern werden.

eſt en état d'être auſſi ſuperieure à l'Angleterre ſur cet élement, qu'elle l'eſt en revenus & en population. L'Angleterre peut avoir à deplorer le jour où elle n'a conſulté que ſon inſolence & ſon injuſtice pour provoquer la France ſur mer.

Il eſt au pouvoir des flottes combinées de conquerir toutes les Isles des Indes occidentales & d'aneantir la Navigation Britannique dans ces parages. Si la France & l'Eſpagne envoyaient toutes leurs forces navales de l'Europe vers ces Isles, la Grande-Bretagne ne ſerait pas en état de les y ſuivre avec des forces égales; elle ſerait encore inferieure de vingt ou trente vaiſſeaux, quand elle y enverrait tous ceux qu'elle a, laiſſant tout ſon commerce à la merci des Hollandais.

C'eſt une maxime qui, je penſe, ne ſoufre point d'exception, ſurtout dans les operations navales, que de grandes forces ne doivent jamais marcher par detachements quand ont peut les faire mouvoir en maſſe. Mais il faut conduire toutes les forces vers quelque objet important, & dont l'heureux ſuccès doit avoir un effet decifif pour la guerre. Si les Eſpagnols & les Français euſſent conduit au printems toutes leurs forces dans les Indes Occidentales, les Isles ſeraient toutes tombées en leur pouvoir; ils euſſent pris & Rodney & ſa flotte. Les Etats-Unis peuvent fournir des proviſions aux flottes combinées; elles n'ont pas beſoin de les faire venir de l'Europe comme l'Angleterre.



d'un qua

Des
d'elles-m
& les per
buer qu'au
bilité supe
dans trois
put obteni
les à la sie
combat.
Bretagne a
aussi qu'elle
outrages at
celle des in
ces de la par
ste égalemen
& de la nou
ne sont pro
dans l'illusio
Ses procedés

, elle jouait ſur la ſurface des mers le rôle
e joue le requin dans les flots; mais les Puiſ-
ces combinées ont choiſi un rôle bien diffe-
nt; elles tendent à l'immortalité en jetant les
ıdements d'une liberté parfaite ſur l'océan, à
uelle toutes les nations ont un droit incon-
table & qu'elles ſont intereſſées à voir établir.
mer eſt un chemin ouvert à toutes les na-
ns; quiconque s'arroge des prerogatives ſur
t élement, eſt un infracteur du droit des gens;
;'attire à juſte titre la punition des autres.

Peut-être ſerait-il bon pour le repos futur
genre humain, d'établir pour article de la
ix prochaine, qu'en temps de paix aucune
tion ne pourrait entretenir qu'un certain
ımbre de vaiſſeaux de guerre. Au moins cet-
idée devrait-elle être adoptée en partie; car
ivant le torrent de la mode, la moitié du mon-
: va ſe repandre ſur les mers, & l'on ne ſau-
it aſſigner l'étendüe que va prendre la naviga-
)n des diverſes Nations. Une autre raiſon,
:ſt que la navigation n'ajoute rien aux moeurs
ı peuple. La vie ſequeſtrée qui accompagne
ſervice de mer écarte les occaſions de ſe mê-
r dans la ſocieté; elle n'occaſionne que trop
uvent une rudeſſe d'idée & de langage, &
us encore dans le ſervice des vaiſſeaux de
ıerre que dans celui des vaiſſeaux marchands;
nˢ ce dernier ſervice, il y a plus d'occaſions
: communiquer avec le monde & la ſocieté.
:tte remarque eſt cependant generale, elle
appartient pas à un pays excluſivement.

La Grande-Bretagne a fait actuellement une épreuve de sept ans & une depense d'environ cent millions de livres-sterlings; & chaque mois qu'elle differe de conclure la paix lui coûte un autre million, audessus des depenses ordinaires du gouvernement, qui exigent un autre million de plus; de sorte qu'elle depense deux millions par mois, somme qui équivaut justement à la depense annuelle de l'Amerique, y compris toutes les charges. Qu'on juge par-là qui des deux est en état de soutenir la partie le plus longtemps. Elle a pareillement bien des fautes à expier. Au lieu donc d'affecter le même ton d'arrogance, qui ne sert qu'à diminuer son credit en augmentant le ressentiment des autres peuples, elle ferait beaucoup mieux de s'occuper chez elle de la reforme des moeurs & de l'économie fiscale, d'entretenir la paix avec ses voisins & de ne plus penser à la guerre.

De Philadelphie, 21 Août 1782.

Ende der Fünften Lieferung.





Druckfehler.

Seite	7	Zeile 8	von unten statt	offries ließ offices.
„	8	Z. 8 u. 18.	von unten statt	mesmes l. même.
„	9	Z. 13	von oben „	lien l. lieu.
„	9	Z. 17 u. 18.	von oben	muß das ; und Aussi weg, und heißen on apprend.
„	12	Z. 11	von oben statt	Dernier l. dernier.
„	13	Z. 9	von unten fällt	das & weg.
„	26	Z. 10	von oben statt	les l. des.
„	35	Z. 4	von oben „	fut l. fait.
„	47	Z. 13	von oben „	qui fit l. qui se fit.
„	55	Z. 22	von unten „	ce de l. de ce.
„	58	Z. 4	von oben „	touche l. touché.
„	63	Z. 7	von oben „	secler l. sceler.
„	68	Z. 8	von oben „	de parti l. le parti.
„	70	Z. 17	von unten „	troup l. trop.
„	73	Z. 3.	von oben „	temprememment l. temperament
„	76	Z. 4	von oben „	venier l. venir.
„	79	Z. 10	von unten „	y acquise l. y a acquise.
„	„	Z. 7	von oben „	fruites l. fruits.
„	„	Z. 21	von unten „	sacche l. sache.
„	89	Z. 10	von unten „	veues l. vuës.
„	90	Z. 4	von unten „	vivre l. vive.
„	99	Z. 12	von oben „	employs l. employ.
„	„	Z. 16	von oben „	charche l. charge.
„	102	Z. 2	von oben „	l'etretenir l. l'entretenir.
„	110	Z. 13	von unten „	ce l. se.
„	115	Z. 4	von unten „	l'envoye l. l'envoy.
„	116	Z. 5	von unten „	ce l. ces.
„	127	Z. 5	von oben „	confirmer l. conformer.
„	„	Z. 14	von unten „	faustes l. fausses.
„	128	Z. 13	von oben „	celle l. cette.
„	136	Z. 16	von oben „	connus l. connû.
„	154	Z. 6	von oben „	que l. qu'à.
„	189	Z. 7	von oben „	le l. les.
„	191	Z. 6	von unten „	blanc l. blancs.
„	203	Z. 12	von oben „	bravoures l. bravoure.
„	204	Z. 2	von oben „	peu docilité l. peu de docilité.

Bey

Druckfehler.

Bey der Entfernung von dem Druckort sind Druckfe zumal in einer dem Setzer fremden Sprache, unvermei Ich habe das Verzeichniß nicht weiter fortsetzen können, ich die abgedruckten Bogen noch nicht weiter erhalten; auch nur solche Fehler angezeigt, welche den Sinn undeutlich chen konnten, und mir aufgefallen sind. Kleinigkeiten, das oft vorkommende memes statt même, wird jeder Leser leicht verbessern.

Seite 328 steht Zeile 6 von oben Damrat statt Dumont.

